



HAL
open science

L'Industrie Grecque de la reconstruction à la crise 1950-2014: transformation du produit et permanence des structures d'emploi

Vincent Gouzi

► **To cite this version:**

Vincent Gouzi. L'Industrie Grecque de la reconstruction à la crise 1950-2014: transformation du produit et permanence des structures d'emploi. Economies et finances. Université Sorbonne Paris Cité, 2017. Français. NNT : 2017USPCF025 . tel-01801742

HAL Id: tel-01801742

<https://theses.hal.science/tel-01801742>

Submitted on 28 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale N°265

Langues, littératures et sociétés du monde

EA 4091 CERMOM

THÈSE

présentée par

Vincent GOUZI

soutenue le 12 décembre 2017

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

Discipline : Économie et société

L'Industrie Grecque de la reconstruction à la crise 1950-
2014

Transformation du produit et permanence des structures d'emploi

Thèse dirigée par :

Madame Meropi ANASTASSIADOU Professeur des Universités ; INALCO

RAPPORTEURS :

Madame Christina AGRIANTONI Professeur émérite ; Université de Thessalie

Monsieur Christophe BOUNEAU Professeur des Universités ; Université de Bordeaux 3

MEMBRES DU JURY :

Madame Christina AGRIANTONI Professeur émérite ; Université de Thessalie

Madame Meropi ANASTASSIADOU Professeur des Universités ; INALCO

Monsieur Christophe BOUNEAU Professeur des Universités ; Université de Bordeaux 3

Madame Joëlle DALEGRE Expert ; INALCO

Monsieur Gérard CHASTAGNARET Professeur émérite ; Université d'Aix-Marseille

Monsieur Assen SLIM Maître de Conférences ; INALCO

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	5
Préambule : Une critique des sources	19
1. Histoires de l'industrie ; essai d'historiographie de l'industrie en Grèce	20
2. Vérités statistiques : l'appareil statistique	30
3. A la recherche d'autres sources ; le terrain industriel	43
I ERE PARTIE. DES PRODUITS	50
Chapitre 1 La formation du produit industriel grec	51
<i>1) La construction de la base industrielle grecque, entre capitalisme d'état et libéralisme clientéliste.</i>	53
1. 1950-1980 : la construction volontariste d'une base industrielle	55
2. 1980-2008 : un processus libéralisé de destruction créatrice	61
3. 2008-2014 : les effets de spécialisation de la crise	78
<i>2) La physionomie actuelle du produit industriel intérieur brut</i>	87
1. Produit industriel intérieur brut : réflexions sur la distribution sectorielle des produits	88
2. Profils industriels : spécialisations et méditerranéité	92
Chapitre 2 La formation des Espaces industriels	102
<i>1) Une activité mieux répartie dans un espace intérieur unifié</i>	103
1. Localisation industrielle	104
2. Unification de l'espace industriel intérieur	112
<i>2) Des espaces extérieurs ouverts</i>	129
1. Avantages comparatifs et division internationale du travail	129
2. Analyse par produit. Effets de spécialisation	133
3. Analyse par pays. Effets d'ouverture	148

2EME PARTIE. DES HOMMES

L'autonomie de l'entreprise

Chapitre 3 L'adaptation de l'entreprise à la crise	169
1) <i>L'industrie en crise : économies de crise</i>	170
1. Le recul du nombre des entreprises et de l'emploi	170
2. La décroissance des résultats et l'évolution de la productivité	179
3. La baisse des investissements	191
2) <i>La restructuration industrielle : les formes de l'adaptation des entreprises</i>	195
1. La restructuration de l'emploi	196
2. La restructuration de l'entreprise	208
3) <i>L'autonomie du financement</i>	221
1. Insuffisance des capitaux ou excès de bureaucratie ?	221
2. Credit crunch ou inefficacité de la gestion des crédits	225
3. L'aléa moral ou l'impayé généralisé	233
4. L'autofinancement, instrument privilégié de la résilience	241
Chapitre 4 Essai sur les fondements de l'esprit d'entreprise en Grèce	244
1) <i>Un esprit d'entreprise vigoureux</i>	246
1. Entreprise et population	247
2. Prosopographies	248
2) <i>Au cœur de la société grecque, la famille, comme une libre entreprise</i>	
<i>Approche quantitative</i>	258
1. Forme juridique de l'entreprise	259
2. Taille des entreprises	271
3. Les formes de l'emploi	279
3) <i>De la petite propriété foncière à la petite entreprise industrielle</i>	
<i>Approche qualitative</i>	298

1. La famille sous-tend l'entreprise	299
2. Les stratégies familiales orientent les activités économiques	304
3. Evergétisme et capital étranger	308
4. Patronage	309
Conclusion	313
Bibliographie	326
Chronologie simplifiée	337
Liste des abréviations	339
Répertoire des tableaux, graphiques, photos et cartes	342
Annexes	349

L'industrie grecque de la Reconstruction à la crise. 1950-2014.

Transformation du produit et permanence des structures d'emploi.

« Je ne crois pas à cette image de ma patrie. Je crois en une autre Grèce, celle des gens bien, des ouvriers et des patrons. Je crois en outre que cette Grèce l'emportera à la fin, et, de ce fait, je suis optimiste pour l'avenir du pays. »¹ Kyriakos Varvaressos



Au cœur de la crise, la Fondation Niarchos investit 1 milliard d'€ dans un ensemble culturel (Scène Lyrique et Bibliothèque Nationale), le « Phare », construit sur le golfe de Falère, avec le concours de Renzo Piano.

¹ «Εγώ δεν πιστεύω εις την εικόνα αυτήν της πατρίδος μου. Πιστεύω εις μιαν άλλην Ελλάδα, την Ελλάδα των εντίμων, εργατικών και ολιγαρκών, Ελλήνων. Πιστεύω επί πλέον ότι η Ελλάς αυτή θα επικρατήσει και θα επιβληθή εν τέλει και, διά τούτο, είμαι αισιόδοξος διά το μέλλον της χώρας.» Βαρβαρέσος, Κυριάκος Varvaressos, Kyriakos, *Έκθεσις επί του οικονομικού προβλήματος της Ελλάδος*, Αθήνες, 1952 (Rapport sur le problème économique de la Grèce).

Il est rappelé ici que les mots et les citations grecs ou anglais ont été traduits en français par l'auteur et engagent sa seule responsabilité.

INTRODUCTION

Cette recherche porte sur l'industrie² grecque après guerre, de 1950 à 2014. Elle est un essai d'*histoire économique*. Le choix de l'industrie est justifié par l'évolution profonde de ce secteur dans son contenu, dans son découpage et plus généralement dans sa visibilité, après la guerre, puis au tournant des années 70. Le choix du pays, la Grèce, est justifié par l'intérêt de saisir un Etat à un instant particulier de son histoire industrielle, entre un mouvement de longue durée de son évolution industrielle et l'accélération que lui impose une crise. Enfin, la crise³ dont on parle est d'abord une crise financière. Elle correspond à la remise en cause, fin 2009, par les créanciers de la Grèce de sa capacité à assurer le service régulier de sa dette, et à la mise en œuvre en 2010 d'un programme commun de restructuration de ses finances publiques. Elle se prolonge par une crise économique sans précédent, caractérisée par une baisse du produit intérieur brut et du revenu national de plus de 20 % entre 2008 et 2014. A l'heure où cette thèse s'écrit, rien ne permet d'affirmer qu'elle a été jugulée.

Il nous semble que le cours de cette histoire est enserré par deux « mains invisibles », celle d'un Etat clientéliste et celle du grand marché libéral. Notre thèse est résolument libérale, en ce sens qu'elle n'isole pas économie de marché et société de marché. Elle fonde en conséquence sur la liberté de ses agents la transformation industrielle en cours. En Grèce, le libéralisme se déduit de la participation des agents à l'agrandissement de leur marché dans la 2ème partie du XXème siècle, et des effets d'agglomération et de spécialisation qui lui sont propres. Il se déduit aussi de la position relative de l'Etat et de l'entreprise, qui se distingue du

² En grec, βιομηχανία se réfère à la « machine » dont le sens ancien (astuce, invention) recoupe assez bien le sens ancien en français de « industrie ». « Se prend aussi quelquefois simplement pour l'art, pour le travail » dit le dictionnaire de Trévoux.

Mais dans son acception moderne, le mot de machine se réfère à la révolution industrielle et machiniste du début du XIX ème siècle et se distingue donc de βιοτεχνία, qui traduit plutôt l'artisanat en se référant à l'art (τέχνη). C'est probablement une reconstruction linguistique de cette époque.

Une même distinction peut être opérée entre εργοστάσιο, usine, et εργαστήριο, atelier, laboratoire. En revanche, si l'εργάτης ou travailleur peut s'opposer au τεχνίτης ou artisan, εργασία, le travail ne se dédouble pas.

³ La crise obsède les agents économiques partout dans le monde et particulièrement en Grèce et perd de ce fait un peu de son sens, étant utilisé à toutes les sauces. Dans le double sens de situation difficile et de jugement (η κρίση), elle se réfère à un moment particulier où l'on peut exercer un jugement « critique », avant que ne penche le fléau de la balance. Mais à vrai dire, au fur et à mesure de la recherche, il a perdu de sa valeur « heuristique ». La crise n'est qu'une occasion, un moment pour observer, une date pour limiter l'étude. La fluctuation à court terme qu'elle représente sur le strict plan économique est moins intéressante que la manière dont les agents économiques s'y adaptent, d'autant que le rétablissement, s'il est bien amorcé depuis 2012, n'est à ce jour (printemps 2017) pas confirmé en retour à la croissance. L'étude de la structure de l'industrie, étudiée dans le temps, montre que la crise est relative à des branches et à des périodes et de ce fait permanente et que l'industrie, tout en se modifiant continuellement, s'appuie sur des ressources et sur des comportements qui appartiennent au temps long.

reste de l'Europe par des traits bien caractérisés, où le rapport de clientélisme s'accompagne d'une autonomie irréductible de la cellule entrepreneuriale. Nous pensons que l'industrie grecque, comme d'ailleurs d'autres pans majeurs de l'économie, armement naval et tourisme, se développe malgré l'Etat, dans un mode dont l'indépendance est renforcée par la crise. L'agent à l'œuvre est en réalité l'entreprise et ses employés, qui manifestent, malgré d'innombrables difficultés, une étonnante autonomie de mouvement et mobilise les avantages naturels et culturels du pays.

Pour bien appréhender cette histoire propre à l'industrie grecque, il faut d'abord la replacer dans le cadre plus général de l'évolution de ce secteur dans toutes les économies et préciser le changement de perspective qui s'est produit au tournant des années 1970. Dans ce cadre nouveau, l'industrie grecque se présente, à l'heure de la crise, comme un modèle original et vivant, par son histoire, sa géographie, son contenu, le rôle de ses institutions.

1. L'histoire de l'industrie grecque doit être en premier lieu resituée dans le cadre de l'histoire de ce secteur dans le monde, dont elle épouse étroitement les contours et la structure, et l'évolution, notamment dans les décennies qui suivent la 2ème guerre mondiale.

Cette histoire est marquée par le processus de la Révolution Industrielle initié à la fin du 18è siècle en Grande Bretagne et généralisé au continent européen au cours du 19è siècle. Ce processus a été si violent qu'il a bouleversé l'ensemble des activités humaines et des rapports sociaux. L'industrie, dans le droit fil des Lumières, est au centre de la philosophie de l'histoire. Comte, Marx et Saint Simon en font le moteur de la transformation sociale et culturelle. Elle est porteuse de l'idée de progrès dans tous les domaines, englobant toute production humaine, fondant les arts et la recherche qui alimentent indéfiniment le processus de production. L'ampleur du phénomène, la recomposition du tissu social et l'énormité des capitaux mobilisés expliquent que les contemporains en aient été vivement frappés.

Au XXème siècle, cette évolution s'est poursuivie. L'industrie a connu des révolutions technologiques successives (charbon, électricité ou pétrole, machines à vapeur, moteurs à explosion ou turbines, physique nucléaire et chimie). Moteur de la reconstruction de l'après-guerre dans les pays européens, elle s'est généralisée, prenant dans l'économie la place de l'agriculture. Dans le cadre de la décolonisation, elle s'est étendue aux pays en voie de développement. Après les ravages des deux guerres mondiales, dans le fil d'une croissance

fulgurante de la production et des revenus, l'industrie portait les espoirs d'un progrès illimité et d'un rêve d'abondance, celui de *l'Affluent Society*⁴.

Puis, dans les années 1980, l'industrie sort du champ de vision des politiques et des universitaires.

Les raisons en sont multiples.

En premier lieu, le rapport entre les trois secteurs de production, primaire, secondaire et tertiaire s'est profondément modifié. Un premier transfert massif se fait de l'agriculture à l'industrie, une partie importante de la première s'intégrant dans une agro-industrie, l'agriculteur étant le plus souvent sous contrat, mais parfois se transformant en industriel. De même, l'activité minière est intégrée le plus souvent dans le secteur secondaire, ses produits étant transformés et conditionnés sur place.

Ensuite, un deuxième transfert se fait au profit du secteur tertiaire. D'une part, les entreprises industrielles, qui avaient dans un premier temps étendu l'activité des « cols blancs » (recherche, publicité, comptabilité, organisation, financement des ventes) pour assurer une meilleure efficacité de leur production, s'en sont « purgées » en les externalisant. D'autre part, si le secteur tertiaire s'est ainsi enrichi des rejets du secteur secondaire, il a, débordant l'industrie, créé ses propres produits : biens immatériels marchands, comme brevets, logiciels, arts du design, produits de l'art tout court et de la culture. Nourri par l'impôt ou la cotisation, il développe des activités libérales, de santé, d'éducation ou d'administration publique, non productives en elles-mêmes, mais essentielles à l'équilibre socio-économique. La dématérialisation des objets due à l'informatisation des processus de fabrication est une des causes de la montée des services, mais il nous semble difficile d'exclure définitivement cette catégorie de l'activité productrice, dont elle est un complément direct.

On reviendra plus loin sur ces évolutions à propos de la détermination du champ de l'industrie.

⁴ Galbraith, John Kenneth : « *The Affluent Society* ». Houghton Mifflin New York, 1958. (« La Société d'abondance »)

En second lieu, dans cet espace de temps, la théorie économique change de cap dans bien des domaines. C'est aussi le moment des gouvernements Reagan et Thatcher, qui les mettent en oeuvre au niveau de l'action publique. Les thèses keynésiennes sont contestées (M. Friedmann, école de Chicago). On préconise le retrait de l'Etat du champ de l'économie, le libre fonctionnement du marché (thèses libérales de L.von Mises et de F. Hayek⁵) et le désarmement de l'arsenal des interventions publiques. Les plans de développement disparaissent, les privatisations se multiplient, les administrations de contrôle direct sont supprimées. L'Etat n'est plus un acteur de l'industrie, le patronat industriel multiplie les initiatives de désamorçage des conflits sociaux, qui avaient été un des moteurs de l'intervention publique. Simultanément, dans les années 90, les économies de type soviétique, incapables d'assurer une répartition efficace des biens et des ressources, s'effondrent. Ces économies administrées avaient fondé leur succès sur leur industrialisation à outrance, négligeant les services.

En troisième lieu, la révolution des instruments financiers aux Etats-Unis s'est traduite par la financiarisation rapide des économies. Nous verrons qu'en Grèce après la guerre, le secteur financier (banques, assurances, services financiers) prend une place importante dans le PIB et qu'en Grande-Bretagne, la City y occupe la première place. Au même moment, se produit un transfert massif de la fabrication des biens vers les pays en voie de développement en raison de coûts de main-d'oeuvre compétitifs. Ce double transfert, caractéristique des deux économies anglo-saxonnes, a marqué la science économique de ces pays, la déconnectant de « l'économie réelle ».

Enfin, l'écologie industrielle interroge la nature même du processus de production. Le recyclage des produits et le traitement des eaux usées et des déchets font leur entrée dans les nomenclatures comme branches d'activité du secteur secondaire, à partir des années 70-80. En Grèce, leur contribution au PIB est significative et en plein essor. La notion de progrès indéfini dans un monde illimité s'attachait à la révolution industrielle. Dans un monde limité, le progrès, pour demeurer indéfini, doit réinventer ses produits et réorienter ses procédés.

⁵ Friedmann, Milton : “*Capitalisme et liberté.*” Flammarion. Paris 2016 (*Capitalism and Freedom.* University of Chicago 1962). Von Mises, Ludwig : “Bureaucracy” 1944 . Hayek, Friedrich : “*La route de la servitude.*” PUF. Paris 1985. (*The road to serfdom.* Médecis 1946).

2. Si la réalité industrielle s'est modifiée, nos instruments d'observation et notre perception de l'industrie se sont aussi et en même temps modifiés, en renouvelant et enrichissant les approches.

Par exemple, la science économique s'intéressait aux équilibres et aux cycles, aux modes de formation des prix et des revenus, à l'accumulation de capital, à la monnaie, aux choix des agents et à leur influence respective. Elle s'intéressait moins à l'activité industrielle en tant que telle, considérée comme trop spécifique. Mais dans les années qui entourent la 2ème guerre mondiale, les auteurs en relèvent le caractère structurant, comme David Landes et le « miracle » industriel en Grande-Bretagne. Joseph Schumpeter⁶ fait de l'entrepreneur capitaliste le vecteur de l'innovation à l'oeuvre dans nos économies (processus de destruction créatrice) et retrouve le souffle du bourgeois conquérant du Manifeste. Alfred Chandler voit dans la main visible des managers, à travers les sociétés de chemin de fer, puis des multinationales aux Etats-Unis, le substitut partiel de la main invisible des forces du marché. Ronald Coase établit le lien de substitution entre le marché et la firme dans l'analyse des coûts de transaction, que développe Williamson, tandis que Douglas North s'attache à la diminution de ceux de ces coûts liés au rôle des institutions, notamment publiques. Les économistes se rapprochent ainsi des historiens et des sociologues. Ils développent l'économie institutionnelle, retrouvent l'histoire culturelle de Weber et de Veblen⁷, s'intéressent à l'anthropologie des institutions, voire à l'ethnographie économique.

L'histoire s'attache à délimiter les dates de la Révolution industrielle et ses espaces, ses transitions et ses ruptures. Elle en minimise le « miracle », découvre l'importance de la micro-histoire et à travers elle, celle des processus artisanaux proto-industriels, antérieurs, comme à Ambelakia⁸ en Grèce, et postérieurs (travail à domicile des informaticiens, réseaux informels des districts industriels). Les historiens écrivent des biographies d'industriels. L'anthropologie

⁶ Landes, David S, « *L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré - Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours* », Gallimard, 1975 ; Schumpeter, Joseph : « *Capitalisme, socialisme et démocratie*, » 1942.

⁷ Chandler, Alfred Jr : *The visible hand : the managerial revolution in American business*, Cambridge 1977 ; Coase, Ronald : « *The Nature of the firm* » *Economica*, 4, 386-405 1937 ; Williamson, Oliver : « *The Economic Institutions of Capitalism* », Free Press, 1985 ; North, Douglas : « *Understanding the Process of Economic Change* », Princeton University Press, 2004 ; Weber, Max : « *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* » 1905 (traductin Grossein chez Gallimard 2003) ; Veblen, Thorstein : « *The Theory of the Leisure Class - An Economic Study of Institutions*, » 1899.

⁸ A Ambelakia (Αμπελάκια) au pied de l'Ossa, à la fin du 18è siècle, fonctionne une activité de teinture et de filature de tissus de coton filés rouge, exportatrice. Voir infra Felix de Beaujour, tome 1 p.274.

étudie les objets, artefacts de l'industrie, dans leur rapport à l'homme, donnant une vraie profondeur à l'industrie. Le choix des objets consommés, voire des moyens de production, est étudié sous l'angle du hasard, du désir, de la nécessité (et donc de l'économie), de l'écologie, de la culture. Les géographes enfin ont fait remonter l'importance des espaces de production dans l'histoire et dans la structuration des activités : climats, localisation des sources d'énergie, carrefours d'échanges, marchés ou foires, agglomérations industrielles.

Les nouvelles approches sont un autre moyen de réévaluer la place de l'industrie. D'abord pour mieux observer cette activité, à l'aide des outils modernes, interviews, photographie, cartographie. Mais aussi pour montrer que l'industrie est un objet incontournable. Comment penser l'espace urbain, rural, côtier, montagnard, la ville méditerranéenne, si l'on fait abstraction de l'industrie ? Comment interpréter aujourd'hui la notion d'Etat social et de droit, en dehors d'elle ? Que veut dire le temps, l'histoire, la période, en l'absence d'une réflexion sur l'industrie ? Comment penser l'homme, dans ses différentes dimensions, en oubliant une de ses principales activités ? De plus, l'étude de cet objet appelle la pluridisciplinarité et le recours aux instruments multiples pour mettre en valeur ses exemplarités, et l'insérer dans le champ large de l'économie moderne.

3. Dans ce cadre général, la Grèce est un exemple qui nous paraît pertinent. Sans en faire le « cobaye », « l'animal de laboratoire » dont le Premier ministre Georges Papandréou refusait la dénomination pour son pays, nous y trouvons un bon exemple de la place de l'industrie dans l'activité économique générale après trois décennies de désintérêt relatif. De plus, tout en vérifiant l'originalité de l'industrie grecque, nous considérons qu'il faut éviter les représentations faciles, qu'on peut la « banaliser » en tant qu'objet d'études, et par là-même, la « désorienter »⁹. Enfin, les phénomènes qui affectent les grandeurs économiques - production, consommation, investissement, échanges extérieurs, mouvements de capitaux- y sont particulièrement intenses et, comme la Grèce offre désormais d'une meilleure visibilité statistique, on peut aisément confronter au réel les points de vue théoriques évoqués plus haut.

La fabrique du temps est un premier angle d'étude. Le retard de la révolution industrielle par rapport à l'Europe du Nord est le fruit d'une libération tardive de l'occupation ottomane en 1821, et d'une instabilité propre au pays, celle de sa population et de son territoire. L'espace

⁹ Au sens donné par Edward Saïd dans « l'Orientalisme » Pantheon Books, New York, 1978.

et la population ne se stabilisent qu'après les traités de Sèvres (1921) et de Lausanne (1923), mais le ressenti demeure, qui se traduit dans une vision particulièrement pessimiste et souvent injustifiée de la capacité du pays à s'industrialiser. Pour ce petit pays des Balkans, qui s'ancre délibérément à l'Europe en 1821, la révolution industrielle est suivie de près, enviée, très tôt importée. Mais elle se produit dans des structures rurales dominantes, elles-mêmes archaïques. Elle connaît sous le premier roi, Othon, un premier échec. Elle ne se développe timidement que plus tard, dans les décennies 1860-70, mais surtout à la fin du siècle, en phase avec la 2ème révolution industrielle, celle de la chimie, de l'électricité et du moteur à explosion et profitant des apports de main d'œuvre consécutifs à l'exode des populations d'Asie Mineure. Après les ravages de la 2ème guerre mondiale et de la guerre civile, le pays réalise, de 1951 à 1973, un effort puissant et remarquable d'industrialisation. Enfin, de 1974 à 2009, il n'en maintient plus le cap qu'avec difficulté : se produit une « désindustrialisation » ressentie autant que réelle, dont nous essaierons de détailler les caractéristiques et les grandeurs. L'invisibilité actuelle de l'industrie est ainsi le résultat d'une histoire, qui peut s'apprécier à plusieurs niveaux, celui des produits, celui des hommes employés à leur fabrication, employés et entrepreneurs, celui des institutions méditerranéennes -petite propriété, famille, émigration- celui de l'Etat.

La fabrique de l'espace est un autre angle d'analyse qui présente en Grèce un intérêt particulier en raison de la géographie de sa péninsule et de l'histoire longue de sa diaspora. La Grèce en effet déploie son industrie dans des espaces multiples. A l'intérieur, l'espace est naturellement fractionné et le reste longtemps : on communique en Grèce plus facilement par mer¹⁰. Unifié seulement depuis les trois dernières décennies, il a fait l'objet d'une recherche spécifique pour tenter de repérer l'échelle pertinente d'analyse, de mettre en valeur d'éventuels réseaux ou districts, d'associer des caractères géographiques aux implantations industrielles. On y retrouve des continuités longues (l'île volcanique de Milos-Μήλος en Egée produit des obsidiennes du VIIème millénaire avant JC jusqu'au IIIème millénaire avant JC - Helladique ancien- du soufre et des pierres à meules pour les huileries au XIXème siècle, des argiles -bentonite et perlite- utilisées aujourd'hui pour le polissage des métaux ou les pâtes dentifrices) et des déplacements brusques (l'évolution des structures de coûts conduit au déplacement en Bulgarie de l'industrie textile de Salonique Θεσσαλονίκη dans les années 1970).

¹⁰ L'Atlas de Schröder (1891) mesure déjà la Grèce en km² de surface par km de cote (alors, en 1904, 60 km² pour 1 km, aujourd'hui 10 km² pour 1, contre 118 km² pour 1 en France).

A l'extérieur, peuple de marins, les Grecs se sont projetés au-delà de leur territoire : les diasporas, qui ont résulté des vagues successives d'émigration, se sont installées d'abord dans les Balkans proches. Installées ensuite aux Etats-Unis ou en Allemagne, elles ont favorisé des exportations industrielles que la crise a stimulées. Enfin, ces espaces sont ceux des marchés, trop étroits au XIX^{ème} siècle, élargis en 1913 par la conquête de la Grèce du Nord et en 1919 et 1923 par les Traités de Sèvres et de Lausanne, élargis à nouveau par les communications modernes qui relient la péninsule grecque aux Balkans et sous la forme de l'adhésion au Grand Marché Européen, facteurs et occasions d'une restructuration profonde.

Le contenu même de l'industrie est un autre point de vue. Ici, la vigueur de l'industrie est d'abord un fait que nous démontrons en exposant les résultats de la recherche menée sur les TER¹¹ des années récentes. Elle manifeste aussi une résistance inégale à la crise et une évolution extrêmement rapide des branches d'activité, dans le sens d'une très forte spécialisation. Nous en avons profité pour nous interroger sur la nature des nomenclatures et leur évolution dans le temps. Si la Grèce se distingue d'autres pays européens par sa spécialisation -mais, n'est-ce pas un phénomène commun à tous les pays européens lié à la mondialisation- elle les rejoint dans le glissement continu que l'on constate entre les secteurs de l'économie. Il faut ici relativiser les mouvements : la quasi-disparition du secteur primaire après la 2^{ème} guerre mondiale ne s'est pas accompagnée d'une baisse de production, bien au contraire. Il en est de même du secteur secondaire, dont les volumes comme les valeurs ont explosé. Dans les deux cas, les améliorations de productivité ont été le moteur du glissement (J. Fourastié) ou comme l'explique A. Sauvy¹² du « déversement » d'un secteur à l'autre. Si le secteur tertiaire a pris une place importante, c'est en valeur relative qu'elle s'apprécie et par le fait que son produit a crû encore plus vite que celui des deux autres. Si une partie du tertiaire est le résultat de nouveaux produits culturels, une autre partie est consacrée à l'environnement immatériel de la production. Enfin, l'industrie grecque se structure en filières caractéristiques, dont la logique est celle des ressources, du climat, de la position géographique, mais aussi des moeurs et des modalités de production, comme le montrent le maintien des structures familiales, le développement de la sous-traitance et du travail à façon.

¹¹ TER : Tableaux Emplois Ressources de la Compatibilité Nationale (Input-Output Tables).

¹² Fourastié, Jean : *Le Grand Espoir du XX^e siècle. Progrès technique, progrès économique, progrès social.* Paris, Presses universitaires de France, 1949 ; Sauvy, Alfred : « *La machine et le chômage* ». Dunod, Paris, 1980.

Les institutions sont une autre approche de l'industrie et de ses capacités d'évolution. La recherche a porté principalement, malgré la faiblesse des données, sur l'entreprise comme lieu de création de richesses. Il nous a paru utile de l'approcher par des chiffres qui la décrivent et, à cet effet, nous avons recouru à des sources variées, enquêtes d'Elstat¹³ et d'Eurostat sur le tissu des PME et, au-delà, recherche sur la Bourse d'Athènes et enquête sur le terrain de Messénie. Les chiffres, dans l'ensemble de l'économie grecque et en particulier de l'industrie, révèlent un emploi et un tissu d'entreprises atypiques en Europe, mais proches de ceux constatés en Italie. Nous avons voulu d'abord mettre l'accent sur les déformations et résistances propres à ce type d'institution et sur ses performances dans la crise. Mais, nous n'avons pas voulu éviter d'interroger l'identité méditerranéenne de la Grèce, que justifient aisément histoire et géographie et c'est à l'anthropologie méditerranéenne que nous avons emprunté nos essais d'explication de la vigueur entrepreneuriale du pays.

Le rapport entre Etat et industrie (Etat et entreprise) est une variante de la réflexion institutionnelle, avec une sous variante, celle du rôle de l'institution bancaire dans le développement industriel. L'industrie grecque à l'heure de la crise en est un assez bon poste d'observation, à plusieurs titres, à la fois par l'oscillation entre la garantie de la liberté d'entreprendre et la nationalisation, par les pratiques observées dans le financement de l'entreprise, et par la signification du clientélisme.

Un vif débat théorique s'est développé dans la Grèce actuelle sur les biens publics, sur les privatisations, sur la libération des marchés. Que signifie l'évitement de l'impôt, la transparence en termes d'utilité économique ? Quel est le rôle de l'Etat dans l'économie ? Appelé d'abord au secours par les industriels avant-guerre, intervenant délibéré après-guerre, proie et bénéficiaire du clientélisme à partir de la « Metapolitefsi » (Μεταπολίτευση)¹⁴ il fait l'objet, dans le cadre de la crise, d'un désarmement systématique. Dans le cadre de ce débat, le ressort profond de l'industrie se trouve, à notre avis, dans la vigueur de la structure familiale et dans son autonomie irréductible, qui exprime la liberté d'entreprendre -fondement ancien du libéralisme économique.

Il nous reste à évacuer de notre étude les représentations qui encombrant, plus que jamais, la réflexion sur la Grèce en général et ses capacités industrielles en particulier. Les peuples

¹³ Elstat : Autorité Statistique Grecque (Ελληνική Στατιστική Αρχή).

¹⁴ Metapolitefsi : on ne peut que citer Antonis Liakos pour définir ce terme : « terme désignant la période de transition entre la dictature et la démocratie en Grèce. Ce mot signifie la transformation du régime politique. »

théâtralistent leurs identités nationales et contribuent à l'effacement de la réalité, à son invisibilité. C'est la question que posait le mémoire de maîtrise présenté en 2012¹⁵. En Grèce, comme en France, en 2010, nos interlocuteurs mettent systématiquement en doute l'existence d'une industrie en Grèce. Les effets de cet imaginaire sur la gestion de la crise n'ont sans doute pas été nuls, et ce n'est pas un hasard si l'industrie est absente des deux Mémoires¹⁶ et du programme de Salonique¹⁷ ou si le rapport du KEPE¹⁸ sur la Grèce à l'horizon 2020 n'a jamais été publié¹⁹.

Le regard est orienté : les Grecs seraient par nature des commerçants habiles, un peu fraudeurs, mais pas des producteurs ; ils seraient aptes, sous ces climats chauds, à accueillir le touriste, et inaptes au travail « sérieux » ou organisé. Ces perceptions « orientalistes », « essentialistes », réductrices, sont affichées dans les médias populaires de l'ensemble de l'Europe. L'Union Européenne projette une vision d'empire sur sa périphérie et les Etats membres du Nord une vision « puritaine » sur ceux du Sud. La possibilité même d'une industrie, autonome et dynamique, n'existe pas dans ces rapports hégémoniques.

Il est plus surprenant que les Grecs aient effacé de leur vision l'industrie à laquelle ils ont accordé une si grande place dans leur histoire. Ils ont pourtant d'eux-mêmes une vision pessimiste, misérabiliste et catastrophiste, qu'aggrave la crise. Georges Charitakis écrivait en 1928 : « Le Grec est entrepreneur du capital circulant, et de petites entreprises (d'entreprises au petit pied) » et plus loin : « Le peuple grec est un peuple du Sud, au sang chaud, fantasque et susceptible »²⁰. La modernisation jusqu'aux années 1980 passait par l'industrie, comme un instrument de correction de l'âme grecque.

¹⁵ Gouzi, Vincent : « L'industrie en Grèce au 01.01.2010. Visibilité et originalité. » Mémoire de maîtrise, INALCO, Mai 2012.

¹⁶ La Grèce signe avec ses créanciers en mai 2010 et en février 2012 deux mémorandums par lesquels elle s'engage à remettre en ordre ses finances publiques et à réaliser des réformes de structure.

¹⁷ Programme présenté à Salonique en septembre 2014 par le parti Syriza, vainqueur aux élections du 20 Janvier 2015.

¹⁸ KEPE ou Κέντρο Προγραμματισμού και Οικονομικών Ερευνών, Centre pour la programmation et la recherche en Economie créé en 1959, sous tutelle du ministère des finances. « *La vision du développement de la Grèce en 2020* ». Janvier 2015 (*To Αναπτυξιακό Όραμα για την Ελλάδα του 2020*)

¹⁹ A l'avoir beaucoup souligné, il a fini par être mis sur Internet en 2016... « *La vision du développement de la Grèce en 2020* ». Janvier 2015 (*To Αναπτυξιακό Όραμα για την Ελλάδα του 2020*)

²⁰ Charitakis, Georges : « *L'industrie en Grèce (industrie, mines, emploi)* ». Estia 1927. (Η Ελληνική Βιομηχανία. Βιομηχανία, Μεταλλεία, Έργασία). «Ο Έλληνας είχε επιχειρηματίας του κυκλοφορούντος κεφαλαίου και των επιχειρήσεων του ποδαριού», p.73. « Ο ελληνοισμός... είναι λαός νότιος, θερμόαιμος, φαντασιώδης και ευέξαπτος. », p.75

Inversement, les Grecs ont une image hyperbolique des Etats riches et puissants de l'Union Européenne, à la table desquels ils ne sont que « invités »²¹, comme ils le furent en Allemagne en tant qu'émigrés. L'industrie a le visage des grands établissements enfumés de la Ruhr où l'on forge le métal et fabrique les machines. L'agroalimentaire n'est pour eux presque jamais un élément de l'industrie. La présence dans leur pays d'aciéries, de trains de laminoirs, de raffineries est inconcevable. Il n'y a pas place dans cet imaginaire pour des multinationales grecques.

Il s'agit là d'un véritable déni de réalité : les grands établissements industriels, appartenant à des entreprises multinationales, les Athéniens les côtoient tous les jours rue du Pirée, le long du golfe Saronique ou sur la route de Lamia. Il nous semble que ce déni peut être attribué aussi à la « désindustrialisation » qui a caractérisé les années 1980-1990, plus précisément à la fermeture d'usines criblées de dettes souvent nationalisées ou rachetées par l'OOAE²² (Pyrkal, Piraiki-Patraikis, Olympic Airways...)²³, qui ont défrayé la chronique longtemps et en mal, au détriment de succès plus éclatants mais restés discrets. Faut-il remonter encore à la tradition bien ancrée dans les mémoires -et les monuments- des grands commerçants ou des armateurs évergètes du passé mais aussi du présent, ou bien aux réflexes du politique ou de l'administrateur qui ne voient dans l'économie que la dimension qui sert à son clientélisme ? Au sentiment de faute, peut-être plus répandu qu'on ne croit, qui a résulté, après les « 30 Glorieuses », 1950-1980, des dérèglements des 15 années suivantes, 1980-1995, qui ont effacé les succès obtenus ; et qui a résulté, après l'effort remarquable mais oublié des 8 années 1996-2003, du dérapage des 6 années suivantes 2004-2010.

Lutter contre la crise est à la fois effort de mémoire et analyse du présent. Défaire les lieux communs et les fantasmes, en France comme en Grèce, c'est la raison d'être du travail scientifique et la motivation profonde de cette étude ; saisir l'industrie grecque à un moment critique de son histoire, à la fois parce que la crise la choque violemment et parce que depuis une quinzaine d'années la recherche est restée silencieuse à son propos ; la comprendre dans sa réaction, son autonomie, à l'aide des instruments de l'épistémologie moderne -économie, géographie, sociologie ; la resituer dans son contexte euro méditerranéen.

²¹ Gastarbeiter, mot allemand désignant les travailleurs immigrés littéralement, « travailleurs invités ».

²² OOAE : Οργανισμός Οικονομικής Ανασυγκρότησης Επιχειρήσεων (Organisme de restructuration économique des entreprises).

²³ Pyrkal (Πυρκαλ) est une société d'armement (canons, munitions, explosifs), Piraiki Patraiki (Πειραική-Πατραϊκή) une entreprise textile.

Nous avons, en préambule de cette étude, jugé indispensable de préciser les sources utilisées. Il s'agit d'abord d'un essai d'historiographie industrielle, afin d'explorer les hypothèses de travail déjà étudiées ailleurs, et d'y insérer notre recherche ; il s'agit ensuite de valider l'appareil statistique grec, en repoussant la contestation dont il a fait l'objet au moment de la crise et en distinguant soigneusement le « regard » noté ci-dessus et la réalité de ses forces et faiblesses ; et enfin de « vérifier » ces analyses statistiques par l'étude des rapports d'entreprises ou de syndicats professionnels, par des observations de terrain et par une lecture attentive de la presse.

L'étude se développe ensuite sur les 2 axes du produit et des hommes. Tout en épousant le mouvement général de l'industrie, le pays manifeste sur ces deux axes une très forte personnalité : cela tient aux avantages comparatifs liés à la nature de ses produits, et à sa culture d'entreprise.

Le produit est dans l'historiographie récente de l'industrie un des pans oubliés. Il nous a paru nécessaire de reprendre ce thème dans sa double dimension historique et spatiale.

D'abord et dans un premier chapitre, nous interrogeons l'histoire de la formation du produit dans l'après-guerre, des « Trente Glorieuses » à la « désindustrialisation » supposée des deux dernières décennies, puis au cours de la crise récente. Il ne s'agit pas, à notre avis, de disparition de l'industrie -elle est bien vivante- ou d'erreur de modèle -y a-t-il eu jamais un modèle ? - mais de transformation, d'autant plus discrète qu'elle ne résulte guère d'une action planifiée de l'Etat. Dans un premier temps, ce dernier favorise un modèle d'industrie lourde et la constitution d'une base industrielle, mais de fait, la locomotive de l'industrie, c'est le bâtiment et l'agroalimentaire. Ces deux activités sont développées par des entreprises privées, dans le cadre du modèle culturel qui caractérise la société grecque. Dans un deuxième temps, une politique sociale inflationniste produit une certaine désindustrialisation ; mais les données montrent qu'il s'agit plutôt d'une transformation profonde du secteur, de ses modes de production et de ses produits. Enfin, la crise récente précipite les évolutions, dans le sens d'une plus grande spécialisation - un repli sur points forts. Analysant la distribution actuelle du produit industriel, par comparaison aux pays du Nord et du Sud de l'Union Européenne, au double niveau des PIB et des Prodcoms, nous montrons une industrie qui échappe au cadre limité du secteur, déborde en se « culturalisant » sur des produits et des services où elle se porte bien, se distinguant à sa façon du reste de l'UE et qui constitue un bon exemple des évolutions du monde moderne.

Ensuite, et dans un deuxième chapitre, nous éclairons la transformation du produit dans son rapport réciproque aux espaces où il s'inscrit. La nature, en effet, a doté la Grèce de ressources minières, qui ont commandé la production d'énergie, la métallurgie ou les cimenteries (lignite, bauxite et nickel, gypse et agrégats calcaires), d'un climat qui a favorisé, comme en France et en Italie, une industrie agroalimentaire variée, d'une situation géographique qui a permis le développement très spécifique des services maritimes. Les positions géographiques ont commandé, entre autres les localisations. Inversement, et venue tard à l'industrie, elle n'a pas cherché à concurrencer les produits de l'Allemagne ou de la France dans les domaines où elles excellent. Elle les importe. Les statistiques par branches, mais aussi l'étude de sa double dimension historique et spatiale révèlent non seulement cette forte spécialisation, mais un processus d'unification -industrielle- du territoire. Les espaces extérieurs, eux, largement ouverts par la diaspora et par l'adhésion à l'Union Européenne, sont l'occasion pour l'industrie grecque de s'adapter à des marchés changeants, d'identifier les « niches » où se fabriquent et s'exportent les biens produits.²⁴ Les choix effectués manifestent un rapport étroit entre les structures spatiales et les structures humaines, ainsi que des effets de proximité qui « extravertissent » l'industrie grecque.

Les hommes manifestent en Grèce un esprit d'entreprise particulièrement vigoureux, et le montrent d'abord dans les formes d'adaptation à la crise. C'est l'objet des chapitres trois et quatre.

Le chapitre trois développe les déformations subies par une « économie de crise », replis massifs de l'emploi, du nombre d'entreprises, de l'investissement et des résultats dans le contexte non seulement de la crise récente, mais de la « désindustrialisation » plus ancienne. Mais derrière la violence des données brutes, se dissimulent un processus de « destruction créatrice » au niveau des produits industriels et des services à l'industrie, une résistance marquée des productivités au niveau des entreprises comme de l'emploi, et les signes forts d'un redressement de l'autofinancement, prélude au redressement de l'investissement en 2014. Parallèlement, les entreprises opèrent une restructuration profonde tant de l'emploi -ses formes- que de leur tissu -concentration d'entreprises-, processus rapide mais encore inachevé. Enfin, l'analyse des structures et pratiques de financement de l'entreprise industrielle permet de déceler, dans les imperfections bureaucratiques, les stratégies d'évitement, les usages de paiement, le vieux fonds méditerranéen de la société grecque.

²⁴ Fours à cuisson pour briqueteries (Sampo), des ascenseurs (Kleeman) et des éviers inox (Pyramis), des batteries de sous-marins (Systems Sunlight) et des lunettes de vision nocturne pour l'armée (Theon Sensors).

Le chapitre suivant s'intéresse donc à l'initiative industrielle en Grèce. Nous avons voulu d'abord rappeler une évidence, celle de la présence d'entrepreneurs remarquables aussi bien dans l'histoire des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, que dans la plaine actuelle de Kalamata. Certes, la Grèce n'a pas de géant industriel dont le nom occupe les médias internationaux. Mais contrairement aux idées reçues, elle a des multinationales. Nous avons pensé ensuite que pour en saisir le mécanisme, il faut observer la structure entrepreneuriale, ses caractéristiques chiffrées, formes, tailles, modes d'emploi, qui en dissimulent la structure familiale. Cette structure repose à notre sens, sur une culture que les anthropologues dans la 2^{ème} moitié du siècle passé ont largement décrite. Nous avons tenté d'extraire de ces descriptions ce qui nous paraît pertinent pour l'esprit d'entreprise, la formation du produit industriel et la relation avec l'Etat.

Entre espaces et histoires, se dessinent ainsi des produits dédiés et une culture familiale et sociale particulière. Celle-ci structure les entreprises et l'emploi, leur donne à la fois un dynamisme créateur, une capacité de résistance et une souplesse d'adaptation particulières, que l'on peut comparer au modèle italien. Elle a aussi généré, comme dans l'agroalimentaire ou la pharmacie, un tissu constitué d'une multiplicité de petites entreprises innovantes, calées sur un produit local, alimentant les communautés de la diaspora de leurs produits traditionnels, employant une main d'œuvre familiale et des contrats souples. Elle a également forgé une conception particulière de l'Etat, qui n'est pas étrangère à la crise qui dure.

PREAMBULE

Une critique des sources

Avant d'aborder le fond du sujet, il nous semble utile de nous pencher sur nos sources. C'est l'occasion à la fois de réfléchir sur le parcours de recherche et de critiquer les documents utilisés. Le cœur de notre information est Elstat, l'institut statistique de la Grèce, première approche du sujet. Mais avant de travailler sur les statistiques relatives à l'industrie, il a été nécessaire d'interroger le passé, à travers une riche historiographie, d'y repérer les grandes thématiques autour de l'industrie, en Grèce et dans le monde, et d'approfondir nos propres hypothèses. Ce n'est qu'ensuite que le travail statistique a trouvé son sens, pour valider ou infirmer nos hypothèses, puis, pour remédier à des insuffisances avérées de la statistique officielle, que l'on a dépouillé des sources plus directes (entreprises, professions) et parcouru le terrain.

Ainsi, trois types de sources, d'inégale valeur, ont été utilisés.

L'histoire de l'industrie en général comme celle de l'industrie en Grèce, permet d'éclairer notre problématique, en replaçant l'industrie dans un mouvement général qui affecte son champ, sa place, ses branches, son fonctionnement, l'importance qui lui est accordée par la recherche universitaire. Elle est une source précieuse d'information. La revue que nous en faisons est évidemment indicative et non exhaustive.

L'appareil statistique grec a été très largement utilisé. Compte tenu de la contestation dont les « statistiques grecques » ont fait l'objet au début de la crise, il a paru nécessaire de le soumettre à une critique attentive. Cette contestation est elle-même « orientée » et nous avons cherché à en faire justice. Si, bien encadré par Eurostat, il présente aujourd'hui un ensemble cohérent et solide, il n'en est pas moins limité dans ses moyens et dans ses objets.

Il a fallu ainsi compléter les données statistiques par des observations de terrain, une lecture attentive de la presse spécialisée, une analyse financière et économique des comptes et rapports d'entreprise, et par des études de branche réalisées pour le compte d'organisations professionnelles.

1°) Histoires de l'industrie

La littérature sur l'industrie est abondante. Il n'est pas question de la parcourir en entier, mais seulement d'en saisir les tendances et les problématiques récentes. C'est pour le chercheur le moyen de situer son travail dans un champ plus large et de mieux définir son objet ou de mieux apprécier ses résultats.

L'industrie grecque reste à ce jour en France, un sujet original, plus par sa localisation que par son objet. Les études suivies sur l'industrie néolithique, antique ou byzantine (Mines du Laurion²⁵ par Edouard Ardaillon puis Christophe Flament et Denis Morin, industries lithiques de Catherine Perlès et archéologie du territoire de Georgia Kourtesi²⁶, soie, verreries byzantines d'André Grabar, industries du luxe à Byzance de Louis Brehier²⁷) ne manquent pas d'intérêt pour la réflexion sur le présent. Les récits des voyageurs, de Pouqueville à Leconte, en passant par Boulanger, Burnouf et Beaujour²⁸, décrivent les ressources du pays (par exemple l'industrie d'Ambelakia, véritable district proto-industriel). En revanche, les travaux sur l'industrie moderne demeurent rares. Ce n'était pas la vocation de l'Ecole Française d'Athènes ni de l'Inalco. On relève en France des travaux intéressants sur Aluminium de Grèce²⁹.

En réalité, ce sont les géographes qui ont le mieux écrit sur la Grèce moderne et sur son industrie. Vieille tradition évoquée par Michel Sivignon³⁰ que celle des géographes français de la première moitié du XXème siècle : Jacques Ancel et Jacques Bruhnes d'abord, qui ont travaillé sur la Macédoine au moment des guerres balkaniques. Puis, en 1962, le ministère

²⁵ Ardaillon, Edouard : « *Les mines du Laurion dans l'Antiquité* » Thèse de 1898 Bibliothèque des Ecoles Françaises ; Flament, Christophe : « *Une économie monétarisée : Athènes à l'époque classique* ». Louvain Peeters 2007 ; Morin Denis, Photiadès, Adonis, Jacquemot, D., Rosenthal, P et alii, « *Mission géologique et archéologique de reconnaissance au Laurion. Campagne 2002* » IGME CNRS.

²⁶ Kourtesi Philippakis, Georgia et Treuil, René, ss la dir de : « *Archéologie du territoire, de l'Egée au Sahara* » Paris Publications de la Sorbonne 2011 ; Perlès, Catherine : « *Les industries lithiques taillées de Franchti* ». Indiana University 1987 à 1991.

²⁷ Brehier, Louis : « *Le Monde byzantin* » tome III La civilisation byzantine, Albin Michel, 1950 ; Grabar, André : « *Verreries d'art byzantine au Moyen Age* ». Octobre 1969 Fondation Piot Tome 57 1971.

²⁸ Pouqueville, René : « *Voyage de la Grèce* » Didot Paris 1826 ; Leconte, Casimir : « *Etude économique de la Grèce* » Didot, Paris, 1847 ; Burnouf, Emile : « *La Grèce en 1886. Son état matériel. Son état moral* ». Revue des Deux Mondes. »

²⁹ Chassaing, Monique : « *Le complexe industriel Méditerranée* » Méditerranée N°4 1966 ; Mioche, Philippe : « *Le poids de la Méditerranée dans l'histoire d'Aluminium de Grèce.* » Méditerranée N° 87 1997 ; Grinberg, Ivan et Mioche, Philippe : « *L'Aluminium de Grèce, l'usine aux trois rivages.* » Presses universitaires de Grenoble 1996.

³⁰ Sivignon, Michel : « *50 ans de géographie de la Grèce d'Elisée Reclus à Jules Sion* » Bulletin de correspondance hellénique. Volume 123, livraison 1, 1999.

grec de la coordination nationale, à l'initiative de John Peristiany, crée le Centre de recherches sociales, l'EKKE ³¹, et y invite Bernard Kayser. Celui-ci donne élan à une école franco grecque de géographie. L'Atlas de Kayser-Thomson-Vaternelle-Koukis de 1964 est une source précieuse pour l'industrie grecque. Kayser fait venir de jeunes collaborateurs de France. Guy Burgel décrit la concentration industrielle de son temps à Athènes-Le Pirée, Michel Sivignon parcourant la Thessalie découvre le flocati (φλοκάτη) des Saracatsanes³² et plus tard, Olivier Deslondes la fourrure à Kastoria, décrivant ainsi deux « districts » industriels ; Yves Péchoux s'intéresse à la pétrochimie, qui rénove le tissu économique de Kavala après l'effacement du tabac ; Emile Kolodny analyse les fonctions insulaires en Méditerranée et celles de Syros en particulier, qui ne cesse de fasciner les historiens. Lorsque 40 ans plus tard, en 2003, Michel Sivignon prend la tête d'une équipe pour produire un 2ème Atlas de la Grèce, y participent Thomas Maloutas, Ion Sayas, Dimitris Goussios, formés à Nanterre. L'université de Thessalie, les universités Charokopeio et de l'Egée, ont aujourd'hui l'une une section, les autres un département de géographie bien vivant. Les travaux de Kostis Chatzimichalis et de Dina Vaiou sur les districts et paysages industriels, ceux de Theodosia Anthopoulou³³ sur les Systèmes Agroalimentaires Localisés (SYALS) témoignent de la vivacité de l'héritage. Feu de paille en France sans lendemain, mais richesse de la réflexion sur l'espace en Grèce.

Le monde anglo-saxon, de son côté, a été et reste attentif à la Grèce industrielle. Il a aussi ses voyageurs orientalistes comme William Leake, Edward Daniel Clarke, Henry Holland, Michael Mulhall.³⁴ Les études récentes concernent plus souvent les problèmes monétaires ou ceux de la reconstruction que ceux du développement. Elles sont souvent liées à la Grèce par la guerre ou l'intérêt pour la résistance (Dakin, Clogg, Mazower³⁵). Michael Palaire³⁶ a bien

³¹ EKKE : Centre National de Recherches Sociales (Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών).

³² Tapis de haute laine, à poils longs, fabriqués par les nomades Sarakatsanes.

³³ Chatzimichalis, Kostis : « *Paysages Grecs* » (Σύγχρονα Ελληνικά Τοπία) ; Vaiou, Dina et Chatzimichalis, Kostis : « *Avec la machine à coudre dans la cuisine et les Polonais dans les champs. Villes, Régions et travail atypique* », Exantas, Athènes, 1997 (Με τη ραπτομηχανή στην κουζίνα και τους Πολωνούς στους αγρούς. Πόλεις, περιφερείες και άτυπη εργασία).

Anthopoulou, Theodosia (sous la direction de) : « *De la localisation et de la spécialité des industries agroalimentaires.* » Papazisis, Athènes 2013 (Περί εντοπιότητας και ιδιοτυπίας των τροφίμων).

³⁴ Holland, Henry : « *Travels in the Ionian Isles, Albania, Thessaly, Macedonia, &c. during the years 1812 and 1813* » Longman, Londres 1819 ; Leake, William : « *Travels in the Morea* » et « *Travels in Northern Greece* » Murray, Londres, 1818 ; Clarke, Edward : « *Travels in various countries of Europe, Asia and Africa* » Cadell, Londres, 1818 ; Mulhall, Michael G : « *Dictionary of Statistics* ». Routledge, Londres, 1884.

³⁵ Dakin, Douglas : « *The Unification Of Greece, 1770 – 1923* » 1972 ; Clogg, Richard : « *A concise History of Greece* ». Cambridge, Cambridge University Press 1992 ; Mazower, Mark : « *Greece and the inter-war economic Crisis* ». Oxford, 1991.

étudié la proto industrie des Balkans et montré avec les exemples grecs de la garance d'Ambelakia, Tirnavo et Rapsani et des skoutia (σκουτιά) étoffes de laine grossière) de Livadia, le rapport complexe et non linéaire entre ces districts industriels et le développement de la Révolution industrielle. Cette historiographie est particulièrement riche dans sa dimension anthropologique³⁷ avec Thomas Gallant (ethnologie et économie), Michael Herzfeld (Ethnographie de la bureaucratie), Renée Hirschon (ethnologie des réfugiés), John K Campbell (anthropologie des Saracatsanes), Ernestine Friedl, John Peristiany directeur de l'EKKE. Elle éclaire, de notre point de vue, un pan essentiel de l'entrepreneuralité en Grèce.

L'industrie en général a fait l'objet de nombreuses études, dont nous nous sommes largement inspiré, depuis les travaux des économistes classiques jusqu'aux théoriciens post-industriels. L'économie classique a été profondément marquée par Adam Smith et son « *Enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* », qui « invente » la société de marché comme substitut à l'Etat monarchique, dans l'esprit des Lumières. Elle a ensuite été marquée par la Révolution industrielle : David Ricardo, Malthus et Jean Baptiste Say, entretenant une riche correspondance, repèrent bien les trois secteurs créateurs de richesse, primaire (agriculture, mines), secondaire (industrie) et tertiaire (commerce, transports). Seul Jean Baptiste Say attribue à chacun une valeur théorique identique. Le poids de l'agriculture demeure grand ; la théorie de la valeur est imprégnée du régime de la propriété des sols (augmentation de la rente en fonction de la rareté croissante des sols). Il faut attendre Marx pour que l'industrie se voit attribuer le rôle majeur de la transformation sociale, brisant le carcan des structures agraires anciennes. L'université restera longtemps marquée par les analyses marxistes -très industrialistes- de la valeur (valeur travail), de la propriété du capital (loi tendancielle de diminution des profits) et des rapports sociaux (formation et lutte des classes).

³⁶ Palairat, Michael : « *Désindustrialisation à la périphérie : études sur la région des Balkans au XIXe siècle.* » in Histoire, économie et société. 1985, 4e année, n°2. pp. 253-274. Et « *The Balkan Economies 1800-1914. Evolution without development* » Presses de Cambridge, 1997.

³⁷ Gallant, Thomas : « *Experiencing Dominion: Culture, Identity and Power in the British Mediterranean* », Presses de l'université de Notre Dame" 2002 ; Herzfeld, Michael : « *The Poetics of Manhood. Contest and Identity in a Cretan Mountain Village.* » Princeton University Press, 1985" ; Hirschon, Renée : « *Heirs of the Greek Catastrophe : The Social Life of Asia Minor Refugees in Piraeus* », Clarendon, Oxford, 1989 ; Campbell, John K : « *Honour, family and patronage, a study of institutions and moral values in a Greek mountain community* » Clarendon, Oxford, 1964 ; Friedl, Ernestine : « *Vassilika, a village in modern Greece.* » Spindler, Stanford University 1962 ; Dimen, Muriel et Friedl, Ernestine : « *Regional Variation in Modern Greece and Cyprus: Toward a Perspective on the Ethnography of Greece* », New York Academy of Sciences 1976. Peristiany John G : « *Honour and shame : the values of mediterranean society.* » Presses de l'Université de Chicago, 1965.

Dès l'entre-deux-guerres et après la 2^{ème} guerre mondiale, de nombreux auteurs développent des axes de recherche indépendants. David S. Landes³⁸ étudie la Révolution industrielle en Europe de ses prémices à la reconstruction de l'après-guerre pour noter à la fois les décalages dans les décollages (take-offs) et leur caractère national. Karl Polanyi³⁹ remet en cause l'exclusivité du modèle de décollage, la linéarité « marxienne » du développement et insiste sur le « désencastrement » (*disembeddedness*) de la société de l'emprise de l'Etat, comme celui de l'économie de la prison des corporations et réglementations, qu'a représenté le libéralisme de Smith. Dans les deux cas, les auteurs en recherchent les ressorts institutionnels : innovation et mesure du temps pour le premier, institution du marché et abolition des lois sur les pauvres pour le second. Polanyi se réfère à l'institution du don (Marcel Mauss⁴⁰), d'autres s'intéressent aux « enclosures », au contrat, à l'institution judiciaire, au droit successoral, à la société anonyme, à la famille, à la religion (Max Weber). Les historiens et économistes américains se sont particulièrement intéressés à l'entreprise, dans la lignée de Joseph Schumpeter. Alfred Chandler Jr note l'innovation fondamentale de la grande entreprise multifonctionnelle et de la révolution manageriale qui s'y produit entre 1840 et 1920, notamment dans les entreprises ferroviaires d'Amérique du Nord. La transformation est ici portée par l'entreprise, et son analyse fait appel à la sociologie, au moment où les économistes se rapprochent des historiens. Thorstein Veblen met en évidence les composantes culturelles de la consommation et, du coup, du produit. Douglass North insiste sur les institutions en général, seul facteur explicatif des différentiels de croissance, et sur les droits de propriété en particulier. Ronald Coase et Oliver Williamson⁴¹ analysent les coûts de transaction résultant des imperfections du marché et de ses agents, et les constructions institutionnelles qui visent à les abaisser - entreprises, institutions publiques ou privées (universités, Etats), règles de droit (droits de propriété, systèmes judiciaires), voire patterns culturels (North).

En France, l'école des Annales développe sa vision économique globale d'inspiration souvent marxiste, marquée par l'expérience de la Révolution industrielle. Simiand sur les revenus et

³⁸ David S Landes, op.cit.

³⁹ Karl Polanyi 1944 : « *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* » Paris Gallimard 1983.

⁴⁰ Mauss, Marcel : *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. 1925 réédité aux PUF, Paris.

⁴¹ Alfred Chandler Jr ; Douglas North ; Ronald Coase ; Oliver Williamson ; Weber, Max ; Veblen, Thorst, op. cités.

salaires, Labrousse sur les prix, Bouvier, Furet et Gillet⁴² sur les profits, traitent des grandes données économiques sérielles, dans une vision longue centrée sur le développement et les crises du capitalisme, dans l'histoire et dans différents espaces. Mais l'école des Annales n'étudie l'industrie qu'en s'attachant aux rapports sociaux, ou coloniaux, à l'accumulation du capital dans un capitalisme de plus en plus financier. Elle enregistre le retard du pays -son déclin- dont les causes sont longuement analysées et attribuées au protectionnisme d'une société rurale fragilisée par la transformation industrielle.

La recherche plus récente, sous l'impulsion des économistes et historiens anglo-saxons, a réévalué ces jugements sur la nature de la croissance en France et réorienté ses centres d'intérêt vers l'histoire des techniques et de l'innovation ou vers les problématiques institutionnelles (entreprises, Etat). L'industrialisation y est analysée comme un mouvement spécifique au pays, lié à ses ressources et à ses institutions (François Crouzet⁴³, Denis Woronoff⁴⁴, Maurice Levy Leboyer⁴⁵). Des segments sont étudiés de manière approfondie, comme la fiscalité (Robert Schnerb⁴⁶, Clément Coste⁴⁷), l'innovation et les processus techniques (François Caron⁴⁸), les réseaux ferroviaires, électriques et d'innovation (Christophe Bouneau⁴⁹), les travaux publics (Dominique Barjot⁵⁰), la banque et le capitalisme financier (Carré de Malberg⁵¹). Le rôle de l'Etat est aussi analysé sous l'angle de l'empire colonial, avec le réveil des études coloniales (J. Marseille⁵², H. Bonin⁵³, J.F. Klein⁵⁴ et J.F. Bayard⁵⁵) qui mettent en valeur les transactions opérées entre dominants et dominés et réévaluent le poids économique relatif de l'Empire. La dimension géographique connaît un

⁴² Jean Bouvier : « *Le Mouvement du profit en France au XIX^e siècle* » (avec François Furet et Marcel Gillet), Éditions de l'EHESS, 1965.

⁴³ Crouzet, François : « *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire, XVII^e - XX^e siècle* ». Paris, 1985.

⁴⁴ Woronoff, Denis : « *Histoire de l'industrie en France du 16^e s à nos jours* », Le Seuil 1998.

⁴⁵ Levy Leboyer, Maurice : « *Histoire de la France industrielle* » Larousse 1996 ; et avec Casanova, Jean Claude : « *Entre l'État et le marché. L'économie française des années 1880 à nos jours* » Gallimard, 1991.

⁴⁶ Schnerb, Robert, avec Bouvier, Jean : « *Deux siècles de fiscalité française, XIX^e - XX^e siècles av. J.-C. siècles : histoire, économie, politique* », Editions Mouton 1973.

⁴⁷ Coste, Clément : « *Penser l'impôt au XIX^e siècle. Controverses fiscales et contributions saint-simoniennes dans la France des années 1830* ». Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 124 | 2014, 45-62.

⁴⁸ Caron, François : « *Les deux révolutions industrielles du XX^e siècle*, » Albin Michel, 1997.

⁴⁹ Bouneau, Christophe : « *Entre David et Goliath : la dynamique des réseaux régionaux* » Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine 2008.

⁵⁰ Barjot, Dominique : « *Travaux publics de France : un siècle d'entrepreneurs et d'entreprises 1833-1992* » Presses de l'Ecole Nationale des Ponts 1993.

⁵¹ Carré de Malberg, Nathalie : « *Le grand Etat-major financier : les inspecteurs des finances 1918 1946* » Institut de la Gestion publique et du développement économique 2011.

⁵² Marseille, Jacques : « *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce* » Albin Michel 1984.

⁵³ Bonin, Hubert : « *De l'océan Indien aux Antilles : Faure frères, une dynastie de négociants et armateurs bordelais, 1795-1930* » Paris Les Indes Savantes 2015.

⁵⁴ Klein, Jean François, avec Bonin, Hubert et Hodeir, Catherine : « *L'esprit économique impérial ? Réseaux et groupes de pressions du patronat colonial en France et dans l'Empire (1830-1962)* », Paris, SFHOM, 2008.

⁵⁵ Jean-François Bayart : « *Les études postcoloniales, un carnaval académique* » Karthala 2010.

vif renouveau sous l'influence des travaux de Giacomo Beccattini sur la Troisième Italie, avec les travaux de Bernard Pecqueur⁵⁶, J.C. Daumas⁵⁷, Alain Lipietz et Georges Benko⁵⁸, J.F. Eck et Michel Lescure⁵⁹, José Muchnik⁶⁰ sur les villes et districts industriels et les systèmes agroalimentaires spécialisés. Le contenu industriel fait l'objet de recherches plus récentes, à la suite des travaux de Jonathan Guershunny sur l'économie de services et de Richard Florida sur l'économie créative⁶¹. La recherche sur l'industrie acquiert une dimension méditerranéenne (Fernand Braudel, Gérard Chastagnaret⁶²). Elle s'intéresse à la biographie des entrepreneurs (business history, prosopographie), grands bénéficiaires de cette attention à la microéconomie et à l'institutionnel. Les archives de banques et d'entreprises sont à cet égard une source précieuse de cette histoire de même que la presse et les archives privées, l'enquête de terrain et la photographie. Une archéologie, une muséographie, un patrimoine et un tourisme industriels sont les fruits inattendus de ces déplacements de focale. Les Grands Moulins de Pantin ou la briqueterie Tsalapata à Volos sont des exemples remarquables.



Briqueterie Tsalapata à Volos

Ainsi, comme le souligne Thomas Piketty, les économistes associent de plus en plus l'histoire à leur recherche, histoire qui s'enrichit elle-même des hypothèses fécondes de la science

⁵⁶ Pecqueur, Bernard : « *Dynamiques territoriales et mutations économiques* ». L'Harmattan, 1996.

⁵⁷ Daumas, Jean-Claude : « *Les Territoires de la laine. L'industrie lainière en France au XIXe siècle,* » Villeneuve d'Ascq, PU du Septentrion, 2004.

⁵⁸ Lipietz, Alain et Benko, Georges : « *Les régions qui gagnent : districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique* » Paris, PUF1992.

⁵⁹ Eck, Jean François et Lescure, Michel : « *Villes et districts industriels en Europe (XVIIe-XXe siècles)* », Tours, Presses de l'Université de Tours, 2002.

⁶⁰ Muschnik, José et de Sainte Marie Christine : « *Le temps des Syals. Techniques, vivres et territoires* », Editions Quae 2010.

⁶¹ Guershunny, Jonathan : « *After Industrial Society* » 1977. Florida, Richard : « *The rise of the creative class* » Basic books 2002 New York.

⁶² Chastagnaret, Gérard : « *L'industrie en Méditerranée : une histoire en construction* ». Méditerranée, Tome 87, 3-4-1997.

économique.⁶³ Paul Veyne⁶⁴ insiste sur l’histoire comme récit unique d’une praxis, ensemble de pratiques que nous avons essayée de décrire dans cette Méditerranée industrielle à laquelle la Grèce nous invite.

Au fil de la recherche, est apparue une riche bibliographie grecque, dans laquelle nous avons généreusement puisé. Mais, après avoir longtemps passionné la recherche grecque, l’industrie, depuis 20 ans, est devenue « invisible », au niveau des sources comme des problématiques. De ce point de vue, nos travaux ambitionnent de contribuer au renouvellement de la réflexion.

L’historiographie de l’industrie en Grèce n’est pas seulement le fait d’historiens. Au XIX^{ème} siècle, puis au XX^{ème}, l’industrie est décrite autant par des fonctionnaires (Mansolas, Soutsos⁶⁵), que par des professeurs d’université, économistes ou juristes, souvent futurs ministres (Charitakis, Zolotas, Angelopoulos), ou par des observateurs étrangers (Cheston, Lecomte, Thiersch, Burnouf, Beaujour)⁶⁶. L’industrie, à cette époque, n’a en effet pas d’histoire. Ceux qui l’écrivent ne font pas acte de mémoire, ils militent pour la modernisation de la société. Passionnés par l’industrie, ils enregistrent sa progression et rêvent son développement. Les étrangers ont soit le regard intéressé de l’exploitant, soit la curiosité cultivée du décalage entre l’antiquité et la Grèce moderne.

Dans les années 1895 à 1940, ces auteurs notent l’adaptation aux nouvelles techniques (électricité, chimie) et les progrès de l’industrie. Dans la foulée libératrice du mouvement de Goudi et du Vénizélisme⁶⁷, et des premières lois sociales, ils se penchent sur la généalogie de l’industrie, parce qu’ils y cherchent la preuve de sa possibilité et puisent dans les signes de

⁶³ Piketty, Thomas : « *Le capital au XX^e siècle* » Le Seuil 2013. « Je me rendais vite compte qu’aucun travail de collecte de données historiques conséquent n’avait été entrepris sur la dynamique des inégalités depuis Kuznets...mobiliser des méthodes et des approches qui sont celles des historiens, des sociologues et des politistes autant que celles de économistes » et : « Je ne conçois d’autre place pour l’économie que comme une sous discipline des sciences sociales, aux côtés de l’histoire, de la sociologie, de l’anthropologie, des sciences politiques et de bien d’autres. » (et de la géographie).

⁶⁴ Veyne, Paul : « *Comment on écrit l’histoire : essai d’épistémologie* » Le Seuil 1971.

⁶⁵ Mansolas, Alexandros : « *Renseignements statistiques concernant la Grèce* » (Πολιτειογραφικά πληροφοροίαι περί Ελλάδος) Athènes 1867 et « *La Grèce à l’exposition universelle de Paris en 1878. Notions statistiques, catalogue des exposants* ». Athènes 1878 ; Soutsos, Jean : « Πραγματεία περί παραγωγής και διανομής του πλούτου » 1851 et « Πλουτολογία » 1868.

⁶⁶ Cheston, Charles : « *La Grèce en 1887* ». Edition Akropolis, Athènes 1887 (Η Ελλάς τω 1887). Beaujour, Louis-Auguste-Félix de. « *Tableau du commerce de la Grèce* » Renouard Paris 1800. Burnouf, Emile : « *La Grèce en 1886. Son état matériel. Son état moral* ». Revue des Deux Mondes. Leconte, Casimir : « *Etude économique de la Grèce* » Didot Paris 1847. Thiersch, Friedrich : « *De l’état actuel de la Grèce et des moyens d’arriver à sa restauration* » (1833).

⁶⁷ Eleftherios Venizelos domine la vie politique grecque de 1910 à 1936. Il est porté au pouvoir par le coup d’état organisé en 1909 par les officiers de la caserne de Goudi.

son retard des forces pour y remédier. Les ouvrages de Georges Charitakis, André Andréadis, Georges Anastasopoulos, Nikolas Inglesis⁶⁸, et peut être le plus célèbre d'entre eux, Xénophon Zolotas⁶⁹ témoignent de cette volonté ardente. La Grande Idée a sa version industrielle dans la Grande Industrie⁷⁰. Un professeur de chimie, Anastasios Christomanos, écrit : « Ici on se trouve prêt à les accueillir (les industriels) et nous verrons partout les hautes cheminées des usines chimiques, dressées comme autant de lampes de la science, chantant le dieu de l'industrie chimique grecque ». Anastasopoulos, qui le cite, commente : « L'Idée de la Grande Industrie était suggérée par le célèbre scientifique, à l'orée du XX^{ème} siècle... » Les industriels eux-mêmes font propagande pour le développement de l'industrie, facteur non seulement d'enrichissement ou de rééquilibrage des comptes publics, mais aussi de paix sociale et d'intégration des réfugiés. C'est le cas de Léon Ikonomidis, Epaminondas Charilaos, André Chatzikyriakos, Nicolas Kanellopoulos, Aristoboulos Zannos. Ikonomidis, le créateur de Chropi (peintures), qui illustre par ses cheminées, rue du Pirée, le rêve de Christomanos, écrit dans le journal Acropolis : « Grâce à l'Industrie, non seulement nous retiendrons les populations émigrantes en Grèce, mais encore nous attirerons celles des pays voisins, facteur de repopulation du pays et de régénération de la race »⁷¹. Les banquiers, comme Tsouderos, Diomidis et Varvaressos, plus réservés, n'en participent pas moins au mouvement.

Dans les années 1945 à 1970, à l'image de la France, certains de ces hommes se retrouvent pour reconstruire le pays et procéder à une véritable généralisation de la révolution industrielle. Dimitris Batsis⁷² pour la gauche communiste et Xénophon Zolotas pour la droite partagent au fond une même analyse des ressources et des buts, même si les voies empruntées divergent. On verra que le cercle rapproché de Constantin Karamanlis, premier ministre en 1953, (Zolotas, Tatsos, Papaligouras, Angelopoulos) a intégré ces données pour installer une

⁶⁸ Charitakis, Georges : op.cit. Andréadis, André : « *Œuvres* ». Ecole de droit d'Athènes 1939 (Έργα). Anastasopoulos, Georges A : « *Ιστορία της Ελληνικής Βιομηχανίας 1840-1940, Β' Τόμος 1885-1922* », Ελληνική Εκδοτική Εταιρεία, Αθηναι 1947. (« *Histoire de l'industrie grecque 1840-1940* » Tome 2 : 1885-1922. » Société Grecque d'Édition, Athènes 1947) Nicolas Inglesis : « *Guide de la Grèce*, 6^è année» 1920. (Οδηγός της Ελλάδος Έτος Ζ', 1920)

⁶⁹ Zolotas, Xénophon : « *La Grèce au stade de l'industrialisation* » (Η Ελλάς εις το στάδιον της εκβιομηχανίσεως) 1925.

⁷⁰ Anastasopoulos : op cité page 771. « Η Ιδέα της Μεγάλης Βιομηχανίας υπεδεικνύετο υπό του επιφανούς επιστήμονος, με την είσοδον του 20^{ου} αιώνας... ».

⁷¹ Anastasopoulos, op cité, page 962- 963. « Διά της Βιομηχανίας, όχι μόνον θα συγκρατήσωμεν τον αποδημούντα κόσμον εν Ελλάδι, αλλά και ξένον εργατικόν κόσμον θα προελκύσωμεν εκ των πέριξ χώρων, δι ού θα πληθύνωμεν την χώραν και θα εξυγιάνωμεν την φυλήν. »

⁷² Dimitris Batsis : « *L'industrie lourde en Grèce.* » Edition Kedros 1947 (Η βαρεία βιομηχανία στην Ελλάδα 1947).

industrie lourde –lignite, électricité, métallurgies du fer, de l’aluminium et du nickel, raffinage pétrolier- en amont de l’industrie plus traditionnelle de l’entre-deux-guerres.

A cette transformation du pays correspond une nouvelle conception de son histoire. En matière économique, le « père » en est Nikos Svoronos⁷³. S’attachant à l’histoire économique et sociale, il étudie l’émergence au XVIIIème siècle du commerce et des transports en Grèce. Après la *Metapolitefsi*, à l’initiative de Georges Dertilis, conseiller scientifique de la fondation culturelle de la banque Emboriki, de Spyros Asdrachas, conseiller scientifique de la banque Ethniki, et de Vassilis Panagiotopoulos, de jeunes chercheurs sont invités à utiliser, de manière coordonnée, les archives de ces deux établissements. Ils mettent en évidence les étapes, les limites, les difficultés de l’industrialisation du pays, en un bel ensemble de haut niveau. Pour eux aussi, l’industrie est bien au coeur de la transformation de la société et en imprègne toutes les dimensions. Ils adoptent volontiers des points de vue marxisants, mais c’est le plus souvent pour noter les écarts que présente la réalité grecque par rapport à la théorie. Les deux revues *Mnimon et Istorika (Μνήμων, Ιστορικά)* publient leurs travaux. C. Agriantoni sur les débuts de la Révolution industrielle en Grèce, K. Kostis sur Aluminium de Grèce et le système bancaire, M. Dritsas et S. Tsotsoros sur l’industrie entre deux guerres, N. Pantelakis sur l’électrification, L. Papagiannakis sur les chemins de fer, M. Synarelli sur les ports et routes, P. Pizanias et M. Riginos sur les système de prix et les salaires, S. Petmezas par ses éclairages sur la production agricole, Ch. Chatziiossif sur la métallurgie et le textile, G. Charlafti sur la construction et l’armement naval, ont apporté leurs lumières sur les particularités d’une industrie largement intégrée à la division internationale du travail. I. Pepelasi Minoglou et A. Vaxevanoglou effectuent leurs recherches sur les Sociétés Anonymes, leur rôle économique, leur structure sociale. Plus récemment, sous l’impulsion d’E. Avdela, les études de genre abordent l’industrie sous un angle sociologique, pour interroger le rapport entre structures sociales traditionnelles et la transformation industrielle. L. Papastefanakis exploite les archives de l’entreprise textile Retsinas au Pirée pour montrer le lien étroit entre les choix technologiques et la condition ouvrière, l’importance du genre dans le fonctionnement économique de la société entre tradition et révolution sociale. Z. Salimba s’intéresse à la place des ouvrières dans l’industrie (textile, tabac, papier) et dans l’artisanat au XIXème siècle, D. Lambropoulou aux ouvriers du bâtiment au XXème siècle : sociétés industrielles masculines ou féminines confrontées au changement.

⁷³ Nikos Svoronos : *Histoire de la Grèce moderne*. PUF 1976 et *Le Commerce de Salonique au XVIII^e siècle*, PUF 1956.

Pourtant, la *Metapolitefsi* après les expériences malheureuses des nationalisations, ne tarde pas à se détacher de la mystique industrialiste. La crise liée à l'entrée dans la Communauté Economique Européenne, au désarmement douanier, mais aussi à une gestion démagogique de l'industrie (nationalisations, politique des revenus sans lien avec la productivité, clientélisme), se traduit dans les années 1980 par la fermeture de nombreux établissements qui figuraient l'industrie dans l'imaginaire social. Tous les auteurs ont mis en évidence la perte de compétitivité et la désindustrialisation qui s'ensuit. Les établissements de la rue du Pirée se transforment en ruines et les cheminées de Christomanos en « tours abolies ». La Banque du Pirée finance un programme de musées d'industries, dont la remarquable briqueterie Tsalapatas à Volos. L'industrie s'efface lentement du champ de vision du public. Les services statistiques renoncent aux enquêtes sur l'industrie, peut-être parce qu'en période de désindustrialisation, leur intérêt semble douteux. En conséquence, les études sur l'industrie, fréquentes encore dans les années 1980, se tarissent. Les derniers auteurs sont Tasos Giannitsis qui travaille sur les recensements industriels de 1963 et de 1978, Iordanoglou et Bellas qui travaillent sur des archives ICAP⁷⁴ et Ion Sayas qui participe à l'Atlas de Sivignon. Kostas Kostis s'y intéresse par le biais des archives d'Aluminium de Grèce. Panos Kazakos refait, en 2001, le point des rapports entre l'Etat et le marché –et notamment avec l'industrie– dans l'histoire économique de l'après-guerre, pour mieux montrer les origines et sources profondes de la crise.

Après 2008, la Grèce entre en crise. L'invisibilité de l'industrie aux yeux des acteurs grecs ou européens du temps de crise est un fait frappant. Il faut attendre 2014 et l'impulsion de Jean Stournaras, ancien directeur du IOVE⁷⁵ devenu ministre des Finances, pour que le ministère du développement commande une étude à Mc Kinsey, au IOVE et au KEPE⁷⁶, qui intègre l'industrie à nouveau à la réflexion sur la sortie de crise, et détaillant ses points forts.

Il nous semble que les historiographies de l'industrie étudiées ci-dessus suivent des cours parallèles, mais que la grecque, probablement fixée par le cours particulier de l'industrie et la crise récente, ne puise que de manière limitée dans l'évolution générale. Il est par ailleurs frappant de constater que malgré un intérêt puissant des historiens pour le développement de

⁷⁴ ICAP Group Hellas : Intercapital Group, propriété de Global Finance et, résiduellement, de la Coface est une société privée de recherche économiques.

⁷⁵ En grec, IOBE : Ιδρυμα Οικονομικών Βιομηχανικών Ερευνών est l'Institut de recherches économiques industrielles du syndicat patronal ΣΕΒ.

⁷⁶ Rapport du KEPE au Ministère du développement : « Vision du développement de la Grèce à l'horizon 2020 » (« Το Αναπτυξιακό Όραμα για την Ελλάδα του 2020 ») Athènes Juin 2014.

leur pays, ni le citoyen ordinaire du pays, ni le fonctionnaire européen impliqué dans le suivi de la crise, ne sont sensibles à cette dimension pourtant incontournable du redressement.

Il est possible que le doute qui affecte les sources statistiques ait contribué à cette cécité. Doute, plutôt que réalité, dont il faut faire justice.

2°) Vérités statistiques

Les sources statistiques ont fait dans la période récente l'objet d'une telle contestation, et notre recherche en est tellement dépendante qu'il nous paraît nécessaire avant tout autre progrès, de faire la lumière sur ce procès. Dès le début de la crise, la fiabilité des statistiques grecques a été mise en cause. L'Union Européenne attribue à la fraude organisée par l'Etat grec son ignorance du dérapage réel des finances et de la dette. Il nous semble toutefois que ce débat sur la fraude obscurcit le jugement qu'il faut porter sur la qualité et l'étendue de nos sources.

La fraude a été liée au défaut d'indépendance du système statistique. C'était sans doute le cas tant que le Service National Statistique dépendait du ministre des Finances. Toutefois, l'indépendance à elle seule ne garantit en aucun cas la qualité des données recueillies, surtout quand il s'agit de produits complexes et évolutifs comme ceux de l'industrie.

En réalité, l'analyse critique des travaux des producteurs d'informations, de leurs faiblesses méthodologiques ou parfois même de l'inexistence de certaines informations essentielles, est plus utile pour juger de la fiabilité de ce qui existe et de la possibilité d'en tirer des conclusions valides. A cet égard, il faut noter que la Grèce a une longue et ancienne tradition statistique, en particulier en ce qui concerne l'industrie.

Contentons-nous de rassurer. L'usage fait par le politique de ce que produit le statisticien est – et reste encore- la seule raison sérieuse de douter des chiffres. Le statisticien, lui, fait ce qu'il peut avec les moyens qu'on lui accorde.

Il n'est pas nouveau dans la carrière. De sa création en 1910 jusqu'à la consécration de son indépendance en 2010⁷⁷, le service statistique grec connaît un long parcours, lié à la fois à

⁷⁷ Chouliarakis, Michel) : 1972 : « *Evolution de la Statistique Publique en Grèce 1821 -1971.* » p. 15-112 dans *Etudes Statistiques*, EKKE Athènes. (Χουλιάρκης, Μιχαήλ : « Ιστορική Εξέλιξις της Κρατικής Στατιστικής εν Ελλάδι 1821-1971 », Στατιστικά Μελέται, Αθήνα, EKKE).

l'intérêt tôt porté par les responsables du pays à l'industrie, et au progrès de la science statistique porté par les institutions internationales.

1. Histoire

. Les premiers balbutiements de la statistique sont contemporains de la création de l'Etat grec. Capodistria⁷⁸ en 1828 lance le tout premier recensement. Un bureau de l'économie publique est créé le 22 mai 1834, « chargé de rédiger une description géographique et topographique précise de l'Etat, de dresser un tableau d'usage facile du nombre de ses habitants et de prendre connaissance précise des différentes sources de revenu de la nation... »⁷⁹.

La Grèce participe à la fois aux expositions universelles (Londres 1852) et à certains congrès statistiques. En 1855, le Secrétaire Général du ministère de l'Intérieur, Spilios A. Spiliotakis (anciennement directeur du bureau de l'économie publique de 1837 à 1859) participe au congrès statistique de Paris. Il est aussi commissaire de la Grèce à l'exposition universelle de la même année⁸⁰. Il y présente les *Informations Statistiques sur la Grèce* publiées en 1859⁸¹. Son directeur du bureau de l'économie publique, à partir de 1860, l'économiste Jean Soutsos⁸², entreprend le recensement de la population en 1861. En 1864, il publie un recensement de l'agriculture. Un autre de ses directeurs, Alexandre Mansolas édite en 1867 un tableau de l'économie grecque⁸³. Il participe aux deux congrès statistiques de Saint Pétersbourg et de Budapest. Il croise les branches où la Grèce est représentée avec celles de l'exposition de Paris⁸⁴.

Après cela, la statistique est liée aux recensements de population : 1879, 1889, 1907. On note toutefois que Georges Chomatianos, exposant les travaux du recensement de 1907, se réfère aux travaux des congrès statistiques internationaux (« des Etats contemporains civilisés »), et au souhait des participants d'harmoniser les statistiques pour permettre les comparaisons. Il se réfère aussi à l'IIS⁸⁵.

⁷⁸ Jean Capodistria est le premier dirigeant de la Grèce, nommé en 1822 par les Grandes Puissances. Il est assassiné en 1831.

⁷⁹ JO n°18 du 22.05.1934 art 10. (JO = ΦΕΚ, Φυλλα Εφημερίδας της Κυβερνήσεως).

⁸⁰ Rapport sur l'Exposition Universelle de 1855. Gallica.

⁸¹ Στατιστικά πληροφορία περί Ελλάδος, op.cit.

⁸² Jean Soutsos, op.cit.

⁸³ Alexandre Mansolas, op.cit.

⁸⁴ Archives de Paris : Expo universelle de Paris, documents iconographiques pages 53-54.

⁸⁵ Recensement de 1907. L'IIS est l'Institut International Statistique, qui succède aux Congrès statistiques.

. Une deuxième étape se situe autour du coup d'état militaire de Goudi en 1909⁸⁶. En 1909, s'est tenu le Congrès Panhellénique de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce. Celui-ci a proposé la création du Ministère correspondant, avec un service statistique dans chacun des trois bureaux, ce que consacre la loi du 4 mai 1910. Ces services sont bientôt regroupés en une direction centrale de la statistique, assistée d'un Conseil où siègent des universitaires et des représentants de l'industrie et du commerce. Des recensements de l'agriculture et des prix sont réalisés en 1911, de l'industrie en 1920. Le Service Spécial de Statistiques devient en 1925 le Service Général Statistique de Grèce⁸⁷.

Les deux enquêtes sur l'industrie de 1920 et 1928, celle sur l'emploi de 1930, liées aux recensements de mêmes dates, sont le fruit de cet intérêt renouvelé pour l'économie. Si l'on manque de détails sur les rapports institutionnels entre d'une part Jean Michalopoulos, directeur de la statistique en 1920 ou C. Spyridès ministre de l'économie du gouvernement Zaimis en 1928 et son responsable statistique N.J. Svoronos, et d'autre part la SDN⁸⁸ et plus particulièrement le BIT et l'Institut International de Statistique et sur les projets grecs de l'entre-deux-guerres, les textes introductifs des recensements enregistrent bien, de manière explicite, les références. On note que cette enquête utilise la technique moderne des cartes perforées et de la trieuse à compteurs, introduite en France par Lucien March.

. Après la guerre, la loi 3627/1956 crée l'ESYE⁸⁹ ou Service national statistique de Grèce, confié à Pierre Koubelis. Le service a repris son activité dès 1951 (recensement de population), adoptant les standards internationaux (nomenclature ISIC⁹⁰), et réalisant une première enquête sur l'industrie en 1958. A partir de l'entrée de la Grèce en 1981 dans la Communauté Economique Européenne, ce service harmonise sa production avec celle d'Eurostat⁹¹. L'ESYE est transformé en Secrétariat Général ESYE en 1986. Les enquêtes sur l'industrie sont poursuivies jusqu'en 1988. Mais les mises en cause par Eurostat se multiplient à partir de 2004, au changement de gouvernement, ainsi que les missions d'enquête.

⁸⁶ Le coup d'état de Goudi (du nom de la caserne d'où il partit) était mené par des officiers réformistes. Ceux-ci font appel à Venizelos, qui accède au pouvoir en 1910.

⁸⁷ Γενική Στατιστική Υπηρεσία της Ελλάδος.

⁸⁸ Société des Nations, Κοινωνία των Εθνών, et Διεθνές Γραφείο Εργασίας Bureau International du Travail.

⁸⁹ Εθνική Στατιστική Υπηρεσία της Ελλάδος ou ΕΣΥΕ (Service national statistique de Grèce).

⁹⁰ Nomenclature ISIC : International Standard Industrial Classification ou Classification Internationale Type par Industries (CITI).

⁹¹ Eurostat est une direction générale de la Commission Européenne chargée de la construction et diffusion des statistiques de l'Union Européenne.

2. Indépendance

Il faut attendre les désordres de 2008 et 2009 pour que le sujet devienne brûlant. La réforme du Service figure en bonne place dans le programme du PASOK⁹² exposé par le nouveau Premier Ministre, Georges Papandréou, le 14 décembre 2009, au Zappeio⁹³ et c'est une des premières mesures de son gouvernement.

Son institution en autorité indépendante est opérée par la loi 3832/2010 du 9 mars 2010⁹⁴. Elstat est une autorité collective, constituée de 7 membres dont 4 (Président, Vice-président et deux membres) sont élus par la Conférence des Présidents de la *Vouli* (Βουλή, Assemblée Nationale) à la majorité des 3/5èmes sur proposition du ministre des Finances. Les trois autres sont nommés respectivement par le gouverneur de la Banque Centrale, par le ministre des Finances et par le personnel d'Elstat.

Elstat est assisté par un Conseil du Système Statistique Grec⁹⁵, dont un représentant d'Eurostat est membre de droit. Ce conseil réunit autour du Président d'Elstat, le gouverneur de la Banque Centrale, l'Union Grecque des Banques, des représentants des ministères, l'Institut du travail, émanation du syndicat GSEE), le Centre National de Recherches Sociales, l'institut IOVE, émanation du syndicat patronal SEV, la Fédération des coopératives agricoles, le KEPE et l'ESI⁹⁶. Il joue le rôle de conseil scientifique et donne un simple avis sur la politique et les programmes.

Enfin, en février 2012, le Premier Ministre suivant, Loukas Papadimos, s'est engagé par écrit, à l'occasion du Programme à Moyen Terme signé avec l'Union Européenne « à respecter pleinement les standards européens et internationaux de qualité des données statistiques, de garantir et défendre l'indépendance professionnelle du Système Statistique Grec... »⁹⁷. Une nouvelle loi de mars 2012 renforce cette indépendance en créant un budget

⁹² PASOK : Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα, ou Mouvement Socialiste Panhellénique.

⁹³ Annexe du discours programme. Voir annexe 1. Le Zappeio est un lieu d'exposition de style néo-classique, dans le centre d'Athènes.

⁹⁴ Loi 3832/2010, Journal Officiel 09.03.2010. (Νόμος 3832/2010 -ΦΕΚ 38Α/09.03.2010).

⁹⁵ Συμβούλιο του Ελληνικού Στατιστικού Συστήματος (ΣΥ.ΕΛ.Σ.Σ) ou Conseil du Système Statistique Grec, créé par arrêté du ministre des Finances du 28.02.2011, publié au JO du 29.04.2011.

⁹⁶ Ινστιτούτο Εργασίας, Institut du travail, émanation du ΓΣΕΕ ou Γενική Συνομοσπονδία Εργάτων Ελλάδας, Confédération Générale des Travailleurs de Grèce ; KEPE ou Κέντρο Προγραμματισμού και Οικονομικών Ερευνών est une fondation pour la programmation et la recherche en Economie créée en 1959, sous tutelle du ministre des finances. ESI (Ελληνικό Στατιστικό Ινστιτούτο) est un institut grec de statistique regroupant des statisticiens, créé en 1981, à but scientifique. IOVE ou Ίδρυμα Οικονομικών Βιομηχανιών Ερευνών est l'Institut de recherches du syndicat patronal ΣΕΒ Σύνδεσμος Επιχειρησέων και Βιομηχανιών ; Centre National de Recherches Sociales ou Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών (Ε.Κ.Κ.Ε) ; Union des Banques Grecques ou Ελληνική Ένωση Τραπεζών.

⁹⁷ Lettre d'engagement de Loukas Papadimos du 29.02.2012.

séparé et autonome et un Conseil des Bonnes Pratiques dans lequel Eurostat est aussi représenté.

L'indépendance ainsi octroyée n'a pas été un vain mot. Il a fallu l'imposer contre une opposition constante, une des formes du refus de l'Etat clientéliste d'accepter des autorités indépendantes.

En septembre 2011, Zoé Georganta, membre de la Haute Autorité Statistique, dépose une plainte auprès du procureur de la République, qui fait état de « manipulations » des chiffres du déficit et de la dette par le Président d'Elstat, Andréas Georgiou avec le concours de Walter Radermacher, directeur général d'Eurostat. Ces derniers auraient « gonflé » les chiffres, en y incluant à tort ceux des entreprises publiques (DEKO⁹⁸), pour justifier l'aggravation des mesures de redressement financier. En janvier 2012, le dossier est transmis au bureau de l'Assemblée.

L'affaire judiciaire, classée une première fois par le procureur de la République en 2012, est relancée par les mêmes acteurs en 2013. Eurostat s'inquiète :

« Nous sommes inquiets de ce que les débats politiques relatifs à l'action en justice contre le chef de l'Autorité Statistique Grecque (Elstat) et la mise en question de la validité des données, *qui ont de façon répétée passé les contrôles sévères de qualité appliqués par Eurostat pour assurer leur pleine conformité avec la loi européenne*, semblent ignorer les procédures européennes communément admises ».⁹⁹

La plainte est classée une 2^e fois en 2014. Mais la Présidente de l'Assemblée nouvellement élue, décide, en Avril 2015, de soumettre l'affaire à la Commission de la Transparence qu'elle préside par ailleurs, dans le but exprès de remettre en cause « l'asile », l'indépendance, dont bénéficie la direction d'Elstat. Elle y joint d'autres autorités indépendantes, la Banque de Grèce et l'Autorité de l'Audiovisuel.¹⁰⁰

Cette indépendance est pour la Commission le remède à la fraude dont l'Etat Grec est accusé. Il faut débarrasser ESYE de ce débat : l'Etat Grec est en cause, pas son service statistique. Indépendance donc. Et, depuis, disparition des « greek statistics ¹⁰¹ » : depuis 2010, Elstat a

⁹⁸ Δημόσιες Επιχειρήσεις Και Οργανισμοί, Entreprises et organismes publics.

⁹⁹ «We are concerned that political debates surrounding judicial action taken against the Head of the Greek statistical office (ELSTAT) and the calling into question of the validity of data which have repeatedly passed the stringent quality checks applied by Eurostat to ensure full compliance with European law seem to disregard commonly agreed European procedures. » Statement of the members of ESS on recent developments concerning Elstat in Greece, 7 février 2013

¹⁰⁰ Et en Juillet 2016, la Cour Constitutionnelle saisie renvoie à la Cour d'appel l'examen de l'affaire !

¹⁰¹ Kathimerini 23.04.2015 : « ...εχουμε ξεχασει τον ορο αστερισκοι που ηταν εφαμιλλος με τον ορο « greek statistics » (Nous avons oublié le terme « sous réserves » qui était semblable à « statistiques grecques »).

communiqué régulièrement les données des comptes publics consolidés et de la dette. Elle a révisé les chiffres de 2001 à 2008. Eurostat a tout validé.

3. Qualité

Il nous faut donc apprécier les informations recueillies sur l'industrie, leur contenu, la méthodologie de leur collecte et de leur élaboration, leur disponibilité ou accessibilité, pour en mesurer les insuffisances, mais aussi pour en extraire les éléments d'une description de l'industrie.

Les sources principales que nous avons utilisées sont les sites d'Elstat et d'Eurostat pour les données économiques et de la Banque de Grèce pour les données financières.

Le système produit des informations de Comptabilité Nationale normalisées et comparables, alignées sur les normes européennes, pour la production, l'emploi, le commerce extérieur, au niveau national et, à un moindre degré, régional.

Mais il produit des informations de moindre qualité sur l'échelon pertinent du département, sur les entreprises et sur les produits.

A/ Des informations normalisées et comparables.

1. Des normes européennes.

Elstat utilise depuis longtemps les classifications statistiques européennes définies par Eurostat et les a reprises au fur et à mesure de leur actualisation. En ce qui concerne l'industrie, ce sont la nomenclature d'activités NACE 2,¹⁰² (système de classification des activités à 5 chiffres), le système de découpage géographique NUTS¹⁰³, la nomenclature de produits CPA¹⁰⁴, calquée sur celle des activités et le système des produits du commerce extérieur CTCI¹⁰⁵. La Grèce participe au réseau Intrastat dans lequel les données du commerce intracommunautaire sont adressées à Eurostat par les opérateurs sous forme de déclarations. Ce réseau alimente la base de données du commerce extérieur d'Eurostat

¹⁰² NACE, Nomenclature d'Activités de la Communauté Européenne, en grec Στατιστική Ταξινόμηση οικονομικών δραστηριοτήτων (classification statistique des activités économiques) ou Stakod. Stakod 3 correspond à NACE 1 et Stakod 8 à NACE 2.

¹⁰³ NUTS ou Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques.

¹⁰⁴ CPA ou Classification des Produits Associés aux activités.

¹⁰⁵ Standard International Trade Classification ou CTCI Classification Type pour le Commerce International. Cette classification est adaptée par Eurostat sous la forme d'une Classification Combinée CN (combined nomenclature).

(Comext). Les compatibilités sont totales et les regroupements conformes aux réquisits. On trouvera en annexe 2 le détail de ces nomenclatures.

La plupart des statistiques nouvelles définies par Eurostat relatives à l'énergie, aux entreprises, au coût du travail ont été introduites. Les questionnaires ont été harmonisés, le registre des producteurs d'informations complété, leurs relations avec Elstat redéfinies.

2. Les Tableaux Emplois Ressources (TER).

La description de l'activité économique en termes de production (*output*) et de PIB¹⁰⁶ se trouve dans les TER. Pour la Grèce, le tableau utilisé (SUIOT¹⁰⁷ Eurostat pour la Grèce sur 10 années jusqu'à 2010, puis TER 2011) est celui à partir duquel sont fournies les statistiques officielles de PIB, de production, de valeur ajoutée et de consommations intermédiaires, telles qu'on peut les trouver sur les sites d'Eurostat et d'Elstat, ou dans les publications d'Elstat comme l'Economie Grecque de février 2012, le Bulletin Statistique Mensuel de décembre 2011 et l'Annuaire Statistique 2011¹⁰⁸. Ces statistiques, aujourd'hui validées par Eurostat, sont elles-mêmes issues d'Elstat, et du *Logistirio*¹⁰⁹ ou Bureau de la Comptabilité Publique, qui dépend du ministère des Finances. L'avantage de ces TER est de permettre l'expression en termes de contribution au PIB des différentes branches de l'industrie et, sur des bases identiques, la comparaison avec l'UE ou certains pays européens. Ils permettent aussi un calcul de la répartition de l'output en consommation intermédiaire, rémunération des employés, amortissements et valeur ajoutée. Croisés avec le nombre d'employés, ils permettent enfin un calcul de coût et de productivité du travail.

On trouvera plus loin ces tableaux. Leur collecte et leur utilisation par branche constituent le premier élément d'un « modèle » d'analyse sectorielle. Les ordres de grandeur paraissent suffisamment significatifs et la comparabilité est un avantage certain.

¹⁰⁶ PIB : Produit Intérieur Brut (Ακαθάριστο Εγχώριο Προϊόν).

¹⁰⁷ Supply-Use, Input-Output Tables (SUIOT). (Tableaux Emplois Ressources).

¹⁰⁸ L'Economie Grecque (Η Ελληνική Οικονομία) Le Bulletin Statistique Mensuel (Μηνιαίο Στατιστικό Δέλτιο) et l'Annuaire Statistique (Στατιστική Επετηρίδα).

¹⁰⁹ Γενικό Λογιστήριο του Κράτους ou Comptabilité Générale de l'Etat (Comptabilité Publique).

Enfin, Elstat a mis à jour les analyses de Valeur Ajoutée (VA) par branches de 1995 à 2014. S'il arrive que des écarts existent entre TER et tableaux de VA¹¹⁰, leur cohérence est générale.

3. Le commerce extérieur

Les statistiques du commerce extérieur présentent des séries complètes jusqu'en 2014, normalisées, accessibles parfois dans des formats simples (Excel).

Les sources utilisées pour le commerce extérieur sont celles d'Elstat qui utilise les enregistrements douaniers de flux de marchandises et celles de la Banque de Grèce qui utilise les transactions financières enregistrées par les banques. Les enregistrements douaniers des exportations sont effectués en valeur FOB (Free on Board, Franco à Bord) et tiennent compte des frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière de l'exportateur. Les enregistrements des importations sont effectués en valeur CIF (Cost, Insurance, Freight, Coût Assurance Fret, CAF en français), incluant frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière du destinataire¹¹¹. La Banque de Grèce, en l'absence de précision, convertit les valeurs FOB en CIF en les multipliant par 1,05.¹¹² Les produits en transit du « commerce spécial », d'une frontière à l'autre de la Grèce, ne sont pas comptabilisés, ce qui évite les déformations liées à un enregistrement en « commerce général ». En période d'incertitude monétaire, les écarts entre Elstat et la Banque centrale, déjà significatifs, sont aggravés, les importateurs devant régler immédiatement, les exportateurs ne se pressant pas de rapatrier le règlement.

L'Association Panhellénique des Exportateurs (PSE) et son centre de recherches KEEM¹¹³, organisation professionnelle regroupant 1500 membres réalisant 80% des exportations, analyse le commerce extérieur par produit (CTCI) et par pays et fournit des séries complètes jusqu'en décembre 2014, marquant l'intérêt direct du système de production pour le développement extérieur.

¹¹⁰ Cas de la réparation en 2014 (code nace 33).

¹¹¹ Elstat, notes méthodologiques sur le commerce extérieur. 1998. "The c.i.f. value in imports or arrivals includes cost, insurance and freight of goods to the port or place of entry at the Greek frontier, while the f.o.b. value in exports or dispatches includes the cost of the commodities, being delivered on board of the ship or other means of transport, at the port or place of dispatch at the Greek frontier, as well as export duties".

¹¹² Bank of Greece, Trade balance, commentaires méthodologiques.

¹¹³ Πανελλήνιος Σύνδεσμος Εξαγωγέων, Κέντρο Εξαγωγικών Ερευνών και Μελετών : Association pan grecque des exportateurs, Centre d'Etudes et de Recherches sur les Exportations.

4. L'emploi

Les séries statistiques de l'emploi fournies par Elstat présentent désormais l'intérêt de couvrir branches d'activités et types d'emploi de 1995 à 2014. Elles ont été considérablement enrichies depuis le début de la crise. Pour les périodes antérieures on dispose des enquêtes sur l'industrie de 1958, 1963, 1973, 1978 et 1988. Les statistiques du chômage sont bien moins riches.

Elles peuvent être complétées par celles d'IKA ETAM¹¹⁴, la caisse d'assurances sociales des salariés du secteur privé. Celles-ci sont mensuelles, les séries chronologiques sont suivies et récentes, elles traitent de l'emploi « légal », des catégories d'emploi (temps partiel, temps plein, emploi immigré), des horaires, rémunérations de travail et cotisations payées. Même si elles ne couvrent qu'une partie de l'emploi (1,5 million de salariés), elles sont représentatives de l'emploi salarié, notamment dans l'industrie. Les études du SEV et de l'Institut du travail s'y réfèrent.

5. Les régions

Les statistiques régionales sont relativement bien structurées en Grèce. Qu'il s'agisse de l'emploi, de l'activité (PIB ou valeur ajoutée) par branches, ou des entreprises, on dispose de bonnes séries de chiffres, ventilés par départements ou par Régions. Les comptes régionaux viennent de faire l'objet d'une révision 2005-2009¹¹⁵ sur des bases rigoureuses. Celle-ci précise que le lieu du siège social détermine l'attribution de TVA et que la nomenclature NACE 2 est utilisée¹¹⁶. La Banque de Grèce (succursale de Salonique) publie enfin sur les 3 régions macédoniennes des chiffres d'activité économique relatifs en partie à l'industrie.

L'ensemble de ces éléments fournit une image assez nette et utilisable de l'économie grecque et plus précisément de son industrie. Cette image, bien documentée pour la période qui suit la 2ème Guerre Mondiale, peut être suivie aussi pendant les premières années de la crise (2009-2012).

Mais l'analyse détaillée révèle aussi de nombreuses faiblesses et lacunes qui ne les rendent exploitables qu'avec difficultés.

¹¹⁴ IKA ETAM : Institut des Assurances Sociales et Caisse unifiée d'Assurances des Salariés (Ιδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων ΙΚΑ Ενιαίο Ταμείο Ασφάλισης Μισθωτών ETAM).

¹¹⁵ Elstat, bulletin des 31.03.2011 et 13.03.2012.

¹¹⁶ Ce qui laisse penser que ce n'était pas le cas auparavant.

B/ Des faiblesses et des lacunes (données d'entreprise, échelle du département et détail des produits.

Un certain nombre de domaines demeurent des terres encore inconnues en Grèce. Les deux plus importants nous semblent l'entreprise, qui porte pourtant l'activité, et le département, qui demeure le niveau pertinent en Grèce de l'analyse industrielle. La législation sur la protection des données personnelles en est la raison commune, et le prétexte, les résultats d'enquête permettant à des niveaux trop fins d'identifier l'agent économique. Il faut y ajouter, à titre secondaire, quelques remarques sur le produit et la comparabilité statistique à ce niveau.

1. Les fichiers d'entreprises¹¹⁷

Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, les organisations internationales recommandent d'effectuer des enquêtes sur l'industrie. Mais ce n'est qu'en 1920, puis en 1930, en Grèce, que des recensements complets des établissements ont été effectués, puis de 1958 à 1988. Des enquêtes ont été réalisées jusqu'en 1993. Cette activité s'est défaite à partir des années 1990. En 2002 et en 2005 des études sur fichiers sont produites.

On peut attribuer cette lacune à l'absence d'intérêt du politique pour le sujet, à un goût excessif du secret, à la crainte que l'administration ne crée des difficultés à l'entrepreneur. Elle participe aussi au désintérêt général pour cette activité.

Des enquêtes sur l'industrie ont été effectuées en 1958, 1966, 1973, 1978 et 1988, dont les classifications sont à peu près homogènes et les données recensées comparables : activités (à 3 chiffres), territoires (on peut reconstituer les régions non encore créées en 1958, en revanche, on ne dispose pas toujours de découpage en départements), établissements, entreprises, emplois, puissances installées (en chevaux vapeur), formes juridiques et répartitions par tailles.

Les deux seuls fichiers récents disponibles d'Elstat sont ceux de 2002 et 2005. Ce dernier l'est sous forme Excel. Il s'agit d'une exploitation partielle du fichier, par branches et par département/ville. Aucun élément de taille ou de chiffre d'affaires n'a été trouvé dans le fichier 2005. Les retraitements effectués du fichier 2002 par taille ou chiffre d'affaires sont le plus souvent en format pdf, ce qui oblige à les retraiter manuellement. Les nomenclatures

¹¹⁷ On renvoie ici à l'article éclairant de Constantin Oikonomou, où sont notés le manque de cadre méthodologique et scientifique et l'insuffisance des registres existants : *Problèmes et perspective*. Spoudai, vol 4 N°56 (2006), p. 38-57.

d'activités utilisées en 2002 et 2005 ne sont pas homogènes (stakod 3 et stakod 8). Aucune mise à jour n'a été faite depuis ces dates. La source en est semble-t-il fiscale, ce qui en limite l'exhaustivité. Les données d'emploi et de puissances installées des enquêtes de 1958 à 1988 n'ont pas été renouvelées.

Eurostat de son côté coordonne les fichiers nationaux d'entreprises et développe des statistiques structurelles d'entreprises¹¹⁸. On y dispose de renseignements sur la forme juridique, la branche d'activité, la taille exprimée en nombre d'employés ou en chiffre d'affaires, la localisation et la démographie. On y trouve également des données relatives aux investissements, au nombre d'employés et à la Valeur ajoutée. Un *Small Business Portal* (Portail PME) a été créé pour enquêter sur les PME, domaine sensible de l'emploi. Ces données sont plus détaillées que les Comptes Nationaux qui limitent l'analyse de branches à deux chiffres, tout en excluant agriculture et services non marchands. Mais la Grèce ne remplit pas toutes les données, notamment en ce qui concerne la démographie des entreprises. Nous essaierons dans la deuxième partie de cette étude de raccorder au mieux ces éléments disparates, fichiers et SBS.

Depuis 2010, Elstat tente sur ce modèle de reconstruire une base de données pertinente. Elle dispose en premier lieu du registre des sociétés anonymes (SA), réglé depuis 1920, qui recense les comptes, statuts et délibérations des SA publiées au Journal Officiel. Ce registre peut être consulté nominativement, mais son exploitation statistique serait une tâche manuelle insurmontable compte tenu du nombre d'enregistrements. Ponctuellement, c'est une source fiable et actualisée.

Surtout, deux lois 3853/2010 et 4155/2013 (JO des 17 juin 2010 et 29 mai 2013) ont refondu le dispositif d'inscription au registre de commerce des entreprises, dans le but de créer, dans le cadre des Chambres de Commerce et d'Industrie, un fichier d'entreprises au sens du fichier Sirene¹¹⁹ de l'INSEE. Comme le montre la dernière loi de 2013, la mise en place se fait à pas lents et les données demeurent encore d'accès difficile et peu exploitables directement.

¹¹⁸ SBR ou Statistical Business Registers (RSE en Français) et SBS ou Structural Business Statistics (SSE en français).

¹¹⁹ Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et des Etablissements.

La Grèce a donc commencé à se raccorder à ces fichiers. Elle a fourni des données de nombre d'entreprises jusqu'à 2007 par branche. Elle alimente de même SBS depuis 2010. Elle a participé aux enquêtes PME récentes.

2. L'échelon pertinent : le département (*nomos, νόμος*)

La recherche que nous menons sur l'industrie, dans les archives, dans les bases de données et sur le terrain nous confirme dans l'idée que l'échelon pertinent d'analyse de l'industrie en Grèce est le département. Malheureusement, la plupart des données, depuis les années 80, ne sont plus fournies qu'à l'échelon NUTS 2, soit celui de la région. Outre le fait que ce découpage administratif n'est pas forcément le plus adapté à la réalité économique, obéissant à d'autres considérations de nature politique, historique ou sociale, la répartition de l'activité industrielle (et plus largement économique) épouse plutôt des contours dessinés par le réseau urbain. Grandes villes le long de l'axe PATHE¹²⁰, villes moyennes en dehors de cet axe, comme Kalamata, Agrinio, Ioannina (*Καλαμάτα, Αγρίνιο, Ιωάννινα*), sans parler du cas des îles. Sauf dans quelques cas, ce renseignement nous a été refusé. L'argument est compréhensible : aucune de ces unités départementales ne recueille de données statistiquement suffisantes pour chacune des 25 branches d'activité à deux chiffres. Mais le problème est pour nous précisément inverse : c'est l'absence de certaines branches autant que la présence d'autres qui nous paraît constituer la pertinence des analyses. Il est vrai que les données obtenues à ce niveau de détail peuvent contrevenir à la loi sur la protection des données personnelles ou au secret de l'entreprise. Ainsi l'unique industriel du tabac en Messénie est forcément Karelia (*Καρέλια*). Mais ce n'est justement pas le problème, parce que l'entreprise, dans ce type de cas, délivre au public la plupart des renseignements utiles. Il nous semble qu'une réflexion sérieuse sur l'aménagement du territoire et le développement ne peut être poursuivie sans descendre à ce niveau (NUTS 3), qu'il faut absolument croiser avec les branches d'activité à 2 chiffres. Heureusement, on dispose de quelques données relatives aux valeurs ajoutées.

¹²⁰ PATHE : Patras, Athènes, THEssalonique. (ΠΑΘΕ : Πάτρα Αθήνα Θεσσαλονίκη)

3. Les limites des enquêtes « produit »

Dans toute l'Europe, les informations sur les produits et leur commerce extérieur sont collectées au moyen d'enquêtes auprès des entreprises et stockées dans des fichiers dits Prodcom-Europrom¹²¹. Ces fichiers, établis pour la période 1995 à 2014 couvrent les sections B et C (Industries minières et de transformation) de la nomenclature NACE 2 et les produits correspondants de la nomenclature CPA. L'information provient de questionnaires effectués auprès des entreprises de plus de 20 salariés, recensées dans le SSE¹²², dont on voit ici toute l'importance. L'échantillon est reconnu satisfaisant s'il représente plus de 90 % de la production ; des enquêtes complémentaires sont lancées auprès des entreprises de moins de 20 salariés lorsque la dispersion des entreprises pour un secteur est reconnue excessive. Toutes les entreprises de plus de 20 salariés doivent avoir été interrogées.

Le questionnaire de qualité rempli par Elstat pour Eurostat¹²³ sur l'indice de production 2005 précise que l'enquête Prodcom portait sur les entreprises de plus de 10 salariés, que les taux de consultation étaient de 70 % des entreprises, mais que la couverture dépassait les 90 % de la production. En pratique, en l'absence de fichier d'entreprises récent et structuré, il est difficile de couvrir par questionnaire une population « échantillonnée » et représentative.

La comparaison détaillée des produits « informés » dans les nomenclatures Prodcom Eurostat Grèce et Elstat ajoute à cette incertitude.

La comparaison des valeurs des TER et des enquêtes Prodcom, pour des branches renseignées des deux côtés et des mêmes années révèle des écarts importants, même si les tendances sont à peu près les mêmes.

Par ailleurs, une approche qualitative montre que les montants sont cohérents entre Eurostat pour la Grèce et le fichier Prodcom d'Elstat, pour 2009, sauf faibles écarts. Mais Eurostat ignore plusieurs produits spécifiques que recense Elstat, les fruits au sirop à la cuillère, trois catégories de fromages de chèvre ou de brebis (feta, kaseri et myzithra), les légumineuses, les galettes¹²⁴. Le chiffre de ventes de bière pose un problème en raison d'une différence significative entre celui d'Elstat et celui d'Eurostat. On trouve des écarts importants dans les

¹²¹ Prodcom est l'abrégié de Production Communautaire.

¹²² SSE : Système Statistique Européen.

¹²³ Questionnaire sur l'index de production.

¹²⁴ Dans l'ordre, glyka koutaliou, feta, caseri, myzithra, ospria, miel, pittas (γλυκά κουταλιού, φέτα, κασέρι, μυζήθρα, όσπρια, μέλι, πίτες).

mines et carrières, l'énergie, le traitement des déchets, qui sont pourtant des secteurs très concentrés. Pour cet ensemble de raisons, les statistiques Prodcom ne peuvent être utilisées qu'avec précaution.

Le plus intéressant est la comparaison « formelle » entre les fichiers de quelques pays méditerranéens et l'UE 27 ou l'Allemagne. On verra plus loin les conclusions que l'on en peut tirer quant à la spécialisation des économies dites périphériques et la comparabilité théorique des données.

L'utilisation des sources statistiques, comme des sources historiques, a ses limites, soit temporelles, soit matérielles, en ce qu'elles forment des images fugitives de la réalité. La réalité s'évanouit dans le temps ou se dérobe au regard imparfait de l'analyste. Il faut, grâce à des outils nouveaux, explorer d'autres terrains.

3°) A la recherche d'autres sources : le terrain industriel

Il n'est jamais inutile de vérifier que les statistiques correspondent bien à une réalité et par exemple que les données de Comptabilité Nationale par branche se vérifient dans les comptes annuels des grandes entreprises, ou qu'elles trouvent confirmation au terrain. Ici, l'exercice longtemps du métier d'analyste financier dans un groupe bancaire a facilité la recherche de sources directes d'information à la fois sur les branches d'activités et sur les entreprises. Et le plaisir géographe, jamais lassé, de parcourir le terrain de la PME et d'identifier dans le paysage sa réalité a poussé à visiter des entreprises et les lieux où s'exerce leur activité.

. Analyses financières

La réalité de l'entreprise s'apprécie à travers ses comptes et son environnement professionnel. Ses comptes présentent un intérêt majeur lorsqu'elle occupe sur son marché une place significative. Titan et AGET-Lafarge sur le marché des matériaux de construction, DEI et quelques énergéticiens sur le marché de l'électricité, Avax, GEK et Hellaktor dans les travaux publics, Karelia¹²⁵ sur le marché de la cigarette, fournissent des données de marché précieuses, fiables et suivies. Leurs données comptables permettent d'apprécier directement,

¹²⁵ Τιτάν, ΑΓΕΤ, ΔΕΗ, ΑΒΑΞ, ΓΕΚ, ΕΛΛΑΚΤΩΡ

pour le secteur auquel elles appartiennent, la rentabilité de l'activité, le niveau de production, le personnel employé. Leurs rapports d'activité ouvrent sur la réalité des unités de production, des investissements, des produits et des filiales étrangères.

Leur environnement professionnel est riche aussi d'informations. Les organisations professionnelles auxquelles elles appartiennent délivrent des chiffres suivis, actualisés, détaillés sur l'activité d'une branche. Les entreprises minières, le syndicat de la pharmacie, par exemple, ont constitué des sources précieuses.

Il existe encore deux banques de données privées qui permettent de compléter les données des rapports d'exercice ou des sites d'entreprise.

La première est celle d'ICAP Group Hellas, qui comporte, à ses dires, environ 60 000 entreprises, la plupart de forme juridique SA et Sarl. ICAP publie des annuaires des 500 entreprises les plus rentables, *Business leaders in Greece*. Sa base sert d'outil de travail au syndicat patronal SEV et à son Institut IOVE pour ses diverses études. Les données ou études publiées sont utilisables.

La seconde est celle de Statbank Active Greece qui publie à partir de sa base de 20 000 entreprises des annuaires *Diamonds* et l'on peut consulter une liste de 500 entreprises industrielles classées par taille de chiffre d'affaires, à partir de 10 millions d'euros, avec leurs résultats bruts. En accès libre, il y est possible d'obtenir des renseignements financiers de base.

Les deux organismes publient des annuaires d'exportateurs.

Les organismes de recherche publics ou privés et ministères, les caisses d'assurances sociales, constituent des sources primaires ou secondaires complémentaires ou substantielles. Ainsi, la balance énergétique du ministère de l'Environnement et de l'Energie est un bon outil de synthèse et de travail. Les rapports récents du KEPE, du IOVE et de Mac Kinsey sur le redéploiement du pays, mettent en perspective le développement industriel. Le service statistique de l'IKA¹²⁶ précise les données sur les entreprises affiliées et leur emploi.

Sur le financement de l'entreprise, les études d'Atradius, d'Intrum Justitia, le rapport Reischenbach, ceux de la BCE et de Price Waterhouse, ont permis d'étoffer les analyses. Sur

¹²⁶L'étude mensuelle d'IKA couvre une fraction importante des entreprises de plus de 10 salariés, employant 1,7 million de salariés, soit environ 40 % de l'emploi total en Grèce. Le nombre d'entreprises représente 27% du nombre des entreprises recensées par Elstat en 2005. Mais le nombre d'entreprises de 5 salariés et plus, est plus élevé (écart de 9 ans entre les deux bases !). De ce point de vue, la base IKA est plus fiable, et d'ailleurs plus utilisée.

la démographie d'entreprises, les données des Chambres de Commerce et d'Industrie (encore que leur structure demeure défectueuse et leur qualité médiocre : elles ne distinguent qu'Industrie, Commerce et Services) complètent celles d'IKA et d'Elstat. Les séries couvrent partiellement la période de crise. C'est une première vue sur la « natalité-mortalité » des entreprises, précieuse en période de crise.

Il reste que ces sources sont de qualité inégale. De manière plus générale, les statistiques des différents organismes collecteurs présentent des disparités de nomenclature qui obligent à un reclassement fastidieux, afin d'assurer un minimum de comparabilité (en annexe 2, correspondance des nomenclatures Stakod 3 (Nace 1) et Stakod 8 (Nace 2 révisée) et sont disponibles sous des formes « protégées » type pdf qui nécessitent un retraitement manuel.

Enfin, le goût du secret reste largement répandu dans les entreprises grecques, plus enclines à confier leurs comptes à des sociétés privées de marketing qu'à répondre aux obligations légales. Il a été impossible de se procurer les comptes de Larko, 6ème producteur mondial de nickel, ou de J. Boutaris & Sons Holding, producteur de vins connu, pourtant coté en Bourse d'Athènes. L'Etat lui-même ne diffuse les données relatives à l'énergie qu'avec précaution ou du moins retard.

. Presse

Depuis 5 ans maintenant, nous nous sommes astreints à la lecture quotidienne de la presse. La Grèce a la chance de jouir d'une presse dont la qualité informative est réelle : *Kathimerini* (*Καθημερινή*, le *Quotidien*) est un excellent journal d'informations notamment économiques, de même que *Ta Nea* (*Τα Νέα*, *Les Nouvelles*) et *To Vima* (*Το Βήμα*, *La Tribune*). Par exemple, le suivi de la Bourse par Aneti Dokas et Ilias Bellos, journalistes à *Kathimerini* montre qu'a été constitué un fichier daté d'entreprises cotées en Bourse, qui permet d'en suivre la démographie et les résultats de manière scientifique. Ce travail de presse a permis d'étoffer une recherche historique entreprise auprès de la Bourse d'Athènes. Celle-ci, fondée sur le dépouillement des publications conservées sur place depuis 1920 jusqu'à aujourd'hui, se limite à l'analyse tous les 10 ans des entreprises industrielles cotées, et met en évidence les problèmes de transformation du tissu industriel, de restructuration des grandes entreprises, de structure capitaliste. On s'est appuyé aussi sur les recherches de Aliki Vaxevanoglou et de Ioanna Pepelasis sur les SA.

Les dossiers de presse ainsi constitués ont souvent ouvert la voie d'une information plus détaillée. Localement, en Messénie, les journaux *Eleftheria* (*Ελευθερία, Liberté*) et *Tharros* (*Θάρρος, Courage*) ont révélé telle activité, telle entreprise.

. *Enquêtes de terrain*

Rien ne remplace le terrain. Au fil des voyages, dans un parcours de tourisme industriel, nous avons photographié, visité, observé, interviewé. L'architecture industrielle est un prétexte pour réfléchir sur l'histoire d'une industrie. L'aménagement du territoire n'a de sens que visualisé, incarné dans un paysage¹²⁷, sous une lumière, des odeurs parfois. La descente parfumée vers Zagora dans le Pilon a fait découvrir à la fois les micro-terrasses plantées de pommiers, la variété zagorine et l'usine de conditionnement au bord de l'eau. Sillonner en toutes saisons la plaine de Kalamata permet non seulement l'inventaire de ce qui s'y produit, mais encore l'insertion dans un « tope »¹²⁸ et un climat, un mode d'appropriation, un rapport entre la ville, son histoire et sa campagne. Remonter la rue du Pirée depuis Elstat est remonter le temps de l'industrie et ses mutations.

L'industrie en Grèce a besoin d'être « vue ». Les chiffres, les rapports, les déclarations officielles ne voilent pas la réalité, mais ils ont besoin d'être lus à la lumière du soleil. La réalité grecque est relativement complexe, masquée en partie par le décalage d'une économie périphérique bien informée de sa situation par rapport au « centre ». Bien des questions ont été posées pour comprendre ce qui se cachait derrière tel ou tel assertion, pratique, comportement étrange.

Deux enquêtes ont été menées :

. Une enquête de terrain sur la Messénie (plaines de Kalamata et Meligala, Pylie et Triphylie). Le choix n'a pas été commandé seulement par la facilité d'accès, mais par le conseil éclairé de Ion Sayas de suppléer ainsi à l'absence d'enquêtes sur l'industrie. De plus, la structure géographique très fragmentée, l'histoire originale de chaque nome, la distribution des entreprises, de l'emploi, du PIB, de la VA, confirment la pertinence de cette échelle géographique. Kalamata est encore une ville de tradition industrielle ancienne, excentrée, bénéficiant d'un climat sub-tropical. Enfin, s'il existe une assez bonne étude historique de la

¹²⁷ Lire l'ouvrage précieux de Kostis Hadjimichalis : « *Paysages grecs contemporains. Approche géographique d'en haut* ». (Κωστής Χατζημιχάλης Σύγχρονα Ελληνικά Τοπία. Γεωγραφική προσέγγιση από ψηλά). Melissa, Athènes, 2011.

¹²⁸ Du grec topos, τόπος.

ville¹²⁹, aucune étude économique récente n'a été faite. L'enquête a consisté à recenser les industries « visibles » dans les deux plaines de Kalamata et de Méligala (Μελιγαλάς), en Pylie (Πυλία) et Triphylie (Τριφυλία) d'une part, d'autre part à mener une trentaine d'interviews auprès de leurs chefs d'entreprise. Plusieurs problèmes de méthodologie sont apparus : l'identification de l'entreprise au sens de son adresse et de sa localisation exacte, problème que l'on a retrouvé rue du Pirée ; la définition précise de l'activité, si possible dans le cadre de la nomenclature NACE ; la collecte des chiffres et d'agrégat. L'enquête révèle le polymorphisme de l'activité, la vivacité de réaction du tissu industriel, l'absence de soutien réel et, par conséquent, la très forte autonomie.

. Une enquête de terrain sur la rue du Pirée (Οδός Πειραιώς). En nous rendant du centre d'Athènes aux bureaux d'Elstat, nous avons été frappé par le paysage qui se déroulait sur ces 8 km, qui furent de 1850 à 1940 le poumon industriel du pays. Le relevé méthodique des établissements, passés et présents, est révélateur de problèmes méthodologiques identiques à ceux rencontrés en Messénie. L'enquête a permis d'évaluer le processus de désindustrialisation, comme glissement de l'industrie vers les services à l'industrie, et comme décentralisation le long de l'autoroute Athènes-Lamia. Elle a permis aussi d'identifier la nature de la bulle immobilière : les pancartes sur de nombreux immeubles, récents, vides, indiquent *Enikiazetê* ou *Metaferthikame*¹³⁰. Ceci se vérifie le long d'autres artères commerciales comme la rue Athinon, à Glyfada et Koropi (Αθηνών, Γλυφάδα, Κορωπί). A l'évidence, il y eu la surproduction massive des locaux commerciaux dans la décennie passée. Ces approches complémentaires de l'activité industrielle en Grèce ont considérablement enrichi la démarche initiale, en la déportant des chiffres vers les questions d'adaptation concrète aux transformations de l'environnement économique et institutionnel. Les chiffres ne mesurent plus seulement un existant, mais les modalités d'une réponse, à notre sens extrêmement rapide, à ces transformations. Chiffres imparfaits, incomplets sans doute, mais indicateurs suffisants. Ce qui leur manque, c'est la cohésion, la direction d'ensemble dans les différents travaux sur l'industrie, peut être faute d'un cadre conceptuel suffisant. Notre ambition est d'apporter une pierre à l'édifice en reconstruction.

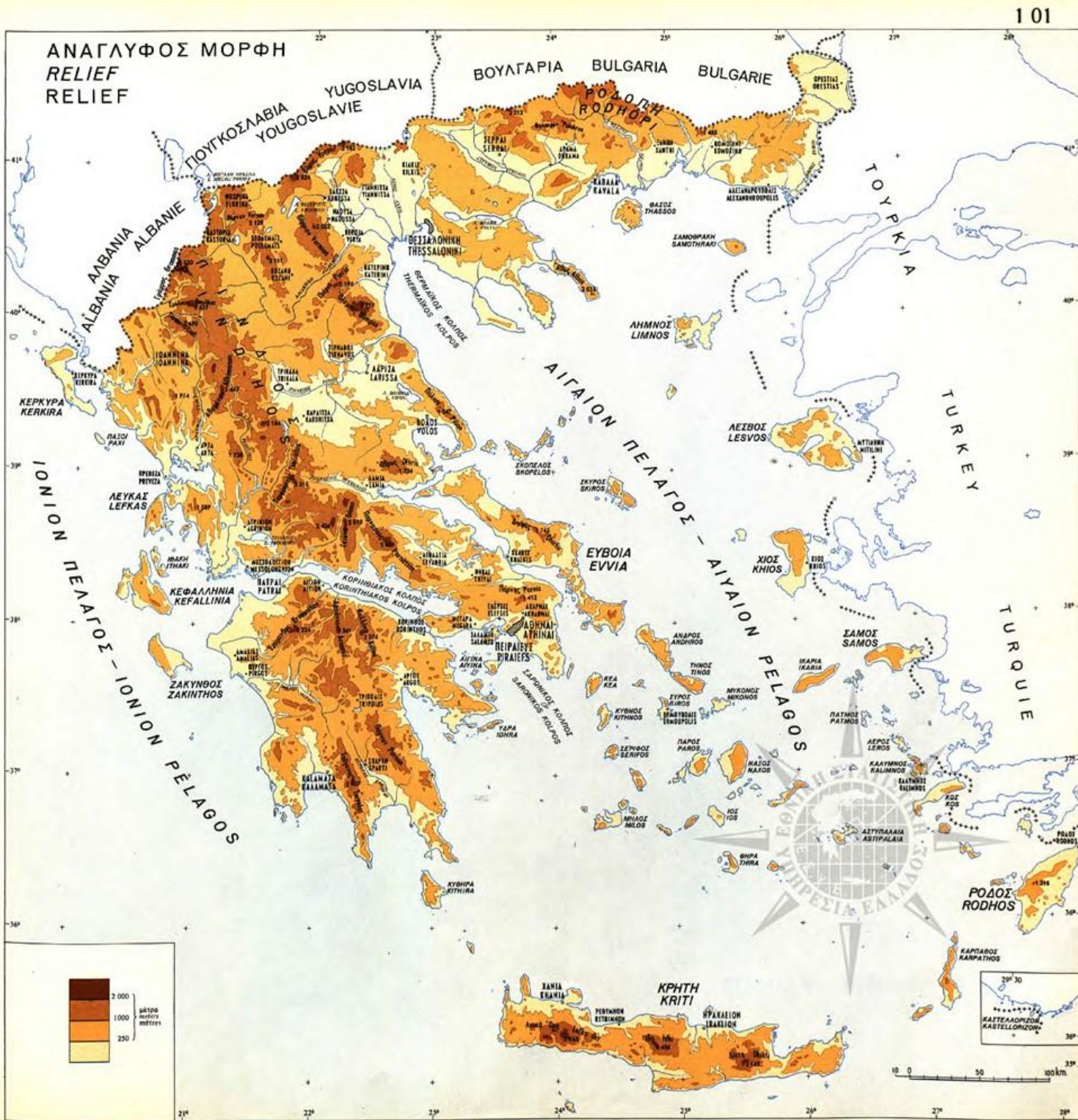
¹²⁹ Μιλίτση-Νίκα, Αναστασία και Θεοφιλοπούλου-Στεφανούρη, Χριστίνα : « Καλαμάτα, Οοδοπορικό σε πλατείες και δρόμους 1830-1940 », Δήμος Καλαμάτας 2010. (A. Militsi Nika et Chr. Theofilopoulou Stefanouris : Kalamata, Guide des places et rues, 1830-1940)

¹³⁰ « A louer » (Ενοικιάζεται) ou « Nous avons déménagé (Μεταφερθήκαμε).



La ville de Kalamata au pied du Taygète. En bas à gauche, l'usine de cigarettes Karelia.

Carte 1. Carte physique de la Grèce (Atlas de Kayser 1964)



Ière Partie.

DES PRODUITS

Entre espaces et histoires, se raconte et se dessine en Grèce une culture industrielle dont les produits sont la première manifestation. Si la Grèce présente à ce stade un exemple particulièrement significatif et caractérisé, il s'insère cependant dans une approche commune à tous les pays industriels. Il s'agit moins de mettre en évidence sa spécificité, de produits élaborés au fil du temps et dispersés en des lieux divers, que d'en montrer l'enrichissement culturel.

Le produit, dans l'historiographie récente de l'industrie, est un des pans oubliés. Le thème de la désindustrialisation, celle dont la rue du Pirée représente le décor privilégié, est au coeur de notre réflexion. Nous pensons en effet que c'est moins à un rétrécissement de l'industrie qu'à une transformation de ses modes de fabrication et de ses produits que l'on assiste. La crise, en Grèce ou ailleurs, des années 1990 ou 2010, n'est à cet égard qu'une crispation, dans laquelle se dérobe la réalité. La comparaison fine des nomenclatures et des produits confirme la nature et l'importance des glissements sectoriels et des évolutions culturelles réels, et leur dimension européenne. La rapidité de l'évolution et son impact sur la situation des hommes, pousse l'Etat à se consacrer au soutien coûteux d'un passé révolu, tandis que les particuliers n'attendent pas de sa « bienveillance » la conversion de leur activité.

Le produit est en rapport avec son environnement. La correspondance entre la structure spatiale et le produit industriel se décline à plusieurs points de vue. Elle est statique au sens de la relation physique des produits au sous-sol et au climat (avantages distinctifs), de leur relation économique à la distance parcourue par les facteurs de production (localisations préférentielles), et à celle parcourue par les produits pour leur diffusion. Mais c'est aussi une relation dynamique, impulsée par la double unification de l'espace intérieur, elle-même liée à la dispersion des lieux de production et à l'organisation des communications ; et de l'espace extérieur, liée à l'unification européenne, mais plus encore à la position stratégique de la Grèce aux carrefours balkaniques et méditerranéen. Ces espaces, ici plus qu'ailleurs, sont chargés de toute la culture ancienne ou plus récente qui les a façonnés.

Chapitre 1. La formation du produit

Réflexions sur l'industrie, la division du travail et la crise en Grèce

“Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais du soin qu'ils prennent de leur propre intérêt. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur amour de soi et ne leur parlons jamais de nos propres besoins mais de leurs avantages ”

“La division du travail, dont tant d'avantages dérivent, n'est pas à l'origine l'effet d'une quelconque sagesse humaine qui prévoit et tend à cette opulence générale à laquelle elle donne lieu. Elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et progressive, d'un certain penchant de la nature humaine, qui ne vise pas à une telle utilité ; le penchant pour le trafic, le troc, l'échange d'un bien contre un autre.

« Alors que chaque individu s'efforce de diriger son industrie de telle sorte que son produit acquière la plus grande valeur, il travaille nécessairement à rendre le revenu de la société aussi élevé que possible. En général, en vérité, il n'a pas l'intention de promouvoir l'intérêt public pas plus qu'il ne sait de combien il l'accroît. En dirigeant son industrie en sorte que son produit acquière la plus grande valeur, il ne cherche que son propre profit. Et il est en cela... conduit par une main invisible à promouvoir une fin qu'il ne poursuivait pas. »¹³¹ Adam Smith

La Grèce, et ses agents économiques, s'inscrivent eux aussi dans une certaine division du travail, et, dans ce cadre exercent une certaine « industrie », au sens d'Adam Smith. Cette réalité vaut d'être soulignée, puisque, en dépit de statistiques suffisantes, on n'a cessé de mettre en doute les capacités industrielles du pays ; celles de l'Allemagne de l'Est (RDA), qui avait peu de statistiques pour les décrire, ne l'ont pas été. C'est un problème d'image. Les Grecs pensent qu'une industrie ne peut exister qu'en tant que « grande industrie » sur le modèle (dépassé) de la Ruhr ou des Appalaches, avec des établissements immenses peuplés de foules ouvrières, et, effectivement, ils ne les trouvent pas vraiment en Grèce. Les Européens cherchent une industrie de même nature, produisant machines et biens d'équipement durables, qui n'existe que de manière discrète.

¹³¹ Adam Smith : "An inquiry in the causes of the wealth of nations." 1776. « It is not from the benevolence of the butcher, the brewer or the baker that we expect our dinner, but from their regard to their own interest. We address ourselves not to their humanity, but to their self love, and never talk to them of our own necessities, but of their advantages." livre I, chap 2. "« The division of labour, from which so many advantages are derived, is not originally the effect of any human wisdom who foresees and intends that general opulence to which it gives occasion. It is the necessary, though very slow and gradual, consequence of a certain propensity in human nature, which has in view no such extense utility ; the propensity to truck, barter and exchange one thing for another." livre I, chap 2. « As every individual endeavours...to direct domestic industry that its produce may be of the greatest value, every individual necessarily labours to render the annual revenue of the society as greater as he can. He generally indeed, neither intends to promote the public interest, nor knows how much he is promoting it. By directing that industry in such manner as its produce may be of the greatest value, he intends only its own gain ; and he is in that ... led by an invisible hand to promote an end which was no part of his intention. » Livre IV chap 2

Autre problème d'image : la Méditerranée n'est pas un espace industriel. On porte en effet encore aujourd'hui un regard très « orienté » sur le processus d'industrialisation. La Révolution industrielle qui se produit en Angleterre puis en Europe du Nord a longtemps absorbé l'attention des historiens et des économistes. L'Europe du Sud est donc restée à l'écart et sa révolution industrielle a paru aux chercheurs, tardive, imitative, limitée. Comme l'écrit Gérard Chastagnaret¹³² : « La croissance économique en Méditerranée entraine mal dans le prêt-à-porter conceptuel du développement ».

Ces représentations sont dépassées. Des industries rentables, en croissance forte, innovantes, ne manquent pas en Méditerranée. La fonderie carthagénoise (dont les techniciens vont nourrir celle du Laurion-Λαύριο), la minoterie grecque ou le textile du Pirée, l'étonnant André Hatzikyriakos (Ανδρέας Χατζηκυριάκος), créateur des premières cimenteries espagnole, grecque et turque, les réseaux énergétiques du sud-ouest français, en témoignent largement pour le passé. Le développement est continu, ce dont témoignent récemment la fonderie grecque d'aluminium d'Aspra Spitia (Άσπρα Σπίτια), les districts industriels italiens, l'automobile espagnole, l'électronique et la construction navale turques.

Le produit industriel, au-delà du cas de la Grèce, est ce qui nourrit d'abord la réflexion sur ce secteur, ses transformations dans le cadre d'une évolution technologique extrêmement rapide et d'une division internationale du travail portée par le Grand Marché Européen, puis par la mondialisation. Les années 1970 constituent à cet égard un tournant majeur, que la Grèce partage. Son exemple, particulier en raison de son histoire et de son caractère périphérique, nous aide à mieux saisir et comprendre cette transformation.

Notre thèse, on l'a dit, est libérale. Le produit grec est en effet dans une large mesure le fruit d'avantages naturels liés à leur localisation, exploités dans le cadre de l'ouverture au grand marché européen, l'entreprise se spécialisant dans ses points forts (type niches) et dans des modes de production liés (type travail à façon et sous-traitance). Il participe à une construction libérale de l'économie, dans laquelle l'Etat n'est pas un acteur déterminant, ni sans doute un obstacle dirimant. Qu'en est-il ?

Pour rendre compte de la réalité de la division industrielle du travail en Grèce, de la « main invisible » qui pour Adam Smith guide ses agents vers le produit actuel, on s'est attaché

¹³² Op cit.

- d'abord à mettre l'industrie grecque en perspective, à la situer dans sa profondeur historique, pour mieux en comprendre la structure et les conditions. L'ampleur des bouleversements intervenus depuis la 2ème Guerre Mondiale nous conduit à limiter l'analyse à cette période, 1950-2014, où s'est vraiment construite une base industrielle significative. « Entre l'Etat et le marché », pour reprendre le titre du livre de Panos Kazakos, cette histoire épouse étroitement celle de l'industrie en Europe et dans le monde, celle d'un détachement progressif de l'emprise de l'Etat.

- ensuite à dresser un tableau général de l'industrie en 2010, pour en extraire un profil original, le comparant à d'autres et à son passé récent. Sans nier la désindustrialisation qui a frappé les observateurs en Grèce, nous la rattacherons cependant à un processus plus vaste de transformation dans lequel à la fois la dématérialisation de certaines activités et la création de nouvelles jouent un rôle important. Le produit, dans un marché agrandi, se spécialise en fonction des caractéristiques locales : il acquiert une dimension culturelle.

I. La construction de la base industrielle grecque, entre capitalisme d'Etat et libéralisme clientéliste.

Le produit grec actuel est le fruit d'une volonté puissante et constante de mise à niveau de la population aux conditions de vie européennes, qui remonte à l'Indépendance (1821) et qui s'est affirmée dès le gouvernement Capodistria. L'industrialisation en est pendant longtemps l'instrument privilégié ; aussi en suit-elle de près les progrès en Europe continentale. Elle effectue son décollage en 1860-1875 et accompagne la deuxième révolution dans les années 1895-1900, prolongeant son effort jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Plus touchée qu'aucun autre par les destructions de la guerre, elle-même prolongée par une dure guerre civile, la Grèce participe en 1945 à l'effort européen de reconstruction, et combine planification et libre marché pour parachever la révolution industrielle. Ainsi, dans une première période qui va de la dévaluation de 1953 à 1981, l'industrie grecque se développe au rythme des tigres asiatiques : elle connaît comme en France à la fois la généralisation de la 2ème révolution industrielle et le rattrapage des retards. Elle construit une base industrielle solide et durable.

La perte de visibilité de l'industrie dans l'espace économique, comme dans la théorie, coïncide avec le tournant libéral des années 1970 dans le monde occidental, et en Grèce avec

la chute de la dictature. Dans une 2^{ème} période qui court de 1981 à 2008, veille de la crise, le pays semble d'un côté renoncer à ces acquis, préférant rattraper le retard social accumulé dans la période précédente. La perte de compétitivité liée à la montée des charges provoque un ralentissement que les Grecs ont qualifié de désindustrialisation. Mais le pays adhère en même temps au Marché Commun, puis à l'Eurozone et prépare les Jeux Olympiques. Cette période complexe, et nous semble-t-il, encore mal étudiée, se subdivise en fait autour de 1996 en deux sous-périodes, avant et après le gouvernement Simitis.

Dans une 3^{ème} période, l'industrie subit le contrecoup de la crise financière de 2008. Elle adapte tant ses contenus que ses structures dès 2009, enregistrant ensuite l'effet sur le volume du marché intérieur des ajustements salariaux et fiscaux. Pendant la crise la plus longue de son histoire, le volume de la production recule de plus de 20 % et sa répartition par branche se modifie profondément, dans le sens d'une hyper spécialisation.

Pour comprendre la situation actuelle de l'industrie, il faut se pencher de plus près sur ces évolutions. Les recherches ont été menées sur la base des enquêtes sur l'industrie et des statistiques de comptabilité nationale de 1950 à 1990, puis sur la base des TER¹³³ de 2000 à 2011, complétés par les Prodcop de 1995 à 2014. Enfin elles se sont appuyées sur les travaux bien documentés de Iordanoglou et Bellas, de Panos Kazakos et de Tasos Giannitsis¹³⁴. Le choix des dates résulte en partie des données disponibles. Ce qui frappe, c'est d'abord la croissance considérable de ce secteur dans les 65 années passées, et, si l'on veut bien se placer dans la longue durée, la crise récente ne l'affecte qu'à la marge. C'est ensuite la transformation de son contenu par branche, caractérisé par le double effondrement des deux branches textile-habillement et construction, et par la montée régulière des deux secteurs énergie et agroalimentaire. Cette transformation porte sur la moitié d'un PIB industriel dont le volume a *doublé* dans la période. Enfin, ce que l'on a perçu comme une désindustrialisation correspond plutôt à un renouvellement des produits dont l'évolution technologique fournit une bonne explication, celle d'un processus simultané de destruction et de création de richesses.

¹³³ On a utilisé les TER de 2000 à 2011 (données révisées)¹³³, en milliards d'euros et à prix courants.

¹³⁴ Iordanoglou, Chrysaphis et Bellas, Christos : « *L'évolution du capital des sociétés grecques 1963-2000. Le développement économique d'après-guerre, vu à travers les données d'ICAP* » Paratiritis. Salonique 2003 (Ιορδάνογλου, Χρυσάφης και Μπέλλας Χρήστος : « Η πορεία του ελληνικού εταιρικού κεφαλαίου 1963-2000. Όψεις της μεταπολεμικής οικονομικής ανάπτυξης μέσα από τα στοιχεία της ICAP ») ; Kazakos, Panos : « *Entre Etat et Marché : Economie et politique économique dans la Grèce de l'après-guerre 1944-2000*. » Edition Pattakis, Athènes, 2001 (Καζάκος, Πάνος: « Ανάμεσα σε Κράτος και Αγορά. Οικονομία και οικονομική πολιτική στη μεταπολεμική Ελλάδα 1944-2000 ») ; Giannitsis, Tasos : « *L'Industrie Grecque. Développement et crise*. » Gutenberg 1983 Athènes (Γιαννίτσης, Τάσος: « Η ελληνική βιομηχανία. Ανάπτυξη και κρίση »).

1°) La construction volontariste d'une base industrielle, 1950-1980

Les débats ouverts avant et pendant la guerre, qui opposent les communistes de la commission économique de l'EAM¹³⁵, dirigée par Dimitris Batsis, aux autres économistes socialistes ou libéraux progressistes, comme Varvaressos, Angelopoulos, Zolotas, Tsatsos, Koubelis, Papaligouras, conseillers la plupart de Constantin Karamanlis, premier ministre de 1955 à 1963, n'ont pas perdu de leur intérêt. Moins par l'opposition des idées que par leurs points communs.

Ils partagent avant tout la conscience du retard de l'économie grecque, du sous-emploi de la population, notamment rurale, accablée par une grande misère, de la faillite des élites. Batsis s'appuie sur les analyses des techniciens de la production d'électricité hydraulique, de sa localisation (fleuves Acheloos et Aliakmon -Αχελώος Αλιάκμονας) et de sa distribution, de l'exploitation combinée des ressources minières -bauxite, lignite et ferro-nickel. Karamanlis, qui fait racheter par l'Entreprise Publique d'Electricité (ΔΕΗ) les actifs des compagnies d'électricité, utilise cette source d'énergie pour fonder un ambitieux programme d'industrialisation, qui voit la création du complexe minier de Ptolemaïda (Πτολεμαίδα), de l'usine d'aluminium d'Aspra Spitia et de celle de nickel de Larymna (Λάρυμνα). Les parallèles avec le programme de l'EAM sont ainsi nombreux.¹³⁶

Ils partagent aussi la vision de l'Etat comme acteur et organisateur de la croissance. Le parallèle avec la France, l'inspiration soviétique, sont évidents. Ils marquent l'organisation nouvelle du développement économique, la planification structurée par les nouvelles méthodes de comptabilité nationale (matrices inputs-outputs de Léontieff¹³⁷) et dirigée par la

¹³⁵ EAM ou Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο. Front National de Libération, fondé en 1941 à Athènes, sous l'égide du Parti Communiste KKE.

¹³⁶ Bitros, Georges et Karayannis, Anastasios : « *Les origines socialistes du libéralisme en Grèce* ». Revue Science et Société, tome 28 2011-2012, p.167, Ed Sakkoulas, Athènes (Μπήτρος, Γεώργιος και Καραγιάννης, Αναστάσιος : « Οι σοσιαλιστικές καταβολές του κ- φιλελευθερισμού στην Ελλάδα »). Dans ce texte, les auteurs rappellent la participation de Zolotas, Tsatsos et Aggelopoulos à la Société d'Etudes Socialistes pendant l'Occupation. Constantin Karamanlis fut membre de cette dernière, comme Georges Papandreou. « Η Εταιρεία Σοσιαλιστικών Μελετών, κατά το ιδρυτικό πρακτικό της, "ασχολείται με την θεωρητική επεξεργασία της σοσιαλιστικής ιδέας, ως και με την διερεύνηση των πρακτικών προβλημάτων του σοσιαλισμού. Έχουσα καθαρώς επιστημονικό χαρακτήρα δεν συνδέεται με καμμιά πολιτική κίνηση" ». (« La Société d'Etudes Socialistes, selon ses statuts, s'emploie à l'étude théorique de l'idée socialiste et à la recherche sur des problèmes concrets du socialisme. Ayant un caractère purement scientifique, elle n'est liée à aucun mouvement politique. »). Les mêmes personnalités participent à l'Union Socialiste créée par Angelopoulos. Les auteurs rappellent aussi les convergences théoriques progressives de ces différents économistes, qui par ailleurs encadrent l'action de Karamanlis pendant sa présence au pouvoir. Ils soulignent aussi le rôle de Papaligouras dans la planification. V. aussi Psalidopoulos, Michel : « *Xénophon Zolotas et l'Economie grecque*. » (Ο Ξενοφών Ζολώτας και η Ελληνική Οικονομία) Editions Metamesonykties, Athènes, 2008.

¹³⁷ Wassily Leontief est l'inventeur des matrices input-output de la comptabilité nationale « *Input Output Economics* », Oxford University Press, Oxford, 1966.

puissance publique, usant de nationalisations ciblées des moyens de production. La divergence avec la commission de l'EAM, reflétant celle de la guerre froide, porte sur le régime des libertés et le niveau d'indépendance, sur l'étendue des nationalisations et du recours aux capitaux étrangers, et sur le caractère obligatoire ou indicatif de la planification.

Le débat est cependant ouvert sur le modèle d'industrialisation. Les communistes comme les membres de l'Union Socialiste affirment le primat de l'industrie lourde sur le développement agricole : acier, aluminium, nickel, magnésite, ciment, engrais. D'autres économistes, comme Kouvelis et Varvaressos¹³⁸, montrent que le développement de l'agriculture satisfait mieux l'élévation du niveau de vie en améliorant la productivité agricole, et que celui de l'industrie légère permet mieux que l'industrie lourde d'absorber la main d'oeuvre ainsi libérée. Ils penchent pour l'achèvement de la réforme agraire, les grands travaux d'assèchement et d'irrigation, les usines d'engrais, le développement de la construction et des industries (d'ailleurs existantes) qui lui sont liées - agroalimentaire, machines agricoles, équipement du ménage.

En pratique, toutes les solutions sont mises en œuvre à la fois. La réforme agraire, processus ancien en Grèce, se poursuit avec l'expropriation de terres appartenant à l'Eglise et la répartition des terres issues des marais assainis comme le lac Copais (Κωπαΐς) ou celles de la société de Lesini¹³⁹ dans le delta de l'Achelous, avec le développement des coopératives et du crédit agricole. Karamanlis recourt aux capitaux étrangers pour installer des industries légères plus « *labor intensive* » (à forte intensité de travail) que l'industrie lourde et favoriser le retour au plein emploi. Il encourage la construction de logements, seul marché intérieur important à cette époque. Certes, la construction absorbe des ressources d'investissement qui pourraient être mieux utilisées pour le développement d'une industrie mécanique lourde ; mais elle satisfait à un besoin criant après les destructions de la guerre et l'exode rural et elle entraîne l'essor des produits de base non métalliques (ciment) et des biens d'équipement de la maison. Les données des enquêtes industrielles d'Elstat, largement exploitées par les travaux cités, confirment le développement extrêmement rapide pendant ces 25 années (tableau 1). La valeur de la production industrielle sextuple en 20 ans (en prix 1958). Celle de la production agricole double et la production de services triple dans le même temps. L'évolution des trois secteurs est conforme aux modèles habituels : baisse de la part de l'agriculture, encore élevée

¹³⁸ Varvaressos, Kyriakos : op cit. Kouvelis, Nikos : « *L'économie énergétique de la Grèce* ». Athènes, 1944 et « *Capacités industrielles et Politique énergétique en Grèce*. » (Κουβέλης, Νίκος : « Βιομηχανικά δυνατώτητες και ενεργειακή πολιτική εν Ελλάδι »). Aetos, Athènes, 1945.

¹³⁹ La Société Agricole de Lesini (« Γεωργική Εταιρεία Λεσίνι ») créée en 1932 par Epaminondas Charilaos et propriétaire d'environ 40000 stremmata est expropriée en 1952 par le gouvernement Karamanlis.

en 1980, montée rapide de la part de l'industrie, évolution plus lente des services, accentuée en fin de période.

Tableau 1. Evolution du PIB par secteurs, de 1950 à 1979, montants en millions de drachmes (prix 1958) et en %.

	1950	%	1960	%	1970	%	1979	%
Agriculture	15 250	28,80	22 281	24,98	33 173	18,92	54 378	13,29
Industrie	10 629	20,08	23 867	26,76	59 984	34,21	138 871	33,95
Services	27 066	51,12	43 044	48,26	82 183	46,87	215 850	52,76
Total	52 945	100	89 192	100	175 340	100	409 099	100

Source : *Elstat, comptes nationaux*

Moins que les valeurs absolues (il faudrait neutraliser les effets de prix et de monnaie et raisonner en produits par tête), ce sont les valeurs relatives des branches qui intéressent, en ce qu'elles donnent une idée de la transformation profonde des structures de l'industrie en Grèce (tableau 2).

L'analyse par branche révèle, dans le PIB industriel le poids considérable du textile habillement et de la construction en début de période (53 % du total), celui de l'agro-alimentaire (16 %), celui de la filière mines- métaux- produits métalliques-matériaux de construction (13,9 %). Elle révèle aussi la faiblesse de la branche énergie électrique (4 %), celle des industries bois, papier, ameublement (8 %) et celle de la chimie (3 %). Dès 1960, le textile en recul est relayé par la chimie (6,7 %), la filière mines produits métalliques et non (18 %), l'énergie et les véhicules. En 1979, la chimie poursuit son développement (8,6 %), ainsi que l'énergie (7.6 %), les mines- métaux-produits métalliques-matériaux de construction sont passés à 21 %, l'énergie électrique à 9.6 % et l'automobile poursuit sa croissance (2.8 %). Le textile a reculé de 10 points, construction et agroalimentaire voient leur part relative diminuer devant l'effort général d'industrialisation.

Les réussites de ce modèle sont incontestables et plusieurs sont durables : l'entreprise publique d'électricité, exploitante du complexe de Ptolemaïda (mines de lignite, centrales thermiques, usine d'engrais azotés Liptol-Λιπτολ) et constructeur des grands barrages sur l'Acheloos, l'Aliakmon et le Louros (Λούρος) ; le complexe métallurgique et minier d'Aspra Spitia (bauxite, alumine et aluminium) ; les usines d'engrais phosphoriques à Nea Karvalis (Νέα Καρβάλη), et azotés de la Lipasmata (Λιπάσματα) à Salonique ; les raffineries publique d'Aspropyrgos (Ασπρόπυργος) et privée d'Esso-Pappas à Salonique ; les sucreries de Larisa (Λάρισα) et de Serrès (Σέρρες) ; les chantiers navals de Scaramanga (Σκαραμαγκάς, groupe

Andréadis-Ανδρέαδης) et d'Elefsina-Ελευσίνα (Niarchos-Νιάρχος) sur le golfe d'Elefsina près d'Athènes, le complexe sidérurgique de Chalvourgiki-Χαλβουργική à Elefsina, et l'usine de nickel Larko-ΛΑΡΚΟ à Larymna (groupe Bodosakis) en 1966.

Tableau 2. PIB industriel, en millions de drachmes et part des branches en %

en millions DX	1950		1960		1970		1979	
	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%
Mines	267	2,51	1010	4,23	2365	3,94	6329	4,56
Agroalimentaire	1731	16,29	3492	14,63	7019	11,70	16743	12,06
Textile, Habillement, Cuir	3058	28,77	4653	19,50	8362	13,94	24205	17,43
Bois	426	4,01	929	3,89	2449	4,08	4095	2,95
Papier	253	2,38	652	2,73	1886	3,14	3611	2,60
Impression	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Produits pétroliers	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Chimie	327	3,08	1593	6,67	5183	8,64	11593	8,35
Pharmacie	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Caoutchouc, Plastiques	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Produits non métalliques	482	4,53	995	4,17	2803	4,67	7566	5,45
Métaux de base	42	0,40	324	1,36	3367	5,61	5306	3,82
Produits métalliques	687	6,46	1988	8,33	5224	8,71	9937	7,16
Produits électroniques	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Produits électriques et optiques	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Machines et biens d'équipement	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Véhicules routiers	101	0,95	420	1,76	1165	1,94		0,00
Autres transports	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	3750	2,70
Ameublement	194	1,83	385	1,61	757	1,26	2192	1,58
Réparation et entretien	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Production d'électricité et de gaz	449	4,22	1284	5,38	4533	7,56	12996	9,36
Traitement et distribution de l'eau	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Traitement des effluents net déchets	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00	nd	0,00
Construction, Travaux Publics	2612	24,57	6142	25,73	14871	24,79	30548	22,00
Pibindustriel	10629	100,00	23867	100,00	59984	100,00	138871	100,00
Part pib industriel dans PIB total	52945	20,08	89192	26,76	175340	34,21	409099	33,95

Source : Elstat, *Annuaire*¹⁴⁰

¹⁴⁰ 1950 et 1970 sont en en prix 1958, 1979 en prix 1970. Certaines lignes ne faisaient pas l'objet d'enquêtes (gestion des eaux et déchets) d'autres sont probablement incluses dans d'autres lignes (pharmacie, plastiques, réparation, machines), d'autres enfin ne faisaient pas l'objet de production en Grèce (caoutchouc, électronique).



Usine d'aluminium d'Aspra Spitia, entre Corinthe et Delphes.

L'Etat est un acteur déterminant, à la fois par la maîtrise et l'orientation des sources de financement (encadrement du crédit, taux d'intérêt, Banque d'investissement ETVA, avantages fiscaux, prix de l'électricité) et par l'intervention directe (Entreprise électrique DEI). Il encourage le recours au capital et aux techniciens étrangers pour favoriser la modernisation du pays, comme Pechiney et Saint-Gobain, Dow Chemical, Pirelli, Continental, Krupp, Siemens. Plusieurs de ces entreprises passeront plus tard entre les mains d'investisseurs grecs.

Tasos Giannitsis¹⁴¹ souligne le taux très élevé d'investissement (FBCF)¹⁴² qui caractérise l'économie de cette période, de l'ordre de 20 % de 1958 à 1980, avec un pic pendant la décennie 1964-1974. L'industrie de transformation (hors électricité et construction) est alimentée par un accroissement de l'investissement de 8.6 % par an. Ces investissements se répartissent en secteur énergie-transports-communications pour 28 %, secteur construction pour 30 %, et secteur transformation pour 14%. Plus spécifiquement dans l'industrie de transformation, agroalimentaire, textile et matériaux de construction s'en partagent la moitié, les 2/3 si l'on inclut chimie et métallurgie. Les autres pays de la Communauté Economique

¹⁴¹ Tasos Giannitsis : op cité, p 64 et p 67.

¹⁴² Formation Brute de Capital Fixe.

Européenne (CEE) concentrent leurs investissements plutôt sur la chimie, la métallurgie, les machines et matériels.¹⁴³

Iordanoglou et Bellas¹⁴⁴, à partir des bilans de sociétés stockés par la société ICAP, montrent entre 1963 et 1973 la diminution du nombre des entreprises déficitaires et la croissance forte des profits des sociétés industrielles, multipliés par 6 pour les industries de transformation, et par 11 pour la construction. Ils citent parmi les leaders Aluminium de Grèce, Petrola Ellas, Ellinika Diylistiria -Raffineries Grecques- et Chalybourgeia Voriou Ellados -Sidérurgie de Grèce- (Αλουμίνιον της Ελλάδος, Πετρόλα Ελλάς, Ελληνικά Δωληστήρια, Χαλυβουργία Βορείου Ελλάδος). Textile, chimie et matériels de transport cèdent la place à la métallurgie, au bois, aux matériaux de construction, aux produits métalliques et aux machines. Le rendement des fonds propres augmente dans le même temps de 13.5 à 19 % dans les industries de transformation. Ces deux chiffres justifient l'importance de l'autofinancement, essentiel aux investissements. Certes, les profits régressent des deux tiers dans les années 1974 à 1981, par l'effet des chocs pétroliers, mais ils restent positifs, sauf dans les branches du textile, du papier et des matériels de transport. Le rendement des fonds propres suit la tendance dans les industries de transformation. La part des sociétés déficitaires augmente surtout dans ces dernières, de 18 à 30 % et leur endettement s'accroît considérablement. Les cas de Peiraiki, Pyrkal, Larko, Nafpygia Elefsinas, Fix, Velka, Chropi et Athinaiki Chartopia (Πειραική Πατραική -textile-, Πύρκαλ -armes et munitions-, Λάρκο -nickel-, Φιξ -bière-, Βελκα -textile-, Χρωπει ου Χρωματουργεία Πειραιώς -peintures- Αθηναϊκή Χαρτοποιία - papier carton-) sont emblématiques de ces déficits.

Ce modèle est souvent considéré aujourd'hui comme périmé, alors que plusieurs fleurons actuels de l'industrie grecque en sont le produit. Il était relativement diversifié, reposant plus sur le coût de la main d'œuvre que sur sa qualité, et en ce sens présentait une certaine fragilité. Il palliait le niveau insuffisant de compétence des ouvriers par un recours massif aux entreprises et techniciens étrangers, ceux-ci assurant la formation dans le pays d'origine (Péchiney à Saint Jean de Maurienne) ou sur le tas. Il ne palliait l'excédent de main d'œuvre qu'au prix d'une émigration forte vers l'Allemagne.

Ce modèle a subi le double choc de l'ouverture au grand marché européen et d'un rattrapage social indispensable mais incohérent.

¹⁴³ Georges Coutsoumaris : *"Morphology of Greek Industry. A study in industrial development"*, Center of Economic Research, Athènes, 1963 p 64.

¹⁴⁴ Chrysafis Iordanoglou et Christos Bellas : op cit.

2°) Un processus libéralisé de destruction créatrice : 1980-2008.

Le débat ne nous semble pas encore ouvert sur la nature de la transformation que subit l'industrie grecque dans cette période, qui commence avec l'arrivée au pouvoir du PASOK et de son leader Andreas Papandreou. Les analystes de cette période évoquent plutôt un processus de la désindustrialisation de l'économie grecque, là où nous pensons plutôt à un processus de « destruction créatrice », à l'œuvre dans l'industrie. A vrai dire la périodisation est moins tranchée : les nationalisations effectuées par le PASOK à partir de 1981 ont été précédées par celles de Karamanlis à partir de 1974 ; et c'est le PASOK de Simitis qui, au-delà de 1996, entreprend un vaste mouvement de privatisation de l'économie. Les contenus industriels évoluent aussi de manière moins schématique.

Ce processus s'est déroulé en deux temps. Dans un premier temps, de 1981 à 1996, on peut parler plutôt de désindustrialisation, résultat de la hausse brutale des coûts de production causée par les deux chocs pétroliers, les augmentations de salaires et de charges sociales, et de l'inflation galopante qui en résulte. Dans un deuxième temps, de 1996 à 2008, l'industrie liquide le passé en privatisant, s'adapte à l'évolution technologique et profite de la stabilisation financière et du grand marché pour renouveler ses produits.

Pour analyser ces évolutions, Elstat fournit pour chaque période deux séries statistiques cohérentes. La première est constituée des PIB et de la FBCF en prix de 1970 de 1980 à 1994, la deuxième des valeurs ajoutées en prix de 2005 de 1995 à 2014. On ne dispose des TER que de 2000 à 2011, mais les valeurs ajoutées décrites dans ces TER ne sont pas cohérentes avec les précédentes. L'espace statistique compris entre 1994 et 2000 est encore mal articulé à ce jour et il est difficile de construire des séries à prix constants. Les données existantes sont cependant indicatives des évolutions.

a) Les années perdues¹⁴⁵ : 1980-1996

Le régime social des années 1950-1974 avait été un régime de privation des libertés syndicales, culminant avec le régime des colonels de 1967 à 1974. Les années de la *Metapolitefsi* qui suivent, sont celles du changement politique (nouvelle Constitution, levée

¹⁴⁵ Les historiens parlent souvent de la χαμένη δεκαετία του 80, la décennie perdue, en se référant au gouvernement Papandréou, interrompu en 1990 par une courte période libérale. Mais Andréas Papandréou revient au pouvoir en 1993 et il faut attendre en réalité les élections de 1996 pour enregistrer un changement de direction.

de l'interdiction du parti communiste, libertés syndicales), puis à partir de 1981 celles du rattrapage social.

Elles sont marquées par la difficulté de maîtriser l'incohérence majeure entre adhésion au Marché Commun et le rattrapage social. La première, décidée sous la présidence de Karamanlis, et mise en œuvre, souvent contre les dirigeants du PASOK, par les équipes de Kostas Simitis, successivement ministre de l'Agriculture de 1981 à 1985, des Finances de 1985 à 1987 et de l'Economie nationale de 1993 à 1995, conduit à l'abaissement rapide des barrières douanières. Le second conduit à une élévation des charges salariales et sociales des entreprises et à un déficit des finances publiques, qui découragent les investissements au moment où ils sont sans doute les plus nécessaires. La Grèce entre dans un cycle d'inflation à deux chiffres et de chômage à 7%.

C'est un lieu commun de l'époque que de reporter sur la contrainte européenne la cause profonde de la désindustrialisation. On le retrouve chez tous les auteurs de l'époque, énoncé par Louka Katseli (directrice alors du KEPE), Andréas Papandréou, Tasos Giannitsis¹⁴⁶ ou Nicolas Kitsikis¹⁴⁷. Il rappelle les discours sur l'incapacité « congénitale » des entrepreneurs grecs, récurrents tout au long de l'histoire industrielle du pays, à réaliser une activité industrielle¹⁴⁸. Les entreprises grecques sont considérées comme fragiles, incapables de faire face au grand marché, compte tenu de leur retard technologique et de leur petite taille. Dès 1962, Nicolas Kikitsis, affirme que « c'est une utopie que toute tentative d'assurer le

¹⁴⁶ Οι κίνδυνοι που δημιουργούνται από τα χαρακτηριστικά αυτά της επενδυτικής δραστηριότητας είναι ... να αποδυναμωθούν γενικά οι κλάδοι παραγωγής κεφαλαιουχικών-ενδιάμεσων αλλά και καταναλωτικών προϊόντων με την ένταση του ανταγωνισμού που θα προέλθει από την ολοκλήρωση της διαδικασίας άρσης του συστήματος προστασίας της εγχώριας βιομηχανίας απέναντι στις εισαγωγές από την ΕΟΚ » (« Les dangers résultant des caractéristiques de ces investissements sont de désarmer en général les branches produisant des biens capitaux ou intermédiaires, mais aussi de consommation, au moment où va s'intensifier la concurrence en provenance de la procédure de levée de la protection de l'industrie nationale contre les importations de la CEE. ») Giannitsis « L'industrie Grecque », op cit p.116. Aussi : « Η σύνδεση με την ΕΟΚ είχε ως συνέπεια την ενίσχυση μιας σειράς παραγόντων, που παρεμπόδιζαν την ανάπτυξη εγχώριων παραγωγικών δραστηριοτήτων στους υψηλής τεχνολογίας βιομηχανικούς κλάδους. Οι παράγοντες αυτοί ήταν η ένταση του ανταγωνισμού από τις εισαγωγές, η μείωση της δασμολογικής προστασίας και ο περιορισμός των περιθωρίων άσκησης μιας « infant industry policy », καθώς και η ενίσχυση δυτικοευρωπαϊκών καταναλωτικών προτύπων. » (« L'intégration au marché commun a eu pour conséquence une série de facteurs bloquants du développement interne de branches d'activités productives industrielles de haute technologie. Ces facteurs sont l'intensification de la concurrence des produits importés, la diminution de la protection douanière, et les limitations d'une politique d'infant industry, ainsi que le renforcement d'un modèle de consommation occidentale. »). Ibidem, p.299

¹⁴⁷ Cité par Panos Kazakos in Entre l'Etat et le marché, op cit. Nicolas Kikitsis : « *La tempête du Marché Commun* » Editions Economie politique, Athènes, 1962. (Η Θύελλα της Κοινής Αγοράς).

¹⁴⁸ Charitakis op cité. Aussi Zolotas : « Τούτο προέρχεται εν μέρει εκ του εμπορικού και επιχειρηματικού πνεύματος του Έλληνα όπερ εκδηλούται και επί του έλληνα εργάτου... Εκ τούτου δεν έπεται βεβαίως ότι δέον να συναγάγωμεν ότι ο έλληνα εργάτης είναι εξ ιδιοσυγκρασίας και χαρακτήρος ακατάλληλος διά την βιομηχανίαν ». (« Cela provient en partie de l'esprit d'entreprise commercial du Grec, qui se déclare aussi dans l'ouvrier grec... De ce fait, nous ne devons pas bien sûr inférer que l'ouvrier grec, par son caractère particulier, est inadapté à l'industrie. » op. cité, p.65-66. Zolotas s'écarte ainsi d'une analyse essentialiste et au contraire énumère les raisons de la faible productivité grecque : mauvaise hygiène liée à une mauvaise alimentation, à une durée excessive du travail et aux salaires insuffisants, paludisme, analphabétisme.

développement et l'industrialisation de notre production au profit de la Grèce et non à celui des monopoles ». Achilléas Mitsos, témoin et acteur des négociations sur l'abaissement des barrières douanières et obstacles divers aux échanges intra-européens, a montré les réticences et retards dans leur mise en œuvre. Il a défendu la thèse que l'élévation des importations n'est pas la conséquence directe de l'ouverture à la concurrence européenne, retardée au moins jusqu'en 1985 et alors étalée jusqu'en 1990, mais de la détérioration de la compétitivité due à la relance de la demande, à l'élévation des salaires et des charges et au recul de l'investissement productif.¹⁴⁹

Comme en France au même moment, l'Etat entend accentuer son emprise sur le développement et construire un ensemble industriel autonome. Il va à contresens à la fois des deux « révolutions » reaganienne aux Etats-Unis et thatchérienne en Grande Bretagne et des principes d'organisation du Grand Marché de l'Europe économique. Au moment où le néo-libéralisme anglo-saxon insiste sur le désarmement économique de l'Etat considéré, dans la pure tradition d'Adam Smith, comme inapte à la prise de décision, Français et Grecs font place aux revendications syndicales et mettent en place des programmes sociaux (augmentation des salaires minimaux de 40 % en 1982, régimes de retraite, négociations collectives), et un vaste programme de nationalisations des banques et des grands groupes industriels. En Grèce, celles-ci concernent 230 entreprises et 208000 employés, allant des reprises par l'Organisme de restructuration des entreprises (OAE) et par ETVA¹⁵⁰, à la nationalisation du groupe de la banque Emboriki (Stratis Andreadis)¹⁵¹, et aux acquisitions par les filiales de la banque Agricole (ATE, Αγροτική Τράπεζα της Ελλάδος) et de la banque Ethniki. Ces nationalisations consistent souvent à maintenir à flot des entreprises non viables et moribondes (Piraiki Patraiki, Chantiers navals Grecs à Scaramangas et Elefsina) ou à les sur-endetter. Les structures administratives et syndicales mises en place étendent le système clientéliste, qui fait obstacle à toute adaptation. En résultent une inflation à deux chiffres, la destruction des capacités d'autofinancement et le ralentissement de la FBCF.

La réalité rattrape comme en France l'illusion lyrique. En 1985, la crise des paiements extérieurs contraint la Grèce à un premier plan de stabilisation, élaboré par K. Simitis, alors

¹⁴⁹ Mitsos, Achilléas : « *L'industrie grecque dans le marché international* ». Themelio, Athènes, 1985. (Μητσός, Αχιλλέας « Η ελληνική βιομηχανία στη διεθνή αγορά »).

¹⁵⁰ ΟΑΕ Οργανισμός Ανασυγκρότησης Επιχειρήσεων (Organisme de structuration des Entreprises). ETBA Ελληνική Τράπεζα Βιομηχανικής Ανάπτυξης (Banque Grecque pour le Développement Industriel).

¹⁵¹ On notera que ce groupe a été nationalisé par Karamanlis après la chute de la dictature, autre exemple de sa méfiance à l'égard des entrepreneurs trop envahissants. Précédemment, il avait nationalisé DEI et repris à Bodosakis le combinat de Ptolemaïda (mines de lignite, centrale électrique et engrais chimiques de Liptol) pour le confier à cette dernière.

ministre des Finances. Le soutien de la drachme qui résulte des « paquets Delors »¹⁵² contribue au rétablissement financier, mais au prix d'une réévaluation de la drachme. La compétitivité des entreprises a été durablement dégradée. Le refus de la discipline budgétaire et monétaire conduit Simitis à la démission en 1987. En 1989, les incertitudes politiques liées au scandale Koskotas¹⁵³ ramènent le pays au bord de la faillite. La Commission Européenne subordonne son soutien à la mise en place d'un nouveau plan de stabilisation. Aux élections de juin 1989, puis d'avril 1990, la droite revient au pouvoir, et, après une transition difficile, y installe Constantin Mitsotakis d'avril 1990 à octobre 1993, pour appliquer un programme libéral de stabilisation et de privatisation. De nouvelles approches économiques sont ébauchées dans le cadre du Comité d'experts présidé par Angelopoulos, auquel participent des keynésiens de gauche, comme Papadimos, Thomadakis et Giannitsis et un libéral comme Provopoulos. Son rapport est remis le 6 avril 1990¹⁵⁴ : programme appliqué partiellement et remis en cause par le retour de Papandreou au gouvernement en octobre 1993.

Les effets de cette politique économique sur l'industrie sont doubles. D'une part, le PIB, et particulièrement le PIB industriel, décroche par rapport à la période précédente. Entre 1981 et 1994, le premier croît, en prix de 1970 de 23 %, soit de 1,5% par an et le second n'augmente que de 9 %, soit de 0.6 % par an. Le résultat ne reste positif qu'en raison de la forte croissance de la production d'électricité et de la gestion des eaux. Les industries de transformation diminuent de 2.5 %. Des branches entières perdent de la valeur, comme le textile, l'habillement, le bois-ameublement, les matériaux de construction, les produits métalliques-électriques-machines.

D'autre part, le niveau des investissements, mesuré par la FBCF en prix de 1970, diminue de 1981 à 1988, de 21 %, celui des investissements privés de 26 %. A partir de 1989 et surtout 1990, le niveau de la FBCF se redresse pour retrouver son niveau de 1981, grâce

¹⁵² On a appelé « Paquets Delors » les programmes de cohésion de l'Union Européenne en faveur des Etats les plus défavorisés (dont la Grèce) de 1987 et 1992.

¹⁵³ Le scandale Koskotas (Κοσκωτάς) éclate en 1988 : Cet homme d'affaires, propriétaire de la Banque de Crète et condamné pour en avoir détourné les fonds, aurait remis des « pots de vin » au Premier Ministre, Andréas Papandréou.

¹⁵⁴ Έκθεση για τη Σταθεροποίηση και Ανάπτυξη της Ελληνικής Οικονομίας : «Οι προσπάθειες που καταβλήθηκαν για τη σταθεροποίηση της Οικονομίας την περίοδο 1985 - 1987 είχαν περιορισμένα και πρόσκαιρα αποτελέσματα. Ο ρυθμός ανόδου της Οικονομίας επιβραδύνεται από το 1989 και οι πληθωριστικές πιέσεις στο εσωτερικό επίπεδο των τιμών και στο ισοζύγιο πληρωμών ενισχύονται. Έτσι, η ελληνική οικονομία στις αρχές της δεκαετίας του 1990 φαίνεται να εισέρχεται σε μια νέα φάση στασιμότητας, παρά την ευνοϊκή διαμόρφωση της διεθνούς οικονομικής συγκυρίας. » (Rapport sur la Stabilisation et le Développement de l'Economie Grecque : « Les tentatives de qui ont été faites pour stabiliser l'Economie pendant la période 1985-1987 ont eu des résultats limités et provisoires. Le rythme de croissance de l'Economie s'est ralenti à partir de 1989 et les pressions inflationnistes se sont renforcées sur le niveau intérieur des prix et sur la balance des paiements. Ainsi, l'Economie Grecque au début de la décennie 1990 paraît être entrée dans une phase de stagflation, malgré la formation d'une conjoncture économique internationale favorable »).

principalement aux investissements publics (+ 35 %), les investissements privés de 1994 demeurant inférieurs de 9 % à ceux de 1981. Dans le détail, les investissements dans les industries de transformation et les mines diminuent de 10 %, ceux de la construction de 39 %. C'est désormais dans les services que le pays investit (+45%).

Tasos Giannitsis observe cette phase, « *dans laquelle la demande intérieure, en raison de l'amélioration des conditions de vie, s'éloigne des modèles anciens de consommation, et où le marché international est marqué par le déplacement des industries traditionnelles vers des pays en développement à bas coûts de production.* »¹⁵⁵

La « désindustrialisation » (Αποβιομηχάνιση) est le résultat de ce traitement social irréaliste de l'économie. La fermeture des grandes entreprises textiles, Piraiki, Lanara (Λαναρά), Retsina (Ρετσίνα), plus tard de nombreuses petites entreprises de confection en sous-traitance installées entre rue du Pirée et rue de Salonique, ou à Salonique (délocalisées en Bulgarie), ponctue l'effondrement de la part du textile dans le PIB industriel. Les reculs d'activité sont plus graves dans les branches du bois, de l'ameublement, du papier (fermeture de la papeterie d'Aigeio), de la chimie des engrais (fermetures de Lipasmata à Drapetsona, d'AEVAL anciennement Liptol à Ptolemaida, absorption de Industries Chimiques du Nord de la Grèce par VFL créée en 1961 à Nea Karvali.), des explosifs (fermeture de Pyrkal au centre d'Athènes) des couleurs (fermeture de Chropei) et des constructeurs de machines (Koupas en 1989)¹⁵⁶.

L'étude d'Iordanoglou et Bellas confirme cette situation. Les rythmes d'évolution des actifs privés entre 1981 et 1992 (en drachmes 2000) sont négatifs dans le secteur secondaire, dans presque toutes les branches, sauf dans l'agroalimentaire, l'énergie et la construction. En ce qui concerne les profits, le rendement des fonds propres et la part d'entreprises déficitaires, il faut distinguer deux périodes, 1980-1985 et 1986-1992, qui dessinent des courbes en U, la première aggravant la dégradation constatée depuis 1974, la deuxième enregistrant un net redressement. En 1992, les profits et le rendement des fonds propres sont en hausse par rapport à 1981, respectivement de 142 millions de drachmes à 404 millions de drachmes et de 4.6 à 7.8% ; la part d'entreprises déficitaires passe de 28 à 24%. Ils notent toutefois la coexistence, dans les rares branches en progression, d'entreprises bénéficiaires et d'entreprises déficitaires, comme dans l'agroalimentaire ou l'habillement. Ce dualisme, ils

¹⁵⁵ «...όπου και η εγχώρια ζήτηση, λόγω βελτίωσης του επιπέδου διαβίωσης, απομακρύνεται από τα παλαιότερα πρότυπα κατανάλωσης, και στη διεθνή αγορά σημειώνονται μετατοπίσεις των παραδοσιακών βιομηχανιών προς αναπτυσσόμενες χώρες φθηνού κόστους, που διεκδικούν σημαντικά συγκριτικά πλεονεκτήματα στα είδη αυτά. » Giannitsis, Tasos, op. cit.p.358

¹⁵⁶ AEVAL : AEBAΛ, Industries Chimiques du Nord de la Grèce : XBBE, VFL : ΒΦΛ , Koupas : Κουπάς

l'observent aussi dans des branches en recul. En réalité, notre expérience ancienne de l'analyse financière montre que ce dualisme est une constante de l'activité industrielle, que les études de branche confirmeront. Il est le signe du renouvellement continu des activités et du tissu entrepreneurial, que les périodes de crise accentuent.

Au-delà de la « décennie perdue » et de la réalité des fermetures d'usines, ce qui est resté de cette époque, ce sont les friches industrielles qui jalonnent la rue du Pirée ou qui longent la mer à Patras, et le sentiment d'abandon qui en résulte. La désindustrialisation est d'abord un paysage, que parcourent les habitants. C'est ensuite un mythe qui nourrit l'imaginaire de la mondialisation, fondé sur une division nouvelle du travail qui opère au détriment du pays et jugée ruineuse.

Toutefois, comme le montre l'étude que nous avons menée sur les établissements industriels de la rue du Pirée, le rythme de la disparition-transformation de ces friches est assez rapide pour suggérer une vision alternative à celle de la désindustrialisation (v. infra p. 68).

b) Désinflation et rénovation industrielle : 1996-2008.

Ainsi, une nouvelle période s'ouvre, après le retour malheureux d'Andreas Papandreou aux élections d'octobre 1993, puis son décès en janvier 1996 et la nomination de K. Simitis comme Premier Ministre. Elle se poursuit jusqu'aux élections de 2004, et se prolonge, à notre sens, jusqu'au début de la Grande Crise de 2009. On y enregistre moins la disparition d'industries, qu'une transformation multiple du tissu industriel, par voie de décentralisation, de rénovation-reconversion, de création de nouvelles activités.

Cette transformation est en grande partie passée inaperçue, parce que l'intérêt de la recherche s'est déplacé vers d'autres sujets que l'industrie et parce que les sources se sont taries. De plus, la diminution de la part de l'industrie dans le PIB au profit des services a semblé justifier la désindustrialisation constatée sur le terrain.

Pourtant, d'une part la baisse de la part du secteur secondaire est progressive et généralisée dans l'ensemble du monde développé ; elle n'est pas une caractéristique particulière de la Grèce, propre à une décennie perdue au cours de laquelle se serait aggravée la diminution en valeur absolue (et en volume) du PIB industriel. Les parts de l'industrie dans l'Union Européenne à 17 jusqu'en 2007 ou de l'UE à 27 en 2010, suivent une pente déclinante identique. D'autre part, à partir de 1996, la décroissance de la part relative s'accompagne d'une croissance des volumes et valeurs de production. Enfin, ces mouvements sont inégaux, certaines branches décroissent en valeur quand d'autres connaissent un vif développement.

Pour analyser cette transformation de l'industrie au cours de cette période, on dispose de données pour le PIB de 1990 à 2008 (tableau 3) qui semblent confirmer le déclin des deux premiers secteurs au profit du troisième, ce à quoi l'opinion commune s'est arrêtée.

Tableau 3. Evolution des parts des secteurs dans le PIB grec entre 1990 et 2008 en %.

	1990	2000	2005	2008
secteur primaire	10,6	4,8	4,0	2,8
secteur secondaire	28,5	26,9	25,2	24,5
secteur tertiaire	60,9	68,3	70,9	72,7
	100	100	100	100

Source : Elstat, TER

Pour mettre en valeur la transformation réelle de l'économie, on dispose aussi de données de valeur ajoutée brute. Entre 2000 et 2008, les croissances en valeur absolue en prix courants du secteur secondaire sont encore très élevées. Le PIB industriel passe ainsi de 36,7 milliards d'€ à 57 milliards d'€, soit une croissance de 56 %. Celle-ci est à peine moins vive si l'on observe le PIB de l'industrie de transformation stricto sensu (hors construction, énergie électrique et services des eaux et déchets), elle ne se limite qu'à 48 %. La VAB industrielle croît un peu moins vite, de 43 %. L'écart est notable, mais il correspond à une baisse du rythme d'augmentation de la VAB qui se produit entre 2005 et 2008 (2.3 % l'an contre 5.7 % pour le PIB). C'est un premier signe d'une détérioration prononcée des marges. Mais la VAB des industries de transformation croît de 53% : c'est la valeur ajoutée de l'électricité qui recule entre 2005 et 2008. On notera par ailleurs qu'entre 1995 et 2008 la VAB a doublé, ses rythmes de croissance les plus élevés se situant entre 1995 et 2000.

L'écart entre les parts de PIB et VAB industriels dans l'ensemble des Pib et Vab, la première évoluant de 26.9 à 24.5 %, et la seconde de 21 à 17.7%, s'élève en moyenne à 7 points. On observera que si la différence entre PIB et VAB est l'impôt, cela signifie que l'Etat prélève l'impôt de préférence sur l'industrie : bel exemple de faveur pour les services et de politique fiscale problématique. Par branche, les écarts entre PIB et VAB sont variables dans un sens ou dans l'autre. La chimie (incluant la pharmacie et les matières plastiques), les produits de base de même que l'édition, ont des parts supérieures dans les marges aux parts correspondantes dans le PIB. C'est l'inverse pour les produits pétroliers parce que l'impôt est élevé. Les services publics, traitement des eaux et des déchets occupent une part élevée de la VAB (9 %) mais une part relativement faible du PIB (3.5 %).

Les deux approches par le PIB et la VAB (tableaux 4 et 5 infra) révèlent des transformations essentielles dans le rapport entre branches d'industrie. Elles confirment l'importance croissante de la construction (le quart du PIB et le tiers de la VAB entre 2000 et 2005), et son rôle d'entraînement pour toute l'économie dans toute cette période ; celle des produits de base (Mines, métaux de base et produits métalliques ou non), dont la VAB passe de 13 à 16 % ; celle des industries de base aussi qui produisent l'énergie (électricité, carburants), dont la part dans le PIB industriel passe de 16.3 à 19.5 %. En revanche, les industries chimiques, celles de biens d'équipement (produits électriques et électroniques, machines et matériels de transports, réparation) occupent une place stable de l'ordre de 15 % dans le PIB et de 12 % dans la VAB, et le déclin des industries traditionnelles (textile habillement, bois et ameublement, papier) paraît continu et irrémédiable. La part de l'agro-alimentaire se stabilise autour de 16% dans le PIB et de 13% dans la VAB.

A l'observation de leur poids relatif, il faut ajouter celle des valeurs absolues. Textile, papier, matériaux de construction sont en retrait, quand les produits pharmaceutiques triplent, les métaux font plus que doubler, l'édition-impression presque double, et le traitement des effluents et déchets triple. Et si la part comme la valeur des produits et matériels électroniques s'effondre, on verra plus loin que de la valeur est recréée avec les services logiciels.

Surtout une re-création du tissu industriel s'est produite : des branches nouvelles trouvent leur place ou apparaissent dans la comptabilité nationale : l'informatique et les services logiciels qui l'entourent, objet de la bulle boursière 1997-2000, le traitement des déchets et effluents qui correspondent à l'émergence des préoccupations écologiques.

Tableau 4. Parts des branches dans le PIB industriel grec entre 1990 et 2008 en %

Branches	1990	2000	2005	2008
Mines	3,1	2,0	1,8	1,6
Agroalimentaire	14,2	16,6	16,5	16,2
Textile, Habillement, Cuir	16,1	7,7	5,3	5,2
Bois	2,0	1,0	1,4	0,9
Papier	1,4	1,3	0,8	0,8
Impression	1,8	1,0	2,3	1,2
Produits pétroliers	1,1	9,4	8,7	10,6
Chimie	3,3	2,5	1,9	2,2
Pharmacie	0,0	1,1	1,8	2,0
Caoutchouc, Plastiques	1,5	1,6	1,5	1,3
Produits non métalliques	3,4	4,2	3,9	3,0
Métaux de base	3,5	1,5	2,2	2,3
Produits métalliques	2,2	3,1	4,4	3,2
Produits électroniques	0,0	2,3	1,3	1,2
Produits électriques et optiques	1,6	1,4	1,5	1,4
Machines et biens d'équipement	2,0	1,1	1,2	1,3
Véhicules routiers	0,5	4,1	3,9	4,2
Autres transports	2,2	1,1	1,1	1,0
Ameublement	3,5	3,1	2,7	2,8
Réparation et entretien	0,0	0,6	0,6	0,7
Production d'électricité et de gaz	8,0	6,9	7,0	8,9
Traitement et distribution de l'eau	0,9	1,0	1,1	0,9
Traitement des effluents et déchets	0,0	1,2	2,2	2,6
Construction, Travaux Publics	27,6	24,3	24,8	24,4
Pib industriel	100	100	100	100
Part pib industriel dans PIB total	28,55	26,91	25,18	24,45

Source : Elstat, TER

Tableau 5. Parts des branches dans la Valeur ajoutée brute industrielle grecque 1990-2008 (%)

Branches	1995	2000	2005	2008
Mines	2,1	2,2	2,4	2,2
Agroalimentaire	12,9	11,0	11,1	12,7
Textile, Habillement, Cuir	6,6	5,8	4,1	3,7
Bois	1,3	1,1	1,0	1,4
Papier	2,6	1,1	1,0	1,1
Impression	2,9	2,7	3,2	2,0
Produits pétroliers	2,5	3,8	1,2	4,7
Chimie	3,2	1,7	1,7	1,9
Pharmacie	2,1	1,9	2,2	1,5
Caoutchouc, Plastiques	1,5	1,2	1,3	1,7
Produits non métalliques	4,6	4,6	3,9	4,5
Métaux de base	4,2	3,8	3,5	4,6
Produits métalliques	3,0	3,3	5,4	4,9
Produits électroniques	1,0	1,7	1,0	0,8
Produits électriques/optiques	1,6	1,4	1,5	1,9
Machines/biens d'équipement	1,6	1,4	1,5	1,9
Véhicules routiers	0,7	0,7	0,5	0,4
Autres transports	0,9	0,8	1,1	1,1
Ameublement	2,2	2,0	2,1	2,5
Réparation et entretien	0,6	0,6	0,9	1,2
Production d'électricité/gaz	10,5	7,6	9,5	6,0
Traitement-distribution de l'eau	1,7	1,6	1,4	1,7
Traitement effluent/déchets	3,9	4,6	6,4	7,5
Construction, Travaux Publics	25,8	33,4	32,1	28,3
VAB industrielle	100	100	100	100
part VAB industrielle dans VAB totale	21,6	21,0	19,8	17,7

Source : Elstat, VAB

La pharmacie et les produits de beauté mettent sur le marché des produits nouveaux. Les investissements se multiplient, dans des formes différentes, pour des industries agroalimentaires et de l'énergie. Les deux entreprises pétrolières, ELPE et Motor Oil¹⁵⁷, désormais privatisées et consolidées financièrement, développent leurs activités dans les Balkans et au Proche Orient. Le régime méditerranéen apparaît comme une construction innovante, exportatrice, culturellement « créative ». Le gouvernement intervient vigoureusement pour réorganiser la branche des travaux publics en 2002, dans la perspective des Jeux Olympiques, en demandant aux entreprises de se regrouper en vue d'accéder aux

¹⁵⁷ ΕΛΠΕ Ελληνικά Πετρέλαια, ΜΟΤΟΡ ΟΙΛ

nouveaux classements¹⁵⁸. Il engage ainsi un processus de fusions qui, poursuivi jusqu'à aujourd'hui, aboutit à la constitution de 4 groupes de taille internationale, Hellaktor, Avax, Gek-Terna et Mochlos (Μοχλός). Dans les industries mécaniques, EAS (Ελληνικά Αμυντικά Συστήματα, programmes d'armement) et Elvo (Ελληνική Βιομηχανία Οχημάτων, véhicules), un secteur vigoureux de réparation navale et Metka (Μεταλλικές Κατασκευές, constructions mécanique et ingénierie) développent des compétences variées.

L'étude de Iordanoglou et Bellas¹⁵⁹ confirme pour la période allant de 1995 à 2000 le rythme élevé de croissance du PIB (3.4% l'an) dû au freinage de la consommation et surtout à la croissance rapide des investissements (8% l'an pour l'investissement privé, 9 % pour l'investissement public). Sur la période 1992-2000, pour les entreprises industrielles, les auteurs notent, en drachmes 2000, la croissance des actifs (6% par an), celle plus élevée encore des fonds propres (11%), l'allègement de l'endettement externe (de 64 à 49 %¹⁶⁰), l'augmentation des profits de 404 à 1128 millions de drachmes et du rendement des fonds propres (de 7.8 à 9.4 %), enfin la poursuite de la baisse de la part des sociétés en perte (de 24 à 22%). C'est l'époque de l'assainissement des entreprises industrielles relevant de l'OOAE ou des banques, par fermeture ou privatisation. C'est l'époque aussi de la transformation des grands groupes comme OTE (Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών Ελλάδος), Elpe (Ελληνικά Πετρέλαια), DEI (Δημόσια Επιχείρηση Ηλεκτρισμός) et Eydap (Εταιρεία Υδρεύσεως και Αποχετεύσεως Πρωτεύουσας)¹⁶¹ en SA par actions, une partie du capital de ces dernières étant cédé en Bourse et de la dérégulation de certaines branches comme les télécommunications et l'énergie. C'est aussi le moment de la dérégulation du système financier : indépendance de la banque centrale (1997), privatisation des banques, suppression de l'encadrement du crédit, réforme du marché boursier¹⁶², innovation (fonds communs, produits financiers, leasing et factoring). Cette transformation n'est pas remise en cause au départ de Simitis en 2004, et le mouvement de restructuration se poursuit jusqu'en 2008.

¹⁵⁸ Les dossiers de fusion déposés en janvier 2002 sont acceptés en septembre. Le nombre d'entreprises qui peuvent accéder aux 5 premières classes (sur 7) dans lesquelles il est permis de concourir aux principaux appels d'offres publics, est réduit de moitié, de 759 à 374. Seuls 15 groupes accèdent à la première classe.

¹⁵⁹ Op cit.

¹⁶⁰ Rapport entre endettement externe et passif.

¹⁶¹ OTE est l'office des télécommunications, Elpe est la compagnie des Pétroles Grecs, DEI l'entreprise publique d'électricité, Eydap le service des eaux d'Athènes.

¹⁶² L'activité débridée qui en résulte aboutit à un krach en 1999. Mais l'instrument a continué à fonctionner, assurant une part importante du financement des entreprises industrielles. Voir infra notre étude sur le financement des entreprises industrielles.

Enfin, ces évolutions de la structure industrielle grecque sont confirmées par les tableaux de production communautaire (Prodcom). Ils confirment le déclin du textile, de l'habillement et du cuir, surtout à partir de 2002 (tableau 6). La part des industries agro-alimentaires décroît légèrement. Le relais est pris par les matériaux de construction, la pharmacie, la métallurgie de base et les produits métalliques. L'industrie de biens d'équipement (produits électriques et électroniques, machines et matériels de transport, réparation et divers) prend une place importante, passant de 6 à 8 %. Il est à noter que ces données occultent la place des matériels militaires fabriqués en Grèce. Les volumes font plus que doubler dans une période d'inflation réduite.

Ce tableau, qui corrobore les précédents, donne l'image d'un ensemble industriel plus diversifié, plus « convergent »¹⁶³ avec les industries de l'UE. Il y a sans doute une faiblesse dans la fabrication de machines et de matériels de transport et une force dans l'agroalimentaire. L'industrie, partant de loin, s'est adaptée à sa manière au « Grand Marché », dans tous ses paramètres.

Tableau 6. Production communautaire grecque : évolution des parts de branches entre 1995 et 2008 (en %).

Branches	1995	2002	2008
Mines	1,3	0,0	3,0
IAA	36,1	41,8	33,3
Textile habillement cuir	21,9	18,3	4,9
Bois	0,7	0,7	1,6
Papier	4,8	3,4	2,5
Impression et autres medias	1,7	2,0	3,0
Chimie	6,4	3,3	4,4
Pharmacie	2,9	3,8	3,7
Caoutchouc Mat Plastiques	4,5	4,9	4,4
Autres prod non métal	5,9	7,4	10,4
Métallurgie de base	0,4	0,4	13,7
Produits métalliques	4,4	5,3	6,0
Electronique et optique	0,0	0,0	0,5
Mat électrique	2,0	2,0	2,6
Machines et équipements	1,2	1,4	1,5
Véhicules à moteur	0,3	0,5	0,3
Autres transports	0,8	0,0	0,3
Ameublement	2,3	2,2	1,5
Divers industries	0,4	0,3	0,2
Réparation installation	1,9	2,3	2,1
Nd	0,0	0,0	0,2
Total	100	100	100

Source : Eurostat, statistiques Prodcom

¹⁶³ Kostas Simitis emploie ce terme pour caractériser son action dans cette période. En grec, συγκλιση.

Il faut étendre l'analyse aux services pour prendre la dimension du changement intervenu dans cette période et le rattacher à l'évolution générale observée dans l'ensemble de la production de biens et services dans le monde. Ce qui change en effet, c'est le contenu technologique des produits, leur design, leur environnement culturel-crétatif, leur caractère immatériel, leur définition en fonction des marchés d'exportation. Dans leur prix de revient, la part « intellectuelle » s'élève rapidement. Elle est classée, sans doute à tort, dans les services alors qu'elle est le constituant indissociable des produits et leur confère la plus haute valeur ajoutée.

Cette définition nouvelle du produit implique le transfert de l'activité industrielle (et agricole, si on rapproche agriculture et tourisme) vers les services ou, si l'on préfère, l'incorporation croissante de services dans l'activité industrielle. Comme partout en Europe, le processus de création de richesses se diversifie : accroissement vertigineux du tourisme, développement des services à la personne, émergence des biens culturels. La Grèce dispose là de ressources particulières. Suivant la loi empirique d'Ernst Engel sur les élasticités relatives des demandes à l'élévation des revenus, le marché exploite une demande plus diversifiée, plus culturelle, sensible à l'élévation générale des revenus.

Il est de ce fait intéressant d'observer sur la période l'évolution des services, notamment ceux qui concourent directement à la production (services à l'industrie). L'analyse a été faite en termes de PIB et de Valeur ajoutée¹⁶⁴. En part de PIB (tableau 7), leur développement dans la période est impressionnant, entre 2000 et 2008, plus 4.4 points (et plus 82% en montant).

Tableau 7. Evolution de la part des services dans le PIB entre 2000 et 2008 (en%).

Services	2000	2005	2008
Commerce	13,1	12,1	11,9
Transports	4,4	6,5	7,1
Financier	5,6	4,6	4,3
Services à l'industrie	8,1	10,0	10,4
Produits culturels	2,9	3,2	3,1
Services à la personne	1,9	1,8	1,8
Tourisme	7,6	5,9	5,9
Immobilier	10,2	10,4	11,7
Administration	14,6	16,3	16,7
part services dans PIB	68,3	70,9	72,7

Source : Elstat, TER

¹⁶⁴ Codes Nace retenus pour le regroupement des services : Commerce code G, Transport code H 49 à 52, Télécom code J61, Services financiers code K, Services immobiliers et construction code L, Services à l'industrie codes M et N, plus J61 62 63 et H53 et S95, Produits culturels codes J58 59 60 et codes R90 à 93, Tourisme code I, Services à la personne codes S96 et T, Administration codes O, P et Q.

Les transports, notamment terrestres et maritimes, dont la valeur a été multipliée par 2.8 contribuent largement à l'expansion du PIB, le développement des transports maritimes correspondant à celui de l'armement naval. Le développement des services financiers accompagne la monétarisation d'une économie demeurée largement rurale et autarcique¹⁶⁵. Avec le tourisme, ces évolutions sont à l'origine de l'orientation « services » de la Grèce, si marquée aujourd'hui. Les services immobiliers accompagnent la construction : nombre d'entre eux incluent une part importante de services à l'industrie, notamment la gestion d'immeubles. Une bulle immobilière se dissimule d'ailleurs derrière ces derniers chiffres.

Les services à l'industrie¹⁶⁶, dont la valeur a été multipliée par 2.2, connaissent un essor particulièrement remarquable : ainsi la valeur des télécoms double, celle des logiciels est multipliée par 3.6 et celle de la réparation de matériels électroniques fait plus que quadrupler. Enfin la valeur de la recherche scientifique et technique est multipliée par 3.5.

La structure des services se déforme considérablement dans la période : la part du commerce et des services financiers décroît de 3.5 points. Les services liés au transport et en particulier à l'entreposage passent de 4.3 à 7 %, les services liés à l'industrie de 8.1 à 10.4 %, les services immobiliers de 10.1 à 11.7%, les produits culturels de 2.9 à 3.1%. Soulignons que les services informatiques n'apparaissent dans la comptabilité nationale qu'à partir de 1990. Des analyses plus minutieuses montreraient le renouvellement général des items de comptabilité dans cette période, qui accompagne celui de la production et notamment le processus qui en 1990 met à jour la nomenclature NACE 1.

Les données de la VAB entre 1995 et 2008 (tableau 8) confirment l'évolution de la valeur ajoutée des services, multipliée par 2.8 sur la période, (et plus 83 % entre 2000 et 2008), celle des services à l'industrie étant multipliée par 3.2. La part des services de transport passe de 5 à 7.6 %, celle des services à l'industrie de 7.9 à 10 %, celle des services immobiliers de 11.5 à 13.2 %, celle des produits culturels de 3.5 à 3.4 % (mais 4 % en 2009). On notera aussi l'inflation administrative, cause importante de l'accroissement de la part des services.

¹⁶⁵ Les conditions du développement des crédits à la consommation et à l'habitat, ainsi qu'aux entreprises, ont été vivement critiquées.

¹⁶⁶ Ils regroupent les codes M et N, plus J61 62 63 et H53 et S95, soit Postes et télécommunications, logiciels, activités de conseil juridique, architecture, recherche scientifique, publicité et marketing, location-leasing de biens d'équipement, gestion d'emploi et tour operators, sécurité.

Tableau 8. Evolution de la valeur ajoutée brute des services de 1995 à 2008, en % du PIB.

Services	1995	2000	2005	2008
Commerce	16,9	16,3	12,8	12,9
Transports	5,0	6,3	7,4	7,9
Financier	4,1	4,6	4,7	4,4
Services à l'industrie	7,9	8,6	9,2	10,0
Produits culturels	3,5	3,4	3,7	3,4
Services à la personne	0,6	1,0	1,3	1,3
Tourisme	4,8	4,6	5,3	5,5
Immobilier	11,4	11,0	11,6	13,2
Administration	16,2	17,1	19,5	20,6
part services dans VAB	70,3	72,9	75,4	79,1

Source : Elstat, Valeurs ajoutées 1994-2014

L'externalisation par les entreprises de nombreux services, si elle contribue à la « désindustrialisation » est aussi le moteur de la croissance de nombreux services à contenu « industriel ». Il s'agit là d'un transfert, souvent avec amélioration de la productivité. L'analyse des TIC confirme ce point de vue¹⁶⁷. Si la construction d'appareils de télécommunications s'effondre entre 2000 et 2008, les activités de services informatiques et de communications continuent à se développer, leur part dans le PIB passant de 3.23 à 4.79%. Leur part dans la VAB, après avoir crû de 3.4 à 4.1 % entre 1995 et 1999, décroît à 3.6 % en 2008. On reviendra plus loin sur ces glissements et transformation des contenus des secteurs économiques.

Remontant la rue du Pirée, depuis les bureaux d'Elstat jusqu'à la place de la Concorde (Ομόνοια, Omonia) à Athènes, on vérifie la transformation d'un espace qui fut longtemps le haut lieu de son industrie. Il constitue aujourd'hui le décor remarquable de la transformation accomplie et en cours de ses produits.

L'étude menée sur les établissements industriels de la rue du Pirée confirme en effet par le terrain les constatations statistiques, mettant en évidence la coexistence de plusieurs phénomènes. Quatre types d'évènements se sont produits qui ont affecté ce paysage industriel.

¹⁶⁷ Etude du KEPE de 2011 (tome 3) sur les structures industrielles. Le champ des TIC (Technologies de l'Informatique et des Communications) recouvre les codes NACE 26 (production), 46.5 (distribution), 58.2 (édition de logiciels), 61 et 62 (télécom et programmation), 63.1 (traitement de données) et 95.1 (réparation d'ordinateurs).

Le premier est la fermeture pure et simple de l'établissement, avec cessation définitive de l'activité. L'espace reste en friche, en attente de succession ou d'opportunité de réemploi, ou encore de montée du prix des terrains.

Le second est le déménagement de l'activité, comme l'ont fait de très nombreuses usines par exemple Biochalko (Βιοχάλκο métallurgie), Kalas (Κάλας sel), Viosol (Βιοσώλ chauffe-eau solaires) et Hivi (HBH boissons), notamment en profitant des dispositions instituées pour favoriser la décentralisation des activités. Ce déménagement a été encouragé par la montée régulière des prix du terrain et par les préoccupations environnementales (pollution chimique des eaux et de l'air). Nombre de ces entreprises se sont déplacées juste au-delà du département d'Athènes, le long de l'autoroute de Lamia. Dans ces deux premiers cas, les terrains restent en friche : les plus importants se situent à Moschato, telles les friches de Vermion (Ψυγεία Βερμιον -frigorifiques- et de Biochalko, et au Pirée celles de l'Atmoilektriko (Ατμοηλεκτρικός Σταθμός ΑΗΣ, la centrale DEI à Faliro), de Chropei (Χρωματουργεία Πειραιώς -peintures), de Hivi. Ces friches font parfois l'objet d'un grand nettoyage après revente du terrain, comme le terrain qui jouxte le pont du Céphise (Κηφισός, anciennement occupé par VIS -ΒΙΣ boîtes en carton, puis containers-, qui a déménagé à Volos) ou celui situé en face d'Elstat (un lycée professionnel est en cours de construction).

Le troisième est la rénovation, qui prend elle-même plusieurs formes. L'établissement est transformé en musée (musée du chocolat pour le bâtiment d'origine de Pavlidis -Παυλίδης-, du train pour l'Elektriko -Ηλεκτρικό- ou du gaz pour Gazi -Γάζι-); il est transformé en établissement d'enseignement (l'École des Beaux-Arts a été installée dans les locaux des Tissages Sikiaridis -Σικιαρίδης-), ou en un autre usage comme la fondation Mercuri (Ιδρυμα Μελίνα Μερκούρη) dans la chapellerie Pouloupoulos (Πουλόπουλος), le bâtiment d'origine étant conservé. Le bâtiment d'origine est parfois remplacé par une construction moderne, comme la fondation Cacooyannis (Ιδρυμα Κακογιάννης) ou le Centre du Monde Hellénique (anciennement Biosol), ou intégré dans la construction nouvelle comme l'usine de tissage Gavriil (Εργοστασίο Γαβριήλ) dans Factory Outlet.

Le quatrième est la modernisation progressive d'installations industrielles au fil des évolutions technologiques. Les exemples les plus remarquables sont les deux chocolateries Pavlidis et Ion (Παυλίδης, Ιον), l'huilerie Elaïs (Ελαίς), les produits pharmaceutiques et de beauté Adelco (Αδελκο). En revanche, la création d'activités industrielles nouvelles est rare. La rue du Pirée se tertiarise plutôt, surtout à proximité d'Athènes, avec l'implantation

d'activités culturelles (parc de Gazi sur l'emplacement de l'usine à gaz, Musée Benaki, Fondation Cacoyannis, bouzoukia¹⁶⁸), et de services à l'industrie (Vodafone, OTE, RAE¹⁶⁹). Pendant longtemps ce paysage marqua les esprits ; il les marque encore aujourd'hui. Le « Manchester »¹⁷⁰ de la Grèce que fut le Pirée ressemble à un champ de ruines archéologiques, dont on conserve les cheminées comme des colonnes antiques ou rénove les bâtiments anciens. Le passé conservé ne doit pas masquer la réalité plus complexe du changement.



Chocolaterie Pavlidis, rue du Pirée

Pour conclure l'analyse de cette longue période, à notre sens essentielle pour comprendre l'état actuel de l'industrie en Grèce, son produit s'est adapté à l'évolution des techniques et des marchés. De ce point de vue, l'entrée dans l'Eurozone n'est pas le fruit d'un artifice, mais l'aboutissement d'un long processus de modernisation et d'un désir réel de convergence. On a noté aussi que les services ont « capturé » une bonne partie de la valeur ajoutée, mais que ce fait doit être interprété, dans une large mesure, comme un déplacement favorable à l'industrie, à plusieurs titres (externalisations, économies externes, nouveaux produits immatériels et culturels).

¹⁶⁸ Μπουζούκια, Bouzoukia : cabarets.

¹⁶⁹ ΡΑΕ, Ρυθμιστική Αρχή Ενέργειας, Autorité Régulatrice de l'Énergie

¹⁷⁰ Tsokopoulou, Vasia : « *Le Pirée 1835 1870. Introduction à l'histoire du Manchester Grec* », Editions Kastaniotis, Athènes 1984. (Τσοκόπουλου, Βάσια : Πειραιάς 1835-1870. Εισαγωγή στην ιστορία του ελληνικού Μάντσεστερ).

Mais la maîtrise du mouvement échappe au pays dans les deux dernières années de la période. La faillite de la banque d'investissement Lehmann Brothers en 2008 bouleverse les conditions économiques. Le ministre des Finances, Georges Alogoskoufis (à l'image de Simitis en 1987) démissionne en janvier 2009 en désaccord sur la politique suivie : l'équilibre des finances publiques n'a en effet pas suivi. Un premier déclin de la valeur ajoutée a été enregistré. La crise s'étend progressivement à la consommation des ménages et des administrations avant de toucher l'industrie. Il faut en préciser les dates, en mesurer l'impact sur la production industrielle, en constater les formes et le rythme d'adaptation.

3°) Les effets de spécialisation de la crise 2008-2011.

Ce qui frappe dans la crise, c'est moins la perte de valeur, qui correspond en gros à l'ajustement de la consommation excédentaire des années passées (que reflète le déséquilibre de la balance commerciale), moins peut être la baisse de production qui en résulte, que l'accélération brutale de la spécialisation. C'est aussi l'irrégularité du processus, enregistrée année par année, reflet des hésitations dans la mise en œuvre des ajustements par les gouvernements successifs.

Pour mener cette analyse détaillée, on a là encore utilisé les Tableaux Emplois Ressources (2008 à 2011, aux normes ESA¹⁷¹ 1995, pour le PIB et la VA par branche), les tableaux de valeur ajoutée brute (2008 à 2014, normes ESA 2010) et les tableaux de production communautaire Prodcom (2008-2014). Les TER détaillés par branche pour 2013 et 2014 ne sont malheureusement pas encore disponibles¹⁷². Enfin, la crise financière mondiale de l'automne 2008¹⁷³ ne produit ses premiers effets qu'à la fin de l'année et c'est pourquoi nous avons pris 2008 comme référence.

Ces données permettent de préciser les étapes de l'ajustement, année par année¹⁷⁴.

. L'année 2009, par rapport à 2008, enregistre le premier repli important de l'activité industrielle, dans le monde et en Grèce : si le PIB reste presque étale (Calcul ESA 1995 révisé, moins 1%), le PIB industriel perd 9 % en valeur et 2.75 point en part dans le PIB total, essentiellement en raison du repli en valeur de 24 % de la construction. Hors construction, le

¹⁷¹ Normes Comptables Européennes (European System of national and regional Accounts).

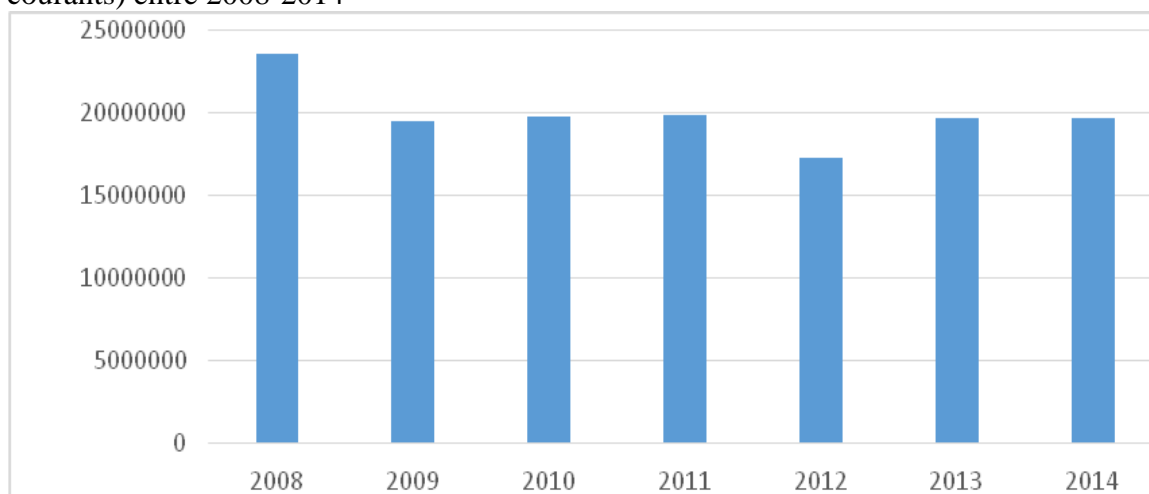
¹⁷² De plus, les PIB issus des TER ont été ultérieurement révisés pour application des normes ESA 2010, ce qui rend difficile l'articulation avec les périodes précédentes.

¹⁷³ Déclaration de faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008.

¹⁷⁴ Ce point nous semble essentiel pour l'histoire de la crise, dont il faut définir le déroulement et localiser les points précis d'impact. Les conséquences sociales de la crise demeurent encore aujourd'hui, par exemple, *αχαρτογραφικά νερά*, « des eaux non cartographiées ». On ne peut que supposer les branches et les lieux où elle se font sentir.

PIB industriel ne recule que de 4 %, l'agroalimentaire s'accroît même de 28 % et la pharmacie augmente très légèrement. En revanche, le PIB des services continue de croître en valeur de 2% et augmente sa part dans le PIB total. En ce qui concerne la valeur ajoutée, elle reste étale, alors que la VAB industrielle diminue de 9 %. Toutes les branches sont affectées, mais modérément. La valeur ajoutée des produits agroalimentaires augmente de 50 %, celle des produits pharmaceutiques de 5 %. Les plus fortes baisses sont enregistrées dans les produits pétroliers et la métallurgie de base (- 27 % et - 26%). La production communautaire (Prodcom) recule de 17 %, ce qui témoigne peut-être d'une plus grande sensibilité à la conjoncture ou d'une plus grande réactivité des entreprises de plus de 10 salariés de l'échantillon. A périmètre identique (hors énergie, produits pétroliers, traitement de l'eau et des déchets), le PIB industriel ne recule que de 2 %, et la valeur ajoutée croît même de 3%. Notons qu'à ce stade, le repli économique accompagne celui de toutes les nations industrielles, ce dont témoigne le repli des produits pétroliers et de la métallurgie de base, particulièrement sensibles à la conjoncture internationale (pétrole, aluminium, cuivre).

Graphique 1. Evolution de la production communautaire grecque en milliers d'€ (prix courants) entre 2008-2014



Source : Eurostat, productions communautaires Prodcom.

. En 2010 par rapport à 2009, alors que la crise financière se déchaîne, le PIB ne recule que de 4 % et le PIB industriel s'accroît légèrement de 1 %. Hors construction, qui recule de 11%, le PIB industriel augmente même de 4 %. Si la valeur ajoutée totale recule de 5% et la valeur ajoutée industrielle de 7%, hors construction, cette dernière augmente de 5 %, tirée par les exportations. Celle de l'agro-alimentaire se stabilise et celles des produits pétroliers, de la métallurgie de base et des semi-produits retrouvent presque leur niveau de 2008. La valeur

ajoutée des produits pharmaceutiques croît de 87 % ! De même la production communautaire se stabilise (+1 %), enregistrant la hausse des produits agro-alimentaires, chimiques-pharmaceutiques et électriques. A périmètre identique, le PIB industriel ne perd que 2% et la valeur ajoutée gagne à nouveau 3 %. Ainsi, le recul du PIB de la Grèce s'explique en 2010 par celui de la construction (-11%) et des services (-5%). S'il faut chercher une cause à l'erreur avouée du Fonds Monétaire International (FMI) sur la capacité de réaction de l'industrie grecque, elle se trouve peut-être dans ces chiffres. Nous avons nous-même, pensé alors pour cette raison, que la crise serait passagère.

. En 2011 par rapport à 2010, la politique de redressement financier finit par atteindre l'industrie. Le PIB plonge de 8 % et le PIB industriel de 11 %. Certes, hors construction, il ne recule que de 6 %, mais à périmètre prodcom, il recule de 12 %. La construction poursuit sa descente aux enfers : - 21 % (la baisse cumulée depuis 2008 atteint pour cette branche 54 %). Seuls les produits pétroliers et la métallurgie de base, l'électricité et le traitement des eaux et déchets, croissent. Les services reculent à nouveau de 5 %. Le décalage avec la production communautaire est important, puisque celle-ci augmente très légèrement. La valeur ajoutée totale recule de 7 % et la valeur ajoutée industrielle plonge de 13 % et de 15 % à périmètre prodcom. La VAB hors construction, la chute se limite à 7%. C'est la transformation au sens étroit du terme qui cette fois accuse le coup, produits liés au logement, comme matériaux de construction, produits métalliques, bois et ameublement, mais aussi biens d'équipement électriques et électroniques, machines et matériels de transport.

. 2012 est l'année noire, celle des élections et du 2^e mémorandum. Par rapport à 2011, on enregistre un nouveau recul de la production communautaire de 13% ; le PIB baisse de 8 %¹⁷⁵, comme il avait baissé de 8 % en 2011. La valeur ajoutée totale baisse de 8 % (9 % en 2011). Pourtant, selon les chiffres révisés, la valeur ajoutée industrielle ne baisse que de 3 %, de même à périmètre prodcom. Hors construction, elle ne baisse que de 2%. Par branche, tous les secteurs semblent amorcer leur redressement, à l'exception des produits des mines, de la pharmacie-caoutchouc-plastiques, du bois et ameublement et du textile-habillement, des produits électriques. L'agro-alimentaire (+3 %), la métallurgie (+ 25%), la chimie (+30 %), la réparation (+17 %), l'électricité (+13 %) témoignent de cette surprenante vigueur. Les entreprises ont probablement opéré les ajustements de coûts et de marché nécessaires.

. En 2013, par rapport à 2012, on observe la même tendance. La production communautaire augmente de 14 %. Le PIB (ESA 2010) recule encore de 6 % et la valeur ajoutée épouse le

¹⁷⁵ Calculé selon les normes ESA 2010.

même profil. Hors construction, la VAB industrielle en 2013 ne baisse que de 1 % de même qu'à périmètre prodcom. Les produits agro-alimentaires croissent à nouveau de 2 %. Les produits pétroliers se redressent lentement après le décrochage de 2012. Métallurgie et produits métalliques s'essoufflent. La chimie continue sa progression (mais non point les produits pharmaceutiques, que touche directement la réorganisation des pharmacies des hôpitaux et la renégociation des prix). L'industrie du papier et de l'impression se redresse. Textile, bois et ameublement poursuivent leur baisse régulière. La production d'électricité croît légèrement, comme les produits électriques, les machines et les matériels de transport. La politique de redressement financier bat son plein et les valeurs ajoutées s'en ressentent.

. En 2014, par rapport à 2013, le PIB (ESA 2010) diminue de seulement 2 %, les deux derniers trimestres enregistrant une progression. La production communautaire se stabilise. Si la valeur ajoutée totale ne baisse que de 2 %, la VAB industrielle replonge en 2014 de 6 % et cette fois comme la construction. Tous les secteurs sont affectés sauf les mines, le papier/impression, les produits pétroliers, la métallurgie de base et les produits électroniques.

Récapitulons.

La crise économique a d'abord atteint le tissu industriel en 2009, avant le début de la crise financière en Grèce ; hors construction, un redressement se dessinait en 2010. Mais c'est bien en 2010 que se fait l'ajustement des coûts et marchés, puisqu'hors construction la valeur ajoutée industrielle plonge de 13 %. L'année 2011 enregistre le recul le plus violent de la production industrielle. Mais les valeurs ajoutées se sont redressées dès 2011 et affichent en 2012 et 2013, dans de nombreuses branches, des valeurs positives comme dans l'agro-alimentaire, la chimie, les produits de base, les biens d'équipement, le papier-impression et l'électricité. Si les données disponibles pour 2014 indiquent le retournement de tendance du PIB et si les indices de la production industrielle (source Banque de Grèce) le confirment, les valeurs ajoutées marquent à nouveau leur sensibilité aux mesures de redressement financier. La corrélation avec les impôts sur les produits (TVA et taxes diverses) est nette : la croissance de l'impôt provoque une chute de la VAB. Du coup, la stabilisation qui s'opère en 2012 et 2013 ne dure pas en 2014. Par ailleurs, si les valeurs de PIB de l'agroalimentaire (comme celles de prodcom) augmentent de manière significative, les VAB se sont à peine maintenues. Par ailleurs, les produits clés pour l'industrie grecque que sont les produits miniers, les produits pétroliers et la métallurgie de base -acier, aluminium, cuivre et zinc- présentent une sensibilité forte à la variation des prix mondiaux.

Il reste que le PIB a perdu, entre 2008 et 2014, 27 % de sa valeur, la VAB 25 % et la production communautaire 17%. La VAB industrielle a diminué de 35 %, 26 % seulement hors construction, 30 % à périmètre prodcom. Le secteur des services a mieux résisté, soit parce que le secteur public n'a pris qu'avec retard sa part du fardeau de l'ajustement, soit en raison du redressement de l'armement naval et surtout du tourisme. La part du secteur secondaire dans le PIB industriel a donc décru de 24.5 à 22.4 % entre 2008 et 2011, et la part de la VAB industrielle dans la VAB, entre 2008 et 2014, a décru de 17.7 à 15.8.

L'intérêt de ces données est aussi d'éclairer les effets de la crise sur la transformation considérable qui s'opère dans la composition du tissu industriel, dans le sens d'une spécialisation accrue (tableau 9). En 2011, trois branches réalisent plus de 50 % du PIB (52.5%), l'agro-alimentaire, les produits pétroliers et la production d'eau, d'électricité et de gaz. Ces trois branches en 2000 occupaient le tiers du PIB (32.9 %). Inversement, la construction, le textile et le bois-ameublement représentaient 37 % du PIB et n'en représentent plus que 20.3%.

Tableau 9 : Evolution et distribution du PIB industriel grec par branches en 2008 et 2011, en millions d'€, en prix courants et en %

en millions euros	2008	2011	écart montant	écart %	2008	2011
					parts branche	
Mines	886	677	-209	-23,6	1,6	1,5
Agroalimentaire	9264	11701	2437	26,3	16,2	25,1
Textile, Habillement, Cuir	2991	1703	-1288	-43,1	5,2	3,7
Bois	527	484	-43	-8,2	0,9	1,0
Papier	477	350	-127	-26,6	0,8	0,8
Impression	667	593	-74	-11,1	1,2	1,3
Produits pétroliers	6053	7300	1247	20,6	10,6	15,7
Chimie	1249	853	-396	-31,7	2,2	1,8
Pharmacie	1138	1146	8	0,7	2,0	2,5
Caoutchouc, Plastiques	714	317	-397	-55,6	1,3	0,7
Produits non métalliques	1720	1031	-689	-40,1	3,0	2,2
Métaux de base	1337	1310	-27	-2,0	2,3	2,8
Produits métalliques	1843	1209	-634	-34,4	3,2	2,6
Produits électroniques	693	393	-300	-43,3	1,2	0,8
Produits électriques et optiques	808	650	-158	-19,5	1,4	1,4
Machines et biens d'équipement	738	419	-319	-43,3	1,3	0,9
Véhicules routiers	2376	603	-1773	-74,6	4,2	1,3
Autres transports	594	395	-199	-33,5	1,0	0,8
Ameublement	1619	848	-771	-47,6	2,8	1,8
Réparation et entretien	410	339	-71	-17,2	0,7	0,7
Production d'électricité et de gaz	5050	5474	424	8,4	8,9	11,7
Traitement et distribution de l'eau	487	704	217	44,7	0,9	1,5
Traitement des effluents net déchet	1461	1672	211	14,4	2,6	3,6
Construction, Travaux Publics	13915	6456	-7459	-53,6	24,4	13,8
Pibindustriel	57018	46627	-10391	-18,2	100	100

Source : Elstat TER 2008 et 2011

Pour étendre à 2014 l'analyse de la composition par branche de l'industrie, il faut recourir aux valeurs ajoutées (tableau 10). Entre 2000 et 2014, la spécialisation s'accroît de façon sensible. En 2000, les VAB de l'agro-alimentaire, des produits pétroliers et de la production d'électricité représentaient 22.4 %, 22.9 % en 2008 et 36.0 % en 2014. Celles des textiles, bois/ameublement et construction représentaient en 2000, 46.3 %, 37.9 % en 2008 et 25.0% seulement en 2014. Les autres industries ont augmenté leur part entre 2000 et 2008, de 25.1 à 30.2% et en 2014 à 30.9 %. Les services publics (électricité eau déchets) voient leur part passer de 6.2 en 2000 à 8.2 % en 2014. Ces chiffres témoignent non seulement de l'adaptation rapide des structures industrielles, mais aussi du maintien d'une diversité plus grande qu'attendue du tissu industriel. Tout se passe comme si, sous le choc, celui-ci résistait sur ses points forts, ceux qui précisément présentaient une contribution plus forte qu'en France, et inversement. L'analyse fait ressortir l'effet de spécialisation accentué par la crise, dans quelques filières solides et bien organisées et le rôle moteur de l'agroalimentaire et de l'énergie (pétrole, électricité et gaz). Elle confirme le déclin de branches plus traditionnelles, détruites par la concurrence internationale, textile, habillement, cuir, bois et ameublement, ou saturées comme la construction. Quelques branches résistent ou croissent, chimie-pharmacie, filière métallurgique (mines, métallurgie de base), produits électroniques et réparation. Le secteur du traitement de l'eau et des déchets présente un intérêt spécifique, par la croissance rapide de sa part dans la valeur ajoutée, sa dépendance de l'Etat, sa marque écologique et ses gisements d'innovation.

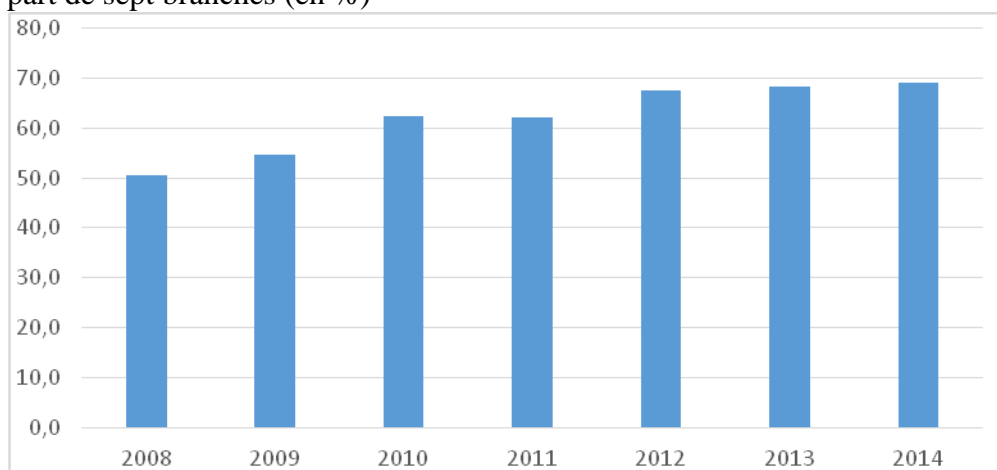
Tableau 10. Distribution en Grèce des Valeurs ajoutées industrielles par branches de 2008 à 2014 en %.

Branches	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Agroalimentaire	12,4	12,6	14,5	15,8	17,0	18,1	18,7
Ind. traditionnelles	10,3	9,5	8,5	8,6	6,3	6,5	6,8
Prod. non métalliques	4,4	4,1	2,9	2,7	2,9	3,1	3,0
Prod. de base	11,4	9,7	10,2	11,2	12,3	11,9	12,1
Chimie	5,0	4,8	5,6	5,6	5,1	5,4	5,0
prod. Électriques	2,6	2,0	2,6	2,3	2,2	2,2	2,0
Mécanique	6,9	6,8	7,7	8,4	8,5	8,8	8,8
Energie	10,5	13,0	13,2	16,4	16,5	17,7	17,3
Services publics	9,0	9,1	7,0	7,5	8,3	8,4	8,2
ss/total Transformation	72,4	71,7	72,2	78,3	79,1	82,1	81,8
Construction	27,6	28,3	27,8	21,7	20,9	17,9	18,2
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, Valeurs ajoutées brutes.

Toujours entre 2008 et 2014, les données de production communautaire permettent une analyse plus fine de l'évolution de l'industrie de transformation et particulièrement des effets de spécialisation. Le mouvement de concentration sur un petit nombre de branches (graphique 2) est accéléré par la crise. Sept branches dont la part s'est accrue dans la période, représentent 50% du total de la production en 2008 et 70% en 2014. Ce sont principalement les industries agro-alimentaires et chimiques.

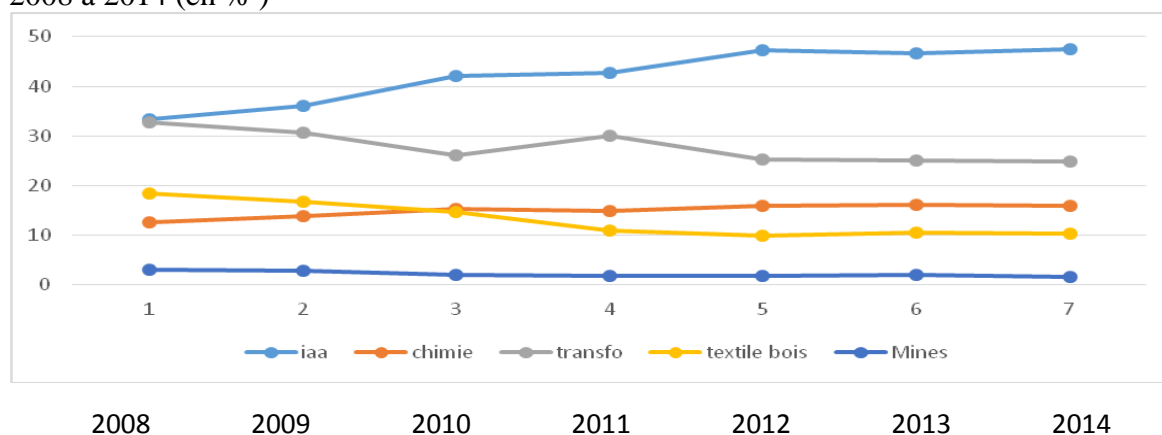
Graphique 2. Concentration de la production communautaire grecque entre 2008 et 2014 : part de sept branches (en %)



Source : Eurostat, productions communautaires Prodcop

Il est également intéressant d'observer (graphique 3) l'évolution des branches entre 2008 et 2014, regroupées comme suit : série 1 : agro-alimentaire ; série 2 : chimie (y compris pharmacie et matières plastiques) ; série 3 : transformation (métallurgie de base et produits métalliques, électriques, électroniques, machines et matériels de transport, divers et réparation) ; série 4 : textile, bois-ameublement et matériaux de construction ; série 5 : produits des mines et carrières.

Graphique 3. Evolution de la production communautaire grecque par groupes de branches de 2008 à 2014 (en %)

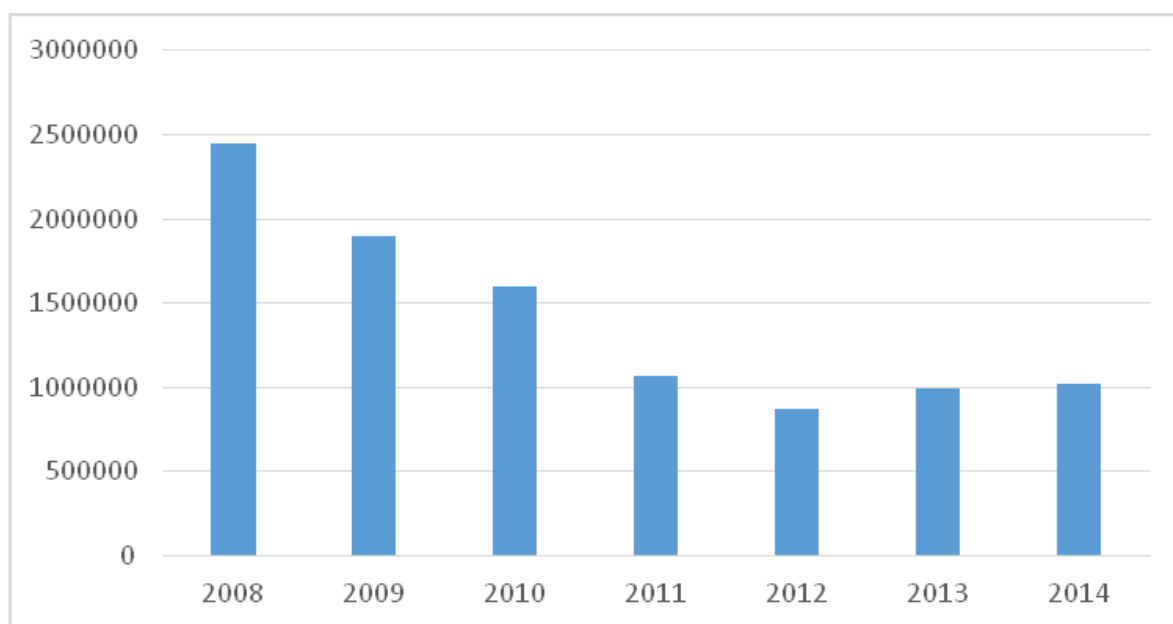


Source : Eurostat, productions communautaires Prodcom

Les graphiques des valeurs de production communautaire de quelques productions sont indicatifs de l'évolution 2008-2014 (graphiques 4 et 5). L'année 2009 est dans tous les cas de figure une année d'ajustement importante, plus ou moins marquée selon le caractère capitalistique de la branche : très marquée pour la chimie, la métallurgie et le papier ; plus atténuée pour une industrie très diffuse et peu capitalistique comme l'industrie agro-alimentaire.

Pour certaines, à partir de 2008, comme l'industrie des matériaux de construction, une courbe en U se dessine avec chute rapide, de près des 2/3 de la production jusqu'en 2012 et une légère reprise en 2013 et 2014. Les deux sous-branches concernées sont celles du ciment Portland et du béton prêt à l'emploi, dominées par les trois entreprises Aget-Lafarge, Titan et Italcementi, qui ont su se réorganiser.

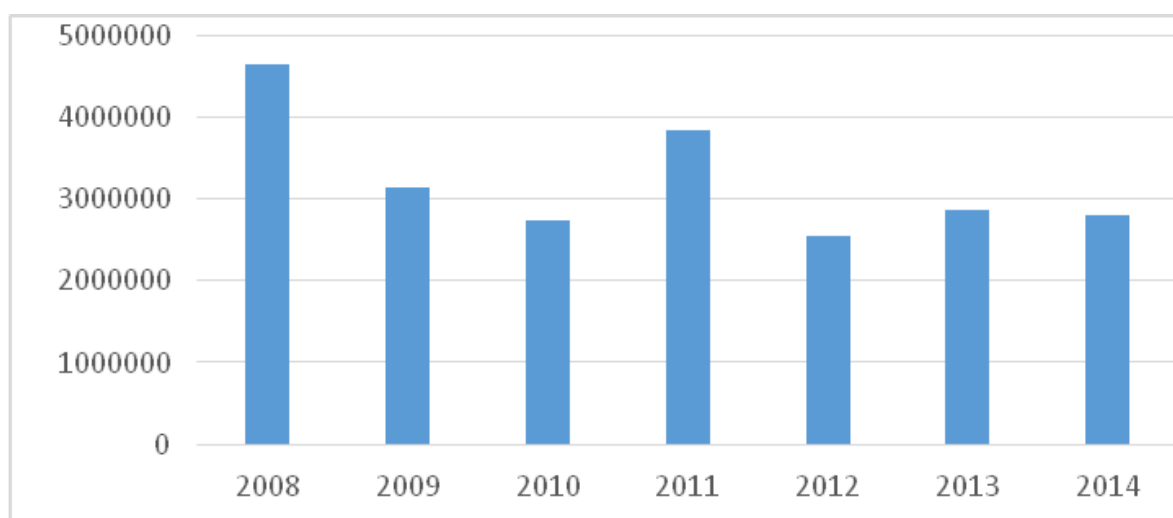
Graphique 4. Evolution de la production communautaire grecque (matériaux de construction) de 2008 à 2014 (en milliers d'€, en prix courants).



Source : Eurostat, productions communautaires Prodcom

Enfin, la filière métaux et produits métalliques, qui représente 20 % en 2008 et 14 % en 2014 de la production communautaire de la Grèce, évolue comme suit :

Graphique 5. Evolution de la production communautaire grecque (Métaux et produits métalliques) entre 2008 et 2014, en prix courants



Source : Eurostat, productions communautaires Prodcom

La filière est sensible à l'évolution des cours des matières premières, aluminium, cuivre et acier.

La crise a pour premiers effets le repli des productions et la réduction des marges. Elle a aussi comme conséquence, sinon le regroupement des structures de production, du moins la concentration de la production autour de points forts moins nombreux. Elle a sans doute commencé, bien avant 2009, dans les branches du textile, de l'habillement et du cuir en raison de l'ouverture de l'UE aux marchés des pays en voie de développement, ou dans la construction en raison de la saturation progressive du marché intérieur¹⁷⁶. Dans la division internationale du travail, les entreprises grecques définissent, crise aidant, leurs avantages comparatifs. Si l'Etat se consacre à la remise en ordre des finances publiques, l'entreprise privée se consacre à la transformation de l'économie.

II. La physionomie actuelle du produit industriel intérieur brut

La crise grecque est d'abord une crise financière, celle d'un Etat prodigue qui ignore superbement le marché, dans ses conceptions comme dans ses actes. Sa résolution, organisée par les mémorandums, passe par la cure d'austérité de l'Etat consommateur et le désarmement de l'Etat régulateur. L'industrie reste à l'écart de ces politiques. Elle en subit les conséquences négatives sur la consommation de ses produits et opère seule les réorganisations nécessaires. Les effets extrêmes de spécialisation qui la caractérisent par rapport à celles d'autres pays européens en sont la conséquence. Toutefois, ce « rétrécissement » n'est pas l'histoire d'un déclin ou d'une désindustrialisation, mais bien celle d'un renouvellement et d'une exploitation raisonnée de ses avantages, commencée bien avant la crise.

. La Grèce dispose en effet d'un appareil productif industriel comparable à celui d'autres pays de taille identique. Si en termes de PIB par habitant, elle demeure en net retrait des économies plus développées que sont celles de la France ou de l'Allemagne, la place relative du secteur secondaire dans l'économie n'en diffère pourtant pas. Une première réflexion sur la répartition sectorielle des activités permet de préciser les comparaisons.

¹⁷⁶ La baisse des permis de construire est enregistrée par la Banque de Grèce dès 2005.

. Une analyse plus fine des nomenclatures, au double niveau des PIB et des Prodcom, confirme le profil très prononcé de l'appareil industriel grec, par comparaison avec celui d'autres pays de l'UE. Une deuxième réflexion sur la « méditerranéité » de ce profil conclut à renoncer, au moins provisoirement, à l'existence d'une telle qualification.

. Enfin, la définition de la spécialisation industrielle interroge la capacité des nomenclatures à en rendre compte.

La Grèce est ainsi, à ces trois niveaux, un exemple pertinent qui pousse à réviser les jugements sur la notion de produit industriel.

1°) Le produit intérieur brut. Réflexions sur la distribution sectorielle des produits

L'exploitation des TER 2010 et la comparaison de la Grèce avec la France et le Portugal permet de donner un premier aperçu du produit grec.

Précisons de suite que le secteur secondaire est défini différemment selon les auteurs. Les mines et carrières ont longtemps été rattachées au secteur primaire (produits du sol comme les produits agricoles), mais sont le plus souvent aujourd'hui considérées comme transformant leurs produits et donc comme une branche de l'industrie. On exclut souvent la construction, qui recouvre, dans les nomenclatures, aussi bien la construction de logement et de bâtiments industriels que les travaux publics. Ceci ne nous paraît justifié ni du point de vue de la technologie, ni de celui de l'exportation, ni de celui de l'entrepreneuriat. L'exclusion des travaux publics priverait d'ailleurs l'étude de l'industrie grecque d'une branche particulièrement dynamique.

Comme termes de comparaison, la France a été choisie parce qu'elle est un pays d'industrie ancienne, sans être de tradition industrielle forte, et l'une des grandes économies développées de l'Europe. Le Portugal l'a été parce que sa population, son PIB, sa crise financière et la date de son entrée dans l'Union Européenne (1986), en font un pays proche de la Grèce.

On peut donner une première idée de la taille de ces pays par leur population. Le recensement de 2011¹⁷⁷ chiffre la population grecque à 10,8 millions d'habitants. Ce chiffre peut être comparé à celui de la population française de 65 millions d'habitants (65.8 si l'on tient compte de tous les territoires) en 2011. Le rapport est ainsi de l'ordre de 1 à 6 et cette

¹⁷⁷ Elstat, résultats provisoires, bulletin de presse du 22.07.2011.

proportion est d'un maniement simple et commode. Avec la population du Portugal en 2011, qui s'élève à 10,6 millions d'habitants, le rapport est de 1.

De la population on peut passer au PIB. Le PIB en 2010 de la Grèce est de 222 milliards d'€, celui de la France de 1936 milliards d'€ et celui du Portugal de 173 milliards d'€, soit des rapports de 1 à 8.7 et de 1 à 0.8. Les PIB/habitant sont respectivement de 20300 €, 30800 €, et 17000 €. Par habitant en 2010, le PIB grec ne représente ainsi que 2/3 du PIB français, et celui du Portugal 83 % du PIB grec. La France est un pays dont l'économie est certes plus avancée, ou plus ancienne, mais surtout plus diversifiée et plus « complète ». L'intensité économique, ou productivité, y est plus forte.

Le profil par secteur nous apprend qu'en 2010, la contribution de l'industrie au PIB (part du PIB industriel dans le PIB total) est, à peu de chose près, identique, sauf au Portugal où elle est nettement plus élevée (tableau 11). En 2010, les PIB industriels sont en effet pour la France, la Grèce et le Portugal respectivement de 467 milliards d'€, 52.3 milliards d'€ et 50.4 milliards d'€, soit des contributions aux PIB de 24.1 %, 23.6 % et 29.2 %. Cette contribution, peu éloignée de la moyenne de l'UE 27 (25.3 %), apporte sans doute un démenti à ceux qui pensent que la Grèce n'a pas d'industrie. Mais si le poids de l'industrie en Grèce est à peine plus faible dans l'économie globale qu'en France, il est inférieur à celui qu'il représente dans l'UE et nettement inférieur à celui qu'il représente au Portugal.

Tableau 11. Profils de PIB en 2010 (parts des secteurs en %)

2010	France	Grèce	Portugal	UE 27
secteur primaire	1,67	2,94	2,01	1,68
secteur secondaire	24,11	23,56	29,19	25,34
secteur tertiaire	74,22	73,5	68,80	72,98
	100	100	100	100

Source : Eurostat, TER 2010

Une partie de l'explication se trouve dans l'histoire du pays : la date de la Révolution industrielle est décalée par rapport à celle de la France et les désastres de deux guerres mondiale et civile entre 1940 et 1950 ont sans doute retardé la reconstruction et limité son intensité. L'industrie serait encore « jeune » ou « en voie de développement ».

Une autre explication peut être trouvée dans la place particulière des services (v. tableau 12) dans l'économie grecque, qui d'ailleurs explique aussi l'écart avec le Portugal (plus 4.4 points). C'est le cas des transports maritimes, du fait de la place de l'armement naval : 3 points de PIB de plus qu'en France et qu'au Portugal, du tourisme : 4 points de plus par

rapport à la France et 1.6 point de plus par rapport au Portugal, et des services immobiliers : 3 points de moins qu'en France et 3 points de plus qu'au Portugal. Cette place réelle des services explique aussi la représentation que l'on a souvent d'une économie grecque commerçante et non industrielle.

La notion même de répartition par secteur peut en outre poser des problèmes. La division sectorielle des activités a perdu de sa vertu en raison notamment de la diversification des branches d'activités et des produits. L'évolution de l'agriculture oblige à se poser la question du regroupement avec les Industries Agro-Alimentaires, bien des glissements étant intervenus entre les deux secteurs. Ainsi, il est intéressant de comparer la part des PIB agro-alimentaires (Agriculture + IAA) au Portugal (5.7%) et en Grèce (8.4%). Cela change le point de vue traditionnel d'un PIB agricole, où le Portugal apparaîtrait comme plus « avancé » que la Grèce (2.01 au Portugal pour 2.94 en Grèce en 2010). La place des cultures industrielles en Grèce explique en partie cette différence, qui n'est pas un « retard ».

La même question se pose pour les services. La théorie (Clarke, Fourastié, Sauvy) veut que les gains de productivité produisent le « déversement » d'un secteur dans l'autre, dans un ordre chronologique précis, de l'agriculture dans l'industrie (XIX^{ème} siècle), puis de l'industrie dans les services (XX^{ème} siècle). Ainsi, leur place au Portugal est de l'ordre de 69% du PIB en 2010, inférieure à celle de la Grèce, qui se distingue par des services particulièrement développés 73.5 %, mais cela veut-il dire que le Portugal s'attarde dans des structures industrielles dépassées ?

Le contenu détaillé des services¹⁷⁸ invite à des analyses plus nuancées (Guershunny, Gadrey) et leur évolution historique à une attention plus précise. La montée des services à l'industrie résulte pour une bonne part de l'externalisation de leurs coûts par les entreprises, qui les renvoie dans le secteur tertiaire. Il en est ainsi de la comptabilité, des services juridiques, des services locatifs. Des biens immatériels, comme les logiciels, puis les produits issus des TIC, ne sont apparus qu'avec la révolution informatique ; ils sont souvent des accessoires de machines et, assurant la commande numérique de la plupart d'entre elles, ils améliorent les performances de la production. D'autres sont des biens culturels comme le design ou la publicité, qui s'incorporent dans les produits industriels. Enfin, une économie de biens purement culturels ou créatifs liant supports et contenus écrits, audio, vidéo (voir

¹⁷⁸ Un essai de regroupement des services a été effectué sur les codes suivants : Commerce code G, transport code H 49 à 51, Télécom code J61, Services financiers code K, services immobiliers et construction code L et F, services à l'industrie codes M et N, Produits culturels codes J58 59 60 et codes R90 à 93, Tourisme code I, services à la personne codes S96 et T, Administration codes O, P et Q.

nomenclature des TIC, activités artistiques et sportives) préside au succès de l'économie « créative » (Florida 2002)¹⁷⁹. On pourrait y ajouter les activités liées aux loisirs, et l'on s'est longuement interrogé sur la nomenclature des activités liées au Tourisme (Laurent Tissot, 2000)¹⁸⁰, hôtellerie-café-restauration, transports non urbains, camping-car et voyagistes.

Il est alors intéressant de revoir la structure des PIB par pays sous cet angle, et de vérifier leurs spécialisations (tableau 12).

Par exemple, en 2010, les transports représentent 2.34 % du PIB au Portugal et 5.2 % en Grèce, parce que la Grèce a acquis dans l'armement naval une place exceptionnelle. Le tourisme représente dans ces deux pays respectivement 5.1 et 6.78 % du PIB, ce qui confirme la vocation de cette dernière¹⁸¹. Mais si l'on compare les services à l'industrie, le Portugal a mieux développé ceux-ci (8.12 % contre 6.30 %), preuve indirecte du parallélisme entre leur développement et celui de l'industrie. En revanche, les deux pays sont ici par rapport à la France très en retard (14.02 %).

Tableau 12. Part de certains services dans les PIB en 2010 (en %)

2010	France	Grèce	Portugal	UE27
Agriculture + IAA	4,62	8,39	5,66	3,73
Travail métaux et machines	4,54	2,80	5,03	6,83
Commerce	10,01	10,90	12,16	11,01
Transports	2,23	5,20	2,34	3,02
Télécom	1,75	2,99	2,19	1,57
Serv. Financiers	4,97	4,38	6,64	5,93
Serv. immobiliers + construction	18,55	16,63	13,41	16,56
Serv. industrie	14,02	6,30	8,12	11,75
Prod. Culturels	2,72	2,95	1,78	2,60
Tourisme	2,47	6,78	5,1	2,99
Etat	12,18	13,41	13,63	12,01
Santé action sociale	8,20	4,44	5,39	7,46

Source, Eurostat, TER 2010

Les biens culturels distinguent la Grèce 2.95 % et l'on sait qu'en pleine crise, le pays investit un point de PIB dans les installations du Musée d'Art moderne, du complexe Niarchos, du

¹⁷⁹ Richard Florida : op.cit.

¹⁸⁰ Tissot, Laurent : « Naissance d'une industrie touristique. Les Anglais et la Suisse au XIX^e siècle. » Payot, Lausanne 2000. INSEE, compte satellite tourisme : la consommation touristique représente 8% du PIB Aquitain (Véronique Decret et Kevin de Biasi) Quatre pages INSEE Aquitaine N°218 Juin 2014.

¹⁸¹ En 2015, le nombre des touristes atteint 23 millions.

musée Goulandris et du musée archéologique¹⁸². Enfin l'administration tient une place importante. Dans les activités de santé et sociales, la Grèce se décale nettement.

La comparaison avec la France et le Portugal établit à ce stade non seulement l'importance de l'industrie dans l'économie grecque, mais encore sa permanence après les crises. En revanche, on ne peut que noter le caractère poreux et relatif des nomenclatures, le danger des jugements économiques fondés sur les secteurs rigides et l'importance de l'immatériel dans la production industrielle moderne. Les profils industriels peuvent différer beaucoup, dès que l'on descend dans l'analyse plus détaillée des nomenclatures, et le cas de la Grèce est ici particulièrement éclairant.

2°) Profils industriels, spécialisations et « méditerranéité »

L'étude détaillée des productions de la Grèce montre en effet une forte spécialisation de ses activités industrielles par rapport à d'autres pays de l'Union Européenne. La question que nous nous posons depuis longtemps est celle de sa qualification méditerranéenne. Il ne suffit pas de montrer que la Grèce fabrique des produits méditerranéens, mais il faut encore que ce profil très prononcé soit partagé avec d'autres pays qui appartiennent eux-mêmes au bassin méditerranéen.

Nous avons testé ces hypothèses à partir de deux sources, les produits intérieurs bruts (tableaux emplois ressources) et les productions communautaires (enquêtes Prodcom). La nomenclature « activités produits » d'Eurostat leur est commune.

a) Produits intérieurs industriels bruts

Ce qui est vrai des services, l'est effectivement aussi des différentes branches de l'industrie : elles n'ont pas le même poids dans les trois pays considérés et en Europe (tableau 13). Cette différence de profil nous paraît justement éliminer l'hypothèse méditerranéenne : si les branches principales de la Grèce sont bien liées à la localisation, ce n'est pas le cas, en dehors de l'agroalimentaire, pour la France et le Portugal.

¹⁸² Musée d'Art Moderne, installé dans l'ancienne brasserie Fix (34 millions d'€) ; la fondation Niarchos construit en front de mer à Neo Faliro la Scène lyrique et la Bibliothèque Nationale (1.5 milliard d'€), le musée Goulandris d'art contemporain à Pangrati (30 millions d'€) est en pleine reconstruction et le musée national archéologique rénové vient d'ouvrir. Les investissements cumulés de ces 4 établissements représentent 1.6 milliard d'euros, soit près d'1 point de Pib.

Ainsi le poids de l'industrie agroalimentaire, tabac inclus, est en Grèce presque double de celui constaté en France et au Portugal et triple de la moyenne européenne. Il en est de même du poids de l'énergie (produits pétroliers et production d'électricité) qui représente 2.5 fois le poids européen et 1.5 fois le poids français. A ces branches bien représentées il faut ajouter le textile, les mines, la métallurgie de base, les produits non métalliques, la pharmacie. Dans les cas les plus importants, la localisation géographique est une donnée essentielle : spécificité climatique de l'alimentation grecque, spécificité géologique des filières métalliques (aluminium, cuivre), spécificité géopolitique dans le cas des produits pétroliers. Inversement, l'industrie grecque ne concurrence pas les points forts des pays européens, produits électriques et électroniques, machines et matériels de transports : le rapport des parts dans les Pib de la Grèce et de l'UE 27 est de 1 à 3 (3 pour les produits électroniques, plus de 5 pour les machines) ; il est aussi de plus de 2 pour les services à l'industrie.

La comparaison avec le Portugal est aussi éclairante. Ce n'est pas seulement par le poids du secteur secondaire que ce pays se distingue. Mais par une diversification plus grande et une meilleure répartition de l'industrie entre ses différentes branches. Le textile, le bois (le liège, dont le Portugal est le premier producteur mondial), le papier, les matériaux de construction (verrerie, porcelaine et poteries), les meubles témoignent de cette variété. Le pays a augmenté aussi sa participation dans le secteur automobile européen, possède une industrie de moulage de niveau international et accueille des industries électriques et électroniques.

La construction est une branche intéressante : les valeurs présentent des écarts sensibles. Il faut tenir compte du poids des travaux publics, sous-secteur bien représenté en France ou en Grèce par des entreprises vigoureuses. En outre, le prix à la construction peut varier considérablement entre pays (coût des terrains, des matériaux, de la main d'œuvre). Enfin et surtout, la Grèce connaît depuis 2008 un vif recul du poids de cette branche qui passe de 25 % du PIB à 18 % en 2010. Ce recul, qui s'est poursuivi en 2011 (11%) et sans doute en 2012 et 2013, est le résultat de la crise mais aussi de la saturation des deux marchés du logement (déjà ancienne, 2005 si l'on en croit l'évolution des permis de construire) et de l'immobilier commercial (bulle immobilière plus récente).

Tableau 13. Parts des branches industrielles dans le PIB industriel en 2010 (en %)

Branches	France	Grèce	Portugal	UE 27
Mines	0,52	1,20	1,42	3,27
Agroalimentaire	12,26	23,13	12,52	8,08
Textile, Habillement, Cuir	3,04	4,28	7,61	2,30
Bois	0,74	0,87	1,70	1,27
Papier	1,15	0,88	2,12	1,55
Impression	0,94	1,12	1,13	1,38
Produits pétroliers	7,64	13,61	9,86	1,25
Chimie	3,72	2,07	2,30	4,17
Pharmacie	1,93	3,08	1,36	2,97
Caoutchouc, Plastiques	2,46	0,65	2,18	2,78
Produits non métalliques	1,58	3,02	3,68	2,45
Métaux de base	1,34	2,27	0,82	2,25
Produits métalliques	4,56	3,22	4,88	5,88
Produits électroniques	2,21	0,90	2,12	2,83
Produits électriques et optiques	1,83	1,30	1,98	3,08
Machines et biens d'équipement	2,60	1,19	1,40	6,31
Véhicules routiers	4,02	2,00	5,76	5,07
Autres transports	2,26	1,03	0,29	1,54
Ameublement	2,96	2,26	2,81	2,78
Réparation et entretien	3,87	0,63	1,50	2,40
Production d'électricité et de gaz	7,55	9,57	8,66	8,17
Traitement et distribution de l'eau	0,96	0,92	1,41	1,05
Traitement des effluents et déchets	2,55	2,86	2,10	2,89
Construction, Travaux Publics	27,29	17,94	20,40	24,27
Total	100	100	100	100

Source : Eurostat, TER 2010

Il reste que l'industrie grecque concentre dans quatre branches les deux tiers de son activité. Les trois quart si l'on y rajoute la pharmacie et la filière métallurgique (mines, métallurgie de base et produits métalliques). Cette concentration est exceptionnelle en Europe. L'indice de dispersion moyen des 23 parts de branches hors construction (écarts à la moyenne) est de 1.56 pour l'UE et de 3.16 pour la Grèce.

L'analyse des tableaux Prodcum est un autre angle d'analyse, plus proche de la réalité des produits parce que plus détaillée.

b) Productions communautaires 2014

Le traitement des données Prodcom¹⁸³ confirme l'hyper spécialisation du produit grec et l'importance des facteurs géographiques. Mais cette fois, une analyse fine de ces données permet de mieux poser l'hypothèse méditerranéenne¹⁸⁴.

Eurostat met à disposition des données sur les produits commercialisés en Europe pour chaque pays. Ces données sont fines (nomenclature de 3.839 produits), la série couvre les années 1995 à 2014, et les 27 pays de l'UE, permettant par conséquent des comparaisons détaillées. Evidemment, la vision obtenue à travers ces tableaux est incomplète, puisqu'elle se limite aux entreprises de plus de 20 salariés, à des biens matériels et qu'elle exclut les produits agricoles, l'énergie, la construction et le traitement des déchets et effluents. Elle comporte donc un biais, puisqu'elle exclut au moins deux des points forts de l'industrie grecque, l'énergie et les travaux publics.

On a comparé le produit grec à ceux du Portugal et de la France, puis à ceux de l'UE 27, de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne, à la recherche du profil méditerranéen.

L'analyse de cette base a été conduite à la fois au niveau formel (le nombre de lignes de produits par branche et par pays) et au niveau du contenu.

. Elle révèle en premier lieu un certain biais de nomenclature

Le biais se situe dans le refus plus ou moins prononcé des pays de fournir des renseignements jugés confidentiels sur leur production industrielle. France et Turquie s'y distinguent, pour des raisons très partiellement militaires. Mais l'Allemagne aussi. Les pays les moins avancés se comportent plutôt bien.

Plus intéressant est le fait que les pays supposés les moins avancés comme la Grèce et le Portugal n'ont rien à déclarer dans un grand nombre de lignes : 57 % des lignes pour le premier, 45 % pour le second, indices probables de diversification moindre.

Enfin, si les Industries agro-alimentaires (IAA codes CPA 10 à 12) représentent 10 % des 3.939 lignes de produits, la chimie (codes 20 à 22) en représente 19, les industries « modernes » comme métallurgie, produits électriques et électroniques, machines et matériels de transport, outillages divers et réparation (codes 24 à 30 et 32 à 33) 50 % et les industries traditionnelles 21 % (matériaux de construction, mines, textile, habillement, cuir, bois

¹⁸³ Pour des raisons techniques, on n'a malheureusement pas pu prolonger cette analyse en exploitant la base Comext, qui intègre les données de production communautaire et de commerce extérieur.

¹⁸⁴ Intrinsèquement, le Portugal n'a pas de façade méditerranéenne, mais sa culture peut être considéré comme méditerranéenne.

ameublement, papier et presse). Il y a là une sorte de prime aux révolutions industrielles plus anciennes, mais aussi une certaine ignorance de l'évolution très rapide des produits alimentaires et des produits immatériels ou « culturels ». Les nomenclatures sont d'ailleurs en cours de refonte.

. Elle révèle en second lieu une concentration par branche, en valeur, encore plus forte que dans les TER, qui ne s'explique qu'en partie par l'exclusion de certaines branches d'industrie. Les différences de profils industriels sont impressionnantes (tableau 14).

Les pays méditerranéens se caractérisent par une proportion remarquable de produits agro-alimentaires, le profil italien (17%) se rapprochant cependant de l'allemand (14%). La Grèce se distingue, avec une part proche de la moitié de sa production. La proportion des produits papier presse est comparable à celle de l'UE 27 (5.4 %) de même que la chimie au sens large, pharmacie et matières plastiques incluses (15.8 %), les produits non métalliques (5.2 %) et la métallurgie de base (10.9 %).

En revanche, la part des produits métalliques, électriques et électroniques, machines et véhicules est plus de 5 fois inférieure à leur part dans l'UE 27 et 6.5 fois inférieure à leur part en Allemagne (7% contre 38 % dans l'UE et 46% en Allemagne). Le Portugal, comme l'Espagne, se distingue ici nettement de la Grèce par son industrie automobile et ses produits métalliques, mais aussi par ses industries traditionnelles déjà citées. On note aussi la place remarquable de l'Italie dans le domaine des machines et équipements, proche de celle de l'Allemagne. La Grèce ne profite pas de ses coûts de main d'œuvre plus bas pour attirer une industrie délocalisée, ce qu'elle avait réussi à faire dans le passé.

Tableau 14. Parts de certaines branches dans les productions communautaires, par pays, en % en 2014

Branches	Grèce	Portugal	Espagne	Italie	France	Allemagne	UE 27
Industries agroalimentaires	47,53	25,23	32,03	17,58	28,45	14,20	19,32
Textile habillement cuir	3,56	12,19	3,30	6,81	1,61	0,97	2,64
Bois ameublement	1,47	6,52	2,31	4,06	2,61	2,98	3,20
Papier presse	5,41	7,84	4,53	4,75	4,05	3,69	4,21
chimie pharmacie, plastiques	15,84	13,42	14,91	13,04	17,21	16,86	16,56
Produits non métalliques	5,18	4,85	3,63	3,88	3,70	2,39	3,06
Métallurgie de base	10,90	2,43	5,71	7,57	2,58	6,99	6,99
P.métall.électr.électron. Mach. Véhicules	7,35	24,85	29,23	36,78	31,54	46,43	38,44
Réparation installation	0,90	1,71	3,00	2,96	6,09	3,38	2,98

Source : Eurostat, productions communautaires 2014

. Enfin, peut-on parler de localisations industrielles préférentielles dans le bassin méditerranéen ?

Une première réponse se réfère au problème évoqué par Gérard Chastagnaret. Tous les chiffres cités, qui recouvrent des produits et des entreprises précis, montrent que les pays riverains de la Méditerranée ont une industrie développée et riche. Pour aller plus loin, l'Espagne et surtout l'Italie, la France et à un moindre degré la Grèce, sont des pays industriels. L'Égypte a une solide tradition industrielle. Le Maghreb construit lentement une base industrielle.

Un deuxième élément de réponse se réfère au profil de ces industries : comparées à l'UE 27 et à l'Allemagne, elles présentent évidemment des profils différents. Mais pas tant que ça. Le poids de l'énergie, de la chimie et de la transformation des métaux les range dans le lot commun des économies industrielles avancées, les provinces rhénanes n'ayant aucune exclusivité dans ce domaine.

Un troisième élément de réponse est donné dans le tableau ci-dessus. L'industrie agroalimentaire, très méditerranéenne par son contenu, distingue incontestablement les pays méditerranéens de l'Allemagne, et, à l'exception relative de l'Italie, de l'UE27. Mais c'est la seule branche vraiment localisée, du moins à première lecture. Si les produits « traditionnels » textiles, bois cuir papier, matériaux de construction, et peut-être métallurgie de base et ses premiers sous-produits, peuvent être rattachés à cette aire, c'est sans doute plus par une sédimentation historique que par la localisation des matières premières.

Il faut affiner l'analyse en recherchant dans chaque pays les produits dont la production, par exemple, dépasse, en valeur, 10 % du total réalisé pour ces produits par l'UE 27. La Grèce (tableau 15) occupe cette place pour 21 produits, dont 6 métalliques (aluminium, cuivre) et non métalliques (marbres, ciments, pierre ponce, émeri et abrasifs), 8 agroalimentaires (olives, huiles d'olive et de coton, raisins secs, fruits), qui peuvent être reliés au sous-sol ou au climat du pays. Mais on y trouve aussi les sacs d'emballage en plastique, les grille-pains, des textiles (fourrures, pelotes de fil de coton, tissus à nœud), des emballages pharmaceutiques (cachets), des étiquettes et des cuirs.

Tableau 15. Produits grecs dont la production dépasse, en valeur, 10 % de celle de l'UE27, en 2014

Produit	Part en %
Aluminium ores and concentrates	94,8
Marble and travertine, crude or roughly trimmed	14,1
Industrial diamonds, unworked or simply sawn, cleaved or bruted; pumice s	37,5
Prepared or preserved olives (excluding prepared vegetable dishes and olive	15,3
Dried grapes	29,6
Fruit, prepared or preserved, n.e.c. (excluding Müsli)	13,3
Oils and their fractions obtained solely from olives, crude (including those bl	15,4
Crude cotton-seed oil and its fractions (excluding chemically modified)	100,0
Oils and their fractions obtained solely from olives (including those blended v	13,4
Refined cotton-seed oil and its fractions (excluding chemically modified)	98,5
Communion wafers, empty cachets of a kind suitable for pharmaceutical use	35,6
Yarn of combed cotton, n.p.r.s., for other uses (including carpets and floor c	85,2
Sacks and bags, of knitted or crocheted polyethylene or polypropylene strip	15,1
Knotted netting of textile materials (excluding made-up fishing nets of man-m	10,9
Articles of apparel and clothing accessories, of furskins (excluding hats and l	31,4
Leather of swine without hair on; parchment-dressed or prepared after tanni	10,6
Labels of paper or paperboard (excluding printed, self-adhesive)	15,5
Cement clinker	14,3
Aluminium bars, rods and profiles (excluding rods and profiles prepared for	10,8
Copper tubes and pipes	11,3
Domestic electric grills and roasters	24,18

Source : Eurostat, productions communautaires 2014

Est-ce vrai des autres pays riverains ?

On a analysé les lignes de produits Prodcom, en nombre par branche en 2014. On a vérifié (tableau 16) pour les pays riverains et pour l'Allemagne la répartition par branche du nombre de lignes de produits dont la valeur dépasse 10 % de celle de l'UE27. Là où la Grèce aligne 21 lignes, Le Portugal en aligne 132, l'Espagne 609, la France 988, l'Italie 1690 et l'Allemagne 2054. Dans les machines et véhicules et dans les divers, la Grèce n'en a aucune.

Tableau 16. Répartition par branches des lignes de produits dont la part, en valeur, dépasse 10 % de celle de la production communautaire en 2014 (en nombre de lignes)

	Grèce	Portugal	Espagne	Italie	France	Allemagne
IAA	38,1	9,1	21,5	9,1	18	9,1
Textile bois cuir papier meubles	28,6	55,3	22,9	22,2	13,4	8,9
Chimie, pharmacie plastique	0	11,4	19,4	12,7	17,8	19,2
Filière métaux, mat construction	28,6	14,4	19,2	22,2	19,3	21,6
Filière électricité électronique	4,8	6,8	3,6	8,3	10,1	13,8
Machines et matériels trpts	0	1,5	8,9	19,5	13,5	21,9
Divers et réparation	0	1,5	4,5	6,1	7,9	5,5
	100	100	100	100	100	100

Source : Eurostat, productions communautaires 2014

Ces premiers chiffres fonctionnent comme une loupe qui grossit l'importance relative des activités industrielles de chaque pays, leur spécialisation. De manière générale, les pays riverains sont plus spécialisés dans les IAA et les industries traditionnelles (textile-habillement, cuir bois), alors que l'Allemagne l'est plus dans l'électricité-électronique, les machines, les matériels de transport. Mais la chimie et ses dérivés, les produits métalliques et non métalliques ont un poids équivalent ou très significatif dans les pays riverains comme l'Espagne, l'Italie et la France. Si la localisation est un élément important de définition du profil industriel, il nous semble que le stade d'industrialisation est tout aussi important, en rapport avec l'histoire industrielle et avec les modes d'organisation. Il est ainsi difficile de regrouper des pays du Sud, France et Italie occupant une place intermédiaire.

En réalité, dans ces économies mondialisées et soumises à une pression accrue de la concurrence, les industriels spécifient le produit pour maintenir leur marché, jouant sur l'effet de localisation pour établir un monopole : filière métallique (bauxite aluminium), régime méditerranéen variantes grecque, espagnole, italienne, arabe ou turque, régime germanique (bière charcuteries), carrefour géopolitique (Baltique, Grèce, Turquie, Syrie) emprunté par les flux pétroliers et gaziers. Ce recensement de la spécification locale des produits, élément structurant de l'économie industrielle, constitue un des intérêts de l'étude de l'économie industrielle de la Grèce.

Ces observations doivent être nuancées en raison de la comparabilité relative qui résulte de la nomenclature. Il se peut en outre que les nomenclatures ne présentent pas une efficacité suffisante pour permettre de distinguer ces produits.

3°) Efficacité des nomenclatures

On ne peut pas, à lire ces tableaux, ne pas se poser la question de la « fidélité » de la représentation du produit industriel. Les tableaux Prodcom, plus que les TER, sont très significatifs de cette distorsion, tant au niveau des lignes prévues par branche (33% des items sont concentrés sur les produits de la chimie et de la mécanique), qu'à celui du nombre des cases non renseignées, ou à celui des parts de branche. La nomenclature est faite pour des pays industriels avancés et calée sur leur production. Elle comporte des regroupements à des niveaux suffisamment agrégés pour qu'on puisse toujours s'y rattacher. Toute nomenclature reflète le regard de celui qui la construit et la nomenclature européenne reflète le regard des

pays industriels situés au cœur de l'Europe, comme l'Allemagne, au détriment des pays périphériques.

Mais la distribution des produits par branche signale des économies bien précises. On l'a vu pour la congruence des branches avec la réalité économique (comment décrire le tourisme, les industries créatives, les TIC ?), pour la porosité des secteurs, pour les nomenclatures de produits. Il faut y ajouter la notion de comparabilité de produits différents, qui ne peut être effective que moyennant un niveau suffisant d'agrégat. On pense à ces produits inimitables que sont les *glyka koutaliou*, les dérivés du mastic, les *pasteli*. La nomenclature grecque dite onomatologia¹⁸⁵ de 2008 est intéressante parce qu'elle spécifie la Grèce : le commerce de détail (à 8 chiffres il est vrai) représente 1.036 items contre 202 dans la nomenclature CPA à 6 chiffres et le commerce de gros 1.635 contre 106. Inversement, l'industrie est nettement mieux représentée dans CPA (59%) que dans l'onomatologia (11%). Que dire des SYALS, ou des AOC¹⁸⁶ ou des labels qui ont précisément pour but d'établir un « monopole » fondé sur des caractéristiques « incomparables », buts précisément incompatibles avec ceux d'une nomenclature ?

L'aptitude des nomenclatures à représenter la réalité industrielle est ainsi contestable sur un plan méthodologique, au sens où elle ne parvient à décrire les particularités qu'en descendant au niveau le plus fin d'analyse, qui la rend justement « incomparable ». Ce qui distingue les produits alimentaires dans le monde distingue sans doute nombre de produits industriels et de processus de production : la « méditerranéité » se loge sans doute à ce niveau.



Glyka koutaliou. Ici raisins confits.

¹⁸⁵ Respectivement fruits au sirop (γλυκά κουταλιού), pâte de nougats au sésame(παστέλι). Le mastic (μαστίχα) est une résine utilisée comme calfat de tonneaux de vin (résiné), dans l'ouzo et dans des produits de beauté. L'onomatologia (ονοματολογία) est un catalogue fiscal de dénominations de produits, reclassés dans la nomenclature NACE .

¹⁸⁶ SYALS : Systèmes Agroalimentaires Localisés Spécialisés. AOC : Appellation d'Origine Contrôlée.

Le produit industriel, si l'on fait effort pour dépasser les fantasmes identitaires, s'est ainsi formé en Grèce depuis la guerre grâce à la volonté forte et continue de ses industriels. La structure par branche, son évolution rapide et les adaptations aux nouvelles données de la division internationale du travail, sont leur fait bien plus que de décisions politiques. Que la consistance du produit ait échappé à l'observation est dû en partie aux vicissitudes politiques et bien sûr au ressenti de la crise. Mais cela est aussi dû à la division plus intense des tâches, à la dématérialisation technique des produits, à l'évolution des besoins et des goûts et aux changements dans les définitions (nomenclatures) qui en résultent et qui troublent les termes des comparaisons.

Les comparaisons montrent justement que le produit industriel grec est à la fois plus diversifié et plus concentré qu'on ne le soupçonnait. Son évolution épouse assez étroitement celle de l'industrie dans le monde. Il est cependant différent en ce qu'il s'établit sur des lignes de rentabilité, qui ne sont évidemment pas celles de la France ou de l'Allemagne et les analyses détaillées confirment ces spécialisations. Il est en revanche beaucoup plus difficile d'en déduire un modèle industriel, par exemple méditerranéen, malgré des indices forts, comme l'agroalimentaire, la construction ou la métallurgie. Il faudrait ici affiner la description des produits, mais aussi celle des processus de production.

Cette recherche renvoie aussi aux problèmes de localisation de la production. On ne peut concevoir d'évolution dans la division plus poussée du travail que l'on a décrite, sans une évolution parallèle des espaces dans lesquels elle s'inscrit : spécialisation et agglomération spatiale vont de pair. Elle renvoie encore à la localisation des marchés auxquels s'adressent les produits. La mondialisation s'accompagne d'un nouveau dessin des marchés, d'un redéploiement des échanges extérieurs, fonction des distances. La géographie commande à la fois le lieu de production et le lieu de vente. La Grèce en crise développe des espaces étroitement emboîtés, qu'elle construit sur sa géographie particulière.

Chapitre 2 : La FORMATION DES ESPACES INDUSTRIELS

Les effets de la crise sur les espaces, intérieur et extérieur

« Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. » Montesquieu, l'Esprit des Lois

« Comme au moyen du transport par eau, un marché plus étendu s'ouvre à toute sorte d'industrie, que ne l'eut permis le seul transport terrestre, ainsi l'industrie de toute sorte se divise et s'améliore sur les côtes et le long des voies navigables, et, fréquemment, il ne faut pas longtemps pour que ces améliorations ne se répandent dans l'intérieur du pays. » Adam Smith.¹⁸⁷

« On connaît l'émotion que donnent les études de géographie historique, où la poésie du temps se superpose à celle de l'espace : à l'étrangeté qu'a l'existence d'un lieu, s'ajoute l'étrangeté du toponyme..., ce qui fait que peu de lectures sont aussi poétiques que celle d'une carte géographique. » Paul Veyne : Comment on écrit l'histoire

Les Grecs ont une notion de l'espace qui leur est propre, produit d'une longue histoire, mais aussi d'une géographie originale. Ils ont construit plusieurs espaces emboîtés, intérieurs et extérieurs.

. La construction de l'Etat bavarois¹⁸⁸ autour d'Athènes, la « Catastrophe » d'Asie Mineure¹⁸⁹ déplaçant plus d'un million de personnes vers Salonique et Athènes, l'exode rural d'après-guerre, ont, en premier lieu, provoqué des modifications brutales des espaces intérieurs et des regroupements de populations. Ces événements expliquent que l'activité industrielle se soit polarisée autour des deux marchés de consommation d'Athènes et de Salonique. En second lieu, un relief très montagneux isole les plaines côtières les unes des autres, que seule la mer relie. La localisation des activités industrielles « sur l'eau » est de ce fait une constante de la géographie économique de la Grèce. Enfin, les données géologiques et climatiques ont déterminé les avantages comparatifs des filières industrielles et par voie de conséquence l'implantation des entreprises. En même temps que l'activité industrielle s'accroît, elle se

¹⁸⁷ “As by means of water carriage a more extensive market is opened to every sort of industry, than what land carriage alone can afford it, so it is upon the sea coast and along the banks of navigable rivers that industry of every kind naturally begins to subdivide and improve itself and it is frequently not till a long time that those improvements extend themselves to the inland parts of the country”. Adam Smith, Wealth of Nations, Livre I chap 3

¹⁸⁸ Othon 1^{er} est installé sur le trône de Grèce le 7 mai 1932 par le traité de Londres. Fils de Louis 1^{er} de Bavière, mineur, il est accompagné de 3500 soldats bavarois et entouré d'un Conseil de Régence bavarois. Sa majorité est déclarée le 1^{er} juin 1835.

¹⁸⁹ Défaite de l'armée grecque en Asie mineure en 1923 par l'armée turque, suivie de l'exil des Grecs installés depuis plusieurs siècles.

répartit mieux, dans un espace intérieur qui s'unifie le long des nouveaux moyens de communication autoroutiers.

. Depuis les colonies antiques envoyées de la côte d'Ionie vers la Sicile, l'Égypte ou le Pont¹⁹⁰, jusqu'à l'administration, pour compte de l'Empire Ottoman, de la Moldavie et de la Valachie¹⁹¹, sans parler des communautés installées en Asie Mineure ou de celles plus récentes de Mer Noire et d'Égypte, les Grecs peuplent le bassin méditerranéen de cités vivaces entre lesquelles s'organise un commerce intense. A la fin du 19^e siècle, l'émigration transocéanique les a conduits en masse vers les États-Unis. Dans les années 1960, l'émigration économique les a dirigés vers l'Allemagne, l'Australie et l'Afrique. La Grèce a ainsi dessiné une carte du monde qui lui est propre, à la fois ethno-centrée et diasporique, et qui témoigne d'une grande facilité à se projeter dans le vaste monde. Les espaces extérieurs de la Grèce présentent ainsi des caractéristiques prononcées : « tropisme » balkanique et méditerranéen, faible adhérence à l'espace européen, ouverture au grand large de la diaspora. Même si l'intégration à l'Union Européenne a profondément restructuré cet espace extérieur, l'ouverture au monde continue d'imprégner les représentations et les actions et explique la progression plus forte des exportations extra européennes de la Grèce en temps de crise.

I. Une activité mieux répartie dans un espace intérieur unifié

La situation à la surface du globe et le hasard de la nature des sols confèrent à chaque pays des avantages ou désavantages naturels. L'industrie, qui en dépend, ne se disperse donc pas au hasard dans l'espace. Son installation est tributaire de données physiques ou climatiques, mais depuis Montesquieu, l'évidence du climat fait qu'on ne s'y réfère plus guère. Elle est tributaire de données économiques, en particulier de l'économie marginale réalisée sur un transport, sur le partage d'expériences, sur le prix d'un terrain. Elle est enfin tributaire de données culturelles, les migrations ou l'élaboration et partage de savoirs. Les phénomènes de localisation, d'agglomération, d'allocation géographique ont été bien étudiés, soit de manière

¹⁹⁰ Pont Euxin ou Mer noire.

¹⁹¹ La Valachie est une province de l'actuelle Roumanie ; la Moldavie, située à l'est de la Roumanie, est à cheval sur la Roumanie, la Moldavie ancienne république soviétique et l'Ukraine.

générale, soit dans le cas particulier de la Grèce, et la bibliographie est relativement importante.

Cependant, la dimension géographique de la crise¹⁹² n'a guère été abordée par les chercheurs. Pour des raisons de rareté des données statistiques, leur travail n'a pu se déployer normalement dans les deux dernières décennies, ce qui fait que le champ de l'industrie grecque n'a pu bénéficier des acquis de la spécialité. Le défaut de localisation des données de valeur ajoutée ou d'emploi au niveau du département (le nome) est un frein sérieux à la fois à la prise de connaissance du tissu grec et à la construction d'éventuels modèles régionaux de croissance.

Avant de constater l'état de la répartition des activités industrielles, il convient de réfléchir les effets de localisation qui sont propres au territoire grec. Les choix de localisation industrielle résultent de la géographie physique du pays, du processus d'unification en cours par son réseau de communications, mais aussi de phénomènes d'agglomération liés aux marchés de consommation comme aux structures de production (districts et réseaux). On constate, au moyen des données d'Elstat que l'effet de dispersion qui résulte de ces différents choix depuis la guerre est plus important que ce qu'on en a écrit.

1°) Localisation industrielle

La géographie fut à notre recherche balbutiante une des portes d'accès à l'industrie de la Grèce et, sensible à la poésie des cartes comme des paysages, nous le fûmes naturellement à celles des Atlas de Kayser en 1964 et de Sivignon en 2004. Ce qui crée la poésie, c'est la distance entre le parcours de terrain et sa représentation comme lieu géographique, aux échelles multiples que la science rend possible, aux temps différents que permettent d'appréhender les documents datés que sont les photographies, les cartes anciennes, les éléments de paysage. Nous cherchons à montrer avec quelques exemples, à l'échelle du nome, l'espace qui héberge l'objet étudié - plaine de Messénie, tracé de la route du Pirée, habitat des fourreurs de Kastoria (Καστοριά), pentes à pommes du Pilion (Πήλιον) - que la cartographie satellitaire permet aujourd'hui d'imager. Il en est ainsi du dessin en Z inversé de l'axe PATHE que forme aujourd'hui l'essentiel de l'industrie grecque entre les trois grandes cités du pays, Patras, Athènes et Salonique. Enfin, on pense aux cartes qui dessinent les avantages naturels

¹⁹² Je dois à Michel Sivignon l'insistance du géographe sur ce point : comment la crise se traduit-elle dans l'espace ?

du pays, sa position stratégique -si ancienne et si moderne- la carte des diasporas tracée par Prevelakis et Sivignon, ou celle des exportations. La carte est ainsi non seulement le support spatial précis d'un inventaire, mais elle est aussi une image, qui le rend, y compris d'un point de vue esthétique, sensible.

Le lien entre la théorie économique et les cartes passe sans doute par le paysage. L'ouvrage remarquable de Kostas Chatzimichalis, « Paysages Grecs contemporains » s'attaque à ce que Vidal de la Blache¹⁹³ avait énoncé, le paysage comme œuvre humaine autant que naturelle. Il constitue en effet la matérialisation de l'avantage naturel à un stade donné de son exploitation : paysage agricole (Beauce de l'open space céréalier, terrasses minuscules à pommes du versant oriental du Pilon), paysage industriel (terrils du Pas de Calais, mines à ciel ouvert de Milos), paysages de services (aéroport de Roissy, quai porte-conteneurs du Pirée) représentent exactement des pratiques économiques. La Grèce a localisé « sur l'eau » la plupart de ses grandes industries, tirant avantage de la proximité d'un rivage accessible ou aménageable de ses mines et carrières.



Mine de bentonite à ciel ouvert de Milos en Egée.

Le paysage industriel est ainsi une transition logique vers la théorie de l'agglomération spatiale, dont les divers développements constituent un des progrès les plus significatifs de la théorie économique récente. Aux Etats-Unis, Coase et Williamson, en Italie Beccattini, en France Lipietz¹⁹⁴, ont appuyé le choix de la localisation des industries sur les économies de transaction, externes ou d'échelle.

¹⁹³ Paul Vidal de la Blache, fondateur avec Lucien Gallois des Annales de Géographie en 1891. « *Tableau de la Géographie de la France* » Hachette, Paris, 1903.

¹⁹⁴ Ronald Coase : op.cit ; Oliver Williamson : op.cit. Beccattini, Giacomo : « *Dal "settore" industriale al "distretto" industriale. Alcune considerazioni sull'unità d'indagine dell'economia industriale.* » Rivista di

Les choix de localisation en Grèce sont liés en premier lieu à sa géographie. En raison des avantages exceptionnels dont elle dispose, elle se prête à deux effets d'agglomération très prononcés.

La mer a baigné ses usines. Une infinité de havres en eau profonde, des distances rarement supérieures à une heure de route de la matière première, quand la carrière à ciel ouvert n'est pas elle-même au bord de l'eau, ou à l'inverse, la possibilité de la faire venir par transport maritime peu coûteux, une main d'œuvre elle-même localisée dans des villes-ports, rarement un pays a bénéficié d'autant de facilités.



Usine d'engrais phosphorique de Néa Karvali, près de Kavala, au bord de l'eau.

Le déplacement de l'industrie « au bord de l'eau » trouve des applications nombreuses. Historiquement, ce fut le cas du Laurion (Λαυρίο) à partir de 1872, plus tard du Pirée, et de ses extensions, de Drapetsona (engrais) Keratsini (électricité et minoterie), Elefsina (cimenterie et raffinerie) ou Aspropyrgos (cimenterie et raffinerie) ; c'est depuis la guerre celui des usines d'Aspra Spitia (aluminium), de Larymna (nickel), de Nea Karvali (engrais phosphoriques), de Salonique (raffinerie, chimie) et de Patras... Une bonne partie de leur succès économique est due à ces proximités.

economia e politica industriale, vol 1, 1979, pp. 7-21 ; Alain Lipietz et Georges Benko : « *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux* » PUF, Paris, 1992.

Un ciel clément a favorisé les cultures industrielles que sont la vigne, en sa forme de raisin de Corinthe, le coton et le tabac de Thessalie et de Macédoine. Ces productions ont longtemps représenté l'essentiel des exportations. Elles ont été remplacées par l'exploitation de la « diète méditerranéenne » par une industrie qui conditionne, certifie et marchandise le produit brut, mais aussi le transforme. Elle inclue vins, laitages, huile d'olive, fruits secs, produits des fermes marines...

Les choix sont également liés à la mise en place d'un nouveau réseau de communications. Le lien établi par Chandler entre le réseau de transports ferroviaires et la croissance économique¹⁹⁵, s'applique à la Grèce sous d'autres formes et avec retard. En effet, le pays n'a pas connu de révolution du rail et son espace est demeuré fragmenté. Il faut attendre les années 1980 pour que s'ouvre, avec lenteur et délais¹⁹⁶, le triple chantier des autoroutes, des voies ferrées à grande vitesse et des voies aériennes. La révolution des télécommunications coïncide heureusement avec ces chantiers. Ils sont portés par de grandes entreprises de travaux publics et de télécommunications.

Ainsi, les voies routières traditionnelles qui longeaient les lacs Prespès (Πρέσπες), les fleuves Vardar (Axios, Αξιός ou Βαρδάρης), Nestos (Νέστος) et Evros (Εβρος) et reliaient la Grèce du Nord à ses voisins (Albanie, FYROM et Bulgarie) ont été réactivées par des autoroutes reliées à l'Egnatia qui court de la frontière turque à Igouménitsa et qui devraient un jour être complétées par des voies ferrées aux normes internationales. Les liaisons entre les trois grandes villes, Patras, Athènes et Thessalonique sont -enfin- en bonne voie d'achèvement. Kalamata est aujourd'hui à 2 heures d'Athènes¹⁹⁷. Cette révolution dans la structure spatiale de la Grèce crée les économies externes nécessaires à un nouvel aménagement de l'espace, permet le désenclavement de nombreuses régions et scelle enfin l'unité géographique du pays.

¹⁹⁵ Michel Chevalier un siècle plus tôt notait les mêmes effets de communications modernes sur l'économie.

¹⁹⁶ Voir infra l'étude du rôle de l'Etat dans les communications.

¹⁹⁷ Dans les années 1980, l'expédition de Kalamata à Athènes, par rail ou route, prenait 8 heures !



Carte 2. Carte autoroutière : en vert, les tronçons achevés, en rouge ceux en construction, en orange les projets. (Site Wikipedia Kritikakis, Ioannis, 2017)

D'autres effets de localisation se produisent dans l'économie urbaine. Autant l'Attique, premier marché de consommation, a d'abord attiré l'essentiel de l'industrie du pays¹⁹⁸, du milieu du XIXème siècle au milieu du XXème, autant les coûts croissants du prix des terrains et ceux de la pollution industrielle ont ensuite produit un mouvement puissant de délocalisation des entreprises. Certes, les gouvernements cherchent à aménager le territoire pour que les provinces bénéficient du développement et, par exemple, interdisent toute nouvelle implantation à Athènes. Mais, en dehors de l'effet d'aubaine, le déplacement des entreprises doit surtout au coût des terrains et des nuisances. L'étude des installations industrielles de la rue du Pirée montre, de manière frappante, le déménagement de celles-ci (Viochalco, Vitex -Βιτεξ, peintures- Viosol) hors de l'Attique. Un effet parallèle de ces délocalisations est le renouveau d'économies locales autour de centres urbains de taille moyenne. Tout au long de l'axe PATHE, des villes moyennes, désormais bien desservies, connaissent un essor important : Corinthe, Lamia, Larissa, Thiva, Inofyta.

¹⁹⁸ Voir Burgel op.cit : Le problème des années 70 est celui de l'hypertrophie de la région Athènes Le Pirée.



Zone d'industries d'Inofyta, au Nord d'Athènes, le long de l'autoroute vers Lamia.

Une autre application de la théorie des choix de localisation est celle des districts industriels. A vrai dire, cette notion ne nous paraît pas entièrement pertinente dans le cas de la Grèce. Les districts, la visserie du Vimeux et le décolletage de la vallée de l'Arve en France, la laine de Prato en Italie, le coton du Lancashire en Angleterre, n'ont de véritable application en Grèce qu'occasionnelle. Les études économiques sur ce sujet sont rares. Nous avons relevé cependant les cas des fourreurs de Kastoria (Deslondes 1991), des caves et vignobles de la région de Némée ou de Messénie (dans les deux cas issues d'une institution coopérative locale), de la pomme Zagorin (*Ζαγορίν*) sur les pentes qui surplombent Zagora du Pilon, des fromagers Saracatsanes de Thessalie. C'est sans doute le cas de la réparation navale à Pérama (*Πέραμα*) ou, en dehors de l'industrie, celui des armateurs du Pirée. L'absence d'institutions locales efficaces (a contrario, le rôle de certaines coopératives) et l'individualisme corrélatif puissant de l'entrepreneur grec expliquent la relative rareté de ce modèle. On retrouve cependant dans tous ces cas une dimension culturelle forte et une tradition industrielle.

La notion de réseau industriel est plus pertinente à plusieurs égards.

En premier lieu, les analyses d'Alfred Chandler sur les réseaux ferroviaires aux Etats-Unis ont montré que la mise en place d'un réseau de communications a permis l'abaissement des coûts d'accès au marché et la création d'un modèle entrepreneurial original, celui des grandes entreprises multi-unités et multi-divisions. En France, les analyses de Christophe Bouneau¹⁹⁹ sur la construction des réseaux ferroviaires, électriques et informatiques nous semblent

¹⁹⁹ Op. cit.

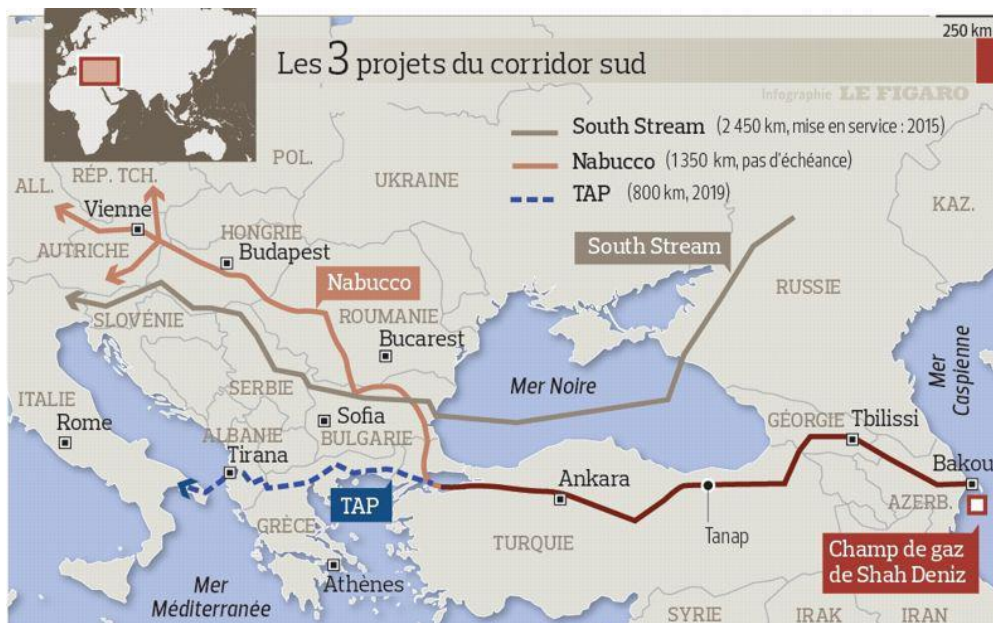
éclairantes. Dans le cas de la Grèce, on l'a vu, la géographie physique du pays a fait obstacle à la mise en place de réseaux routiers aussi bien que ferroviaires. Ceux développés au temps de Tricoupis²⁰⁰, sont restés très imparfaits (Synarelli 1989). Le réseau de communications en Grèce a d'abord été maritime²⁰¹. Il semble cependant que cette notion de réseau industriel puisse s'appliquer à la mise en place récente des grands réseaux de communication (ferroviaire, aérien, autoroutier, télécom, électrique), accompagnée d'un maillage de grandes entreprises de production d'énergie, de travaux publics, d'ingénierie industrielle et de câblage. En second lieu, une des caractéristiques du système industriel du pays est la mise en réseau d'une ou plusieurs grandes entreprises en situation de monopole ou d'oligopole avec une multitude de micro entreprises qui découpent, ajustent et installent leurs produits. Le réseau rejoint ici, en partie la notion de filière. On peut citer les produits de l'aluminium, du marbre, de l'automobile et de la réparation navale : une ou quelques grandes entreprises fabriquent le produit semi-fini, une multitude d'artisans localisés assurent la découpe aux mesures et l'installation - marbriers, garagistes, réparateurs, menuisiers de bois ou de métal. Le contexte des difficultés de communication terrestre explique largement ce mode choisi de diffusion, remis en cause aujourd'hui par les grandes surfaces de « bricolage », elles-mêmes liées à l'extension du réseau routier. La dimension culturelle de ce système adapté à l'indépendance et au caractère familial des entreprises paraît évidente.

Enfin, l'application géopolitique est une autre version des réseaux industriels. Elle a largement été utilisée en matière de tubes pétroliers ou gaziers. La Grèce exploite sa position géographique : TAP, Southstream, connexions autoroutières et électriques avec l'Albanie, la FYROM et la Serbie, la Bulgarie, la Turquie, projet Medring²⁰² qui intéresse la connexion électrique des îles principales en même temps que les fabricants de fils de cuivre ou d'acier. La Grèce se voit volontiers au carrefour des Balkans et de la Méditerranée orientale, comme un lien privilégié avec l'Europe.

²⁰⁰ Charilaos Tricoupis, (Χαρίλαος Τρικούπης) Premier Ministre de 1882 à 1885 et de 1886 à 1890, puis en 1892 et en 1893, il lance un programme de construction de chemins de fer, de routes et d'infrastructures portuaires.

²⁰¹ Le lien avec le réseau de l'armement naval au Pirée, véritable « district » en miniature nous paraît ici évident.

²⁰² TAP : Trans Adriatic Pipeline, destiné à acheminer le gaz du gisement de Shah Deniz en Azerbaïdjan, de la mer Caspienne à l'Italie en passant par la Turquie et la Grèce. Il se substitue au projet Nabucco, dont subsiste cependant la branche Ouest, qui passe par la Bulgarie vers l'Autriche. Southstream est un projet concurrent de pipe line visant à acheminer le gaz de Russie et du Kazakhstan vers l'Europe, en passant par la Turquie et la Bulgarie d'une part, la Grèce puis l'Italie d'autre part. Medring est un projet de liaisons électriques transméditerranéennes de la Commission Européenne. Il rappelle celui de Michel Chevallier : « Concevons maintenant qu'on poursuive un pareil système de travaux sur la côte d'Afrique. On aura ainsi tout autour de la Méditerranée un premier réseau sur lequel on brodera des réseaux secondaires, de manière surtout à faire converger les communications vers les ports qui serviront de centre à chaque bassin. »



Carte 3. La Grèce, carrefour gazier (Infographie Le Figaro, 28.06.2013, « Le projet Nabucco « enterré » »)

Une troisième application correspond aux caractéristiques géographiques du pays : les systèmes agroalimentaires spécialisés (SYALS, Anthopoulou 2013, Muschnik 1997). Les auteurs ont souligné le développement de cette forme de « résistance » à la concurrence internationale, par création de labels de produits locaux dont l'exclusivité permet de limiter l'accès des producteurs au marché et d'établir une forme de monopole. Des normes de qualité élevées permettent une exportation dynamique. Le domaine de l'agroalimentaire s'y prête particulièrement -grands vins classés et AOC, spécialités enracinées dans les cultures locales, marchandisées et diffusées dans des réseaux spécialisés comme les « delikatessen » - mais aussi produits artisanaux de coutellerie, textile, cuir, menuiserie, ameublement et instruments de musique. La Grèce cultive ainsi son « régime méditerranéen » qui lui permet de cultiver en mode intensif des champs en général trop étroits²⁰³, et de normaliser des produits originaux, huile d'olive, vins de cépages anciens tels que l'Agiorgitiko de Némée (Αγιωργίτικο) ou le Moschofilero de Mantinée (Μοσχοφίλερο Μαντινείας) près de Tripoli, mastics de Chio, fromage de feta et sfela (σφέλα)... Dans ce cas, les inconvénients de la petite taille sont compensés par la qualité des fabrications et leur valeur ajoutée.

²⁰³ La surface moyenne de la propriété agricole en Péloponnèse est de 2.5 stremmata (25 ares).

2°) Unification de l'espace industriel intérieur

L'espace grec, on l'a vu, est naturellement fragmenté. De plus, le découpage administratif ajoute à la mauvaise unification du territoire.

Le système statistique grec est aligné sur le découpage (NUTS II) du territoire, en 13 régions²⁰⁴ (les 53 nomes ou départements qui constituaient l'échelon NUTS III ont été supprimés, en mars 2010, par la réforme Kallikratis²⁰⁵). Ce découpage n'est pas sans comporter des arrière-pensées électoralistes. Par exemple, le Péloponnèse est découpé en deux régions (et même trois si l'on tient compte de la ville de Trézène -Τροιζηνία-, rattachée à l'Attique), celle de Grèce occidentale dont le siège est à Patras et celle du Péloponnèse dont le siège est à Tripoli, mais dont les deux zones principales d'activité se situent à Corinthe et à Kalamata. Ce découpage ne prend en compte que partiellement la réalité des implantations industrielles ou celle des communications exprimées en temps de transport. Elle néglige l'échelle du département (nome), pourtant mieux adaptée à la gestion du tissu industriel, parce que c'est dans la ville siège du département que se situent les entreprises principales.

De plus, il n'y a pas de statistiques régionales après la guerre et avant 1970 en Grèce, autres que celles des recensements de population de 1951 et 1961, qui enregistrent par secteur d'activité et par région les variations de la population active, mais ne prennent pas en compte le département. Ce sont des coopérants de l'OCDE qui assistent ESYE pour mettre en place un système de comptabilité régionale dans les années 1960, particulièrement Jean Anfré de l'INSEE.²⁰⁶ Ces séries courent de 1970 à 1993. A partir de 1995, les données par département concernent les valeurs ajoutées.

En revanche les recensements industriels reprennent dès la fin de la guerre et jalonnent les années 1958 à 1988. Ils permettent une vue précise de l'emploi et du tissu d'entreprises industrielles par département. Des fichiers d'entreprises en 2002 et 2005 permettent de les prolonger. Enfin, Elstat a révisé sur la base des recommandations 2010 d'Eurostat les statistiques d'emploi, fournissant par département une série homogène de 2000 à 2013.

²⁰⁴ Division administrative de la Grèce (Διοικητικές διαίρεσεις της Ελλάδας) : Les trois régions du nord, en partant de la frontière turque, sont la Macédoine Orientale et Thrace (Komotini), la Macédoine Centrale (Thessaloniki) et la Macédoine Occidentale (Kozani), prolongées à l'ouest par l'Épire (Ioannina) et les Îles Ioniennes (Corfou) et au sud par la Thessalie (Larissa). Suivent, vers le sud, les régions de Grèce Centrale (Lamia), Grèce Occidentale (Achaïe, Elide et Étolie) et Attique (Athènes). Plus au sud encore, le Péloponnèse (Tripoli). La Mer Égée est divisée en deux régions Égée Nord (Mytilène) et Égée Sud (Ermoupoli). La Crète ferme au sud cet espace.

²⁰⁵ Kallikratis (Καλλικράτης) est le nom donné à la réforme des collectivités locales opérée en 2010.

²⁰⁶ Jean Anfré : Rapport sur la Comptabilité régionale 1970-174 p.40 : « Deux missions effectuées à Athènes en 1974 et 1977 au titre du programme d'assistance technique de l'OCDE, m'ont permis de constater l'efficacité des structures mises en place et la qualité des résultats obtenus. »

Si l'ensemble de ces séries ne concerne pas les départements, toutes concernent les régions. Et si le découpage des départements est resté assez stable, celui des régions a varié dans le temps et notamment en 1971²⁰⁷. Il a donc fallu reclasser les statistiques antérieures pour assurer l'homogénéité géographique des séries. On ne prétendra pas trouver dans les différentes données des constantes absolument communes et les anomalies ne sont pas rares, dues sans doute à des erreurs de classement.

L'image ordinaire de la distribution des industries est celle d'une domination écrasante de la région Attique (Athènes et banlieues, Le Pirée, Elefsina, Laurio). De nombreux historiens et urbanistes ont décrit les causes et la réalité de la concentration opérée autour de la conurbation (Prévélakis, Burgel, Sivignon)²⁰⁸. Mais cette focalisation sur Athènes masque, en partie, la réalité industrielle des autres régions. Depuis l'éclatement de la Yougoslavie et la chute du mur de Berlin, les trois régions macédoniennes, autour de Thessalonique, ont connu un essor dû à l'ouverture des pays balkaniques fermés jusque-là. Il faut aller plus loin : le Z inversé qui figure l'axe PATHE (Patras, Athènes, Thessalonique) constitue aujourd'hui le fil très étiré de l'industrie grecque. Et plus loin encore : de nombreuses villes en marge de cet axe connaissent une croissance importante et constituent des foyers d'industrie bien individualisés -Kalamata, Agrinio, Ioannina, Karditsa, Kozani, Serres, Drama.

²⁰⁷ Ainsi, la Thrace est alors regroupée dans la région Macédoine orientale avec Kavala et Drama détachées de la Macédoine ; une Macédoine occidentale est créée ; l'Etolie, détachée de la Grèce continentale est regroupée dans la Grèce occidentale avec l'Achaïe et l'Elide, détachées du Péloponnèse ; les îles regroupées en Ioniennes, Egée Nord et Egée Sud.

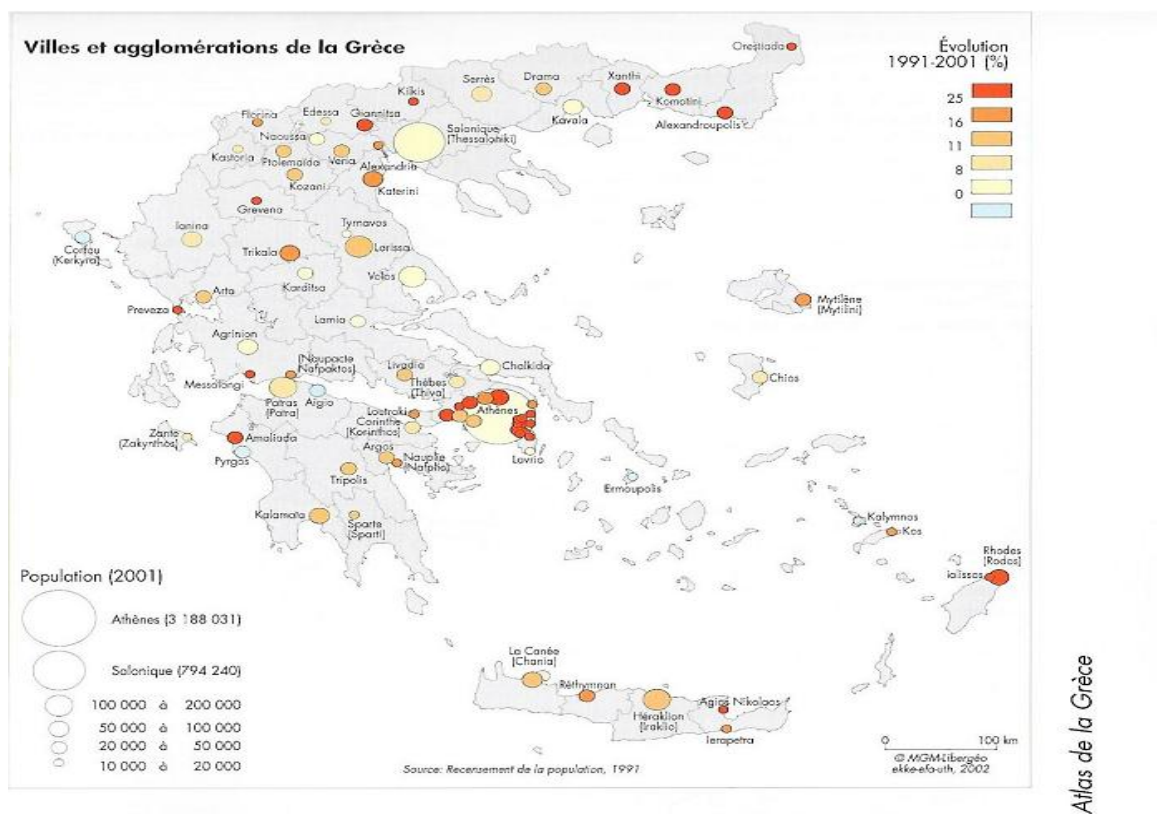
²⁰⁸ Prévélakis, Georges : « *Athènes, urbanisme, culture et politique* ». L'Harmattan, Paris, 2000.

Burgel, Guy : « *Le miracle athénien au XX^e siècle*. » CNRS Editions, Paris, 2002.

Sivignon, Michel : « *Atlas de la Grèce* ». CNRS Libergeo et Documentation Française, Paris, 2003.



Carte 4. Carte des nomes (départements). Source : ESYE, Atlas de la Grèce, cartes au 200.000è. p. 5. 1965.



117

Carte 5. Carte des villes (Atlas de Sivignon. 2004). Les villes moyennes, chefs lieux de départements (nomes), sont les lieux pertinents de l'analyse industrielle...

La route d'Athènes à Corinthe, celle d'Athènes à Lamia, en témoignent : autour du Golfe Saronique (à l'ouest d'Athènes) et de son prolongement vers Mégare et Corinthe d'une part, le long de l'autoroute à Inofyta (Οινόφυτα), Schimatari (Σχηματάρι) ou Chalkis (Χαλκίδα) d'autre part, deux aciéries, trois cimenteries, trois unités de raffinage et plusieurs centrales thermiques, et le site de liquéfaction du gaz naturel, ont largement pollué le paysage. Il en est de même en Macédoine où se concentrent, sur les gisements de lignite, les cinq centrales thermiques de Ptolemaïda (Πτολεμαίδα), et, à Thessalonique et Kavala (Καβάλα), une unité de raffinage, une aciérie, une cimenterie, une usine d'engrais et des sucreries. « Paysages (industriels) dans le brouillard » du film d'Angelopoulos.

Pour mieux comprendre cet étirement de l'espace industriel, il faut en suivre l'évolution historique et détailler l'analyse des séries d'activité, d'entrepreneuriat et d'emploi. On peut ainsi relativiser l'excès de la concentration athénienne et faire émerger une géographie de la crise.

- a) La construction de la base industrielle, entre 1950 et 1990 : le mythe de l'hydrocéphalie athénienne.

Nous pensons que l'Attique concentre évidemment une part importante de l'industrie grecque, mais qu'il est contestable de parler à son propos d'hydrocéphalie, pour plusieurs raisons. La seule existence industrielle de la « co-capitale », Salonique, est un argument suffisant. Il faut y rajouter l'étalement significatif des industries le long de l'axe Patras-Athènes-Salonique (PATHE)²⁰⁹ et l'identité très affirmée de plusieurs villes de province. La distribution régionale varie aussi selon le critère utilisé, établissements, emploi, valeur ajoutée et selon le type d'activité. Elle varie enfin dans le temps.

Pour l'immédiat après-guerre, les données permettant d'établir la concentration des activités industrielles sur Athènes sont limitées. L'annuaire de 1954 (tableau 17) indique, pour l'année 1951, 66.465 établissements industriels²¹⁰, leurs 269.169 employés et leur répartition par nomes, non incluses mines, électricité et construction.

Tableau 17. Distribution spatiale des établissements et des emplois industriels en 1951 en %

	Etablissements	Emplois
Attique	24,8	52,8
Salonique	6,9	9,4
Autre Pathe	16,4	14,9
ss/total Pathe	48,1	77,2
Province	52,9	22,8
Grèce	100	100

Source : *ESYE, annuaire 1954*

Si la dispersion des établissements est importante, l'emploi, lui est très concentré sur l'Attique. Le recensement inclut, à vrai dire, les établissements artisanaux à condition qu'ils emploient au moins une personne. Ces derniers sont très répartis sur le territoire et ils emploient en moyenne beaucoup moins de personnes. L'emploi par taille d'établissement est ainsi une des variables de répartition²¹¹.

Par la suite, les recensements industriels de 1958 à 1988 hors construction (tableaux 18 et 19), confirment la nette tendance à la concentration des établissements industriels, et surtout de l'emploi, en Attique, à Salonique et sur l'axe PATHE en général.

²⁰⁹ On définit PATHE par les nomes d'Achaïe, Corinthie, Béotie, Eubée, Phthiotide, Magnésie, Larissa, Piérie, Salonique et Kavala et l'Attique ; autre PATHE, comme les nomes de PATHE en dehors de l'Attique et de Salonique ; et Province, comme tout ce qui n'est pas PATHE. Co-capitale traduit *συμπρωτεύουσα*, terme utilisé couramment pour désigner Salonique.

²¹⁰ Annuaire 1954 page 72, par nomes.

²¹¹ Voir infra l'étude par taille d'établissement (2^e partie).

Au fil des années, la part des établissements situés dans les nomes de l'axe PATHE, qui ne sont pas en Attique ou dans le nome de Salonique, décroît, de même que celle de la province. En fin de période, le recensement de 1988 dénote une inversion des tendances au profit de Autre PATHE et surtout de Salonique, au détriment d'Athènes. Notons enfin en Macédoine centrale, que la part des nomes autres que celui de Salonique s'accroît au détriment de ce dernier. Les villes de Veria, Serres, Kilkis, Edessa (Βέροια, Σέρρες, Κιλκίς, Έδεσσα) sont à une distance de Salonique d'environ 50 km et constituent des zones de déversement pour cette dernière.

Tableau 18. Distribution spatiale des établissements industriels hors construction (en%) entre 1958 et 1988

	1958	1969	1973	1978	1988
Attique	25,3	34,7	37,7	39,2	37,5
Salonique	7,2	10,1	9,2	10,0	12,6
Autre Pathe	16,7	15,1	14,3	13,9	14,4
ss/total Pathe	49,2	59,8	61,3	63,1	64,6
Province	50,8	40,2	38,7	36,9	35,4
Grèce	100	100	100	100	100

Source : ESYE, recensements industriels 1958 à 1988 ; fichiers entreprises 2002 et 2005

On observe une même tendance dans la distribution de l'emploi hors construction (tableau 19). Simplement, dès 1978, un desserrement de l'emploi se produit d'Athènes vers les départements Autre PATHE, le long de l'autoroute, vers Inofyta, Chalkis, Schimatari, et Thiva (Θήβα) : la part de la Béotie (Βοιωτία) passe de 0.8 à 2.7% entre 1958 et 1988 due largement au démarrage d'Aluminium de Grèce, celle de l'Eubée (Εύβοια) de 1.7 à 2.1 %. En 1988, la province aussi retrouve des couleurs.

Tableau 19. Distribution spatiale des emplois industriels hors construction, entre 1958 et 1988, en %

	1958	1969	1973	1978	1988
Attique	42,9	49,9	49,7	47,8	41,2
Salonique	8,2	10,9	11,9	11,7	14,4
Autre Pathe	14,7	12,9	14,2	16,5	17,2
ss/total Pathe	65,9	73,7	75,8	76,0	72,7
Province	34,1	26,3	24,2	24,0	27,3
Grèce	100	100	100	100	100

Source : ESYE, recensements industriels

On observe aussi que la concentration de l'emploi industriel est nettement plus grande que celle des établissements. Ce phénomène est lié à la taille des établissements. Les PME ou artisans sont mieux répartis sur le territoire ; les grands établissements industriels se situent plutôt dans les grandes villes, en particulier Salonique. Cette concentration s'accroît : en 1988, les entreprises employant plus de 50 salariés emploient 38 % des salariés de l'industrie, contre 29 % en 1958. Enfin, si l'on inclut la construction,²¹² on constate qu'en 1958, la part de la province dans l'emploi industriel total est proche de celle observée pour la seule industrie de transformation (34 %) ; mais en 1971, le développement de la construction s'accompagne d'une meilleure répartition sur l'ensemble du territoire : la part de la province dans l'industrie, construction incluse s'élève à 26.9% contre 24.2 % sans cette dernière.

La répartition des emplois et des entreprises devrait logiquement s'accompagner d'une répartition analogue des Produits Intérieurs Bruts. C'est le cas (tableau 20), comme le montrent les données issues de la comptabilité régionale, entre 1970 et 1990. Le desserrement industriel de l'Attique (construction incluse), vers le nord en suivant l'axe PATHE (Salonique et surtout Autre PATHE), est très prononcé. La province bénéficie de même de cet aménagement territorial. Si l'on exclue la construction pour ne conserver que l'industrie de transformation, on observe qu'elle est encore plus concentrée sur l'axe PATHE, et que la part de la province augmente sensiblement. On verra plus bas que c'est bien par branche qu'il convient d'apprécier la répartition spatiale de l'industrie.

Tableau 20. Distribution spatiale du PIB industriel, avec et sans construction, entre 1970 et 1990 en %

	avec construction			sans construction		
	1970	1980	1990	1970	1980	1990
Attiki	45,1	36,7	34,7	48,8	38,7	37,2
Thessaloniki	10,1	11,1	10,9	11,3	11,8	12,2
Autre Pathe	18,1	23,0	23,5	19	24,0	24,6
ss/total Pathe	73,3	70,8	69,0	79,1	74,5	73,9
Province	26,7	29,2	31,0	20,9	25,5	26,1
Grèce	100	100	100	100	100	100

Source : ESYE, Comptabilité régionale

²¹² Ce que l'on peut faire en 1958 (recensement industriel) et en 1971 (comptabilité régionale).

b) Metropolitefsi : transformation du produit industriel et aménagement du territoire

Les séries statistiques disponibles pour la période 1990-2008 sont plus hétérogènes. Il n'y a plus de recensement industriel au-delà de 1988 et seules deux enquêtes en 2002 et 2005 ont été faites sur les établissements, portant sur l'ensemble de l'économie (elles distinguent les branches industrielles) ; côté emploi, on ne dispose que de données par région, issues de la comptabilité régionale de 1995 à 2005 et d'enquêtes d'Elstat sur l'emploi pour 2008²¹³. Enfin, on dispose de séries cohérentes de VAB de 1995 à 2008, par département.

La concentration des établissements industriels en 2002 et 2005 (tableau 20 bis) par zones montre que le desserrement s'est poursuivi, des deux co-capitales vers Autre PATHE et vers la province. Si l'on tient compte de la construction, ce desserrement s'accroît.

Tableau 21. Distribution spatiale des établissements industriels, avec et sans construction, en 2002 et 2005, en %.

	avec construction		sans construction	
	2002	2005	2002	2005
Attiki	36,2	33,6	39,3	35,4
Thessaloniki	10,0	9,6	13,4	12,9
Autres Pathe	14,8	15,1	13,4	14,2
ss/total Pathe	61,1	58,3	66,1	62,5
Province	38,9	41,7	33,9	37,5
Grèce	100	100	100	100

Source : Elstat, fichiers d'entreprises 2002 et 2005

La part de l'emploi industriel, sans la construction, dans la période 1995 à 2008 décroît régulièrement en Attique, avec un léger redressement en fin de période, ainsi qu'en Macédoine Centrale (Κεντρική Μακεδονία). C'est au profit dans les deux cas de la province dont la part s'accroît de 7.3 points.

²¹³ On a retenu pour 2008 les données d'Elstat 2005-2011 plutôt que celles, plus récentes et révisées ESA 2010, de 2000 à 2014. Mais les tendances restent les mêmes, à peu de chose près.

Tableau 22. Distribution régionale des emplois industriels, sans et avec construction, entre 1995 et 2008

sans construction	1995	2000	2005	2008
Attique	45,7	44,6	40,1	40,4
Macédoine Centrale	22,0	22,1	20,7	20,0
Province	32,3	33,3	39,2	39,6
Total Grèce	100	100	100	100
avec construction				
Attique	42,7	42,3	38,7	37,6
Macédoine Centrale	20,0	19,6	18,2	18,5
Province	37,3	38,1	43,1	43,9
Total Grèce	100	100	100	100

Source : ESYE, comptabilité régionale pour 1995 à 2005, série Elstat 2005-2011 ensuite

Notons que la Thessalie et la Grèce occidentale (Δυτική Ελλάδα), deux autres régions de l'axe PATHE sont en déclin et que la Grèce continentale (Στέρεια Ελλάδα), le Péloponnèse et les deux autres Macédoines sont, au contraire, en progrès régulier depuis 1995.

Comme déjà observé, la construction accroît l'effet de décentralisation industrielle. On peut noter en effet qu'en 1958, la part des 11 régions de province (Attique et Macédoine centrale exclues) dans l'industrie, construction incluse, est inférieure d'1.5 point à celle de l'industrie de transformation sans la construction. L'écart s'inverse dès 1971 (2.6 %), puis s'accroît jusqu'en 1995, avant de se réduire à 4.3% en 2008. La montée en puissance de la construction dans l'économie industrielle, tout au long de cette période, se traduit bien par une décentralisation de l'industrie.

Enfin, les Valeurs ajoutées brutes, pour l'industrie, de 1995 à 2008²¹⁴(tableau 23) indiquent, au contraire, pour cette phase de croissance et de transformation de l'industrie, mais aussi de rétablissement des marges, une re-concentration des activités en Attique.

²¹⁴ La série VAB de la comptabilité régionale s'arrête malheureusement en 2007. Elle reste un bon indicateur de tendance. Pour 2000 à 2008, on a recouru aux séries d'Elstat, malgré un net décalage par rapport aux précédentes, mais plus récentes et dont les tendances sont très proches.

Tableau 23. Distribution spatiale de la VAB industrielle, avec et sans la construction, entre 1995 et 2008, en %

	1995	2000	2005	2008
sans construction				
Attiki	29,5	36,1	39,1	39,6
Thessaloniki	12,4	11,7	9,8	11,1
Autre Pathe	31,7	23,6	20,6	20,7
ss/total Pathe	73,6	71,5	69,6	71,4
Province	26,4	28,5	30,4	28,6
Grèce	100	100	100	100
avec construction				
Attiki	30,0	37,8	40,2	39,3
Thessaloniki	12,6	10,1	9,1	10,4
Autre Pathe	30,4	21,2	18,9	19,5
ss/total Pathe	73,0	69,1	68,1	69,2
Province	27,0	30,9	31,9	30,8
Grèce	100	100	100	100

Source : ESYE, comptabilité régionale pour 1995 et série Elstat 2000- 2014 ensuite

C'est au détriment de Salonique et surtout de Autre PATHE. La variation est forte, puisqu'elle dépasse 10 points. En revanche, les activités le long de l'axe PATHE sont en léger déclin au profit de la province. La structure des activités industrielles change fortement dans la période : montée des industries agroalimentaires, effacement des industries du textile, de l'habillement et du cuir, développement des TIC. Le développement de la construction (habitat, et particulièrement locaux commerciaux et tourisme) accentue la décentralisation, sauf à Athènes et à Salonique.

Globalement, la concentration des activités industrielles hors construction sur l'Attique se défait de 1970 à 1990, pour se reconstruire entre 1995 et 2008, sans retrouver et de loin le niveau de 1970. Le mouvement à Salonique et dans les départements de Autre PATHE est inverse. La province, hors l'axe PATHE est le bénéficiaire de ces variations. Si l'on tient compte de la construction, c'est encore plus net, mais à partir de 2005, la construction tient une place moindre et son effet sur la distribution spatiale des activités s'atténue.

La crise qui démarre en 2009 semble produire une nouvelle géographie.

c) Géographie industrielle de la crise : 2008-2013

L'hypothèse est celle d'une capacité inégale de résistance des différents territoires, productrice d'une géographie de la crise. Ces résistances correspondent à des différentiels de croissance des valeurs ajoutées, dus à la répartition inégale de certaines activités industrielles. Les données de valeur ajoutée de 2008 à 2013 permettent une approche relativement précise, par nomes ; elles distinguent transformation et construction, mais aussi différents services (transports et tourisme, administrations, services à l'industrie...).

Le contexte général est un effondrement des valeurs ajoutées de 2008 à 2013, après une vive croissance de 2000 à 2008. Dans ce contexte, la part de l'axe PATHE dans la VAB industrielle hors construction se réduit de manière sensible au profit de la province. Le même phénomène est enregistré pour la VAB construction incluse, sauf que la part de la province est un peu plus élevée. La distribution de l'emploi industriel suit la même évolution.

En ce qui concerne la VAB industrielle, sans la construction, l'Attique et Salonique perdent 4.3 points, entre 2008 et 2013 au profit de Autre Pathe et surtout de la province. En ce qui concerne l'emploi industriel, l'évolution est identique, Autre Pathe (régions Thessalie, Grèce occidentale et Grèce continentale) prenant une place plus grande. La crise touche les centres industriels majeurs, tandis que la province, plus diversifiée, terre de PME, résiste mieux.

Mais ce mouvement général recouvre des évolutions plus fines, en direction de quatre espaces distincts, ceux de la métropole, des 3 départements de Béotie, Eubée et Phthiotide (Φθιώτιδα), de Autre PATHE et de la province. L'analyse porte ici sur la seule valeur ajoutée.

Le premier espace est celui de la métropole²¹⁵ (tableau 24).

Entre 2000 et 2008, la région Attique a connu un essor remarquable de sa valeur ajoutée industrielle, hors construction (+ 69 %). Entre 2008 et 2013, elle enregistre au contraire une baisse de 28 %. Dans le premier temps, la part de l'Attique dans cette VA a augmenté de 3 points, qu'elle a reperdu dans le deuxième temps. Dans ce contexte et à l'intérieur de cette région-métropole, on constate que la part d'Athènes-Le Pirée dans la valeur ajoutée de l'Attique (tableau 24) a perdu 9 points entre 2000 et 2013, essentiellement entre 2000 et 2008, le mouvement se poursuivant de manière plus lente au long de la crise.

²¹⁵ La métropole est divisée en 7 unités administratives : nome d'Athènes, avec secteurs Nord (pentes du Penteli, Kifissia, Maroussi, Chalandri, Nea Ionia), Sud (Faliro, Glyfada), Centre, Ouest (Aigaleo, Peristeri, Petroupoli, Kamatero), Attique Est (Vari, Lavrio, Rafina, Marathonas), Attique Ouest (Aspropyrgos, Elefsina jusqu'à Kineta) et Le Pirée/iles (Egine, Poros, Salamine, Hydra, Spetse, Cythère).

Tableau 24. Attique. Distribution de la VAB industrielle hors construction par secteur administratif entre 2000 et 2013.

	2 000	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Athènes Nord	12,5	13,1	13,2	13,4	13,6	13,5	13,5
Athènes Ouest	11,7	9,9	9,5	9,5	9,4	9,4	9,4
Athènes Centre	30,1	26,7	27,2	26,0	25,0	25,2	25,1
Athènes Sud	10,7	9,9	9,7	9,8	9,8	9,7	9,7
Le Pirée + îles	13,3	12,3	12,1	11,7	11,5	11,6	11,6
Attique Est	12,6	16,0	16,2	17,1	17,8	17,7	17,7
Attique Ouest	9,1	12,0	12,2	12,5	13,0	13,0	13,0
Athènes/Pirée	78,3	71,9	71,6	70,4	69,2	69,4	69,3
Attique Est-Oues	21,7	28,1	28,4	29,6	30,8	30,6	30,7
Région Attique	100	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, séries VAB par nome

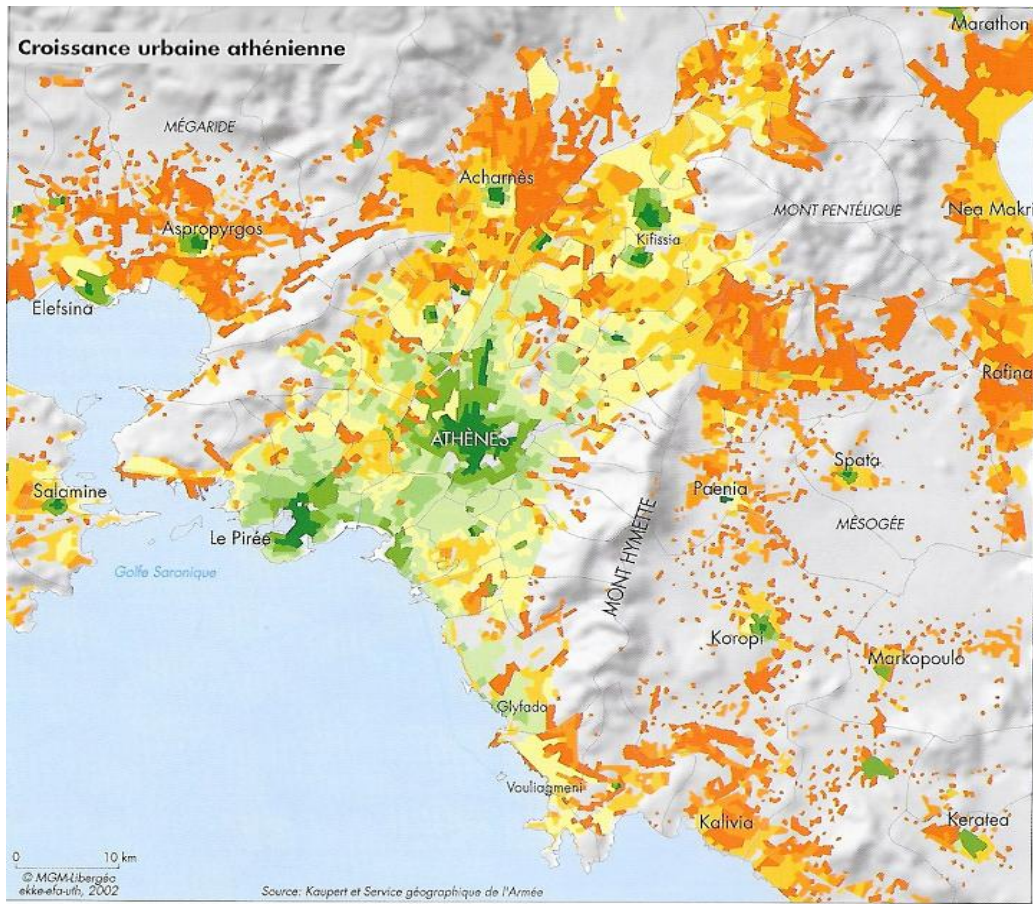
Les bénéficiaires principaux de ce desserrement sont la zone Attique Ouest (Elefsina, Thriasio -Θριάσιο) qui augmente sa part de 4 points et la zone Attique Est (Lavrio) qui augmente la sienne de 5.

Dans Athènes-Le Pirée, tous les secteurs sont touchés, sauf Athènes Nord. Raisons et faits ont déjà été évoqués plus haut à propos de la rue du Pirée (phénomènes de pollution, prix des terrains, gentrification).

La construction encore en plein essor dans un premier temps, entre 2000 et 2004, s'effectue aux périphéries d'Athènes (Attique Est et Ouest) ; Athènes est déjà saturé. Dans un 2^e temps, elle connaît une crise sans précédent : en 2013, la valeur ajoutée de la branche construction en Attique ne représente plus que 25 % de celle de 2004 et sa part dans la construction en Grèce passe de 44 à 38 %.

La répartition spatiale de la construction en Attique, indépendamment de la crise, évolue fortement : entre 2000 et 2013, la part du reste de l'Attique (Est et Ouest) passe de 40 à 52 %, celle de la zone du Pirée s'effondre de 30 à 10 %. Athènes centre voit sa part passer de 4.4 à 11.4 %, notamment en 2012 et 2013, conséquence probable de grands travaux culturels réalisés dans cette période (fondation Niarchos).

L'impact de la construction sur la VAB industrielle, construction incluse, atténue les évolutions : entre 2008 et 2013, la répartition spatiale entre Athènes-Le Pirée et le reste de l'Attique ne bouge plus guère.



Carte 6. Carte de la croissance urbaine d'Athènes (Atlas de Sivignon de 2004).
 En vert, du plus foncé au plus clair, les zones construites de 1875 à 1944.
 De jaune à orange foncé, les zones construites de 1944 à 1995.

Le deuxième espace qui accueille le desserrement d'Athènes est celui qui longe l'axe PATHE en direction de Lamia et inclut les 3 nomes alignés le long de l'axe, la Béotie, l'Eubée et la Phthiotide.

De 1970 à 1990, la part dans le PIB, hors construction, de ces 3 départements était passée de 8.5 à 13.6 % quand celle de l'Attique avait décliné de 45.1 à 35.8 %. Une bonne partie de la décentralisation s'était faite par simple déménagement d'usines situées dans le centre d'Athènes ou rue du Pirée vers Inofyta, Schimatari ou Thèbes. Le démarrage de l'usine d'aluminium d'Aspra Spitia (Béotie) comptait aussi. Entre 1995 et 2007, la part de ces nomes dans les VAB présentait une tendance inverse, passant de 16.4 à 9.3 %, témoignant de la transformation profonde des structures industrielles et de sa traduction spatiale.

On constate entre 2008 et 2013 que la part de ces trois départements dans la VAB se redresse. La nature des entreprises concernées (Viochalko, Aluminium de Grèce), très structurées et réactives, peut expliquer ce redressement.

Le troisième espace de décentralisation est celui de l'axe PATHE, de Corinthe à Kavala (tableau 25). Sa part dans la valeur ajoutée industrielle hors construction diminue de 3 points entre 2008 et 2013, prolongeant la tendance de la période précédente. Celle de l'Attique diminue régulièrement de 2008 à 2013, comme celle de Salonique. Mais celle des zones de cet axe, hors Attique et Salonique, après un ajustement en 2009, se redresse. Les analyses régionales de l'industrie réalisées le long du tracé de l'autoroute PATHE, de Patras à Thessalonique en passant par Athènes permettent ainsi de faire place aux villes industrielles comme Corinthe, Chalkis, Thiba, Lamia, Volos et Larissa, Katerini et Kavala.

Se pose aussi la question de la région de Macédoine Centrale comme exutoire de Salonique. La proposition est plus incertaine, et surtout les causes peuvent être discutées. Mais Salonique perd de l'activité au profit de Katerini, Gianitsa (Γιαννιτσά), Serrès et Kilkis, villes aujourd'hui bien reliées à Salonique et distantes de moins de 50 kilomètres.

Tableau 25. Distribution de la VAB industrielle, hors construction, par zones entre 2000 et 2013, en %

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Athènes	28,5	27,9	25,6	25,1	25,1	25,2
Autre Attique	11,1	11	10,7	11,2	11,1	11,2
Attique	39,6	38,9	36,3	36,3	36,2	36,4
Thessalonique	11,1	10,6	10,8	10,8	10,5	10,0
Autre Pathe	20,7	20,2	20,8	21,0	20,9	21,1
ss/total Pathe	71,4	69,7	67,9	68,0	67,6	67,5
Province	28,6	30,3	32,1	32,0	32,4	32,5
Grèce	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, série VAB par zone



Carte 7. Carte des Transports Routiers (Ministère des Travaux publics, 1953). L'axe PATHE, ce Z inversé qui court de Patras à Athènes, puis Salonique, et se prolonge vers la frontière turque, est particulièrement visible sur cette carte des transports terrestres, établie en 1953 au ministère des travaux publics (prêt de Michel Sivignon).

Le quatrième espace est celui de la « province », définie comme ce qui se situe hors de l'axe PATHE. Ce que l'Attique, et Salonique, perdent, en points de VAB industrielle, construction incluse, est gagné par les nomes des trois Macédoines qui forment couronne autour de Salonique (villes de Kilkis, Serrès, Drama, Kavala, Kozani, Edesse, Katerini), par les îles, Kalamata et le Péloponnèse. Si l'on se limite à l'analyse de la VAB industrielle hors construction, les mêmes pertes de l'Attique et de la Macédoine Centrale sont constatées, au profit de la Macédoine occidentale (plus 3 points, nomes de Kozani et de Florina -Κοζάνη, Φλώρινα). Les îles (plus 0.4 point), le Péloponnèse (plus 0.5 point) et la Grèce continentale (plus 0.6 point) progressent au détriment de la Grèce occidentale, de la Thessalie et de la Macédoine orientale. Le cas de Kozani et de Florina s'explique par le complexe minier et électrique de Ptolemaïda, celui de la Béotie en partie par la bonne résistance du complexe d'aluminium d'Aspra Spitia. A Kalamata, production de cigarettes, d'huile d'olive et d'olives de table expliquent les données de la Messénie et sa bonne résistance à la crise.

Pour conclure, la répartition des industries sur le territoire est beaucoup plus diffuse que « le miracle athénien »²¹⁶ ne le laissait entendre, et ce, quelque soit le paramètre utilisé et même lorsque le mouvement de concentration sur Athènes est le plus vif.

De plus, les périodes de forte croissance (1958-1978, 1995-2005) semblent favoriser la concentration sur l'Attique, alors que les périodes de stagnation ou de recul paraissent affecter moins la périphérie et donc renforcer sa place.

Enfin, le parallèle entre les trois approches, entreprises, emploi et valeurs ajoutées peut être précisé en ce que l'emploi et les valeurs ajoutées sont plus concentrés que les entreprises, ce qui nécessite une approche des tailles d'entreprises. Il est plus facile d'aménager le territoire à partir de « locomotives » de grande taille.

Mais pour analyser de manière précise la distribution spatiale de ces évolutions industrielles, l'observation branche par branche est indispensable. Les poches d'effondrement, ou de résistance, de certains espaces industriels ne sont compréhensibles qu'à ce niveau de détail. Le degré de dispersion des entreprises par branche d'activité est extrêmement variable. Les concentrations d'emplois et d'entreprises (voir annexes 3 et 4), mais aussi de PIB peuvent être fortes, dépassant 80 % dans certains cas et rendant ces régions vulnérables à une crise éventuelle. Ainsi, la concentration d'entreprises en 2005 sur les 5 régions d'Attique, des 3

²¹⁶ Burgel, Guy. Op cité. Nous pensons que Burgel enregistre le mouvement de concentration industrielle (et de services) de cette époque de reconstruction. Nous disposons d'un recul plus grand, qui permet de voir les premiers signes de déconcentration.

Macédoines et de Thessalie atteint 76.7 % pour les produits pétroliers et gaziers, 75.6 % pour la production d'électricité, gaz et eau, 90% pour le textile, 84 % pour l'impression, 81 % pour la chimie pharmacie. Plus des 2/3 des mines sont dans le nord du pays (50 sur 55 des entreprises de lignite et minerais).

Le développement de la part de certaines branches très dispersées favorise inversement la décentralisation du PIB industriel, comme celui des industries agroalimentaires, ou celui de la construction. Les régions autres que l'Attique ou la Macédoine centrale représentent en 2005 61.5 % des établissements pour les premières et 55.2 % pour la seconde. Elles représentent aussi 49.5% pour les produits métalliques et 55 % pour les non métalliques. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont au contraire mieux concentrées dans les grands centres urbains et universitaires. La recomposition du tissu industriel, évoquée dans la première partie, contribue puissamment à la définition des équilibres territoriaux.

Ce n'est donc qu'à travers l'étude de ces niveaux de concentration par branche et par nome que se dessine la possibilité d'une politique d'aménagement du territoire et d'emploi. Région et secteur ne sont pas des niveaux suffisants pour valoriser les avantages réels de chaque territoire.

Enfin les politiques de décentralisation industrielle n'ont eu que des effets limités. Elles portent sur l'interdiction d'installer de nouvelles industries dans la plaine d'Attique en 1984²¹⁷, accompagnée d'incitations fiscales à l'installation hors capitale, sur la création en 1965 des Zones Industrielles (VIPE, dont celle d'Oinofyta, devenue le nouveau pôle industriel d'Athènes)²¹⁸ et sur la réalisation de grands projets industriels comme les raffineries, les complexes chimiques, les usines de traitement des métaux et production d'électricité, disséminés sur le territoire. Si elles semblent avoir eu une certaine influence jusque dans les années 1995-2000, on peut douter que depuis, la répartition spatiale de l'industrie soit le fruit d'une volonté étatique raisonnée. Les entreprises conduisent en réalité la décentralisation industrielle, en fonction de paramètres économiques -le prix des terrains, l'existence de marchés abondants de consommation et de main d'œuvre, des communications commodes-, ou socio culturels -un esprit local d'entreprise (Volos, Kalamata, Iraklio-Ηράκλειο), une main d'oeuvre spécialisée, une Université, des produits traditionnels.

²¹⁷ προεδρικό διάταγμα 84/1984 για τις βιομηχανίες στο λεκανοπέδιο της Αττικής.

²¹⁸ Loi 4458/1965 créant les Βιομηχανικές Περιοχές (ΒΙΠΕ), ou Zones Industrielles.

II. Des espaces extérieurs ouverts

La transformation qui affecte le territoire de la Grèce, assurant en même temps son unification (en termes d'accessibilité) et la diffusion de ses activités industrielles, affecte aussi son appropriation des espaces extérieurs. L'Industrie grecque en effet, s'est insérée dans une division internationale du travail qui a connu, dans la même période, des bouleversements considérables.

Trois événements majeurs ont contribué à l'évolution de la place de l'industrie grecque dans le commerce international : l'adhésion au Grand Marché européen (adhésion à l'UE en 1979, puis en 2000 à l'Eurozone), qui a déterminé largement la structuration du commerce extérieur du pays et sa production ; la mondialisation des échanges, accélérée à partir des années 80 et consacrée par la création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce)²¹⁹ en 1994, enfin, la crise financière, qui se développe à partir de 2010, incitant au renouveau des exportations et à la limitation des importations, et concourant ainsi, pour la première fois depuis longtemps, au rétablissement de la balance des paiements.

L'analyse des « avantages révélés » met en évidence l'autonomie des agents économiques face à ces événements et la relativité des théories. Ainsi, il n'est pas assuré que le Grand Marché européen soit le déterminant majeur à la fois du contenu et des destinations des exportations industrielles du pays. Proximités géographiques et tradition diasporique d'une part, économie de « niche » d'autre part, paraissent mieux les définir. Enfin, l'entreprise privée, seule, façonne des produits industriels dont la structure intérieure et la balance extérieure, étroitement liées, dessinent une image concrète de la compétitivité du pays, largement indépendante de l'action publique.

1°) Avantages comparatifs et division internationale du travail

On connaît la théorie classique de la division internationale du travail, fondée selon Adam Smith sur les avantages comparatifs absolus, selon Torrens et Ricardo sur les avantages relatifs. Produisant à la fois pain et vaisselle (vins et draps), un agent économique choisira de se spécialiser dans celui des deux produits où il est comparativement aux autres agents le meilleur, ouvrant ainsi aux autres la possibilité d'échanger avec lui l'autre produit. Les néo classiques ont enrichi la théorie de l'analyse des disponibilités en facteurs de production, des

²¹⁹ World Trade Organisation, Παγκόσμιος Οργανισμός Εμπορίου

productivités et des élasticités diverses des produits à la demande. Ohlin lie les coûts relatifs des produits à ceux des facteurs, eux-mêmes lié aux dotations factorielles de chacun, agent-région, pays.

Le principe de base de cette division du travail, n'est pas en soi contesté, pas plus à l'échelle d'un Etat qu'à celle du monde. L'ouverture au commerce international en a été le fruit et la croissance des marchés qui en a résulté a justifié pleinement le principe²²⁰. Marx a reconnu dans ce principe le moteur des modernisations, la source des « désaliénations ».

La contestation vient de deux côtés.

D'une part, les rapports de force entre classes, ou Etats sont fondamentalement inégaux. De ce fait, la libération des échanges peut favoriser le pays le plus avancé. Torrens déjà suggérait de fonder les accords de libre-échange sur des réciprocités. Raul Prebisch nourrit le courant tiers-mondiste de l'après-guerre du concept de dégradation des termes de l'échange, les pays moins avancés exportant des productions primaires à faible valeur ajoutée et important des pays plus avancés des produits à forte valeur ajoutée. Jalal Baghwati souligne qu'une croissance induite par l'exportation peut se révéler « appauvrissante » lorsque, saturant le marché, elle modifie le prix du produit exporté. En réalité, l'expérience des 50 dernières années, caractérisée par l'émergence industrielle de nombreux pays (BRICS²²¹, Chine, Asie) limite la portée de ces critiques. Il en est resté l'idée qu'une croissance industrielle dans un pays peut se produire à l'abri de barrières douanières, mais que sa durée dépend bien de sa capacité à s'insérer dans le marché mondial, à « tailler » sa place dans la division internationale du travail.

Selon Gérard Lafay du CEPII, souvent, « on a l'impression que les avantages comparatifs tombent du ciel »²²². C'est vrai en partie : la Thaïlande a construit son décollage sur la culture du riz, la Chine sur son abondance de main d'œuvre ; la Grèce dispose naturellement²²³

²²⁰ A. Smith : « « By means of it (the foreign trade), the narrowness of the home market does not hinder the division of labour in any particular branch of art or manufacture from being carried to the highest perfection. By opening a more extensive market for whatever part of the produce of their labour may exceed the home consumption, it encourages them to improve its productive power, and to augment its annual produce to the utmost, and thereby to increase the real revenue and wealth of the society. » Grâce à lui (le commerce international), l'étroitesse du marché intérieur n'empêche pas la division du travail dans une quelconque branche d'être conduite à sa plus haute perfection. En ouvrant un marché plus large à toute part du produit de leur travail qui excède la consommation intérieure, il les encourage à améliorer leur capacité de production et à accroître leur produit annuel au maximum, et à accroître ainsi le revenu réel et la richesse de la société. »

²²¹ BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

²²² Lafay, Gérard : « *Avantage comparatif et Compétitivité* », Economie prospective internationale, CEPII 1987. Lassudrie-Duchêne, Bernard et Deniz, Unal Kezenci : « *L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée* » in « *Le Point sur l'économie mondiale 2002* » p. 90-104 Edition de la Découverte, Paris 2001. Delgay-Troïse, Denis « *La mesure des avantages comparatifs révélés.* » Cours à l'Université de Rennes I.

²²³ Samuelson soulignait le caractère tautologique de l'avantage comparatif naturel : celui des produits tropicaux est dû à leur tropicalité. Il n'en reste pas moins que...

d'avantages - un climat méditerranéen, des gisements de bauxite et de nickel en bord de mer, des baies nombreuses abritées en eaux profondes.

Il observe plus simplement que la théorie n'a aucun caractère déterministe. Deux acteurs dynamisent les échanges, les entreprises et les Etats, les premières par l'innovation, les seconds par un accompagnement intelligent de la croissance. En réalité, la mise en valeur des avantages naturels, la création d'avantages par innovation ou combinaison innovante des facteurs, la mise en place d'un environnement « *business friendly* » (favorable aux affaires) et d'infrastructures performantes de communications et de formation, un Etat de droit efficace, sont les formes dynamiques de la théorie.

Il reste à établir la mesure²²⁴ de ces avantages pour déterminer la place de la Grèce dans la division internationale. Bela Balassa a montré que leur observation ne peut guère être opérée ex ante dans un pays, mais qu'il faut se fonder sur des avantages « révélés ». Il propose en 1965 un indicateur d'intensité qui détermine, pour une branche d'activité donnée (ou un produit), le rapport entre sa part dans les exportations -ou importations- globales du pays et sa part dans les exportations -ou importations- d'une zone de référence (Union Européenne, OCDE, Monde). On peut aussi pondérer cet indicateur d'exportations par celui d'importations et établir le rapport entre les deux ; c'est le taux de couverture comparatif. Enfin, on peut calculer un indicateur de contribution au solde. Un dernier indicateur est intéressant, celui de la performance à l'exportation²²⁵, qui rapporte les exportations au PIB (que l'on peut décliner par branche et par pays) ou celui de la sensibilité des importations, qui les rapporte à la demande intérieure²²⁶. L'OCDE utilise aussi un indice d'ouverture égal à la demi-somme des importations et des exportations, rapportée au PIB. On aurait pu aussi rapporter les données de commerce international aux PIB des pays producteurs, à leur niveau de développement (en termes de formation de la main d'œuvre ou d'utilisation de capitaux), les analyser par catégories de produits (de consommation, d'équipement, intermédiaires) ou par contenu technologique des produits.

On s'est limité aux indices les plus simples pour donner une première image, comparable à l'ensemble UE 28, des efficacités à l'exportation et des sensibilités aux importations. Au niveau des TER, on a pu spécifier la structure des commerces extérieurs et les rapporter aux

²²⁴ Mitsos pour les ACR (Avantages Comparatifs Révélés) : $(X_i/M_i) / (\Sigma X / \Sigma M)$.

²²⁵ Traduction précise en grec : εξωστρέφεια ou εξαγωγική επίδοση. Le pendant, la propension à importer, serait : εσωστρέφεια, mais on utilise plutôt εισαγωγική διείσδυση c à d degré de pénétration des importations.

²²⁶ Selon la formule $M/(Y+M-X)$, où M est la valeur des importations, Y le Pib, et X la valeur des exportations.

Pib correspondants. Au niveau des flux de produits/pays, on s'est contenté de spécifier leur structure et de déterminer des contributions aux soldes.

Quant aux bases, dans le cas de la Grèce, on dispose de plusieurs possibilités : séries OCDE, séries Eurostat, séries Elstat, séries Eurostat des TER. Elles portent sur les produits comme sur les pays. Les TER ont l'avantage de détailler par branche industrielle à la fois le PIB et le commerce extérieur. Ils ont l'inconvénient d'être limités dans le temps, le dernier TER commun étant celui de 2011. Les séries en euros fournies par Eurostat pour l'UE 28 et la Grèce, ou par Elstat par produits CN ou CTCI à 1 et deux chiffres, et par pays, ont l'avantage de détailler les produits et les pays et de couvrir la période 2010-2015. Elles ont l'inconvénient de ne pas « coller » aux TER. Il n'a pas été possible d'exploiter les productions communautaires (données Prodcom) et les exportations correspondantes (nomenclature Nace 2), dont les détails par produit sont plus fins, mais les résultats peu convaincants. Enfin, dans un but de clarté, on s'est limité à l'étude des produits par pays sur la base de la nomenclature CTCI à 1 chiffre.²²⁷ Les bases existent cependant pour approfondir chaque marché.

La recherche d'une profondeur dans le temps nous a paru importante, précisément en raison de l'adhésion à la CEE en 1980. Achilleas Mitsos²²⁸ en 1989 a étudié longuement les effets du désarmement douanier sur l'industrie, au moment de l'adhésion de la Grèce -dont il fut un des acteurs. Il a montré que le déficit croissant de la balance commerciale observé à partir de l'entrée dans la CEE était moins imputable au désarmement douanier qu'au défaut d'investissement de cette période (dû lui-même à une politique économique qui affaiblit la compétitivité du pays). Même s'il est difficile de comparer ses données avec les séries plus récentes, ses conclusions, l'existence d'Annuaire d'Elstat assez précis par produits et par pays, permettent d'acquiescer cette profondeur.

Il ressort de ces approches que la Grèce, bien qu'elle se caractérise par une forte spécialisation de ses produits, a su enrichir largement leur contenu et valoriser ses avantages ; tout en s'intégrant à l'espace européen, elle a conservé une ouverture spécifique au monde, dont elle profite et qu'elle accroît à l'occasion de la crise.

²²⁷ CN = Combined Nomenclature. SITC = Standard International Trade Classification (en français CTCI ou Classification Type du Commerce International). Niveau 1-digit ou 2-digits (division 1 ou 2 chiffres).

²²⁸ Μητσός, Αχιλλέας: « Η ελληνική βιομηχανία στη διεθνή αγορά » (Mitsos, Achilleas : « *L'industrie grecque sur le marché international* ») Themelio, Athènes, 1989.

2°) Analyse par produit : effets de spécialisation

La petite taille du marché grec, en tant qu'espace et en tant que population, explique la forte spécialisation de ses échanges extérieurs²²⁹. Si l'adhésion à la CEE lui a ouvert le Grand Marché, elle y est un nouveau venu : elle doit éviter les concurrences existantes en développant ses propres lignes de produits.

La crise financière a renforcé ces contraintes.

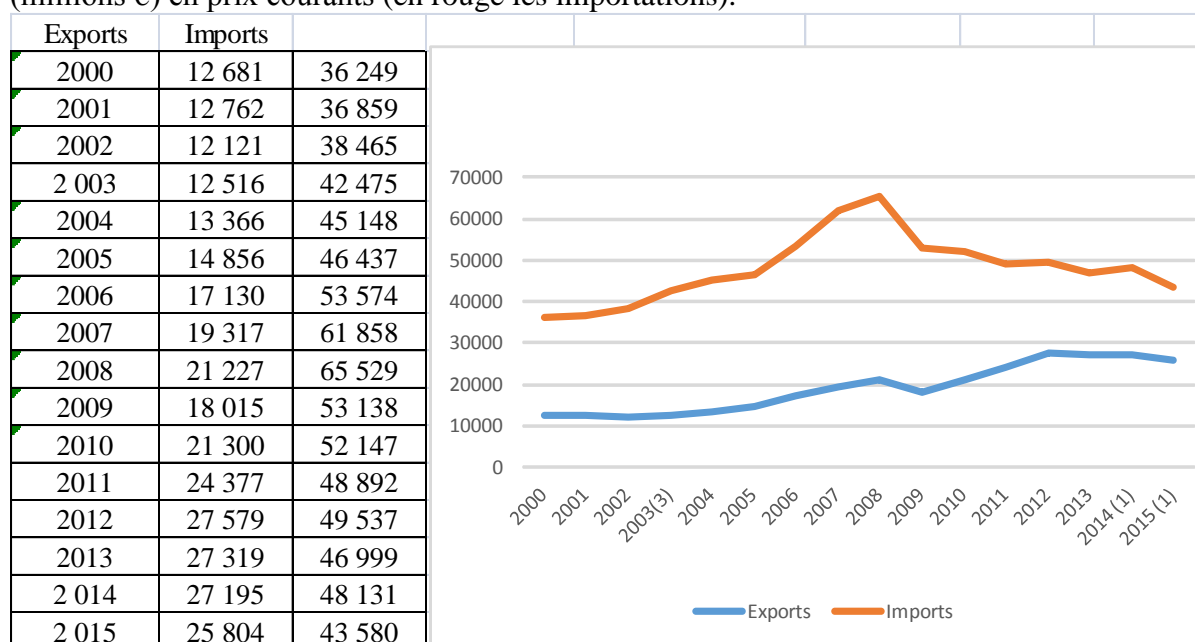
a) Vue d'ensemble.

La Grèce exportait, en 1980, pour 4.7 milliards de \$ de marchandises agricoles et industrielles²³⁰ et en importait pour 11.5 milliards de \$, soit un taux de couverture des importations par les exportations de 41 %. (Annuaire Elstat 1985). En 2000, elle en exportait pour 12.7 milliards d'€ et en importait pour 36.2 milliards d'€, soit un taux de couverture de 35%. En 2014, les chiffres sont respectivement de 27.2 milliards d'€ et 48.1 milliards d'€. L'écart s'est réduit en valeur de 23.5 Mds € à 20.9 Mds €. Le taux de couverture s'est sensiblement amélioré et s'élève à 56.5%. Le déficit commercial n'en reste pas moins très élevé. Le tableau ci-dessous (tableau 26 et graphique 6) montre l'évolution des valeurs depuis 2000, la forte croissance des importations jusqu'en 2008, les effets de la crise à partir de 2009, la croissance bien plus lente des exportations et leur décollage à partir de 2004, puis de 2010. Le ciseau qui s'était ouvert anormalement jusqu'en 2008, se referme en 2015. Comme on le verra plus loin, la variation des prix du pétrole explique le tassement de 2014-2015.

²²⁹ Agriantoni, Christina : « *Marchés, produits, innovation* ». Colloque du 12.10.2015, L'Industrie. Des Produits et des Hommes. INALCO.

²³⁰ On a choisi de cumuler produits agricoles et industriels, d'abord parce que les nomenclatures ne les distinguent que des services, ensuite parce, comme on l'a vu plus haut, l'intégration des produits bruts du sol et des produits transformés qui en sont issus est de plus en plus forte. On pense à la « diète » méditerranéenne. Ces produits, comme on le verra plus loin, sont rapportés au PIB agricole et industriel cumulés.

Tableau 26 et Graphique 6. Evolution entre 2000 et 2015 du commerce extérieur de biens (millions €) en prix courants (en rouge les importations).



Source : Elstat, Commerce extérieur de Biens et marchandises.

Ce déséquilibre est structurel. Il distingue la Grèce de ses voisins, comme le montre le tableau 27 ci-dessous²³¹ qui compare, en milliards d'€ et en 2014 les échanges de la Grèce à ceux de l'UE 28, du Portugal, de la Bulgarie voisine et de la France.

Tableau 27. Echanges de biens (intra et extra-communautaires, en milliards d'€) et taux de couverture en 2014

	Exports	Imports	taux couverture
UE 28	4638	4531	102
Grèce	40,2	71	57
Portugal	82,4	102,8	80
Bulgarie	35,9	42,3	85
France	702,7	858,5	82

Source : Eurostat, statistics explained 04.2015

Il correspond en réalité au déplacement en Grèce des facteurs de production vers deux activités de services traditionnelles, l'Armement naval et le Tourisme, dont la balance des recettes équilibre, au moins en partie, la balance commerciale. Le tableau 28 ci-dessous²³²,

²³¹ Chiffres extraits d'Eurostat : Statistics explained, International trade in goods. Septembre 2015, cumul des flux intra et extra-communautaires.

²³² Chiffres extraits d'Eurostat : Statistics explained International trade in goods and services. Avril 2015.

pour les mêmes pays, mais en 2013, rapporte au PIB les échanges de biens et de services (extra UE).

Tableau 28. Parts en 2013 des échanges de biens et de services dans les PIB en % dans l'UE

	Biens		Services		Total	
	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports
UE 28	13	12,8	5,2	3,9	18,2	16,7
Grèce	12,4	21,8	15,3	6	27,7	27,8
Portugal	28,7	33	12,4	6,4	41,1	39,4
Bulgarie	55,7	61,5	14,4	9,2	70,1	70,7
France	21	24,1	8,7	6,9	29,7	31

Source : Eurostat, *statistics explained 04.2015, parts du PIB 2013*

Les exportations de biens de la Grèce en 2013 représentent 12.4 % de son PIB, contre 13 % pour l'UE 28, les importations 21.8 %, contre 12.8 % pour l'UE 28. Inversement, les exportations de services représentent en Grèce 15.3 % du PIB et les importations 6%, contre respectivement 5.2 et 3.9 % pour l'UE 28.

Au total, la Grèce est un pays plus « ouvert » que la moyenne européenne, peu éloignée de ce point de vue de la France, mais loin derrière le Portugal ou la Bulgarie.

Après la correction effectuée pendant la crise financière, le pays a rééquilibré sa balance des échanges courants (biens et services et transactions courantes).

Un autre aspect structurel du commerce international de la Grèce peut s'analyser dans le rapport de l'industrie à l'économie globale, aux niveaux différents du PIB, des exportations et des importations (tableau 29). Il nous a paru intéressant d'exclure des branches industrielles la construction et les services publics (eau-électricité-gaz, traitement des déchets), qui, à l'exception des travaux publics, sont peu affectées par le commerce international, mais d'y inclure l'agriculture, qui l'est fortement.

Tableau 29. Parts de l'industrie -construction et services publics exclus, agriculture incluse- dans le PIB et dans le commerce extérieur en Grèce et dans l'UE entre 2000 et 2011 (en %)

	2000		2005		2008		2011	
	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27
PIB	26,9	28,6	25,2	26,7	21,2	21,8	19,0	20,1
Exports	34,3	67,2	36,0	63,7	41,9	59,9	47,6	53,6
Imports	74,6	80,1	80,8	78,9	83,0	80,5	82,2	75,7

Source : Elstat, Eurostat, TER

La part du PIB industriel et agricole dans l'économie est presque égale à celle de l'UE 27, et évolue de la même manière dès 2005, bien avant la crise ; celle des exportations industrielles dans les exportations totales, nettement inférieure à celle de l'UE 27 en 2000 (près de 30 points d'écart), l'est encore en 2011, mais l'écart se réduit à 6 points seulement : elle a crû en Grèce alors qu'elle reculait fortement dans l'UE 27. Celle des importations industrielles dans les importations totales dépasse celle de l'UE 27 dès 2005 et l'écart s'accroît en 2011.

Trois conclusions : un déficit du commerce industriel et agricole structurel, mais compensé par les services, une croissance des exportations en temps de crise qui dénote à la fois la réorientation de la production vers les marchés extérieurs et l'amélioration de la compétitivité du pays, un rapprochement par rapport à l'UE de la part de l'industrie dans l'économie et dans le commerce extérieur.

b) Revue de détail

Deux recherches²³³ ont été effectuées sur la base des analyses du commerce extérieur par produits : en premier lieu la structure des flux, en vue de repérer le niveau de spécialisation ; en second lieu, les rapports au PIB, pour mesurer les propensions à exporter et à importer. Mais avant tout, il faut y distinguer les produits pétroliers, en raison de leur poids et de son évolution spécifique dans l'industrie grecque.

- Hydrocarbures (pétrole, gaz et produits pétroliers²³⁴).

Les flux de produits pétroliers ont, dans le commerce extérieur de la Grèce, un poids particulier et y constituent un élément majeur de spécialisation (tableau 30). La création après la guerre d'entreprises pétrolières et gazières efficaces (Motor Oil, Elpe, Depa²³⁵ et leurs distributeurs) a permis d'affirmer une position exportatrice de premier plan dans la région. D'ailleurs, la part dans le PIB de cette activité s'élevait déjà à 16 % en 2011 et 6.8 % dans la VAB (le poids particulier des impôts dans cette branche explique l'écart entre PIB et VA).

²³³ On trouvera en annexe 5 un tableau du commerce international de la Grèce et de l'UE 28 pour les 99 classes de produits agricoles et industriels, regroupées en 10 sections, pour les années 2005 et 2014.

²³⁴ Καύσιμα en grec (carburants)

²³⁵ ΔΕΠΑ : Δημόσια Επιχείρηση Αερίου

La dépendance énergétique du pays s'affirme en partie dans la part des importations de pétrole et de gaz dans les importations totales. De 17.3 % en 2005, elle passe à 21.4 % en 2008, date du sommet de la courbe d'importations, puis à 33.7 % en 2014.

Tableau 30. Part des hydrocarbures dans le commerce extérieur entre 2005 et 2014 (en%)

Section V	2005	2008	2010	2014
Importations	17,3	21,4	23,8	33,7
Exportations	11,5	23,6	27,2	39,9

Source : *Elstat (nomenclature CN 2) en prix courants*

Elle s'affirme aussi dans leur rapport à la demande intérieure²³⁶, moitié supérieure à celle constatée pour l'UE 27 (217 contre 145). Le montant des importations totales, il est vrai, a décliné de 27 % entre 2010 et 2014, mais le prix du pétrole a connu aussi en 2014 son point le plus élevé. En 2015, le contrôle des capitaux et la baisse forte des prix du pétrole ont provoqué un retournement sérieux de tendance.

La vigueur des exportations d'hydrocarbures se manifeste dans la part des produits pétroliers dans l'ensemble des exportations, qui passe de 11.5 à près de 40 %, cette fois dans le cadre d'exportations en croissance de 28 %. Elle se manifeste aussi par sa performance à l'exportation, mesurée par le rapport aux VAB, double de celle de l'UE 27 tant en 2008 qu'en 2011.

Si l'on extrait les flux d'hydrocarbures de l'étude des flux de l'ensemble des biens, ce n'est pas pour minorer la performance particulière de la Grèce dans ce domaine ; au contraire, elle a su construire une industrie vigoureuse et occuper les marchés des Balkans et du Proche et Moyen Orient.

- Structure des importations par produit (hors hydrocarbures).

La comparaison des structures d'importation de biens entre la Grèce et l'UE 28, et de leur évolution de 2005 à 2014, est instructive, tant dans les spécialisations, que dans la nature des produits traités (tableau 31).

D'abord, les écarts entre les deux ensembles sont moins sensibles, en début de période, que ce que l'on aurait pu penser, et même, en 2008, pour les machines et matériels de production, ils se réduisent.

²³⁶ Comme définie plus haut (importations / (VAB ou PIB + importations – exportations)).

Ensuite, la crise, à partir de 2010, accentue ces écarts, tant pour l'agroalimentaire ou la chimie que pour les machines (de 3 à 8 points pour le premier, de 0 à 3 points pour la seconde, et de 5 à 14 points pour les troisièmes) : la consommation résiste mieux aux restrictions que la production.

Enfin, la dépendance de la Grèce est claire pour l'agroalimentaire (carence en viande, laitages, oléagineux) et pour les machines et matériels ; elle l'est de manière moins caractérisée pour la chimie (mais pharmacie et plastiques y occupent des parts analogues, et si la chimie organique définit l'UE, ce sont les cosmétiques et savons qui définissent la Grèce, ce qui explique le poids relatif plus important de la chimie) ; et pour les industries traditionnelles (bois, papier, textile et habillement, jouets, articles de luxe).

Tableau 31. Distribution des importations de la Grèce et de l'UE 28 par produits regroupés en grandes catégories²³⁷ entre 2005 et 2014, en % (hors hydrocarbures)

	2005		2008		2010		2014	
	UE	Grèce	UE	Grèce	UE	Grèce	UE	Grèce
IAA	9,7	14,1	10,5	13,7	11,0	16,1	11,9	19,9
Chimie Plastiques	17,6	19,2	18,0	18,7	19,4	20,9	19,7	23,2
Ind. Traditionnelles	13,8	16,5	13,0	16,2	13,3	15,6	13,5	13,7
Produits de base	12,0	11,3	14,4	12,5	13,2	10,1	12,3	10,5
Machines et matériels	45,6	37,5	43,2	38,0	42,5	35,1	41,9	29,9
Divers	1,3	1,3	0,9	0,9	0,8	2,1	0,8	2,8

Source : Eurostat, Commerce extérieur (nomenclature CN 2)

Ainsi, déclin de l'investissement productif (machines et matériels de production) et restrictions sur les biens de consommation (alimentation, pharmacie, voitures) caractérisent cette évolution, dans un cadre de baisse du montant des importations de plus du tiers entre 2014 et 2008 (- 38%).

De manière plus détaillée, des 99 classes de produits de la nomenclature combinée à 2 chiffres (CN 2), on a extrait celles dont la part dépasse 1 % : entre 2005 et 2014, leur nombre est invariable (25) pour un poids qui diminue à peine (de 78 à 75%) ; le *turnover* est faible : 4 classes de produits rentrent dans la liste en 2014 (dont 3 agro-alimentaires) et 4 disparaissent. Mais pour les produits communs aux deux listes, les % varient de manière importante : 13 classes gagnent 9.4 %, dont celles des produits alimentaires, d'habillement, chimiques et des

²³⁷ L'agroalimentaire groupe les classes 1 à 24 de la CN2, la chimie les classes 28 à 40, les industries traditionnelles les classes 41 à 67 et 94 à 96, les produits de base les classes 25-26 et 68 à 83, les machines et matériels électriques, de transports et de précision, les classes 84 à 93, les divers les classes 97 à 99. Les carburants sont isolés dans la classe 27.

navires, et 10 perdent 12.3 %, essentiellement celles des produits industriels de consommation (voitures), des demi-produits (fonte, acier) et d'équipement (machines et équipements électriques).

Les répartitions sont beaucoup moins concentrées dans l'UE 28, les 21 classes de plus de 1 % en 2005 représentant 66 % du total ; ramenées en 2014 à 19, elles représentent 61 %. L'amplitude des variations est plus faible.

En résumé, la Grèce présente des importations industrielles plus concentrées, dont le profil évolue rapidement avec la crise, et se distingue du profil moyen de l'UE. Les produits de consommation y dominent largement (2/3) et si leur part, relativement aux produits semi-finis et biens d'équipement demeure stable, par rapport à 2005, c'est le résultat principal des taxations de voitures, qui en freinent l'importation.

- Structure des exportations par produit (hors hydrocarbures)

Une analyse identique a été faite pour les exportations (tableau 32).

Tableau 32. Distribution des exportations de la Grèce et de l'UE 28 par produits regroupés en grandes catégories entre 2005 et 2014, en %, hors hydrocarbures

	2005		2008		2010		2014	
	UE	Grèce	UE	Grèce	UE	Grèce	UE	Grèce
IAA	8,8	26,3	9,5	25,5	10,1	27,7	10,8	29,5
Chimie Plastiques	18,8	19,0	19,3	17,5	21,0	18,8	20,4	19,0
Ind. Traditionnelles	12,0	20,9	11,2	16,3	11,1	16,0	11,1	14,1
Produits de base	12,0	15,8	13,6	20,2	12,6	17,8	12,1	18,3
Machines et matériels	47,6	15,2	45,7	17,0	44,4	16,3	44,5	15,8
Divers	0,8	2,9	0,8	3,6	0,8	3,4	1,0	3,4

Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CN2)

On constate en premier lieu qu'elles sont beaucoup moins massivement concentrées en Grèce que dans l'UE 28 : agroalimentaire et chimie y représentent, en 2014, 49.5 % du total, quand chimie, machines, matériels électriques et instruments dans l'UE 28 représentent 65 % du total. Et cette concentration a peu évolué depuis 2005 (un peu plus forte en Grèce).

En second lieu, les écarts entre Grèce et UE 28 varient faiblement : ils sont stables dans les IAA ; dans les industries traditionnelles (textile, cuir, habillement), l'écart diminue fortement :

elles sont en déclin en Grèce, où elles avaient occupé une place majeure dans les années 80, et rejoignent la place qu'elles occupent en Europe, à l'exception toutefois des jouets et articles de fantaisie ; les produits chimiques ont une part très proche de celle qu'ils occupent dans l'UE 28, légèrement croissante²³⁸ ; dans les produits de base, où la Grèce détient une position forte, l'écart s'accroît de 2 points en faveur de la Grèce ; l'écart est très important dans les machines et matériels en faveur de l'UE 28 (32 points) et il ne se réduit que de 4 points.

En troisième lieu, si les exportations sont, proportionnellement à la population, comme d'ailleurs la valeur du PIB, bien plus faibles en Grèce (près de 5 fois), leur structure ne présente plus l'archaïsme que la littérature scientifique lui attribuait dans le passé : produits de base, pharmacie et plastiques, industries traditionnelles y occupent des parts comparables à celles constatées dans l'UE 28. La seule véritable divergence est celle qui oppose produits agroalimentaires et biens d'équipement/matériels roulants, mais les premiers sont aujourd'hui le résultat de processus complexes et bien maîtrisés de transformation de la matière première agricole (laitages, vins, boulangerie pâtisserie, produits de la mer), à valeur ajoutée importante, et les seconds ont des marchés dont les coûts d'accès sont insurmontables pour de nouveaux entrants, de taille modeste de surcroît. La Grèce s'est spécialisée naturellement dans les premiers. Enfin, dans les produits de base, le travail des métaux est une spécialité grecque, résultat de l'activité de 2 groupes privés dans l'aluminium, le cuivre, la fonte-acier et leurs dérivés et leur part s'accroît encore en 2014.

De manière plus détaillée, les classes de produits CN 2, dont la part dépasse 1 % des exportations, sont au nombre de 26 en 2005 et de 28 en 2014 ; 3 ont disparu de la liste en 2005, 5 apparaissent en 2014. La part dans le total de ces produits reste « immobile » à 81.7 %. En revanche, la stabilité générale des classes masque des mouvements parfois vifs : 10 classes baissent en tout de 11.4 % et 13 croissent en tout de 10.4 %. Les 5 premières classes de 2014 sont toutes industrielles et représentent presque le tiers du total, (Aluminium, Chaudières, Pharmacie et Plastiques, Matériels électriques) ; sur les 5 suivantes, 4 sont alimentaires et leur part est de 16.5 %.

Dans l'UE 28, le nombre de classes de plus de 1 % s'accroît de 2, pour des parts totales inchangées de 78 %. Les 20 autres classes sont les mêmes entre 2005 et 2014. Les mouvements dans ces classes sont beaucoup moins amples que pour la Grèce : 9 baissent de 5.5 % et 11 croissent de 3.6 %. Forte stabilité de l'ensemble.

²³⁸ De manière plus détaillée, la part de la Grèce s'accroît dans les matières plastiques et diminue dans la Pharmacie, quand celle de l'UE s'accroît dans la pharmacie et stagne dans les matières plastiques. La part de la Grèce dans la chimie organique est très faible, celle de l'UE étant significative, elle est forte dans la pharmacie mais sa part converge vers celle de l'UE, et dans les matières plastiques sa part se détache de celle de l'UE.

En résumé, dans le cadre de valeurs croissantes, les écarts entre Grèce et UE 28 sont relativement stables ; les structures sont relativement homogènes et en partie convergentes. Mais dans le détail des 99 classes de produits, les parts relatives connaissent en Grèce, du fait de la crise, des mouvements d'adaptation amples et rapides que l'UE 28 ne connaît pas. Mais, à vrai dire, le regroupement de 28 pays lisse les écarts et leur évolution.

- Propension à exporter (Εξωστρέφια).

On a recherché si la Grèce présentait dans l'UE 28, dans la période 2005 à 2014, malgré son passé et les structures initiales de ses produits d'exportation, une propension particulière à exporter et pour quels produits. En d'autres termes, le pays est-il plus ou moins efficace que la moyenne des pays de l'UE 28 en termes de croissance comparée, ou en termes d'ouverture ?

En premier lieu, la croissance des exportations grecques, depuis 2005, à l'inverse de son PIB, est plus vive que celle de l'UE 28, + 80 % contre + 40 % et, plus intéressant encore, c'est le cas pour la période 2010-2014 où la Grèce est en crise. Il y a bien réorientation de la production vers les marchés extérieurs, en réaction au rétrécissement du marché intérieur. La croissance des produits pétroliers est telle qu'elle déforme la structure des exportations, + 740 % contre + 90 % dans l'UE. Aussi, convient-il d'analyser sans eux les autres classes. Celles-ci ne croissent alors qu'à un rythme plus faible que celui de l'UE, + 25% contre + 39 %²³⁹ et celles en croissance plus rapide sont plus rares : 38 % d'entre elles, représentant 43 % du total des exportations, ont un taux de croissance supérieur à celles de l'UE 28. On note que les produits alimentaires accompagnent seulement le dynamisme européen, et que les plus dynamiques sont les laitages (feta, yaourt grec), les fleurs et préparations diverses, les bières et eaux minérales. L'huile d'olive, produit phare, pâtit d'une mauvaise récolte 2014.²⁴⁰ Dans la chimie, ce sont les engrais, les produits explosifs et inflammables et les matières plastiques qui se distinguent, mais la pharmacie stagne : elle est un produit à usage principalement intérieur. Dans les industries traditionnelles, les articles en cuir, pâtes de bois, papiers et cartons, fibres synthétiques et corderie, bonneterie, chaussures, jouets et objets d'art surperforment. Les industries de base, ciment et métaux (cuivre- aluminium-plomb), se sont adaptées à la crise et dépassent la moyenne européenne, mais acier et nickel pâtissent de la

²³⁹ Observons cependant qu'en 2015, la baisse des exportations d'hydrocarbures s'accompagne, malgré les contrôles de capitaux, d'une augmentation sensible des exportations d'autres produits. Leur augmentation par rapport à 2005 est de 35 %. Celles de l'UE entre 2005 et 2015 ont crû de 48 %.

²⁴⁰ Rattrapage en 2015, profitant en outre d'une conjoncture mauvaise en Espagne et en Italie, mais le taux de croissance par rapport à 2005 reste nettement inférieur à celui de l'UE 28.

surproduction mondiale en 2015. Plus surprenant, et confirmé en 2015, la Grèce exporte, à un rythme plus rapide que celui de l'UE 27, chaudières, équipements électriques, instruments de précision (contrôle et mesure, horlogerie), armes et munitions (programmes européens).

En second lieu, l'efficacité relative des exportations se mesure en général par rapport au PIB. Dans le cas de la Grèce, pour des raisons de comparabilité des TER, le rapport a été fait avec les VAB. Il faut préciser que l'étude (tableau 33) n'a porté que sur les exportations extracommunautaires, seules disponibles pour l'UE 27 et aux dates de 2008 et 2011. La Grèce y présente une propension à exporter globalement inférieure à celle de l'UE 27, et qui s'aggrave avec la crise, en raison, en 2011, du recul des services.

Tableau 33. Propension à exporter de la Grèce et de l'UE entre 2000 et 2011 (en % de la VAB)

	2000		2005		2008		2011	
	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27
Agroindustrie	20	37	19	36	20	34	32	39
Industrie de transformation	44	50	43	50	40	57	60	63
Services	10	7	10	8	10	10	9	13
Economie	13	16	12	15	12	17	13	20
Agriculture	9	7	7	7	8	7	10	9
Mines	41	nd	9	nd	12	31	16	15
Agroalimentaire	25	nd	19	nd	16	25	18	28
Textile, Habillement, Cuir	48	nd	58	nd	38	50	46	56
Bois	30	nd	12	nd	6	26	11	25
Papier	28	nd	23	nd	13	41	33	48
Produits pétroliers	144	nd	430	nd	149	114	228	176
Chimie	88	nd	93	nd	71	76	98	99
Pharmacie	13	nd	11	nd	13	57	16	84
Caoutchouc, Plastiques	56	nd	49	nd	26	35	30	37
Produits non métalliques	20	nd	17	nd	13	22	27	23
Métaux de base	47	nd	60	nd	42	71	100	94
Produits métalliques	18	nd	11	nd	10	17	13	22
Produits électroniques	95	nd	32	nd	39	102	ns	111
Produits électriques et optiques	49	nd	47	nd	39	67	85	73
Machines et biens d'équipement	55	nd	61	nd	45	102	67	94
Véhicules routiers	68	nd	49	nd	18	84	248	94
Autres transports	78	nd	240	nd	335	137	277	164
Ameublement	17	nd	9	nd	6	40	8	39

Sources : Elstat, Eurostat, TER

En revanche, la situation, nettement défavorable pour les produits agroindustriels s'améliore lentement de 2000 à 2008, puis fortement avec la crise, en 2011. Si l'on restreint l'analyse aux produits de la transformation stricto sensu hors agriculture, réparation, électricité-gaz et

services publics²⁴¹, et construction, la situation, qui se dégradait lentement de 2000 à 2008, s'améliore brusquement en 2011, l'efficacité exportatrice de ces produits approchant alors celle de l'UE. Encore faudrait-il isoler de la construction la branche des travaux publics, fortement exportatrice dans un marché intérieur dévasté. Hors produits pétroliers, la même dégradation de 2000 à 2008 s'aggrave, et le redressement ne comble guère le grand écart avec l'UE 27.

Pour les années 2008 et 2011, on dispose du détail par branche²⁴². Si les produits agricoles sont plus compétitifs, ce n'est pas le cas de l'industrie agroalimentaire dont la position se dégrade continûment depuis 2000. Les écarts sont importants pour les industries traditionnelles, textile-habillement-chaussure, bois et papier, ameublement. Si l'industrie pétrolière grecque affirme son dynamisme et l'améliore, la chimie, y compris la pharmacie et les plastiques demeurent très en retrait de la moyenne de l'UE 27. Dans les produits de base, matériaux de construction et traitement des métaux, le pays défend ses positions et les renverse en 2011 en sa faveur. Les produits électriques et électroniques ne sont pas un point fort de l'industrie grecque, mais il semble que la fabrication de matériels électriques améliore sa compétitivité. Enfin, dans la mécanique, le pays a construit une industrie de machines (chaudières, machines agricoles), matériels de transport (cycles et véhicules spécialisés) et surtout de constructions navales, spécialisée et capable de s'imposer sur des marchés de niche.

Ces données signalent une amélioration réelle et rapide de la compétitivité de l'industrie, en même temps que la dégradation des marges (VAB) due à la crise.

Le rapport à l'output (les deux données sont hors taxes) confirme l'analyse : la position de l'industrie s'améliore et l'industrie de transformation, stricto sensu, présente en 2011 une efficacité exportatrice plus grande que celle de l'UE 27. Le rôle de l'industrie pétrolière explique cette performance qui, pour les autres branches, est simplement analogue à celle de l'UE 27.

Toutes ces analyses confirment la différenciation accrue des exportations grecques, longtemps dominées par les produits agricoles (coton, huiles, raisin sec et après-guerre fruits et légumes), l'enrichissement de leur valeur, la rapidité de leur croissance, une réaction positive des industriels à la crise. Entre l'Etat et le Marché, force est de constater que l'Etat est pour peu

²⁴¹ Services publics de l'électricité et du traitement des eaux usées et des déchets.

²⁴² Il convient de préciser que le rapport entre Exportations et VAB donne une image faussée, particulièrement des branches agroalimentaire et hydrocarbures, en raison de la non prise en compte des impôts (boissons, tabacs et carburants). Mais on ne dispose pas du montant des impôts pour l'UE, pour comparer des PIB. Ainsi en 2011 la branche hydrocarbures en Grèce compte 5995 d'exportations, 2069 de VAB et 5231 d'impôts. Rapporté au PIB, la propension à exporter serait de $5995 / (2069 + 5231) = 0.82$.

dans ces évolutions qu'ont mises en œuvre des agents économiques réagissant seuls à un environnement de crise.

A. Mitsos²⁴³ notait : « le seul rôle que l'Etat se refuse à exercer, est de tracer une politique de développement industriel, avec des choix clairs, des objectifs concrets, des programmes, des règles du jeu stables, avec responsabilité »

- Propension à importer (ou degré de pénétration des importations, εισαγωγική διείσδυση)

Symétriquement, on a recherché si la Grèce présentait dans l'UE 27, dans la période 2005 à 2014, une propension particulière à importer et pour quels produits. En d'autres termes, la pénétration des produits étrangers est-elle, par rapport à l'UE 27, plus grande, en termes de croissance comparée, ou en termes d'ouverture ?

En premier lieu, si la croissance des exportations, notamment industrielles, tend à converger avec celles de l'UE 27, celle des importations en diverge et l'ajustement opéré entre 2009 et 2011 (et au-delà) y est pour beaucoup, qui rapproche un peu la Grèce de l'UE 27. La baisse du montant des importations hors carburants atteint 17 % entre 2005 et 2014, un peu inférieure à la baisse du PIB. Les importations de l'UE ont crû dans la même période de 32%.

Seules 14 classes de produits sur 99 enregistrent des croissances supérieures à celles de l'UE, dont 8 de nature agroalimentaire, dénotant des dépendances précises : sucre, café, farines, gommes, oléagineux. Et d'ailleurs entre 2005 et 2014, les importations de produits agroalimentaires dans leur ensemble augmentent de 17 % et c'est le seul secteur en augmentation.

D'autres produits connaissent des baisses impressionnantes : les importations d'armes (55%), celles de voitures (75%), à un moindre degré celles de tabacs et boissons (22 et 32 %). Ces dernières ont été lourdement taxées dès 2010. Les importations de produits des industries traditionnelles baissent de 20 %, celles de produits de base (matériaux de construction et métaux) de 40 %, celles de machines, matériels électriques et roulants et d'instruments de précision de 40% (hors navires).

Pour expliquer l'augmentation, on peut faire l'hypothèse de produits de première nécessité dont la production nationale est déficitaire (viandes et laitages, oléagineux hors huile d'olive, hygiène femme et enfant) ou de produits de consommation encore sensibles au modèle « occidental » de consommation (alimentation animale, parfumerie, chaussures, habillement,

²⁴³ Mitsos, Achilleas : « Ο μόνος ρόλος που το κράτος αρνείται να αναλάβει είναι ... η χάραξη αναπτυξιακής βιομηχανικής πολιτικής, με ξεκάθαρες επιλογές, με συγκεκριμένους στόχους, με πρόγραμμα, με σταθερούς κανόνες παιχνιδιού, με υπευθυνότητα ». op.cit. p.14

vaporisateurs, stylos et briquets, montres). Pour expliquer la diminution des importations de voitures, tabacs et alcools, le poids des taxes intérieures suffit ; les produits liés à la construction en subissent la forte baisse (céramique, bois et ameublement, tapis de sol). On peut aussi faire l'hypothèse soit de produits industriels liés aux structures industrielles (importations de matières premières ou produits semi-finis traités à façon ou transformés, comme les céréales et les sucres, objets d'une industrie active, comme la fourrure et la pharmacie (en partie), comme la bijouterie), soit de produits non fabriqués en Grèce (caoutchoucs, bonneterie), soit de difficultés ou réussites des industries métalliques (cuivre, aluminium, plomb dont les importations et exportations croissent en parallèle). Pour les industries mécaniques, la baisse reflète celle de l'investissement privé dans cette période de crise. Les importations de navires croissent de 30 % : elles sont liées à l'armement naval (Elstat les isole pour cette raison dans ses données mensuelles).

Pour mesurer la propension à importer, on rapporte²⁴⁴ les importations -extracommunautaires- à la demande intérieure définie comme le solde de la balance commerciale ajoutée au PIB, ou encore comme les « *final uses* » (consommations finales) des TER moins les exportations. Cet indice mesure pour une branche donnée le degré de pénétration des importations sur son marché.

La comparaison a été faite, comme pour les exportations, pour les données agrégées aux dates de 2000 et 2005 et pour les données par branche aux dates de 2008 et de 2011. La VAB a été préférée au PIB pour des raisons de comparabilité avec les données de l'UE 27 (tableau 34).

La crise n'a freiné que très relativement la propension à importer du pays comme le montre le tableau ci-dessous. Il s'est rapproché de ce point de vue de l'UE 27.

²⁴⁴ La formule utilisée par Eurostat est : M/DD où $DD = (Y + M - X)$, où X est export, M import et Y le PIB, où DD est la demande intérieure (final uses moins exportations).

Tableau 34. Propension à importer de la Grèce et de l'UE entre 2000 et 2011 (en % de la VAB)

	2000		2005		2008		2011	
	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27	Grèce	UE 27
Agroindustrie	39	39	38	39	49	40	55	44
Industrie de transformation	67	51	67	53	72	63	81	68
Services	6	4	4	4	5	5	4	7
Economie	17	14	15	14	18	17	18	18
Agriculture	8	16	9	18	13	21	13	23
Mines	93	nd	87	nd	93	83	93	78
Agroalimentaire	17	nd	18	nd	18	22	18	27
Textile, Habillement, Cuir	70	nd	75	nd	75	75	77	79
Bois	16	nd	41	nd	27	23	18	25
Papier	49	nd	42	nd	40	23	62	36
Produits pétroliers	213	nd	192	nd	124	109	202	145
Chimie	85	nd	95	nd	86	67	99	98
Pharmacie	52	nd	43	nd	58	65	57	80
Caoutchouc, Plastiques	57	nd	52	nd	41	29	41	36
Produits non métalliques	14	nd	17	nd	15	16	21	18
Métaux de base	67	nd	73	nd	65	75	100	95
Produits métalliques	69	nd	19	nd	26	20	30	18
Produits électroniques	97	nd	72	nd	81	101	77	104
Produits électriques et optiques	58	nd	60	nd	58	63	86	72
Machines et biens d'équipement	70	nd	70	nd	72	107	73	88
Véhicules routiers	95	nd	92	nd	88	63	200	86
Autres transports	97	nd	125	nd	120	137	109	178
Ameublement	50	nd	61	nd	59	53	51	55

Sources : Elstat, Eurostat, TER

On constate que là où la propension à importer des produits agricoles et industriels s'accroît de manière régulière en Europe entre 2000 et 2011, la Grèce, qui dans un premier temps, la réfrène, la laisse filer entre 2005 et 2008, mais aussi pendant la crise entre 2008 et 2011. Et en ce qui concerne la part des services, un effet de ciseau se produit, celle de l'UE 27 croît au moment où celle de la Grèce diminue. Le résultat est une certaine convergence entre Grèce et UE 27.

La pénétration des importations de produits industriels, hors agriculture, construction, électricité et services publics, s'accroît régulièrement et fortement dans l'UE 27. Mais en Grèce, structurellement déjà plus élevée, elle « explose » à partir de 2005 et surtout de 2008. Le rôle des produits pétroliers²⁴⁵ est manifeste. Hors ceux-ci, les taux de pénétration tombent aux dates ci-dessus à 57, 55, 60 et 60 %, se rapprochant nettement de ceux de l'UE 27 (55 % en 2008 et 63 % en 2011).

²⁴⁵ Le poste Mines inclut les importations de pétrole et de gaz, qu'on rajoute à celles de produits pétroliers.

Par branche, les écarts s'accroissent modérément dans les produits de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire, les taux de pénétration de l'UE 27 augmentant régulièrement là où ceux de la Grèce stagnent ; ceux de la chimie-pharmacie-plastiques explosent dans l'UE 27, rejoignant ceux de la Grèce et les dépassant largement dans le cas de la pharmacie. Les produits de consommation (bois et papier, ameublement, matériaux de construction, produits électroniques, véhicules routiers) ont vu les importations baisser fortement en Grèce : les taux de pénétration ne sont pas toujours significatifs tant les baisses sont fortes (cas des voitures) et sinon restent stables, tant en Europe qu'en Grèce. Le cas des machines et biens d'équipement enfin, marque une forte stabilité de la propension grecque à les importer, et une forte diminution de celle de l'UE en 2011, qui reste cependant plus élevée que celle de la Grèce.

La diminution drastique des importations grecques de produits industriels, sensible dès 2009, a pesé peut-être moins sur les produits de consommation, que sur des produits semi-finis ou d'équipement, à l'exception des consommations taxées. Elle peut être liée à plusieurs facteurs : le maintien d'importations de produits semi finis en attente de travail à façon puis d'exportation, la baisse des investissements du secteur privé, hors logement, en réaction à la baisse des marges (le redéploiement à l'exportation est une réaction analogue), la persistance d'un « modèle » de consommation tel que l'on ne se passe pas de produits de luxe (montres, parfums), l'existence de produits inélastiques de consommation courante et qui ne sont pas fabriqués sur place, le refus des Etats en général de taxer la consommation pour ne pas aggraver la situation sociale.

Pour conclure l'examen des produits, le commerce extérieur de la Grèce, structurellement déséquilibré -balance de services ne compensant pas celle des biens, balance de produits primaires ne compensant pas celle des biens d'équipement et de consommation- se modifie en profondeur par la diversification et la valorisation de ses produits exportés et par le changement pour un modèle de consommation plus économe. Il se rapproche ainsi de la moyenne européenne. Cette évolution demeure toutefois fragile, une reprise d'activité industrielle se traduisant par un investissement immédiat en importations dont les effets sur les exportations sont différés. L'adaptation à la crise que signale le rebond des exportations semble en revanche durable.

3°) Analyse par pays. Effets d'ouverture

Il existe une ouverture particulière de la Grèce au commerce international. Elle s'explique par les caractéristiques de son offre de produits et de services, mais aussi par ses fondamentaux politiques et culturels, choix de l'Europe, position dans les Balkans et en Méditerranée et culture diasporique. La crise financière l'a accentuée.

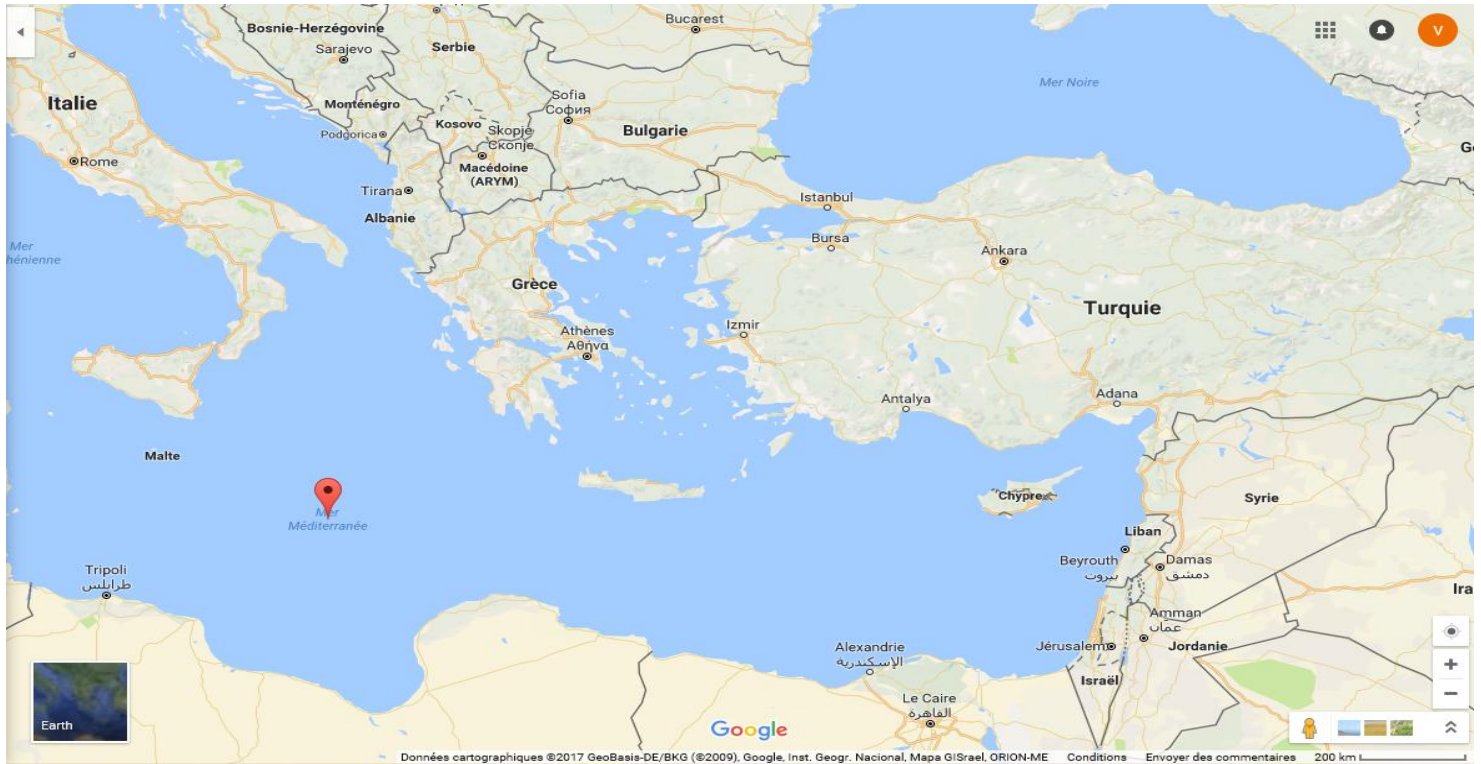
On peut la mesurer de plusieurs façons : en fonction de la part du commerce extérieur dans le PIB (ou la VA), en fonction de la distance entre le point de production et le point de livraison. On peut aussi réfléchir sur la nature des produits par pays, tout en étant limité par la taille des bases et par la nécessité, pour être lisible, de regrouper les produits et les pays. A ce stade, on peut pratiquer les deux nomenclatures de produits européenne CN à deux chiffres ou internationale CTCI à deux chiffres, les montants étant identiques. La plus maniable est CTCI qui permet le regroupement en 9 classes de produits.

Nous avons par ailleurs regroupé les pays en zones, dessinant des « cercles » concentriques : il nous a semblé que l'UE était un premier ensemble majeur par rapport auquel la Grèce occupe une place particulière ; Etats européens non membres de l'UE, Balkans, Méditerranée, élargie au Moyen Orient et CEI forment 4 zones de proximité spécifiques ; enfin, Amérique, Asie, et Afrique-Caraïbes-Pacifique²⁴⁶ forment l'espace lointain, le cercle extrême de cette nébuleuse²⁴⁷.

Il ressort de ce grand voyage que la Grèce, probablement en raison de sa position géographique particulière dans l'UE 28, est plus tournée vers le commerce extra européen ; qu'elle l'est vers les marchés à la fois les plus proches et ceux vers lesquels s'était orientée la diaspora ; enfin qu'elle distribue ou reçoit ses produits dans des zones spécifiques.

²⁴⁶ On a étendu le C de Caraïbes à l'ensemble de l'Amérique Latine.

²⁴⁷ Les Balkans regroupent la Turquie, l'Albanie et les états de l'ancienne Yougoslavie. La Turquie y est incluse pour des raisons historiques, pour des raisons géographiques (Istanbul est en Europe) et surtout pour des raisons de proximité par rapport à la Grèce. Le proche Orient regroupe les états du grand Maghreb de Tanger à Alexandrie. La CEI (Communauté des Etats Indépendants) est issue de l'ancienne Union Soviétique. Le Moyen Orient regroupe tous les états du Croissant Fertile, du Liban-Israël-Palestine au Golfe Persique. Voir détail en annexe 6.



Carte8. Carte de la Méditerranée orientale (extraction Google 2017). On ne commerce bien qu’avec ses proches...

a) Adhérence à l’espace européen

« Si toutes les nations adoptaient le généreux système de la liberté des exportations et des importations, les différents états entre lesquels se divise un grand continent ressembleraient alors aux provinces d’un grand empire. »²⁴⁸. » Adam Smith.

Smith exprime ici de façon frappante le rêve des bâtisseurs du Grand Marché européen des années 80 à 90. C’est à ce rêve qu’adhère la Grèce en 1961 avec l’Accord d’Association, puis en 1979 avec le Traité d’Adhésion, enfin en 2001 avec l’adhésion à l’Eurozone. Décalée par la prise de pouvoir des colonels en 1974, l’adhésion a fait encore l’objet de débats difficiles en 1981 à l’arrivée au pouvoir du Pasok, qui n’y voyait qu’abandon de souveraineté et « mise sous tutelle » politique.

Le premier effet du Traité d’Adhésion a été la disparition de la plupart des obstacles au commerce intra-européen, tarifs douaniers, limitations quantitatives, fiscalité (la TVA remplaçant les droits spécifiques), et aujourd’hui, dans une large mesure règlements

²⁴⁸ “Were all nations to follow the liberal system of free exportations and free importations, the different states into which a great continent was divided, would so far resemble the different provinces of a great empire” Adam Smith, *Wealth of Nations* page 533.

techniques ou sanitaires. La littérature économique de l'époque (Giannitsis, Katseli, Mitsos, Kazakos et Stefanos) a développé longuement les effets attendus de ces adhésions. Les économistes du Pasok estiment que la Grèce ne dispose pas des structures nécessaires pour profiter de l'élargissement du marché et pour résister à la concurrence de ses partenaires. Ils lient la croissance des importations, et donc du déséquilibre du commerce extérieur, à la baisse des tarifs douaniers. A. Mitsos, au contraire, a bien montré que la croissance des importations dès 1979 et surtout en 1981, est due, moins à la disparition de la protection douanière, qui n'est pas encore effective à cette date, qu'à la croissance de la consommation et à la baisse des investissements²⁴⁹. La détérioration de la position concurrentielle de la Grèce s'explique par l'élévation choisie de ses coûts de production. Inversement, les branches qui, profitant du Grand Marché, ont développé leurs exportations sont aussi celles qui étaient le moins protégées. Kazakos, comme on l'a vu plus haut²⁵⁰ a confirmé cette analyse.

Progressivement, toutefois, le Pasok, en la personne de Kostas Simitis, modifie ses positions et, tout en participant activement à l'élaboration de la politique méditerranéenne de la CEE, met en place le Tarif Extérieur Commun et la disparition progressive, mais quasi complète des obstacles au commerce intracommunautaire. Une fois débarrassé le terrain politique et administratif, la réalité, celle forgée par les agents économiques, apparaît plus clairement.

Si l'on compare la place de la Grèce dans la répartition du commerce intra et extra communautaire (importations plus exportations) à celle des autres pays membres de l'UE 28 (graphique 7), le constat est clair : La Grèce est le pays le plus « extraverti » de l'Union Européenne.

Ou inversement le moins « accroché » au Grand Marché. Le commerce intra-européen de pays qui ont déjà servi de points de comparaison, le Portugal et la France, mesuré par les TER en 2010 (annexe 7), représente respectivement 76.7 % et 60.0 % de l'ensemble de leurs exportations, et 75.0 % et 58.1 % de leurs importations. La Grèce présente des taux inférieurs

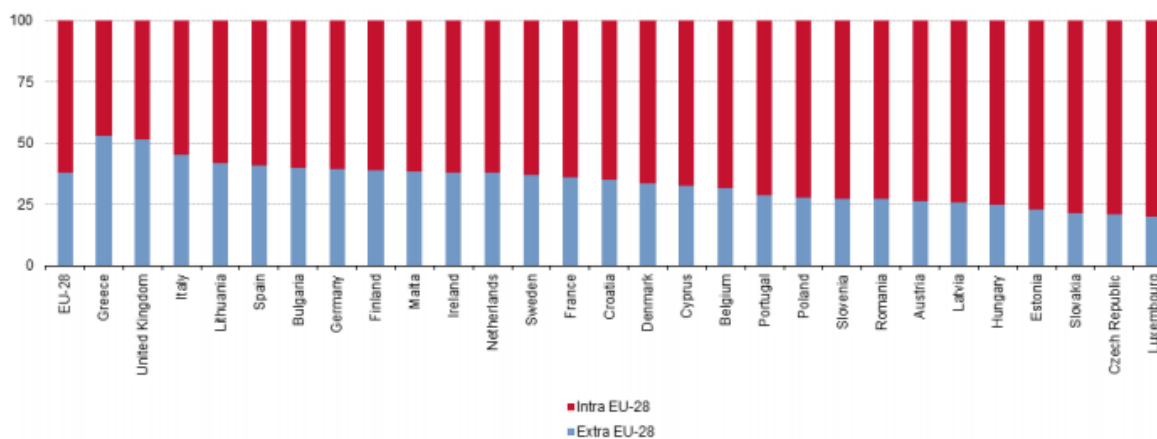
²⁴⁹ Achilleas Mitsos, op.cit : « στα έτη ακριβώς που εξετάζονται, η συμμετοχή της κατανάλωσης στη συνολική εθνική δαπάνη αυξήθηκε σημαντικά, ως αποτέλεσμα της ουσιαστικής ανυπαρξίας επενδύσεων, και όχι βέβαια της ένταξης στην ΕΟΚ » (p.484) et « Η μεγάλη αύξηση των εισαγωγών και του μεριδίου τους στην εσωτερική κατανάλωση δεν οφείλεται στη απελευθέρωση του εμπορίου, διότι απλούστατα αυτή η απελευθέρωση δεν υπήρξε. » (p.471). « Dans les années précisément observées, la participation de la consommation à l'ensemble de la dépense nationale a augmenté de manière importante, résultat essentiellement de l'inexistence d'investissements et non bien sûr de l'intégration à la CEE. » et : « La grande augmentation des importations et de leur part dans la consommation intérieure n'est pas due à la libération du commerce, parce que simplement cette libération n'a pas eu lieu. »

²⁵⁰ Entre l'Etat et le Marché, op.cit.

de 2 et 4 points aux taux français, respectivement pour les exportations et les importations, et de 18 et 21 points aux pourcentages portugais.

Graphique 7. Parts relatives du commerce intra et extra communautaire (cumul 2013-2014), par pays de l'UE

Table 4: Intra EU-28 trade, 2013 and 2014(billion EUR)Source: Eurostat (ext_lt_intratrd)



Source : Eurostat

Pour retracer l'évolution depuis l'adhésion de cette répartition, on a utilisé les annuaires d'Elstat et reconstitué pour les années 1980 à 2000 les zones géographiques homogènes avec celles que nous avons constituées pour les années 2005 à 2014, en détaillant les exportations et les importations.

On a d'abord décrit l'évolution entre 1980 et 2000 des parts respectives du commerce intra et extra communautaire de la Grèce (tableau 35).

Dans un premier temps, la part de l'UE, reconstituée, s'accroît fortement et pèse plus pour les importations que pour les exportations, argument invoqué longuement par les adversaires de l'adhésion. En 1995 toutefois, alors qu'elles ont crû plus vivement encore, la part de l'UE dans les exportations rejoint celles des importations. Enfin, à partir de 1995, probablement dans le cadre du redressement financier du pays, un rééquilibrage de l'intra et de l'extra communautaire s'opère, et les exportations vers les pays tiers retrouvent leur niveau de 1980.

Tableau 35. Evolution des parts du commerce intra et extra communautaire 1980-2000 (en %)

	Imports				Exports			
	1980	1985	1995	2000	1980	1985	1995	2000
Intra UE 28	48,8	53,3	72,9	61,6	58,2	60,6	71,0	59,2
Extra UE 28	51,2	46,7	27,1	38,4	41,8	39,4	29,0	40,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, *Annuaire, commerce extérieur (nomenclature CTIC)*

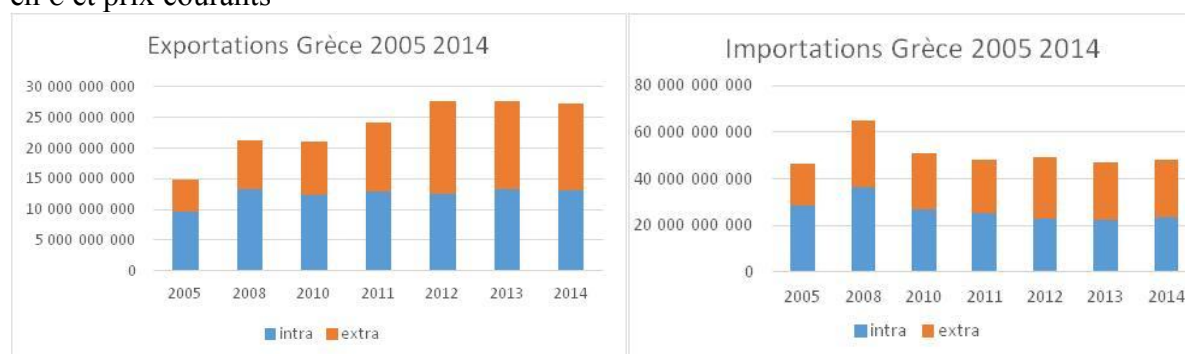
Les données plus récentes (tableau 36 et graphique 8) indiquent un retournement complet de tendance. La part des pays tiers dans les exportations de la Grèce augmente dès 2008 de manière sensible pour dépasser les 50 % en 2012, en temps de crise. Inversement, la part des pays tiers dans les importations se tasse en 2010 pour se stabiliser un peu au-dessus de 50 %. Et les deux ratios se rejoignent.

Tableau 36. Evolution des parts du commerce intra et extra communautaire 2005-2014 (en %)

	Imports				Exports			
	2005	2008	2010	2014	2005	2008	2010	2014
Intra UE 28	60,8	55,8	52,7	48,5	64,6	62,2	58,1	48,5
Extra UE 28	39,2	44,2	47,3	51,5	35,4	37,8	41,9	51,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, *commerce extérieur (nomenclature CTIC)*

Graphique 8. Commerce extérieur de la Grèce, intra et extra communautaire, en 2005 et 2014 en € et prix courants



Source : Elstat, *commerce extérieur (nomenclature CTIC)*

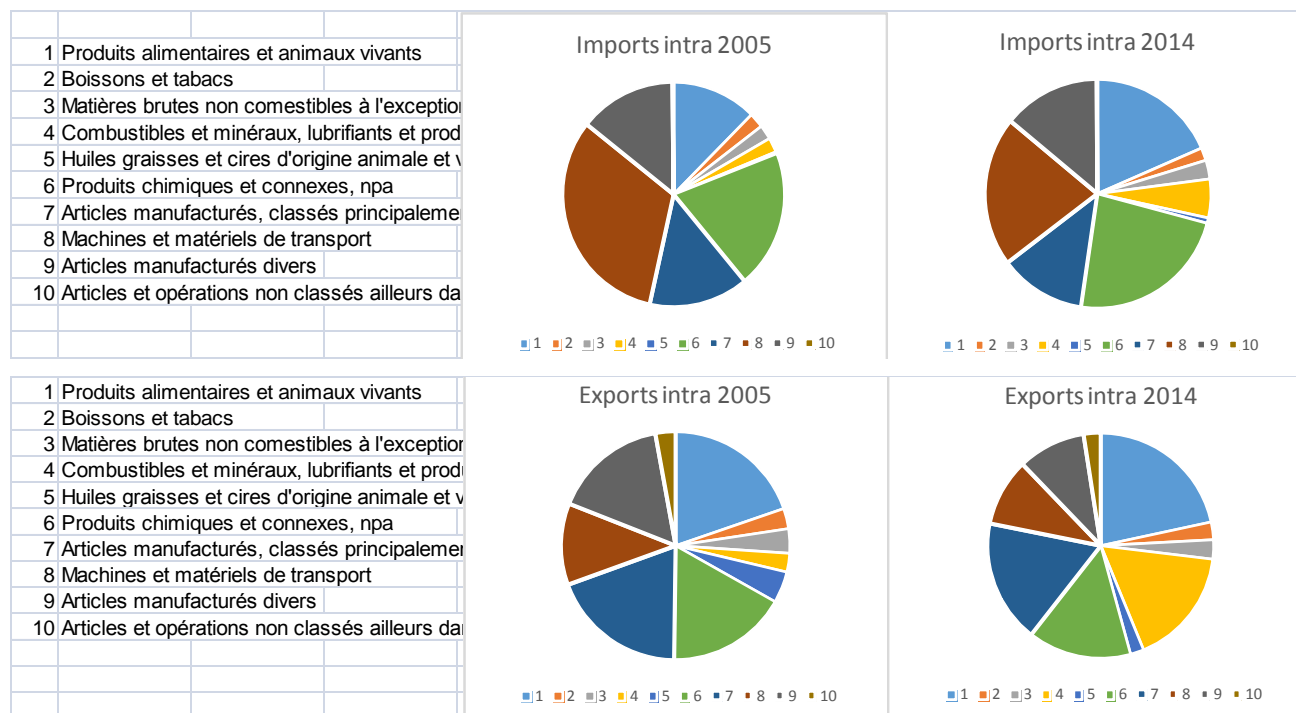
Ce retournement se produit précisément en 2010 : on peut penser que c'est la crise qui le provoque, les industriels Grecs réorientant avec vigueur leurs activités vers les marchés extérieurs, par un instinct puissant de survie. Précisons que l'évolution hors hydrocarbures ou produits pétroliers ne change pas la situation, si elle l'atténue, notamment pour les

importations. En revanche, parce que l'UE elle-même est en crise et qu'elle restreint consommation et importations pour éliminer les doubles déficits et gérer la dette, elle est un marché moins attractif. Les industriels Grecs se retournent vers le grand large.

Deux aspects du commerce intra européen de la Grèce peuvent être étudiés, le type de produits traités, les destinations privilégiés vers les Etats de l'UE.

En ce qui concerne les produits, on s'est limité, pour des raisons de lisibilité, aux 10 catégories de la nomenclature CTIC, et aux années 2005 à 2014 (graphique 9). L'historique de cette répartition existe cependant, à travers les annuaires d'Elstat, que l'on consultera pour l'année 1980.

Graphique 9. Commerce intracommunautaire de la Grèce par classe de produits, 2005-2014



Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

On voit que les échanges de produits pétroliers (4) occupent une place asymétrique dans les importations et dans les exportations : les premières insignifiantes, mais en développement, les secondes multipliées par près de 9 dans la période 2005-2014. Les échanges de produits agroalimentaires (1, 2 et 5) occupent une place importante et croissante, dans les deux cas, mais elle est la première pour les exportations. Les matières brutes (produits bruts du sol et du sous-sol) peuvent être regroupées avec les produits de base fabriqués à partir d'elles (3 et 7) : leur part reste stable dans les importations comme dans les

exportations, mais elle est nettement plus réduite dans les premières. C'est l'inverse pour les produits chimiques. L'UE est le marché privilégié des machines et matériels de transport qui occupent dans les importations de la Grèce la part dominante : cette place est en forte réduction, notamment du fait de la diminution des importations de voitures, mais aussi de biens d'équipement. Les exportations de ces mêmes produits ont une place bien plus réduite et en légère diminution. Enfin les articles divers sont des biens de consommation, à l'exception de l'instrumentation scientifique : leur part reste stable dans les importations et baisse fortement dans les exportations : c'est l'habillement qui en est la cause quasi exclusive. En résumé, les exportations de produits pétroliers remplacent celles de produits d'habillement et dans une moindre mesure de machines et biens d'équipement. Les importations de voitures et dans une moindre mesure de biens d'équipement sont remplacées par celles de produits alimentaires et chimiques.

On peut comparer ces données du commerce intra-communautaire avec celles de l'UE 28²⁵¹ (tableau 37) pour mettre en valeur, de manière significative, le profil très affirmé de la Grèce.

Tableau 37. Répartition par groupe de produits du commerce intracommunautaire de l'UE 28 et de la Grèce et leur évolution entre 2005 et 2014 (en % du total).

UE 28	Exports		Imports	
	2005	2 014	2005	2 014
iaa	8,8	10,8	9,0	10,9
hydrocarbures	5,9	7,8	6,2	7,9
chimie	14,7	16,2	15,4	16,7
produits base	19	17,9	19,0	18
articles manuf	12,7	12,8	12,2	11,7
mach et trpts	38,9	34,5	38,2	34,8
	100	100	100	100
Grèce	Exports		Imports	
	2005	2 014	2005	2 014
iaa	27,1	26,1	14,8	21,0
hydrocarbures	2,7	16,9	2,1	5,4
chimie	17,0	14,8	19,9	23,2
produits base	22,7	20,4	16,6	15,0
articles manuf	19,0	12,2	14,3	14,0
mach et trpts	11,5	9,7	32,2	21,3
	100	100	100	100

Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

²⁵¹ L'UE est passée de 27 à 28 membres avec l'entrée de la Croatie en 2013.

Les différences de structure sont claires : produits alimentaires (imports et exports) et produits pétroliers (exportations de 2014) occupent une place bien plus modeste dans l'UE premier ensemble, au bénéfice principal des machines et matériels de transport. En revanche, les écarts sur les autres produits chimiques, semi-finis et finis sont globalement faibles : pour les exportations, importants en 2005, ils convergent en 2014 ; pour les importations, un écart de 4 points de plus en Grèce en 2005 s'accroît à 6 points en 2014 (la Grèce importe plus de produits de la chimie et de produits finis, et moins de produits de base).

Le second problème étudié est celui des espaces européens privilégiés par le commerce extérieur de la Grèce (tableau 38).

En premier lieu, 7 pays du Nord -Allemagne, France, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Suède et Danemark- représentent un peu moins des 2/3 du commerce intracommunautaire de l'UE 28, leur part diminuant légèrement dans les exportations et de manière plus nette dans les importations. Mais la Grèce n'effectue, en 2005, que 46 % de ses exportations vers ces 7 pays et 34% en 2014 ; elle effectue 58 % de ses importations en provenance de ces pays, en 2005, et 54 % encore en 2014.

Le contraste est frappant en ce qui concerne 11 pays du Sud²⁵² : l'UE ne réalise avec eux qu'environ 1/5ème de ses exportations et 1/6ème de ses importations. En revanche, la Grèce exporte vers eux 47 % de sa production en 2005 et 58 % en 2014 ; elle n'importe de ces pays que le 1/3 de ses importations totales (parts en croissance en 2014).

Il s'agit bien de Méditerranée. Parmi les 6 pays de l'ancienne CEE, elle a privilégié l'Italie, vers laquelle ses exportations croissent de près de 50 % et avec laquelle elle effectue près de 1/5ème de son commerce intra-européen. Elle a privilégié aussi les îles (Malte, Chypre, Gibraltar), les riverains de la mer Noire (Bulgarie, Roumanie), et ceux de l'Adriatique (Croatie, Slovénie), enfin l'Espagne et le Portugal. Les exportations vers cet ensemble, y compris l'Italie, croissent de 68 % (celles de l'UE de seulement 10 %), quand les importations diminuent de 10%, principalement en provenance d'Italie. Précisons que hors Italie, Espagne et Portugal (les adhérents les plus anciens et les plus industrialisés), les importations doublent ! Le cas de la Bulgarie mériterait sans doute une étude particulière, dont les importations augmentent de 158 % et les exportations de 73 %²⁵³.

²⁵² Les 11 pays concernés sont Italie et Espagne, Malte, Chypre, Gibraltar, Bulgarie, Roumanie, Croatie et Slovénie et Portugal. Pour l'UE, on y a inclus la Grèce.

²⁵³ La porosité de la frontière Gréco-Bulgare explique sans doute ces chiffres : une « émigration » massive de l'industrie du Nord de la Grèce vers la Bulgarie s'est produite dès la chute du mur de Berlin.

Dernier ensemble, celui du groupe dit de « Visegrad », qui rassemble 4 pays d'Europe centrale, anciens membres du CAEM²⁵⁴, Tchéquie, Slovaquie, Pologne et Hongrie : L'UE réalise avec lui en 2014 un peu plus de 11 % de son commerce intracommunautaire (en forte croissance), la Grèce à peine 5%. En revanche, quand les exportations de l'UE croissent vigoureusement de 96 % vers ce groupe, celles de la Grèce augmentent de 126 %. Et quand les importations de l'UE 28 font plus que doubler (116%), celles de la Grèce n'augmentent que de 63 %.

Tableau 38. Répartition géographique du commerce intra-communautaire de l'UE 28 et de la Grèce entre 2005 et 2014 (en %).

UE 28 intra	Exports		Imports		Grèce Intra	Exports		Imports	
	2005	2014	2005	2014		2005	2014	2005	2014
Europe du Nord					Europe du Nord				
Allemagne	19,0	20,6	23,2	22,2	Allemagne	19,9	13,6	23	20,8
France	13,1	12,3	10,7	9,4	France	6,9	5,0	9,9	9,4
GB	10,3	9,9	7,9	6,3	GB	10,7	7,4	6,4	5,4
Pays Bas	6,9	7,4	11,3	12,9	Pays Bas	3,9	3,3	9,4	10,3
Belgique	7,7	7,2	8,6	8,3	Belgique	2,1	2,4	5,9	5,7
Suède Danemark	4,9	3,3	5,0	4,5	Suède Danemark	3,0	2,0	3,7	2,9
Total 7 pays	61,9	60,8	66,7	63,6	Total 7 pays	46,5	33,7	58,2	54,5
Europe du Sud					Europe du Sud				
Italie	8,4	7,0	7,9	7,2	Italie	17,4	18,9	20,9	16,4
Espagne	7,4	5,2	5,2	5	Espagne	5,6	5,1	6,5	7,1
Autres	5,9	5,9	3,3	4,3	Autres	24,2	33,9	5,7	12,8
Total	21,7	18,1	16,4	16,5	Total	47,2	57,9	33,2	36,2
Visegrad	7,4	11,0	7,2	11,7	Visegrad	3,2	5,2	2,5	5

Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTCl)

L'étude des soldes commerciaux est aussi révélatrice, ainsi que leur évolution.

Les taux de couverture de l'UE sont de 103 % en 2014 comme en 2005 pour les 7 pays du Nord. Ils sont de 106 % en 2005 et de 96 % pour le groupe de Visegrad, de 137 et 113 % pour les pays du Sud.

Le commerce de la Grèce avec l'UE, on l'a vu plus haut, est structurellement déficitaire. C'est surtout vrai pour celui effectué avec les pays du Nord : le taux de couverture est de 27 % en 2005 et seulement de 35 % en 2014. Il en est de même pour le groupe de Visegrad, mais dans une bien moindre mesure, 42 % en 2005 et avec une forte correction en 2014, 59 %. Quant

²⁵⁴ Conseil d'Aide Economique Mutuelle (Comecon).

aux pays du Sud, en 2005, le taux de couverture n'est que de 48% ; mais le dynamisme des exportations de la Grèce porte ce dernier à 91 % en 2014.

Plusieurs conclusions émergent de toutes ces données. En premier lieu, on ne commerce bien qu'avec ses proches : le commerce extérieur de la Grèce obéit à cette loi, qui n'est pas liée qu'aux coûts des transports. Les communications sont aussi culturelles, comme en témoigne la vigueur de l'ensemble méditerranéen décrit, le cas de la Bulgarie²⁵⁵ ou celui de Chypre. On retrouvera la même observation avec les Balkans, la CEI et l'Afrique du Nord. En second lieu, les membres récents de l'UE sont les premiers bénéficiaires de leur adhésion. La suppression des barrières douanières, leur avantage en matière de coûts de main d'œuvre, la liberté neuve de commercer en toute sécurité, la construction de voies de communication, favorisent une croissance particulière du commerce intra-européen. La Grèce a su en profiter pleinement en temps de crise. Enfin, il est indéniable que le dynamisme du commerce grec s'exerce plutôt en direction de pays moins industrialisés ou en cours d'industrialisation et que la balance lui est plus favorable. Ce dernier point est relatif : on a vu que les productions, objet de ce commerce, sont plus variées et riches en valeur ajoutée que l'on ne pense. Hellaktor construit par exemple à Sofia en 18 mois la première centrale de traitement d'ordures ménagères d'Europe.

Au total, l'adhérence de la Grèce à l'Union Européenne s'est affaiblie, et au sein de celle-ci, particulièrement, l'adhérence au noyau dur de l'ex-CEE et aux pays nordiques (Suède, Danemark) : les exportations vers ces pays ont légèrement décliné et les importations en provenant ont baissé de 23 %. Le doute visible dans la sphère du politique se prolonge dans celle de l'économique. Mais c'est pour développer un autre champ, tout aussi européen, plus proche, plus jeune et plus prometteur.

La Grèce a ses propres espaces, liés à son histoire lointaine ou proche, à sa simple et exceptionnelle position géographique. L'étude du commerce extra-européen prolonge les observations faites sur le commerce avec l'Union Européenne.

²⁵⁵ Cette porosité de la frontière bulgare a été étudiée par Darque, Régis, Delondes, Olivier et Lory, Bernard : « *La disparition du rideau de fer gréco-bulgare.* » Méditerranée, N°110, 2008 ; Béthemond J. et Sivignon M. : « *Effets de frontière en Thrace occidentale* » in N° thématique : *La Grèce aujourd'hui*, Géocarrefour, vol. 77, n°4, Lyon, 2002. Le textile de Salonique a émigré en masse, exploitant au passage les liens de parenté anciens.

b) Projections diasporiques ?

Les mêmes sources permettent de dresser le tableau du commerce extérieur de la Grèce avec les pays tiers, regroupés en sous-ensembles dessinant des cercles concentriques à distance croissante, Autres Europe, Balkans, CEI, Afrique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie, Amérique du Nord et Etats Afrique Caraïbes Pacifique (ACP).

On a d'abord dépouillé les annuaires d'Elstat (tableau 39) pour vérifier l'évolution en Grèce et tenter de donner une « profondeur » historique à l'analyse.

Tableau 39. Répartition géographique du commerce extracommunautaire de la Grèce, entre 1980 et 2014, en %.

IMPORTS	1980	1985	1995	2000	2005	2014
Autre Europe	4,3	3,6	7,3	5,1	4,1	2,4
Balkans	3,4	2,8	4,0	3,7	7,2	6,7
CEI	2,8	11,1	12,4	12,5	22,1	32,0
Afrique du Nord	25,4	17,5	8,0	5,1	5,1	7,1
P&M Orient	18,0	33,1	14,7	22,6	19,7	23,0
Asie	25,7	16,7	29,0	34,3	27,4	21,1
Amérique Nord	10,4	7,4	13,5	9,6	8,8	3,1
ACP	9,9	7,8	11,0	7,2	5,1	4,6
Divers	0,2	0,0	0,0	0,1	0,4	0,0
EXPORTS						
Autre Europe	1,5	3,3	5,7	2,8	2,8	1,1
Balkans	7,0	8,3	22,1	18,1	30,8	34,7
CEI	4,2	7,9	5,5	26,5	7,6	5,9
Afrique du Nord	20,5	14,5	6,4	5,5	7,1	11,3
P&M Orient	36,4	27,1	24,8	10,4	13,7	15,4
Asie	8,9	10,8	12,5	10,8	9,2	8,6
Amérique Nord	14,6	22,4	12,2	15,5	15,6	6,7
ACP	6,4	5,1	9,9	10,1	10,6	5,4
Divers	0,5	0,6	0,9	0,4	2,7	10,8

Source : Elstat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

Au niveau des importations, le pétrole commande. On observe la continuité des flux pétroliers en provenance du Moyen Orient, la montée, à partir des années 80, des contrats avec l'Union Soviétique (puis la CEI), dont la part s'accroît jusqu'en 2014, l'effondrement des importations libyennes relayées en partie seulement par les flux en provenance d'Afrique du Nord, nourris par le contrat gazier avec la Sonatrach algérienne²⁵⁶. Le déclin des importations en provenance d'Amérique du Nord et des Etats ACP semble irréversible, et, d'une part oscillant

²⁵⁶ Sonatrach : Société Nationale de Transport et de Commercialisation des Hydrocarbures

entre 15 et 25 %, elles passent en dessous de 10 %. C'est encore le pétrole et le gaz qui expliquent la diminution de la part relative de l'Asie, qui portée au-dessus du tiers en 2000 se replie autour de 20 % en 2014. Cette place de l'Asie ne cesse en réalité de s'accroître, si l'on exclut les carburants : le port du Pirée en est le point d'entrée. Son aménagement est le fruit d'une association entre la Chine et la Grèce (Cosco).

Au niveau des exportations, le fait majeur des années 1985 à 1995 est le poids des Balkans (Turquie et ex-Yougoslavie pour l'essentiel), qui est porté en 2005 à 31 % puis à 34 % en 2014 après la crise. Les exportations vers cette zone remplacent celles à destination de la CEI. Elles remplacent aussi celles à destination de l'Afrique du Nord et du Proche et Moyen Orient, qui après un long déclin depuis 1980 jusqu'en 2000, reprennent depuis 2005 une place significative et croissante, comme si les réseaux traditionnels avaient subsisté²⁵⁷. Ce poids des Balkans prolonge celui constaté pour l'ensemble méditerranéen, au sein de l'Union Européenne.

Dans le droit fil des constatations ci-dessus, il convient d'isoler le commerce des hydrocarbures (graphique 10).

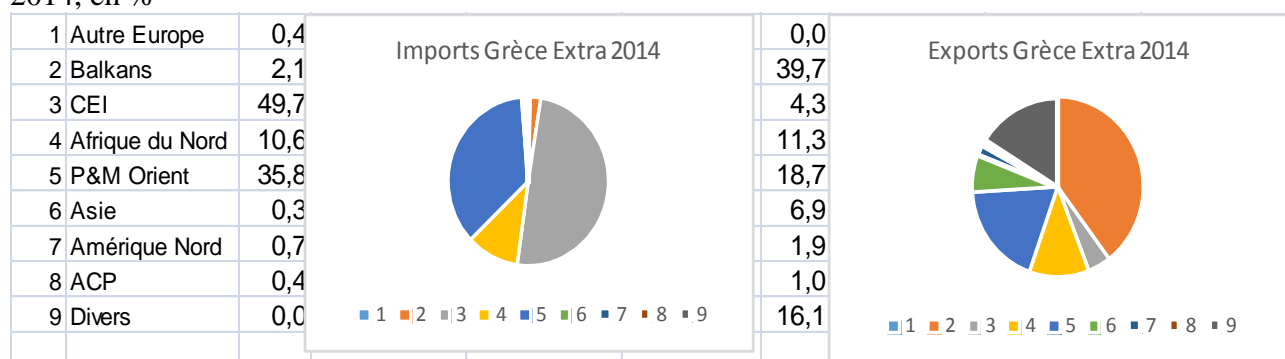
Les importations d'hydrocarbures sont concentrées sur trois zones, qui représentent 96 % du total : CEI (Russie, Kazakhstan et Azerbaïdjan), Afrique du Nord (Algérie) et Moyen Orient. Au niveau du gaz, il s'agit des contrats à long terme signés avec la Russie, l'Algérie et l'Azerbaïdjan. Au niveau du pétrole, les sources sont le Kazakhstan et le Moyen Orient, qui ont succédé, assez tôt à la Libye. Cette structure géographique ne varie guère entre 2005 et 2014, malgré le doublement des valeurs, dû aux variations de prix.

Les exportations de produits pétroliers ont été multipliées par 7.5 en valeur entre 2005 et 2014. La baisse en valeur de l'Amérique du Nord n'est que de 9 %. L'anomalie des divers (16 % en 2014) s'explique, on l'a déjà vu, par les opérations d'avitaillement et de soutage sur navires ou par les opérations avec des pays non déterminés...²⁵⁸ Pour le reste, les Balkans sont la destination première (près de 40 % en 2014), puis l'Afrique du Nord et le Proche et Moyen Orient (30 %). Les ensembles plus lointains, Asie et ACP ne représentent que 10 % et la CEI 4%. Effets de proximité, toujours.

²⁵⁷ La crise de l'ex Union Soviétique explique l'interruption temporaire de ce flux.

²⁵⁸ Ravitaillement des pays de l'OTAN pendant la guerre de Syrie ?

Graphique 10. Commerce extérieur des hydrocarbures de la Grèce par zone géographique en 2014, en %

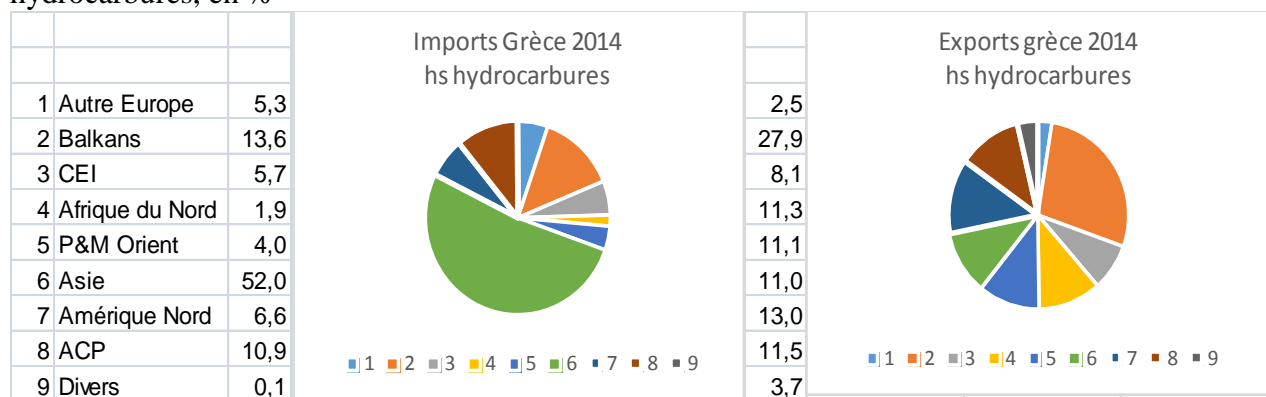


Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTCI)

Reste à étudier la répartition des flux, hors produits pétroliers, par ensemble de pays et par catégories de produits, et les comparer à ceux de l'UE 28 pour mesurer « l'efficacité » du commerce extérieur, en termes de croissance comparée, de pénétration ou de balance.

Hors produits pétroliers, la structure des flux commerciaux de la Grèce par ensembles géographiques (graphique 11) se résume en une part des Balkans dominante dans les exportations et une part de l'Asie dominante dans les importations.

Graphique 11. Commerce extérieur de la Grèce, par zone géographique, en 2014, hors hydrocarbures, en %



Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTCI)

En dehors de ces deux zones, les exportations se répartissent régulièrement sur les autres ensembles 10 à 11 % chacun ; il en est de même pour les importations. Par produits en 2014, on note que les exportations agroalimentaires ont une 2ème destination importante, l'Amérique du Nord (20%), comme aussi les produits de base. Celles de produits chimiques ont le profil général. Celles de machines, instruments et matériels de transports roulants sont

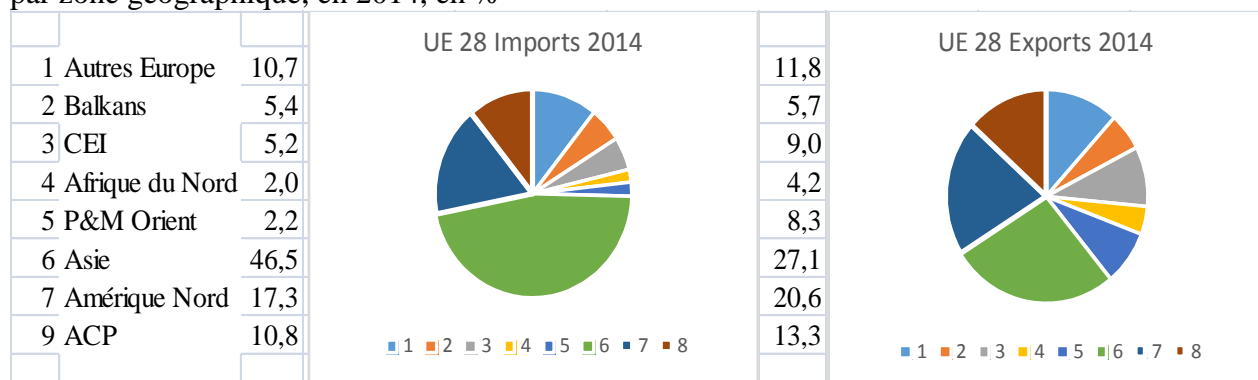
moins concentrées sur les Balkans (autour de 20 %) et se répartissent entre Proche et Moyen Orient (16%), CEI (10%), Amérique du Nord (10%) et ACP (15%).

Les importations de produits agroalimentaires proviennent d'Amérique latine (28%), d'Asie (24 %) et des Balkans (14 %) ; celles de produits chimiques des pays de l'Europe AELE²⁵⁹ (Norvège, Islande. 30 %), du Proche et Moyen Orient (16 %) et d'Asie (23 %) : celles de produits de base des Balkans (23%), de la CEI (16%) et d'Asie (31 %) ; enfin celles de machines, matériels de transport et instruments de mesure proviennent massivement d'Asie (78%) ; elles se sont substituées à celles en provenance d'Amérique du Nord. La concurrence asiatique envers l'Europe et les Etats Unis sur les voitures -et pas seulement- se lit dans ces chiffres.

On peut comparer enfin ces données sur les destinations et les produits du commerce extérieur de la Grèce à celles de l'UE 28²⁶⁰, pour en mesurer l'efficacité en termes de taux de croissance, de parts de marché et de soldes.

En 2014, les importations de cette dernière, hors carburants, ont crû de 22 % seulement en 10 ans, mais les exportations ont progressé de 63 %. Le commerce extérieur avec les pays tiers, (graphique 12), est dominé par le marché asiatique, qui représente près de la moitié des importations et 27 % des exportations : les taux de croissance respectifs sont de 45 % et 93 %, comme si l'UE rattrapait un peu son retard d'exportation. Le solde est négatif et le taux de couverture n'est encore que de 73%, bien qu'en nette amélioration par rapport à 2005 (55 %).

Graphique 12. Répartition du commerce extracommunautaire de l'UE28, hors hydrocarbures, par zone géographique, en 2014, en %



Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

L'autre ensemble important est l'Amérique du Nord avec laquelle l'UE réalise 17 % de ses importations et 21 % de ses exportations, ces dernières couvrant 1.5 fois les premières. Le

²⁵⁹ AELE : Association Européenne de Libre Echange (EFTA en anglais).

²⁶⁰ Pour des raisons de précision statistique, on a exclu le poste divers, qui comporte des incohérences.

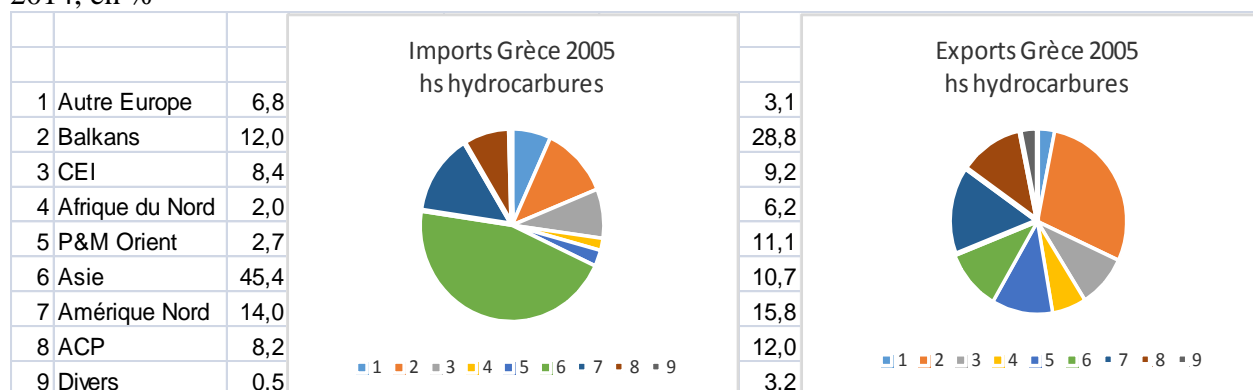
taux de couverture demeure inchangé par rapport à 2005. Les taux de croissance sont de 26 % celui des exportations étant nettement inférieur à la moyenne des destinations.

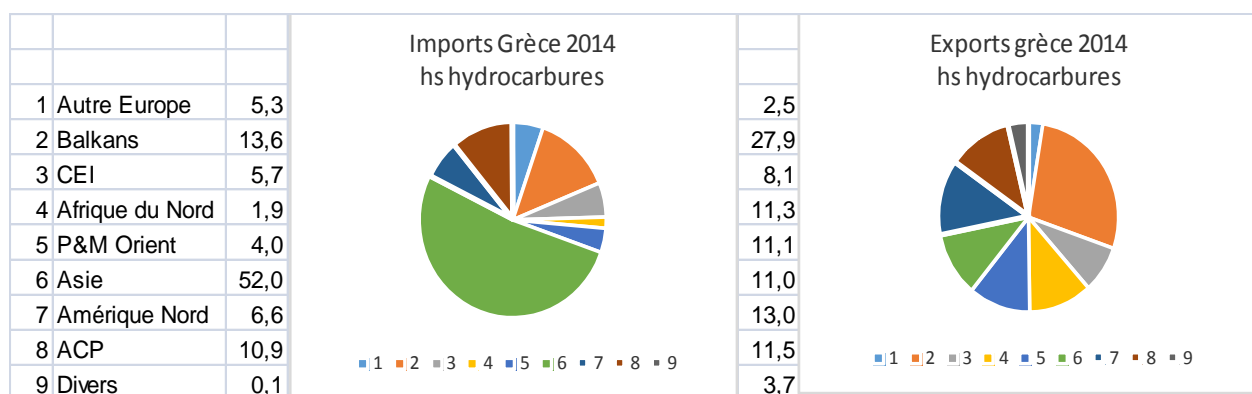
Ainsi, l'UE 28 concentre 2/3 de ses importations sur ces deux ensembles et près de la moitié de ses exportations. La zone Autres Europe (Norvège Suisse et Islande) entre pour 11 % des importations et 12 % des exportations, leur croissance étant respectivement de 43 et 58 % et le taux de couverture est en 2014 de 138%. En raisonnant sur la notion de commerce de proximité, on peut dire que Autres Europe, la CEI, l'Afrique du Nord et le Proche et Moyen Orient, qui ensemble se partagent 25 % des importations et 39 % des exportations, ont des taux de croissance des importations, en dehors des Balkans et de l'autre Europe, assez faibles, mais des taux d'exportations assez forts (de 53 à 76 %) et un taux de couverture de 92 % en 2014.

L'Amérique Latine est l'autre destination importante, avec un taux de croissance des exportations de 77 % et un taux de couverture de 130%.

La Grèce, qui se distingue déjà par son extraversion, se distingue encore par la répartition de son commerce entre zones géographiques (graphique 13). Elle connaît une croissance plus lente de ses exportations hors hydrocarbures que l'UE 28 (44 % contre 63 %). En revanche, ses importations sont en baisse de 9 %, conséquence de l'ajustement général opéré depuis 2010. Le taux de couverture s'en trouve fortement amélioré, passant de 38 à 60 %, témoin de l'effort considérable effectué dans ces années de crise, tout en restant encore très faible.

Graphique 13. Répartition du commerce extérieur de la Grèce par zone géographique, 2005-2014, en %





Source : Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

La part des Balkans dans les exportations est majeure et s'accroît sensiblement de 39 %, le taux de couverture s'élevant en 2014 à 124 %. Les autres ensembles évoluent peu, dans leur structure comme dans leurs taux de croissance, à l'exception de l'Afrique du Nord. Les exportations grecques vers cette dernière zone s'accroissent de 163 %, leur part est portée de 6 à 11 % et le taux de couverture en 2014 s'élève à 366 %. Ces croissances sont moins vives que celle de l'UE 28. Il en est de même, et de loin, pour les taux de couverture.

Tableau 40. Evolution des exportations extracommunautaires, hors hydrocarbures entre 2005 et 2014 en Grèce et dans l'UE par ensemble géographique, en %.²⁶¹

	exports Grèce		exports UE	
	Tx croissance	Tx couverture	Tx croissance	Tx couverture
Autres Europe	17	29	58	138
Balkans	39	124	65	132
CEI	26	86	76	220
Afrique du Nord	163	366	67	271
P&M Orient	43	168	53	481
Asie	48	13	93	73
Amérique Nord	19	118	27	149
ACP	38	64	63	155

Sources : Elstat, Eurostat, commerce extérieur (nomenclature CTIC)

Les importations sont marquées par le poids écrasant de l'Asie qui passe de 45 à 52 % du total et c'est au détriment de l'Amérique du Nord dont la part s'effondre de 14 à 6% et à un moindre degré, de la CEI.

En résumé, la part des exportations vers les pays proches, d'Europe et du bassin méditerranéen élargi est, en 2014, de 61 % alors que l'Asie couvre 52 % des importations. Les

²⁶¹ Le taux de croissance est égal à $\frac{\text{Exportations 2014}}{\text{Exportations 2005}} \times 100 - 100$. Le taux de couverture est égal à $\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}} \times 100$.

taux de couverture de Autres Europe et de l'Asie sont extrêmement bas, quand ceux des Balkans, de l'Afrique du Nord et du Proche et Moyen Orient sont très positifs, mais aussi celui de l'Amérique du Nord. Globalement, ce commerce extérieur de la Grèce, hors produits pétroliers, est moins dynamique que celui de l'UE 28, à l'exception des produits agroalimentaires dont la valeur double au cours de la période.

On peut tirer de ces données quelques conclusions.

Largement fondé sur les propriétés géographiques du pays (climat, position), et mû par la crise, le commerce extérieur de la Grèce accroît sa double spécialisation géographique et technique, aux lieux précis où l'UE est relativement moins présente.

La thèse de la distance, largement développée en son temps par Smith, semble bien se vérifier ici. Non seulement parce que la part des Etats des Balkans, de la CEI, d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, ce bassin méditerranéen élargi²⁶², est prépondérante, mais encore parce qu'en période de crise, les agents économiques se tournent vers lui pour assurer leur survie. Cette proximité s'analyse, pour les Balkans et pour la CEI, par un réseau puissant de communications (autoroutier) et de relations et par les hydrocarbures ; pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient par un échange bilatéral fondé sur les hydrocarbures. Elle est encore plus parlante si l'on considère les échanges intracommunautaires (cf supra).

Une vieille lune des observateurs du commerce extérieur de la Grèce est celle qui l'assimile aux pays moins développés, exportateurs de matières premières et de denrées alimentaires à bas prix -au mieux de produits semi finis- et importateurs de machines et de produits finis à haute valeur ajoutée, victimes d'une détérioration des termes de leurs échanges et de soldes déficitaires renforçant leur dépendance. La Grèce aurait des soldes déficitaires au niveau des produits les plus élaborés et avec les pays les plus industrialisés.

Un examen minutieux du commerce avec les pays tiers permet de compléter l'analyse ci-dessus du commerce intracommunautaire et de relativiser ce jugement. D'abord, la production industrielle de la Grèce est plus variée que ce que l'on en dit souvent : l'analyse par produits a montré que nombre d'entre eux sont élaborés : agroalimentaires, produits de base ou issus de la chimie (pharmacie, plastiques, cosmétiques). Ensuite, les soldes par grands ensembles de pays, sont variables, comme on l'a déjà vu au sein de l'UE : celui de l'Amérique du Nord, par un double mouvement des importations et des exportations devient positif. Il en est de même

²⁶² Elargi au Pont Euxin.

avec l’Australie et la Nouvelle Zélande, ou avec l’Amérique Latine (Mexique, Brésil et Argentine). A vrai dire, l’industrialisation rapide des pays « neufs », issus de la chute du mur de Berlin en Europe, de ceux du bassin méditerranéen, de ceux de la lointaine Asie, qui constitue un des moteurs actuels de la croissance mondiale, en fait la cible privilégiée de l’effort en cours de la Grèce tant dans le développement des échanges que dans le rétablissement de la balance.

Il reste que le commerce avec les pays fortement industrialisés de l’Europe demeure lourdement déficitaire et surtout pour les produits les plus élaborés, machines et matériels de transport. Que dire de l’Asie, lointaine, industrielle, au dynamisme puissant ? La Grèce y connaît son déficit le plus grave et les produits agroalimentaires ne représentent qu’une part infime de ses importations, celles-ci se concentrant aux $\frac{3}{4}$ sur les machines et matériels de transport. Ce n’est pas pour rien que la Chine choisit le Pirée comme porte de l’Europe.

En parcourant ces ensembles géographiques, on ne peut qu’élargir la réflexion de l’économie à la culture et penser au rôle historique de la diaspora. De nombreux auteurs, dont Georges Prevelakis²⁶³ ont souligné cette « profondeur » propre à la Grèce. Les innombrables colonies des cités antiques, prolongées et unifiées par les empires alexandrin, romain, byzantin ou ottoman, les migrations du 18^e siècle et du milieu du 19^e, vers la côte ionienne, le Pont russe et l’Egypte, étudiées par Tsoukalas, les migrations économiques plus récentes, la migration transocéanique au tournant du 20^e siècle vers les Etats-Unis et le Canada, celles de l’après-guerre vers l’Allemagne, mais aussi l’Argentine, l’Afrique et l’Australie, ont donné à la Grèce un réseau dense, « homogène », fidèle et global. La culture grecque en est d’ailleurs profondément marquée. Plusieurs destinations de ce commerce ne peuvent se comprendre sans cette dimension, comme les liens commerciaux privilégiés avec la Russie et l’Egypte, les exportations vers l’Amérique du Nord, la prégnance du commerce balkanique et méditerranéen ou le transport du textile de Salonique de l’autre côté de la frontière bulgare. Il n’y a cependant pas recouvrement parfait entre la carte des « paroisses » et celle des exportations et la proximité explique une bonne part des flux ; ou, si l’on veut, les flux de proximité sont à la fois humains et commerciaux. Il n’y pas non plus de qualité commerciale intrinsèque et le retard de la part des exportations dans le PIB par rapport à bien d’autres pays de l’UE montre que les réseaux de la diaspora ne constituent pas forcément un avantage à cet

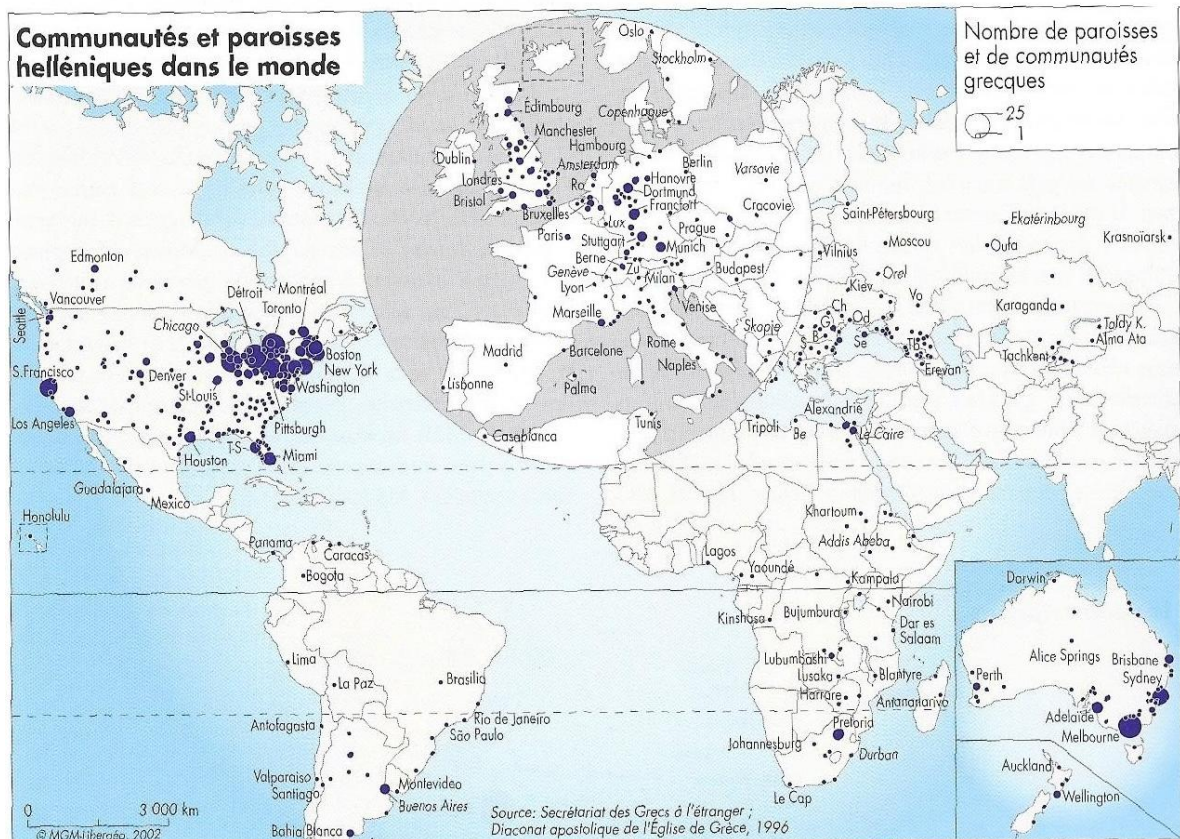
²⁶³ Prevelakis, Georges : « *Géopolitique de la Grèce* ». Editions Complexe Paris 2006.

égard. Mais on peut penser aussi qu'une moindre industrialisation se traduit par une moindre exportation.

Enfin, la crise est un puissant mobile pour l'industriel dont le marché intérieur s'est fermé, à la fois pour se risquer au-delà de ses frontières et pour adapter ses productions. Ce n'est pas l'Etat qui l'y aidera dans cette période. Et d'ailleurs le PSE-KEEM²⁶⁴, l'Union pan-grecque des exportateurs et son Centre d'Etudes et Recherches sur les Exportations, relèvent à l'origine d'une association de grands exportateurs et demeure aujourd'hui un organisme privé. Le vrai outil, pour l'exportateur, c'est le réseau, familial pour partie, professionnel et diasporique autrement. Le terrain de Kalamata montre que l'entrepreneur agit seul, en collaboration parfois avec ses fournisseurs, avec les « homogènes » installés à l'étranger, ce terrain qui le guide sûrement vers les marchés et les produits où il détient des avantages réels.

Du produit, il faut passer à l'homme. Les conditions de la formation du produit ont déjà amplement montré l'importance des facteurs socio-culturels, dans sa définition même et la satisfaction des besoins qu'il assure, dans ses processus de production sans doute, dans son évolution historique, dans l'appropriation des espaces où l'homme le déploie. C'est à lui, agent de la production, qu'il convient de s'intéresser, à l'emploi et aux capitaux qu'il met en œuvre au sein de l'entreprise, et aux rapports complexes qu'il entretient avec la puissance publique. L'homme est l'auteur d'un produit à sa façon et son goût, qu'il développe dans les espaces où il naît et qu'il façonne à sa convenance, il procède dans la crise aux adaptations nécessaires, à sa manière, et reproduit par son activité industrielle les structures qui le définissent et en font un objet culturel particulier.

²⁶⁴ Πανελλήνιος Σύνδεσμος Εξαγωγέων/Κέντρο Εξαγωγικών Ερευνών και Μελετών. Syndicat Pan Grec des Exportateurs/ Centre d'Etudes et Recherches sur les Exportations.



Carte 9. Carte des Communautés et paroisses helléniques dans le monde (Secrétariat des Grecs à l'étranger-Diaconat apostolique de l'Eglise de Grèce. 1996. Cité dans l'Atlas de Sivignon 2004). Les communautés d'Amérique du Nord, d'Australie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe contribuent à la diffusion du produit grec dans le monde.

Deuxième partie : DES HOMMES

L'autonomie de l'entreprise

Introduction : l'entreprise, lieu de croissance

L'entreprise²⁶⁵ est sans aucun doute l'institution de base qui fédère les apporteurs de capitaux, les fournisseurs de matières premières, de machines et de locaux, les apporteurs de savoir et de travail, enfin les clients qui constituent son marché, autour d'un produit, dont l'utilité se mesure au profit réalisé. Elle est pour Joseph Schumpeter²⁶⁶ le lieu où se met en œuvre l'innovation et se développe le processus de destruction créatrice qui en résulte. La démographie des entreprises enregistre l'intensité. Pour Alfred Chandler, elle est la « main visible » qui organise le marché en rationalisant les transactions qu'elle intègre plus ou moins en son sein, et en diminuant leurs coûts. Si dans un premier temps, les économistes ont insisté sur la rationalité économique mise en œuvre par l'entreprise, dans un deuxième temps ils ont insisté sur son insertion dans la société et la dépendance de ses motivations à son égard. Ethique religieuse et système de valeurs pour Max Weber, fondements socio-ethnologiques pour Wilfrid Sombart, responsabilité sociale pour François Perroux, institutions avec Douglass North, l'étude de l'entrepreneuriat est au cœur de la réflexion économique aussi bien qu'historique.

La Grèce se prête à ces réflexions sur les institutions de la croissance à un double titre. D'une part, la crise produit des effets visibles sur le tissu d'entreprises, les poussant à des réactions tant sur le produit que sur le financement, à la fois générales (repli, spécialisation, exportation) et particulières (autofinancement par allongement des délais de paiement, voire défaut de paiement). D'autre part, l'entreprise méditerranéenne est un objet culturel que l'on peut situer dans l'Union Européenne par une double approche quantitative (structures de l'entreprise et de l'emploi) et qualitative (insertion de l'esprit d'entreprise dans l'environnement culturel grec). Les deux approches se recoupent souvent : les réactions de crise sont elles-mêmes marquées par les déterminants culturels ; ces derniers sont eux-mêmes

²⁶⁵ Επιχείρηση, se réfère à la main (Χείρ) à la manipulation des choses (Χειρισμός), à l'action de mettre la main à, tenter, entreprendre (Επιχειρώ).

²⁶⁶ Schumpeter, Joseph : « *Théorie de l'évolution économique* » 1912.

sensibles à l'économie de crise. De fait, l'esprit d'entreprise, si développé en ces lieux, se fonde sur une culture familiale, qui organise et structure l'agent économique et oriente de manière décisive certaines de ses activités.

Chapitre 3. L'adaptation de l'entreprise à la crise

La crise économique grecque a été précédée d'une longue période de croissance de l'ensemble des grandeurs économiques, de 1996 à 2008. Plus encore que l'importance de ces grandeurs, c'est leur articulation qui change, les modalités d'emploi, le nombre des agents, leur productivité. Les facteurs de production sont en abondance relative : l'emploi du fait de l'inversion des courants migratoires, les capitaux du fait de l'entrée dans la zone Euro. Les productivités croissent rapidement, même si, en fin de période, elles s'affaissent.

En 2010, la crise est d'abord financière ; mais elle est si grave qu'elle rebondit sur l'économie dans son ensemble. De même qu'elle agit sur le PIB et la VAB²⁶⁷ en limitant l'activité de presque toutes les branches de l'industrie, de même, elle exerce une action destructrice sur l'entreprise elle-même dont elle remet en cause l'existence, sur ses facteurs de production, main d'œuvre et capitaux, et sur ses résultats. Le suivi de ces grandeurs (nombre d'entreprises, emploi, produit, valeur ajoutée, investissement) témoigne de son impact profond sur le tissu industriel.

Mais elle est aussi le moment privilégié d'une re création, « *du même processus de mutation industrielle qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillissés et en créant continuellement des éléments neufs* »²⁶⁸. La restructuration industrielle s'analyse dans la démographie des entreprises, le renouvellement de leur tissu, créations, concentrations, disparitions ; dans l'emploi, marqué autant par la montée du chômage que par le changement profond des modalités d'emploi et de travail ; dans le redressement rapide de la productivité que l'on note au ras des bilans.

Enfin, la sortie de crise passe par la reconstitution par les entreprises de leur autofinancement, que préparent les ajustements de l'emploi et la restructuration industrielle. Mais les pratiques financières en Grèce donnent à l'autofinancement un sens particulier. Il représente une des formes de la liberté d'entreprendre et s'oppose à la bureaucratie financière, qu'elle s'exerce à travers la distribution du crédit par les banques, l'Europe ou l'Etat. Les entreprises manifestent à ce niveau leur profonde autonomie.

²⁶⁷ PIB = Produit Intérieur Brut. VAB = Valeur Ajoutée Brute.

²⁶⁸ Schumpeter, Joseph : « *Capitalisme, socialisme et démocratie*, »1942.

1°) L'industrie en crise : économies de crise

Toutes les données économiques de l'entreprise industrielle confirment l'intensité du traumatisme subi, dont le seul équivalent en Europe et précédent en temps de paix est celui subi par les pays de l'Est à la chute du mur de Berlin. Une quadruple décroissance frappe le nombre des entreprises, le nombre de leurs employés, leur productivité et leurs résultats, enfin leurs investissements. Toutefois, dans ce repli généralisé, apparaissent quelques lignes de résistance relative sur les points forts en termes d'activité, de structure d'entreprise et d'emploi, de cash flow, d'investissement.

1. Le recul du nombre des entreprises et de l'emploi

Il nous paraît utile d'étudier en même temps l'entreprise et l'emploi : en effet, le chef d'entreprise, employant ou non des salariés, est lui-même partie prenante de l'emploi, dont il représente en Grèce une fraction élevée, en tant que tel ou comme travailleur indépendant.

Il nous a paru utile aussi, de donner une profondeur de champ suffisante à l'analyse, pour mieux situer la crise. On a donc tenté de retracer l'évolution de l'entreprise et de l'emploi, à partir des annuaires Elstat, des recensements industriels effectués entre 1958 et 1988, des Structural Business Statistics (SBS) d'Eurostat et des enquêtes d'Elstat sur l'emploi. On y a isolé plus précisément les entrepreneurs et travailleurs indépendants.

Après une vive croissance des effectifs d'entreprises comme des emplois industriels de 1958 à 1988, une césure se produit entre 1988 et 2002 dans l'industrie de transformation. Au même moment, la construction poursuit sa croissance (jusqu'en 2006) de même que les services, ce qui confirme les analyses de Kazakos et Iordanoglou et Bellas évoquées au chapitre 1 ci-dessus sur le sentiment de désindustrialisation et sur la réalité de la transformation des contenus. Un bouleversement de même nature est sans doute à l'œuvre dans la période de crise, qui touche cette fois, aussi, la construction.

Certes, la crise est avant tout une crise de consommation, due à la baisse drastique des revenus (et plus particulièrement des revenus nets d'impôt). Mais elle atteint en même temps, à travers la contraction du marché intérieur, la structure des entreprises et de l'emploi. Sont touchés au premier chef l'entrepreneur indépendant, l'artisan, l'affaire personnelle plus

encore que les employés. L'analyse vaut aussi bien pour l'industrie de transformation que pour la construction et les services.

Enfin, par branche, l'évolution du nombre d'entreprises manufacturières épouse ces évolutions. En plein essor de 1958 à 1988, elle enregistre un premier recul dans le textile et plus généralement le petit artisanat du bois, de l'ameublement, du cuir et de l'agroalimentaire. La crise à partir de 2009 accentue la spécialisation et le profil par branche montre l'envolée de l'agroalimentaire et des demi-produits métalliques ou non.

Dans l'industrie manufacturière (tableau 1), pendant les « Trente Glorieuses », les effectifs d'entreprises et d'employés augmentent régulièrement. La tendance se retourne à la fin des années 80, et le nombre d'entreprises diminue d'un tiers entre 1988 et 2002 (précisément entre 1990 et 1995)²⁶⁹ : toutefois, les effectifs employés ne diminuent dans le même temps que de 24 %. On peut attribuer ce changement brutal à la fois au rattrapage social des années 80, qui élève les seuils de rentabilité, et surtout à l'adhésion à l'Union Européenne (dont on a vu que la mise en place a été retardée jusqu'au début des années 90. La diminution du nombre des entreprises et des effectifs se poursuit sur un rythme plus lent entre 2002 et 2008 ; puis, la crise opère entre 2008 et 2013 une saignée de près du tiers, à la fois du nombre d'entreprises et de leurs effectifs.

Tableau 1. Evolution du nombre d'entreprises et de l'emploi dans l'industrie manufacturière entre 1958 et 2013 (unités)

	entreprises	employés
1958	111141	470747
1969	127665	542226
1978	131812	719192
1988	150493	758681
1995	nd	683512
2002	99273	559888
2005	91631	543246
2008	85624	469128
2010	79886	415452
2013	58306	325723

Sources : Elstat. *Annuaire, recensements industriels, enquêtes sur l'emploi*

²⁶⁹ On ne dispose pas de données de nombres d'entreprises sur la période 1988 à 2002 par branche ; en revanche, les enquêtes sur l'emploi montrent que le nombre de chefs d'entreprise et de travailleurs indépendants diminue fortement dans l'industrie manufacturière entre 1990 et 1995, passant de 191.200 à 141.000. Au contraire, dans la construction et dans les services, leur nombre continue d'augmenter jusqu'en 2008.

Dans la construction (Tableau 2), la croissance du nombre d'entreprises et de l'emploi se poursuit jusqu'en 2008 : elle est un moteur puissant de l'économie d'après-guerre. Mais c'est un marché peu sensible à l'ouverture vers l'UE ; il faut attendre plutôt la saturation du marché intérieur. Celle-ci semble se produire dès 2006-2010 et précède donc la crise financière. Elle s'accélère entre 2010 et 2013.

Tableau 2. Evolution du nombre d'entreprises et d'employés dans la construction entre 1958 et 2013 (en unités).

	entreprises	employés
1958	10117	57321
1971	nd	258932
1995	44734	265 786
2002	96088	313 281
2005	108987	364 535
2008	114452	386317
2010	105 298	313 642
2013	84 622	172 613

Sources : Elstat. *Annuaire, recensements industriels, enquêtes sur l'emploi*

Enfin dans les services (tableau 3), le nombre des entreprises croît de manière régulière jusqu'en 2005. Le recul en 2013 par rapport à 2005 est de 20 %, ²⁷⁰ à comparer dans le même temps à celui de l'industrie manufacturière (- 36 %) et de la construction (- 22 %). Les effectifs employés évoluent de même. ²⁷¹ Ce n'est qu'à partir de 2010 que le chômage et les départs à la retraite entraînent leur diminution sensible, mais entre 2005 et 2013, leur diminution n'est que de 9 %, à comparer avec celle de l'industrie manufacturière (- 40 %) et de la construction (- 53 %). La divergence entre les trois secteurs est manifeste.

²⁷⁰ Les données utilisées sont celles des recensements industriels jusqu'en 1988, puis des deux fichiers d'entreprises de 2002 et 2005, enfin des données communiquées à Eurostat (Structural Business Statistics ou SBS).

²⁷¹ Les données utilisées sont celles des recensements industriels jusqu'en 1988, puis celles de la série emploi 1995-2013 d'Elstat. Le saut constaté entre les deux tient à l'enregistrement insuffisant des administrations et probablement aux services divers à l'économie, hors commerce, transports, hôtellerie-commerce-restauration (HCR) et secteur financier. Il en est probablement de même, en ce qui concerne ces derniers, pour les nombres d'entreprises.

Tableau 3. Evolution du nombre d'entreprises et d'employés dans les services entre 1958 et 2013 (en unités).

	entreprises	employés
1958	205 068	464 869
1969	255 798	628 857
1978	290 921	796 330
1988	359 229	953 736
2002	626 135	2 951 049
2005	697 587	3 191 325
2008	645 751	3 382 784
2013	555 732	2 902 881

Sources : recensements industriels, fichiers entreprises, Eurostat SBS, Elstat série emploi 1995-2013

Aussi, comme on l'a vu dans la première partie pour les produits, il a paru intéressant de regarder de plus près l'évolution de l'emploi dans les services, par rapport à l'emploi total (Tableau 4). Globalement, leur part s'accroît de 11.6 % entre 1995 et 2014. Services à l'industrie, produits culturels et emplois de tourisme, en dehors des administrations, sont les grands « gagnants » de cet accroissement. Leurs gains relatifs ne se limitent pas à la période « faste » de croissance, mais se poursuivent pendant la crise, entre 2008 et 2014. Ainsi, les emplois suivent les produits dans le même mouvement de transformation de l'économie : externalisation des services d'entreprise, « économie créative ».

Tableau 4. Evolution de la part des services dans l'emploi (en %) entre 1995 et 2014, par branche

	1995	2000	2005	2008	2010	2014
Commerce	18,2	18,9	20,1	20,4	20,4	19,9
Transports	6,2	5,8	4,1	4,1	4,3	4,4
Services financiers	2,3	2,5	2,4	2,3	2,2	2,3
Services à l'industrie	6,2	6,9	8,8	8,9	9,2	10,0
Services culturels	3,4	3,1	3,6	3,7	4,2	4,8
Services à la personne	2,5	2,8	3,2	3,2	3,5	2,8
Tourisme	5,8	6,2	6,4	6,6	6,5	7,6
Immobilier	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Administration	17,7	18,7	19,9	20,2	20,9	21,9
Total services	62,3	65,0	68,7	69,7	71,5	73,9
Emploi total	100	100	100	100	100	100

Source : Elstat, emploi 1995 2014, par code Nace à 2 chiffres et par année (base ESA 2010)

Le glissement vers les services à l'industrie est le plus marqué. Il faut, à notre sens, rajouter le glissement vers le tourisme ; ce dernier a pris le relais de la construction comme moteur de croissance et ses activités connexes suivent, hôtellerie et restauration, agences de voyage et de réservations, services annexes de location et de transports, équipement des résidences secondaires. Si l'on additionne ainsi hôtellerie-restauration et agences de voyage et de réservations, leur part s'accroît de 6.2 % à 8.1 % entre 1995 et 2014. Il est probable que les effectifs se déplacent vers des emplois plus rentables pour eux.

Les enquêtes sur l'emploi analysent la place dans la profession (Θέση στο επάγγελμα) et distinguent le chef d'entreprise, le travailleur indépendant, les aides familiaux non rémunérés et les salariés. Elles confirment (tableau 5), à travers les entrepreneurs (chefs d'entreprise et travailleurs indépendants regroupés), l'évolution notée pour les entreprises. Entre 1975 et 1990, les effectifs d'entrepreneurs de l'industrie manufacturière s'accroissent ; un premier décrochement se produit entre 1990 et 1995, comme déjà vu, puis un second de 2010 à 2014. Ceux de la construction dessinent une courbe en cloche dont le sommet se situe en 2005 (précisément en 2007), les effectifs de 2014 retrouvant ceux de 1980. Ceux des services croissent régulièrement jusqu'en 2008 et ne reculent qu'avec la crise, en 2010 et surtout en 2014. Le déplacement relatif de l'entrepreneuriat vers les services est impressionnant. Comme la part de l'entrepreneuriat dans la construction en 2014 retrouve le chiffre de 1975, après avoir culminé à 11,8 % en 2001, ce déplacement s'est fait au seul détriment de l'industrie manufacturière.

Tableau 5. Part des entrepreneurs dans chaque secteur d'activité économique, entre 1975 et 2014, hors agriculture (en unités et en %)

	Industrie man.		Construction		Services		Total	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
1975	132017	28,5	35317	7,6	296400	63,9	463734	100
1980	145850	26,6	56700	10,3	346075	63,1	548625	100
1985	176300	25,5	68900	9,9	447500	64,6	692700	100
1990	191200	24,7	80200	10,3	503500	65,0	774900	100
1995	141000	16,7	89500	10,6	613100	72,7	843600	100
1997	135400	16,2	88700	10,6	609600	73,1	833700	100
2001	125000	14,4	102200	11,8	641000	73,8	868200	100
2005	122700	13,0	109900	11,6	712300	75,4	944900	100
2008	119200	12,1	106000	10,8	760100	77,1	985300	100
2010	104500	11,4	93700	10,3	714600	78,3	912800	100
2014	76600	10,1	59500	7,8	624900	82,1	761000	100

Source : Elstat, enquêtes trimestrielles sur l'emploi (ergatiko)

Enfin, dans l'industrie manufacturière, il est intéressant d'observer l'évolution du nombre d'entreprises par branche (tableau 6). On a écarté la branche des produits pétroliers en raison du très petit nombre d'entreprises.

Après la deuxième Guerre Mondiale, les recensements industriels, de 1958 à 1988, nous donnent une image précise de la distribution des entreprises industrielles par branche d'activité, que complètent les deux fichiers de 2002 et 2005, malgré un « trou » de 14 ans. On a détaché les huileries, qui à partir de 1969, sont reclassées de la chimie vers l'agroalimentaire ; et la réparation, qui, à partir de 2002, est reclassée dans les services (en 2002, on dénombre 18.300 entreprises d'entretien/réparation de voitures et de cycles). Il en est de même pour une partie des services publics, la collecte des déchets solides et liquides étant classée, en 2002, dans les services (692 entreprises).

De ce tableau, on peut conclure que l'effort d'industrialisation se poursuit jusque dans les années 80, à l'exception du textile et de l'habillement. L'essor est particulièrement vif dans les entreprises « modernes » de biens d'équipement (électriques, électroniques, machines et matériels de transport) et dans la chimie. Les entreprises liées au logement et à l'urbanisation connaissent aussi un bon développement : bois et ameublement, matériaux de construction, produits métalliques, impression, services publics (eau, gaz, déchets). Les entreprises de l'agroalimentaire croissent lentement, si l'on tient compte de la branche huileries, soumise très tôt à la rationalisation de ses structures résultant de l'introduction des broyeuses et centrifugeuses à rendement élevé.

Tableau 6. Nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière, par branche de 1958 à 2005 (hors produits pétroliers), en unités

	1958	1967	1978	1988	2002	2005
Mines	1348	1604	1241	1185	1141	1119
Agroalimentaire	18743	23814	21345	22736	16320	16439
Textile	37830	35501	30745	31453	21766	17013
Bois meubles	16734	22107	23143	23204	14786	13338
Papier	242	388	444	594	858	967
Edition	1400	2268	2848	3809	6036	3304
Chimie	8278	2349	3279	4346	2416	2513
Mat construction	3595	5274	5280	5667	4679	4762
Métallurgie	56	52	59	103	792	1257
P. métalliques	11935	13904	14685	13725	14074	13642
P. électroniques	2023	3546	5308	6999	3079	2178
Machines/m.trpts	6375	9105	9378	11512	11923	8730
Réparation	1989	6226	12351	20324	nd	3713
Services Publics	557	1410	1583	4591	1302	2553
Total	111105	127548	131689	150248	99172	91528
dt huileries	7267	4639	3865	3087	2115	nd

Sources : Elstat, recensements industriels 1958 à 1988, puis 2002 et 2005

Mais, entre 1988 et 2002, le repli du textile et de l'habillement s'accélère et l'ensemble des entreprises de l'industrie manufacturière perd près du tiers de ses effectifs (le quart si l'on enlève les 20324 entreprises de la branche réparation en 1988). En 2005, les branches les plus touchées, par rapport à 1988, sont celles de l'agroalimentaire, du textile et du bois ameublement (près des trois quarts de la baisse, hors entreprises de réparation), des biens d'équipement et de la chimie (plus du quart de la baisse). Les entreprises du papier-carton, de produits métalliques, mais aussi dans une certaine mesure, de matériaux de construction semblent plutôt résister. C'est l'époque où le gouvernement Simitis, en prévision des grands travaux, que nécessitent les Jeux Olympiques, pousse les entreprises de travaux publics à se concentrer.

Enfin, l'analyse des chiffres de la période de crise, entre 2008 et 2013, révèle une nouvelle et forte diminution de l'ensemble de l'industrie de transformation, de 32 % (tableau 6). Les entreprises du textile et de l'habillement poursuivent leur déclin, celles liées au logement et à l'urbanisation sont lourdement frappées par l'arrêt quasi-total de la construction de logements dans la période : bois et ameublement, matériaux de construction, produits métalliques, impression. Il en est de même des biens d'équipement, machines et équipements électriques et électroniques. Les seules branches résistantes sont celles de l'agroalimentaire, de la métallurgie (sauf acier), de la chimie (plastiques et cosmétiques) et des services publics.

Tableau 7. Evolution du nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière, par branche entre 2008 et 2013, hors produits pétroliers (en unités)

	2008	2010	2013
Mines	520	463	372
Agroalimentaire	16 358	16 248	15435
Textile	15 469	13 274	8961
Bois meubles	12 822	12 951	6106
Papier	878	822	633
Edition	3 393	3 348	2417
Chimie	2 348	2 236	1984
Mat construction	4 757	4 294	3194
Métallurgie	1 188	1 118	1085
P. métalliques	13 461	12 035	7376
P. électroniques	2 034	1 852	1114
Machines/m.trpts	3 609	3 286	2167
Réparation	4 590	4 224	3586
Services Publics	4190	3748	3828
Total	85 617	79 899	58258

Source : Eurostat, statistiques SBS

De cette évolution longue (tableau 8), la structure par branche des entreprises manufacturières sort profondément modifiée et le mouvement n'est sans doute pas terminé. La part des entreprises de l'agroalimentaire se substitue à celle du textile habillement, sanctionnant une évolution majeure de l'industrie grecque, et, à travers elle, un changement majeur des pratiques au travail. Il en est de même des entreprises liées à l'urbanisation : celles de bois ameublement perdent 5 points de pourcentage, mais celles de l'impression édition, des matériaux de construction, de services publics en gagnent 11. Enfin, si les entreprises de biens d'équipement (machines, produits métallurgiques, métalliques, électriques ou électroniques) gagnent 2 points, celles de réparation, plus proches des services en gagnent 5 et celles liées aux services publics en gagnent 6.

Tableau 8. Evolution 1958-2013 de la structure par branches des entreprises manufacturières (en % du nombre d'entreprises total)

	1958	2013		1958	2013
Mines	1,2	0,6	Mat construction	3,2	5,5
Agroalimentaire	16,9	26,5	Métallurgie	0,1	1,9
Textile	34,0	15,4	P. métalliques	10,7	12,7
Bois meubles	15,1	10,5	P. électroniques	1,8	1,9
Papier	0,2	1,1	Machines/m.trpts	5,7	3,7
Edition	1,3	4,1	Réparation	1,8	6,2
Chimie	7,5	3,4	Services Publics	0,5	6,6

Source : Elstat, enquêtes sur l'industrie, fichiers d'entreprises ; Eurostat, SBS

Au total, cette évolution s'est d'abord traduite par une diversification de l'industrie et un glissement vers les services, notamment à l'industrie, accompagnant ainsi la diversification des besoins et des techniques. Elle s'est ensuite traduite par la montée du chômage ouvrier et par la disparition de nombreux chefs d'entreprise et artisans, dans le cadre d'une évolution du produit, qui induit des modes différents de production, plus complexes et plus économes de facteurs de production, plus exigeants en valeur ajoutée. Elle se traduit enfin, dans sa dernière phase, par un repli généralisé de l'emploi industriel, mais aussi par un repli sur ses points forts d'industrie manufacturière.

Au moins jusqu'en 2010, cette évolution s'est accompagnée d'une envolée du PIB en valeur. Et si le nombre d'entreprises diminue de 61 % entre 1988 et 2013, c'est dans le cadre d'un changement profond, non seulement des activités et produits, mais aussi de leur productivité moyenne. A ce niveau, on constate déjà, au-delà des effets immédiats de la crise, des résistances et des réorganisations.

Il faut avancer dans la lecture de l'entreprise, celle de ses comptes d'exploitation, pour mieux l'apprécier.

2. La décroissance des résultats et l'évolution de la productivité.

L'appréciation des résultats²⁷² peut être mesurée de plusieurs manières. D'abord, l'analyse de leur simple évolution, pour l'industrie et par branche, est le moyen immédiat de vérifier entrée et sortie de crise. Ensuite, aux résultats en valeur absolue, il faut ajouter une mesure plus fine de la productivité : celles de l'emploi, du capital, de l'entreprise, en termes de PIB, de CA et de VAB²⁷³. Enfin, pour pondérer ces analyses, il faudrait se former une idée de l'intensité relative des facteurs de production et de leurs coûts relatifs (coût du travail et coût du capital).

Le suivi historique des résultats et de la productivité de l'entreprise industrielle grecque est délicat, en raison du passage à l'euro en 2000, en raison aussi des variations de prix sur longue durée. En dehors des fluctuations de la valeur de la monnaie et des prix, l'approche en volume n'a plus grand sens sur longue période, la nature des produits ayant considérablement changé. Il faut ajouter à ces incertitudes celles qui résultent du changement de nomenclature entre Nace 1 et Nace 2 et les simples « erreurs de copistes », ruptures de séries ou incohérences d'Elstat et d'Eurostat, principaux pourvoyeurs de données. Enfin, les données relatives aux fonds propres des entreprises industrielles (via les bases de données ICAP) ne sont malheureusement pas directement accessibles.

C'est donc sous réserve d'ajustements prudents, qu'on peut tenter de reconstituer, et seulement pour la période 1995 à 2014, des données cohérentes de chiffres d'affaires, de valeurs ajoutées (au prix de base), de coûts salariaux et de cash-flow²⁷⁴ par branches, et que l'on peut établir des comparaisons, limitées à l'UE 27, la France et le Portugal. La formation de capital et son coût sont examinés plus loin.

Sous ces réserves, on constate un repli modéré des outputs (et chiffres d'affaires) pendant la crise, après leur forte croissance dans la période précédente, une étonnante résistance, après

²⁷² On entend par résultat celui constaté dans les Tableaux Emplois-Ressources (TER), par différence entre la ligne output et la ligne consommation intermédiaire. Cette différence se décompose en charges salariales, autres impôts à la production, amortissements et résultat net.

²⁷³ PIB = Produit industriel brut. CA = Chiffre d'affaires. VAB = Valeur ajoutée Brute (amortissements déduits, on obtient la VAN ou Valeur ajoutée nette). L'output peut être défini comme le produit vendu sur le marché, incluant les consommations intermédiaires et les valeurs ajoutées.

²⁷⁴ Le cash-flow d'exploitation (amortissements et bénéfices avant impôt) au sens strict devrait inclure aussi les intérêts d'emprunt et provisions, pour être parfaitement comparable à l'EBITDA ou Earnings before interests, taxes, depreciation and amortization, utilisé en comptabilité d'entreprise. Les TER n'analysent cependant pas les intérêts.

une vive croissance, de la VAB, due à la compression des coûts salariaux et fiscaux directs, une forte amélioration de la productivité de l'entreprise et de l'emploi, en termes de CA comme de VAB, un avantage marqué de la Grèce au sein de l'Union Européenne en termes d'utilisation de la main d'œuvre.

a. *Les outputs de l'industrie manufacturière,*

observés dans les TER de 2000 à 2012, augmentent de 58 % entre 2000 et 2008. La période de crise n'enregistre une baisse de leur valeur que de 11 % entre 2008 et 2012.

Ils peuvent être décomposés en Consommations intermédiaires (CI) et Valeur Ajoutée Brute. Rapportée à l'output, la VAB de l'industrie manufacturière reste relativement stable, 33.9 % en 2000, 32.3 % en 2008. Elle bondit à 36.8 % en 2010, ce qui a supposé des économies importantes de consommations intermédiaires et une résistance des outputs ; mais elle redescend à 30.7 % en 2012. Il convient cependant d'éliminer l'effet pétrole, en raison de variations importantes de prix. Le rapport VAB/Output passe ainsi de 36.4 % en 2000 à 41.6 % en 2010, pour redescendre à 38.7 % en 2012. Ces évolutions sont dues principalement aux industries agroalimentaires, dont les consommations intermédiaires non agricoles ont été réduites en 2010 alors que leurs outputs augmentaient vivement.

b. *La Valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière,*

observée dans les mêmes TER, enregistre une croissance de 56 % entre 2000 et 2010, puis un recul de 18 % entre 2010 et 2012. Observée dans les VAB corrigées aux normes ESA 2010, la croissance entre 2000 et 2008 est analogue, et le recul de 21 % en 2012 (26 % si l'on se place en 2014).

Si l'on décompose la VAB en coûts salariaux, amortissements et résultat net avant impôt, on constate le gonflement entre 2000 à 2008 de la masse salariale, en valeur absolue, (+ 53%) et l'augmentation parallèle du cash-flow (+ 48 %). Pendant la période de crise, entre 2008 et 2012, la nette diminution de la masse salariale (-30 %) permet de redonner aux amortissements leur place « habituelle » et surtout de regonfler les profits. Le cash flow n'a ainsi diminué que de 0.5%. C'est bien au détriment de l'emploi et des salaires qu'il est maintenu. Parallèlement, en effet, les effectifs de l'industrie manufacturière, après avoir augmenté de 3 % entre 1995 et 2008, ont diminué de 31 % entre 2008 et 2014.

L'évolution des parts relatives de ces composants (tableau 9) montre logiquement que la part du cash flow dans la VAB augmente de 9 points entre 2008 et 2012, en pleine crise.

Tableau 9. Evolution entre 2000 et 2012 des parts relatives des composants de la Valeur Ajoutée Brute et de l'Output de l'industrie manufacturière, en millions d'€ et en %.

	2000	2005	2008	2010	2012	2000	2005	2008	2010	2012
charges salariales	8 006	10 867	12 283	11 622	8678	47,4	49,5	48,4	44,1	40,2
impôts	32	0	0	0	-149	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,7
amortissements	2 528	2 816	3 298	3 939	3267	15,0	12,8	13,0	14,9	15,1
résultat net	6 336	8 274	9 817	10 806	9775	37,5	37,7	38,7	41,0	45,3
Cash Flow	8 864	11 090	13 115	14 745	13 042	52,4	50,5	51,6	55,9	60,5
CI/output	16 902	21 957	25 398	26 367	21571	66,1	65,3	67,7	63,5	69,3
VAB/Output	32 948	41 234	53 294	45 886	48783	33,9	34,7	32,3	36,5	30,7
Output	49 851	63 191	78 697	72 257	70353	100	100	100	100	100

Source : Elstat, *Tableaux Emplois Ressources (TER) 2000 à 2012*

L'évolution de la VAB et du cash flow dans la construction et les services est très différente. Le recul de la VAB de la construction est nettement plus prononcé : après avoir plus que doublé entre 1995 et 2010, elle s'effondre avec la crise et retrouve en 2014 son niveau de 1995 (valeurs ESA 2010) ; la part du cash flow dans la VAB (valeurs TER) recule de 20 points entre 2000 et 2010, le redressement constaté en 2012 s'effectuant au détriment de la masse salariale (réduction de l'emploi et du revenu des artisans). La VAB des services est multipliée par 2.8 entre 1995 et 2008 et recule de 26 % entre 2008 et 2014, mais le rapport du cash flow à la VAB montre une étonnante stabilité. Le chômage plus encore que la baisse des salaires explique dans tous les cas la résistance des marges.

c. La productivité de l'emploi

peut être appréciée aussi en rapportant les effectifs employés à la valeur ajoutée brute (VAB), ou au chiffre d'affaires (CA).²⁷⁵ Dans les deux cas, on observe une amélioration de longue durée de la productivité de l'emploi.

En termes de VAB, par grand secteur d'activité, on constate (tableau 10), de 1995 à 2008, un progrès continu de la productivité de l'emploi, sauf entre 2005 et 2008 dans la construction. La période de crise, à partir de 2008, marque un arrêt ou un recul.

Ce premier niveau d'observation par secteur permet de constater la stabilité de la productivité de l'emploi dans la construction, l'effondrement de la VAB à partir de 2000 étant accompagné

²⁷⁵ Ici, se pose le problème de cohérence des séries statistiques. Il nous semble que les valeurs de la série 1995-2014 des VAB corrigées ESA 2010 et celles des TER demeurent proches et que leur évolution est cohérente. Par ailleurs, les écarts sur le nombre d'employés entre les statistiques SBS d'Eurostat et la série 1995-2014 d'Elstat sont significatifs, surtout pour l'industrie manufacturière et la construction ; mais les tendances restent cohérentes. Une analyse des VAB et Emplois dans les séries 1995-2014 d'Elstat a donc été retenue comme la plus pertinente. Elle inclut, dans les services, administrations et services financiers.

de celui, parallèle, de l'emploi (baisse de moitié des effectifs et de la VAB entre 2010 et 2014).

Tableau 10. Emplois (en unités), Valeur Ajoutée Brute (en millions d'€) et Productivité (VAB/employé, en milliers d'€), par grand secteur, entre 1995 et 2014

	1995	2000	2005	2008	2010	2014
EMPLOI						
industrie manufacturière	540 309	524 248	540 427	557 820	494 016	385 988
ind manuf hs pétrole	534 463	519 355	532 450	552 142	489 683	382 987
construction	265 786	294 777	364 535	386 317	313 642	161 225
Industrie, avec construction	806 095	819 025	904 062	944 137	807 658	547 213
Services	2 591 457	2 803 223	3 191 325	3 382 784	3 362 820	2 926 815
VAB						
industrie manufacturière	13 545	17 641	24 099	27 176	22 368	20 142
ind manuf hs pétrole	13 089	16 624	23 671	25 394	21 066	18 614
construction	4 709	8 840	11 375	10 719	8 888	4 575
Industrie, avec construction	18 254	26 480	35 474	37 895	31 256	24 717
Services	59 561	92 024	134 810	169 130	161 870	126 089
PRODUCTIVITE						
industrie manufacturière	25	34	45	49	45	52
ind manuf hs pétrole	24	32	44	46	43	49
construction	18	30	31	28	28	28
Industrie, avec construction	23	32	39	40	39	45
Services	23	33	42	50	48	43

Source : Elstat, séries valeur ajoutée brute et emploi 1995 2014 (ESA 2010)

Quant à l'industrie manufacturière, sa productivité est la plus forte et enregistre la croissance la plus vive. Elle confirme que, productrice de valeur ajoutée, elle est économe d'emploi. Après un léger recul en 2010, la productivité de l'emploi a continué à s'améliorer. Cette faible capacité d'emploi a une conséquence économique évidente : ne trouvant pas d'emploi dans l'industrie, les agents économiques l'ont recherché dans les branches « employeuses » qu'offraient leur pays, tourisme et administration. D'un autre côté, les entreprises de l'industrie manufacturière ont « dégagé » une partie de leur personnel vers les services aux entreprises et se sont diversifiées en produits culturels. Il est intéressant de noter que l'évolution des effectifs de ces deux dernières branches de l'économie en a fait, dès 2005, le 3^e employeur devant l'industrie manufacturière et que, dans la crise, elles maintiennent leur emploi mieux que les autres.

Il est manifeste que la période 1995 à 2005 a été dans toutes les branches des services et notamment celle de l'administration, le moment d'une impressionnante augmentation de productivité. Mais entre 2008 et 2014 les deux seules branches à maintenir ou améliorer leur

productivité sont le tourisme et les services immobiliers. Toutes les autres ont enregistré une baisse de leur productivité, due au fait que la forte baisse de leur valeur ajoutée ne s'est accompagnée qu'avec retard de la baisse de leurs effectifs. Enfin, contrairement à ce que l'on pense, la productivité de l'emploi administratif entre 1995 et 2005 ne s'est pas éloignée de la moyenne -elle a doublé- ce qui confirme l'analyse récente de Chr. Iordanoglou²⁷⁶ sur l'inexistence de sureffectifs. Elle se situe dans la moyenne de l'économie nationale en 2010. C'est au niveau de ses coûts et de la valeur de sa production, et non de ses effectifs, que se situe le problème.

Il est probable que le repli des effectifs dans la construction et les services (à l'exception peut-être du tourisme) n'est pas achevé.

Un deuxième niveau d'observation est celui des branches industrielles (voir annexe 8). La productivité de l'emploi y semble étroitement liée à une forte intensité capitaliste et à une faible intensité de main d'oeuvre : Mines, produits pétroliers, chimie et métallurgie de base, services publics enregistrent les plus fortes productivités. A cet égard, surprenantes sont les productivités de la branche entretien et réparation (due sans doute au poids spécifique de la réparation navale) et de la branche produits électroniques, instruments de mesure et de communication (due sans doute à la forte valeur ajoutée de ces fabrications, par ailleurs très automatisées). La productivité de la branche agro-alimentaire, dont l'intensité capitaliste est plus faible et qui se compose de PME nombreuses, progresse régulièrement tout au long de la période pour se situer en 2014 dans la moyenne nationale. Dans la moyenne aussi, les matériaux de construction, qui en raison des difficultés du marché intérieur, ont dû se restructurer ; et il faut y distinguer la production de ciment, qui est une industrie lourde, des innombrables marbriers. Mais il est difficile d'expliquer le recul de la productivité dans l'industrie des matières plastiques en 2014. Textile, Bois et ameublement, en recul, connaissent des productivités très basses.

En termes de chiffre d'affaires (CA), on a tenté de mesurer la productivité de l'emploi pour la période 2008 à 2014²⁷⁷ (tableau 11).

²⁷⁶ Iordanoglou, Chrysaphis, *op.cit.*

²⁷⁷ Les nombres d'employés de ce tableau et du précédent diffèrent. En effet, les statistiques de chiffre d'affaires SBS d'Eurostat excluent, dans les services, les deux branches des activités financières (lettre K) et les activités administratives et culturelles (lettres O à R) et ne retiennent dans les activités centrées sur la maison (lettre S) que les activités de réparation et d'entretien. On a en conséquence opéré les mêmes exclusions dans les séries emploi d'Elstat 1995-2014.

Dans la construction, la baisse des chiffres d'affaires²⁷⁸, s'est accompagnée d'une baisse encore plus forte du nombre d'employés. Dans l'industrie manufacturière, le repli de chiffre d'affaires est moins important : si les effectifs baissent de 30 %, le chiffre d'affaires ne baisse que de 5 % (mais de 11 % hors produits pétroliers) et il est notable qu'il se redresse en 2013 et 2014 par rapport à 2010. Dans les services, le chiffre d'affaires baisse de 31 % à partir de 2008, mais les effectifs de 15 % seulement.

Ainsi, la productivité de l'emploi en termes de CA dans la construction se redresse dès 2010 en raison des réductions d'effectifs. Dans l'industrie manufacturière, le maintien des chiffres d'affaires accompagné d'une réduction immédiate des effectifs permet une forte amélioration de la productivité, plus marquée encore si l'on tient compte des produits pétroliers. En revanche le décalage entre CA et effectifs se traduit par un recul prononcé de la productivité des services, de 19%.

Tableau 11. Emplois (en unités), Chiffre d'affaires (en millions d'€) et Productivité (CA/employé, en milliers d'€), par grand secteur, entre 2005 et 2014

	2005	2008	2010	2013	2014
EMPLOI					
ind. manufacturière	504 339	557820	494016	392260	385988
ind manif hs pétrole	496 362	552141	489683	388894	382987
industrie	868 874	944137	807658	564873	516410
construction	364535	386317	313642	172613	161625
Services	1750386	1992152	1873848	1611429	1695053
CA					
ind. manufacturière	54742	74476	64535	70604	70206
ind manif hs pétrole	45869	57180	49196	50916	48620
industrie	70475	104169	78822	81445	81277
construction	15733	29693	14287	10841	11072
Services	195775	237252	205012	157984	164439
PRODUCTIVITE					
ind. manufacturière	109	134	131	180	182
ind manif hs pétrole	92	104	100	131	127
industrie	81	110	98	144	157
construction	43	77	46	63	69
Services	112	119	105	95	97

Source : Eurostat, Chiffres d'affaires SBS et Elstat emploi ESA 2010

Par branche (voir annexe 9), on constate que les industries traditionnelles, textile habillement cuir, bois ameublement, matériaux de construction ont une productivité faible et souvent

²⁷⁸ Pour la construction, le chiffre d'affaires disponible le plus proche est celui de 2007.

déclinante (l'emploi ne suit pas le déclin du chiffre d'affaires) ; mais aussi machines et véhicules. En revanche agroalimentaire, papier, produits pétroliers, chimie, produits de base métalliques ou non, produits électroniques et électriques, électricité et eau enregistrent des progrès significatifs. Leurs productivités sont proches ou au-dessus de la moyenne.

d. *La productivité* peut être appréciée aussi, en rapportant la Valeur Ajoutée Brute (VAB), ou le Chiffre d'Affaires (CA), au nombre d'*entreprises*, autrement dit en étudiant la productivité non plus de l'emploi, mais de l'entreprise²⁷⁹.

La productivité de l'entreprise en termes de chiffre d'affaires (tableau 12) diminue de 52 % dans la construction entre 2008 et 2014, en raison d'une diminution du nombre des entreprises de 22 % seulement, par rapport à une diminution de CA de 62% : ceci est dû sans doute au fait que les artisans de cette branche maintiennent, au moins formellement, leur entreprise. En revanche, la productivité augmente de 37 % dans l'industrie manufacturière, entre 2008 et 2014. Hors produits pétroliers, la tendance est identique, mais la productivité est bien moindre, ce qui confirme le rôle essentiel de cette industrie dans l'économie grecque. Cette évolution fait penser à une double réponse de l'industrie manufacturière à la crise : résistance en termes de chiffres d'affaires (dans un régime de concurrence accrue, du fait sans doute de la réorientation vers l'exportation), mais aussi, concentration dans un plus petit nombre d'entreprises. On verra plus loin les modalités de cette restructuration. Dans les services, la productivité diminue de manière sensible (- 20 %), en raison d'une forte diminution du CA (- 31 %) non suivie par celle du nombre d'entreprises, mais elle se redresse un peu en 2014.

²⁷⁹ Les statistiques d'entreprises d'Elstat paraissent peu fiables par rapport aux statistiques SBS d'Eurostat. On a donc choisi ces dernières pour analyser les CA et le nombre d'entreprises. On a conservé la série Elstat pour analyser les VAB. Par ailleurs, les données antérieures en matière d'entreprises et de CA sont très incertaines. On a retenu cependant l'année 2005 dont les données sont à peu près complètes. Ce n'est qu'à partir de 2008 qu'un recensement systématique est effectué dans le cadre de la directive SBS. On a retenu cependant l'année 2005. Il faut noter enfin que les évolutions par branche sont souvent incohérentes, notamment en raison de variations inexplicables du nombre d'entreprises. Tout ceci invite à la plus grande prudence dans les conclusions, plausibles pour les grands ensembles, mais incertaines pour le détail par branche.

Tableau 12. Entreprises (en unités), Chiffre d'affaires (en millions d'€) et Productivité par entreprise, en termes de CA (en milliers d'€), par grand secteur, entre 2005 et 2014

	2005	2008	2010	2013	2014
ENTREPRISES					
ind. manufacturière	91 951	85 624	79 906	58 306	58 781
ind manif hs pétrole	91 800	85 617	79 899	58 258	58 734
industrie	202 373	194 454	185 204	142 928	143 453
construction	110 422	108830	105 298	84622	84672
Services	613516	645 751	619 253	555 732	556 713
CA					
ind. manufacturière	54742	74476	64535	70604	70206
ind manif hs pétrole	45869	57180	49196	50916	48620
industrie	71213	104169	78822	81445	81277
construction	15733	29693	14287	10841	11072
Services	195775	237252	205012	157984	164439
PRODUCTIVITE					
ind. manufacturière	595	870	808	1211	1194
ind manif hs pétrole	500	668	616	874	828
industrie	352	536	426	570	567
construction	142	273	136	128	131
Services	319	367	331	284	295

Source : Eurostat, statistiques SBS

La productivité de l'entreprise en termes de valeur ajoutée (tableau 13) montre que, dans la construction, la baisse du nombre des entreprises n'a pas accompagné celle, vertigineuse, de la valeur ajoutée, la baisse de productivité atteignant 48 % entre 2014 et 2005 ; il en est de même dans les services entre 2008 et 2014, mais dans une moindre mesure, la baisse se limitant à 13 %. Dans l'industrie manufacturière, en revanche, le déclin de la VAB, prononcé en 2010, puis régulier jusqu'en 2014, s'accompagne d'une réduction forte du nombre d'entreprises : la productivité, après un vif recul en 2010, se redresse nettement en 2013 et se stabilise en 2014 à un niveau légèrement en baisse. Une restructuration plus rapide qu'ailleurs explique que la productivité y progresse de 8 % entre 2014 et 2008.

Tableau 13. Entreprises (en unités), Valeur Ajoutée Brute (en millions d'€) et Productivité par entreprise en termes de VAB (en milliers €), par grand secteur, entre 2005 et 2014

	2005	2008	2010	2013	2014
ENTREPRISES					
ind. manufacturière	91 951	85 624	79 906	58 306	58 781
ind manif hs pétrole	91 800	85 617	79 899	58 258	58 734
industrie	202 373	194 454	185 204	142 928	143 453
construction	110 422	108830	105 298	84622	84672
Services	613516	645 751	619 253	555 732	556 713
VAB					
ind. manufacturière	21002	27 176	22 368	21 431	20142
ind manif hs pétrole	20574	25 373	21 066	19 949	18614
industrie	32377	37895	31256	26188	24717
construction	11375	10719	8888	4757	4575
Services	84910	107864	101790	80811	80694
PRODUCTIVITE					
ind. manufacturière	228	317	280	368	343
ind manif hs pétrole	224	296	264	342	317
industrie	160	195	169	183	172
construction	103	98	84	56	54
Services	138	167	164	145	145

Source : Eurostat, statistiques entreprises SBS ; Elstat séries VAB

Par branche (voir annexes 10 et 11), les données montrent une concentration du chiffre d'affaires comme de la VAB par entreprise supérieure à la moyenne dans les mines, le papier, la chimie et la pharmacie, le ciment et le verre, la métallurgie, les produits électriques et électroniques, les matériels de transports et les services publics. Dans les branches traditionnelles, comme le textile, le bois et l'ameublement, l'impression, ou encore les produits métalliques et la réparation, à faible concentration d'entreprises, les baisses de chiffre d'affaires ne s'accompagnent pas de disparitions proportionnelles d'entreprises et les productivités par entreprise décroissent. L'agro-alimentaire se situe légèrement au-dessus de la moyenne de l'industrie manufacturière hors produits pétroliers et la productivité y croît régulièrement, même en temps de crise. C'est que le niveau de concentration des entreprises dans les branches des boissons et du tabac est très élevé.

e. Comparaisons internationales²⁸⁰

On a observé en premier lieu (tableau 14) les structures d'output de l'industrie manufacturière, pour comparer celles de la Grèce à celles de l'UE 27 et de quelques pays significatifs en 2010.

Tableau 14. Structure de l'output de l'industrie manufacturière de pays membres de l'UE 27, en %, en 2010²⁸¹

	Grèce	France	Portugal	Allemagne	UE 27
salaires	16,1	16,7	14,2	19,7	16,5
cash flow brut	20,4	7,6	13,7	13,3	12,8
Valeur ajoutée brute	36,5	24,3	27,9	33	29,3
Cons. Intermédiaires	63,5	75,7	72,1	66,9	70,6
Output	100	100	100	100	100

Sources : *Elstat TER 2010, Eurostat TER 2010*

Il en ressort que la valeur ajoutée à la production (salaires + cash-flow brut rapportés à l'output) est relativement la plus élevée en Grèce et plus élevée que la moyenne de l'UE 27. La différence se joue sur les coûts salariaux allemands et sur les profits grecs.

L'ajustement a été réalisé entre 2008 et 2012, la production ayant baissé de 11%, par une baisse légèrement moindre des consommations intermédiaires (- 9 %) et surtout une forte baisse des coûts salariaux (- 29 %), ce qui a permis de maintenir les profits en valeur. L'industrie a ainsi opéré dès 2009 une véritable dévaluation interne. On peut se demander quel usage a été fait de ces cash-flows, en les rapprochant par exemple de la baisse des investissements industriels hors habitat (voir ci-dessous) : renforcement des fonds propres, épargnes de précaution, impôts...

On peut aussi réfléchir à la structure de la production en Allemagne où une main d'œuvre très qualifiée permet d'ajouter à la consommation intermédiaire une valeur plus grande, structure inverse de celle de la France où des profits bas accompagnent une main d'œuvre moins qualifiée et résultent d'une valeur ajoutée faible. Enfin le Portugal se rapproche de la

²⁸⁰ Les mêmes prudences que celles signalées plus haut (note 10) s'imposent pour effectuer des comparaisons internationales. On a retenu les données SBS d'Eurostat pour le nombre d'entreprises, l'emploi et les CA. On a en revanche utilisé les TER pour analyser les valeurs ajoutées, ce qui limitait à l'année 2010. Enfin on s'est limité à la France et au Portugal pour le détail par branche.

Le choix du Portugal se justifie par la proximité des PIB et population ; celui de la France et de l'Allemagne par la différence de structures industrielles, la première comme un « grand » pays de l'UE, la seconde comme sa locomotive industrielle.

²⁸¹ Le total de la VAB et des consommations intermédiaires est égal à 100. La VAB se décompose elle-même en salaires et cash flow brut, avant amortissements.

moyenne européenne avec des salaires plus bas pour une valeur ajoutée elle-même inférieure. On pense enfin, comme déterminant des structures de production, au choix de produits (valeur ajoutée et capacité exportatrice) plus ou moins heureux, effectué par les entreprises de chaque pays.

En second lieu, on a comparé à la France, au Portugal et à l'UE 27 (tableau 15), les structures de chiffres d'affaires de l'industrie manufacturière par branche, rapportés au nombre d'entreprises et au personnel qu'elles occupent (tableau 15).

Tableau 15. Productivité par entreprise et par employé (en milliers d'€ de CA) en 2010, en Grèce, en France, au Portugal et dans l'UE 27

Productivité entreprise	Grèce	France	Portugal	UE 27
Produits de base	3686	11391	2818	8830
Chimie	2375	18610	4080	10084
Produits transfo	254	1368	411	936
Machines et matériels	750	17479	3738	8817
Agroalimentaire	846	2674	1304	3473
Textiles	195	1341	496	862
Bois ameublement	131	854	352	675
Services Publics	59166	5489	10773	12007
Total	808	4163	1258	3556
Productivité emploi	Grèce	France	Portugal	UE 27
Produits de base	414	465	241	385
Chimie	151	353	198	299
Produits transfo	75	159	69	120
Machines et matériels	88	309	162	243
Agroalimentaire	141	255	128	219
Textiles	65	166	44	92
Bois ameublement	53	139	63	101
Services Publics	217	448	494	564
Total	154	290	130	243

Source : Eurostat, statistiques SBS 2010

Ces résultats ont à voir à la fois avec le degré de dispersion des entreprises (chiffre d'affaires par entreprise), qui spécifie la Grèce, et avec la structure de production (intensité de l'emploi en termes de chiffre d'affaires). On le voit bien en comparant Grèce et Portugal : un moindre nombre d'entreprises au Portugal produit plus, en termes de CA, qu'en Grèce et la productivité de l'entreprise y est supérieure ; mais un nombre nettement supérieur de

personnes occupées au Portugal produit *par tête* moins de chiffre d'affaires qu'en Grèce. Grèce et Portugal présentent cependant des valeurs très inférieures à la moyenne européenne, signifiant une faible utilisation relative du Grand Marché, pourtant relativement ouvert.

Il est plus intéressant de comparer les productivités d'entreprises ou d'employés *en termes de valeur ajoutée* (tableau 16). Celles-ci reflètent des écarts d'efficacité, alors que les productivités en termes de CA reflètent plutôt des écarts de taille d'entreprise.

On constate le poids encore évident de la dispersion relative des entreprises grecques ; les deux branches où la VAB de l'entreprise est supérieure en Grèce à celle du Portugal sont les produits de base et l'agro-alimentaire ; l'écart est faible dans la chimie. Les écarts avec la France et la moyenne de l'UE culminent dans les machines et matériels de transport. Les données relatives aux entreprises de services publics ne sont pas significatives²⁸².

Tableau 16. Productivité par entreprise et par employé (en milliers d'€ de VAB) en 2010, en Grèce, en France, au Portugal et dans l'UE 27

Productivité entreprise	Grèce	France	Portugal	UE 27
Produits de base	646	1 784	542	1684
Chimie	843	4 383	961	2789
Produits transfo	107	470	141	332
Machines et matériels	307	3 898	803	2282
Agroalimentaire	273	559	269	733
Textiles	68	364	149	233
Bois ameublement	51	245	96	195
Services publics	30 811	1 337	2 893	2501
Total	248	963	307	869
Productivité emploi	Grèce	France	Portugal	UE 27
Produits de base	73	73	46	73
Chimie	54	83	47	83
Produits transfo	32	55	24	42
Machines et matériels	36	69	35	63
Agroalimentaire	46	53	26	46
Textiles	23	45	13	25
Bois ameublement	20	40	17	29
Services publics	113	109	133	118
Total	47	67	32	59

Source : Eurostat, statistiques SBS 2010

²⁸² Le développement d'une multitude de petites entreprises d'exploitation de parcs photovoltaïques et éoliens, au côté des grands producteurs d'électricité en est la cause principale.

En revanche, la VAB par employé, qui mesure le mieux, à notre sens, l'efficacité de l'industrie grecque, montre des écarts beaucoup plus faibles, notamment par rapport à la moyenne de l'UE 27 (- 20 %) : surtout, elle est égale à celle de la France dans les produits de base, égale à la moyenne de l'UE dans l'agro-alimentaire, supérieure à celle du Portugal dans tous les domaines, sauf les services publics. En revanche les écarts demeurent importants dans la chimie, les produits transformés et les machines. Le nombre d'employés confirme que les coûts salariaux jouent un rôle essentiel dans la compétitivité de l'industrie grecque.

On voit aussi le rôle que peuvent jouer les spécialisations de produits dans les écarts de productivité.

En résumé, l'industrie manufacturière (mais pas la construction) en défendant son output, a maintenu son cash flow, au détriment de la masse salariale.

La productivité de l'emploi y a connu une vive croissance avant la crise et poursuit sa croissance pendant la crise, en termes de VAB comme de CA. Celle de l'entreprise a connu une croissance moindre en raison de mouvements de concentration, ou d'élimination, plus limités.

Enfin, la Grèce se distingue dans l'Union Européenne par l'importance relative de ses cash flows, résultat d'une véritable « dévaluation interne » opérée par les entreprises. En revanche, les productivités de l'emploi ou de l'entreprise demeurent inférieures (sauf les produits de base) en raison d'une forte dispersion des entreprises, sauf en ce qui concerne, là encore, la VAB par emploi.

3. La baisse des investissements

Si la formation de capital²⁸³ -l'investissement- est une clé du développement, alors il est intéressant d'essayer de vérifier dans la période de crise, pour les entreprises industrielles, la corrélation entre investissement et PIB. C'est ce que Chr. Iordanoglou a pu démontrer, comme on l'a vu plus haut, à l'aide des données ICAP, pour la période 1963-2000.

Du point de vue de la comptabilité nationale, la perte de valeur des actifs fixes résultant de leur utilisation normale et de leur obsolescence est enregistrée en consommation de capital

²⁸³ La Comptabilité Nationale définit la consommation de capital fixe (CCF) comme la somme des amortissements et la formation brute de capital fixe (FBCF) comme le flux d'investissement avant amortissements d'un exercice donné. Elstat fournit une série des FBCF par nature d'équipement 1995-2014, mais aussi, dans les TER, une analyse par activités économiques.

fixe (CCF, ou amortissement), tandis que les flux d'investissement (FBCF ou Formation Brute de Capital Fixe) modifient le stock d'actifs fixes. Du point de vue de l'entreprise, l'amortissement, déductible dans des conditions fiscales précises, enregistre au compte d'exploitation la dépréciation des actifs, tandis que les immobilisations brutes au bilan enregistrent les variations dues aux investissements. Les données disponibles (tableau 17) permettent d'apprécier, par nature d'investissement, l'effort d'investissement sur longue période et la répartition par nature d'équipement.

Plusieurs évidences ressortent de cet examen.

La première est la chute brutale du coefficient de capital, c'est à dire du rapport entre FBCF et PIB : d'une moyenne de 23 % pendant les 15 années de 1995 à 2009, il passe à une moyenne basse de 14 % sur les 5 années suivantes, 2010 à 2014.

Tableau 17. Evolution de la FBCF par nature de biens en montant (millions d'€) et en parts relatives (%), en Grèce entre 1995 et 2014

	1995	2000	2005	2008	2010	2014	1995	2000	2005	2008	2010	2014
agriculture	56	74	92	130	76	100	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5
Machines	2 852	7 888	7 841	12 569	7 969	5 220	15,4	22,7	18,9	21,8	20,1	25,3
Mat de transport	1 720	3 794	5 197	10 204	7 406	3 446	9,3	10,9	12,5	17,7	18,7	16,7
Habitat	7 732	12 662	17 512	19 630	11 205	1 815	41,6	36,4	42,2	34,1	28,2	8,8
Autres construction	4 959	8 254	7 703	10 993	8 849	7 270	26,7	23,7	18,6	19,1	22,3	35,3
Services	1 253	2 134	3 155	4 101	4 193	2 764	6,7	6,1	7,6	7,1	10,6	13,4
Total	18 573	34 805	41 500	57 627	39 698	20 615	100	100	100	100	100	100
PIB	9 304	141 247	199 242	241 990	226 031	177 559	20,0	24,6	20,8	23,8	17,6	11,6

Source : *Elstat, Comptabilité nationale.*

La deuxième évidence est que l'effondrement de l'immobilier d'habitation (Habitat) explique à lui seul l'essentiel de la baisse de l'investissement : de 20 milliards d'€ annuels moyens entre 2005 et 2009, il tombe à 6.5 milliards d'€ pendant la période de crise et à 1.8 milliard d'€ seulement en 2014. Sa part, qui représente en 1995-1997, puis entre 2004 et 2007 plus de 40% du total²⁸⁴, n'en représente plus que 8.8 % en 2014. Le « modèle » industriel centré sur l'habitat connaît en 2006-2007 les premiers signes de déclin, dûs sans doute à la saturation du marché ; la crise financière des années 2010 à 2014 se traduit par un véritable effondrement.

La troisième évidence est que les investissements en matériels (machines et matériels de transport) connaissent une décroissance forte en valeur, par rapport au pic de 2008, avec un

²⁸⁴ Une part de ce « logement », comme une part de l'immobilier commercial, correspond à des utilisations aux fins d'hébergement touristique.

nadir en 2012 et 2013 (moins 68 %). Cependant, on constate une reprise vigoureuse (+ 20 % par rapport à 2013) de ces investissements au cours de l'année 2014.²⁸⁵

Deux catégories méritent explication : les « autres constructions » ne décroissent que dans une plus faible mesure, un tiers, et leur part dans l'ensemble s'accroît. Il est difficile d'apprécier dans ces investissements ceux qui correspondent à l'industrie. Il semble toutefois que l'immobilier commercial (centres commerciaux, grandes surfaces) et à un moindre degré de tourisme aient bien résisté à la crise : autre particularité de l'immobilier en Grèce.

Les investissements « immatériels » (Services) décroissent aussi d'1/3 par rapport à 2008. Les TER indiquent qu'ils ont changé de nature : centrés en 2000 sur les produits « culturels » (édition et production audiovisuelle) et sur les services immobiliers, ils le sont en 2012 sur le software et la recherche.

On dispose aussi des TER pour analyser ces phénomènes, qui détaillent par branche les amortissements et les investissements. Pour ces derniers, les deux sources ne coïncident malheureusement pas (sauf en 2012), sans pour autant présenter d'écart majeur, surtout après 2010. Cela est dû au changement de base (SEC 1995 à SEC 2010), qui enregistre par exemple à partir de 2010 les dépenses de Recherche et de Développement et de systèmes d'armement, et dans le cas de la Grèce, à la révision des données.

Les TER apportent des renseignements complémentaires sur la répartition de la FBCF par produits (les postes majeurs sont les matériels informatiques, électroniques et de précision, les machines et équipements, les matériels de transport, les immeubles, les programmes informatiques et, depuis 2012, la recherche) et sur les amortissements. On y note le vif recul des biens d'équipement et des biens immobiliers, entre 2008 et 2012 après une croissance régulière entre 2000 et 2008, et la croissance régulière des services.

Ces quelques éléments confirment les acquis de la recherche : l'investissement non seulement est une composante de la croissance (consommation, FBCF) ou de la décroissance, mais encore il semble anticiper la baisse du PIB - il décroît plus vite- et sa hausse - il repart plus vite. D'un autre côté, l'investissement inclut des éléments qui vont au-delà des simples chiffres : le renouvellement des équipements est l'occasion de les moderniser (notamment en incorporant des éléments innovants comme du software) ; il en est de même des dépenses d'entretien et de réparation, qui améliorent souvent le processus de fabrication et le rendement de la machine en incorporant un procédé nouveau et surtout des dépenses de recherche. De 2000 à 2012, l'output recherche et réparation ne cesse d'augmenter.

²⁸⁵ Ils représentent 22.7 milliards d'€ en 2008 et seulement 7.2 milliards d'€ en 2012 et 2013 (- 68%). Ils remontent à 8.7 milliards d'€ en 2014 (+ 20 %).

Impossible en revanche de mesurer le taux d'amortissement des immobilisations, indicateur du rythme de renouvellement ou de l'ancienneté des installations²⁸⁶. On ne peut que déduire, du ralentissement des investissements, un vieillissement des installations.

Economie de crise : Lorsqu'on se place au niveau de l'entreprise industrielle, ses nombres, ses résultats, ses effectifs, ses spécialisations, ses investissements, on observe des évolutions considérables dans la période 1995 à 2014. Après une vive croissance dans les années 1995 à 2008, on constate un repli violent de la construction et dans une moindre mesure de l'industrie manufacturière : toutes les valeurs sont concernées, emploi, nombre d'entreprises, chiffre d'affaires et valeur ajoutée, FBCF.

Toutefois, sans sous-estimer l'importance du choc subi, il faut le relativiser, en le replaçant dans la longue durée de l'industrie grecque, et nuancer ses effets sur l'économie de l'entreprise.

En premier lieu, dans la longue durée, la comparaison des emplois et des VAB montre que les valeurs ajoutées ont plus que doublé entre 1995 et 2008, avec des effectifs relativement stables. La crise, aussi violente qu'elle puisse être, n'a entamé ces progrès de l'industrie manufacturière que partiellement. La VAB n'a diminué que de 26 % entre 2008 et 2014 et, de ce fait, les gains acquis de productivité de l'emploi ont été maintenus et même améliorés. Et dans la construction où la VAB retrouve à peine en 2014 son niveau de 1995, la productivité de l'emploi a tout de même progressé de 60 %.

En second lieu, les chiffres d'affaires sont moins affectés que les valeurs ajoutées. Sur une période plus brève, de 2005 à 2014, ils augmentent de 28 % dans l'industrie manufacturière, et, dans la crise ouverte fin 2008, ils diminuent de 9 % seulement. C'est l'année 2009 qui enregistre le creux le plus rude (- 17%), et dès 2010 un redressement est manifeste. Le redéploiement vers les marchés extérieurs, que prouve la vive croissance des exportations dès 2010, en est l'explication la plus évidente.

En troisième lieu, les acteurs de ces évolutions présentent une flexibilité et une résistance plus grandes qu'attendu, pendant ces années de crise. On a vu la résistance, voire l'amélioration des résultats de l'entreprise industrielle, soit dans le rapport de la valeur ajoutée à l'output, soit dans la composition de la valeur ajoutée. Pour une production donnée mise sur le marché,

²⁸⁶ Les seules données connues et régulières sont celles d'ICAP, qui analyse les immobilisations aux bilans des entreprises, c'est-à-dire le stock de capital. Malheureusement, ces données ne sont pas en accès libre ; de plus ICAP découpe à sa façon les activités économiques, ce qui gêne la comparaison avec les données de la Comptabilité Nationale.

les entreprises ont à la fois économisé sur les processus de fabrication en termes de matières premières et de services utilisés (consommations intermédiaires) et sur le personnel employé. Dans le premier cas, elles ont amélioré la VAB, dans le deuxième leur cash flow. Certes, la réduction des effectifs et de leur coût (salaires et charges sociales) a assuré l'essentiel de l'amélioration de compétitivité de l'industrie. Mais les entreprises y ont préservé à ce prix leurs capacités d'autofinancement, conditions de l'investissement, et, au-delà, de la reprise constatée dans la 2^e partie de 2014 et au début de 2015.

En quatrième lieu, loin d'un modèle très général de désindustrialisation souvent évoqué dans la littérature économique, il faut parler d'une modification profonde du profil industriel : effondrement de la construction, dans des proportions très inusitées ; achèvement du processus de disparition de l'industrie traditionnelle du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, à l'exception de quelques entreprises très performantes de la mode. Le déclin de ces activités à faible productivité contribue à l'amélioration des performances de l'industrie en général.

Enfin, en termes de comparaisons internationales, on manque de profondeur pour apprécier la place de l'industrie en Grèce. Cependant, en 2010, donc après le creux de 2009, l'entreprise industrielle grecque présente des caractéristiques de productivité d'abord liées à sa petite taille moyenne et à la faible concentration. On reviendra plus loin sur ce trait caractéristique. Elle assure aussi sa compétitivité par un fort rendement de l'emploi et sa spécialisation dans certaines activités où elle bénéficie d'avantages comparatifs. La réduction parallèle du nombre d'entreprises et de l'emploi entre 2010 et 2014, mais aussi celle, moindre, de la valeur ajoutée devrait de ce point de vue, au moins stabiliser la position de la Grèce dans l'Union Européenne.

C'est bien au niveau de l'entreprise qu'il faut analyser les ajustements économiques, et préciser encore les formes que prend la restructuration industrielle.

2°) La restructuration industrielle : les formes d'adaptation des entreprises

On ne reviendra pas sur les ajustements géographiques ni sur la spécialisation des activités, étudiés plus haut, qui constituent des formes d'adaptation aux conditions économiques nouvelles.

Par ailleurs, les données ci-dessus ont montré le point essentiel sur lequel les entreprises industrielles se sont concentrées pour organiser la résistance à la crise : l'amélioration de la productivité²⁸⁷.

Il faut aller plus loin : la réponse à la crise passe par un processus de restructuration industrielle intense. Il consiste d'abord en une transformation rapide de l'emploi dans l'entreprise, tant dans sa quantité que dans ses formes, lien de subordination, genre et nationalité, emploi partiel. Il consiste aussi en un travail discret mais intense sur le tissu des entreprises industrielles, son renouvellement, leur taille et leur organisation.

Ce mouvement de restructuration est autonome. Il n'est encouragé ni par les banques, ni par l'Etat ; il échappe largement à toute forme d'action collective, même si réflexions et propositions n'ont pas manqué. Ce sont les agents économiques qui en décident. Leur liberté est, peut être, la condition de leur efficacité.

1. La restructuration de l'emploi

On passe ici des charges salariales, composantes d'une valeur ajoutée, à un emploi physique, composante d'une société. C'est sans doute dans les formes de cet emploi que se manifeste le mieux la capacité d'évolution de l'industrie grecque, tendance visible dès les années 90. Elle n'est pas seulement quantitative, ce que repère l'analyse du chômage ; elle est aussi qualitative, liée à l'évolution même de la société et de l'économie, et porte sur le travail indépendant, le travail des femmes et des étrangers, le temps partiel, le travail « invisible » correspondant à un multi-emploi partiellement non déclaré. La crise n'est ici qu'un révélateur et l'accélérateur brutal de tendances antérieures.

a. *Le chômage* a été, dès 2009, le principal mode d'adaptation de l'entreprise à la crise. Le maintien des cash-flows est passé par la réduction des coûts d'emploi, dont la réduction des effectifs est la forme la plus visible²⁸⁸.

²⁸⁷ On n'a pas développé les variations des rémunérations dans l'industrie, bien étudiées dans les statistiques IKA. On s'est limité aux variations des coûts d'emploi et des effectifs employés. Ces dernières semblent plus déterminantes.

²⁸⁸ L'économie grecque perd entre 2008 et 2014 893.000 emplois, dont 397.000 dans l'industrie (dont 225.000 dans la construction), 455.000 dans les services et 41.000 dans l'agriculture.

L'évolution de l'emploi²⁸⁹ forme une courbe en cloche, croissant de 17 % entre 1995 et 2008 pour baisser de 18 % entre 2008 et 2014. Sa répartition par secteurs (tableau 18) change de telle sorte qu'entre 1995 et 2014, l'agriculture et l'industrie perdent 11.5 points, au profit des services. Cependant, l'emploi agricole, après avoir perdu 7.4 points entre 1995 et 2008, en regagne 1.4 à partir de 2008. L'emploi industriel conserve sa part jusqu'en 2008, avant de perdre 5.6 points entre 2008 et 2014. Le détail de ce dernier montre que l'emploi dans la construction, après avoir crû de 1.6 point, perd 3.9 points à partir de 2008 ; et que l'emploi manufacturier perd 3.3 points entre 1995 et 2014 de manière régulière.

La déformation de l'ensemble industriel est impressionnante : agroalimentaire, chimie, métaux de base et produits métalliques, réparation gagnent 18.4 points ; 3 branches, textile, bois et matériaux de construction en perdent 18.3. Les services publics, après avoir rationalisé leur activité, recrutent à partir de 2008, effet partiel du développement des activités de traitement des déchets, avant de réduire leurs effectifs entre 2010 et 2014 : leur part reste stable. Globalement, les activités industrielles « modernes » prennent le pas sur les activités traditionnelles (textile, habillement, cuir et chaussure, bois et ameublement) et les services publics.

Enfin, une première reprise de l'emploi se manifeste en 2014 dans l'agroalimentaire, la chimie de base et la pharmacie, les produits métalliques, électroniques et électriques, les machines.

Ces données sont à rapprocher de celles relatives au produit : l'agro-alimentaire y confirme son rôle moteur à tous points de vue, de même que la chimie au sens large (pharmacie, caoutchouc et plastiques inclus). Il en est de même de la filière mines, métallurgie, produits métalliques.

²⁸⁹ Série Elstat Emploi 1995-2014 base ESA 2010.

Tableau 18. Evolution de la distribution de l'emploi par secteur de l'économie et par branche de l'industrie entre 1995 et 2014, en %.

Secteurs	1995	2000	2005	2008	2010	2014
Agriculture	18,3	16,0	11,8	10,9	11,4	12,3
Industrie	19,4	19,0	19,5	19,4	17,2	13,8
Services	62,3	65,0	68,7	69,7	71,5	73,9
Détail/branches						
Mines	2,8	2,7	2,5	2,1	2,5	2,5
Agroalimentaire	17,6	18,4	21,1	20,6	22,1	27,3
Textile, Habillement, Cui	20,3	18,8	14,0	11,7	9,2	7,1
Bois ameublement	13,3	13,5	14,3	13,2	12,3	9,7
Papier	2,1	1,9	1,5	1,7	1,7	2,0
Impression	2,6	2,7	3,2	3,6	3,2	2,9
Produits pétroliers	1,1	0,9	1,5	1,0	0,9	0,8
Chimie	1,8	1,8	2,3	2,6	2,6	2,5
Pharmacie	2,0	1,9	2,5	2,4	2,5	3,1
Caoutchouc, Plastiques	1,9	1,9	2,2	2,8	3,1	3,5
Produits non métalliques	5,7	5,8	5,5	5,7	5,3	4,4
Métaux de base	3,0	3,1	2,9	3,6	3,7	4,3
Produits métalliques	5,6	5,9	7,5	8,7	9,4	8,5
Produits électroniques	0,7	0,9	1,3	0,9	1,0	0,8
Produits électriques/opti	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	1,7
Machines et biens d'équi	2,6	2,7	2,8	3,6	3,6	3,3
Mat de transport	2,6	2,3	1,9	2,3	2,2	1,7
Réparation et entretien	1,4	1,4	1,4	2,4	2,4	2,6
Services publics	11,3	11,7	9,7	9,3	10,4	11,5
Ind Manufact	100	100	100	100	100	100
Construction	6,4	6,8	7,8	8,0	6,7	4,1
Ind Manufact	13,0	12,2	11,6	11,5	10,5	9,7
Industrie	19,4	19,0	19,5	19,4	17,2	13,8

Source : Elstat, série Emploi 1995-2014

On dispose par ailleurs de données sur le dernier emploi du chômeur,²⁹⁰ seulement pour les grands secteurs de l'économie, une sorte de chômage par secteur. C'est un bon indicateur à la fois de l'intensité de la crise et de la vigueur de la réaction, signe de détresse d'une branche décimée par la concurrence, ou de la rapidité de l'ajustement à une situation nouvelle.

On a rapporté les chômeurs ayant travaillé dans le secteur de leur dernier emploi aux effectifs employés dans ce secteur (tableau 19). Il en ressort que les chômeurs représentent, au 4^e trimestre 2014, 36 % des effectifs employés dans l'industrie manufacturière, 74 % de ceux

²⁹⁰ Le résultat de cette enquête diffère de la statistique générale du chômage : 943.000 chômeurs seulement ont déclaré leur emploi d'origine au dernier trimestre 2014 sur 1.245.000. Le retour à l'emploi peut être une raison de l'écart.

employés dans la construction et 27 % de ceux employés dans les services, autre indice du lourd tribut payé à la crise par l'industrie. En l'occurrence, l'importance de ce rapport révèle l'accumulation du chômage dans ces secteurs depuis 2009, notamment dans la construction, et témoigne ainsi d'un figement de la situation que corrobore l'importance du chômage de longue durée.

Tableau 19. Rapport entre chômage et emploi, par secteur, entre 2000 et 2014, en %.

	2000	2005	2008	2010	2014
Agriculture	1,3	0,9	1,4	1,9	3,1
Ind manufacturière	9,6	9,5	7,3	17,5	35,7
Construction	4,9	3,3	5,4	23,1	74,3
Services	7,6	7,9	6,2	13,0	26,9
Economie	6,6	6,9	5,8	12,8	26,7

Source : Elstat, *chômeurs de plus de 15 ans : dernier emploi*

b. *Mais d'autres adaptations, qualitatives*, caractérisent l'emploi industriel : l'emploi salarié et l'auto-emploi, l'emploi féminin ou étranger, le sous-emploi, l'emploi partiel. On aperçoit, au travers de ces évolutions, et au moment de la crise, la trame d'une société et ses modalités propres de réaction.

En premier lieu, l'évolution du rapport de l'emploi non salarié à l'emploi total (tableau 20) est un indicateur d'adaptation par le mode d'emploi, une forme de rationalisation de l'organisation du travail et des coûts de production. Il reflète l'importance du travail indépendant (artisans, travailleurs à façon, sous-traitants) dans une économie. Il faut noter cependant que la nature juridique du lien de subordination peut changer (en vue d'éviter par exemple les contraintes du syndicalisme), sans que disparaisse la dépendance réelle vis-à-vis du cocontractant.

Tableau 20. Evolution du taux de l'emploi non salarié (en % de l'emploi total), par secteur entre 1995 et 2014

	1995	2000	2005	2008	2010	2014
Agriculture	80,9	80,2	92,4	84,8	80,4	80,4
Ind manufacturière	21,9	19,8	23,5	22,1	20,6	17,8
Construction	41,8	39,1	33,2	32,4	37,4	44,8
Services	32,3	30,5	29,2	27,9	27,0	27,4
Total économie	40,4	37,8	36,4	33,8	33,1	33,8

Source ; Elstat *série emploi 1995-2014 (esa 2010)*

Dans l'économie grecque, le taux d'emploi indépendant (non salarié) en 2014 est particulièrement important. Traditionnellement, c'est le cas de l'agriculture et de la construction, de bon nombre de services. Traditionnellement aussi, l'industrie manufacturière est le secteur qui emploie le plus de salariés. Mais en France, le taux d'emploi de travailleurs indépendants est de 10.5 % pour l'ensemble de l'économie (4% pour l'industrie manufacturière, 20 % pour la construction et 10 % dans les services). La Grèce est un cas particulier. En dehors du phénomène culturel que ces chiffres soulignent, c'est la capacité d'adaptation de l'entreprise grecque qu'il faut y voir, et la résistance des cash-flow, analysée ci-dessus, nous semble trouver ici une bonne explication.

L'hypothèse, marxiste, d'une « modernisation » des relations de travail, progressive ou accélérée par la crise, qui serait caractérisée par la montée de l'emploi salarié et par la concentration des entreprises ne fonctionne qu'en partie. En effet, on a déjà vu que des modèles d'emploi différents ont longtemps coexisté dans toute l'Europe. Sans doute, les branches très concentrées comme la filière métaux, les branches énergie, le papier, la chimie, la mécanique, ont un taux très élevé de salariat, et souvent celui-ci se renforce avec la crise, sans doute par élimination des petites entreprises. De même, dans une branche marquée par une forte dispersion des entreprises, l'adaptation peut se faire par la disparition des petites entreprises artisanales, plutôt que par licenciement des salariés : c'est sans doute le cas des branches où depuis 2008, la part de l'emploi salarié augmente de manière prononcée. L'industrie textile voit cette part augmenter ainsi depuis 2008 de 5 points, celle des produits métalliques, depuis 2005, de 12 points.

Mais bien des chiffres informent d'une réalité différente. D'abord, la création d'entreprises unipersonnelles²⁹¹ peut être une réaction du salarié licencié pour créer son propre emploi. En France, la part de l'emploi non salarié s'est ainsi accrue de 1.5 point de pourcentage entre 2008 et 2014.

Ensuite, en Grèce, dans les deux branches d'industrie dont le taux d'emploi indépendant est le plus élevé (plus de 45 %), la construction et l'ameublement, l'adaptation se fait principalement par licenciement des salariés, l'artisanat résistant même en l'absence de chiffre d'affaires. L'emploi indépendant entre 2008 et 2014 augmente dans la construction de 12 points, et dans l'ameublement de 4 points.

²⁹¹ En France, les EURL (Entreprises Unipersonnelles à Responsabilité Limitée), en Grèce, les IKE (Ιδιωτική Κεφαλαιουχική Εταιρεία), sont des sociétés unipersonnelles à capitaux et responsabilité limitée.

Certes, sur longue durée, entre 1995 et 2014, le salariat croît de 6.6 % dans l'ensemble de l'économie. Mais entre 2008 et 2014, il stagne, dans des contextes de chômage important. Pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, on constate, de 1995 à 2005, un déclin du salariat ; mais de 2005 à 2014, le courant s'inverse et l'emploi indépendant diminue de 5.7 points. La réaction à la crise se fait par disparition d'entreprises artisanales. C'est l'inverse pour la construction, où la part de l'emploi salarié qui avait gagné 9.4 points entre 1995 et 2008, en reperd 12.4 entre 2008 et 2014 : ici la petite entreprise artisanale préfère licencier son ou ses salariés et refuse la liquidation, même en l'absence de toute activité. Dans les services, la part de l'emploi salarié augmente de 5.3 entre 1995 et 2010 et diminue légèrement en 2014.

Par branche, chaque métier s'est construit dans un contexte technique, historique, sociologique particulier et doit faire en conséquence l'objet d'une étude particulière de ses modalités de réaction à la crise. Notons seulement que la « grande industrie » emploie surtout des salariés (mines, papier, pétrole et chimie, travail des métaux, matériaux de base comme ciment et verre, mécanique lourde), et renforce leur part en période de crise ; elle préserve sans doute en priorité les emplois salariés qui constituent le noyau dur de compétences et qui sont mieux protégés par leurs syndicats et par le droit du travail. On a déjà vu l'inverse dans l'ameublement et la construction. Dans les services publics, se multiplient les petits parcs privés éoliens et photovoltaïques et les entreprises de recyclage, où les travailleurs indépendants sont aussi nombreux que les salariés. Les branches plus traditionnelles comme l'agroalimentaire, le travail du bois et des métaux ou matériaux de base, le textile et l'habillement, l'impression, la réparation) après avoir développé l'emploi indépendant dans les années de croissance, renforcent l'emploi salarié en période de crise.

Ces données sur l'emploi salarié peuvent être précisées par celles sur le statut professionnel (tableau 21), qui distinguent les employeurs, les aides familiaux (non rémunérés), les travailleurs indépendants et les salariés. Les trois premières catégories correspondent à la différence ci-dessus entre emploi total et emploi salarié.

Dans l'industrie manufacturière, on observe que la part du salariat augmente régulièrement jusqu'en 2008 avant de se stabiliser à un peu plus des trois quarts. La part des chefs d'entreprise reste stable jusqu'en 2010, celle des aides familiaux diminue régulièrement jusqu'en 2014, celle des travailleurs indépendants diminue jusqu'en 2008, au profit, là encore, de celle des salariés. La crise enregistre une diminution marquée de la part des chefs d'entreprise, et une remontée sensible de celle des travailleurs indépendants. En valeur

absolue, le nombre de ces derniers subit la baisse la plus faible (18 % contre 54 % pour les chefs d'entreprise et aides familiaux, 39 % pour les salariés).

Tableau 21. Distribution de l'emploi par statut professionnel, dans l'industrie manufacturière et dans la construction, entre 1995 et 2014, en %

Industrie manufacturière	chefs entreprise	aides familiaux	Travailleurs indépend.	Salariés	total
1995	8,7	6,3	13,5	71,5	100
2000	9,1	4,7	10,8	75,4	100
2005	8,8	3,9	11,1	76,2	100
2008	9,7	4,4	9,5	76,4	100
2010	9,1	3,8	11,0	76,1	100
2014	7,6	3,4	12,8	76,2	100
Construction					
1995	11,6	3,0	23,9	61,5	100
2000	14,2	3,0	19,0	63,9	100
2005	12,7	2,0	17,8	67,4	100
2008	12,2	2,0	14,8	71,1	100
2010	12,4	2,2	19,5	65,9	100
2014	7,4	1,5	31,8	59,2	100

Source : Elstat, enquêtes sur l'emploi (par statut professionnel)

Dans la construction, c'est une structure différente : le nombre d'aides familiaux est, relativement, bien moindre ; le nombre de chefs d'entreprise s'effondre entre 2008 et 2014, comme le nombre de salariés. En revanche les artisans indépendants résistent (moins 16 % en nombre) tandis que leur part s'envole de 15 % à 32 %.

Le travail indépendant est ainsi une des variables d'ajustement de la structure de production, à l'intersection de la relation de travail et de la relation d'affaires. On reviendra plus loin sur son importance dans la société grecque, où l'indépendance est une valeur centrale, valeur refuge en même temps que valeur d'ouverture et de créativité.

En second lieu, deux autres variables interviennent dans l'ajustement à la crise, l'emploi féminin et l'emploi étranger.

En analysant l'emploi féminin, on s'attend, dans le cadre des ajustements économiques de temps de crise, à un taux de chômage des femmes supérieur à celui des hommes (tableau 22). Et cela semble le cas, puisqu'il atteint en 2014 29.6 % contre 23.3 % pour celui des hommes.

Tableau 22. Evolution des taux de chômage et d'emploi entre 2001 et 2014²⁹²

	2001	2008	2014
Taux de chômage			
Hommes	7,7	5,4	23,3
Femmes	16,8	11,8	29,6
Ensemble	11,3	8,0	26,1
Taux d'emploi			
Hommes	64,0	64,0	59,6
Femmes	38,8	42,6	44,1
Ensemble	51,0	53,0	51,6

Source : Elstat, statistiques trimestrielles de l'emploi

En réalité, si l'on remonte un peu dans le temps, on voit que ce taux est systématiquement plus élevé : ainsi en 2001, il est déjà de 16.8 % alors que celui des hommes est de 7.7 %. L'écart était alors encore plus important. Il ne s'agit donc pas là d'une variable d'ajustement, mais plutôt d'une volatilité plus grande de l'emploi féminin, liée aux fonctions que remplit la femme au sein du ménage, et à l'utilisation raisonnée des avantages offerts par l'indemnisation du chômage. D'un autre côté, le taux d'emploi des femmes croît tout au long de la période, y compris pendant la crise, alors que celui des hommes, stable entre 2001 et 2008, se réduit fortement en 2014. Et l'on constate que si l'augmentation de l'emploi en Grèce, entre 2001 et 2008, est principalement due à celle de l'emploi féminin (69 % des 445.600 emplois supplémentaires), l'adaptation à la crise, elle, se fait massivement par la sortie des hommes de l'emploi (68% des 1.062.600 emplois détruits) : que cette sortie soit celle du chômage (55 % de l'augmentation du chômage concerne des hommes), celle de l'inactivité (157.600 hommes quittent toute activité, quand 107.500 femmes entrent en activité), ou même celle du décès (la population masculine perd 107.700 personnes contre seulement 61.100 femmes -la proportion de femmes s'accroît régulièrement depuis 2001, pour représenter 51.8 % de la population totale en 2014).

Il en est de même si l'on détaille l'emploi effectif (hors chômage) par grand secteur et par genre. On constate alors dans un premier temps que l'emploi féminin total augmente de 302.000 personnes entre 2000 et 2008, mais de 390.000 dans les services (il diminue dans l'agriculture et légèrement dans l'industrie manufacturière). L'emploi masculin a augmenté de 210.000 personnes seulement et s'est dirigé principalement de l'agriculture vers la

²⁹² Elstat, statistiques trimestrielles d'emploi : le taux d'emploi rapporte les actifs (employés et chômeurs) à la population active ; la différence étant constituée des inactifs. Le taux de chômage rapporte les chômeurs aux actifs.

construction et les services. Pendant la crise, entre 2008 et 2014, la baisse de l'emploi est masculine et se produit, pour 59 % des 725.000 personnes concernées, dans les deux branches du secteur secondaire, la construction et l'industrie manufacturière. Les variations de l'emploi féminin se produisent presque exclusivement dans les services, 80 % des 337.000 personnes concernées. L'emploi, on le savait, est « genré ». Ce qui est moins évident, c'est que les hommes, en temps de crise, portent le poids des sacrifices ; et que les femmes, dont l'irruption sur le marché de l'emploi salarié caractérise la période de l'après-guerre ont moins souffert de cette crise. Mais c'est probablement encore une répartition des sacrifices « genrée ».

Les statistiques de l'IKA fournissent d'autres renseignements intéressants, limités bien sûr aux salariés déclarés, sur l'emploi féminin et étranger²⁹³ (tableau 23) : elles confirment en premier lieu l'importance de ces deux catégories dans l'emploi total : 51.4 % en 2005, 55.3 % en 2010, 54.4% en 2014.

Elles confirment ensuite le caractère « genré » de l'emploi salarié. En effet, l'emploi féminin est sur-représenté dans l'industrie textile et sous-représenté dans la construction, les produits métalliques et les services publics de l'électricité, de l'eau et du traitement des déchets. Agroalimentaire, impression édition, chimie, électronique ont des taux d'emploi féminin supérieurs à 35 %. Le taux de cet emploi dans les services est le plus élevé.

Elles montrent enfin que le travail étranger, faible dans l'agroalimentaire, et exclu dans les services publics, est relativement important dans le textile et les produits métalliques.

Tableau 23. Taux d'emploi (en %) des femmes et des étrangers, dans la population active en 2005, 2010 et 2014, et l'addition des deux.

	2005			2010			2014		
	femmes	étrangers	total	femmes	étrangers	total	femmes	étrangers	total
Industrie manufacturière	31,2	11,0	42,2	28,5	14	42,5	29,2	11,6	40,8
Construction	16,9	14,2	31,1	18,6	19,8	38,4	20,7	15,3	36
Services	40	14,3	54,3	41,6	16,3	57,9	44,6	12,7	57,3
Ensemble économie	37,7	13,7	51,4	39,2	16,1	55,3	41,8	12,6	54,4
Agroalimentaire	40,1	9,6	49,7	36,1	14,6	50,7	37,3	13,4	50,7
Textile	55,1	12,3	67,4	50,3	16,4	66,7	47,1	16,2	63,3
Prod métalliques	13,9	22,3	36,2	13,8	26,5	40,3	14,4	19,9	34,3
Services publics	22,7	1,8	24,5	23,7	3,9	27,6	22	3,4	25,4

Source : *Statistiques IKA*

²⁹³ Ίδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων ou IKA ; équivalent de nos caisses d'Assurances sociales. Le nombre de salariés déclarés dépend aussi du « rattrapage » des déclarations, dans le cadre de la lutte contre le travail au noir. Les salariés enregistrés par IKA dans l'industrie manufacturière en 2014 s'élèvent à 288.090, le chiffre de l'emploi salarié relevé par Elstat au 4^e trimestre 2014 s'élevant à 375.000, soit un taux de « représentation » de 77%. Ce taux est bien plus faible dans la construction (35399 pour 152.000, soit 23 %). Enfin, il est remarquable que le sexe des travailleurs étrangers n'est pas précisé.

Les évolutions entre 2005 et 2014 de ces catégories sont aussi intéressantes (tableau 24). L'emploi féminin augmente dans l'ensemble de l'économie, et principalement dans les services. Il diminue dans l'industrie, notamment dans le textile, accompagnant la fin d'un modèle caractéristique de la première moitié du XX^{ème} siècle, ainsi que dans les produits métalliques. L'emploi masculin est moins touché dans l'industrie manufacturière, mais dans les produits métalliques, il enregistre la plus forte baisse, comme aussi dans la construction.

Tableau 24. Taux d'évolution de l'emploi masculin, féminin et étranger, par secteur ou branche, en %, entre 2005 et 2014.

	Hommes	Femmes	Etrangers	Total
Industrie manufacturière	-24,9	-31,4	-22,6	-26,7
Construction	-30,9	-8,6	-19,9	-25,6
Services	-3,7	14,6	-9,2	2,8
Ensemble économie	-9,4	7,4	-11,1	-3,3
Agroalimentaire	-1,3	-6,5	39,9	0,5
Textile	-56,0	-66,7	-48,8	-61,0
Prod métalliques	-94,3	-41,3	-49,4	-43,3
Services publics	77,4	73,3	243,6	79,4

Source : Statistiques IKA

L'emploi étranger est sans aucun doute une variable d'ajustement, tant en période de croissance des effectifs qu'en période de repli : de 13.7 % de l'emploi total en 2005, sa part passe à 16.1 % en 2008 pour retomber à 12.6 % en 2014.

Dans les branches féminisées, comme l'agro-alimentaire, l'emploi étranger concurrence dans un premier temps l'emploi féminin, et sa croissance est forte ; mais dans la crise, il est plus touché. Dans le textile, c'est bien l'emploi étranger qui se substitue à l'emploi féminin, dans l'impression édition c'est l'inverse.

L'emploi étranger tient une place relative importante dans le textile et le bois, les produits métalliques et la construction. Dans le bois-ameublement, il concurrence l'emploi masculin et en temps de crise sert de variable d'ajustement. Dans les produits métalliques, il se substitue à l'emploi masculin en période de croissance, mais s'efface devant lui en période de crise. Dans la construction, il supplée dans les belles années à la demande de main d'œuvre ; il paye le prix de la crise.

Là encore, chaque entreprise, chaque branche, donne sa propre réponse aux problèmes économiques rencontrés, construisant la combinaison appropriée en fonction de ses structures particulières.

En troisième lieu, l'emploi partiel permet un ajustement souple des entreprises aux conditions du marché (tableau 25). Malheureusement on ne dispose pas de sa répartition par branche. Selon Elstat, sa part dans l'emploi total passe de 3.8 à 5.8 % entre 2001 et 2008, puis de 5.8 à 9.9 % entre 2008 et 2014. Selon IKA, l'évolution du taux d'emploi partiel entre 2005 et 2014 est nettement plus affirmée.

L'emploi partiel constitue bien une variable d'ajustement en temps de crise, répondant à l'incertitude du chef d'entreprise sur l'avenir de son activité. On notera que le temps partiel est plus « genré », plus répandu chez les femmes que chez les hommes, caractéristique supplémentaire de la précarité de ces dernières : il atteint le tiers en 2014.

Cependant, comme dans l'analyse du taux d'emploi féminin, on ne peut écarter les facteurs liés au souhait des femmes de rendre compatibles leurs différentes fonctions, familiales et économiques, ainsi que les efforts du législateur pour y aider.

Tableau 25. Evolution 2005-2014 du taux d'emploi partiel, par genre, en % de l'emploi total

	2005	2008	2010	2014
Hommes	10,4	10,8	12,7	22,3
Femmes	23,2	23,5	25,0	33,7
Ensemble	16,3	16,8	18,6	27,6

Source : Statistiques IKA

Enfin, le sous-emploi (tableau 26) reflète bien les ajustements de l'emploi dans l'ensemble de l'économie en exprimant un « désir » insatisfait d'emploi du salarié à temps partiel : les nombres sont multipliés par 2.5 dans la période 2008 à 2014 et sa part dans l'emploi (population active) fait plus que tripler. Le sous-emploi féminin est très majoritaire en début de période (2/3), mais sa part diminue régulièrement au profit d'un sous-emploi masculin.

Tableau 26. Evolution du taux de sous-emploi et de la part des femmes dans cette catégorie entre 2008 et 2014

	Sous emploi	Part femmes
2008	2,3	67,6
2009	2,9	63,3
2010	3,5	55,4
2011	4,6	54,7
2012	6,4	61,3
2013	6,6	56,4
2014	7,6	54,3

Source : Elstat²⁹⁴, statistiques trimestrielles de l'emploi

A ces deux catégories, emploi partiel et sous emploi, il faudrait ajouter la montée irrésistible des emplois sous contrat à durée déterminée ou en alternance, que l'on rencontre en Grèce comme dans la plupart des pays de l'Union Européenne. La précarisation du travail est une donnée importante de l'évolution des formes d'emploi, correspondant à la flexibilité revendiquée par les entreprises pour faire face aux variations rapides de leurs marchés.

Ainsi l'économie grecque présente des facultés d'adaptation, une plasticité, que l'on peut mesurer à travers ces différentes variables, travail indépendant, assouplissement des durées, précarisation (emploi féminin, étranger). Il en est d'autres moins visibles, non moins importantes : le travail « au noir » (et pas seulement d'une main d'œuvre étrangère) est difficile à chiffrer, encore que le resserrement du ciseau entre les effectifs assurés à l'IKA et ceux de l'emploi Elstat en donne une indication. Une autre modalité est celle de la multi-activité, dont tout laisse à penser qu'elle est très importante (importance de l'emploi agricole, deuxième emploi des enseignants, deuxième emploi des commerçants qui exploitent la saison touristique au moyen d'une location hôtelière ou d'un restaurant). Une dernière modalité d'adaptation doit encore être mentionnée, le départ à la retraite de l'entrepreneur que l'on retrouve pourtant au travail dans son entreprise, aux côtés de son épouse et de ses enfants, et dont l'indemnité de retraite soulage trésorerie et exploitation. Le gonflement rapide des inactifs -hommes- dans une population stable et vieillissante, est une bonne indication de cette modalité.

On entrevoit aussi que le choix d'adaptation dans une branche donnée ne relève pas seulement de calculs économiques, mais de critères sociaux, ou, plus précisément de stratégies sociales.

²⁹⁴ Elstat le définit par les personnes de 15 à 74 ans qui sont en emploi partiel dans la semaine de référence, désirent travailler plus et sont disponibles si on leur en donne l'occasion. Ils sont donc une fraction des emplois à temps partiel.

Tantôt c'est le salarié qui est licencié, tantôt c'est l'artisan qui arrête son activité. L'emploi masculin résiste souvent moins bien que le féminin, ce dernier pouvant se voir substituer un immigré. Les variations de position sociale dans l'entreprise confirment cette dualité des choix, que l'on retrouve en Italie par exemple.

Si la réponse à la crise passe par la gestion de l'emploi, elle passe aussi par la restructuration des entreprises et le remodelage de leur tissu.

2. La restructuration de l'entreprise

On a déjà vu la réduction considérable du nombre des entreprises dans la construction et dans l'industrie manufacturière, en tant que premier signe visible de la restructuration économique à l'œuvre depuis les années 90, puis de l'impact direct de la crise. Mais il faut analyser de plus près la modification du tissu des entreprises. Celle-ci comporte plusieurs dimensions.

En premier lieu, on dispose aujourd'hui de quelques données relatives à la démographie des entreprises, qui permettent de se former une certaine idée, limitée et vague, de la « vitalité » entrepreneuriale. En second lieu, les données SBS d'Eurostat, plus solides, éclairent certains aspects de la restructuration, comme la concentration des entreprises en termes d'emploi, de chiffre d'affaires ou de valeur ajoutée²⁹⁵. En troisième lieu, l'analyse des entreprises cotées en Bourse montre qu'elles ont procédé très rapidement à des adaptations en profondeur. Enfin, une étude récente de Price, Waterhouse & Cooper ouvre quelques pistes sur la restructuration industrielle en définissant les besoins et hiérarchisant les objectifs. Se dessine ainsi une vision des mouvements en cours dans le tissu industriel, qui traduit clairement l'autonomie des agents concernés. La puissance publique en est absente. Les banques intéressées ne sont pas encore intervenues pour l'accélérer.

²⁹⁵ La connaissance du tissu d'entreprises demeure encore limitée et les données recueillies systématiquement depuis peu présentent des incohérences graves. On a déjà vu les divergences entre les données SBS d'Elstat et la base SBS d'Eurostat. De plus, Elstat n'alimente pas Eurostat des données démographiques. Enfin, le débat récent sur les écarts entre les données recueillies par les Chambres professionnelles et celles publiées par le Gemi (Registre de Commerce) montre les incertitudes sur la fiabilité des résultats. En 2015, le nombre de créations enregistrées par les premières est inférieur de 11 % au nombre enregistré par le Gemi et celui des radiations de 21 %. En attendant la statistique existante sur le site du Gemi (ci-dessus utilisée) a été supprimée ! La cause évoquée pour les inscriptions est que le Gemi ne prend en compte que les créations de nouvelles entreprises, et non les événements comme changement de forme juridique, de siège ou de nom ; et ne prend en compte que les radiations de l'exercice et non les rattrapages ou reports. Enfin, le solde net produit sur les 5 dernières années n'est pas compatible avec la variation du stock notée par Eurostat.

i. Démographie de l'entreprise : Créations et disparitions.

La Grèce ne disposait pas, jusqu'il y a peu, d'études convaincantes sur les créations et disparitions d'entreprises. Depuis 2010, à travers le Registre de Commerce²⁹⁶ (GEMI), on commence à disposer de données sur le sujet. On dispose aussi d'un outil purement administratif, les autorisations de création ou d'extension d'établissements, dont Elstat tient le compte. Enfin, on a collecté des statistiques locales des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Athènes et de Kalamata. On peut ainsi se faire une première idée d'une démographie de l'entreprise grecque et réfléchir sur sa signification.

Les données officielles du GEMI décrivent le flux des créations et disparitions par forme juridique (tableau 27)²⁹⁷, mais pas par secteur ou branche d'activité. Il en ressort que la création d'entreprises décline pendant la période de crise (en 2010, le Ministère du Développement indique un chiffre de créations de 62.781), tandis que les radiations se maintiennent à un niveau élevé jusqu'en 2014. Les soldes demeurent positifs, même s'ils tendent à se réduire. On y note les soldes négatifs pour les commandites (OE, EE) et pour les sociétés anonymes à partir de 2013 ; le vif succès des entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (IKE) dû à des frais peu élevés et des formalités réduites, la part infime des SA dans les créations (5% en 2010, 2% en 2015). Les affaires personnelles (AP) forment le gros contingent des entreprises (plus de 70 % de l'ensemble des créations) ; leur natalité s'affaiblit en 2014 et 2015 (baisse de 35 % par rapport à 2012), mais leur mortalité encore plus.

²⁹⁶ En grec, ΓΕΜΗ ou Γενικό Εμπορικό Μητρώο, géré par les Chambres de Commerce sous la tutelle du Secrétariat Général au Commerce.

²⁹⁷ Des explications plus détaillées sur les formes juridiques sont données plus loin, chapitre 4, I/, 2°).

Tableau 27. Evolution des créations et radiations d'entreprises en Grèce entre 2012 et 2015, en nombre, par forme juridique, tous secteurs économiques confondus

	Créations				Radiations			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
SA	3 020	2 158	1 436	1 029	625	1 259	1 657	2 305
AP	33 981	33 866	27 610	22 009	33 714	26 963	24 055	17 121
OE EE	6 635	5 245	4 845	3 682	3 550	8 640	9 529	6 772
IKE	590	2 857	3 798	3 813	4	73	230	368
divers	185	466	498	301	128	142	172	195
total	44 411	44 592	38 187	30 834	38 021	37 077	35 643	26 761

Source : Secrétariat Général au Commerce (GEMI)

Il s'agit là de flux généraux. Une statistique de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes permet de distinguer ces flux par branches dans l'industrie en Attique, entre 2009 et 2012 : le solde y est positif pour toute la période, y compris 2012. De manière plus fine, on constate que la construction présente un solde nettement négatif, sauf en 2009 ; que l'essentiel des soldes positifs de l'industrie est dû aux parcs photovoltaïques ou éoliens, enfin que l'industrie manufacturière a été touchée surtout de 2009 à 2011.

Enfin, une étude de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Messénie de 2006 à 2013²⁹⁸, sans distinction de branche (mais l'agro-alimentaire y est le domaine d'activité dominant), montre l'inversion des soldes à partir de 2012. Elle montre aussi le faible pourcentage relatif des sociétés anonymes en Messénie (2.5 %, contre 4.5 % en Grèce) et l'importance qu'y revêtent encore les commandites (16 % contre 13 % en Grèce).

Un indice de « créativité », ou plutôt de renouvellement, rapprochant le mouvement démographique du stock de leur population, peut être observé : pour 800.000 entreprises environ en 2010, la moyenne des créations (calculée sur les 5 années observées) est de 5.5 % l'an et celle des radiations, un peu inférieure, de 4.8%. Ce sont des taux de renouvellement très élevés, de près du tiers dans les deux sens sur les 6 années de crise, qui s'expliquent sans doute justement par la crise. En revanche, ils sont incompatibles avec les données SBS d'Eurostat, qui enregistrent une baisse considérable du nombre d'entreprises sur la même période (baisse de 30 % entre 2008 et 2015²⁹⁹) !

²⁹⁸ Eleftheria 10,01,2014.

²⁹⁹ Selon la publication dans Kathimerini du 24 juillet 2016 et sous la signature de Ilias Bellos : « 7 ans et 245.000 fermetures » (Επτά χρόνια με 245.000 λουκέτα). On peut penser que l'artisan qui s'arrête s'épargne les formalités de déclaration de cessation d'activité.

On peut approcher aussi la « créativité » de l'entreprise grecque au travers des autorisations délivrées entre 2001 et 2014 dans l'industrie manufacturière, pour la création de nouveaux établissements ou l'extension d'anciens (tableau 28). On y remarque que la courbe de croissance des autorisations s'inverse à partir de 2010 : elles représentent en 2014 moins du tiers de celles de 2005. La puissance exprimée en chevaux vapeur demeure cependant élevée, ce qui implique un niveau important d'investissement en machines.

Les nombres sont fonction des dispersions d'entreprises par branche, les plus élevés dans l'agroalimentaire, le textile-habillement, le bois-ameublement, les produits métalliques. L'activité décline régulièrement à partir de 2009, mais la puissance des installations s'accroît. L'agroalimentaire finit par représenter presque la moitié de l'ensemble.

Tableau 28. Evolution 2001-2014 des autorisations administratives d'exploitation dans l'industrie manufacturière (en unités), par branches.

	2001	2005	2008	2010	2014
Agroalimentaire	695	856	908	553	417
Textile, Habillement, Cuir	384	285	224	108	44
Bois Ameublement	353	501	566	195	54
Papier	42	57	57	40	29
Impression	121	127	143	91	40
Produits pétroliers	7	13	12	10	14
Chimie Pharmacie plastiques	179	218	193	74	93
Produits non métalliques	166	242	232	126	67
Métaux de base	23	54	44	45	7
Produits métalliques	331	574	536	305	99
Produits électriques/électron.	82	91	95	39	26
Machines et mat. transport	107	175	143	79	32
Divers	7	25	29	87	33
Total industrie manufacturière	2 497	3 218	3 182	1 752	955
Total Chevaux vapeur	318 004	460 954	418 960	512 767	396 380

Source : Elstat

En dehors de l'incertitude des chiffres, ou de la non exploitation de données comme le code activité (Nace 2), ou le croisement de la date de création effective avec la date de cessation effective, il reste que ce type d'études ne permet pas de conclure directement à une quelconque entrepreneurialité. Et d'abord, que signifie le terme ? L'esprit d'entreprise ne relève-t-il pas plutôt de la sociologie ou de l'anthropologie (Weber, Schumpeter) que d'analyses statistiques ? L'implicite d'un vitalisme apparaît clairement dans les termes utilisés, transporté des théories sur le déclin (ou le renouveau) démographique. La qualité

d'une population ne se mesure pas à sa seule quantité, ni sa bonne santé ou sa performance à son taux de natalité ou de survie après 1 an. Il en est de même pour les entreprises. Bien des réussites ont succédé à des dépôts de bilan³⁰⁰. De plus, la réduction du nombre d'entreprises dans une branche donnée peut résulter d'un mouvement de concentration qui signale des gains de productivité, une modernisation des processus, un nettoyage des entreprises non rentables. Enfin, l'ancienneté moyenne peut caractériser une période particulière de renouvellement du tissu industriel, mais aussi, des pratiques familiales qui favorisent la survie ou le développement de l'entreprise. L'étude des pratiques des branches d'activité et des usages locaux, la mesure des mouvements dans le temps, celle des intensités par rapport à la population totale ou active, celle des formes juridiques et de la taille nous semblent des voies plus réalistes.

ii. Concentration des entreprises

L'analyse de la taille³⁰¹ des entreprises industrielles grecques pendant la période de crise (tableau 29) révèle à la fois un mouvement de concentration, en termes de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée et d'emploi, en faveur des entreprises employant plus de 50 personnes.

³⁰⁰ Une étude très récente de l'Επαγγελματικό Επιμελητήριο Αθηνών (Chambre professionnelle d'Athènes) sur le premier semestre 2016 note : « Θα πρέπει να αναλύσουμε προσεκτικά τι συμβαίνει στην ελληνική οικονομία αυτήν τη στιγμή και ειδικά στην επιχειρηματικότητα » (« Il faut analyser avec précaution ce qui se passe en ce moment dans l'économie grecque et en particulier dans l'entrepreneuriat »). Elle distingue entre l'entrepreneuriat de nécessité et celle d'opportunité. Elle regrette que la plupart des créations d'entreprise obéissent à un réflexe de panique, ne manifestent aucun plan d'investissement à long terme et ne se tournent pas vers l'exportation. Plus intéressant le fait que les créations dans le domaine de la production de films et programmes, la maintenance d'ordinateurs, les activités créatives et les services informatiques présentent une balance positive (141 créations contre 128 radiations). *Bulletin trimestriel de la Chambre professionnelle d'Athènes Juin 2016* (Τριμηνιαίο Ενημερωτικό Δελτίο Επαγγελματικής Δραστηριότητας του Επαγγελματικού Επιμελητηρίου Αθηνών). En réalité, l'ensemble athénien se caractérise par des activités de service, parmi lesquelles il faut sans doute distinguer les activités de cafétéria- restauration, de services personnels et de commerce de détail utiles à une ville très orientée vers le tourisme ; et les activités de service aux entreprises, immobilières ou dites créatives, propres à un centre urbain « créatif ».

³⁰¹ Le découpage en tranches est fait en général sur la base du nombre d'employés. En 2002, un intéressant découpage a été fait sur la base du chiffre d'affaires. Le nombre de tranches est éminemment variable dans les pays de l'Union Européenne et tributaire des tailles relatives des uns et des autres. Chaque pays a ses propres médianes. Les Structural Business Statistics établies par Eurostat permettent de croiser nombre, activité et taille des entreprises.

Tableau 29. Distribution par taille des entreprises industrielles (hors construction), de leur chiffre d'affaires, de leur valeur ajoutée et de leur emploi, en 2008 et en 2013, en %.

2008	< 10 empl.	10 à 20 empl.	20 à 50 empl.	> 50 empl.	Total
Nb entreprises	95,4	1,8	1,7	1,1	100
Chiffre affaires	17,1	3,0	7,8	72,1	100
Valeur ajoutée	19,5	3,7	9,4	67,5	100
Emploi	45,0	4,6	10,1	40,3	100
2013					
Nb entreprises	94,7	2,2	1,8	1,3	100
Chiffre affaires	11,8	3,1	5,9	79,1	100
Valeur ajoutée	18,7	3,7	8,1	69,5	100
Emploi	36,9	4,9	9,6	48,6	100

Source : Eurostat, statistiques SBS

De manière plus détaillée, il s'agit moins d'un mouvement de concentration des entreprises que de leur disparition pure et simple et celle-ci affecte beaucoup plus les TPE employant moins de 10 personnes que les entreprises employant plus de 50 personnes : 26500 pour les premières et 111 pour les secondes. Mais ces disparitions profitent aux plus grandes qui récupèrent CA et VAB, accroissant leur part. Comme elles licencient moins, leur part dans l'emploi total s'accroît aussi.

De plus, on note que les entreprises employant entre 10 et 20 salariés résistent assez bien et maintiennent ou accroissent leurs parts. En moyenne, leur CA augmente de 20 %, leur VAB ne diminue que de 15 % et leur emploi que de 10 %. On relève aussi que les entreprises qui emploient 50 à 250 personnes augmentent plus leur part que celles qui en emploient plus de 250, notamment en matière de VAB : les premières augmentent leur part de 5.9 points quand les secondes perdent 4.3 points.

En valeur absolue, les 780 entreprises de 2013 employant plus de 50 salariés réalisent un chiffre d'affaires de 4 % supérieur à celui que réalisaient les 891 de 2008 ; et chacune réalise un CA supérieur de 19 %, ce qui témoigne clairement de l'effet de concentration. Elles ont réduit l'emploi de 16 %, le préservant mieux que l'ensemble des entreprises (moins 31 %). Chacune n'emploie plus que 203 personnes, contre 212 précédemment (moins 10 %). En revanche, le montant de leur valeur ajoutée n'a pu être préservée et diminuée de 18 %, proportion cependant nettement moindre que celle de l'ensemble (- 31 %) ; mais chacune des 780 entreprises réalise une VAB de 12.1 millions d'€, alors que chacune des 891 réalisaient une VAB de 14.8 millions d'€, soit une baisse de 18 % seulement.

Les entreprises employant moins de 10 personnes et celles employant entre 20 et 50 personnes sont les plus affectées par la crise : perte de CA et surtout de valeur ajoutée et d'emploi. On note au passage que la moyenne de l'emploi dans les premières n'est que de 2.2 personnes (2.6 en 2008). Cependant, elles maintiennent leur VAB par entreprise, comme si celle-ci était un seuil économique en deçà duquel il n'est plus intéressant de travailler. Pour les secondes, elles perdent en moyenne peu de CA et d'emploi (5 et 8 % respectivement), mais sont de tout l'échantillon les plus affectées dans leur valeur ajoutée (- 26 %).

En conclusion, on peut avancer que la catégorie des entreprises employant 50 à 250 personnes a sans doute absorbé une part de la catégorie en employant 20 à 50, voire une part de la catégorie qui en emploie plus de 250. Il en est probablement de même pour la catégorie 10 à 20 qui absorbe une partie du CA des TPE. Le travail de restructuration des grandes entreprises est inachevé en 2013 et se poursuit en 2014, comme on verra plus loin dans l'étude des entreprises cotées.

Ainsi, la micro-économie dessine mieux les lignes de résistance qui expliquent le début de redressement constaté en 2014 ; surtout elle révèle l'immédiateté et l'ampleur des réactions en entreprise, loin des discours vagues sur l'esprit d'entreprise et l'organisation industrielle.

Il est plus difficile de nuancer cette analyse en fonction des branches d'activité, surtout lorsqu'elles sont très concentrées. On a testé cette analyse sur deux branches relativement dispersées, l'agroalimentaire et les produits métalliques (tableau 30).

Dans l'agro-alimentaire, qui est la branche la mieux résistante de l'industrie manufacturière, les entreprises employant de 50 à 250 personnes sont les grandes bénéficiaires de la crise. Nombre d'entreprises, personnel, CA et VAB augmentent entre 2008 et 2013. Tout se passe comme si cette catégorie regroupait les forces des deux catégories, inférieure et supérieure. On note aussi que les entreprises employant moins de 10 personnes augmentent leur valeur ajoutée globale autant qu'unitaire, au prix de leur emploi.

Dans les produits métalliques, les baisses de CA, de VAB et d'emploi touchent toutes les catégories d'entreprises, et particulièrement celle de 20 à 50 personnes. Seule celles de 10 à 20 personnes résistent à la crise, mais leur valeur ajoutée est très affectée. En revanche les entreprises qui emploient plus de 50 personnes améliorent leurs performances moyennes en chiffre d'affaires et défendent bien leur valeur ajoutée et leur emploi. Là encore, la restructuration est à l'œuvre.

Tableau 30. Evolution en % entre 2008 et 2013, du nombre d'entreprises, de leur chiffre d'affaires, de leur valeur ajoutée et de leur emploi, selon leur taille dans l'Agroalimentaire et les Produits métalliques.

	Ensemble	0 à 9 empl.	10 à 19 empl.	20 à 49 empl.	50 à 249 empl.	>250 empl.
Agroalimentaire						
Nb entreprises	-5%	-5%	-33%	-10%	27%	19%
Chiffre affaires	3%	-18%	-37%	-24%	51%	0%
Valeur ajoutée	-11%	14%	-43%	-34%	16%	-27%
Emploi	-14%	-35%	-35%	-11%	31%	-7%
Produits métalliques						
Nb entreprises	-45%	-46%	4%	-41%	-43%	-29%
Chiffre affaires	-30%	-28%	-8%	-49%	-30%	-22%
Valeur ajoutée	-37%	-28%	-27%	-61%	-48%	-31%
Emploi	-46%	-53%	-1%	-44%	-38%	-30%

Source : Eurostat, statistiques SBS

iii. Les sociétés cotées

L'étude des sociétés cotées en Bourse confirme comme attendu les premières conclusions tirées ci-dessus. La Bourse enregistre les données économiques et financières de ce qui constitue le fer de lance de l'industrie grecque.

Les données publiées par Helix (Hellenic Exchanges, administrateur de la Bourse des valeurs) et la Commission des Marchés de capitaux (Επιτροπή Κεφαλαιογοράς), les études réalisées par Beta Securities et Merit (deux sociétés d'analyse financière), restituent une bonne image du marché boursier grec³⁰².

Le marché des valeurs n'a en apparence que peu évolué depuis 1997, date de sa réforme : il compte 258 sociétés cotées en 1998 et 251 en 2014. Cette stabilité masque des mouvements importants. Le marché, sous le gouvernement de Kostas Simitis qui en libère et modernise les structures, enregistre une forte croissance du *nombre des sociétés* (102) de 1998 à 2004. Il enregistre aussi, entre 2006 et 2008, la disparition de 56 d'entre elles, puis, entre 2008 et 2014, d'encore 49. L'évolution naturelle de l'économie, mais aussi les incertitudes liées à la crise, motivent ces disparitions. De plus, peu de nouvelles entreprises se présentent pendant cette dernière période.

³⁰² Un travail de recherche mené à l'Athex et dans la bibliothèque d'Elstat a permis de recenser les entreprises cotées depuis 1920, de 10 ans en 10 ans, et d'y sélectionner les entreprises industrielles, par branche, de dater leur création, leur entrée en Bourse et leur éventuelle sortie ou mise en sommeil. Un travail ultérieur permettra de « caler » les données bilantielles et d'activité publiées à ces dates.

Sur cet ensemble d'entreprises cotées, on a dénombré, en 1990, 81 sociétés industrielles, en 2000, 143 (sur 342, soit 42 %) et en 2010, 164 (sur 287 soit 57 %).³⁰³ Entre 2010 et 2014,³⁰⁴ 20 d'entre elles ont été radiées ou cessé leur activité ; leur proportion dans l'ensemble des sociétés cotées reste cependant stable. Il faut noter que sur un total de 229 sociétés cotées en 2015, 32 bénéficient d'une procédure de soutien et 43 d'une procédure de suspension des transactions sur leurs titres, ce qui laisse en réalité 154 sociétés actives, dont 97 industrielles (63%).

Le *niveau de l'indice boursier* (moyenne de la valeur des titres composant l'indice à une date donnée) a connu des variations fortes dans la même période, témoignant d'une volatilité importante. Deux bulles se forment et éclatent en 1999 (Internet) et 2007 (Immobilier), la dernière commune à l'ensemble du monde occidental. Le 5 mai 2012, au pire de la crise politique, l'indice général atteint « l'enfer » de 476, pour se redresser ensuite à 1476 au printemps 2014 et retomber autour de 800 en février 2015. L'indice est un bon enregistreur des anticipations formées par les agents sur l'évolution des grandes entreprises.³⁰⁵ Cette volatilité est un obstacle à la venue d'investisseurs étrangers sur le marché des valeurs et donc au financement de l'industrie.

La crise a affecté l'ensemble des sociétés cotées en plusieurs points. Le montant des dividendes distribués est passé de 4.5 milliards d'€ en 2008 à 0.8 milliards d'€ en 2015, en léger redressement par rapport à 2013. Le nombre de sociétés distribuant ces dividendes est passé de 182 en 2008 à 21 en 2013, puis à 37 en 2015. Les disponibilités dégagées sont passées de 9.2 milliards d'€ en 2009 à 8 milliards d'€ en 2012 pour remonter à 10.9 milliards d'€ en 2014. Enfin, entre 2008 et 2014, les sociétés cotées ont perdu 59.000 emplois.

L'analyse du chiffre d'affaires et des résultats des sociétés industrielles par branches entre 2009 et 2015, effectuée par la société Beta Securities (Tableau 31) confirme la chute de ces grandeurs entre 2009 et 2012-2013. Dès 2013 toutefois, une amélioration se fait sentir, sinon dans le chiffre d'affaires, du moins dans les résultats, surtout si l'on exclut le secteur de la construction. L'énergie pèse d'un poids particulier en raison des produits pétroliers - en forte croissance en 2010-2013, ils souffrent au niveau de leurs résultats de la variation des prix du pétrole en 2014 et 2015 - et de l'électricité - l'entreprise publique d'électricité subit de graves problèmes d'adaptation économique et de marché.

³⁰³ On peut évaluer, en 2010, les sociétés industrielles réellement actives à 114 (pour environ 200 sociétés cotées actives).

³⁰⁴ De manière générale, la Commission des Marchés ne procède à une radiation qu'après qu'aient été épuisées toutes chances de redémarrage de l'activité. La lenteur de ce « nettoyage » est souvent critiquée.

³⁰⁵ Il est retombé en dessous de 500 en Juillet 2015.

Hors construction et énergie, entre 2009 et 2015, le chiffre d'affaires de l'industrie de transformation a sans doute diminué de 21 %, son EBITDA³⁰⁶ de 29 % et son résultat net de 27 %. Mais le taux d'EBITDA passe de 12.5 à 11.2 % et le résultat net de 2.23 à 2.21 % du chiffre d'affaires, ce qui témoigne d'une assez bonne résistance.

Les branches des produits métalliques, chimie et plastiques, agroalimentaire sont les plus vigoureuses. Dans les TIC, on note que les entreprises de télécommunications enregistrent une nette dégradation de leurs grandeurs, mais que celles spécialisées dans le software croissent tout au long de la période de crise. La branche des matériaux de construction avec Titan et Lafarge enregistre à partir de 2013 un net redressement.

Dans la métallurgie, il faudrait distinguer la sidérurgie, qui accumule les pertes, du travail des métaux non ferreux (cuivre et plomb de Viohalko, or d'Ellinikos Chrysos -Ελληνικός Χρυσός - aluminium de Mytilinaios) en plein essor. La pharmacie est plus lourdement atteinte que les cosmétiques et se redresse en 2014-2015. Les dépôts de bilan se multiplient dans le textile, le bois et le papier, l'édition, la construction (Shelman, Spider, Pigasos, Elliniki Ifantourgia, Vovos, Michaniki)³⁰⁷.

L'ensemble de ces données (Hexel, Beta Securities) est indicatif du mouvement de restructuration des grandes entreprises industrielles entrepris depuis 2009. Dans la même période, de nombreuses fusions et acquisitions ont eu lieu (32), tandis que la Commission procédait (enfin) à la radiation de 47 sociétés et envisageait la radiation de 4 de plus en 2015.

³⁰⁶ EBITDA ou Earnings before interests, taxes, depreciation and amortization (cash-flow ou résultat brut avant intérêts, impôts et amortissements).

³⁰⁷ Σελμαν (bois), Σπιδερ (constructions métalliques), Πήγασος Εκδοτική (éditions), Ελληνική Υφαντουργία (textile), Μπάμπης Βωβός (construction), Μηχανική (travaux publics)

Tableau 31. Evolution du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat net des sociétés industrielles cotées, en 2009, 2013 et 2015 (en millions d'€).

	2009			2013			2015		
	CA	Ebitda	Résultat	CA	Ebitda	Résultat	CA	Ebitda	Résultat
Energie	16800	2301	991	24104	1177	-493	22023	1910	173
Eau	463	74	20	408	106	91	397	109	57
Métaux de base	3496	130	-185	3376	86	-186	1830	89	-44
Prod. métalliques	1029	114	50	1065	98	58	1240	156	65
Mat. Construction	2343	480	148	1469	88	-157	1756	261	28
Machines/mat. trpts	1082	113	10	895	80	-60	939	85	-79
Chimie Plastiques	626	56	0	604	66	14	682	90	27
Pharmacie Cosm.	1753	349	73	306	25	-5	354	41	10
Agroalimentaire	7866	1101	404	8272	842	213	7836	880	294
Textile	277	-17	-52	185	-2	-28	130	-3	-20
Papier	40	6	1	38	4	0	36	3	-1
Bois	275	-9	-40	78	-4	-23	65	-6	-22
Construction	5087	473	37	2630	159	-318	3304	303	-218
Total	41137	5171	1457	43430	2715	-894	40592	3918	270
Total hs construction	36050	4698	1420	40800	2556	-576	37288	3615	488
hs énergie et constr	19250	2397	429	16696	1379	-83	15265	1705	315
TIC	10605	761	-162	7015	1536	163	6859	1475	-34

Source : Beta Securities³⁰⁸

Enfin, elles ont puisé des capitaux. Les chiffres de la Commission des Marchés ne doivent cependant pas faire illusion : l'essentiel des fonds puisés par voie d'augmentation de capital ou d'émission d'obligations l'a été par les banques. Entre 2008 et 2015, les entreprises industrielles ont recouru à la Bourse pour 1.1 milliards d'€. Elles en ont profité pour se désengager, de la Bourse elle-même (coûts inutiles) et de prêts bancaires coûteux.

iv. Price et Waterhouse : entreprises à fermer, entreprises à restructurer

L'étude menée par Price, Waterhouse et Cooper Grèce³⁰⁹ sur la période 2009 à 2012 utilise les mêmes données qu'ICAP, mais va plus loin dans l'analyse des données comptables (Tableau 32). Elle classe 2.726 entreprises, réalisant un chiffre d'affaires (CA) de plus de 10 millions d'€ chacune, en 10 catégories, en fonction de l'évolution du CA, du retour sur les capitaux

³⁰⁸ Beta Securities est une société de courtage et de renseignements financiers enregistrée à la Bourse d'Athènes. Les données ont été recueillies sur le site de Sepe (Σύνδεσμος Επιχειρήσεων Πληροφορικής & Επικοινωνιών Ελλάδας), syndicat professionnel des TIC.

³⁰⁹ « Stars and Zombies : les entreprises grecques au sortir de la crise ». Price, Waterhouse & Coopers, Mai 2014. L'étude distingue les Etoiles (Stars) des Fantômes (Zombies), une zone grise (Grey) les séparant.

CA ou chiffre d'affaires ; ROCE ou return on capital employed (EBIT/Fixed assets), ou résultat net avant intérêts et impôts sur capitaux mis en œuvre (fonds propres et fonds d'emprunt). L'échantillon représente 85 % du CA total des entreprises grecques et 67 % des actifs. La dette nette est égale à la dette brute moins les disponibilités en caisse. L'EBITDA est le résultat net avant impôt, majoré des intérêts, amortissements et provisions.

mis en œuvre (ROCE) et de l'endettement en termes d'EBITDA. Les « Stars » sont celles dont le CA a crû de plus de 5 %, dont le ROCE dépasse 15 % et dont l'endettement est inférieur à un EBITDA et demi ou négatif. Les « Zombies » ont une croissance du CA inférieure à 5%, un ROCE négatif et un endettement supérieur à 5 EBITDA ou un EBITDA négatif.

Elle note que le CA des 4 premières catégories a crû de 7 %. Leur dette nette ne représente que 57 % de leur EBITDA. Leurs fonds propres représentent 5.5 fois leur dette nette (ils se sont accrus d'un tiers), quand leur dette a baissé de 27 %. Elle repère ainsi 807 entreprises saines, qui résistent bien à la crise, qui réalisent 36 % du CA et emploient 39 % des effectifs (134.723 personnes). Elles ne représentent toutefois que 17 % des actifs immobilisés.

Tableau 32. Distribution des entreprises réalisant un chiffre d'affaires > à 10 millions d'€ en « étoiles » et « fantômes » (entreprises et emploi en unité, autres valeurs en millions d'€).

catégorie	entreprises	emploi	CA	EBITDA	Immobilisations	Dette nette	Capital
stars	179	20 672	6 570	513	729	-187	1 430
almost stars	230	40 585	13 437	1 406	6 564	286	7 979
almost stars	253	54 194	22 031	1 583	8 201	3 411	10 642
almost stars	145	19 272	9 260	1 767	2 357	-500	3 155
grey	107	75 904	17 680	2 210	21 223	8 194	19 766
grey	342	42 941	12 176	806	7 665	2 564	10 095
almost zombie	275	71 063	32 392	3 363	24 062	12 294	27 831
almost zombie	210	26 630	6 926	-19	6 885	2 661	6 449
almost zombie	335	47 196	10 270	-228	10 271	8 518	13 235
zombies	650	67 471	10 476	-2 295	14 798	11 701	17 091
total	2726	465 928	141 218	9 106	102 755	48 942	117 673

Source : Price, Waterhouse & Cooper

Mais inversement, 1195 entreprises des 3 dernières catégories employant 141.297 personnes sont dans le rouge, avec un EBITDA négatif en 2012 de 2.5 milliards d'€ ; elles portent 47% de la dette nette totale qu'elles ne sont donc plus en situation de rembourser. Leur chiffre d'affaires recule de 33 % entre 2009 et 2012 et ne forme plus que 20 % de l'échantillon. Leurs fonds propres ne représentent plus que 51 % de leur dette nette. Leur dette nette a diminué de 12 % mais leurs fonds propres ont diminué de près de moitié par affectation des résultats négatifs, amorçant ainsi le processus qui les conduit au dépôt de bilan.

L'angle d'analyse retenu est intéressant parce qu'il explicite les facteurs de la prise de décision économique et lie le comportement de l'entreprise à sa croissance, à ses résultats et à sa structure financière. Il relativise les approches par la taille et par la branche, qu'il n'est par ailleurs pas question de rejeter, mais qui se situent sur un autre plan. L'étude comporte malheureusement des incertitudes dans l'utilisation des ratios de rendement³¹⁰ (ROCE et ROE) et ne développe pas suffisamment l'analyse par branche³¹¹ des catégories définies, notamment pour quelques branches clé de l'industrie. Mais elle ouvre une voie de recherche riche de possibilités.

Ainsi, le processus de restructuration industrielle revêt plusieurs visages, plus ou moins éclairants.

L'importance numérique du tissu d'entreprises industrielles, on l'a vu, n'est pas en soi un élément positif ou négatif, pas plus que leur démographie, d'autant que les données demeurent encore fragiles. Plus importante est leur distribution par taille. Le poids spécifique des petites unités, dont la valeur non économique nous retiendra plus loin, influe sur le mouvement de concentration et de rationalisation global, par la redistribution opérée de nombre de ses entreprises et de ses employés, et d'une partie de son CA et de sa VA, vers les unités plus grandes. Le groupe des unités de 50 à 250 salariés est celui qui opère la réorganisation la plus efficace. Plus significative encore est l'analyse des données financières. C'est à ce niveau fin que l'on observe la restructuration. Les entreprises obéissent à des impératifs de rentabilité, de marché, d'abondance relative des facteurs de production, bien plus qu'à leur environnement étatique. Que ce soit en plaine de Kalamata ou à la Bourse des Valeurs, elles réalisent seules les adaptations nécessaires, dès 2009, avant même le début de la crise financière. Les entreprises industrielles qui y survivent ont rétabli leurs marges, dégagé le personnel, réduit les investissements, réorienté leur activité vers l'exportation. A. Smith notait qu'elles sont aussi les mieux à même de prendre ces décisions.

Mais pour financer cet effort, elles ont dû s'insérer dans un marché des capitaux existant, dont il faut étudier ici le fonctionnement particulier en Grèce.

³¹⁰ Le ROE indiqué donne des valeurs de résultat après impôt incompatibles avec les valeurs de résultat avant impôt (problème de définition Ebitda, Ebit et Ebt).

³¹¹ Elle utilise une classification par branche propre à Icap, et non celle d'Eurostat (Nace 2).

3°) L'autonomie du financement.

Pour les entreprises industrielles, la sortie de crise, faute de financement externe, c'est la reconstitution par tous moyens à leur portée de leur autofinancement, manifestation financière de leur autonomie. L'affirmation est sans doute abrupte, en ce qu'elle met en cause l'utilité du financement bancaire ou public, mais on verra au fil de cette étude qu'elle correspond assez largement à la réalité récente du système financier grec.

D'abord, ce n'a pas été toujours le cas dans l'histoire, mais la proximité des banques et de l'Etat dans un système de nature clientéliste, déjà relevée par Tsoukalas, a conduit à une distribution inappropriée du crédit. Moins que l'insuffisance des capitaux, c'est la rareté des projets « utiles » qui le caractérise. Moins qu'un ajustement défectueux de la liquidité de l'économie, c'est la fuite des capitaux qui pose problème. Moins que l'intervention de l'Etat ou la liberté des banques, c'est leur appareil bureaucratique commun qui est en cause.

Ensuite, en temps de crise, la réelle diminution des encours de crédit à l'industrie, liée au repli général de l'économie, a moins d'effet que le retard du système bancaire et de l'Etat à assurer l'accès des PME au crédit, notamment aux techniques modernes de financement, son incapacité à distribuer efficacement les crédits prévus, son refus de restructurer les finances des entreprises.

Inversement, les entreprises allongent les délais de paiement à leurs fournisseurs ou étirent les délais de remboursement de leurs dettes envers l'Etat et les banques. En améliorant ainsi leur trésorerie, elles créent un aléa moral difficilement supportable pour la société et en premier lieu par les banques elles-mêmes.

Enfin, on constate que les entreprises industrielles viables ayant reconstitué leurs marges et leur autofinancement, ont créé les bases d'une reprise solide et durable.

1. Insuffisance des capitaux ou excès de bureaucratie ?

Le financement de l'industrie a toujours été considéré par les observateurs grecs, depuis le début du siècle dernier, comme un des points principaux sur lequel achoppait le développement (Dertilis, Charitakis, Zolotas, Angelopoulos). L'étroitesse du marché des capitaux est un mal chronique dans l'histoire du pays : les guerres incessantes menées depuis l'indépendance jusqu'à la deuxième Guerre mondiale, accompagnées d'une gestion chaotique des finances publiques, ont limité les ressources disponibles pour l'investissement privé et le

développement industriel. A cette cause extérieure, se sont ajoutés des facteurs intérieurs. Le système bancaire a peu investi les capitaux disponibles dans l'industrie, préférant les grands services publics (communications, réseaux, eau, traitement des déchets), les services (tourisme, armement naval) et l'immobilier. Attribuée successivement à la timidité de l'Ethniki³¹², à l'intérêt des investisseurs pour des profits immédiats, à la propension des deux pour les services publics (public utilities comme eau, éclairage, transports) ou les investissements industriels garantis, à l'incapacité de l'Etat, cette « famine » de capitaux a conduit la plupart des historiens ou économistes à préconiser une intervention ferme de l'Etat. Cette analyse peut être en partie contestée. L'apport de capitaux en provenance de la diaspora a constitué un apport difficilement mesurable, mais tout laisse à penser qu'il a été considérable. De plus, pendant la 1ère guerre mondiale, les armateurs ont réalisé des profits élevés pour lesquels ils ont cherché après la guerre un placement. Enfin et surtout, l'autofinancement semble avoir été dans l'industrie la source principale de capitaux. Plus qu'à leur pénurie, on pense à celle des opportunités d'investissement. Lorsque le groupe de Zürich a créé à la fin du XIX ème siècle les premières grandes entreprises industrielles, il a trouvé les capitaux nécessaires.

Après la 2ème guerre mondiale, l'Etat est intervenu dans le circuit de distribution du crédit, au moyen de la Commission Monétaire auprès de la Banque Centrale (régulation quantitative de la monnaie, détermination par les taux du financement des activités prioritaires, surveillance étroite des banques), d'une banque industrielle publique (OVA, puis ETVA puis ETEVA³¹³) avec prises de participation directe dans de grands projets d'équipement ou industriels comme Aluminium de Grèce, Verrerie Owens, Titan), enfin, entre 1974 et 1981, par la nationalisation des grandes banques.

Une révolution s'opère sous le gouvernement de Kostas Simitis de 1996 à 2000. Dans un premier temps, le système d'économie dirigée est démantelé, le système bancaire privatisé, la Bourse d'Athènes réorganisée et les comptes de l'Etat rééquilibrés. Dans un deuxième temps, la Grèce intègre l'Euro-zone et sa Banque centrale, ayant acquis sa pleine indépendance,

³¹² Ethniki Trapeza tis Ellados (Εθνική Τράπεζα της Ελλάδος) : La Banque Nationale de Grèce fondée en 1840 a longtemps été la principale institution financière du pays, assumant le rôle de banque d'émission jusqu'en 1928.

³¹³ ETEVA : Εθνική Τράπεζα Επενδύσεων Βιομηχανικής Αναπτύξεως (Banque Nationale des Investissements pour le Développement Industriel). ETVA : Εθνική Τράπεζα Βιομηχανικής Αναπτύξεως (Banque Nationale de Développement Industriel). OVA : Οργανισμός Βιομηχανικής Αναπτύξεως (Organisme de Développement Industriel).

participe à la BCE³¹⁴. Le pays, pour la première fois de son histoire, accède ainsi à un vaste marché des capitaux, abondant et bon marché. Dans cet ensemble, les entreprises industrielles ont accès aux très importants crédits régionaux européens distribués sous le nom d'ESPA³¹⁵, pendant que le gouvernement met en place le dispositif de financement privilégié TEMPME (aujourd'hui ETEAN)³¹⁶ au profit des PME. Les plus importantes d'entre elles ont accès direct au marché européen des obligations et des actions. En laissant de côté le krach boursier du 23 septembre 1999, on peut considérer que le développement rapide du PIB industriel a été « bien » financé. Les études sur ce point sont positives (Mitsos, Iordanoglou, IOVE). L'investissement privé est « tiré » par le programme de grands travaux nécessité par les Jeux Olympiques.

Si le mécanisme de financement mis en place a mal fonctionné, ce n'est pas par pénurie, mais par excès, en ce sens que l'argent facile a favorisé, marginalement, des investissements soit coûteux, soit inutiles, sans parler d'une fraude massive (comme en Bourse). Les installations abandonnées des Jeux Olympiques, les investissements touristiques ou routiers inachevés ou sans objet, la multiplication des pressoirs en Messénie ou des parcs éoliens ou photovoltaïques producteurs d'énergie coûteuse, en sont les témoins visibles.

La crise ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la « famine » financière.

Les faits sont clairs. Le pays connaît à partir de janvier 2010 une réduction forte et continue à la fois de la masse monétaire (de 242 milliards d'€ de dépôts en décembre 2009 à 167 milliards d'€ en 2014 et 131 milliards d'€ en juin 2015), due essentiellement à la crise de confiance des particuliers envers leurs banques. Cette réduction est bien supérieure à celle des contreparties de la masse monétaire (contraction de 30 % du volume des crédits à l'économie), le déficit étant compensé par les apports en capital de l'Union Européenne et les financements ELA³¹⁷ de la BCE. Simultanément, la dette privée augmente régulièrement tout au long de la période, les personnes physiques et morales se dérochant progressivement à leurs

³¹⁴ Banque Centrale Européenne (Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα). Depuis la faillite de Lehmann Brothers en septembre 2008, l'Eurozone a réorganisé le système bancaire européen, plaçant les banques « systémiques sous le contrôle étroit de la BCE. En Grèce ces banques sont l'Ethniki, la Banque du Pirée, la Banque Alpha et Eurobank.

³¹⁵ ΕΣΠΑ : Εταιρικό Σύμφωνο για το Πλαίσιο Ανάπτυξης (Accord d'association pour le Cadre de Développement).

³¹⁶ Εθνικό Ταμείο Επιχειρηματικότητας και Ανάπτυξης (ETEAN), Caisse Nationale de l'Entreprise et du Développement, a succédé à TEMPME Ταμείο Εγγυοδοσίας Μικρών και Πολύ Μικρών Επιχειρήσεων, Caisse de Garantie des Petites et Très Petites Entreprises. Les statistiques de l'ETEAN ne sont malheureusement plus accessibles sur son site.

³¹⁷ ELA : Emergency Liquidity Assistance ou Liquidité d'urgence (Soutien exceptionnel à la liquidité bancaire).

obligations de paiement : remboursement d'emprunts bancaires, règlement d'impôts, de cotisations sociales ou de factures d'électricité, règlements des fournisseurs (les délais de paiement s'allongent au-delà des délais conventionnels).

Georges Papandréou en septembre 2009³¹⁸ affirmait que « *le problème n'est pas simplement où se trouve l'argent, mais où il va, car l'argent existe* ». Il pointait en effet, tout à la fois, la fraude fiscale, l'évasion des capitaux, la non utilisation des fonds européens ou leur mauvais usage. L'abondance de capitaux résulte ainsi de leur non utilisation, de leur caractère occulte et du souci de constituer des encaisses de précaution.

Il faut donc relativiser la famine bancaire, la rapporter à l'offre et à la demande réelle de capitaux destinés à l'industrie d'une part, aux modalités concrètes de fonctionnement du marché des capitaux d'autre part, autrement dit à la réalité du contact qui s'y opère entre l'offre et la demande. La problématique du financement des entreprises industrielles doit être développée sur ces points précis : existence de capitaux (fonds propres, fonds européens, fonds d'investissement publics et crédits bancaires), évolution de la demande dans son montant et sa nature (besoins de liquidité, effondrement du marché intérieur notamment immobilier, réorientation de la demande vers les marchés extérieurs), bureaucratie administrative ou bancaire faisant obstacle à la fluidité du marché des capitaux.

Enfin, le rapport théorique de financement entre Etat, banques et entreprises doit être apprécié à l'aune du fonctionnement réel de la société grecque. Si le rôle d'une banque centrale est d'assurer une liquidité d'ensemble (théorie quantitative de la monnaie³¹⁹), sur la base théorique d'un flux de monnaie égal au montant nominal des transactions, de telle sorte qu'un apport de monnaie ne se traduise pas par une hausse des prix (ou un retrait par une baisse), en pratique, les perturbations considérables subies par le pays entre 1887 et 1950 ont rendu l'exercice impossible. Historiquement, trois périodes de stricte stabilité monétaire (faillite de 1893 suivie du Contrôle International de 1897, dévaluation de 1953 et entrée dans l'Eurozone en 2001) ont été suivies ou accompagnées de trois périodes de forte croissance économique, ce qui, semble-t-il, établit un lien solide entre liquidité et préfinancement de l'investissement et de l'exportation³²⁰. Le débat se décline aussi en poids de la dette publique et taux de croissance : pour les uns, un certain niveau de la dette (90 % selon Reinhart et

³¹⁸ Le fameux Λεφτά υπάρχουν : « δεν είναι απλώς το πού θα βρούμε τα λεφτά, αλλά πού πηγαίνουν τα λεφτά, γιατί λεφτά υπάρχουν ». Discours du 12 septembre 2009

³¹⁹ Fisher, Irving "Appreciation and Interest", *Publications of The American Economic Association*, 1896, Vol. XI, No. 4, p. 331-442.

³²⁰ Psallidopoulos, Michalis, op cit 2ème volume.

Rogloff³²¹) pèse sur le taux de croissance et il faut donc réduire le train de vie de l'Etat et des particuliers pour dégager des ressources pour l'investissement ; pour d'autres, le lien est impossible à évaluer et une politique keynésienne vigoureuse de dépenses publiques est le moyen de relancer la croissance. En Grèce, la dette publique, non remboursée depuis 5 ans, ne pèse pas, à notre avis, sur l'activité, et si la réduction de la dépense publique constitue une des causes de la baisse du PIB, elle n'a pas empêché le retour de la croissance en 2014. La stabilité budgétaire et la dévaluation interne « imposée » a incontestablement créé à partir de 2012 les conditions d'un redémarrage en 2014.

Le débat se décline encore en intervention de l'Etat dans le processus de financement de la croissance par l'encadrement du crédit et des taux (Commissions Monétaires organisées par Zolotas), et libération des marchés (Banque Centrale indépendante et banques privées). Il est difficile d'apprécier en Grèce, l'efficacité d'un système plutôt qu'un autre dans l'allocation rationnelle des ressources. En effet, dans les deux cas, il a été difficile d'éviter la formation d'une bureaucratie clientéliste, obstacle puissant à la diffusion fluide du crédit et à la répartition efficace des financements.³²² Dans la situation actuelle de cessation de paiement du système bancaire, il ne suffit pas de débureaucratiser de manière forte les processus de décision. Il faut rétablir la confiance perdue³²³. Le chemin est long pour y parvenir.

2. Credit crunch ou inefficacité de la gestion des crédits

Pour dresser un constat de la situation, de nombreux éléments peuvent être utilisés. Il est souvent difficile de distinguer l'entreprise industrielle en tant que telle, soit parce que les données ne désignent pas expressément le secteur secondaire, soit encore parce qu'elles ne concernent pas seulement des entreprises mais des particuliers, dont un grand nombre

³²¹ Reinhart, Carmen et Rogloff, Kenneth : « Growth in a time of Debt ». *National Bureau of Economic Research* (working paper), 2010.

³²² Des solutions ont été imaginées pour tourner l'obstacle de la bureaucratie bancaire. Ben S. Bernanke, économiste et président de la Réserve Fédérale de 2006 à 2014, propose la distribution directe des crédits aux ménages par la Banque Centrale, Milton Friedmann de jeter les billets du haut d'un hélicoptère, John M. Keynes de les enfouir (en bouteille), dans des puits de mine et de déclencher une course au trésor, comme vers les mines d'or aux Etats Unis au 19ème siècle.

³²³ On pense à la réflexion de Paul Porter dans son article : « Wanted : A miracle in Greece. » *Collier's* 20.09.1947. « *The whole country, from top to bottom, is in the grip of a gray, unrelieved, profound lack of faith in the future, - a lack of faith which produces inertia for the present... People are paralysed by uncertainty and fear. Businessmen will not invest.* » « L'ensemble du pays, de haut en bas, est pris dans un profond manque de confiance dans le futur, irrémédiable et gris ; un manque de confiance qui produit l'inertie présente... Les gens sont paralysés par l'incertitude et la peur. Les entrepreneurs n'investiront pas. »

exercent une activité industrielle. On dispose à la fois des encours de crédit aux entreprises industrielles, établis par la Banque de Grèce, et d'estimations sur l'accès au crédit des PME sur la base des enquêtes menées dans le cadre du Small Business Act par Eurostat et par la BCE.

La crise de liquidité, depuis le début de la crise financière, s'est manifestée progressivement à tous les niveaux, banques, Etat, entreprises. Les montants finançant le cycle de production ont diminué, qu'il s'agisse du fonds de roulement (capital circulant) ou des investissements productifs (crédits à moyen et long terme, dotations ESPA) et les risques se sont accrus, qui requièrent des provisions nouvelles (défaillances, retards de paiement).

Mais autant qu'au ralentissement de l'activité industrielle, il faut attribuer cette crise de liquidité aux lenteurs et aux prudences bureaucratiques du système bancaire et des administrations, qui limitent l'accès aux crédits et aux fonds publics et européens.

i. Une diminution relative des encours de crédits

La Banque de Grèce renseigne les encours de crédit,³²⁴ pendant les années 2008 à 2014, parmi lesquels ceux consentis aux entreprises et aux particuliers. Elle renseigne aussi les taux d'intérêt.

Les chiffres reflètent le « credit crunch », ou contraction des encours de crédit subie par l'ensemble de l'économie (tableau 33), ramenés de 250 à 212 milliards d'€ entre 2008 et 2014. On notera toutefois que l'évolution suit une courbe en cloche, les encours progressant de 2008 à 2010, puis, diminuant fortement entre 2010 et 2014.

Entre 2008 et 2014, les crédits à moins d'un an sont ceux qui ont enregistré le recul le plus net ; comme les crédits à la consommation baissent moins, (26 % contre 33 %), on en déduit que les crédits aux entreprises, pour le financement de leurs fonds de roulement, ont baissé encore plus. Inversement, les crédits à plus d'un an ont résisté plutôt bien ; comme ceux au logement, en général supérieurs à un an, ont baissé plus (- 11 % contre - 7 %), on en déduit que ceux aux entreprises ont mieux résisté.

³²⁴ On entend par encours de crédit le montant résiduel du capital non remboursé, hors intérêts, à un instant donné (outstanding loans, ανεξόφλητο πόσο δανείων).

Tableau 33. Encours de crédit en 2008, 2010 et 2014, selon durée, type de client et branche (en millions d'€)

	2008	2010	2014	2014/2008
durée < 1 an	74788	69367	49748	-33%
durée > 1 an	174873	188479	162292	-7%
Encours total	249661	257846	212039	-15%
Industrie manuf	24873	24269	20898	-16%
Services publics	3518	5155	4914	40%
Construction	11257	11327	10588	-6%
ss total Industrie	39648	40751	36400	-8%
Services	92811	82493	64953	-30%
dt TIC	nd	2669	2550	-4%
Total Entreprises	132458	123244	101354	-23%

Source : Banque de Grèce, bulletins de conjoncture

Dans cet ensemble, l'encours de crédit aux entreprises (tous termes confondus) subit une baisse entre 2008 et 2014³²⁵ de 23 %. Mais ceux qui concernent l'industrie (transformation, électricité et construction) ont légèrement augmenté en 2010 par rapport à 2008 et n'ont diminué que de 8 % en 2014 par rapport à 2008, essentiellement en raison du financement de l'achèvement de quelques centrales. Les crédits à la construction n'ont baissé que de 6 %. La courbe des encours de l'industrie manufacturière suit une ligne sinusoïdale, de baisse en 2009, de croissance à nouveau en 2010, puis de lente décroissance jusqu'au 4^{ème} trimestre 2014 (-16%). Enfin, les crédits aux TIC³²⁶ n'enregistrent qu'une baisse modérée. Ce sont les autres services qui ont subi la contraction la plus forte.

Le credit crunch dans l'industrie est ainsi relatif, surtout si l'on se souvient de l'évolution négative du PIB industriel pendant la période.

Par ailleurs, les entreprises bénéficiaient jusqu'en 2009 de taux d'intérêt que l'Euro-zone maintenait à des niveaux très favorables : 4.62 % pour des prêts jusqu'à 1an et même 3.52 % au-dessus d'1 million d'€ (tableau 34). A partir de 2012 le bulletin de la Banque de Grèce distingue les prêts inférieurs à 250.000 €, ceux compris entre 250.000 et 1 million d'€ et ceux supérieurs à 1 million d'€.

325 La catégorie affaires personnelles et professions libérales (« Sole proprietors » par opposition aux « non financial proprietors » ; en grec, ελεύθεροι επαγγελματίες και ατομικές επιχειρήσεις) n'apparaît qu'en 2010. Les données par branche ne concernent pas cette catégorie.

326 TIC ou Technologies de l'Information et de la Communication.

Dès 2010, les taux des prêts quel que soit le montant se tendent jusqu'en 2012, avant de rebaisser jusqu'en 2015, sans retrouver les niveaux de 2009, ni a fortiori rejoindre les taux très bas de l'Union Européenne.

Tableau 34. Evolution des taux d'intérêt (moyenne annuelle en %) entre 2007 et 2015, dans les entreprises et les affaires personnelles et Professions Libérales).

millions d'€	Entreprises				AP et PL
	< 0,250	0,250 à 1million	< 1 million	> 1 million	
2007			6,57	5,32	
2008			6,82	5,71	
2009			4,62	3,52	
2010			5,53	4,27	7,71
2011			6,77	5,74	8,76
2012	7,52	6,44	nd	5,92	7,68
2013	7,05	6,17	nd	5,77	7,36
2014	6,31	5,57	nd	5,55	6,55
2015	5,86	5,19	nd	4,78	5,89

Source : Banque de Grèce, bulletins de conjoncture.

Ils subissent clairement les effets de la crise de confiance générale, mais ils sont loin des évolutions explosives des OAT³²⁷ à 10 ans (27.82 % en juin 2012 au sommet de la courbe, 6.03 % en septembre 2014, 11.46 % au 2è trimestre 2015).

Il semble, en résumé, que le problème de financement, à ce stade des données disponibles, consiste moins en une véritable pénurie de crédits -les encours ont accompagné un simple repli de l'économie- qu'en une aggravation de leur coût. Cependant, le repli prononcé des encours de crédits à moins d'un an est le signe de l'aversion des banques pour le risque et de l'insuffisance de leurs fonds propres, de même que l'évolution des taux d'intérêt est le signe d'une défiance envers le futur ; et celle-ci, comme l'indique le taux des OAT, est bien plus grande envers l'Etat qu'envers les entreprises.

ii. Un accès limité des entreprises au crédit.

Les encours de crédit ou les taux d'intérêt ne suffisent pas à rendre compte de la réalité de l'accès au crédit, notamment dans le cas des PME, qui n'ont accès ni à la Bourse, ni aux marchés internationaux. Deux études insistent sur les difficultés qu'elles rencontrent en Grèce.

³²⁷ Obligations Assimilables du Trésor (ou emprunts d'Etat entre 5 et 50 ans). 10 ετών κρατικά ομόλογα

Le rapport Reischenbach³²⁸ présente l'intérêt de s'insérer dans la problématique des PME à l'échelle européenne (Small Business Act). Il note la réticence des banques à prêter, due au déséquilibre entre prêts et dépôts, dûe aussi à la réduction de la valeur des garanties immobilières. La principale source de financement des PME demeure le cadre européen, mais les procédures d'octroi sont très bureaucratiques. Le rapport de la Commission sur les PME en 2013 est de son côté particulièrement net. «L'extrême répugnance des banques à prêter aux entreprises grecques, due aux contraintes de financement étroites résultant de la crise de la dette souveraine, exacerbe le cercle vicieux de la récession et affecte sévèrement l'effort des PME grecques pour rester actives. »³²⁹.

Le rapport de la BCE sur « l'accès des entreprises au crédit dans la zone Euro »³³⁰ est de même centré sur les PME et s'interroge sur l'importance des obstacles rencontrés. Dans cette enquête, 32 % des PME grecques considèrent que l'accès au crédit est leur préoccupation majeure, contre 18 % en Irlande, 17 % en Espagne et au Portugal et 9 % seulement en Allemagne. Et sur une échelle de 1 à 10, les PME grecques cotent ce besoin à 7, comme très pressant (contre 5 en Italie et au Portugal). Si, pour la première fois, l'enquête révèle une nette amélioration de la disposition des banques à prêter, même en Grèce, elle indique aussi que 18 % seulement des PME (contre 30 % en moyenne dans l'UE) y ont sollicité un prêt et qu'elle est le pays où elles ont le plus peur d'un rejet de leur demande (29 % contre 6 % en Allemagne). De fait, la Grèce connaît les plus forts taux de rejet des demandes.

Les PME voient ainsi leurs demandes aboutir rarement. C'est aussi le sentiment recueilli lors de l'enquête de terrain effectuée auprès d'une trentaine de PME de Messénie, en 2014.

iii. Un environnement financier ancien, bureaucratique et inactif.

Le système de financement présente en effet des faiblesses nombreuses, dues à trois facteurs principaux : les techniques financières demeurent peu modernes, les programmes de

³²⁸ Le rapport Reischenbach, intitulé « *Développement pour les PME en Grèce* », a été rédigé par le groupe de travail organisé par la Commission Européenne avec les fédérations professionnelles de PME en septembre 2014. Il préconise des autorisations d'exercice d'une activité économique acquises sous délai impératif, la liberté du rapport banque entreprise, la création d'une banque d'investissement à long terme en régime concurrentiel. Voir plus bas les difficultés d'accès aux financements.

³²⁹ « *Banks' extreme reluctance to lend to Greek firms because of tight funding constraints due to the sovereign debt crisis exacerbates the vicious cycle of economic recession and severely affects Greek SMEs' efforts to remain active.* » *SBA's Fact Sheet 2013 for Greece*, p. 3.

³³⁰ « *Survey on the access to finance of enterprises in the euro area (SAFE)*, April-September 2014 ». European Central Bank, Francfort, Novembre 2014. L'enquête a été conduite auprès de 10750 entreprises (dont 501 en Grèce) par deux sociétés de recherches en Sciences politiques et de marketing indépendantes, Panteia et GDDC.

financement obéissent à des règles d'attribution complexes et bureaucratiques, l'effort de restructuration de la dette privée s'est révélé inexistant tout au long de la crise.

. En premier lieu, les outils de financement externe modernes sont peu répandus.

Les techniques modernes de financement de l'équipement industriel sont connues, mais peu utilisées. C'est le cas du factoring et l'assurance-crédit en matière de financement du fonds de roulement : Euler Hermès Emboriki et Atradius (Gerling), indemnisent 60 à 80 % de la créance. Mais elles ne couvriraient que 20 % du marché et Ethniki Asphalistiki s'est retiré pour cause de pertes³³¹.

C'est vrai aussi pour le leasing ou le simple crédit d'équipement avec nantissement du matériel, le leasing immobilier, la location longue durée de véhicules, matériels, immeubles. Ces techniques qui permettent toutes le transfert rapide de la pleine propriété du matériel ou de l'immeuble en faveur du garant ou plus simplement lui en confèrent la propriété, mais qui supposent en même temps une gestion rigoureuse et rapide du risque, sont très répandues en France ou aux Etats Unis, souvent adossées soit aux grandes entreprises industrielles en tant qu'instruments de financement de leurs ventes, soit à de grandes banques (avec accords avec les principaux fournisseurs d'équipement). La faible normalisation des comptabilités de sociétés ou affaires personnelles, un goût certain du secret, ont fait obstacle à une utilisation de ces outils dans des normes raisonnables de risque.

Parmi ces instruments, le préfinancement et le financement des exportations demeure très insuffisant. Le SEVE³³² a récemment proposé, en collaboration avec la banque Ethniki, de développer des préfinancements des exportations ainsi que le financement des chaînes d'approvisionnement des entreprises exportatrices (préfinancement de leurs fournisseurs), le tout sous garantie de l'Etat. Le KEPE a de même insisté sur la nécessité de renforcer le préfinancement, de simplifier les procédures douanières, d'accélérer le retour de TVA. Il a proposé la création d'une Banque spécialisée type Exim Bank³³³.

Cette dernière proposition consisterait à développer l'OAEP³³⁴, société d'assurance-crédit à

³³¹ B. Kostis et D. Charontakis, *To Vima Développement (To Bημα Αναπτυξης)*, 15,01,2012.

³³² SEBE Σύνδεσμος Εξαγωγέων Βορείου Ελλάδος ou Syndicat des Exportateurs de la Grèce du Nord. Communiqué de presse de Mr Kyriakos Louphakis du 23.07.2014. Voir aussi statistiques IEES.

³³³ Exim Bank : Agence américaine de crédit aux exportations. Equivalent en France : la Coface

³³⁴ Οργανισμός Ασφάλισης Εξαγωγικών Πιστώσεων (ΟΑΕΠ). Son président déclare le 09 juillet 2014 : « Στην Ελλάδα δυστυχώς δεν υπάρχει ασφαλιστική κουλτούρα και αυτό το βλέπουμε καθημερινά σε όλους τους κλάδους ασφαλίσσεων. Οι Έλληνες επιχειρηματίες θεωρούν πως γνωρίζουν πολύ καλά τους πελάτες τους στο εξωτερικό. » (« En Grèce, il n'y a malheureusement pas de culture de l'assurance, nous le voyons dans tous les domaines d'assurance. Les entrepreneurs Grecs considèrent qu'ils connaissent très bien leurs clients à l'étranger. ») L'OAEP note que les assurances de marchandises, au 1^{er} semestre 2014, sont de l'ordre de 100 millions d'€ et concernent principalement l'exportation de produits alimentaires, de plastiques et de produits

l'exportation créée en 1988 en forme d'association de droit privé à but non lucratif, sur le modèle de la Coface en France ou d'Hermès en Allemagne. Placée sous la tutelle du ministère des Finances, elle dispose d'un capital garanti de 1,47 milliards d'€. Elle assure le risque politique et commercial des crédits à l'exportation et investissements à l'étranger. Mais elle a reçu en 2014 1.8 million d'€ de cotisations, et payé l'équivalent en indemnités, ce qui demeure très marginal, par rapport au volume des exportations.

. En second lieu, la multiplicité des programmes d'aide à l'investissement, à l'exportation, aux PME et aux « grands investissements » manifeste sans doute le désir des institutions de participer à la croissance. Mais tous les observateurs ont noté l'obstacle bureaucratique à la distribution des fonds européens ou publics (programmes ESPA et ETEAN) disponibles en théorie. Administrations nationales ou régionales, organismes publics et banques interviennent chacun dans la procédure de distribution, diluant les fonds entre demande et déblocage et allongeant les délais. Les lois sur le développement se succèdent (lois sur l'investissement 3299/2004, 3894/2010 dite *fast-track* ou procédure express) 3908/2011³³⁵, 4072/2012, 4399/2016). Certains de ces dispositifs passent par les financements européens comme ceux prévus pour les Entreprises Innovantes (TPE³³⁶ existantes ou en création, 30 millions d'€), les Entreprises de services innovants utilisant des TIC (programme ICT4 Growth, 120 millions d'€), les PME créant des applications informatiques pour mobiles et des programmes pour ordinateurs (programme Digi-mobile, 15 millions d'€).

D'autres consistent en exonérations fiscales (3 milliards d'€) et subventions (1,2 milliard d'€). Sont concernés la politique régionale de cohésion hors financements européens, les Grands Travaux, le développement technologique et le soutien à l'esprit d'entreprise en général ou à la création.

D'autres encore utilisent le cadre de l'ETEAN. Le soutien à l'entreprise prend la forme de garanties, ou de prêts à taux favorables, aux PME (exportateurs, innovateurs, désalinisation, IAA, Transformation, Energie, Traitement des déchets, Tourisme).

La Banque Européenne d'Investissement (BEI)³³⁷ finance de son côté plusieurs programmes en Grèce (investissements de l'Entreprise publique d'électricité, accord de 2012 pour le financement des PME à hauteur de 1.4 milliard d'€ financé à hauteur égale par la BEI et par

industriels et agricoles.

³³⁵ Loi 3908/2011 sur le soutien aux investissements privés pour le développement économique, l'entrepreneuriat et la cohésion régionale. (Ενίσχυση ιδιωτικών επενδύσεων για την Οικονομική Ανάπτυξη, την Επιχειρηματικότητα και την Περιφερειακή Συνοχή . ΦΕΚ 01,02,2011).

³³⁶ TPE ou Très Petites Entreprises.

³³⁷ En Grec, ΕΤΕπ ou Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων. Voir article de Ta Nea 01.04.2015 p. 16.

ESPA). Mais les fonds peinent à parvenir à leurs destinataires. 440 millions d'€ ont été distribués par les banques avec la garantie de l'Etat. Le solde est en panne, les banques grecques ne parvenant pas à les absorber, partie en raison des lenteurs administratives, partie en raison de leurs propres problèmes de liquidité.

De même, avec le concours de la banque allemande KfW³³⁸ et de la BEI, un Fonds Grec d'Investissement³³⁹ a été mis en place sous la forme de Sicav (société d'investissement à capital variable) de droit privé. Le Fonds peut être doté jusqu'à 350 millions d'euros, étalés sur 3 ans, et l'Etat participe à hauteur de 50 %. Il est susceptible d'intervenir sous toutes formes, participations, garanties, prêts, montages divers. Dans un premier temps, il s'intéressera à des opérations de restructuration financière de PME. En décembre 2014, les premiers contrats avaient été signés. Là encore, les procédures sont lentes et lourdes.

. Enfin, les projets de restructuration de la dette privée sont restés jusqu'ici lettre morte.

Le cabinet Price, Waterhouse & Coopers ne s'est pas contenté de faire l'inventaire du tissu industriel grec. Il a proposé des mesures de restructuration financière. 159 entreprises, dont l'EBITDA est négatif, doivent être liquidées (soit environ 6.4 milliards d'€ de dettes abandonnées) et leurs actifs utiles récupérés. Les banques doivent ensuite restructurer 3.7 milliards d'€ de dettes « soutenables » réparties dans 291 entreprises viables, dont le montant de la dette ne dépasse pas 5 fois l'EBITDA moyen des 3 dernières années. Enfin une centaine d'entreprises industrielles nécessitent 1.4 milliard d'€ de complément de crédits ou de fonds propres pour organiser leur redémarrage. Ce mouvement financier permettrait la disparition de valeurs ajoutées négatives et de reclasser bon nombre d'actifs. Sa rapidité est une des clés du retour à la croissance.

La Banque de Grèce, d'un autre côté, a encadré le processus de restructuration des dettes d'un code de conduite³⁴⁰ qui prévoit les procédures de communication entre emprunteur défaillant et institution financière, les analyses financières indispensables (documents financiers, analyse de l'endettement, de la capacité de remboursement, business plan, perspectives de croissance, cash-flows prévisionnels, facteurs de risques, engagements des actionnaires), les propositions de restructuration de taux, d'amortissement et de durée ainsi que les garanties, le tout repris dans un texte signé par toutes les parties. Les règles de clarté,

³³⁸ Le KfW ou Kreditanstalt für Wiederaufbau, ou Etablissement de crédit pour la reconstruction, cible notamment les PME.

³³⁹ Ελληνικό Επενδυτικό Ταμείο ifG (IfG : Institution for Growth in Greece).

³⁴⁰ Bank of Greece, Credit and insurance committee du 25.08.2014. Introduction of a code of conduct.

sincérité, proportionnalité, appel, sont essentielles.

La loi Dendias (du nom du Ministre du Développement et de la Compétitivité), pour les PME, s'est efforcée d'aménager un dispositif de restructuration de la dette à la fois judiciaire (redressement judiciaire) et extra judiciaire (liquidation amiable).³⁴¹ Elle concerne les entreprises réalisant un CA inférieur à 2.5 millions d'€, qui n'ont pas déjà déposé le bilan dans le cadre de la loi Katseli (du nom de la Ministre du Travail) 3869/2010 sur les procédures collectives et qui n'ont pas été condamnées pour fraude fiscale. Mais cette loi n'est toujours pas appliquée. Le nombre de dépôts de bilan recensé par Tirésias et plus récemment par Elstat³⁴², en 2014, est de 1061. Les tribunaux de première instance n'en ont accepté que 335. En l'absence de volonté de la puissance publique, les banques se sont abstenues.

3. L'aléa moral ou l'impayé généralisé.

« Quand la loi ne garantit pas la force des contrats, elle met tous les emprunteurs presque sur le même pied que les faillis ou les gens de crédit douteux dans des pays mieux réglés. »³⁴³
Adam Smith

Le résultat de notre enquête est que l'entreprise industrielle, confrontée aux incertitudes, à l'allongement des paiements de ses clients ou de l'Etat, à l'augmentation des impôts et cotisations sociales, au coût croissant de l'électricité, au tarissement des crédits bancaires, a répondu par un gel de ses paiements : non remboursement des crédits bancaires, allongement des délais de paiement des fournisseurs, évitement des impôts et cotisations. Elle a « pris le maquis ».

On dispose, pour en mesurer l'ampleur, des encours de crédits douteux analysés par la Banque de Grèce, des données de sociétés comme Atradius ou Intrum Justitia³⁴⁴ pour les crédits fournisseurs, des études effectuées par la BCE ou par Eurostat (Small Business Act) sur la

³⁴¹ Loi 4305/2014 du 31.10.2014, complétée par la loi 4307/2014 du 15 novembre 2014 pour les dettes bancaires et fiscales (Νομος 4307/2014 ΦΕΚ 246 : Κίνητρα για ρύθμιση χρεών, Μeros D article 60 et suivants p. 7584).

³⁴² Elstat, *Bulletin du 15 juillet 2016 : déclarations de dépôts de bilan 2004-2014 (Δέλιτο Τύπου κηρυχθείσες πτωχεύσεις επιχειρήσεων 2004-2014)*.

³⁴³ « *When the law does not enforce the performance of contracts, it puts all borrowers nearly upon the same footing with bankrupts, or people of doubtful credit, in better regulated countries.* » Smith, Adam, "Wealth of Nations".

³⁴⁴ Atradius est une société germano-néerlandaise, Intrum Justitia une société suédoise. Les deux sont des sociétés de gestion de postes d'actifs (factoring, mobilisation et recouvrement de créances d'entreprises à court terme, assurance-crédit, recouvrement). Leur couverture internationale leur permet de dresser d'intéressantes statistiques internationales de délais de paiement interentreprises.

liquidité des PME, des statistiques du Ministère des Finances pour les créances de l'Etat et des organismes sociaux sur les entreprises ou leurs dettes envers elles.

i. L'accroissement massif des encours douteux³⁴⁵

Si les encours de crédit aux entreprises industrielles ont relativement bien résisté en baissant de façon moins que proportionnelle à la baisse de l'activité, c'est peut-être que ces crédits n'ont pas été amortis ou remboursés. En effet, plus que par le volume des crédits disponibles, le cas grec se distingue par l'importance des impayés et douteux.

La Banque de Grèce³⁴⁶ en précise les données. En 2008 le rapport des encours douteux à l'ensemble des encours de crédit était de 5.4 %. Il est passé à 13 % en 2010, à 39.9% en 2014 et 44.2% en 2015. Sur un total de crédits de 244 milliards d'€ en 2014 il en représente 108. A cette dernière date, le taux de créances douteuses est de 54,7% pour les prêts à la consommation, de 43.8 % pour les prêts aux entreprises et de 41 % pour les prêts au logement. L'indice des créances douteuses de l'European Banking Authority (EBA), qui se limite aux “*Non Performing Loans*” (NPL), montre que la Grèce en détient en 2015 le record (46.2%), loin devant l'Irlande (18.5), le Portugal (18.8) et l'Italie (16.8). La moyenne de l'Union Européenne est de 5.8 %.

Deux études de la Banque distinguent les encours de prêts douteux aux entreprises par branches d'activité.

La première³⁴⁷ étudiée, en 2013, les encours de crédit supérieurs à 1 million d'€, soit un total de 98 milliards d'€. Elle montre une grande variabilité du rapport des douteux à ces encours selon les branches, 50.9% dans la construction, 27.5 % dans l'agroalimentaire, 37.8 % dans l'ingénierie civile, 82.2 % dans l'aquaculture, 65.6 % dans le textile, 40.9 % dans la chimie,

³⁴⁵ La littérature sur ce thème emploie le terme de « Kokkina daneia » (prêts en rouge, Κόκκινα Δάνεια). Les statistiques sont issues du Rapport de juin 2015 de la Banque de Grèce, page 15 et 121.

³⁴⁶ Banque de Grèce : Επισκόπηση του ελληνικού χρηματοπιστωτικού συστήματος, Juillet 2016 (Rapport de Surveillance du système financier grec). La Banque précise la distinction entre les ouvertures de crédit impayées depuis plus de 90 jours, celles dont le remboursement paraît douteux, qu'il y ait retard ou pas supérieur à 90 jours et toutes celles dénoncées en raison, ou pas, d'un dépôt de bilan. Le chiffre le plus élevé comprend l'ensemble de ces ouvertures de crédit. En anglais, NPE ou “non-performing exposures”, par opposition aux NPL ou non-performing loans. En français, créances douteuses. Voir aussi Plaskovitis, Ilias « Les banques grecques après la recapitalisation : *Agenda pour le traitement des NPL*”, Mars 2016 . (Greek banks after the recapitalisation : the agenda for NPL resolution?)

³⁴⁷ Banque de Grèce, Rapport intérimaire de politique monétaire, (Monetary policy : interim report 2014, Special feature VI.2 : Characteristics of large non-performing loans), p.88 Décembre 2014. L'étude est cette fois menée sur 88 branches d'activité de la nomenclature NACE 2.

53.9 % dans la pharmacie, 39% dans les produits non métalliques, 27.2 % dans les produits métalliques. Elle observe aussi la forte concentration des douteux sur un petit nombre de débiteurs, eux-mêmes concentrés dans certaines industries (construction, ingénierie civile, agroalimentaire et textile), où les chances de recouvrement sont faibles. Le taux de douteux est corrélé à l'ancienneté des crédits. Le risque de non recouvrement est proportionnel à la durée de la procédure et au degré de concentration des créances, ce qui donne des indications de recouvrement. « Etant donné que les délais tendent à être pires dans les industries affectées d'un taux déjà élevé de NPL, la priorité devrait être donnée au traitement de leur problème afin de réduire le risque de contagion vers des entreprises saines. »³⁴⁸

La deuxième étude de la Banque de Grèce³⁴⁹ permet de comparer, en 2012, les parts de branche dans le PIB (191 milliards d'€), dans les crédits distribués (148 milliards d'€) et dans les créances douteuses (tableau 35). Malgré le poids de l'agriculture³⁵⁰ et de l'agro-industrie dans le PIB (8.5 %), la part des crédits y est réduite (5.6 %), mais les créances douteuses y sont importantes (6.3 %). La construction, dont la part dans le PIB s'est effondrée, concentre les encours de crédits, notamment douteux³⁵¹. L'industrie manufacturière, si l'on excepte l'agro-alimentaire et l'énergie, branche investisseuse et saine à la fois, représente 7 % du PIB, mais 11.1 % des crédits (notamment la métallurgie et le textile) et 13.8 % des créances douteuses, profil analogue à celui de la construction. Les TIC, sans doute jugées fragiles depuis la bulle de 1999, n'ont pas attiré les banquiers. Enfin les services ont un profil de risque équilibré, une meilleure division des risques et une moindre sinistralité. Notons que commerce, établissements financiers et armement naval mobilisent 38.3 % des crédits pour des activités qui ne représentent que 16.9 % du PIB. Les données de l'administration publique et de la gestion immobilière sont plus difficiles à interpréter. Aquaculture, construction, textile, métallurgie et constructions mécaniques symbolisent les retards pris dans le recouvrement, c'est-à-dire dans la restructuration industrielle. Nutriart (agroalimentaire), Selonta, Dias et Nirefs (fermes marines), EVZ (sucre), Elliniki Ifantourgeia, Fintexport et Klonatex (textile), Chalivourgiki, Chalivourgia et Larko (métallurgie de l'acier et du nickel),

³⁴⁸ « Given that delays tend to be worse in industries with an already high share of NPLs, priority should be given to addressing the problem in these industries, so as to reduce the risk of contagion to healthy companies ». Banque de Grèce, Rapport intérimaire de politique monétaire 2014.

³⁴⁹ Ces chiffres par branche indiqués par le Rapport de surveillance du système financier de Juillet 2016 (Επισκόπηση του ελληνικού χρηματοπιστωτικού συστήματος), ont le défaut de ne pas « coller » aux activités économiques d'Elstat (codes APE). On s'est livré à un travail de reconstruction, forcément aléatoire et sujet à critique. Il serait particulièrement intéressant de caler le suivi des créances douteuses sur la nomenclature Elstat.

³⁵⁰ Les crédits douteux sont surtout ceux consacrés à l'aquaculture.

³⁵¹ Le cas de l'Attica Bank, spécialisée dans la construction et les travaux publics a défrayé récemment la chronique.

Scaramanga et Neorion (chantiers navals), autant de poids lourds de l'industrie « plombés » par les dettes.

Tableau 35. Comparaison des parts de branche dans le PIB, dans les encours de crédit et dans les douteux en 2012 (en %)

	Part PIB	Part crédits	Part douteux
Agroalimentaire	5,1	4,0	4,1
Textile, Habillement, Cuir	0,8	1,7	2,8
Bois papier meubles	0,7	1,3	2,2
Chimie pharmacie plastiques	1,1	1,7	1,7
Prod. électroniques, machines	0,5	1,0	1,2
Métallurgie, prod métal	1,5	3,4	3,3
autres industries	2,4	2,0	2,5
énergie	6,2	6,4	0,6
Ind.manufacturière	18,3	21,5	18,5
Construction, Travaux Publics	4,0	11,4	13,7
TIC	5,2	2,4	3,2
Agriculture	3,4	1,6	2,2
Services	68,9	62,7	65,6
Total	100	100	100

Source : Banque de Grèce, Rapport de surveillance du système financier grec.

Le recouvrement de ces créances est le problème. Les restructurations de dettes qui ont été opérées, l'ont été à court terme (2 ans maximum). Le nombre de saisies immobilières engagées a diminué de 52.000 en 2009 à 16.000 en 2014, pour des montants cependant accrus. Les abandons de créance se situent pendant toute la période à un niveau très faible. On peut en conclure que le système bancaire a différé les opérations de restructuration économique nécessaires et n'a pas traité l'insolvabilité³⁵² de ses débiteurs. D'un autre côté, l'allongement généralisé des échéances de remboursement a largement répandu l'idée que ce remboursement pouvait attendre. Il a abouti à « mettre les emprunteurs sur le même pied que les gens de crédit douteux ». A sa décharge, le système bancaire a été absorbé par ses problèmes de reconstitution de fonds propres et de fusions, et l'engagement de l'Etat n'est jamais venu³⁵³.

Ainsi, plus qu'à une crise de liquidité des entreprises, on assiste à un effondrement du système

³⁵² Insolvency, αφερεγγυότητα.

³⁵³ L'application de la loi Dendias sur la restructuration des dettes des PME, publiée le 17 novembre 2014 a été retardée jusqu'au printemps 2016.

de distribution des crédits. Il ne s'agit pas de la faiblesse du rapport entre quantité de monnaie et PIB, puisque le PIB a reculé plus vite que le montant des encours de crédit. De même, la dégradation des portefeuilles bancaires (Raftopoulou, Banque de Grèce³⁵⁴) ne s'explique pas seulement par la baisse des revenus, puisque la courbe du chômage s'infléchit fin 2014 quand les créances douteuses explosent et que le PIB repart de l'avant.

D'un autre côté, l'accès des entreprises au crédit est évidemment limité. Mais ce n'est pas seulement en raison du risque inhérent aux activités industrielles, c'est plutôt en raison des dysfonctionnements du système bancaire. On ne peut que constater ici l'inadéquation du financement à son objet, la création de richesses, et la lenteur, voire l'inexistence de procédures de recouvrement. La première est la source des pertes bancaires, la seconde en aggrave le montant et nécessite des provisions complémentaires.

En réaction aux insuffisances de l'intermédiation financière, les entreprises (et les ménages) réagissent par un gel délibéré de leurs remboursements, qui aggrave en retour la situation des banques.

ii. L'allongement des délais de paiement fournisseur/client

A lire les rapports d'Atradius et d'Intrum Justicia sur les paiements fournisseurs et les données de Tiresias³⁵⁵ sur les chèques sans provisions, traites impayées et dépôts de bilan, on comprend que la Grèce connaît un problème de liquidités plus grave qu'ailleurs en Europe, et que cela ne s'explique pas seulement par la gravité particulière de la crise subie, mais aussi par des pratiques autonomes.

. Les rapports pour 2014 sur le *financement des ventes* des entreprises effectués de manière régulière par Atradius et Intrum Justicia fournissent, pour la Grèce et l'ensemble des pays européens, des données précises sur les délais de paiement subis par les entreprises pour les transactions effectuées avec leurs fournisseurs et leurs clients et avec les collectivités publiques. Ainsi, selon Atradius, la Grèce se distingue par un niveau moins élevé de

³⁵⁴ Raftopoulou, Keratsina, "*Policy proposals for management of NPL's portfolios*". Banque de Grèce, Mars 2013.

³⁵⁵ Tiresias, banque de données interbancaires, est une société dont le capital est détenu par les principales banques grecques. Elle a été créée par l'Union Grecque des Banques, Ελληνική Ένωση Τραπεζών. Elle assure le suivi des défauts de paiement. Elle enregistre chèques sans provision et effets commerciaux impayés, dépôts de bilan, commandements de payer et saisies, ventes aux enchères, affectations hypothécaires. 170 avocats collectent dans tous les tribunaux de commerce les données de procédures collectives. Les données portent sur 4 années et plus et sont accessibles aux professionnels qui signent un contrat avec Teiresias.

règlements comptant (41 % contre 58 % en Europe et 60 % en France), et si les paiements à terme y représentent un taux comparable, le délai contractuel y est plus élevé (52 jours, contre 32 en Europe et 33 en France), et le délai d'impayé y atteint 66 jours, contre 52 en Europe et 42 en France. La Grèce s'aligne, à travers ces pratiques, sur un profil « méditerranéen », qu'elle partage avec l'Espagne, l'Italie et la Turquie. L'enquête montre que l'industrie manufacturière en général a recours aux délais de paiement, pour financer ses besoins de liquidité, plus que le reste de l'économie (75 jours), mais est plus sévère sur les retards. La répartition des délais par durée montre que les durées conventionnelles supérieures à 90 jours y représentent 10 % du total contre 3 % en Europe et 1 % en France, que les délais jusqu'à 30 jours y représentent 40 % contre 62 % en France et 72% en Europe, que les retards supérieurs à 90 jours y représentent 21 % contre 10 % en France et 12 % en Europe.

Intrum Justicia précise que les pertes sur créances irrécouvrables s'élèvent à 3 % en Europe et 2% en France, mais à 10 % en Grèce et que les retards exprimés en jours y sont nettement plus élevés, surtout en ce qui concerne les créances sur l'Etat.

. *Le crédit fournisseur* repose en Grèce sur les chèques, que l'on conserve en couverture jusqu'à l'échéance convenue, plutôt que sur des effets. Cela donne une grande souplesse, mais les risques sont importants.

Les défaillances constatées par le système Tirésias sur les effets et les chèques de garantie remis aux fournisseurs, révèlent une aggravation brutale en 2009, une amélioration en 2010 et début 2011, et une rechute depuis la fin 2011 jusqu'à mars 2012. Depuis, le nombre des chèques sans provisions n'a cessé de reculer chaque année, de même que celui des impayés sur effets fournisseurs, jusqu'en 2015, où ils ne représentent plus que respectivement 9% et 30 % du nombre total de chèques ou effets en circulation. Et le montant des défaillances ne représente plus que respectivement 10 et 29 % des montants totaux. Si l'on n'est pas en mesure d'y distinguer ce qui relève du secteur secondaire, l'assèchement de ces techniques de crédit fournisseur est particulièrement significatif, les usagers ayant été échaudés par les défaillances.

L'enquête menée auprès des TPE et PME industrielles de Messénie en 2014 enregistre la détresse des chefs d'entreprise face à ce défaut de liquidité à court terme, à la réduction des délais de paiement résultant du non recours aux chèques de couverture, à l'absence de relais bancaire sur les moindres paiements.

En réalité, la chaîne des paiements client-fournisseur enregistre les rapports de force. La TPE subit le paiement fournisseur « au cul du camion ». L'absence de formalisation des rapports

(faiblesse du factoring, de l'assurance crédit, des procédures écrites) rend l'application des règles plus dure en cas de défaillance, car c'est un rapport personnel qui est en cause. La relation de confiance entre fournisseur et sous-traitant, ou entre parents (synggenis, συγγενείς), autorise une certaine souplesse, qui compense la pénurie de liquidités, mais elle a sa contrepartie. L'allongement des délais fournisseurs reflète ainsi moins une reconstitution des fonds de roulement des entreprises, que la difficulté de recouvrer des créances douteuses, et la forte réduction des chèques impayés et des incidents de paiement, accompagnée d'une augmentation des pertes, reflète la sanction des défaillances.

iii. Les variations de la position de l'Etat, débiteur et créancier

La liquidité des entreprises est encore affectée par les délais de paiement que leur impose l'Etat-client et inversement par leurs obligations fiscales et parafiscales.

. Les dettes de l'Etat envers les personnes privées font depuis 2011 l'objet d'un suivi précis par collectivité publique. Les chiffres du Ministère des Finances³⁵⁶ montrent que l'Etat a fait un effort important pour se mettre à jour de ses dettes, en ramenant leur montant de 8.8 milliards d'€ en 2012 à 4.1 milliards d'€ en octobre 2014. L'essentiel de cette dette est dû aux organismes d'assurance maladie et aux hôpitaux (82 %), et, indirectement, l'industrie pharmaceutique s'en est trouvée pénalisée.

Il reste que les retours d'impôts (sur le revenu ou la TVA)³⁵⁷ connaissent des délais de 60 jours, portés récemment à 90 jours, à compter du dépôt de la déclaration aux services fiscaux. Ce délai pénalise lourdement la trésorerie des entreprises, notamment exportatrices. Aux délais de remboursement, il faut ajouter ceux résultant des blocages administratifs aux douanes.

. Les dettes fiscales globales des personnes physiques et morales envers l'Etat ont explosé entre 2011 et 2014 passant de 43 à 67 milliards d'€ en septembre 2014. Leur montant très élevé ne doit pas être sur-interprété dans la mesure où une fraction importante concerne des dettes très anciennes, dont les possibilités de récupération sont illusoire, en raison de liquidations déjà anciennes, de condamnations pénales et de cessations définitives d'activité, en raison aussi de l'accumulation des pénalités³⁵⁸. Il reste que les nouveaux encours ont

³⁵⁶ Bulletin mensuel des données du Gouvernement Général, octobre 2014 (Μηνιαίο Δελτίο, στοιχεία Γενικής Κυβέρνησης).

³⁵⁷ Une partie des impôts sur le revenu est pré-payée (prokatavoli, προκαταβολή), une partie de la TVA est restituable à l'exportation ou en cas d'investissement supérieur aux recettes.

³⁵⁸ Parmi les encours supérieurs à 100 millions d'€, figurent des entreprises nationalisées et liquidées comme

représenté 9.3 milliards d'€ en 2013 et 9.7 sur 9 mois de 2014.

. Les dettes parafiscales sont constituées essentiellement des cotisations sociales impayées.³⁵⁹ A fin 2015, le total des dettes atteint 15,8 milliards d'€. Comme pour les dettes fiscales, un grand nombre d'entre elles (80 %), antérieures à 2009, est irrécouvrable. 133,357 débiteurs ont fait l'objet de plans de restructuration, pour un montant de 5.3 milliards d'€, dont 60 % atteignent 100 échéances mensuelles. Les autres font l'objet de mesures de recouvrement forcé. En 2014, 10852 commandements de saisie ont été émis, 6608 saisies mobilières et seulement 746 saisies immobilières et 805 ventes aux enchères, ont été opérées.

. Il convient de rajouter à ces défaillances celles des entreprises envers l'entreprise publique d'électricité. Le compte client de cette dernière est passé de 2.2 milliards d'€ en 2012 à 3.5 en 2014 et à 4.4 milliards d'€ en 2015, provisionnés à 55%. Parmi les litiges on compte ceux avec Larko, premier débiteur, et Aluminium de Grèce.

Ainsi se concrétise, en Grèce comme en Italie plus récemment, « l'aléa moral » dénoncé par Adam Smith. Les mauvaises pratiques (de prêt et de recouvrement) maintiennent en vie des activités non rentables, négligent des entreprises dont le marché est prometteur, détruisent la situation des banques, diffusent le risque tout au long de la chaîne fournisseur-client.

D'un autre côté, l'aléa se prolonge dans l'incapacité du système bancaire à mettre en œuvre des procédures de recouvrement forcé, pourtant parfaitement fluides dans la plupart des pays du nord de l'Europe, dans l'acceptation large par l'Etat d'un étalement des remboursements de dettes fiscales et parafiscales (jusqu'à 100 échéances mensuelles), dans le non traitement de certaines dettes d'entreprises publiques (Larko, EVZ). Un noeud clientéliste s'est formé entre agents, de nature moins économique que culturel, sur lequel nous reviendrons plus loin.³⁶⁰

Piraiiki, Olympic Airways, Chropei, Neorion, de nombreuses affaires de fraudes (coopératives, affaire Koskotas, Photokyriaki) et de nombreuses personnes physiques en fuite ou en prison (Kassimatis, Siempos, Koskotas, Eleni Karydopoulou). 176 débiteurs, personnes physiques ou morales, devant chacun plus de 50 millions d'€, représentent 44 % de l'encours total.

³⁵⁹ L'IKA a mis en place un Centre de recouvrement, Κέντρο Είσπραξης Ασφαλιστικών Οφειλών, en novembre 2013. Il travaille pour la plupart des organismes d'assurances sociales, IKA, ETAM, OAAE, OGA, ETAA. Il publie un rapport trimestriel sur l'évolution des créances et de leur recouvrement (Εκθεση προόδου του Κέντρου Είσπραξης). Il centralise les créances de plus de 5000 €.

³⁶⁰ «Η πραγματική οικονομία δεν θα μπει σε τροχιά ανάπτυξης εάν δεν λυθεί ο γόρδιος δεσμός των «κόκκινων» δανείων. Για να γίνει αυτό, οι τράπεζες πρέπει να προστατευθούν νομικά. Αυτήν τη στιγμή, κανένα στέλεχος τράπεζας δεν υπογράφει αποφάσεις για «κούρεμα» χρεών και αναδιαρθρώσεις επιχειρήσεων, γιατί φοβάται, και λογικά, τη Δικαιοσύνη. Υπήρξαν περιπτώσεις που έγιναν αγριότητες και σημειώθηκε κλοπή δημοσίου χρήματος. Εκεί πρέπει να πέσει βαρύν ο πέλεκυς, εφόσον αποδεικνύεται χρηματισμός ή άλλη σχέση εξάρτησης. Για να γυρίσουμε σελίδα, όμως, είναι ανάγκη τα τραπεζικά στελέχη να μπορούν να κάνουν τη δουλειά τους και η Βουλή να τους εξασφαλίσει νομική προστασία. » Kathimerini, éditorial, 18.03.2017. (« L'économie réelle ne pourra prendre le chemin du développement si n'est pas tranché le nœud gordien des créances douteuses. Pour

4. L'autofinancement, instrument privilégié de la résilience

De tout temps, l'industrie grecque a autofinancé ses investissements, soit par fonds propres, soit en dégageant un résultat avant amortissements. Il est intéressant de vérifier dans la Comptabilité Nationale, pour les périodes récentes, le rapport entre le résultat brut ou cash-flow (dont les amortissements sont un des composants) et le montant des investissements (la FBCF) qu'il « autofinance » (tableau 36).

D'abord, le niveau des amortissements industriels demeure relativement stable. Il est en effet largement commandé par les règles de déductibilité fiscale. Il croît de 2000 à 2008 au rythme de la croissance générale. En 2010, son augmentation est sans doute un moyen de réserver les bénéfices en réaction à la crise. En 2012, il ne baisse que de 13 % et demeure au-dessus du niveau atteint en 2008. C'est encore plus net pour la construction, dont les amortissements continuent de croître, légèrement à vrai dire, en 2012.

Ensuite, on note l'affaiblissement des marges, entre 2000 et 2008, tant dans la construction que dans l'industrie manufacturière, signe de choix d'investissement moins rigoureux. Plus tard, en 2010, si le niveau du cash-flow dans la construction connaît un recul brutal pour se stabiliser en 2012, il n'en est pas de même pour celui de l'industrie manufacturière, qui continue à croître en 2010, et ne recule en 2012 que pour retrouver son niveau de 2008. Les investissements, eux, ont reculé de 54 % entre 2008 et 2012 dans la construction et de 63 % dans l'industrie manufacturière. Ainsi s'explique l'évolution du taux d'autofinancement, qui se rétablit pour la construction en 2012 et qui « explose » à partir de 2010 dans l'industrie manufacturière.

Enfin, on note l'écart des taux entre ces deux branches de l'industrie sur longue période. La construction s'amortit normalement sur 20 ans, les équipements sur 4 à 7 ans selon leur nature. Le renouvellement des équipements nécessite un profit brut plus élevé dans le deuxième cas.

cela, les banques doivent bénéficier d'une protection juridique. A ce jour, aucun cadre bancaire ne signe de décision d'abandon de créance et de restructuration d'entreprise, parce qu'il craint, à juste titre, la Justice. Il y a eu des cas de décision sauvage et de détournement de l'argent public. Il faut que pour eux s'alourdisse le couperet, lorsqu'est prouvé la corruption ou quelque autre lien de dépendance. Mais, pour tourner la page, il est nécessaire que les cadres bancaires puissent faire leur travail et que l'Assemblée leur assure une protection légale. »)

Tableau 36. Evolution du taux d'autofinancement de la FBCF industrielle³⁶¹ (en %) entre 2000 et 2012

	2000	2005	2008	2010	2012
Construction	35,0	33,7	31,6	17,2	27,9
Ind.manufacturière	85,0	85,1	65,8	95,1	179,1
Total Industrie	53,4	51,2	45,3	50,2	79,9

Source : Elstat, TER de la Comptabilité nationale

Ainsi, pendant la crise, la faiblesse de l'investissement et le maintien des marges se traduisent par un excédent financier, signe sans doute de la constitution d'une épargne de précaution ou mieux d'un différé de réalisation des projets d'investissement. En l'absence de financements et dans un environnement financier si peu « *business friendly* » (favorable aux affaires), les entreprises constituent des réserves.

Leurs pratiques ne sont pas seulement l'expression de leur liberté d'entreprendre et l'exercice de leur rationalité économique. Elles sont le pendant de pratiques bancaires ou publiques. En périodes de vaches grasses, les financements externes parviennent peu ou prou à leurs destinataires. En période de vaches maigres, tout dit le contraire et, dans ce cas, les entreprises se réfugient dans un combat de tranchée dans lequel l'Etat les accable d'impôts qu'elles se gardent d'acquitter et dans lequel le système bancaire tente faiblement de recouvrer sur elles des créances plus que douteuses, alors même qu'elles en retirent par précaution leurs dépôts. Ces pratiques sont aussi l'expression sociale de leur liberté, fondée sur la personnalisation des rapports, sur la confiance. Confiance qui motive dans une large part les agents économiques et dont le défaut mine la reprise.

En conclusion, l'entreprise industrielle s'est adaptée avec une force rare, à une crise d'une violence exceptionnelle. De même qu'elle a été, depuis la fin de la 2ème Guerre Mondiale, le moteur d'une vive croissance et d'une modernisation profonde du pays, de même, pendant la crise, elle a porté l'essentiel du poids des réajustements et préparé la reprise. Tout en réorientant sa production et ses marchés, en collant à leur évolution, elle a procédé à l'élimination de nombreuses TPE non rentables plus qu'à des fusions ou acquisitions. Elle a dégagé le personnel excédentaire. L'entrepreneur, et ses employés, ont réformé le marché du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité et d'une plus grande sélectivité. L'entreprise a rétabli les marges et réduit ses investissements. L'industrie a manifesté ainsi une résistance et une faculté rapide d'adaptation, qui explique la reprise de 2014 et la relative stabilité des deux années suivantes.

³⁶¹ Le taux d'autofinancement correspond au rapport cash flow (résultat brut)/FBCF, exprimé en pourcentage.

Les interviews menées à Kalamata, comme l'étude de la Bourse d'Athènes, montrent que les entreprises n'ont attendu aucune aide de la part des banques ou de l'administration. De la Banque Centrale à la PME, les canaux de distribution du crédit demeurent confus et inefficaces. Si un cadre cohérent en vue de restructuration des dettes a bien été dressé, il n'a pas été appliqué, faute de moyens ou de volonté et du fait des lenteurs bureaucratiques. Les entreprises ont fait « le dos rond ». Dans l'incertitude, elles ont limité un endettement coûteux, étiré les délais de paiements, « explosé » leur taux d'autofinancement, constituant des réserves de précaution en attente de jours meilleurs. En l'absence de financement institutionnel de leur fonds de roulement, elles ont utilisé les échanges interentreprises sur la base de la « confiance » et, pour nombre d'entre elles, cessé de rembourser les dettes publiques ou bancaires. Elles ont assuré leur fonctionnement « hors banque », « malgré l'Etat » et préparé la reprise de 2014.

Le système grec, on l'a vu à plusieurs reprises, est extrêmement caractérisé. L'organisation de la production et de l'emploi, les modalités de financement, le rapport à l'environnement public, n'obéissent pas qu'à des facteurs économiques. L'esprit d'indépendance (ανεξαρτησία), le sens des représailles financières (ανταρσία³⁶²), la cohésion familiale (συγγένεια), la personnalisation des rapports client-fournisseur, sont les moteurs de la résistance, puis de la reconquête industrielles. Ils relèvent de comportements, eux-mêmes enchâssés dans des structures socio-culturelles de production et d'organisation, qu'il faut maintenant décrire et expliquer.

³⁶² Ανταρσία : L'andarsia peut être définie à la fois l'affirmation de sa masculinité, par un comportement de résistance aux pouvoirs, voire de guérilla. Le mot se réfère au grec άντρας, l'homme. L'homme s'accomplit dans l'affirmation de son indépendance. Voir plus bas chapitre 4.

Chapitre 4. Essai sur les fondements de l'entrepreneurialité en Grèce

« Les structures, types et comportements sociaux peuvent être comparés à des médailles qui ne se refondent pas aisément. Une fois qu'ils sont constitués, ils se perpétuent, éventuellement pendant des siècles, et, comme des structures et types différents manifestent à des degrés différents leur capacité de survivance, nous constatons presque toujours que les groupes réels et les comportements nationaux s'écartent plus ou moins des modèles auxquels nous aurions été en droit de nous attendre si nous avions tenté de les imaginer en partant des formes dominantes du processus de production. » Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*³⁶³

“Je n'attache pas une importance excessive à la forme de l'Etat... Nous ne dépendons point des constitutions ni des chartes, mais des instincts et des moeurs. Anatole France, *L'orme du mail*

Le chapitre qui suit est un essai d'approche quantitative et qualitative de ce que nous pensons être propre à l'esprit d'entreprise en Grèce. Les motifs de cet essai sont multiples.

En premier lieu, au fur et à mesure de l'étude de l'industrie grecque, de son histoire, des sociétés cotées en Bourse, de l'observation des entreprises de Messénie ou de celles de la rue du Pirée, est apparue une entrepreneurialité riche et vigoureuse. En opposition avec la morosité ambiante, nous pensons que le pays ne manque pas d'entrepreneurs, ni de bons industriels. Pour des raisons idéologiques (méfiance vis-à-vis du capital privé) ou psychologiques (complexe vis-à-vis des grands pays industriels), économistes et nombre d'historiens ont mésestimé ce tissu particulièrement vivant de l'entreprise. Pour démentir leur propos, il faut analyser la trame de ce tissu entrepreneurial et donner quelques exemples.

En second lieu, l'histoire économique moderne s'oriente résolument vers l'étude des institutions qui favorisent, ou freinent le développement (North, Acemoglu). Nous avons donc noté tout au long de cette étude les institutions qui nous paraissaient spécifiques au pays ou communes à l'aire méditerranéenne. Qu'il s'agisse des produits issus, non seulement d'un sol, mais aussi d'une culture (la diète méditerranéenne) ou des comportements (délais et supports de paiement, travail indépendant, entreprise familiale), on reconnaît en Grèce, dans son industrie et pas seulement, des modes de développement autonomes. Systématiser ce repérage est un des objets de ce chapitre.

Enfin, inspiré par les thèses de Germaine Tillon dans son ouvrage « Le Harem et les cousins » sur les sociétés méditerranéennes, et de Constantin Tsoukalas, dans son ouvrage « Dépendance et Reproduction » sur la société grecque, et par les nombreux travaux effectués

³⁶³ 1^{ère} Partie, Chapitre 2.

sur l'aire méditerranéenne, on a tenté de porter sur l'entreprise industrielle grecque un regard anthropologique. On a voulu renouer le fil des recherches faites dans les années 60 autour de l'EKKE (Peristiany, Campbell, Friedl, Hirschon, Damaniakos, Kayser, Pechoux et Sivignon) ou plus tard par Tsoukalas, Hertzfeld, Maloutas, Abdela, Salimba, Lambropoulou, et en extraire ce qui nous paraît pertinent pour notre étude. Malgré les apports formidables de l'anthropologie du milieu du siècle (Durkheim, Mauss, Lévi-Strauss), les sociétés ne portent sur elles-mêmes qu'un regard réticent. Elles ne le lient pas à leur histoire récente, celle du décollage économique de l'après-guerre, encore moins à l'analyse globale des agents économiques qui les composent.

A ce stade, il convient d'être conscient des limites de l'exercice, au moins pour deux raisons. D'abord, l'approche quantitative de l'entrepreneuriat demeure fragile. Les données démographiques sur l'entreprise sont lacunaires et imparfaites. Les données historiques sont un peu plus solides et ouvrent une profondeur de champ aux statistiques structurelles que la Grèce établit, depuis 2008, dans le cadre des directives d'Eurostat. On peut ainsi analyser formes juridiques, taille, taux de natalité et de mortalité, formes d'emploi et s'interroger sur la pertinence des critères retenus.

Ensuite, si ces données projettent une première image des particularités de l'entreprise en Grèce, et montrent qu'elle se détache nettement du reste de l'Europe, elles ne trouvent guère d'équivalent « méditerranéen » convaincant. A un certain niveau d'agrégat statistique, on peut même constater des convergences de bien des pays méditerranéens comme l'Espagne et l'Italie avec ceux de l'Europe rhénane ou nordique. Il semble toutefois que certaines pratiques sont bien caractéristiques de cette aire culturelle.

Cet essai est articulé autour des trois approches citées.

Dans la première, sont développées une analyse comparative de la densité entrepreneuriale en Grèce et dans l'Union Européenne et une analyse de l'esprit d'entreprise en Grèce à travers ses manifestations concrètes dans l'histoire de l'industrie et quelques réussites, le groupe de Zürich avant la première guerre mondiale, quelques grands entrepreneurs après la deuxième guerre mondiale, des entrepreneurs de Kalamata. Ces analyses témoignent de sa vigueur, pas seulement dans le commerce ou l'armement naval.

Dans la deuxième, avec les réserves nécessaires, est présentée une étude statistique sur les structures de l'entreprise et de l'emploi industriels en Grèce, formes juridiques, tailles, statuts professionnels. Elle est calée sur les données historiques d'Elstat et d'Eurostat et fait émerger

une entreprise de petite taille, peu associative, centrée sur la famille étroite, utilisant des formes d'emploi encore spécifiques, globalement jalouse de son indépendance et de son autonomie.

Dans la troisième, plus « littéraire », nous avons essayé de rendre compte de la “mécanique sociale” de la société grecque, peu connue en France, telle que la décrit Constantin Tsoukalas, pour corréler cette analyse aux thèmes de l'esprit d'entreprise et de la culture méditerranéenne.

1°) Un esprit d'entreprise vigoureux

Christina Agriantoni³⁶⁴ s'interrogeant sur l'existence d'un modèle grec d'entrepreneuriat dénonçait une historiographie trop encline à charger l'entrepreneur de toutes les misères et à l'identifier au comprador improductif (metapratis, μεταπράτης) de la rhétorique marxiste. Elle identifiait des « gens de métier », minotiers (Loulis, Λούλης), briquetiers, tanneurs (Tsiropinas, Τσιροπηνάς), artisans du métal (Koupas, Κούππας), quelques grands industriels dont on va parler, et surtout un tissu très vivant de petits et moyens industriels issus du commerce (notamment de matières premières agricoles comme le coton et les céréales) et du transport, « enracinés » dans la vie économique du pays.

Déjà la réussite éclatante de l'armement naval, construite tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, aurait dû inciter à la prudence. L'orientation précoce du monde rural vers des cultures « industrielles » comme le coton, le tabac et le raisin sec, intégrées au commerce international, était sans doute aussi un signe. On reviendra sur cette histoire précoce dans l'analyse des sources de cet esprit d'entreprise. Disons que le retard apparent de la Grèce dans le développement industriel n'est pas lié en soi à l'indépendance, mais que le désir d'industrialisation, ç'est à dire de reprise à son compte des exemples et des techniques anglais puis français, se manifeste tôt et de manière vive. Après l'échec des compagnies à privilège créées sous Othon par son ministre Armanis, les années 70 manifestent un véritable essor à Hermoupolis, au Pirée, à Patras, à Kalamata et à Volos. La machine à vapeur, mais pas seulement (dans le nord du pays, le textile utilise l'énergie hydraulique et se développe sur les chutes et cours d'eau de Naoussa, Edessa, Verria et Goumenissa), apparaît dans l'industrie textile, d'abord la soie puis très vite le coton, qui trouve sa place sous le climat grec, et dans la minoterie. Le phare de l'époque est l'exploitation des mines argentifères du Laurion, où se

³⁶⁴ Agriantoni, Christina, “A collective portrait of Greek industrialists.” *Entreprises et Histoire* 2011 n°63. (Un portrait collectif des industriels Grecs).

combinent savoir-faires hispanique et français (Hilarion Roux et ses techniciens de Cartagena), capitaux spéculatifs (Serpieri et Syngros -Σερπιέρης, Συγγρός) et main d'oeuvre locale. La mécanique n'est pas absente de cet essor, au Pirée avec les ateliers de Vasiliadis (Βασιλειάδης) qui fabrique, sur commande, des machines agricoles, à Syros avec les ateliers de réparation navale de l'Elliniki Atmoplia (Ελληνική Ατμοπλοία, Société de transports maritimes à vapeur).

C'est avec la deuxième révolution industrielle qu'apparaissent de « grands capitaines d'industrie », exemples du « vouloir-vivre industriel » qui se manifeste en Grèce. Cette vitalité se prolonge après guerre jusqu'à aujourd'hui.

On peut approcher cette intensité de l'entrepreneuriat de deux façons : quantitative, par la fréquence en termes de nombre d'entreprises pour une population donnée ; qualitative en termes de prosopographies.

1. Entreprise et population : une extrême densité d'industriels

Mais avant tout, combien d'entreprises ?

On a déjà étudié plus haut quelques éléments sur la démographie d'entreprise, pour noter qu'il faut se garder de conceptions « vitalistes », la création nette d'entreprises ne pouvant être assimilée directement à une propension à entreprendre³⁶⁵. Celle-ci peut résulter, en revanche de la densité d'entreprises : simple rapport de leur nombre (total et dans l'industrie) à la population (active ou totale) pour un espace donné (tableau 37).

Une première observation porte sur la relation entre l'entreprise et la population totale ou active. La Grèce dispose du nombre d'entreprises pour 100 habitants le plus élevé après le Portugal. Il en est de même du nombre d'entreprises pour 100 actifs.

Une deuxième observation porte sur le rapport entre l'entreprise industrielle et la population active totale (et industrielle). On aurait pu penser à une densité d'entreprises industrielles faible. Il n'en est rien. La Grèce dispose du plus grand nombre d'entreprises industrielles pour sa population active (entreprises industrielles pour 100 actifs) et de même pour sa population

³⁶⁵ De plus les chiffres publiés sur la démographie des entreprises paraissent peu compatibles avec les valeurs enregistrées par Eurostat, qui, elles, montrent un recul prononcé du nombre d'entreprises entre 2008 et 2014.

employée dans l'industrie (pour 100 actifs dans l'industrie).

Tableau 37. Rapport du nombre d'entreprises à la population (totale et active) et du nombre d'entreprises industrielles à la population active et industrielle en 2011, par pays.

Pays	Nb entreprises/ 100 hab	Nb entreprises/ 100 actifs	Nb entrep indust/ 100 actifs	Nb entrep indust/ 100 actifs indust
Grèce	7,4	16,6	3,8	26,1
France	3,9	9,0	2,5	12,3
Portugal	8,2	16,8	3,6	14,6
Belgique	4,6	10,6	2,7	12,6
Danemark	3,7	7,3	1,8	9,8
Allemagne	2,6	5,1	1,1	4,2
Espagne	5,3	10,7	2,5	14,6
Italie	6,5	15,9	4,3	16,6
Pays Bas	4,7	9,1	2,1	14,3
UE 27	4,3	9,3	2,4	11,2

Sources : Eurostat, entreprises en 2010, population en 2011

La Grèce partage avec d'autres pays méditerranéens ces densités élevées. Elle se situe très au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne. Elle témoigne de la vigueur de sa propension à entreprendre, et à entreprendre « industriellement ». On suppose déjà derrière ces chiffres des phénomènes de taille et de concentration, des comportements, que l'on précisera plus bas.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas l'esprit d'entreprise qui fait défaut, au contraire.

2. Prosopographies : des capitaines d'industrie, grands et petits

Trois cas, choisis dans le temps et dans l'espace, nous paraissent significatifs de sa constance, de son ubiquité, et de sa modernité.

i. Le groupe de Zürich.³⁶⁶

³⁶⁶ Sources : Το Βήμα 19,03,2000, article de Χαροντάκης, Δημήτρης : *Ο Χατζηκυριακείος Ηρακλή* ». Le Μέγα Ελληνικόν Βιογραφικόν Λεξικόν des frères Vonolini, article de Σπυρίδων Βοβολίνη. Site du Musée Rezola. Ethniko Polytechnio Metsovo : « SA de Produits Chimiques et d'Engrais (Lipasmata) 1909-1993. Passé et futur d'un établissement industriel historique » Juin 2001, articles de Leda Papastefanaki, G. Machairas et Nikos Belavila. Θεοδωρίδου-Σωτηρίου(Λίλα : «Οι Δυτικομακεδόνες καλφάδες και αρχιτέκτονες στην Κωνσταντινούπολη που δεν επέστρεψαν μετά το 1924. Το έργο τους στην Πόλη», Acte du Congrès International de 2012 « La Macédoine Centrale et son intégration à l'Etat Grec », éditions Epicentre 2014. Belavila, Nikos, « Η βιομηχανική κληρονομιά της Ελευσίνας », Εργαστήριο Αστικού Περιβάλλοντος του Εθνικού Μετσόβειου

Symbole de la participation étroite de la Grèce à la deuxième révolution industrielle, ce que l'on a appelé le Groupe de Zürich est formé de jeunes Grecs, étudiants en chimie à l'École Polytechnique Fédérale de Zürich à la fin des années 1880 : Alexandre Zachariou, Léonidas Arapidis, Léon Iconomidis, Nicolas Canellopoulos (Αλέξανδρος Ζαχαρίου, Λεωνίδας Αραπίδης, Λέων Οικονομίδης, Νικόλαος Κανελλόπουλος, et un peu plus tard, André Hatzikyriakos.

André Hadzikyriakos (Ανδρέας Χατζηκυριάκος) est la figure la plus étonnante de ce groupe. Il étudie au département de chimie de l'institut de Zürich entre 1895 et 1899 sous la houlette du professeur Ludovic von Tetmayer, un des pionniers de la technique du béton armé en Suisse et co-fondateur de l'Institut fédéral d'essais de résistance des matériaux. Dès la fin de ses études, il part en Espagne, où il crée en 1900 la cimenterie de Saint Sébastien³⁶⁷ pour le compte de la société "Hijos de José Rezola".



Ensuite, il crée en 1902, à 26 ans, avec Canellopoulos, Iconomidis et Zachariou, la société Titan, dont l'usine s'élève au bord de la mer à Elefsina, sur des terrains acquis à l'Huilerie-Savonnerie d'Elefsina³⁶⁸, elle-même reprise et développée par Nicolas Canellopoulos et Epaminondas Charilaos³⁶⁹. En conflit dès 1906 avec Canellopoulos qui prend la direction de l'entreprise, il cède sa part à ses associés³⁷⁰ et rejoint à Istanbul, en 1910, un groupe d'investisseurs grecs autour de Markos Langgas (Μάρκος Λάγγας, SA Ottomane de Constructions) qui détient la représentation de Hennebique pour la Turquie. Architecte renommé, Langgas a construit plusieurs bâtiments en béton armé à Istanbul, dont ceux de

Πολυτεχνείου, 23,3,2012 Fondation culturelle Peiraios. Πανελλήνιον Λεύκωμα Εκατονταετηρίδος. Βιομηχανία-Εμπόριον, 1821-1921.

³⁶⁷ Le musée du ciment -Museum Cemento Rezola- se trouve au pays Basque, à Anorga. Les fils de J. Rezola succédaient à leur père, exploitant d'un gisement de ciment naturel sur le cours d'eau d'Anorga depuis 1850.

³⁶⁸ Cet établissement se trouve juste à côté de l'usine Titan actuelle. Il héberge des expositions temporaires sur l'histoire industrielle d'Elefsina.

³⁶⁹ Epaminondas Charilaos (Επαμεινώνδας Χαρίλαος) est une autre des figures remarquables du développement industriel en Grèce.

³⁷⁰ Ses associés dans Titan l'ont exclu de Lipasmata qu'ils créent en 1909.

l'usine de la société des Ciments Arslan (dont il est aussi le fondateur), installée à Aretsou (à Darica, à l'embouchure du golfe d'Izmit). Hadzikyriakos apporte son savoir-faire et en dirige l'ingénierie. Comme AGET en Grèce, Arslan sera plus tard intégré au groupe Lafarge.

De retour en Grèce en 1917, il prend la direction technique de la cimenterie de Drapetsona, créée en 1906 par 2 entrepreneurs, Zamanos et Zavogiannis (Ζαμάνοσ και Ζαβογιάννης), au Nord du Pirée, qui ne parviennent pas à la rentabiliser. Il monte au capital de leur société, AGET (SA Générale de Ciment Héraclès³⁷¹), sous la pression de Jean Drosopoulos directeur de la banque Ethniki, et remonte l'affaire. En 1928, toujours sous la pression de l'Ethniki, il reprend la cimenterie de Volos, créée par la société Olympos en 1924 (dont les actionnaires sont des entrepreneurs de Volos, non spécialistes du ciment), elle-même au bord du dépôt de bilan. Il fait d'AGET le premier cimentier du pays, qui assure, en 1932, 42% de sa production. Il passe progressivement la main à son gendre, Alexandre Tsatsos (Αλέξανδρος Τσάτσος), lui-même ingénieur civil diplômé de l'Institut de Zürich. En 1951, la société obtient des crédits du Plan Marshall pour rénover les deux sites de Drapetsona et de Volos. Il meurt en 1959.

Il est aussi fondateur de la Chambre de Commerce d'Athènes, président actif du SEV, le syndicat des industriels grecs de 1920 à 1924, de 1927 à 1931, et de 1937 à 1939. Il est ministre de l'Economie de 1922 à 1924 et de 1936 à 1937. Enfin, il est le créateur du Sivitanidio en 1927, (l'Ecole des Arts et Métiers) à Kallithea et le fondateur en 1938 de l'Ecole Supérieure d'Etudes Industrielles, aujourd'hui intégrée à l'Université du Pirée.

C'est ainsi un entrepreneur grec qui se trouve à l'origine des cimenteries actuelles de 3 pays méditerranéens, Espagne, Turquie et Grèce.³⁷²

Les autres membres du groupe se fédèrent autour de Nicolas Canellopoulos et de Léon Iconomidis. Le premier est l'âme du groupe Titan. Il a été chimiste à « La Coloniale » l'usine de chaux (et en 1913 de ciment) de l'Estaque à Marseille, puis à la société Pyrkal, le fabricant grec d'explosifs. En 1892, il s'associe avec Epaminondas Charilaos pour reprendre l'huilerie Charilaos et Rallis à Elefsina. En 1898, il fonde, avec le même et la Banque d'Athènes, la Sté des Vins et Alcools E. Charilaos (Οινοπνευματική και οινοποιητική Εταιρεία Ε.Χαρίλαος, Inopneumatiki et Inopiitiki Etairia) qui fusionne en 1906 avec l'Inopiia Georgikis Biomichanias d'Aristovoulos Zannos, pour devenir sous la direction de ce dernier l'Etairia Inon kai Inopneumaton (Εταιρεία Οίνων και Οινπνευμάτων).³⁷³

³⁷¹ En grec AGET Ανώνυμη Γενική Εταιρεία Τσιμεντών Ηρακλής.

³⁷² Les Ciments Lafarge ont repris successivement Agel Hiraclis et Arslan, tandis que Rezola était repris par Italcementi.

³⁷³ En 1906, l'EEOO (Ελληνική Εταιρεία Οίνων και Οινοπνευμάτων) fusionne avec l'ae Inopiias Georgikis Biomichanias (Οινοποιία Γεωργικής Βιομηχανίας), créée en 1901 par Aristoboulos Zannos et Jean Roche.

Avec Léon Iconomidis, ces entrepreneurs créent successivement en 1902 Titan, en 1909 Lipasmata³⁷⁴ et en 1912 la briqueterie Kerameikos. Léon Iconomidis entre de son côté dans la société de peintures de son frère Spilios, S. Ikonomidis et Cie, qui devient plus tard Chromatourgeia Peiraios (Chropei), dont il prend la direction en 1894 à la mort de son frère. Cette poignée d'industriels audacieux est à l'origine de la modernisation industrielle du pays. Actifs avant la 1ère guerre mondiale, ils poursuivent leur action entre les deux guerres.

ii. Les industriels de l'après-guerre.

Parmi les industriels de l'après-guerre, trois noms marquent l'histoire de la reconstruction d'une part, et de l'entrée du pays dans la modernité industrielle, Athanasiadis, Mytilenaios et Stasinopoulos.

La figure de Prodromos Athanasiadis, dit Bodosakis³⁷⁵ (Πρόδρομος Αθανασιάδης, Μποδοσάκης), « le Bey de l'industrie grecque » est le modèle grec du self-made-man autodidacte.



Né en 1891 dans une bourgade de Cilicie, il déménage avec sa famille à Myrsina où il anime un commerce de céréales. A 18 ans, il persuade son père d'acheter un moulin à eau, avec lequel il moud céréales et sésame, puis se lance dans l'égrenage du coton. Il devient

Maître d'œuvre de l'EEOO, A. Zannos (Αριστόβουλος Ζάννος) joue un rôle déterminant dans la stabilisation du marché du raisin sec, probablement pour le compte de Venizelos dont il est l'ami et le conseiller pour l'industrie. Il est aussi conseiller technique de Lipasmata, et détient des participations dans Titan et Kerameikos.

³⁷⁴ Anonymi Elliniki Etaireia Chimikon Prionton kai Lipasmaton. Ανώνυμη Εταιρεία Χημικών Προϊόντων και λιπασμάτων

³⁷⁵ Equivalent turc de Prodromos. Sources : site de la fondation Bodosakis (biographie). Karavia, Maria : « *La vie du grand industriel et entrepreneur grec* », compte rendu du livre de K. Chatziotis (Prodromos, Bodosakis Athanasiadis 189-1979) dans *To Vima* 20 mars 2005. Boutatos, Christos : « *Prodromos Bodossakis Athanasiadis, le bey de l'industrie grecque* », article dans *Reporter* 11 février 2013. Dossier de presse : « *Le Prodromos de la collaboration* » Eleftherotypia 9 mars 2014. Christodoulakis Andreas : « *L'empire, les prétendants et Pénélope* » *To Vima*, 2 janvier 2000.

rapidement fournisseur aux armées, ce qui lui vaut d'être décoré par Enver Pacha (un des chefs de la Révolution des Jeunes Turcs) et de nouer des liens étroits avec les officiers de l'Armée allemande qui le conseillent. Profitant de la campagne d'Asie mineure, il s'installe à Istanbul, achète le Péra Palace où s'installe Vénizelos, et pour qui il expose de grands projets d'aménagement de la Cilicie. En 1922, la Catastrophe le retrouve à Athènes, ruiné.

Il reprend d'abord une briqueterie à Maroussi, puis développe, soutenu par Epaminondas Charilaos, un projet d'industrie de guerre, qui n'aboutit pas. Ses relations avec les Allemands le mettent en contact avec la téléphonie de Siemens, et il crée, en 1930, l'Anonymi Elliniki Tiliphoniki Etairia (Ανώνυμη Ελληνική Τηλεφωνική Εταιρεία) avec l'Ethniki pour prendre la concession des téléphones.

En 1934, Jean Drosopoulos, directeur général de l'Ethniki, lui propose de prendre la direction de la Cartoucherie (Pyrkal). Bodosakis remporte le premier appel d'offres et réalise le premier atelier complet de fabrication d'obus. Sa deuxième commande importante est pour le régime de Franco, qu'il parvient à livrer malgré le blocus. Ces profits lui seront longtemps reprochés. Ils sont réinvestis en modernisation de la production, en vue de la guerre, mais aussi en acquisition de la majorité des parts dans la société des Vins et Spiritueux Votrys (ΑΕ Οίνων και Οινοπνευμάτων Βότρυς), à laquelle il rajoute une unité de production de bière. En 1937, il rachète l'Elliniki Eriourgeia (Ελληνική Εριουργία, Filature de Laine Grecque) qui équipe l'armée en uniformes. En 1940, il est ainsi actionnaire de plusieurs sociétés de fournitures aux armées et participe activement à l'équipement militaire du pays. La guerre le voit se réfugier aux Etats-Unis.

A la libération, en 1947, il reprend la Lipasmata, alors unique usine d'engrais du pays et en relance la production, essentielle à l'amélioration des rendements agricoles. A l'aide d'un prêt de la mission britannique, puis d'un prêt du plan Marshall, il modernise les installations de son usine de Drapetsona près d'Athènes et celles de la mine de pyrite³⁷⁶ de Cassandra dans le nord du pays. En 1953, Lipasmata reprend le chantier naval Vasiliadis au Pirée et l'équipe d'ateliers et de darses modernes.

En 1952, il prend en location la mine de latérites de nickel de Larymna et, en 1963, en collaboration avec la Société Le Nickel, lance Larko. L'usine de Larymna démarre en 1966 la production de lingots de sidéro-nickel.

En 1955, il étudie le projet d'exploitation du lignite de Ptolemaïda, en collaboration avec

³⁷⁶ La pyrite est un minerai qui sert, entre autres, à la fabrication d'acide sulfurique, lui-même nécessaire aux engrais phosphatés.

Krupp, crée la société industrielle et minière des lignites, monte le projet d'usine électrique et de fabrication d'engrais azotés. A cet effet, il crée Liptol, dont il inaugure l'usine en 1957. Mais dès 1958, Caramanlis nationalise l'ensemble.

En 1962, Lipasmata, Ethniki et Rhone-Poulenc s'associent dans XBBE (Χημικές Βιομηχανίες Βορείου Ελλάδος) pour monter l'usine d'acide, engrais et gaz industriels de Salonique.

En 1970, en association avec les Verreries Owens (Illinois) et ETEVA, la banque industrielle d'Etat, il monte une verrerie à Elefsina, qui ouvre ses portes en 1972 et vend des bouteilles pour l'industrie des boissons et rafraîchissements et les laboratoires pharmaceutiques.

La plupart de ces sociétés ont été nationalisées, plusieurs ont disparu (Votrys, Owens, Lipasmata, Elliniki Eriourgia, Pyrkal). Certaines subsistent comme Liptol et Larko, ou vivent sous d'autres formes comme OTE et DEI. Il disparaît à 88 ans en 1979, ayant contribué largement à la création de la base industrielle du pays. Il est aussi un évergète, créateur du village ouvrier de Larymna, d'écoles nombreuses, de bourses d'études, d'établissements religieux, de l'hôpital de Ptolemaïda, du Megaro Estias à Nea Smyrni, fondation destinée à la protection du patrimoine de l'hellénisme d'Asie Mineure.

Plus récemment, il faut citer les deux industriels de l'aluminium, Evangelos Mytilenaios, le repreneur d'Aluminium de Grèce et de Metka (ingénierie) et créateur de Protergia et de M&M Gaz et Nicolas Stasinopoulos, créateur de Viochalko, groupe de sociétés spécialisé dans le cuivre, l'aluminium (Elval) et l'acier (Sidenor).

Le premier groupe³⁷⁷ naît en 1908 d'une société de ferblanterie. L'origine en est le petit atelier ouvert par Evangelos Mytilenaios au Pirée, après une expérience en atelier à Patras. Le Pirée est alors le haut lieu de la construction métallique, notamment navale. Il y fabrique des bougeoirs en fer blanc³⁷⁸, des pointes en orichalque. Il emploie 10 à 15 ouvriers tous originaires, comme lui, de Koroni. « Comme c'était le cas dans de nombreuses petites unités, l'encadrement se faisait dans une large mesure sur la base du lien familial et du lieu d'origine ». ³⁷⁹ En 1926, il se lance dans les lampes à pétrole. Puis dans les fils métalliques. Comme

³⁷⁷ Sources : Kostis, Kostas « *Aluminium de Grèce* », op.cit. Konstantinidis, Serafim : « *L'habile Evangelos Mytilenaios* », Kathimerini, 26 février 2006. Charontakis, Dimitris : « Rêves métalliques de 3 générations » To Vima, 26 mars 2000. Όμιλος επιχειρήσεων Μυτιληναίος in « *Ελληνικές επιχειρήσεις από τον 20^ο στον 21^ο αιώνα* » Editions Kerkyra 2008. Rapports annuels du groupe.

³⁷⁸ Tasakia, me ypodoxi gia keri, τασάκια με υποδοχή για κερί, petites tasses avec un réceptacle pour la cire (bougeoirs).

³⁷⁹ «Όπως συνέβαινε και σε πολλές άλλες μικρές μονάδες , ... η στελέχωση γινόταν σε μεγάλο βάθμο με κρήρια το συγγενικό δεσμό και την εντοπιότητα .», « *Ελληνικές επιχειρήσεις απο τον 20^ο στον 21^ο αιωνα* » (*Entreprises grecques du 19^e au 20^e siècle*) op.cit p. 105.

beaucoup, il exploite les marchés de l’Egypte, du Moyen Orient et de l’Ethiopie. Automatisation, spécialisation, qualité, technologie. Il redémarre après la guerre avec la récupération des boîtes de lait de la Croix Rouge et la fabrication de produits en aluminium pour la maison, puis de tubes d’irrigation, de fils électriques pour DEI et de fournitures pour le brasseur Fix. L’un des trois frères, Georges Mytilenaios, crée l’EPE Geniki Antiprosopon (Γενική Αντιπροσωπειών) et se lance dans le commerce de métaux dans les années 60, représentant des firmes européennes et leur ouvrant les marchés des Balkans et des pays arabes. En 1977, cette entreprise devient Genikis Sidirometallikis AE (Γενικής Σιδηρομεταλλικής) pour le commerce des fils de fer et Genikis Sideridromikis AE (Γενικής Σιδηροδρομικής) en 1980 pour des équipements métalliques pour la maison.

Il faut attendre la 3ème génération pour que le groupe prenne son essor. Evangelos et Jean Mytilenaios créent en 1990 le groupe Mytilenaios, rachètent Metka en 1999 (Μεταλλικές Κατασκευές, Constructions Métalliques), ELVO (Ελληνική Βιομηχανία Οχημάτων, Industrie Grecque de Véhicules) en 2001, Aluminium de Grèce (usine d’Aspra Spitia) en 2005. Plus tard, le groupe profite de la libéralisation du marché de l’électricité pour créer dans le cadre de la société Protergia (50% ENEL Italie, 50 % Mytilenaios) trois unités de production, l’une sur le site d’Aspra Spitia, l’autre à Saint Nicolas de Béotie, la dernière à Aghii Theodori de Corinthe, en collaboration avec Motor Oil. Protergia gère en outre de nombreux parcs photovoltaïques et éoliens. Dans le cadre de la libéralisation du marché du gaz, il crée M&M avec Motor Oil. Le groupe réalise, en 2014, un CA consolidé de 1.23 milliard d’€, dégage un profit avant impôt de 114 millions d’€ et emploie plus de 2500 personnes.

Le groupe Viochalko³⁸⁰ naît en 1937, avec la Société Grecque de Cuivre (Ελληνική Βιομηχανία Χαλκού), à l’initiative de Michalis Stasinopoulos, et de ses frères Jean et Ilias, originaires de Tégée dans le Péloponnèse. La société s’installe rue du Pirée à la limite de Tavros et de Moschato, où elle fabrique des tubes et du matériel de plomberie. Dans les années 50, la société se diversifie dans le façonnage de l’aluminium, profite des crédits du plan Marshall pour moderniser ses équipements et étendre ses installations et s’introduit en Bourse. Elle crée Elval pour développer à Inofyta un laminoir pour l’aluminium et dans les années 60 Etem pour les profilés d’aluminium. En 1960, Cofinindus, maison mère de Socobelge acquiert 33% du capital de Viochalko -Ελληνική Βιομηχανία Χαλκού και

³⁸⁰ « Notice d’introduction en Bourse de Bruxelles et de fusion entre Viohalco et Cofidin » Viohalco 29 octobre 2013. « Un Monsieur 10 % des exportations grecques qui se fait rare » Protothema, 17 mai 2008.

Αλουμινίου Α.Ε.- et crée Viohalco Sanitas SA, dans laquelle Cofinindus détient 49%.³⁸¹ A partir de 1964, Nicolas Stasinopoulos³⁸², fils de Michalis prend les rênes de l'entreprise, où travaillent aujourd'hui son frère, Evangelos, et ses fils Jean et Michalis. Il développe les activités dans la métallurgie de l'acier, en collaboration avec Oerlikon (Suisse), et crée Sidenor.

Aujourd'hui, à travers Chalkor, elle produit des plaques, lingots, tuyaux, conduits et fils de cuivre dans l'établissement d'Inofyta sur la route de Lamia. Ellinika Kalodia vend toutes sortes de câbles en cuivre, aluminium et des fibres optiques. Fulgor produit des câbles sous-marins à Soussaki près de Corinthe. Dans les années 60, la société se diversifie dans les câbles, avec Solinourgia Korinthou. Le groupe a conservé sur la route du Pirée à Moschato les anciens établissements et un Institut de Chimie du Cuivre.

A travers Elval-Etem, le groupe produit plaques, câbles, fils, tuyaux et profilés d'aluminium dans l'établissement d'Inofyta, et de feuilles d'aluminium avec Evmetal.

A travers Sidenor et Sovel, il produit des plaques, et sous-produits du laminage de l'acier dans l'usine d'Almyros et des fers à béton dans celle de Salonique.

Enfin, Ellinika Kalodia produit dans l'établissement de Thisvi en Béotie des tubes d'acier pour l'irrigation et les hydrocarbures.

La famille a ainsi créé un groupe international, installé en Russie, Roumanie et Bulgarie, et en Angleterre (Bridgeworth). 70 % des ventes sont réalisées en dehors de la Grèce et représentent 10 % des exportations du pays. Il réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 4 milliards d'€, des bénéfices de 200 millions d'€ et emploie 8000 personnes.

³⁸¹ Cette société avait livré les rails du chemin de fer Athènes-Salonique dans l'entre deux guerres, qu'une décision d'arbitrage de la Cour de la Haye avait évalué à 4 millions de dollars en 1939. En 1959, les deux gouvernements belge et grec se mettent d'accord pour que cette somme soit investie dans l'industrie grecque, et précisément dans Viochalko. En 1972, Cofinindus est racheté par la Compagnie Lambert (groupe Lambert Bruxelles) qui transfère ses droits à Cofidin et les cède progressivement à Viochalko. Le transfert récent du siège social de Viochalko à Bruxelles s'explique par ces liens anciens. Le capital de Cofidin appartient à Nicolas et Evangelos Stasinopoulos.

³⁸² «ένας άνθρωπος ο οποίος κρατάει απίστευτα χαμηλό προφίλ» (Protothema 17.06.2008 «un homme qui conserve un profil incroyablement bas») et «Γύρω από αυτό το προφίλ έχουν φτιαχθεί αρκετοί μύθοι. Οπως για παράδειγμα ότι μένει ακόμη σε ένα απλό σπίτι στο Νέο Ψυχικό. Οτι για πολλά χρόνια, πριν πεισθεί ότι πρέπει να αλλάξει για λόγους ασφάλειας συνήθειες, κυκλοφορούσε με τα μέσα μαζικής μεταφοράς. Αλλά και ότι, μέχρι πρόσφατα τουλάχιστον, στενοχωριόταν εάν επισκεπτόταν κάποιο εργοστάσιο της Βιοχάλκο και οι εργαζόμενοι τον γνώριζαν από την πρώτη στιγμή...» (« Autour de ce profil ont été fabriquées pas mal de légendes. Ainsi, par exemple, qu'il vit seul dans une maison simple à Neo Psychiko. Qu'il y a pas mal d'années, avant de le persuader de modifier ses habitudes pour des raisons de sécurité, il prenait les transports en commun. Mais aussi, qu'il était gêné de ce qu'en visitant quelque usine de Viochalko, les ouvriers le reconnussent tout de suite. »)

iii. Les industriels de Messénie

L'enquête de terrain menée auprès de 28 industriels de Messénie, en 2014, révèle des personnalités particulièrement actives.

Jean Tsavolakis, oenologue diplômé de l'Université Aristote de Salonique, s'installe à Kalamata en 1973. Il a suivi de près les travaux d'Emile Peynaud, professeur d'œnologie à Bordeaux. En 1977 il entre à la coopérative Nestor³⁸³ et y importe ses méthodes de vinification du Chardonnay et du Cabernet Sauvignon. Il contribue à la culture de ce dernier cépage dans une région, jusque-là spécialisée dans le raisin sec et dans le moût de raisin de Chardonnay. La plaine de Pylos du côté de Gialova est alors occupée par Inotrans Transtekom, Nestor, Vacchos et VESO, les héritiers de l'OOEE du début du siècle. Cet ensemble exportait encore, dans les années 70, 25.000 tonnes de moût vers la France, avant que la transformation du marché ne réduise à néant ce flux d'exportation.

Les vicissitudes de la coopérative Nestor le conduisent à vendre les terrains de Gialova et à installer un chai moderne à Pyrgos de Triphylie, avant de la quitter en 1997. Il s'associe en 1998 à Takis Tsongoros pour fonder Inomessiniaki (Οινομεσσηνιακή), dont il détient 30 % des parts. Takis Tsongoros, juriste de formation, dirige la société Astir, qui commercialise jus de fruits et vins (notamment moût de raisin) sur la zone industrielle de Kalamata, au carrefour de la route d'Athènes et de la route de Pylos. En 1998, il arrête Astir et se lance, sur le même site, avec le concours de Tsavolakis, dans la production de vin. Ce dernier développe les Chardonnay et Cabernet Sauvignon sous le nom d'« Anima ». La réussite de cette collaboration n'empêche pas les deux familles de se trouver à l'étroit. Elles se séparent à l'amiable et Jean Tsavolakis se relance, en 2005, dans une troisième aventure, celle de Biovin, où il développe à nouveau un Chardonnay (Pamisos), un Cabernet (Epilektos) et divers mélanges (rosé Valyra, blanc Isadora). Il est installé en face de l'aéroport sur la route de Kalamata à Pylos. L'entreprise emploie 8 personnes, dont 3 sont membres de la famille, un jeune œnologue et le personnel de manutention.

Il est un bel exemple de créativité et d'esprit d'entreprise.

L'entreprise Zygouris fabrique des remorques (trailers) et des citernes en aluminium pour des semi-remorques, à l'entrée de Kalamata, près du carrefour d'Asprochoma. Elle a été créée en

³⁸³ Site du Chais Porto Karras, "It is also worth mentioning the extremely significant contribution of the father of modern wine-making, University of Bordeaux Professor Emile Peynaud, who assisted in developing the first "Greek" Cabernet Sauvignon". (Il vaut de mentionner aussi la contribution extrêmement significative du père de la vinification modern, le professeur de l'Université de Bordeaux, Emile Peynaud, qui a aidé à développer le premier Cabernet Sauvignon "Grec").

1935 par Sotiris Zygouris, grand-père de l'actuel dirigeant Efstathis.

Elle utilise les matériaux les plus modernes (aluminium et Hardox, acier résistant), dispose de lignes de découpe et de collage à commande numérique robotisées.

Elle vend par l'intermédiaire d'entreprises comme Sfakianakis (DAF) ou Viochalko, dont elle sous-traite les commandes à l'intérieur du pays ou à l'exportation. La capacité de production est certes relativement limitée, mais sa forte spécialisation et son équipement avancé lui assurent une place de sous-traitant rare en Grèce. Elle réalise un chiffre d'affaires de 5 millions d'€ en 2014.

L'entreprise reste familiale. Madame Zygouris, qui dirige aussi l'huilerie Manifoods, installée dans la plaine de Kalamata (huile d'olive Maniterra), travaille aussi, avec sa fille, à la comptabilité. Bel exemple de diversification prudente.

Agrovim AE est, après Minerva (groupe Paterson Zochonis) et Elais (Unilever), le 3ème producteur d'huile d'olive de Grèce. Elle réalise un chiffre d'affaires de 28 millions d'€ en 2014. Elle emploie 60 personnes de manière régulière et jusqu'à 200 personnes à la saison. Elle réalise 20 % des exportations grecques d'huile d'olive et commercialise la moitié de la production d'huile de Kalamata, qui bénéficie d'une AOC. L'entreprise a été créée par Andréas Gyfteas en 1964, sous la forme d'un commerce d'huile d'olive et de fruits et figues secs, orienté rapidement vers l'exportation. Son fils Dimitris a transformé l'entreprise en installant, en 1998, dans la plaine de Kalamata l'usine ultra moderne qu'il dirige. Celle-ci analyse et certifie, stocke et embouteille l'huile produite par 350 producteurs et pressoirs certifiés et sous contrat. Elle dispose de 5 lignes d'embouteillage et d'une capacité de traitement de 15.000 tonnes d'huile et de 10.000 tonnes d'olives. Sa fille Evgenia (Jenny), personnalité rare et forte, assure la commercialisation et vend sous la marque Iliada dans 50 pays. Agrovim salarie un spécialiste en *food technology* et un spécialiste de marketing.

Enfin, les Frères Petropouli. Georges démarre avec une épicerie dans le quartier des réfugiés de Messine, en 1949. Ce sont ses deux fils Thanasis et Petros qui utilisent les capitaux familiaux et le Programme Européen de Développement pour créer une fromagerie ultra moderne en 2009 à Panagitsa à deux kilomètres au nord-est de Messine. Depuis Petros a créé une autre fromagerie à Eva, plus loin sur la même route. Georges, fils de Thanasis, diplômé en économie, exerce ses talents dans la commercialisation. La fromagerie emploie 30 personnes dont 7 membres de la famille. Elle réalise un chiffre d'affaires de trois millions d'€. Elle fabrique, dans des ateliers immaculés, la *sfela*, la *feta*, le *kefalotyri* ou *myzithra* et la *graviera*

(*Σφέλα, Φέτα, Κεφαλοτύρι, Μυζήθρα, Γραβιέρα*). Système de pasteurisation, cuves de chauffage, bacs de séchage, frigidaires de repos et maturation, personnel en vêtements blancs, bottes et toques blancs, travaillant en silence, le patron à la retraite, mais bien présent pour surveiller les opérations et mettre la main à la pâte. Dans un marché en recul, les ventes progressent.

On peut citer 40 autres exemples d'entreprises dynamiques, spécialisées, bien équipées, familiales pour la plupart, mais parfois associant deux ou trois jeunes, comme Epikouros ou Perialisi, qui témoignent d'un esprit d'entreprise vivace et récent.

La Grèce n'est ainsi ni un désert d'entreprises industrielles, ni un espace « en retard » d'initiative ou de développement. Au contraire, la vivacité de l'entrepreneuriat est manifeste. Elle repose sur un tissu d'entreprises privées très caractérisé dans ses formes et sa taille, et sur un emploi lui-même original dans la nature des relations de travail et du rapport au travail.

2°) Au cœur de la société grecque, la famille, comme une libre entreprise. Approche quantitative

Une approche quantitative de l'entreprise est possible pour définir les structures dans lesquelles s'inscrit l'esprit d'entreprise. Il est possible aussi, dans la mesure où les données le permettent, de retracer leur histoire et les comparer à celles d'autres pays, et de leur donner ainsi la profondeur de champ nécessaire.

La forme massivement présente en Grèce pour développer une libre entreprise est celle de la famille.³⁸⁴ Mais il ne faut pas se méprendre. La famille n'est jamais déclarée dans les statistiques en tant que telle. Une entreprise personnelle, même de petite dimension ne recouvre pas forcément un ensemble familial. Pour la repérer, il faut enquêter.

Aux trois niveaux de la forme juridique, de la taille et de l'emploi, le souci de localiser le pouvoir de décision au sein de la famille apparaît structurant. Qu'il s'agisse d'entreprises cotées en Bourse d'Athènes, d'artisans auto-entrepreneurs ou des PME constitutives de l'essentiel de l'industrie grecque, le contrôle du pouvoir de décision par la famille étroite est

³⁸⁴ Ceci n'exclut, évidemment pas, que des initiatives se développent en marge de la famille, comme celles de l'Etat (services publics industriels), de coopératives (par exemple la Cave coopérative de Némée), ou d'associations de capitaux (comme l'Elliniki Atmoplia ou le Neorion -Νεώριον- d'Hermoupolis).

quasi général.

Le pays, sous cet angle, se distingue du Nord de l'Europe, qu'il s'agisse des formes juridiques adoptées ou de la taille, et se rattache à un modèle qui semble appartenir à l'aire méditerranéenne. Malgré les transformations profondes de la société grecque au XX^{ème} siècle, ce modèle persiste, sous des formes moins tranchées.

1. Formes juridiques de l'entreprise³⁸⁵

Les formes juridiques choisies en Grèce par les entreprises industrielles nous disent-elles quelque chose sur leur comportement ou leurs structures ? Se distinguent-elles du reste de l'Union Européenne ? Pour éclairer la problématique du choix par l'entrepreneur d'une forme juridique, qui comporte à vrai dire plusieurs aspects, et avant de détailler les statistiques disponibles, le recours aux lumières de l'économiste anglais Stuart Mill paraît utile³⁸⁶.

i. Problématique

Le choix de la forme juridique obéit, pour les intéressés, à plusieurs préoccupations : réunir des capitaux en associant plusieurs apporteurs, définir les niveaux de responsabilités et la rémunération des apports³⁸⁷, assurer l'efficacité de l'exploitation en liant l'intérêt de tous. Pour l'Etat, il obéit à des objectifs différents, assurer la fluidité du marché des capitaux pour muscler la croissance, et la transparence des opérations pour protéger les actionnaires et des tiers. Pour le moraliste du XIX^{ème} siècle, dans une réflexion peu éloignée de nos recherches sur les caractéristiques de l'entreprise en Grèce, le choix relève d'une réflexion sur la dépendance au travail. L'affaire personnelle présente l'avantage de la liberté et de l'indépendance, mais l'inconvénient d'isoler le travailleur (« labourer ») et sa famille du reste de la société. Les associations de formes diverses rompent inversement l'isolement des travailleurs, mais c'est pour les exposer à la domination de patrons. Il faut dérouler le fil pas à pas.

³⁸⁵ Voir en annexe 12 la définition des formes juridiques.

³⁸⁶ John Stuart Mill, *Principles of Political Economy with some of their Applications to Social Philosophy* (édition de 1949).

³⁸⁷ Adam Smith, « A joint stock company, consisting of a small number of proprietors, with a moderate capital, approaches very nearly to the nature of a private co-partnery, and may be capable of the same degree of vigilance and attention » (livre V chapitre 1^{er}). « Une SA, formée d'un petit nombre de propriétaires, avec un capital modéré, se rapproche beaucoup d'un partenariat privé, et peut être capable du même degré de vigilance et d'attention. »

Dans le cas d'une affaire personnelle, la responsabilité du propriétaire est illimitée et porte sur l'ensemble de ses biens propres, son pouvoir est sans partage et la rémunération lui est attribuée intégralement. Pour l'équilibre de la société et la performance de l'économie, ce n'est pas sans intérêt. L'entrepreneur est directement intéressé à sa réussite, responsable de ses résultats, indépendant. C'est aussi la forme la plus simple et la moins bureaucratique. Mais elle limite la constitution de capitaux au seul apport personnel (éventuellement familial au sens étroit) et à l'autofinancement. De plus, comme le fait remarquer Stuart Mill, elle ne présente pas de garantie de publicité des comptes et des opérations et ne protège que médiocrement les tiers contre les fraudes éventuelles de l'entrepreneur.³⁸⁸ Indépendance, mais secret du domaine privé.

Pour drainer des capitaux au lancement de l'entreprise, ou pour financer des investissements dépassant la capacité de l'entrepreneur et de sa famille au sens étroit, ce dernier doit s'associer : se posent alors les trois problèmes de la responsabilité, du pouvoir de décision et de la rémunération des apports ; mais aussi des questions de publicité et de protection des partenaires.

Dans le cas des SNC (OE en grec, Ομορρυθμη εταιρεια, partnership en anglais), la responsabilité des associés est illimitée, sur leurs biens propres, et pouvoir et rémunérations sont égaux : cette forme convient bien à l'association de membres d'une famille élargie, à des « coups » commerciaux limités dans le temps, à des répartitions simples de compétences. De plus, elle dispense de toute publicité des comptes. Cette forme « rustique » d'association est, de très loin, la plus répandue en Grèce. En 1920, 70 % des associations industrielles sont des SNC et encore 68 % en 1958. Elle a aussi été utilisée massivement à l'origine des révolutions industrielles en Europe au XIX^e siècle. Patrick Verley³⁸⁹ note que 77 % des actes de fondation en France, entre 1840 et 1859, relèvent de SNC, et 83 % entre 1860 et 1879. Et Denis Woronoff souligne de même : « les SNC fournissent les gros bataillons, probablement les trois quarts des effectifs. »³⁹⁰ Mais la SNC, par le nombre forcément limité de ses associés convient à la seule petite entreprise. J.S. Mill note en outre que le caractère illimité de la

³⁸⁸ John Stuart Mill, op cit. « Lorsqu'on traite avec un particulier, on a pour garantie sa responsabilité pécuniaire, qui est sans limites, mais on n'a pas celle qui résulte de la publicité des bilans et de la certitude qu'un capital connu et considérable a été versé. » ((Livre V, chapitre 9) « In the case of an individual, there is such security as can be founded on his unlimited liability, but not that derived from publicity of transactions, or from a known and large amount of paid-up capital. »

³⁸⁹ Patrick Verley. « *La Révolution Industrielle* » Gallimard Folio, 1997.

³⁹⁰ Denis Woronoff. « *Histoire de l'industrie en France du XVI^e siècle à nos jours* ». Le Seuil 1994.

responsabilité y est un obstacle à la participation des employés, qui trouvent dans les coopératives agricoles, les mutuelles ou les SCOP³⁹¹ des instruments mieux adaptés. Enfin, la transparence des opérations, comme pour l'affaire personnelle est faible ou inexistante.

La recherche de capitaux est le motif qui justifie la mise au point de formes plus élaborées. *Dans les commandites*, simples ou par actions (EE en grec, Ετερορρυθμη Εταιρεια, en anglais, limited partnership), le commandité est responsable sur ses biens propres et exerce le pouvoir de décision ; le commanditaire n'est responsable que sur ses apports. Cette forme permet d'associer capitalistes et techniciens³⁹², elle continue à bénéficier, en Europe, d'un goût prononcé des grandes familles industrielles (Lagardère, Michelin, Bolloré, en France), le commanditaire n'étant soumis qu'à des obligations limitées de publicité. Elle reste relativement rare, aussi en Grèce. Mais c'est un premier pas vers l'élargissement des associations.

Les sociétés anonymes sont la forme la plus aboutie, la plus structurée et en même temps la plus règlementée, qui répond à l'objectif de recherche de capitaux. La responsabilité y est limitée au montant des apports. Les parts sociales sont cessibles (dans la SA) librement sur des marchés organisés, les marchés boursiers. La nécessité de protéger les petits actionnaires et les tiers contre les dirigeants a justifié la régulation par l'Etat, qui a soumis longtemps leur création à une autorisation préalable, leur a imposé une tenue, une publicité et une vérification rigoureuses de leurs comptes, et un capital minimum. Les SA ont en effet longtemps suscité la méfiance, et à juste titre, après la crise spéculative de 1873 née autour des mines de plomb argentifère du Laurion, qui avait ruiné les épargnants³⁹³. En Grèce, le Code de Commerce français de 1807 sert de modèle au cadre de fonctionnement des sociétés commerciales. La Bourse des Valeurs est créée dès 1876, mais elle ne traitera longtemps qu'un nombre limité de titres, emprunts d'Etat, titres de compagnies de navigation et d'assurances, de sociétés de chemins de fer, de banques.

Dans l'histoire économique, les SA sont considérées comme une des innovations majeures qui accompagnent la Révolution industrielle, en permettant le financement abondant et fluide.

³⁹¹ SCOP, Société Coopérative Ouvrière de Production.

³⁹² Stuart Mill signale leur intérêt pour l'inventeur, qui demeure maître de son invention et de sa mise en œuvre, tout en intéressant des investisseurs désireux de limiter leur responsabilité à leur apport op. cit.

³⁹³ En l'absence de Bourse de valeurs, le marché était organisé au café « La Belle Grèce » (Η Ωραιία Ελλάς), à l'angle des rues Hermès et Eole.

Pourtant, cette forme juridique est restée marginale dans tous les pays de l'Europe, la limitation de responsabilité et l'anonymat inspirant de la méfiance aux épargnants. On la rencontre dans des activités « sûres » comme les transports et les communications, le système financier (banques et assurances), les monopoles d'équipement urbain (eau, gaz), dans lesquelles la garantie de l'Etat n'est jamais loin. Dans l'industrie, on la rencontre surtout dans l'industrie lourde (mines, métallurgie, mécanique) en raison des besoins en capitaux. J.S. Mill considérait que les SA, comme les commandites, présentaient un risque moindre que les autres formes en raison des obligations légales de publicité et de versement des capitaux et, de ce fait, devaient être dispensées d'autorisation préalable et de toute autre formalité.

En réalité, elles ne se sont développées que lorsque leur création, suivant ce conseil, a été libérée. En France, la loi de 1867 supprime l'autorisation préalable du Conseil d'Etat. En Grèce, il faudra attendre la loi de 1920 pour qu'elles soient dispensées d'autorisation préalable et l'on verra que c'est bien à partir de cette date que commence leur essor.

Mais, comme le notent Patrick Verney et Denis Woronoff, il y a une autre raison à cet essor : les propriétaires d'entreprises familiales ont aussi compris qu'ils pouvaient en conserver le contrôle pour eux et leur famille. Cette raison renvoie à notre réflexion sur l'entreprise familiale en Grèce, qu'éclaire le débat qui s'exprime dans les livres IV et V des *Principles* de J.S. Mill : le résultat social légitime du progrès industriel est-il l'indépendance du travailleur dans une petite structure autonome et isolée ; ou bien dans l'association au sein de grandes structures concentrées, le travailleur y perdant son indépendance sous l'autorité d'un patron ?

Ce qui choque J.S. Mill, c'est la dépendance du salarié. « Je ne puis imaginer qu'il se contente durablement de la condition de salarié, et comme son ultime sort. Commencer par louer sa force de travail, ensuite après quelques années, travailler pour son propre compte, enfin employer les autres comme salariés, c'est la condition normale des travailleurs dans un pays nouveau. »³⁹⁴ Mais inversement, il estime que le but d'une société n'est pas de fabriquer des individus isolés de tout commerce : « On pourrait viser un peu mieux, comme but du progrès industriel, que la dispersion de l'humanité sur terre en familles isolées, dominées chacune par

³⁹⁴ « I cannot think that they (the labourers) will be permanently contented with the condition of labouring for wages as their ultimate state. To begin as hired labourers, then after a few years to work on their own account, and finally employ others, is the normal condition of labourers in a new country. »

un patriarce despotique, à peine liées par des intérêts communs ou par la nécessaire communion spirituelle avec les autres êtres humains. »³⁹⁵

Il faut donc sortir de cette alternative, travailleurs indépendants mais isolés, ou travailleurs associés mais dépendants de leurs patrons. J.S. Mill observe les coopératives ouvrières de production qui se multiplient dans la France de 1848. « Il y a peu de doute que le statut de travailleur salarié tendra à se confiner à la description de ceux du peuple que leurs faibles qualités morales rendent inaptes à l'indépendance ; et que la relation patron-salarié sera progressivement remplacée par un partenariat sous deux formes : dans certain cas, association des travailleurs avec le capitaliste, dans d'autres et peut-être en fin de compte dans tous les cas, l'association des travailleurs entre eux. »³⁹⁶

ii. En Grèce et ailleurs

Dans tous ces développements, historiques ou thématiques, la Grèce n'est pas un cas complètement original.³⁹⁷ Mais il leur correspond parfaitement par la prégnance de la structure familiale autonome et dans une moindre propension aux associations, par comparaison au reste de l'Union Européenne.

. *En Europe*. Les données disponibles³⁹⁸ montrent de manière claire (tableau 38) que la Grèce se distingue du reste de l'Europe, pour ses entreprises industrielles (hors construction), par le petit nombre relatif de sociétés anonymes et de commandites (E1) et le grand nombre relatif d'affaires personnelles. On peut préciser que par rapport à sa population totale, elle compte le

³⁹⁵ « Something better should be aimed at, as the goal of industrial improvement, than to disperse mankind over the earth in single families, each ruled internally by a patriarchal despot, and having scarcely any community of interest, or necessary mental communion, with other human beings. »

³⁹⁶ « There can be little doubt that the status of hired labourers will gradually tend to confine itself to the description of workpeople whose low moral qualities render them unfit for anything more independent : and that the relation of masters and work-people will be gradually superseded by partnership, in one of two forms: in some cases, association of the labourers with the capitalist; in others, and perhaps finally in all, association of labourers among themselves. »

³⁹⁷ On y dispose, depuis 1920, de statistiques sur les formes juridiques utilisées, ainsi que sur la répartition de l'emploi entre elles. On dispose de même d'études fouillées sur les sociétés anonymes (Pepelasi 2006 et 2011, Vaxevanoglou 1994).

³⁹⁸ Les données sont celles fournies par Eurostat (statistiques SBS), mais les dates ne sont pas homogènes pour tous les pays et la Grèce ne donne pas de chiffres au-delà de 2007. Ceci nous a conduit à retenir 2007 comme date commune. Selon les définitions d'Eurostat, E1 est sole proprietorship (entreprises détenues par une seule personne physique, càd affaires personnelles ou AP, atomikes epicheirisis), E2 est limited partnerships (càd commandites, ou EE en grec) et joint stock companies with or without limited liability (càd SA et SARL ou AE et EPE en grec) and E3 is general partnership (càd Sociétés en Nom Collectif SNC ou OE en grec), coopératives (en grec synetairies), entreprises publiques et associations à but non lucratif.

plus grand nombre d'habitants par SA et commandites (et inversement le plus petit nombre d'habitants par affaire personnelle). Les profils les plus proches sont ceux de l'Italie et de l'Espagne, les plus éloignés ceux de la Belgique, du Danemark, de la France et des Pays-Bas. L'Espagne méditerranéenne se rapproche paradoxalement du Danemark et l'Allemagne industrielle de la Grèce. Ces deux profils de formes juridiques sont d'autant plus surprenants que le nombre d'habitants par entreprise industrielle rassemble bien tous les pays du Nord et distingue nettement des pays du Sud.

Tableau 38. Distribution des formes juridiques des entreprises industrielles, par pays en Europe, en 2007, en %.

	E1	E2	E3	Total
Belgique	38,1	57,6	4,3	100
Danemark	35,2	50,3	14,5	100
Allemagne	50,0	31,8	18,2	100
Grèce	68,6	10,1	21,3	100
Espagne	34,9	56,3	8,8	100
France	39,8	44,5	15,7	100
Italie	46,5	26,6	26,9	100
Pays-Bas	40,6	41,7	17,7	100
Portugal	53,4	45,6	0,9	100

Source : Eurostat, statistiques SBS (démographie). E1 regroupe toutes les affaires personnelles à responsabilité illimitée. E2 regroupe les sociétés anonymes, à capitaux et à responsabilité limitée et les commandites. E3 regroupe les autres formes d'association, dont les SNC, les coopératives et les entreprises détenues par l'Etat.

Si l'on étend la recherche à l'ensemble des entreprises, tous secteurs confondus, on constate que la part des affaires personnelles en Grèce est encore plus élevée (78 %) que dans les entreprises industrielles. Dans la construction, la proportion des AP atteint 75 %, dans les services, (commerce, HCR, services aux entreprises), elle dépasse 80 %.

La catégorie E3 serait intéressante, si l'on disposait de plus de détails sur la répartition entre coopératives, entreprises publiques et SNC ou commandites. On observe que les deux taux les plus élevés se trouvent en Grèce et en Italie, probablement en raison de l'importance des SNC dans ces deux pays.

. *Historiquement, en Grèce.* Cet attachement de l'industrie grecque à des formes « archaïques » était encore plus net dans le passé. Il a évolué dans le temps, autant qu'on peut le suivre, de 1920 à 2007.

Entre-deux-guerres, les deux recensements industriels de 1920 et de 1930 ne permettent de comparer que les SA (on ne distingue pas les AP des SNC et des commandites, OE et EE)³⁹⁹ et encore les données ne concernent que les entreprises employant plus de 5 personnes.

Les SA en 1920 sont bien peu nombreuses, 152 sur 2852 en 1920 (Tableau 39). Leur part dans l'ensemble est de 5.3 %, mais elle s'accroît avec la taille, 2.6 % entre 6 et 25 salariés, 18.5 % au-dessus de 26 salariés⁴⁰⁰. Si l'on admet, quelque peu arbitrairement, qu'en dessous de 6 employés, il n'y a pas de SA, alors les 152 SA peuvent être rapportées aux 33.810 entreprises industrielles, dont elles représentent 0.43 %.

Tableau 39. Nombre d'entreprises industrielles en 1920, par forme juridique et par taille (unités).

	6 à 25 employés	> 26 employés	total
SA	62	90	152
autre forme	440	137	577
autre privé	1804	219	2022
public	59	42	101
Total	2365	488	2852

Source : *ESYE, recensement industriel de 1920*

Lorsque l'activité requiert une dimension plus grande, le recours aux formes « plus évoluées » s'accroît : en 1920, dans les 97 entreprises de la branche mines, sidérurgie, mécanique lourde employant plus de 26 personnes, toutes formes juridiques confondues, les 36 SA représentent 37 %. De même dans les 22 entreprises de la branche chimie, les 13 SA représentent 59 %.

En 1930 on dénombre de même 715 SA industrielles recensées qui occupent a priori plus de 6 personnes. Le nombre de SA s'est donc fortement accru et ce sont probablement les effets de la loi de 1920.⁴⁰¹ Elles représentent désormais 1.05 % des 68.195 entreprises industrielles.

On peut comparer, entre 1920 et 1930, la répartition des activités entre les branches regroupées, qui n'est pas non plus sans incertitude. Mines, métallurgie et construction d'une part, industries agroalimentaires, bois et papier d'autre part concentrent plus des 2/3 des

³⁹⁹ On rappelle que les AP sont les affaires personnelles (ατομικές επιχειρήσεις), que les OE (Ομόρρυθμοι εταιρείαι) sont les Sociétés en Nom Collectif (SNC) et que les EE (Ετερόρρυθμοι εταιρείαι) sont les Sociétés en commandite.

⁴⁰⁰ Malheureusement, ce croisement taille forme juridique n'est pas suivi.

⁴⁰¹ Même si la loi de 1920 continue à soumettre à autorisation préalable la création des SA, lorsque leur capital dépasse 3 millions d'€.

sociétés. Les croissances les plus fortes se situent dans l'agroalimentaire et dans le textile, branches probablement plus dispersées, et plus familiales. Les familles ne trouvent plus de difficultés à transformer le cadre juridique de leur activité.

Tableau 40. Répartition des SA par grandes branches entre 1920 et 1930 (unités)

	1920	1930
Mines métallurgie construction	49	208
IAA bois et papier	53	298
Textile	10	109
Chimie	21	36
Services Publics, impression	19	64
Total	152	715

Source : *ESY, recensements industriels de 1920 et 1930*

Après la guerre, à partir de 1958, la part des AP (les SNC et commandites, OE et EE, sont désormais analysées séparément) se réduit lentement avec le développement de l'industrie, hors construction, jusqu'en 1988 (tableau 41). Entre 1988 et 1995, leur nombre diminue, comme on l'a vu pour toute l'industrie, de moitié, mais leur part seulement de 1.4 point. Cette part se redresse entre 1995 et 2000, en même temps que leur nombre, probablement dans le cadre du redressement des années 1996-2004, avant de décliner à nouveau jusqu'en 2005.

On observe la poussée des partenariats empruntant la forme des SNC (OE), dont la part, en 1995, atteint 20.6 % de l'ensemble. Leur part diminue en 2000 sous la poussée des AP et se redresse en 2002 et 2005, tandis que leur nombre se stabilise.

Les commandites (EE), SA et Sarl (AE et EPE), formes plus « évoluées » d'association, voient leur nombre et leur part se développer vivement de 1958 à 1988 (de 948 à 12.224 et de 0.8 à 8.1 %) ; après le repli en nombre entre 1988 et 1995 (mais pas autant que les SNC et les AP, leur part augmentant de ce fait), la poussée continue : les nombres passent de 8.728 en 1995 à 10.482 en 2002 et à 9.967 en 2005, et leur part qui avait décliné à 9.2 %, passe à 10.8%. C'est le fait surtout des sociétés anonymes.

Du point de vue de l'emploi, on note que si les AP sont dominantes dans l'industrie, elles n'y emploient qu'un peu plus du 1/4 des effectifs industriels en 1988 et que leur part y a décliné de 37 à 27 %. Inversement, les SNC et les SA constituent le réservoir principal d'emplois

industriels et emploient 65 % de leur total. On ne dispose pas de séries plus récentes, mais on peut supposer que cette tendance s'est prolongée.

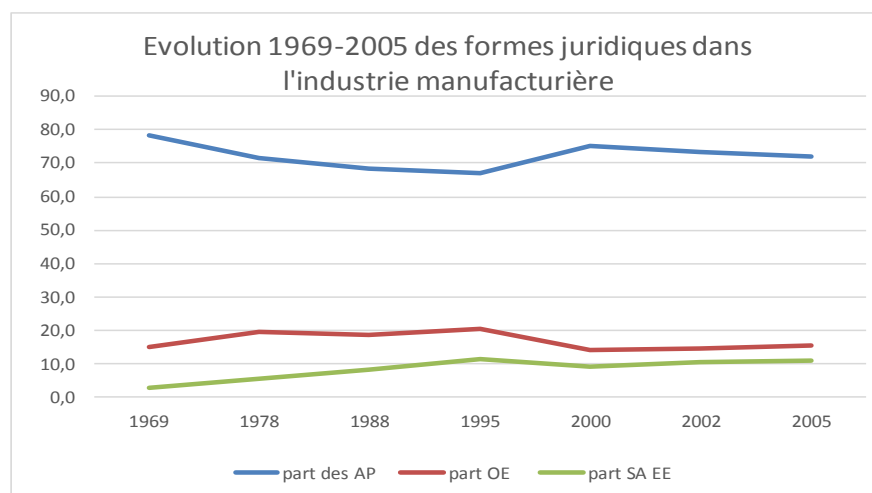
Tableau 41. Distribution des entreprises industrielles par forme juridique, entre 1958 et 1988, en %

	1958	1969	1978	1988	1995	2000	2002	2005
AP	85,5	77,2	71,7	68,5	67,1	75,3	73,4	72,0
OE	9,5	15,2	19,4	18,9	20,6	14,3	14,8	15,7
EE	0,3	0,6	1,3	1,9	2,4	1,3	1,4	1,5
SA	0,4	1,7	2,9	4,1	6,0	5,5	6,5	6,8
Sarl	0,1	0,7	1,6	2,1	3,1	2,4	2,6	2,5
Autres	4,1	4,7	3,1	4,5	0,8	1,2	1,2	1,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ESYE, recensements industriels⁴⁰² ; fichiers d'entreprises

Le graphique 14 illustre le resserrement de l'écart entre AP et l'ensemble des SA et Commandites, indépendamment des variations du nombre total d'entreprises industrielles. La limitation de responsabilité attire les entrepreneurs ; l'engouement récent pour les EURL (IKE) le confirme.

Graphique 14. Evolution des formes juridiques dans l'industrie manufacturière 1969-2005



Source : ESYE, enquêtes industrie, fichiers d'entreprises

⁴⁰² Les chiffres sont sous-estimés dans le recensement de 1958, qui n'enregistre pas les résultats des dèmes de moins de 5000 habitants. Il est difficile par ailleurs d'expliquer les variations de nombre et de part du poste Autres (coopératives, entreprises publiques, κοινοπραξία ou joint venture). On ne dispose pour la période 1988 à 2000 que d'analyses du SEV, conservées à la bibliothèque d'Elstat, et, au-delà, d'un recensement d'Elstat effectué en 2002, puis de l'annuaire Elstat 2008-2009 pour les années 2005 et 2006. Les tableaux ont été reconstitués hors agriculture. Les services incluent la construction et les « inconnus ». En 1988, on a redressé les nombres de OE et de SA, manifestement interpolés, même si un examen minutieux des séries d'Elstat ne révèle pas d'erreur de « copiste ». et si les chiffres détaillés concordent bien avec les totaux. On a noté dans les services l'importance des coopératives dans le transport et dans la construction, celle des κοινοπραξίες ou associations sur projet).

Il eût été bien intéressant de connaître le comportement de l'entrepreneur d'industrie en Grèce en temps de crise, en ce qui concerne la propension à s'associer et le mode choisi. Mais on ne dispose de données que pour les créations ou les dissolutions.

Les SA ne représentent plus qu'une infime part des créations (5% en 2010, 2% en 2015), mais aussi des dissolutions d'entreprises ; positif de 2010 à 2014, le solde s'inverse en 2015, à la fois par baisse de la natalité et hausse de la mortalité, et ce, de manière plus accentuée pour les Sarl.

Les AP représentent toujours plus de 70 % de l'ensemble des créations ; leur natalité s'affaiblit en 2014 et 2015 (baisse de 35 % par rapport à 2012), mais leur mortalité encore plus, ce qui permet non seulement de maintenir mais d'accroître le solde positif. L'évènement est la création en 2012 de l'entreprise personnelle à responsabilité limitée (IKE)⁴⁰³ qui connaît un franc succès, notamment en raison de frais peu élevés et de formalités réduites. Ce succès explique la diminution de la part des AP entre 2012 et 2015 de 76 à 71 % : la part des IKE atteint en effet 12 % en 2015.

Les SNC et à un moindre degré les commandites, qui représentaient 17 % des créations en 2010, en représentent encore, en 2015, 12 %, mais leur mortalité est élevée : sur les années 2012 à 2015, le solde négatif est de près de 8.500.

L'étude citée plus haut de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Messénie pour les années 2006 à 2013⁴⁰⁴ montre que, dans le total des créations d'entreprises, 81.4 % sont des AP. Les SA représentent 2.5 % contre 4.5 % en Grèce, les SNC 11.3 % et les commandites 4.8 %. Autres lieux, autres mœurs. Les soldes sont nettement positifs dans toutes les catégories pour la période, mais ils s'inversent en 2012 et 2013.

iii. Forme juridique et famille

Reste la question du lien entre forme juridique et structure familiale. Une affaire personnelle est sans doute a priori familiale, mais l'évolution des mœurs conduit sans doute, en Grèce aussi, à ce que l'épouse, les enfants, vivent parfois une vie entrepreneuriale propre. Le lien doit être démontré pour les autres formes associatives. SNC, kinopraxia, commandites, sont normalement des formes qui associent des familles différentes dans des entreprises communes, risques et profits étant partagés et l'engagement sur fonds propres illimité. Les coopératives, essentiellement limitées au monde de l'agroalimentaire, regroupent en revanche des producteurs agricoles indépendants et donc des familles. Les entreprises publiques

⁴⁰³ IKE, Ιδιωτική Κεφαλαιουχική Εταιρία, sociétés unipersonnelles à capitaux (et responsabilité limitée).

⁴⁰⁴ Eleftheria 2014.

excluent la notion de famille (services publics de l'eau et de l'électricité).

Quant aux SA, il semble bien qu'elles aient été et soient encore des structures utiles pour lever des capitaux, et pas toujours sous contrôle familial. C'est ce que l'on peut conclure de l'étude d'Aliki Vaxevanoglou⁴⁰⁵, effectuée à partir de 291 SA (dont 215 industrielles) dépouillées en 1925-1926. 81 de ces sociétés sont cotées en Bourse d'Athènes (dont 60 industrielles). Dans ces 291 sociétés existent 1545 postes d'administrateurs, soit 5.3 par société (pour les sociétés cotées en Bourse, les chiffres sont de 81 et 668, soit 8.3 postes d'administrateur/société). En revanche, ces postes ne sont occupés que par 988 personnes (461 pour les sociétés cotées). En effet, 260 d'entre elles participent à plus d'un Conseil d'Administration (69 d'entre elles à au moins 4 conseils). Cette extrême concentration concerne le pouvoir, mais pas la propriété familiale des capitaux. L'étude note que 384 de ces personnes (39 %) appartiennent à 152 familles soit 52 % des 291 entreprises. Notre propre analyse des sociétés industrielles cotées en Bourse de 1930 nous permet d'affirmer qu'au moins la moitié d'entre elles sont effectivement des affaires familiales, mais qu'une autre moitié est bien le résultat d'association de capitaux et d'entrepreneurs.

En revanche, notre analyse des 140 entreprises industrielles cotées en Bourse en 2011⁴⁰⁶ montre que la plupart d'entre elles sont contrôlées par des familles. De même, les 27 interviews, menées en 2014 en Messénie auprès d'entreprises industrielles, montrent clairement que les entreprises sont familiales, parfois depuis plusieurs générations. Cet échantillon est d'ailleurs représentatif de la centaine d'entreprises étudiées dans le département. On pourrait en conclure que si, lors du développement industriel de l'entre-deux-guerres, les SA ont été un outil de mobilisation de capitaux au-delà du cercle étroit de la famille, leur évolution ultérieure semble avoir été de plus en plus le fait des familles.

Ce caractère familial peut être approché aussi à travers la taille des entreprises (tableau 42). En 1988, le croisement des formes juridiques et de la taille mesurée en nombre de salariés fournit des indications intéressantes.

Sur 150.493 entreprises industrielles, hors construction, 69 % sont des affaires personnelles ; mais sur ces 103.046 affaires personnelles, 97.771, soit 74% emploient moins de 5 employés.

⁴⁰⁵ Aliki Vaxevanoglou, *“Les capitalistes Grecs 1900-1940. Approche sociale et économique”* (Βαξεβάνογλου, Αλίκη: « Οι Έλληνες Κεφαλαιούχοι 1900 1940. Κοινωνική και οικονομική προσέγγιση »). Themelio, 1994.

⁴⁰⁶ Cette étude est en cours et vise à préciser le nombre des entreprises contrôlées par la famille fondatrice.

Inversement, 4 % des entreprises sont des SA, mais sur les 769 qui emploient plus de 100 personnes, 81 % le sont (et 65 % entre 50 et 100 personnes).

Sous un autre angle, 85 % des 150.493 entreprises emploient moins de 5 personnes et peuvent être présumées familiales, quel que soit leur statut juridique. On note que 95 % des affaires personnelles emploient moins de 5 personnes ; la probabilité est forte que les 84 % de Sarl qui emploient moins de 10 personnes soient familiales. 70 % des SNC employant moins de 5 personnes, c'est un taux qui laisse penser à des arrangements familiaux, au moins pour une part (le père ou quelque membre de la famille ou le gambros⁴⁰⁷, et le fils) ; il en est sans doute de même pour les 38 % des commandites, et les 23 % des SA qui emploient moins de 5 personnes. On a vu plus haut l'importance de l'autofinancement : on a là une approche des voies juridiques qu'il emprunte pour se construire.

Tableau 42. Distribution des entreprises industrielles par forme juridique et par taille en 1988, en %

	0-4 emp	5à9 emp	10à19 emp	20à49 emp	50 à 99 emp	> 100 emp
Affaires personnelles	94,9	4,0	0,9	0,2	0,0	0,0
SNC	69,6	20,5	7,1	2,4	0,2	0,1
Commandites	38,0	28,0	19,1	11,8	2,2	0,8
SA	22,8	16,3	19,9	21,5	9,2	10,2
Sarl	56,3	27,6	11,6	3,9	0,5	0,1
Coopératives	67,1	12,5	8,5	7,6	3,2	1,0
Autres	85,0	4,7	4,2	3,0	1,6	1,6
Total	84,7	8,7	3,6	2,0	0,6	0,5

Source : ESYE, recensement industriel de 1988

En conclusion, la forme juridique utilisée en Grèce, y compris pour les activités industrielles, est *relative à la structure fermée de la famille*. Les nécessités de mobilisation de capitaux, avant de justifier le recours à des formes sociales, passent par la famille. Une bonne partie des SNC et des commandites en relève. La simplification des procédures, l'atténuation de la responsabilité, ne suffisent pas à expliquer le développement des formes associatives, tant que la famille n'a pas trouvé moyen de les investir, pour y conserver le pouvoir de décision.

Pour J.S. Mill, cette structure présente l'avantage de l'indépendance. Il en souligne le caractère moralement légitime, comme nous en saisissons le caractère économiquement vigoureux. Lors des redistributions des terres conquises en Thessalie puis en Macédoine, dans cet esprit, les gouvernements grecs ont favorisé la petite propriété. L'inconvénient qu'il voit à

⁴⁰⁷ Γαμπρός, ou gendre ; cf. plus bas, l'importance de la relation entre les familles alliées.

la dispersion des agents économiques et à la faible associativité qui en résulte, nous renvoie plutôt au rôle des institutions publiques dans l'économie, qu'à une faiblesse intrinsèque de cette structure.

Mais, autant que le choix d'une forme juridique, c'est la taille qui manifeste le mieux, en Grèce, l'importance du cercle familial.

2. Taille des entreprises

La taille de l'équipement, ou de l'entreprise qui l'utilise, est généralement associée, y compris au niveau des représentations, à la modernité industrielle. Concentration en usine, concentrations et fusions d'entreprises, gigantisme, sont présumés non seulement apporter des économies d'échelle ou de transaction (Chandler, Coase), profitables au consommateur, mais encore assurer à l'entrepreneur des positions concurrentielles avantageuses. Le marxisme en avait fait un des moteurs de l'Histoire (accumulation du capital, concentration des entreprises). Le pays qui dispose de telles concentrations, dispose aussi de la puissance (Allemagne, Etats Unis). Le pays dont les entreprises sont restées au stade de la PME à caractère artisanal n'a pas accompli sa révolution ni réalisé son décollage.

Patrick Verley⁴⁰⁸ montre, au contraire, que les effets de taille dans l'histoire économique sont relatifs. D'abord, la grande transformation qu'opère la Révolution Industrielle laisse coexister des formes d'industrie variables, depuis la « proto industrialisation » (fabrication à domicile en atelier rural) jusqu'à l'industrie lourde (vastes usines plus ou moins automatisées). Ensuite, les critères de définition de la taille sont variables (nombre de salariés, chiffre d'affaires, puissance en chevaux vapeur, valeur de l'investissement), de signification différente et relatifs à la branche d'activité ou à la région. On est plus sensible aujourd'hui à la pertinence de la valeur ajoutée ou du résultat dans la mesure de l'efficacité économique. Les analyses déjà citées sur les systèmes agroalimentaires, sur les districts industriels, sur les clusters (ou réseaux en grappe), montrent que des formes alternatives à la taille peuvent exister utilement. L'histoire économique enfin confirme la coexistence de « modèles » liés non seulement à l'activité économique (métallurgie, mécanique) mais encore aux conditions spatiales et culturelles où elle se développe. En ce sens, les analyses de Franklin Mendels⁴⁰⁹ sur la proto-

⁴⁰⁸ Op cit. « *La Révolution Industrielle* » Gallimard Folio 1997.

⁴⁰⁹ Franklin Mendels, « Proto industrialization, the First Phase of the Process of Industrialisation ». *Journal of Economic History*. Volume 32 1972. L'exemple cité est celui de l'économie duale de la Flandre, entre zone

industrialisation ne renouvellent pas seulement l'approche historique de la Révolution Industrielle, elles incitent à remettre en chantier l'approche des organisations qui mettent en œuvre les processus de production et de commercialisation. Le décolletage de la vallée de l'Arve, organisé autour d'ateliers ruraux équipés de machines-outils, installés au sous-sol des chalets de la moyenne montagne savoyarde, fait écho aux tissages de Flandre chers à cet auteur. Il n'y a pas de modèle unique de production industrielle.

Le cas de la Grèce se prête à ce renouvellement de la réflexion sur les organisations industrielles. L'analyse quantitative du tissu entrepreneurial explicite le propos historique. L'enquête auprès de quelques entreprises de Messénie confirme sa diversité. A partir du moment où l'entreprise dégage un profit « utile », son mode d'organisation n'est plus un a priori, mais dépend de la capacité de l'entrepreneur à s'adapter aux paramètres économique-financiers de sa production. Fabriquer *feta* et *sfela*⁴¹⁰ de qualité implique sans doute un optimum de taille. Simplement, ladite taille n'est pas l'a priori de cette qualité, qui dépend de la taille du marché, de paramètres biologiques et chimiques, de traditions gustatives...

La Grèce est un pays de petites et moyennes entreprises familiales. Ce trait structure toute la société. Ses fondements historiques sont relativement bien explorés. Sa « valeur », dans l'historiographie grecque, demeure toutefois empreinte d'un jugement négatif qui en gêne l'analyse objective et justifie de « revisiter » le sujet.

Les données disponibles chez Elstat et Eurostat permettent un suivi diachronique et des comparaisons internationales, même si elles sont parfois délicates⁴¹¹.

i. La Grèce et l'Europe

Avant tout, comme pour les formes juridiques, la Grèce se distingue nettement du reste de l'Union Européenne, et rejoint dans cette distinction un groupe de pays méditerranéens (tableau 43).

La catégorie d'entreprises de l'industrie manufacturière qui emploient moins de 10 personnes représente en 2013 en Grèce 94.7 % du total des entreprises. Ce taux est particulièrement

côtière et zone intérieure, la première dédiée à l'agriculture (grandes fermes céréalières), la seconde à l'industrie rurale (petites fermes d'élevage). « Toute l'organisation sociale, démographique, et agricole s'accorde à ce contraste... facteur d'échanges et de symbiose autant que source de contrastes. »

⁴¹⁰ La Sfela (Σφέλα) est une feta mûrie un peu plus longtemps, à goût plus fruité.

⁴¹¹ Le Small Business Act adopté en Juin 2008 par l'UE définit la SME, Small and Medium Enterprise, comme celle qui emploie moins de 250 personnes, la Grande comme celle qui en emploie plus de 250. La moyenne est celle qui emploie entre 50 et 249 personnes, la petite celle qui emploie entre 10 et 49 personnes, la très petite ou TPE comme celle qui emploie moins de 10 personnes. Ce découpage a été retenu par Elstat pour reconstituer des statistiques d'entreprises communiquées à Eurostat, depuis 2008, incluant des données d'emploi, de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée (au coût de facteurs).

élevé, supérieur de 12 points à la moyenne de l'UE 27 et à celui de l'Italie et du Portugal. Si l'on dispose, comme en 2005, du nombre des entreprises employant moins de 5 personnes, l'écart est encore plus fort. La TPE est bien un constituant structurel de la Grèce.

D'autres valeurs caractérisent encore mieux ces TPE grecques. En dessous de 20 personnes, elles emploient 42 % des effectifs, contre 21 % en France et dans la moyenne de l'UE 27. Elles concentrent 15 % des chiffres d'affaires et 22 % des valeurs ajoutées, contre 10 et 13 % respectivement dans l'UE 27. L'Italie, Portugal et l'Espagne sont les pays qui « ressemblent » le plus à la Grèce et diffèrent le plus de l'Union Européenne pour l'emploi, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée. Sous cet angle, il y a bien un modèle méditerranéen.

Inversement, au-dessus de 50 employés, la part des entreprises est 3 fois inférieure à la moyenne de l'UE et elle reste assez éloignée de celle des autres pays. Mais, si dans l'emploi elle est inférieure de 20 points à celle constatée en France, qui est l'exception dans l'ensemble méditerranéen, elle est légèrement supérieure à celle de l'Italie (47 %) et proche de celles du Portugal (52 %) et de l'Espagne (55%).

Tableau 43. Distribution des entreprises manufacturières, de leur emploi, de leur chiffre d'affaires et de leur valeur ajoutée, par classe d'emploi, en 2013, en %

Entreprise	1-9 p	10-19 p	20-50 p	> 50 p	Chif.d'affaires	< 10	10 à 20	20 à 50	>50
Grèce	94,7	2,2	1,8	1,3	Grèce	11,8	3,1	5,5	77,5
France	87,7	5,2	4,1	3,0	France	6,9	3,4	8,1	81,5
Portugal	82,6	8,2	5,8	3,4	Portugal	15,2	4,7	16,8	54,0
Espagne	84,5	7,6	5,2	2,7	Espagne	9,1	5,0	10,1	75,8
Italie	83,0	9,8	4,7	2,5	Italie	9,2	8,6	12,4	63,0
UE 27	82,5	8,2	5,1	4,2	UE 27	5,7	3,9	7,2	83,2
Emploi					Valeur ajoutée				
Grèce	36,9	4,9	9,6	48,3	Grèce	18,7	3,6	7,1	67,1
France	14,0	6,8	11,0	68,1	France	9,1	4,4	8,7	77,7
Portugal	18,7	11,3	18,0	52,0	Portugal	16,3	6,5	12,9	64,0
Espagne	19,6	10,0	15,2	55,1	Espagne	12,4	6,4	12,2	69,0
Italie	23,5	13,9	15,2	47,4	Italie	12,4	10,3	14,3	63,0
UE 27	13,0	8,0	11,2	67,8	UE 27	7,7	5,3	8,2	78,8

Source : Eurostat, statistiques SBS

Enfin, pour les grandes entreprises qui emploient plus de 250 personnes, la Grèce se rapproche du modèle européen (tableau 44). Bien que proportionnellement moins nombreuses en Grèce, ces entreprises prennent une part dans le chiffre d'affaires global, analogue à celle de la France et de l'Union Européenne (cette fois c'est le Portugal qui se distingue, mais aussi l'Espagne et l'Italie) et une part dans la valeur ajoutée certes éloignée de celle de la France ou

de la moyenne européenne, mais supérieure à celle du Portugal et de l'Italie et proche de celle de l'Espagne. Leur part dans l'emploi reste analogue à celle du Portugal et de l'Italie, proche de celle de l'Espagne et bien éloignée de la moyenne européenne, à fortiori de celle de la France.

Tableau 44. Part des entreprises manufacturières employant plus de 250 personnes en 2013, en %

	Grèce	France	Portugal	Espagne	Italie	UE 27
Nb entreprises	0,2	0,6	0,4	0,4	0,3	0,8
Chiffre affaires	60,0	64,1	29,6	55,1	42,9	62,3
Valeur ajoutée	43,5	59,1	36,6	46,6	37,3	57,5
Emploi	25,5	46,8	21,7	32,2	25,3	43,0

Source : Eurostat, statistiques SBS

Ainsi, il y a bien une partie de l'industrie grecque qui s'assimile à celle de l'Union Européenne et une partie qui « tient » à sa tradition méditerranéenne. C'est cette dernière, qui après avoir traversé les deux périodes de modernisation du pays, entre-deux-guerres et après-guerre, subit entre 2008 et 2013 le plus durement la crise.

ii. Evolution de la taille des entreprises

L'historique précis de la classe des très petites entreprises (TPE) comporte quelques difficultés.⁴¹² On constate cependant que cette structure de taille conserve sa prévalence dans les deux périodes de l'entre 2 guerres et de l'après-guerre et que la crise se manifeste plus par la diminution des nombres que par leur répartition entre tailles d'entreprises.

. Les recensements industriels effectués entre 1907 et 1930, affectés par l'agrandissement du territoire national, l'afflux de réfugiés d'Asie mineure, les différences de nomenclatures et les simples défauts d'enregistrement, doivent être pris avec toutes les précautions et réserves nécessaires (tableau 45). Ainsi, les TPE industrielles employant 0 à 5 personnes en 1907 ne sont pas vraiment recensées, en ce sens que l'artisanat, cette proto-industrie, y est très probablement très sous-évalué. En 1920 (en tenant compte de l'artisanat) et en 1930, en revanche, on dispose de chiffres pour cette catégorie, qui montrent le doublement du nombre des entreprises dans cette période de vive croissance et leur triplement dans la métallurgie et

⁴¹² En 1907, on ne dispose pas de chiffres convaincants pour les TPE employant de 0 à 5 personnes. Au-delà de 1988, on ne dispose plus de séries cohérentes sur les tailles d'entreprises et les recensements de 2002 et 2005 n'obéissent pas aux mêmes règles que les précédents. Enfin, on observe une rupture entre ces derniers recensements d'Elstat et les données SBS d'Eurostat de 2005 à 2014.

la construction, et le textile, leur concentration sur les activités traditionnelles comme l'agroalimentaire, le bois, le papier et le cuir. Enfin, le taux de croissance des entreprises entre 1920 et 1930 décroît en fonction de leur taille.

Tableau 45. Distribution par taille et par branche des entreprises industrielles entre 1907 et 1930 (en nombre)

	1907		1920			1930		
	6 à 24 p	25 p et +	0 à 5 p	6 à 24 p	25 p et +	0 à 5 p	6 à 24 p	25 p et +
Mines métallurgie construction	240	81	4067	250	97	11702	1301	304
IAA bois et papier	377	85	22486	1567	222	41020	2267	343
Textile	50	90	3476	341	122	9449	762	226
Chimie	64	22	669	96	22	411	92	24
Services Publics, impression	10	4	260	111	25	146	124	24
Total	741	282	30958	2365	488	62728	4546	921

Source : *ESY, recensement de population 1907 (vol 2), recensements industriels 1920 et 1930*

Mais on constate aussi que les TPE employant de 0 à 5 personnes n'emploient plus en moyenne que 1.7 personnes, au lieu de 2.7 précédemment, et que les entreprises employant 25 personnes et plus emploient désormais en moyenne 95 personnes contre 68 précédemment. Elles témoignent de la concentration des moyens et probablement des résultats entre leurs mains. La construction d'une base industrielle autour de quelques groupes d'envergure nationale est précoce.

. Entre 1930 et la guerre, il n'y a pas de nouveau recensement. Ceux réalisés à partir de 1958 opèrent un découpage plus fin en nombre de salariés et par grandes activités économiques. Il en ressort que le nombre d'entreprises industrielles employant moins de 10 personnes (tableau 46) double entre 1930 et 1988, leur part dans l'ensemble étant en légère régression. A l'intérieur de cette catégorie, la répartition se modifie au profit de celles qui emploient 5 à 9 personnes. Si elles emploient un nombre de personnes 2.5 fois supérieur, leur part dans l'emploi industriel diminue de 13.4 points.

Ces évolutions se font au profit des entreprises employant plus de 10 personnes. Ce sont ces dernières, créées dans les 30 « Glorieuses » qui constituent l'ossature industrielle du pays. Notons que c'est dans les tranches 20 à 50 personnes et plus de 50 personnes que les croissances sont les plus vives, l'emploi passant de 88.000 à 376.000 personnes. Se crée dans cette période une économie « duale », ancrée dans un tissu résistant de TPE, dont le nombre croît de manière vigoureuse et d'où émergent des entreprises qui couvrent le territoire national et bientôt, pour les plus vivaces, s'étendront dans les Balkans et l'Europe du Grand Marché.

Tableau 46. Distribution par taille des entreprises et emplois industriels entre 1930 et 1988

Entreprises	1930	1958	1969	1978	1988
0à4 p	92,0	84,4	nd	84,3	84,7
5à9 p	4,6	10,0	94,7	8,7	8,7
10à19 p	2,1	3,3	2,9	3,7	3,6
20à49 p	0,7	1,5	1,6	2,1	2,0
50 p et plus	0,6	0,7	0,8	1,3	1,1
total	100	100	100	100	100
Emplois					
0à4 p	44,6	35,0	nd	27,3	29,7
5à9 p	9,6	14,9	46,9	10,3	11,1
10à19 p	9,4	10,2	9,3	9,1	9,6
20à49 p	7,2	10,6	11,0	11,4	11,7
50 p et +	29,2	29,3	32,8	41,9	37,9
total	100	100	100	100	100

Source : ESYE, recensements industriels

. Désindustrialisation. Les données de la période suivante (tableau 47) reposent sur les deux fichiers du Service Statistique de 2002 et 2005. Entre 1988 et 2005, le nombre d'entreprises industrielles s'est effondré et ne représente plus que 61 % de ce qu'il était en 1988. C'est dans la tranche 5 à 9 employés que le recul a été le plus intense et cela se traduit dans l'évolution de la distribution par tranche par un « échange » entre la tranche 0 à 4 employés et la suivante : ces dernières ont sans doute réduit leurs effectifs. Les entreprises employant plus de 10 personnes ne sont plus que 6.333, retrouvant les nombres de 1958. Leur part recule en 2002 (5.3 %) pour se redresser en 2005 (6.9%), et elle demeure nettement supérieure à celle qui était la leur en 1958 (5.5).

Tableau 47. Distribution par taille des entreprises industrielles entre 1988-2005 (nombres et %)

	1988	2002	2005	1988	2002	2005
0à4 p	127 416	89 734	80 045	84,7	90,4	87,4
5à9 p	13 047	4 215	5 253	8,7	4,2	5,7
10à19 p	5 416	2 520	3 157	3,6	2,5	3,4
20à49 p	2 981	1 736	2 082	2,0	1,7	2,3
50 p et +	1 633	1 068	1 094	1,1	1,1	1,2
total	150 493	99 273	91 631	100	100	100

Source : ESYE, fichiers d'entreprises

. Industrie en crise. La crise a pour premier résultat une diminution du nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière d'1/3 entre 2008 et 2014. Celle-ci est encore modérée en 2010, mais elle s'accroît entre 2010 et 2013. Elle est très prononcée pour celles qui

emploient moins de 10 personnes. Les entreprises qui emploient 10 à 19 personnes, et surtout celles qui emploient 50 personnes et plus, sont celles qui résistent le mieux.

Tableau 48. Distribution par taille des entreprises industrielles entre 2008 et 2014 (en nombre et %)

	2008	2010	2014	2008	2010	2014
1 à 9 p.	81 703	75 809	55 754	95,4	94,9	94,9
10 à 19 p	1 538	1 791	1 214	1,8	2,2	2,1
20 à 49 p	1 493	1 408	1 052	1,7	1,8	1,8
50 à 249 p	738	729	630	0,9	0,9	1,1
250 p et+	152	149	133	0,2	0,2	0,2
Total	85 624	79 886	58 781	100	100	100

Source : Eurostat, statistiques SBS

La distribution par taille est légèrement modifiée (tableau 48). Une sorte d'échange se fait entre la tranche des moins de 10 personnes et celle de 10 à 19 personnes, en faveur des secondes, mais de telle sorte que l'ensemble ne diminue que légèrement. C'est au-dessus de 20 personnes que se situe la césure, dans les deux tranches de 20 à 49 et de 50 et plus, dont les parts s'accroissent légèrement.

La part des TPE, employant moins de 10 personnes, est nettement plus importante dans la Construction et les Travaux publics (2 points). Dans cette catégorie, le nombre d'entreprises diminue moins que dans l'industrie manufacturière. Ce sont les entreprises qui emploient plus de 50 personnes qui subissent le choc le plus intense, leur nombre passant de 336 à 192 entre 2005 et 2014 (contre 823 et 763 pour l'industrie manufacturière).

Economie duale, où les très petits sont plus fragiles, et sensibles à la crise.

iii. Taille et branche

La permanence de TPE à caractère familial ne signifie pas que l'industrie grecque peine à entrer dans le XX^{ème}, ou même le XXI^{ème} siècle. Une plongée rapide dans certaines branches montre que la TPE en Grèce, comme on l'a noté en France, s'est adaptée aux technologies de pointe, contrairement à ce qui a pu souvent être écrit.

Qu'il s'agisse des marbriers (en 2008, 1.326 employant moins de 10 personnes), des fournisseurs de bois et meubles (12.513 employant moins de 10 personnes en 2008), des fournisseurs de produits métalliques (13.086 employant moins de 10 personnes en 2008), de

l'agroalimentaire (14.744 employant moins de 5 personnes), ces entreprises ont su s'équiper de machines modernes. A Kalamata, l'entreprise Zygouris découpe au laser à commande numérique les supports de semi-remorques ; l'entreprise Mathiopoulos découpe les planches, et les prépare, à l'aide de scieuses et de planeuses électroniques ; la fromagerie des frères Petropouli, à Messine, utilise les techniques de pasteurisation et de séparation les plus récentes ; les chais visités en Messénie (Inomessiniaki, Biovin, Panayotopoulos) se comparent, pour leur équipement de vinification et d'embouteillage, aux chais les plus modernes du Languedoc ou des Corbières. L'essor de l'huile d'olive vierge -1ère pression à froid- dans les années 60 a été permis par l'équipement des huileries en matériels italiens, suédois ou allemands de broyage, de trituration et de centrifugation. A vrai dire, la proto-industrie de Mendels a depuis toujours collé aux évolutions technologiques.

Il faut aussi noter l'articulation étroite entre les entreprises de taille nationale ou internationale qui fabriquent les semi-produits de base, métalliques ou non, et la multitude de distributeurs qui, pour les vendre, doivent les transformer en produits finis. Aluminium de Grèce, Alumil ou Elval produisent des profilés d'aluminium qui nécessitent une transformation en huisseries (portes, fenêtres), ajustées au besoin du client, celle qu'opèrent des milliers d'ateliers de menuiserie métallique sur tout le territoire. Kostas Kostis dans son ouvrage sur Aluminium de Grèce⁴¹³ signale d'ailleurs la structuration précoce de ce réseau, réalisée par le groupe Pechiney dans les années 1970. Shelman et Interwood importent des profilés de bois que des milliers d'entreprises de menuiserie se chargent de transformer en planches ou en meubles. Iktinos, Mermeren et FHL extraient et préparent des plaques de marbre pour un millier de marbriers. Les réseaux de réparateurs automobiles et garages ou de chandlring (entretien et gardiennage de bateaux) ont su, de même, s'équiper des matériels de mesure et de contrôle, de découpe et de vissage, au fil de l'évolution des technologies.

Ces réseaux de transformation-commercialisation, bien adaptés aux structures familiales de l'entreprise, ont suivi l'évolution du marché de la construction, ou plus précisément de l'équipement de la maison, et de l'automobile. Ils ont subi dans un premier temps les effets de l'ouverture au Grand Marché européen (irruption des grandes chaînes de distribution), puis, pour les uns à partir de 2006, ceux de la saturation du marché du logement, pour les autres ceux des réflexions sur l'environnement accentués à partir de 2009 par la crise. Ce sont eux qui enregistrent les baisses les plus fortes en nombre, en chiffre d'affaires et en employés⁴¹⁴.

⁴¹³ Kostas Kostis, op. cit.

⁴¹⁴ Ces données peuvent alimenter une éventuelle réflexion sur l'évolution de la classe moyenne en Grèce et ses conséquences politiques.

Dans l'agroalimentaire, particulièrement résistant, chiffre d'affaires et emploi souffrent dans les entreprises de moins de 50 employés.

En conclusion, l'industrie grecque se distingue du reste de l'Europe par la prévalence de la TPE et rejoint par là un groupe de pays méditerranéens. En liaison avec elles, une base industrielle a été construite autour de moyennes et grandes entreprises. L'ouverture européenne pour laquelle ces dernières ont milité, leur a permis de croître, de constituer des réseaux dans les Balkans, et de résister à la crise. Mais cette même ouverture, et la crise, ont pesé lourdement sur les TPE, les contraignant à un effort intense de rationalisation.

Le modèle familial, ancré dans une histoire longue, se repère donc aussi par la taille, par ce tissu de petites entreprises familiales à caractère artisanal. Il ne faut pas, pas plus qu'en Italie, porter un jugement de valeur négatif sur ce modèle et le qualifier hâtivement d'archaïque. Une analyse plus fine des branches d'activité montre que ces entreprises sont peut-être plus aptes que les grandes à moderniser leurs équipements, à sentir les évolutions des marchés, à s'adapter à leur transformation, effondrement du textile, puis de la construction, mais aussi développement de l'agroalimentaire, des cosmétiques ou du travail des métaux.

3. Les formes de l'emploi

Il ne s'agit pas ici de refaire les analyses nombreuses et excellentes des caractéristiques de l'emploi en Grèce et de son évolution. On rappellera seulement le texte de Leda Papastefanaki⁴¹⁵ sur « L'entreprise textile Retsina » et le fonctionnement du marché de l'emploi au Pirée dans l'industrie textile. Elle y ouvre le débat essentiel des influences réciproques du marché qui s'étend avec le processus d'industrialisation, et de la structure familiale qui tente, dans l'entreprise, d'y affirmer et de maintenir son indépendance.

Ce n'est évidemment pas un hasard si les analyses de taille des entreprises ont été faites très tôt en termes d'emploi. Structures entrepreneuriales et structures d'emploi sont étroitement liées. Toute l'histoire de la révolution industrielle est habitée par le processus qui conduit de

⁴¹⁵ Papastefanaki, Leda : « *Travail, technologie et genre dans l'industrie grecque. Le textile au Pirée 1870-1940* ». Editions universitaires de Crète 2009 (Παπαστεφανάκη, Λήδα : « Εργασία, τεχνολογία και φύλο στην ελληνική βιομηχανία. Η κλωστοϋφαντουργία στον Πειραιά 1870-1940 »)

l'atelier proto-industriel (de la soie de Lyon à la laine d'Ambelakia) à l'usine moderne, jalonné par les innovations successives et les adaptations multiformes de l'emploi. On considère aujourd'hui que les modèles industriels ont été à la fois plus variés, et qu'ils ont coexisté bien plus longtemps qu'on ne l'a cru d'abord, et que les formes d'emploi y ont exactement correspondu. Dans les systèmes actuels de production, enfin, on n'a pas de mal à reconnaître aujourd'hui l'infinie variété de ce qu'ils furent.

Il faut se départir du point de vue qui considérerait la structure de l'emploi en Grèce comme archaïque parce qu'elle laisserait une place importante à des formes proto-industrielles. On verra plus loin qu'elles correspondent à une histoire économique précise, dans laquelle la notion d'autonomie de l'agent est essentielle, agent qui effectue des choix plus ou moins rationnels pour assurer à la fois sa survie et son développement. Nous pensons en outre que, dans les économies contemporaines, particulièrement concurrentielles, ces formes d'emploi n'ont pas une « valeur » économique moindre.

Le vocabulaire lui-même reflète l'évolution des formes du travail depuis le XVIII^e siècle. Au départ, dans une société rurale, l'agent économique de base est le "labourer" indépendant de Smith, riche laboureur propriétaire de ses attelages et propriétaire foncier en France (labeur, effort noble). Au XIX^e siècle, la Révolution industrielle a commencé et le "labourer" est devenu chez Mill un travailleur de l'industrie pour lequel il pose la question cruciale de son indépendance. L'étymologie permet ce glissement. Marx impose son vocabulaire de classe, rejette l'artisan "labourer" dans l'archaïsme des sociétés pré-industrielles et oppose dans la société moderne, dans un rapport de force inégal, le patron au travailleur (le mot travail implique une pénibilité, une souffrance), le bourgeois au prolétaire. La notion même de travailleur indépendant devient un oxymore⁴¹⁶. Il nous semble utile, au XXI^e siècle, de redéfinir le statut professionnel en utilisant d'un côté le terme d'entrepreneur, regroupant logiquement chefs d'entreprise, employant ou pas du personnel, travailleurs indépendants ou isolés, auto-employés, et de l'autre les employés, regroupant employés et salariés rémunérés, journaliers ou mensuels et aides familiaux non rémunérés.

La Grèce se distingue d'autres pays européens moins par des formes d'emploi particulières que par leur intensité et leur persistance. On peut aborder ce particularisme par l'importance, dans l'emploi, de l'entrepreneur individuel, y compris la place des « aides familiaux », du

⁴¹⁶ Edward Thompson a centré ses recherches sur cet artisan à domicile, dont on voit bien l'extrême importance dans la société anglaise de ce temps. Voir « La formation de la classe ouvrière anglaise », traduction française. Editions du Seuil, collection Points Paris, 2012 (« The making of the english working class », 1955).

travailleur indépendant, de l'emploi des femmes et des mineurs. On peut l'aborder aussi par l'évolution des formes d'emploi, emploi partiel, CDD, salariés et journaliers, à façon, multi-activité, encore que l'observation de ces dernières soit plus difficile, surtout dans la durée. Ces pratiques s'inscrivent différemment selon les branches d'activité, ce qui nous conduit à une observation même succincte de l'agriculture et des services. Ces formes évoluent aussi en temps de crise. Elles varient d'un pays à l'autre. Elles produisent une morphologie sociale particulière à la Grèce⁴¹⁷.

Dans tous les cas, se retrouve le caractère central de la cellule familiale, patriarcale, source et arbitre de ces formes variées, et la place relative du salariat, fonction des variations dans l'extension du processus d'industrialisation. Le désir d'indépendance sous-tend la structuration du marché de l'emploi comme celle de l'entreprise. A vrai dire, il n'y a pas de solution de continuité entre les deux.

Les sources d'information que nous avons utilisées présentent de nombreuses difficultés, à la fois en raison du fonctionnement même du marché de l'emploi, qui en rend l'observation précise particulièrement difficile (travail au noir), et de la variabilité des items mesurés dans le temps. Les conclusions sont de ce fait fragiles. On a recouru principalement aux recensements de population, aux recensements industriels et aux enquêtes sur l'emploi (dans ce dernier cas, complétées par les enquêtes IKA). On s'est limité dans le temps à l'entre-deux-guerres et à l'après-guerre, pour éclairer plus particulièrement la zone de crise. Dans l'espace, on s'est limité à l'étude des pays méditerranéens et de l'UE27.

i. La place de l'emploi indépendant

On a déjà vu plus haut la restructuration du marché de l'emploi en réaction à la crise, et noté les particularités qui ont permis un ajustement rapide. Le travail indépendant constitue une de ces particularités, que l'on peut analyser dans la durée, pour mettre en évidence son importance et sa persistance. Est inclus dans ce concept de travail indépendant le chef d'entreprise, les personnes qui l'aident dans sa famille, et le travailleur isolé. Il ne se limite pas à la petite propriété rurale, ou à la boutique du commerçant, mais s'étend à l'entreprise

⁴¹⁷ Cf. les deux études sur la construction de Maloutas, Thomas, « *Athènes, Maison, Famille. Analyse des pratiques de construction dans l'après-guerre* », (Αθήνα, Κατοικία, Οικογένεια. Ανάλυση των μεταπολεμικών πρακτικών στέγασης). ΕΚΚΕ Exantas 1990. Et de Lambropoulou, Dimitra, « *Gens du bâtiment. Les hommes qui ont construit Athènes. 1950-1967.* » Editions Bibliorama, Athènes, 2009 (Οικοδόμοι. Οι άνθρωποι που έχτισαν την Αθήνα. 1950 1967).

industrielle et aux services qui la soutiennent. Il s'oppose au travail salarié.

Le recensement de 1907 ne donne pas d'indication sur la répartition entre emploi indépendant et emploi subordonné, mais il dénombre les professions par secteurs. On sait seulement que 71 % de la population est alors rurale et que la population active y est constituée d'agriculteurs, mais aussi d'une bonne partie d'artisans, spécialisés dans l'alimentaire (fromagers, boulangers, pâtisseries), le textile (fileuses, tisseuses, tailleurs), le bois (menuisiers, vanniers) ou le cuir (tanneurs et chausseurs), la construction ou le travail des métaux (chaudronniers, cloutiers, couteliers), constitutifs d'une proto-industrie⁴¹⁸. L'activité industrielle, objet du recensement, est plutôt une industrie urbaine ou semi-urbaine et l'on ignore le nombre de petits entrepreneurs, et a fortiori d'artisans.

Il faut donc attendre 1920 pour avoir quelques chiffres, à travers les deux recensements de population et industriel. Les deux distinguent les chefs d'entreprises (et les membres de leur famille, non rémunérés pour le second), les employés et les ouvriers. Cette distinction, significative tant dans les termes employés que dans la structure sociale désignée, référée aux travaux du Bureau International du Travail, dure encore.

Le recensement de population de 1920 (annexe 13) décompte dans la population active (de plus de 10 ans) 1.058.626 personnes qui indiquent leur profession. 52.6 % sont des indépendants⁴¹⁹ : trois quarts d'agriculteurs, 9.2% d'industriels (51.651) et 14.6% de commerçants et transporteurs (81.478). En limitant notre observation à l'industrie, on constate que les 51.651 indépendants y représentent 23.5% des effectifs (sur 219.839), le solde étant constitué d'employés ou d'ouvriers.

Le recensement industriel de 1920 complète cette analyse. Sur 154.633 personnes employées dans l'industrie⁴²⁰, 29% sont indépendantes (45.475). Par branche, on relève des taux « d'indépendance » plus élevés, 34 % dans l'agroalimentaire, 35 % dans l'habillement, 36 % dans le bois, 50 % dans les produits métalliques, ou moins élevés, dans les mines et la métallurgie, le papier et les machines ou dans les services publics, branches très concentrées.

Le recensement de population de 1928 dénombre 2.603.553 actifs âgés de plus de 10 ans et sur ceux-ci, 62 % sont des indépendants (tableau 49). Nicolas Svoronos, directeur de section à

⁴¹⁸ Le recensement de 1907 parle de βιοτεχνία (biotechnia) pour l'industrie, et y inclut (page 135 à 138, tome 2) βιομηχανία, χειροτεχνία et χειρωνακτική (biomichania, cheirotechnia et cheironaktiki, ou industrie, artisanat, manoeuvres). Il utilise le terme de gagne-pain pour l'activité (βιοποριστικόν επάγγελμα).

⁴¹⁹ En grec, κύριοι, αρχηγοί η διευθυνταί chefs et directeurs pour les deux derniers. Pour le premier, seigneurs, maîtres, chefs de famille. La connotation patriarcale est claire. C. Agriantoni m'indique qu'il était mal vu de se déclarer ouvrier, précisément pour des raisons d'indépendance.

⁴²⁰ Les deux analyses ne coïncident pas, le recensement de population enregistrant « des entrepreneurs et des ouvriers qui se trouvent en situation isolée », que le recensement industriel ne prend pas en compte. De plus le recensement de population dénombre la moitié de communes où l'industrie n'est pas recensée.

la Statistique Générale, écrit : « *Il faut souligner que ceux qui constituent, pour ainsi dire, la classe moyenne, c'est à dire ceux qui emploient seulement les membres de leur famille, avec les travailleurs isolés et avec les membres de leur famille coactifs, forment en Grèce 62 % de la population productive ; et c'est pour cette raison que la question sociale ne s'est jamais manifestée chez nous sous une forme très aigüe.* »⁴²¹. Si l'on ajoute les patrons qui occupent employés et ouvriers, le pourcentage s'élève même à 67 %, c'est à dire les deux tiers de la population active. Les agriculteurs représentent cependant 77 % de ces indépendants.

Tableau 49. Répartition de la population active en 1928 par statut social (en unités et %).

patrons occupant employés et ouvriers	147 949	5,7
patrons occupant des membres de leur famille	430 847	16,5
travailleurs isolés	610 122	23,4
membres de la famille du patron	562 330	21,6
employés	165 773	6,4
ouvriers	686 532	26,4
ensemble	2 603 553	100,0

Source : *ESYE, recensement de population de 1928, page 68*

Si l'on isole les 436.171 personnes qui composent la population industrielle (p. 47 et 70 du recensement), le pourcentage d'indépendants s'élève encore à 35% au sens de Svoronos et 42 % si l'on inclut les chefs d'entreprise qui occupent employés et ouvriers.

*Le recensement de population de 1951*⁴²² dénombre 2.838.481 personnes actives sur lesquelles (tableau 50), hors ceux qui ne déclarent pas de statut, les travailleurs indépendants représentent encore 62 % de l'ensemble. 75 % des indépendants sont des agriculteurs, 9%

⁴²¹ « Πρέπει δε να τονισθή ότι οι αποτελούντες την μεσαίαν, ούτως ειπείν, κοινωνικήν τάξιν, ήτοι οι χρησιμοποιούντες μόνον μέλη της οικογενείας των μετά των ατομικώς εργαζομένων και των συνεργαζομένων μελών οικογενείας, αποτελούσιν εν Ελλάδι τα 62 % του παραγωγικού πληθυσμού και, ένεκα τούτου, το κοινωνικόν ζήτημα δεν παρουσίασε ποτέ εν τη χώρα ημών μεγάλην οξύτητα ». (recensement de 1928, fasc 3 page ζστ 67 du fichier pdf). Svoronos note qu'une meilleure précision des données explique en partie l'augmentation des actifs et notamment pour le travail agricole féminin. Le recensement introduit deux positions sociales nouvelles (κοινωνική θέσις). Il distingue entre patrons qui emploient des membres de leur famille et ceux qui n'emploient que des ouvriers et des employés, et il crée une catégorie travailleurs isolés (ατομικώς εργαζόμενοι, atomikos ergazomenoi, que l'on pourrait traduire aussi travailleur indépendant).

⁴²² Dans la bibliothèque informatique d'Elstat, le volume 3 du recensement de 1951 est consacré aux caractéristiques économiques. Il distingue aussi les salariés et précise que ce sont ceux qui reçoivent un salaire (mensuel) ou journalier, « έστω και αν αμείβονται κατά τεμάχιον η κατ'αποκοπήν η και με ποσοστά επί των πωλήσεων », (« même rémunérés à la pièce, à forfait ou bien en % sur le montant des ventes »). Il ne parle plus de position sociale, mais de position dans la profession (statut professionnel). Il distingue de même les travailleurs pour leur propre compte (διά ίδιον λογαριασμόν, pour compte propre ou ανεξάρτητοι επιχειρηματία, entrepreneurs indépendants). Enfin, il définit (p.193) la notion de ménage familial comme composée de ceux qui partagent son repas au moins une fois par jour, membre ou pas de la famille.

travaillent dans l'industrie, 1 % seulement dans la construction et 15 % dans les services. Les indépendants, patrons compris, ne représentent plus dans la population employée dans l'industrie qu'une part de 30 %, à peine supérieure à celle de 1920. L'incertitude des statistiques explique la variation de cette part dans l'industrie entre 1920, 1928 et 1951, mais on peut en retenir au moins l'importance du travail indépendant.

Tableau 50. Répartition de la population active par statut professionnel en 1951 (unités et en %).

	population active		population industrielle	
	nombre	%	nombre	%
employeurs	76 832	3,0	26 409	5,7
travailleurs indépendants	1 074 059	41,3	97 508	21,2
aides familiaux	460 755	17,7	14 821	3,2
ss/total indépendants	1 611 646	62,0	138 738	30,1
salariés	985 994	38,0	321 994	69,9
ensemble	2 597 640	100	460 732	100

Source : ESYE, recensement de population de 1951

Les « Trente Glorieuses »⁴²³ produisent sur ces données des transformations considérables dans les nombres, mais ne font pas disparaître l'exception grecque du travail indépendant. Ce serait plutôt l'exode rural, qui, en diminuant la part de la population active agricole, fait diminuer la part du travail indépendant.

Les recensements industriels de 1958 à 1988, hors construction, enregistrent sa lente décroissance (tableau 51). Avec l'industrialisation du pays, le taux des indépendants (entrepreneurs et aides familiaux) passe de 36⁴²⁴ à 26 %. Dans les services, il est beaucoup plus élevé, mais il décroît aussi et passe, de 1958 à 1988, de 58 à 50%.

⁴²³ Les recensements industriels utilisent la notion d'emploi moyen annuel, les enquêtes sur l'emploi, celle d'emploi trimestriel (nous avons utilisé les données du 4ème trimestre de l'année. Le recensement industriel de 1958 distingue patrons indépendants (εργαζόμενοι επιχειρηματίαι), aides familiaux, employés au mois (υπάλληλοι) et journaliers (εργάται). Les suivants, en 1969, 1978 et 1988 reprennent ces 4 catégories en entrepreneurs, membres non rémunérés de la famille, salariés (μισθωτοί, misthoti) et journaliers (ημερομισθωτοί, imeromisthoti). Le travailleur indépendant est confondu avec l'entrepreneur. L'enquête sur l'emploi distingue l'auto-emploi (αυτοαπασχολούμενοι, auto apascholoumenoi) avec ou sans personnel, le salarié (au mois et journalier), les aides familiaux.

⁴²⁴ Le recensement de 1958 note les artisans. Ceux-ci inclus, le taux des indépendants passe à 36%.

Tableau 51. Evolution de la part du travail indépendant dans l'industrie manufacturière entre 1958 et 1988 (en unités et en %)

	Indépendants	Salariés	Indépendants	Salariés
1958	194362	344209	36,0	64,0
1969	162029	408212	28,4	71,6
1978	176169	561462	23,9	76,1
1988	198388	574754	25,7	74,3

Source : ESYE, recensements industriels

L'enquête sur l'emploi permet de confirmer ces valeurs, de les prolonger dans le temps et d'inclure la construction. Les données ne sont pas les mêmes que pour les recensements industriels⁴²⁵.

Entre 1975 et 1995, la part de l'emploi indépendant en Grèce passe de 35.6 à 46.1 % de l'emploi total (tableau 52).

Cette évolution diffère selon les secteurs. La période 1975-1990 connaît une vive croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière, en valeur absolue et le travail indépendant y augmente légèrement sa part. Mais entre 1990 et 1995, comme on l'a vu, l'emploi recule de 19 % dans ce secteur, en valeur absolue, et la part des indépendants aussi. Les plus affectés sont les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprise, alors que le nombre d'aides familiaux augmente.

Dans la construction, l'emploi augmente régulièrement de 1975 à 1995 et le nombre des indépendants est multiplié par 2.6, tandis que leur part double. En 1958, le taux d'emploi indépendant n'y était que de 13 %. C'est un autre modèle de production de logement qui se met en place.

L'emploi dans les services fait plus que doubler entre 1975 et 1995, et les indépendants suivent. Il est significatif que ce sont les chefs d'entreprise et leurs aides familiaux qui entraînent le travail indépendant (leur nombre triple).

⁴²⁵ Les données diffèrent sensiblement de celles des recensements industriels. Ainsi dans l'industrie manufacturière, le recensement industriel de 1978 note 36 % d'emploi indépendant (artisans inclus) alors que l'enquête de 1975 note seulement 28.5 %.

Tableau 52. Evolution de l'emploi indépendant par branche entre 1975 et 1995 (en % de l'emploi total)

	Industrie manufacturière	Construction	Services	Total
1975	28,5	19,7	33,8	35,6
1980	27,7	24,6	34,6	36,0
1985	28,3	29,9	34,5	50,7
1990	29,3	33,5	33,7	47,7
1995	28,5	38,5	34,5	46,1

Source : Elstat, Ergatiko (enquêtes sur l'emploi)

Les données des années suivantes sont celles de l'enquête sur l'emploi jusqu'en 2008, puis pendant la crise (tableau 53). L'emploi indépendant, lui, ne cesse de décliner en nombre tout au long de la période. Mais à partir de 2008, sa part se redresse. L'évolution par secteur est plus contrastée.

Dans l'industrie manufacturière, la part de l'emploi indépendant diminue sensiblement entre 1995 et 2008, avant de se redresser légèrement en 2010. Ce sont les aides familiaux dont la part diminue le plus vite (ils se salarient), et, entre 2010 et 2014, celle des chefs d'entreprise. Celle des travailleurs indépendants se redresse de 9.5 % à 12.8 % en 2014.

Dans la construction, l'emploi indépendant avait perdu du terrain de 1995 à 2008, avec la croissance générale du secteur. La crise affecte la part des chefs d'entreprise et de leurs aides familiaux, dont les nombres s'effondrent, de même que ceux des salariés. Mais celle des travailleurs indépendants passe au contraire de 14.8 à 31.8 %.

Les services se partagent entre administrations, à taux de salariat très élevé, et secteur privé, où domine l'emploi indépendant. Globalement, l'emploi indépendant recule jusqu'en 2008 et se redresse légèrement pendant la crise.

Tableau 53. Evolution de la part de l'emploi indépendant dans chacun des secteurs, entre 1995 et 2014, en %.

	Industrie manufacturière	Construction	Services	Total
1995	28,5	38,5	34,5	46,1
2000	24,6	36,1	30,6	41,1
2005	23,8	32,6	28,6	36,1
2008	23,6	28,9	28,7	35,2
2010	23,9	34,7	28,3	35,8
2014	23,8	40,7	27,5	36,2

Source : Elstat, Ergatiko (enquêtes sur l'emploi)

Enfin, on a comparé la part de l'emploi indépendant en Grèce avec celle d'autres pays européens et leur évolution entre 2008 et 2014 (tableau 54). Il ressort de la comparaison que la Grèce se distingue nettement par les parts du travail indépendant et des aides familiaux, dans sa force de travail. Elle rejoint un groupe de pays méditerranéens, comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal, qui se distinguent eux-mêmes de pays plus septentrionaux, comme la France et l'Allemagne, les Pays Bas et la Belgique. De manière générale, la part des aides familiaux diminue, le salariat des membres de la famille présentant de nombreux avantages. En revanche, on constate une progression, dans certains pays, du travail indépendant, en Grèce (2.3 points), en France (1.1 point) et aux Pays Bas (3 points).

L'appréciation de la part du travail indépendant dans l'industrie manufacturière⁴²⁶ confirme le particularisme méditerranéen, et notamment grec, même si les valeurs sont plus faibles que celles de l'emploi en général. Il en va de même dans la construction, où le travail indépendant est en général plus important, et en vive croissance.

Tableau 54. Comparaison des parts du travail indépendant et des aides familiaux dans quelques pays de l'UE et leur évolution entre 2008 et 2014 (en % de l'emploi total)

	2008		2010		2014	
	travail indép	aides fam	travail indép	aides fam	travail indép	aides fam
Belgique	12,7	1,1	13,0	0,9	13,2	0,8
Allemagne	10,3	0,7	10,5	0,4	9,8	0,3
Grèce	28,4	5,6	29,2	5,4	30,7	4,5
Espagne	16,3	1,0	15,6	0,8	16,7	0,6
France	9,8	0,6	10,7	0,5	10,8	0,4
Italie	22,9	1,6	22,8	1,6	22,2	1,3
Pays-Bas	12,1	0,4	13,8	0,6	15,1	0,5
Portugal	19,0	0,8	17,7	0,8	15,5	0,5
UE 28	14,2	1,5	14,6	1,4	14,4	1,2

Source : Eurostat, enquêtes sur la force de travail

Ainsi, par le biais de l'emploi, peut-on appréhender la réalité « fonctionnelle » de l'entrepreneuriat en Grèce. Autant que le nombre d'entreprises industrielles, ou que de chefs d'entreprise, le nombre de travailleurs indépendants en reflète l'image, simplement plus large et plus complète. Elle englobe toute activité de type artisanal traditionnelle mais aussi des activités liées à la sous-traitance industrielle et à l'économie "créative". Le travail indépendant y occupe d'ailleurs une place encore plus importante, si l'on admet que les

⁴²⁶ La part des aides familiaux n'est ici malheureusement pas précisée dans les données d'Eurostat.

membres de la famille y sont aujourd'hui salariés et déclarés comme tels.

L'analyse du statut professionnel confirme l'attachement pour la petite entreprise familiale. La Grèce partage avec le monde méditerranéen ce trait, mais il y revêt un caractère plus prononcé. Si l'on élargit le champ de cette analyse à d'autres secteurs, on observe des évolutions indicatrices d'une certaine "modernisation" des structures. L'emploi agricole diminue régulièrement et rapidement de 1985 à 2005, avant de rebaisser pendant la crise. Le nombre des aides familiaux est le plus affecté et diminue de 359.500 dans la même période pour l'ensemble de l'économie, alors que l'emploi total a peu varié. Ce sont les chefs d'entreprise et les salariés qui maintiennent l'emploi. En ce qui concerne les indépendants, leur nombre diminue de 230.300, mais c'est dans l'agriculture. Dans la construction, leur nombre reste stable. Et l'on assiste à leur transfert de l'industrie manufacturière vers les services. Modernisation des structures certes, mais résistance des structures familiales à la crise.

Pour certains, comme Georges Prevelakis⁴²⁷, cette résistance témoigne de leur capacité à gérer les moments de crise, comme un refuge et un amortisseur. Pour d'autres, elle témoigne de sa capacité à s'adapter au monde moderne et à générer des relations de travail plus ouvertes et plus dynamiques.

ii. La place de l'emploi familial (femmes, mineurs, aides familiaux)

La famille joue un rôle essentiel dans l'économie des sociétés proto-industrielles, où elle représente la première forme de division du travail. Les stratégies familiales de survie, de reproduction ou de promotion, se développent sur la base de cette organisation interne : rôle de l'épouse à la maison et aux champs, place des cadets dans la recherche de revenus extérieurs, fonctions économiques de la dot des jeunes filles et des stratégies matrimoniales. Il est certain que ce modèle s'est perpétué bien après la 2^{ème} guerre mondiale. On aurait pu penser qu'avec l'intégration dans l'Union Européenne, ces formes anciennes de division interne du travail évolueraient dans le même sens, le travail des mineurs par simple conformation à la loi, celui des femmes par la disparition progressive de la discrimination de genre. On a vu en effet dans les chapitres précédents s'esquisser de telles évolutions.

⁴²⁷ Interview dans Kathimerini du 30.08.2016 : « Μας δείχνει ότι υπάρχουν άλλοι θεσμοί, αόρατοι, οι οποίοι λειτουργούν. Είναι θεσμοί καταπιεσμένοι από την οικοδόμηση του κράτους. Δεν εξαφανίστηκαν. Συνδέονται με την οικογένεια, τη θρησκεία, την τοπική ταυτότητα... ». (« Elle (la crise) nous montre que fonctionnent, invisibles, d'autres institutions. Ce sont des institutions opprimées par la construction de l'Etat. Elles n'ont pas disparu. Elles sont liées à la famille, au culte, à l'identité locale... »)

On repère pourtant, dans l'industrie, la persistance du modèle, dans l'histoire du travail féminin, des mineurs ou des aides familiaux, jusque dans la période récente, de manière directe dans les statistiques⁴²⁸ ou indirecte dans les éléments de langage ou dans les comportements.

. La 1ère moitié du XX^{ème} siècle est jalonnée par les trois recensements de 1907, 1920 et 1928. On y distingue le travail féminin, les aides familiaux, et pour les deux derniers celui des mineurs. Les biais de déclaration sont eux-mêmes significatifs de la répartition des rôles dans la famille, de même que le choix des métiers ou les mots utilisés. Ainsi, la population active féminine est massivement sans profession déclarée en 1907 comme en 1920, elle est deux fois plus nombreuse que celle de la population active masculine sans profession. Elle appartient largement au monde rural.

En 1907, l'emploi féminin apparaît dans certaines professions « préférentielles », industrielles ou de services (tableau 55). L'industrie utilise des compétences traditionnellement réservées aux femmes, comme celles du textile et de l'habillement, où elles sont d'ailleurs majoritaires. Elle les utilise aussi comme simples manœuvres.⁴²⁹ Dans les services, elles sont d'abord employées de maison. Depuis le dernier quart du XIX^{ème} siècle, on les trouve dans l'enseignement et la médecine, et elles font leur apparition dans les emplois de bureau.

Tableau 55. Emploi par genre (en unités) dans certaines professions en 1907.

	Hommes	Femmes
nourrices, pédagogues...domestiques	9031	19451
enseignants, sage femmes, artistes	17689	4043
emplois de bureau	28050	598
textile	2230	4885
blanchisseurs	177	1075
habillement	8648	11005
industriels ou manœuvres non spécialisés	50853	5496
tabac brut	1338	3
tabac cigarettes	2519	90

Source : ESYE, recensement de population de 1907

⁴²⁸ Recensements de population, enquêtes sur la force de travail.

⁴²⁹ Χειρώνακτες άνευ μνείας ειδικότητας Manœuvres sans trace de specialization.

En 1920, les branches d'industrie où les femmes ont une présence significative sont les salines et eaux minérales (17%), le tabac (23 %), le papier chiffon (40%), le textile et l'habillement (65%), les industries graphiques (22%). Dans les services, elles occupent les emplois de maison (76 %), d'éducation (33 %), de santé (29 %) et les beaux-Arts (18%).

Dans tous les cas, il s'agit de métiers où les compétences féminines sont reconnues, soit dans le cadre d'une activité familiale traditionnelle, rurale ou industrielle, comme le textile, soit dans le cadre de conventions plus « bourgeoises » comme la santé, le ménage ou le théâtre. Leda Papastefanaki a bien montré que loin de dévaloriser le travail féminin, ces emplois sont le résultat d'une stratégie familiale de recherche de revenus complémentaires, à partir de compétences alors reconnues⁴³⁰.

C'est d'autant plus net qu'à ce stade, les femmes n'ont que très peu d'emploi secondaire (2.34 %), et c'est tantôt dans l'agriculture, tantôt dans l'industrie. A cette stratégie familiale s'oppose, mais pas toujours, celle de l'entrepreneur, qui recherche le coût salarial le plus bas.

En ce qui concerne l'emploi des mineurs, le recensement de population de 1920 compte 90.639 mineurs employés dans l'industrie pour 380.391 personnes âgées de plus de 10 ans au travail.⁴³¹ 28 % de ces mineurs sont des jeunes filles. 42 % des femmes employées dans l'industrie sont mineures dont 17.499 dans le textile sur 42.894 et 5.922 sur 12.758 dans les industries agricoles. Là encore, l'emploi des mineurs est le résultat des stratégies familiales déjà évoquées.

En 1928, l'emploi féminin demeure certes sous-estimé, mais il prend une place plus visible dans de nombreux domaines (tableau 56). Les métiers spécialisés du textile ont recours presque exclusivement au travail féminin, comme dans les services le métier de sage-femme et d'infirmière ou l'emploi de maison. Tabac, coton, cigarettes, papier (chiffon) recourent largement à leur habileté. On est passé de 14 à 26 % de la force de travail totale et de 20 à 23 % de l'emploi industriel. Ce dernier demeure très spécialisé et les femmes sont exclues de toutes les tâches réputées dures, encore qu'il faille relativiser en considération des conditions de travail dans le textile par exemple (blanchisseuses, fileuses).

⁴³⁰ Et de recherche, pour les jeunes filles, du revenu et de la compétence permettant de constituer une dot. L'ouvrage déjà cité insiste aussi sur la découverte difficile de l'emploi industriel urbain. Comme l'a montré Zizi Salimba, l'entrepreneur participe au moins formellement à cette représentation sociale, se voulant protecteur des bonnes moeurs des jeunes filles (voir photographies de l'époque des ouvrières dans les usines).

⁴³¹ Le travail des mineurs est interdit en dessous de 15 ans, depuis 1973, et depuis 1912 en dessous de 12 ans. L'âge légal de la majorité est de 18 ans depuis 1982 (21 ans auparavant). Le service militaire touche les jeunes gens à partir de 19 ans et dure 9 mois (Il durait 24 mois auparavant).

Tableau 56. Taux d'emploi féminin par espèces de professions dans la population active en 1928, en %.

Emploi	Tx emploi
culture tabac coton	50,1
vannerie	31,8
textile	19,9
tapissières	87,6
chapelières	74,0
brodeuses	97,9
fileuses	82,7
flanelle bas	90,8
couturières	63,7
papier	57,8
tabac cigarettes	41,9
banque	15,0
employées de maison	89,1
enseignantes	39,7
sage femmes	100,0
infirmières	78,6
actrices	47,0
fonctionnaires	11,4
ouvrières	23,4

Source : ESYE, recensement de population de 1928, tome 3 p.47

Dans l'industrie manufacturière, on peut détailler l'emploi féminin par branche et le comparer à celui de 1920 (tableau 57). Les taux d'emploi féminin sont élevés dans le textile, le tabac et le papier carton⁴³², non négligeables dans la chimie et les « autres industries ». On note sa faiblesse dans la construction, les services publics et les métiers du feu. Une intéressante confirmation du caractère familial de la structure d'activité économique transparaît dans l'étude des statuts professionnels de la population active : en 1928, dans la catégorie aides familiaux⁴³³, les femmes représentent 49 % des effectifs.

Le modèle familial se définit aussi par l'absence des femmes de certains domaines. Ainsi, les patrons et artisans sont en général des hommes, eux-mêmes chefs de famille et y exerçant l'autorité (90 % pour les chefs d'entreprise employant des salariés, 79 % pour les artisans indépendants, en 1928. Les pourcentages de femmes sont rares, sauf situation de veuvage). Dans l'industrie en 1928, si l'on prend en compte l'emploi indépendant, on constate qu'à

⁴³² Voir les analyses de Zizi Salimba (ouvrage cité) par métier, dans leur lien avec les technologies utilisées (plus la mécanisation est poussée, plus l'emploi féminin, non spécialisé est développé et occupe une part importante de l'emploi) ; mais aussi avec les représentations sociales de ce que peut ou doit être le travail féminin.

⁴³³ Le recensement emploie le terme de « membres coactifs de la famille » (Συνεργαζόμενα μέλη).

l'exception du textile et de l'habillement où les femmes forment 72 % des effectifs (surtout comme travailleuses isolées), elles n'en forment que 1.6 %.

Tableau 57. Evolution du taux d'emploi féminin dans l'industrie, par branche, en 1920 et 1928, en %.

	1920	1928
Mines	10,5	5,7
agrolimentaire	6,9	3,7
chimie	11,4	11,6
construction	1,8	0,7
services publics	1,8	0,8
métallurgie	2,8	1,0
bois	5,5	2,6
cuirs et peaux	3,0	2,0
textiles	64,7	71,3
papier carton	26,5	16,0
tabac	25,4	41,9
autres ind	6,2	18,0
Total	19,7	22,9

Source : ESYE, recensements de population de 1920 et de 1928

Enfin les mineurs représentent, dans l'industrie, en 1928, 119.123 individus de 10 à 18 ans sur 436.171 actifs de l'industrie, soit 27 %. 45.690, soit 38 % sont des jeunes filles. Sur les 100.076 femmes employées, 46 % sont mineures. Dans le textile, les jeunes filles représentent 83% des mineurs et 47 % de l'emploi féminin. On ne compte pas dans ces chiffres les aides familiaux mineurs.

. *Après la 2ème guerre mondiale.* La révolution industrielle, enfin généralisée à l'ensemble des activités et du pays, accompagnée d'une profonde révolution des mœurs, a changé le paysage intérieur de l'entreprise. Les stratégies correspondantes de l'entrepreneur (indépendant et sa famille) et de la famille employée évoluent dans une large mesure. Mais les traces du passé ne s'effacent pas complètement.

En 1951, au lendemain de la guerre, les femmes représentent en Grèce 18 % de la population active totale⁴³⁴. En 1954, en France, elles en forment 34 %, 26 % en 1951 en Italie, et au Portugal, en 1950, 22%. Ces chiffres sont indicateurs, à notre sens, de stades de développement industriel différents, Grèce et Portugal demeurant alors des pays à majorité rurale où les femmes ne déclarent pas de profession.

⁴³⁴ Recensement de 1951.

L'étude des statuts professionnels dans cette population active est plus intéressante (tableau 58) et révèle d'autres écarts entre la Grèce et ces pays. Le taux de salariat en Grèce dans la population active n'est que de 36.8%, bien inférieur à celui des 3 autres pays, France, Italie et Portugal, respectivement de 64, 56 et 69.8 %. Ainsi, l'emploi indépendant, lié en partie à la place du monde rural, se détache en Grèce et en Italie, en raison notamment de l'importance des aides familiaux. Autre écart dans la distribution de l'emploi féminin entre les statuts professionnels : les femmes qui déclarent une profession indépendante (17.5 % de la population active féminine) sont en Grèce peu nombreuses, elles occupent de préférence une position d'aide familiale ou de travailleuse isolée. La position de chef d'entreprise appartient aux hommes.

Dans l'industrie manufacturière, toujours en 1951, l'emploi féminin représente 25.8 % des 475.259 employés ; 76 % des femmes sont salariées, alors que 65 % des hommes le sont. Ces chiffres montrent encore l'importance de l'indépendance professionnelle pour l'homme et le choix stratégique de la famille pour le salariat féminin ou l'aide familiale.

Tableau 58. Distribution (en %) des statuts professionnels en 1951, par pays, des femmes dans la population active féminine et des deux sexes dans l'ensemble de la population active.

	Grèce	France	Italie	Portugal
Femmes				
Patrons et TI	17,5	13,8	11,2	12,2
Aides familiaux	29,8	26	24,2	4
Salariés	46,3	58,1	57,9	80,8
nd	6,4	2,1	6,7	3
Total actifs				
Patrons et TI	40,7	21,1	22,3	20,7
Aides familiaux	16,2	12,9	16,5	6,1
Salariés	36,8	64,3	56	69,8
nd	6,3	1,7	5,2	3,4

Source ; *ESYE, recensement de population de 1951*

Les mineurs de moins de 19 ans représentent 17 % de la population active de 1951 et 21 % des effectifs de l'industrie manufacturière. Comme en 1928, 27.6 % des 510.580 femmes actives sont aussi des mineures. Dans l'industrie manufacturière, la part des mineures est encore plus élevée : elle représente 30.8 % des 122.587 femmes actives. Enfin, il y a proportionnellement plus de mineures dans la population active féminine, qu'il n'y a de mineurs dans la population active masculine. On peut penser que les familles poussent les

jeunes garçons plus loin dans les études.⁴³⁵

Les données ultérieures sur l'emploi féminin proviennent des recensements industriels de 1958 à 1988. Le taux d'emploi féminin dans l'industrie manufacturière demeure stable, autour de 29 %. Mais cette part varie selon le statut professionnel : la part du salariat féminin, dans l'emploi féminin total, progresse rapidement de 64 % en 1958 à 84 % en 1988⁴³⁶. Dans cette période, la structure familiale est bien visible : aux hommes les responsabilités, l'indépendance et la stabilité, aux femmes la flexibilité de l'assistantat familial et du journalier. Toutefois, le nombre des salariées au mois (par opposition aux journalières, plus précaires) a sextuplé, passant de 5.4 à 23.3 % de l'emploi féminin et c'est lui qui entraîne le taux d'emploi féminin salarié. Il en est de même du nombre des entrepreneuses qui a presque triplé (hors artisanes, de 6.544 à 17.374). L'industrialisation rapide du pays produit des effets sur le statut du travail féminin et à travers lui, sur l'émancipation des femmes. Dans les services, entre 1958 et 1988, on observe dans les mêmes recensements industriels une forte croissance de l'emploi féminin (triplement) et, à l'intérieur de cet emploi, un glissement marqué des aides familiales vers le salariat.

L'enquête sur l'emploi permet de suivre enfin l'évolution de l'emploi féminin de 1995 à 2014. Sa part dans l'industrie, après avoir décliné régulièrement de 1995 à 2010, de 30 à 23 %, probablement en raison de l'attrait des emplois de service, rebondit à 29 % en 2014. L'examen de la position des femmes dans l'entreprise (tableau 59) confirme que le salariat est plus répandu chez les femmes, oscillant faiblement autour de 80 %. Le changement de mœurs se manifeste dans la baisse de la part des aides familiales de 13 à 6%, au profit de positions indépendantes⁴³⁷.

⁴³⁵ Il faudrait tenir compte du service militaire chez les garçons (en général 18 ans) et des législations respectives en matière d'âge minimum des enfants au travail.

⁴³⁶ En 1958, le recensement industriel enregistre 45,680 chefs d'entreprise « artisans » dont 35,893 femmes, qu'on ne retrouve pas dans les recensements suivants, ce qui fausse un peu les chiffres de l'emploi indépendant.

⁴³⁷ L'étude même rapide des données professionnelles des recensements de population 1991, 2001 et 2011 va dans le même sens. Ainsi en 2011, les employées de bureau de l'industrie sont-elles plus nombreuses que les hommes de la même profession. De même, le rapport hommes femmes dans les emplois non spécialisés et manuels est-il particulièrement élevé, 22.937 femmes pour 35.586 hommes (65 %), alors qu'il n'est que de 19 % pour les emplois spécialisés. De même, les femmes l'emportent largement sur les hommes dans les services de nettoyage.

Tableau 59. Industrie, hors construction. Distribution de l'emploi féminin en fonction des statuts professionnels occupés entre 1995 et 2014, en %

	chefs d'entreprise	aides familiales	Travailleuses indépend.	Salariées	total
1995	2,9	13,0	7,2	76,9	100
2005	5,1	7,7	7,0	80,1	100
2008	5,4	8,9	6,4	79,3	100
2010	3,9	8,0	8,6	79,6	100
2014	5,2	6,0	7,7	81,1	100

Source : Elstat, enquêtes sur la force de travail (*ergatiko*)

L'évolution du nombre des mineurs dans l'industrie entre 1975 et 2014 montre que l'emploi des mineurs de moins de 19 ans disparaît progressivement, après avoir représenté au début une part de 14 %. Ce phénomène est lié évidemment avec l'élévation de l'âge minimum pour travailler, mais aussi avec la fermeture d'un grand nombre d'entreprises du textile. En réalité, l'aide familial ou le stagiaire, pendant les congés, est encore aujourd'hui relativement fréquent.

On note que les jeunes filles sont proportionnellement moins âgées, que leur part dans l'emploi féminin est nettement supérieure à celle des jeunes garçons dans l'emploi masculin et que la part des jeunes filles de 19 à 25 ans dans l'emploi industriel s'effondre aussi, comme celle des jeunes gens, mais à un moindre degré et pour les mêmes raisons : l'allongement des études.

Les montées du travail féminin et du salariat sont caractéristiques de l'industrie dans cette période. Elles le sont aussi des services (tableau 60), marqueur plus efficace encore de la *women's lib*, en raison de l'importance des services dans l'emploi total. Le taux d'emploi féminin y passe de 35 % en 1985 à 47 % en 2014. La place du salariat y progresse de 70 à 79 % et celle des chefs d'entreprise de 1.7 à 3.8 %, quand celle des travailleuses pour leur propre compte et surtout des aides familiales y reculent.

Toutefois, pendant la crise, entre 2008 et 2014, dans le cadre d'un recul généralisé du taux d'emploi féminin dans les services, indépendants et salariés renforcent leur place.

Tableau 60. Services. Taux d'emploi féminin et répartition en % des statuts professionnels entre 1985 et 2014.

	chefs d'entreprise	aides familiales	travailleuses indép.	salariées	total	Taux emploi féminin
1985	1,7	13,2	14,7	70,3	100	35,3
1995	2,7	11,0	14,5	71,9	100	39,6
2000	3,6	7,2	13,5	75,7	100	42,8
2005	3,9	5,8	12,4	78,0	100	45,2
2008	4,2	5,6	12,8	77,5	100	47,2
2010	3,9	5,5	12,9	77,7	100	47,5
2014	3,8	3,6	13,8	78,8	100	46,8

Source : Elstat, Ergatiko

Comme pour l'emploi indépendant, l'analyse de l'emploi féminin en Grèce révèle la persistance du modèle familial méditerranéen dans la distribution des emplois industriels. Dans un premier temps (1907 à 1928), ce qui frappe est l'invisibilité de l'emploi féminin, faiblement déclaré. Ensuite, l'emploi féminin est fortement genré, tant au niveau des professions exercées qu'au niveau des relations de travail. Les femmes sont absentes de la construction, très présentes dans le textile et le tabac, et les services à la maison, affirment leur indépendance nouvelle dans l'enseignement et la santé. L'emploi masculin continue de dominer dans l'agriculture, les métiers d'homme comme la construction, le travail des métaux, l'industrie lourde, plus tard l'électricité. La relation des femmes au travail est manifeste à travers la notion, longtemps présente, d'aide familiale, à travers le petit nombre de chefs d'entreprises (à l'exception des veuves), à travers leur confinement dans l'artisanat textile (travail à façon ou aux pièces). Elle se manifeste aussi dans la stratégie des patrons qui trouvent au travail féminin, et notamment celui des jeunes filles mineures, les vertus moins de l'habileté que du faible coût et d'une moindre syndicalisation.

Il est certain que dans les années 58 à 88 et suivantes, un bouleversement des pratiques et, au-delà, des mœurs, s'est produit, en Grèce comme dans toute l'Europe. Le travail féminin se « modernise ». Il devient visible dans tous les secteurs d'activité et particulièrement dans l'industrie. Il est de plus en plus salarié alors que les aides familiaux tendent à disparaître. Les jeunes filles mineures ou pas sont à l'école ou à l'université, elles entrent dans des professions qui leur semblaient interdites. Pourtant, on ne peut que vérifier la persistance du modèle méditerranéen, ou plus précisément sa transformation, son adaptation. Si 44% des femmes travaillent en Grèce, ce sont 64 % d'entre elles en France. Elles demeurent quasi absentes de

la construction en 2014. Elles ont massivement opté pour les services, et dans les services, encore faudrait-il distinguer les emplois non qualifiés qui leur sont souvent réservés. Les choix effectués semblent perpétuer des stratégies familiales (salarial, services), et la crise contribue à faire de la famille un refuge de ces pratiques.

Peut-être même le modèle s'impose-t-il à l'évolution du droit du travail et résiste-t-il à celle d'un capitalisme qui, en général ou ailleurs, favorise la formation et la compétence indépendamment du genre et de l'âge.

Ce n'est pas seulement en Grèce que l'on observe ces phénomènes : une enquête récente de l'Insee en France montre que si les femmes sont à l'origine de 40 % des créations d'entreprises en 2015 et 2016, elles sont absentes de la construction et du transport, moins présentes dans la communication, et massivement présentes dans les secteurs de la santé, de l'action sociale et des services aux ménages.⁴³⁸

iii. La place d'autres formes d'emploi

Les stratégies familiales d'emploi prennent d'autres formes. La multi-activité en est une, plus invisible, mais qui transparait par exemple dans les déclarations fiscales.⁴³⁹ Le travail à façon et à domicile sont des formes beaucoup plus difficiles à suivre statistiquement et on ne peut donner ici que des indications, à travers le suivi des travailleurs indépendants. On a vu ainsi, en 1958, les artisans se révéler être essentiellement des femmes, travaillant probablement à façon et à domicile. On peut de même imaginer que les travailleurs isolés, hors agriculture, relèvent de cette catégorie.

Dans l'industrie comme dans les services, cette dernière forme constitue un point de modernité essentiel, correspondant à la notion de « travail créatif », peu éloignée dans son esprit de l'artisanat ancien. En 2010 par exemple, les professions scientifiques et artistiques indépendantes occupaient 104.000 personnes, dont 39 % de femmes. La crise ne les a guère affectées.

Ainsi, la famille, dissimulée derrière la forme juridique et la taille des entreprises, et derrière les formes d'emploi, est ce qui distingue le pays du reste de l'Union Européenne.

⁴³⁸ Bonnetête, Félix et Bignon, Nicolas : « *Les créations d'entreprise en 2016* » Insee 1^{ère} n°1631, Paris, 2017.

⁴³⁹ Le nombre de déclarations se confond souvent avec celui des contribuables. Compte tenu de la population existante, cela ne peut être sans des activités doubles, voire triples d'un même contribuable.

Cette dissimulation de la famille pose problème, à deux points de vue. D'abord, le lien entre elle et l'activité économique n'est ni direct ni systématique. Un entrepreneur est souvent son propre employeur et se salarie en tant que dirigeant, ne fût-ce que pour bénéficier de la protection sociale. Les membres de sa famille, enfants, épouse, parents, ne sont pas forcément employés par lui et leurs choix d'activité ne résultent pas toujours d'une stratégie familiale. Les formes juridiques qui ne sont pas celles de l'affaire personnelle -et même- dissimulent inversement, souvent, une famille consciente de son unité. La taille de l'entreprise, même si la TPE recouvre bien souvent une structure familiale, n'est pas un critère et des très grands groupes sont détenus par des familles. Ensuite, et sans doute pour ces raisons, la famille échappe à la statistique. Si elle existe comme « ménage », lieu de consommation, objet de prestations sociales, foyer démographique, elle n'existe pas en tant que producteur.

Et pourtant, elle est très souvent le lieu de la décision économique. Famille et formes d'entreprise (forme juridique, taille), famille et formes d'emploi (indépendants, genres) sont évidemment liés. Le choix économique résulte de stratégies familiales qui valorisent l'indépendance comme moyen de protection, de reproduction, mais aussi d'expansion. La transformation sociale de l'après-guerre est loin d'avoir effacé les valeurs qui structurent la famille en tant qu'agent de production. La structure entrepreneuriale en Grèce -et sans doute dans l'ensemble méditerranéen- demeure bien dessinée et son évolution, de la petite propriété foncière à la petite entreprise industrielle, ne présente pas de véritable solution de continuité. Derrière ce schéma, c'est le système de valeurs qu'il faut maintenant saisir.

3°) De la petite propriété foncière à la petite entreprise industrielle.

Approches qualitatives

Reste à « expliquer » ces différences, ces rémanences. Quelle en est l'origine? Comment fonctionne ce modèle méditerranéen? Quelle en est la pertinence, pour l'industrie grecque?

Constantin Tsoukalas, en premier lieu, en démontant la mécanique sociale du pays a esquissé une première réponse à la question du fonctionnement de la société grecque, fondée sur la conservation de la petite propriété foncière, la double émigration extérieure et intérieure, le clientélisme.

Il faut insister aussi sur deux séries de travaux, ceux réalisés dans les années 1950 à 1980 par les anthropologues grecs et étrangers sur les villes et villages grecs et ceux effectués plus

récemment à l'occasion des études de genre, plus tournées vers l'industrie. Il est possible de décrire, à l'aide de ces études, cette société familiale, d'identifier sa structure, son fonctionnement et ses valeurs. Du point de vue de l'analyste de l'industrie, en ressortent le rôle structurant de la famille et l'importance des stratégies familiales dans l'économie industrielle grecque, les comportements spécifiques de l'entrepreneur grec, l'importance de certaines institutions, les propriétés de certaines branches d'activité industrielles et du monde du travail correspondant, le rapport de l'entreprise à l'Etat.

1. La famille sous-tend l'entreprise

i. La « mécanique sociale » selon Tsoukalas⁴⁴⁰

Tsoukalas a décrit les caractéristiques de la société grecque rurale, ancrée sur la petite propriété foncière du Péloponnèse et ses stratégies familiales de reproduction. La dynamique de cet ensemble réside dans la migration programmée, c'est-à-dire, organisée par la cellule économique et culturelle de base. Elle s'appuie probablement sur un « fonds » culturel plus ancien, celui d'une entité familiale, patriarcale et autarcique, telle que la décrit Germaine Tillon, une entité contrainte par la rareté de la terre en Méditerranée et par la nécessité de perpétuer l'intégrité de ses propriétés pour assurer la survie de ses membres. A cet effet, elle a organisé des mécanismes d'héritage et de dot plus ou moins coercitifs selon les pays du pourtour de la Méditerranée. Tsoukalas souligne, en Grèce, la nécessité de soulager l'entreprise familiale de la pression démographique, objectif réalisé par le mariage et la dot (prika)⁴⁴¹ pour les filles, et par l'émigration -et facilitée par l'éducation- pour les garçons.

Mais le passage de la campagne à la ville et de la petite propriété foncière à l'affaire commerciale, à la profession libérale ou à l'emploi de bureau, présente pour lui un solde économique négatif, parce qu'il fige la société grecque dans un modèle « petit bourgeois » improductif, voire anti-productif, celui du commerçant « *μεταπράτης* »⁴⁴². Or, nous pensons au contraire que la mobilité sociale, si bien décrite, ne se limite pas à des activités « improductives », mais s'étend à toutes les activités économiques et qu'elle exprime une croissance économique sous-jacente, dont le temps est celui de l'industrialisation, et dont le

⁴⁴⁰ Tsoukalas, op. cit.

⁴⁴¹ Προίκα ou dot.

⁴⁴² Traduire revendeur, simple intermédiaire, qui prélève sa marge sans valeur ajoutée, proche du « comprador » de Marx.

lieu est l'entreprise familiale. Là, s'opère au quotidien la division des risques et du travail, qui permet d'exploiter le plus efficacement possible les opportunités, les avantages, les innovations, dans tous les domaines de l'activité économique.

Cette mobilité est précoce en Grèce. Elle a conduit les commerçants épirotes vers l'Italie et l'Europe centrale, les armateurs chiotes vers le Pirée puis Londres, les Piliotes à organiser le textile d'Ambelakia avant d'émigrer vers l'Égypte, les Anafiotes vers le bâtiment à Athènes. L'étude développée ci-dessus sur la structure de l'entrepreneuriat montre la vivacité de ce modèle culturel et sa capacité à maîtriser les techniques et les marchés, à exploiter les avantages de l'environnement (armement naval, raisin sec, travail des métaux et matériaux de construction, diète méditerranéenne, cosmétiques). Ce modèle assure à l'entrepreneur grec un haut degré d'autonomie, d'indépendance et de créativité. Il permet le passage de l'agriculture à l'industrie et aux services, et de la petite propriété foncière à la petite entreprise commerciale ou industrielle, aux professions libérales, et à la fonction publique. Il s'exporte en Méditerranée et outre-atlantique, il transforme Athènes.

Bourdieu et Sayyad, à propos de l'Algérie, ont montré les capacités de transformation et d'adaptation de la cellule familiale à des environnements différents⁴⁴³. « Réinterprétés, nombre de préceptes de la tradition religieuse et sociale reçoivent une signification et une fonction nouvelles dans le monde de l'économie moderne. » L'entraide se convertit en entente, en commandite. L'organisation familiale de l'entreprise (parents, voisins, compatriotes) permet de réaliser des prix compétitifs. Sans renoncer entièrement à la relation personnelle, elle réalise le passage de l'échange pré-capitaliste (troc) à l'échange capitaliste (monétaire).

Campbell et Friedl décrivent de même, à propos de la Grèce rurale, une cellule économique familiale strictement organisée, genrée, jalouse de son intimité, s'opposant vigoureusement aux autres membres de la société dans le cadre d'une compétition entre égaux. Eux aussi pensent que cette cellule économique est perçue par ses membres comme une entreprise. « Les hommes de Vasilika pensaient leurs fermes comme des entreprises commerciales et appliquaient à leurs opérations, quoique sans y penser, les principes de la comptabilité

⁴⁴³ Et c'est particulièrement à propos du Mzab qu'il décrit cette capacité d'adaptation, dans "*Sociologie de l'Algérie*". Isolés au milieu du désert le plus hostile, les Mozabites ont pu perpétuer leur mode de vie grâce à l'émigration des hommes vers les grandes villes du littoral. Ceci n'est pas sans rappeler l'émigration réfléchie des petits propriétaires du Péloponnèse montagneux. Les mêmes fidélités familiales les caractérisent.

moderne, où, dans une entreprise familiale, le travail des membres de la famille est une charge propre contre profits ... ils pensent leur activité agricole comme celle d'une entreprise".⁴⁴⁴

Méditerranée italienne (le village de Montenagro dans le Basilicate) de Banfield, espagnole de Julian Pitt Rivers, mexicaine de Foster⁴⁴⁵, ces chercheurs reprennent les analyses des systèmes bilatéraux de parenté qui caractérisent la rive septentrionale de la Méditerranée, par opposition à sa rive méridionale, nettement patrilinéaire, et au-delà de cette différence, présentent une cellule patriarcale identique, aux fonctions strictement genrées, construite dans le regard des autres sur les valeurs de l'honneur et de la honte.⁴⁴⁶

ii. L'organisation familiale de l'entreprise

. L'entreprise est la famille. Son organisation interne n'est pas seulement calée sur le modèle familial, elle est celle de la famille elle-même⁴⁴⁷. Elle épouse à l'origine le modèle patriarcal où s'exprime la prévalence des valeurs masculines. Mais comme le montre Campbell, le système est dyadique⁴⁴⁸, chacun des sexes jouant un rôle relativement équilibré et chaque membre de la famille bénéficiant, à l'abri des murs de son habitat, d'une grande liberté de parole. De même, Campbell a insisté sur le fait que, dès son mariage, le jeune homme se sépare de sa famille d'origine, échappant ainsi à l'autorité du patriarche, pour fonder sa propre "entreprise". La division familiale du travail, la répartition des tâches au sein de l'unité économique de base, est une pratique ancienne, définie par des codes sociaux précis. Elle n'est pas incompatible avec des évolutions. Elle permet aux femmes de participer activement

⁴⁴⁴ Friedl : « *Vasilika men were thinking of their farms as commercial enterprises and were applying to their operation, however unwittingly, modern cost accounting principles whereby the labor of members of a family is a proper charge against profits in a family enterprise... They think of their agricultural activity as a business enterprise.* »

⁴⁴⁵ Articles publiés dans le recueil de Kayser Bernard, « *Les sociétés rurales de la Méditerranée* ». Aix en Provence 1986 (recueil de textes anglo américains).

⁴⁴⁶ Voir aussi Schneider, Jane, « *Of vigilance and virgins : Honour, Shame and Access to Resources in Mediterranean Societies* » *Ethnology* IX 1971.

⁴⁴⁷ La très intéressante analyse de Zizi Salimba dans « Femmes au travail » (p.155) montre que ce modèle était parfaitement explicité par la presse économique du début du siècle. Elle insiste sur le rôle du chef d'entreprise comme chef de famille, en charge des jeunes ouvrières, de l'usine nette comme un intérieur bien tenu, de l'emploi comme occasion de constituer la dot (financièrement, mais aussi symboliquement, comme moyen de prendre le temps d'apprendre les vertus du travail, de la patience et de la discipline). Elle note le rapport entre ouvrage sur le métier à tisser et a-sexualité de la femme, que dénote le terme anglais de *spinster*. Σαλίμπα, Ζιζή: « Γυναίκες εργάτριες στην ελληνική βιομηχανία και στη βιοτεχνία 1870-1922. » (Salimba, Zizi : « Femmes au travail dans l'industrie et l'artisanat grecs 1870-1922 »). Archives historiques de la Jeunesse Grecque, Athènes 2002

⁴⁴⁸ Dyadique, parce que contrairement au sud de la Méditerranée, la femme hérite à l'égal des hommes, ce qui oblige à constituer une dot de valeur égale. A l'intérieur de la famille, il en résulte un équilibre certain.

aux opérations, comme épouses ou soeurs.⁴⁴⁹ Elle permet aussi une répartition efficace des rôles dans l'entreprise industrielle et favorise sa reproduction sur plusieurs générations, en employant simultanément parents et enfants (Les entreprises de la plaine de Kalamata ou de la Bourse d'Athènes en donnent des exemples nombreux).

. Le rapport intérieur/extérieur, noté par Hirshon et par Tillon, est caractérisé par la notion spatiale du *hram* arabe, de la hutte sarakatsane, de l'oikos (οίκος) grec. La famille occupe un lieu, protégé du regard des autres (Friedl). C'est un espace d'abord féminin, dont l'honneur est protégé par le secret qui recouvre, vis-à-vis de l'extérieur, l'activité intérieure de la famille. La stricte réserve qui marque l'espace intérieur trouve son correspondant dans le secret qui couvre les données personnelles de l'entrepreneur individuel, très protégées en Grèce, et les données comptables que l'on communique difficilement à l'Etat. Les valeurs objectives des biens immeubles ne sont pas les valeurs d'échange, mais celles que l'on déclare, minorées, et le montant des revenus et la valeur des biens sont systématiquement minorés ou dissimulés.

. La relation de travail en Grèce, comme on l'a vu plus haut, est régie par les stratégies familiales et par les codes de l'honneur. Comme l'observe Bourdieu et après lui bien des historiens de la classe ouvrière en Grèce, « caractéristique de cette civilisation, où les relations économiques sont toujours personnelles et directes, l'absence de conflits de classe : le pacte qui les unit (patron et ouvrier) s'interprète dans la logique de l'honneur, en sorte que le conflit majeur est moins entre salariés et patrons qu'entre emprunteurs et usuriers. »⁴⁵⁰ On peut ajouter, avec Efi Avdela que le syndicalisme grec est resté une affaire d'hommes, même dans des métiers féminins comme le textile ou le tabac, et noter avec Dimitra Lambropoulou le rôle des corps dans les revendications des ouvriers du bâtiment.⁴⁵¹

⁴⁴⁹ A Kalamata, les époux Zygoris gèrent les deux entreprises de la famille. Le frère Dimitris et la soeur Evgenia Gyfteas se partagent les tâches de gestion technique et de gestion commerciale d'Agrovim.

⁴⁵⁰ Bourdieu : « *Sociologie de l'Algérie* », p.106

⁴⁵¹ Voir Lambropoulou, Dimitra, op. cit. Le corps (Soma, Σώμα) est le concept qui organise les revendications sur la pénibilité du travail dans le bâtiment. N'est-il pas aussi significatif que l'on emploie le terme de somatio (σωματείο) plutôt que de syndicalimos (συνδικαλισμός), terme qui renvoie à des organisations corporatistes ou proto-industrielles. Voir aussi Avdela, Efi, « *Le genre entre classe et nation : essai d'historiographie grecque* », Syllepse, Paris 2006 et « *Δια λόγους τιμής : Βία, συναισθήματα και αξίες στη μετεμφυλιακή Ελλάδα* » (« *For Reasons of Honour* ». *Violence, Emotions and Values in Post-Civil-War Greece*), Nefeli, Athens 2002.

iii. L'âme de l'entreprise : la compétition entre égaux.

Bourdieu note dans « Sociologie de l'Algérie » que « le domaine économique n'est jamais constitué comme autonome, et par suite se trouve régi, au moins idéalement, par le même système de valeurs (à savoir le code de l'honneur) que les autres rapports interpersonnels. »⁴⁵² L'esprit d'entreprise est l'expression, dans le domaine économique, de l'andréité du système familial (ανδρισμός), ou, si l'on veut dépasser l'opposition de genre, du désir de maintien et de reproduction -organisé- de la cellule familiale. La compétition qui oppose les « égaux » requiert l'autonomie de la base économique de chacun. Indépendance, autonomie, autarcie, sont les termes qui expriment la force du rapport de la cellule de base au monde extérieur. Toute sujétion -le lien salarial- remet en cause la frontière, et par conséquent la cohésion de l'ensemble familial. Aussi, la culture traditionnelle valorise-t-elle l'auto-emploi, la sous-traitance (en famille), l'habileté de l'artisan, qui lui garantissent cette autonomie. L'entreprise en Grèce n'est pas tant un instrument d'exploitation économique qu'un moyen d'accès à l'indépendance. En ce sens, les anthropologues retrouvent les moralistes du XVIII^e siècle, comme Mill.⁴⁵³

La vertu masculine par excellence est la « philotimia »⁴⁵⁴ (φιλοτιμία), mélange de noble ambition et de force de vaincre, dont sont dotés les « égaux » et qu'ils doivent défendre et honorer. La compétition des égaux est une affaire d'honneur, par lequel peut s'affirmer la supériorité des uns par rapport aux autres. Elle peut revêtir la forme extrême citée par Campbell et Hertzfeld⁴⁵⁵ du vol de troupeaux (zooklopi, ζωοκλοπή), par lequel se construit le pallicare⁴⁵⁶. Elle s'exprime plus généralement par l'esprit rebelle ou franc-tireur (andarsia, ανταρσία), cultivé dès l'enfance.⁴⁵⁷ Elle est le « *fighting spirit* » cité par Friedl, le moteur de l'action du chef d'entreprise pour inventer ses produits et conquérir ses marchés, et pour assurer sa supériorité économique et sociale.

⁴⁵² Ibid. Bourdieu, Sociologie de l'Algérie, p.22 footnote

⁴⁵³ JS. Mill : op.cité

⁴⁵⁴ Τιμή, l'honneur et φιλοτιμία, l'amour de l'honneur.

⁴⁵⁵ Hertzfeld, Michael, « *The Poetics of Manhood : Contest and Identity in a Cretan Mountain Village* », Princeton University Press 1988 (traduction en grec : « *Η ποιητική του ανδρισμού. Ανταγωνισμός και ταυτότητα σε ένα ορεινό χωριό της Κρήτης* » Edition Alexandria 2012).

⁴⁵⁶ Pallicare : « Ils se donnent à eux-mêmes le titre de pallicares, c'est-à-dire de braves. Ils sont restés fidèles au costume national, et portent fièrement le bonnet rouge, la veste d'or et la jupe blanche... » About, Edmond, *Grèce*, 1854, p.41. Le dictionnaire Babiniotis parle d'homme qui porte toutes les vertus de la jeunesse, force, générosité, masculinité.

⁴⁵⁷ L'éducation de l'enfant dans le bassin méditerranéen, dans le cadre de cette conception de l'honneur, mériterait toute une étude.

La contrepartie est la faiblesse des organisations inter-entreprises, la difficulté à s'associer pour conquérir des marchés, un rapport clientéliste avec l'Etat et l'incapacité de ce dernier, qui en résulte, à créer et gérer un cadre utile à l'activité économique. C'est en réalité le débat évoqué par Mill sur les moyens d'améliorer l'activité industrielle. Il oppose la concurrence entre unités indépendantes mais éparpillées et limitées de ce fait dans leurs ambitions, et la concentration en ensembles collectifs aptes à réaliser des objectifs plus ambitieux, mais aliénant l'indépendance du "labourer". Les formes d'organisation varient en réalité entre ces deux pôles opposés. Elles expriment des fonds culturels anciens. Leur efficacité économique est relative au temps et à l'espace considérés.

2. Les stratégies familiales orientent les activités économiques

i. La propriété privée au centre de l'activité économique.

On retrouve ici les débats sur le rôle de la propriété des moyens de production dans le développement industriel. A vrai dire, le débat économique recouvre un débat de société. Au XIX^{ème} siècle, en Grèce, comme dans la France révolutionnaire, la propriété est d'abord rurale et foncière. Si elle a garanti la capacité d'adaptation de la cellule familiale aux évolutions formidables des deux siècles passés, aujourd'hui, elle est aussi par son émiettement une menace pour la productivité et un frein au développement des équipements collectifs.

. La propriété foncière est le socle de la société grecque. Affirmée dans les réformes agraires successives, elle s'exprime aussi par le fait que 75 % des Grecs sont propriétaires de leur logement⁴⁵⁸, taux le plus élevé dans l'UE27 après l'Espagne (80 %). La distribution de ce taux en Europe divise d'ailleurs clairement le Sud et le Nord. Elle s'exprime encore dans la transformation d'Athènes pendant les "Trente Glorieuses". La construction occupe en effet une place majeure dans l'emploi comme dans le PIB. Les mécanismes qui marquent l'économie du bâtiment, comme le symbolisme qui s'y attache, ont été bien étudiés par Dimitra Lambropoulou. C'est l'initiative privée qui a permis de faire face aux nécessités de la reconstruction et du logement des émigrés, rendus nécessaires par l'exode rural massif vers

⁴⁵⁸ Louvot-Runavot, Claudie : « Le logement dans l'UE : la propriété prend le pas sur la location ». *Economie et Statistique* N°243. 2001. La Grèce où 75 % de la population est propriétaire de son logement, occupe à ce titre en Europe le deuxième rang après l'Espagne (80 %). Le pays s'est reconstruit après la guerre sur une procédure d'autostégasi (αυτοστέγαση), ou auto-construction, du logement (Maloutas, Thomas 1970).

Athènes. La mobilisation des épargnes populaires et une main d'œuvre bon marché ont été les facteurs de cette production, qui a modifié radicalement le paysage urbain. Les sols ont été fournis par les deux voies de la construction illégale (aftheraita, αυθαίρετα) et de la dation en paiement (antiparochi, αντιπαροχή)⁴⁵⁹.

Cette entreprise de construction massive est profondément marquée par les valeurs familiales. Le monde du travail y est presque exclusivement masculin et exalte les valeurs de l'andréité (andrismos, ανδρισμός), force physique, fierté de l'ouvrage accompli, indépendance de l'auto-emploi. Le financement est assuré en partie par l'affectation des dots à l'achat d'appartements. Le petit propriétaire du sol transforme, par la dation en paiement, son épargne foncière en bien immeuble (appartement), sans avoir à le monétiser, pratique caractéristique des sociétés rurales. Les constructions illégales, aux marges d'Athènes, mobilisent dans l'auto-construction de la maison familiale, sur un mode très ancien et caractéristique du monde rural, les énergies familiales, les parents et les voisins. Ces vertus familiales ont contribué de manière décisive à la transformation du paysage urbain. Fondé sur la propriété privée du logement, cette « industrie » se compare utilement à celle de la France, fondée sur la location (HLM)⁴⁶⁰ pour loger les familles de l'exode rural après-guerre, sur les plans différents de l'efficacité économique, de l'esthétique, du droit et du financement, de l'emploi, de la satisfaction des consommateurs.

La construction a été le moteur du développement industriel de l'après-guerre (1950-1980) par son effet d'entraînement sur les matériaux de construction, semi-produits et transformation (ciment, verre, aluminium, pierre et marbre) et sur l'équipement des ménages (ameublement, textiles, électro-ménager, équipement des salles de bain et cuisines). Elle a favorisé l'installation de grandes unités de production et la création d'un réseau très dense de petits transformateurs installateurs.

. En revanche, l'attachement obsessionnel à la propriété foncière a freiné le développement de certaines branches et bloqué celui des équipements collectifs.

⁴⁵⁹ La "dation en paiement" est une opération juridique par laquelle, en paiement de tout ou partie du montant de sa dette, un débiteur cède la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens lui appartenant. Ainsi le débiteur de droits de succession s'en acquitte en remettant à l'Etat des œuvres d'art ; le débiteur du prix d'un terrain vendu par son propriétaire s'en acquitte en remettant à ce dernier un appartement de l'immeuble qu'il a construit sur ce terrain. Le promoteur acquiert ainsi un terrain sans en décaisser le prix.

⁴⁶⁰ Habitations à Loyer Modéré.

Si l'étroitesse du lopin de terre encourage sa valorisation par des cultures industrielles (coton, tabac, raisin sec, oliviers), son morcellement progressif, en l'absence de toute politique de remembrement, conduit à l'abandon pur et simple de toute culture. La plaine de Kalamata, large, bien irriguée, bénéficiant d'un climat favorable, est en réalité faiblement cultivée et ses productions de riz, pomme de terre, artichauts, à l'exception de l'huile d'olive, sont en recul. Par ailleurs, la faible productivité des petites unités contribue à maintenir des prix élevés à la consommation.

D'un autre côté, la protection du droit de propriété devient "abusive" quand elle conduit à paralyser les expropriations pour cause d'utilité publique, nécessaires à la réalisation de nombreux travaux d'intérêt général (communications par route ou par rail, urbanisme, grands investissements industriels). Les expropriations en Grèce sont en effet subordonnées non seulement à la détermination par le juge du montant de l'indemnisation, mais encore au versement effectif de son montant dans le délai d'un an et demi. Le dépôt de l'indemnité conditionne le démarrage des travaux. Du fait des reports constants liés à la procédure de détermination de l'indemnité, l'estimation du montant des marchés de travaux publics et des délais de leur réalisation, est impossible. Par prudence, les contrats de grands travaux prévoient les retards, les intérêts de retard et les indemnités compensatoires liés à ces délais connus. Dès que le retard dû aux expropriations génère des intérêts et indemnités supérieurs au montant du marché initial, l'entreprise adjudicataire et ses banques arrêtent les travaux et négocient avec l'Etat de nouvelles conditions.

Il en est de même avec les saisies de biens immobiliers de débiteurs insolvables, lorsque les banques, qui en ont financé l'acquisition, mettent en jeu des hypothèques prises par elles pour se garantir. La procédure de saisie est paralysée par le souci des gouvernements successifs de protéger la résidence principale. Les projets de loi se sont succédé qui fixent des seuils d'exemption et les discussions sur ce point ont été portées jusqu'au Conseil des Ministres des Finances de l'Eurozone⁴⁶¹. Une action concrète, réalisée dans tous les pays européens par les banques, dans le cadre strict et protecteur des saisies immobilières et des ventes aux enchères, se trouve en Grèce détournée en débat de société. En dépouillant les garanties hypothécaires de toute signification, ces projets excluent la possibilité même de prêts pour l'acquisition de

⁴⁶¹ Le gouvernement proposait récemment des seuils de 400.000 euros, ce qui excluait la saisie de la quasi-totalité des résidences principales. Par le fait même, les garanties hypothécaires perdent toute signification, et l'exercice du métier de prêteur hypothécaire devient impossible.

résidence principale.

ii. Des activités “genrées”

Les stratégies familiales commandent probablement, encore aujourd’hui, l’emploi des hommes et des femmes dans un grand nombre d’activités industrielles, comme on l’a vu plus haut. Les activités sont réparties, pas toujours de manière consciente, selon des patterns (des *habitus* dirait Bourdieu) bien distincts, qui font par exemple du textile le domaine privilégié des femmes (et jeunes filles) et du bâtiment le domaine privilégié de l’homme. Si l’emploi féminin ne résulte pas toujours d’une stratégie familiale, le caractère “genré” de l’emploi demeure visible et l’on peut raisonnablement penser qu’il s’agit bien là de comportements liés aux représentations familiales traditionnelles, et réfléchies au sein des cellules familiales. La description des pratiques et relations humaines sur ces deux champs permet de repérer les valeurs traditionnelles, leur transformation historique (révolution industrielle, guerres) comme leur permanence.

Selon Elstat, en 2014 en Grèce, les femmes sont ainsi pratiquement absentes de la construction, mais aussi de l’extraction minière et de la production d’électricité. Et selon Eurostat, en 2014, l’agroalimentaire, le textile et surtout l’habillement, la chimie-pharmacie et les autres industries manufacturières ont un taux d’emploi féminin nettement supérieur à la moyenne. Inversement, les produits pétroliers, le travail des métaux, les machines et matériels de transport, la réparation, ont des taux nettement inférieurs.

Dans les services, les activités de transport excluent l’emploi féminin, alors que celui-ci caractérise l’éducation et la santé. L’emploi féminin équilibre l’emploi masculin dans l’hôtellerie-restauration, les activités financières et la gestion immobilière.

En revanche, la convergence européenne, dans l’industrie, semble bien avancée. La moyenne de l’Union Européenne, celle de la France et celle de la Grèce convergent autour de 29 % d’emploi féminin. Les taux élevés se rencontrent dans les mêmes branches (textile habillement), comme les taux faibles (l’extraction minière, l’énergie et le travail des métaux). Mais la moyenne globale masque les écarts et dans tous les cas cités, le taux grec reste inférieur aux taux de l’Union Européenne et de la France.

3. Evergétisme et capital “étranger”

La dynamique particulière de la Grèce induit des comportements spécifiques dans d'autres domaines. Le plus intéressant à observer, parce que visible jusque dans l'entreprise industrielle, est l'évergétisme.⁴⁶² Paul Veyne⁴⁶³ en a longuement décrit la pratique dans la civilisation hellénistique. Elle correspond à une conception de l'échange fondée sur le don et elle est liée aujourd'hui peut être plus que dans l'Antiquité, aux échanges entre “paroisses” de la diaspora et “petites patries” de la Grèce.

. L'évergétisme correspond à une personnalisation du rapport économique qui s'exprime dans le don/contre don (au sens Maussien du terme). Comme l'indique Bourdieu, « dans le commerce d'honneur, le devoir de rendre, et de rendre plus, est imposé par la loyauté personnelle, les garanties étant fournies, non par la richesse, mais par l'homme qui en dispose... Le don établit entre deux personnes un lien supra-économique ». Dans une société où l'honneur est la valeur suprême, l'évergète est celui qui, par le don, manifeste sa supériorité. Les dons expriment le prestige acquis en même temps qu'ils exécutent les obligations d'honneur. Dans la société moderne, on peut l'analyser aussi comme un autre mode de gestion du personnel, mais il est aussi conforme au rapport d'honneur qui unit patron et ouvrier. On peut considérer enfin que l'évergétisme pallie la faiblesse (ou dans le cas de la domination ottomane, l'absence) des collectivités publiques.

En Grèce, des entreprises industrielles financent orphelinats, hôpitaux et équipements culturels. La fondation « Sourire de l'enfant »⁴⁶⁴ émane de la famille Vardinoyannis, propriétaire de Motor Oil. Karelia, affaire familiale à Kalamata, participe étroitement à la vie locale à travers bourses, dons d'ordinateurs, et de matériel hospitalier, financement des recherches sur l'Ancienne Messine. La fondation Stasinopoulos a créé une bibliothèque dans le village de Tégée dont la famille est originaire.

. L'évergétisme est lié aussi au phénomène de la diaspora. Cette dernière, constituée au fil des émigrations, est le fruit des stratégies familiales décrites ci-dessus. Elle est imprégnée de ses valeurs. Elle joue dans la circulation des biens et des personnes en Grèce un rôle majeur, qui

⁴⁶² Littéralement, bienfaisance, εὐεργετισμός.

⁴⁶³ Il conviendrait cependant de se demander, avec Paul Veyne, pourquoi l'évergétisme caractérise seulement la civilisation hellénistique, s'éteint avec elle, et renaît aux Etats-Unis (et en Grèce). En France par exemple, c'est l'Etat qui est considéré évergète, le mécène n'ayant pas le même niveau de reconnaissance.

⁴⁶⁴ Χαμόγελο του παιδιού.

prend souvent la forme de l'évergétisme. Le don en retour se fait en nature et sous la forme d'investissements dans l'industrie ou les services.

Rendre à la patrie ce qu'elle lui a donné est la raison expressément donnée par Vassilis Constantakopoulos pour installer le plus grand complexe hôtelier de Grèce dans sa Messénie natale. De même que l'émigré contribue à la subsistance de la famille par ses mandats et, retour au pays, s'il a réussi, distribue ses bienfaits au village, de même « l'homogène » (ομογενής) de la diaspora contribue à la prospérité du pays en plaçant ses capitaux dans l'industrie. Les exemples sont nombreux dans l'histoire jusqu'à aujourd'hui. Les armateurs comme Niarchos et Onassis, ont exercé cette double fonction économique et évergétique. La diaspora constitue encore un réseau particulièrement actif pour assurer la diffusion de produits grecs (le régime crétois). Elle est active dans la restructuration des banques et des entreprises cotées. L'évergète ne se prive sans doute pas d'une gestion rigoureuse de son investissement, mais il engage tout aussi clairement sa responsabilité sociale.

. Enfin, dans le droit fil de l'échange d'honneur, l'équipement culturel est un objet privilégié de la bienfaisance privée en ce qu'il assure la "distinction" du donateur (Bourdieu). La diaspora après-guerre, comme on l'a relevé dans « Messiniaka Nea », entre 1950 et 1970, finançait massivement la construction d'écoles dans les villages de Messénie, alors même que l'exode rural les dépeuplait. Les industriels, banquiers ou armateurs (Karelia, Onassis, Niarchos, Livanis, Latsis) financent les bourses d'études supérieures, les bibliothèques, les bourses de recherche. Les musées Benakis, Goulandris, Theocharakis, la Fondation Niarchos pour la construction de la Bibliothèque Nationale et de la Scène Lyrique à Faliro, constituent les équipements de base de la distinction.

4. Patronage

Enfin, on l'a vu, le rapport entre familles, et entre familles et communautés de niveaux divers est empreint à la fois de la méfiance (la peur de perdre son honneur) et de l'audace (le désir de l'affirmer). Les mêmes structures qui fondent l'esprit d'entreprise, organisent aussi le rapport entre l'entreprise et l'Etat.

. Le patronage, relevé par les auteurs, constitue le lien indispensable entre une société fermée sur ses familles, mais économiquement particulièrement active, et une administration,

inventée au début du XIX^{ème} siècle pour assurer l'indépendance du jeune Etat. L'opposition radicale entre familles égales, mais non reliées par le sang ou par le mariage, nécessite des médiations, pour permettre une vie en société qui ne soit pas un état de guerre permanente. La première médiation s'opère avec le mariage des filles, qui contraint à des alliances entre familles. C'est le moyen d'atténuer la différence d'honneur qui se crée par la force des choses entre familles, en personnalisant les rapports entre elles. La seconde consiste à personnaliser le rapport contractuel abstrait entre fournisseur et client, entre patron et ouvrier, entre sujet et pouvoir (village, province, état central) et à le transformer en rapport « patron/client ». Le patronage⁴⁶⁵ ou clientélisme, en est l'instrument.

. Les rapports économiques et politiques sont marqués par l'inégalité (autrefois la violence). La famille, à travers les « parrains » des époux (koumbari, κουμπάροι) et de leurs enfants (nonoi, vovoí), cherche à se rapprocher de son fournisseur, de son banquier, du fonctionnaire, pour neutraliser en partie l'effet de domination subi et pour accéder à de bons réseaux. Cette personnalisation règle dans la vie économique les termes de paiement, leurs modalités (chèques de couverture), leurs délais (de règlement des factures), les facilités bancaires (interventions pour lettres de garantie ou autorisations de crédit). Dans la vie publique, elle règle le rapport entre l'Etat et les citoyens, plus précisément, pour le sujet qui nous occupe, entre l'Etat et l'entreprise, autorisations d'exercice, accès au crédit bancaire, avantages fiscaux (contrôles allégés, transactions honorables, classements avantageux), bienveillance des juges. Dans une société éclatée socialement, linguistiquement et géographiquement, le clientélisme présentait de nombreux avantages et le code d'honneur qui le régit évitait les abus.

. Mais dans une société issue des transformations profondes de l'après-guerre, désormais unifiée par un réseau de communications rapides, par une langue commune (le démotique), par un mode de vie homogène, le clientélisme se corrompt et devient un obstacle. L'Etat n'assure pas les fonctions qui facilitent la croissance (équilibre budgétaire, service de la dette publique, équipements collectifs, neutralité fiscale, fluidité du marché des capitaux, service des autorisations de création d'entreprise) et le système de distribution des crédits fonctionne comme un prolongement de l'administration. Les particuliers adoptent en contrepartie un

⁴⁶⁵ Le terme anglais de patronage n'a pas le même sens que le patronage français. Il désigne le clientélisme, et entre autres le rapport entre patron et client. Le patron français correspond plutôt au boss anglais. Πατρωνία en grec

comportement de “*give and take*”⁴⁶⁶ et de guérilla institutionnelle, en ne payant ni les remboursements de crédit, ni les impôts et cotisations sociales, ni les factures des services publics (transports collectifs, électricité). Ils retirent en outre leurs dépôts de banques en qui ils n’ont aucune confiance.⁴⁶⁷ La crise révèle, à travers le gonflement de la dette privée, la résistance d’une société à ce qui touche à son existence même, au nœud social.

Avec Schumpeter, nous avons bien noté ci-dessus que « les groupes réels et les comportements nationaux s’écartent plus ou moins des modèles auxquels nous aurions été en droit de nous attendre si nous avions tenté de les imaginer en partant des formes dominantes du processus de production ». La théorie économique attribue ainsi souvent à la périphérie une position subordonnée dans un développement capitaliste inégal, position que de nombreux économistes décrivent en Grèce et que sa population ressent. Mais l’approche de la réalité des entreprises industrielles, qui confirme leurs capacités d’adaptation à la modernité industrielle, oblige de constater que les agents rétablissent d’eux-mêmes les équilibres concurrentiels.

L’approche quantitative de l’entreprise montre en effet les différences de structure et de fonctionnement qui caractérisent la société grecque et l’insèrent dans une société méditerranéenne plus large. Les formes juridiques d’exercice des activités (contrats de société et de travail), leurs formes sociales (tailles, familles), sont assez précisément repérables. Elles nourrissent un mode de développement autonome et permettent son adaptation très souple aux conditions historiques, économiques ou géographiques. Elles font apparaître, dissimulée derrière ces formes, l’importance d’une structure familiale jalouse de sa liberté de décision, de sa capacité à se reproduire, de sa dimension humaine.

Ces constatations renvoient à l’étude des “mœurs” ou des “valeurs” de cette société. Elles mettent l’accent sur le ressort qui l’anime, l’amour de l’honneur (τιμή plutôt que δόξα⁴⁶⁸) et le sens du don, sur ses modes d’organisation, ses choix culturels de production, son système relationnel fondé sur la personnalisation, la réciprocité, l’évergétisme, et sur sa dimension

⁴⁶⁶ « Donnant-donnant » : je contribue, mais à mesure de ce que je reçois.

⁴⁶⁷ En 2015, 44 % des encours de crédits délivrés par les banques sont considérés comme douteux (non performing loans). Les mêmes banques ont perdu entre 2009 et 2015 près de la moitié de leurs dépôts (242 milliards d’€ en décembre 2009 et 131 milliards d’€ en juin 2015). Le retard de paiement de l’Etat à ses fournisseurs s’élève à 4,6 milliards d’€ en décembre 2015 et le retard de paiement des contribuables pour la seule année 2015 s’élève à 10.4 milliards d’€ portant le total cumulé à 82.3 milliards d’€. Le retard de paiement aux organismes sociaux s’élève à 15.8 milliards d’€ à fin 2015. Les impayés portés par DEI s’élèvent à 4.4 milliards d’€ en 2015.

⁴⁶⁸ Honneur plutôt que Doxa en son sens de gloire

diasporique. Elles renvoient aussi à quelques une de ses faiblesses, en tout premier lieu la réticence à toute forme d'association, à tout abandon de sa souveraineté.

CONCLUSION

La Grèce est un petit pays et son industrie, même repeinte de belles couleurs, peut sembler mineure. Mais elle ne nous a paru jamais insignifiante.

L'étudier, c'est s'intéresser au mouvement général des économies modernes, tant à la nature des produits qu'au processus de production. Pour répondre à des besoins plus sophistiqués, plus cultivés, plus hédonistes, l'appareil productif intègre une part de valeur sans cesse grandissante, immatérielle, "créative", ludique, plus élastique à l'évolution des revenus. Il fait appel pour cela à des compétences nouvelles qui s'exercent dans des cadres plus libres, plus indépendants, plus "anarchiques".

C'est aussi s'intéresser à l'originalité de ses structures, qui à la fois la distingue nettement d'autres ensembles en Europe, et ouvre à des réflexions sur les problématiques du développement qui ne portent plus sur les stades, mais sur les causes, sur les contenus, sur l'historicité, sur le rapport à l'environnement, sur les effets spécialisants de la concurrence élargie au monde. La reconnaissance des différences, très prononcées en Grèce, libère la recherche des préjugés, et l'oriente vers de nouveaux champs.

La recherche économique en Grèce, faute d'outils appropriés, et notamment en raison de l'abandon des enquêtes sur l'industrie depuis la fin des années 80, a "manqué" ces évolutions. Le changement, accéléré par la crise, a été interprété comme une simple désindustrialisation, là où il s'agit plus probablement d'une re-création, et au-delà, d'une construction originale. Les études récentes d'histoire industrielle y ont ouvert un champ prometteur, en reprenant l'analyse à la source.

Au terme du parcours, il faut nous efforcer de rendre compte des particularités de l'industrie grecque en tant que constitutives d'une réflexion plus générale sur l'histoire économique. Il sera alors temps de critiquer le champ de l'étude et de reformuler les contenus.

Rendre compte. L'ambition de cette recherche est d'affirmer avec force l'existence d'une industrie en Grèce, de montrer la construction historique et géographique particulière de son produit, de repérer les différences dans son organisation humaine.

En établissant l'existence et la vigueur de cette industrie, on s'élève d'abord contre les présupposés de la mondialisation.

Ces préjugés dénie en effet aux pays de la périphérie la possibilité même d'une industrie, ou en décrivent l'inexorable destruction. Dans l'histoire économique du pays, alors que

l'industrialisation était un objet central de la construction du pays, le résultat en était systématiquement « dévalué », sous-estimé, et les acteurs méprisés. Le pays épousait un modèle industriel jugé de médiocre imitation, ses entrepreneurs adoptaient des comportements de compradores égoïstes, ses ouvriers insuffisamment formés conservaient des réflexes archaïques. Les historiens et économistes étaient habités d'un sentiment de retard, d'imperfection, de corruption des idéaux. Eblouis par la Révolution industrielle en l'Europe du Nord, ils constataient et s'efforçaient d'expliquer le sous-développement de leur pays. Eblouis de même après la 2^{ème} Guerre Mondiale par le succès apparent de l'Union Soviétique, ils valorisaient un modèle d'industrie lourde « industrialisante », à l'abri d'un mur de protection, sous l'égide de l'Etat. Par nature, et dans un « essentialisme » parfois surprenant, ils estimaient la Grèce incapable de résister aux concurrences écrasantes qui s'exercent dans un monde ouvert.

Rien n'est pourtant plus évident que l'existence de l'industrie grecque et ses réussites remarquables. *"Encore que la Grèce soit, industriellement et financièrement parlant un pays très jeune, on y trouve cependant des organisations capables de mener des opérations de très grande envergure et présentant, au point de vue commercial, industriel et financier, des difficultés qui, à première vue, paraissaient insurmontables"*, écrit Andréadis⁴⁶⁹. L'évidence du regard porté sur les rivages des golfes Saronique (Athènes) ou Thermaïque (Salonique) et le long des autoroutes qui conduisent vers Corinthe ou Lamia confirme ce jugement. Une analyse fine des données statistiques par branche, tant du produit, que de ceux qui les fabriquent, entreprises ou employés, révèle et précise la réalité d'un ensemble vivant, ambitieux, réactif, flexible.

Ensuite, le produit industriel grec est le fruit d'une évolution historique et d'une géographie particulières, qu'il convenait de spécifier et dont la portée nous semblait plus générale.

Sur le chemin de l'histoire économique, nous avons tenté de renouer le fil du récit long d'une l'histoire industrielle, et de montrer à travers elle l'évolution du produit dans l'économie moderne.

⁴⁶⁹ Andréadis, André : « *Emprunts internationaux et finances publiques grecques* » in Œuvres, éditées par l'Ecole de Droit de l'Université d'Athènes, tome II, p297-649, 1940. (Ανδρεάδης, Α, «Εθνικά δάνεια και ελληνική δημόσια οικονομία», στο Α. Ανδρεάδου: Έργα, εκδιδόμενα υπό της Νομικής Σχολής του Πανεπιστημίου Αθηνών, τόμος II: 297-649, Αθήνα 1940).

. Cette histoire nous paraissait devoir être en premier lieu celle de l'évolution industrielle récente, depuis 1950, pour établir une vision plus exacte des temps forts et des temps faibles, et celle de la crise de 2008 à 2014 pour en étudier les effets sur la production et ses agents.

La mise en place de la base industrielle est marquée par la volonté de se reconstruire après les désastres de la guerre, de remédier au sous-emploi chronique et de renouer avec la tradition de réintégration dans l'ensemble européen. Le débat sur le modèle est déjà intense, entre K. Varvaressos d'une part, et A. Angelopoulos et X. Zolotas, d'autre part, le premier s'appuyant sur la modernisation de l'agriculture et une large décentralisation de la décision de production, les seconds favorisant la création d'une industrie lourde plus concentrée. Les réalisations tiennent en réalité compte des deux et il faut déjà noter que l'Etat, dans une économie ouverte, cède largement la place à l'industrie privée, celle de la construction et de l'agro-alimentaire, celle du textile-habillement et du cuir ; que les grandes réalisations de l'industrie lourde sont souvent le fait du capital étranger ou empruntent le savoir-faire étranger.

La volonté de l'Etat de conduire le développement industriel, largement inspirée des idéologies du moment et de nationaliser à cet effet le système bancaire et la grande industrie, aboutit à partir de 1981 à ce que les auteurs ont appelé la désindustrialisation, et que beaucoup ont attribué à tort⁴⁷⁰ au processus d'intégration à l'Union Européenne. En réalité, c'est un processus de destruction créatrice qui se déroule, dans lequel un clientélisme social généreux sort les grandes entreprises publiques du marché, tandis que le tissu industriel privé s'enrichit de nouvelles entreprises dans de nouvelles branches. La période de rétablissement des équilibres financiers favorise ce renouvellement et le nourrit de l'intégration à l'Eurozone et au Grand Marché unifié.

La crise est-elle un accélérateur de la transformation, elle-même caractérisée par une spécialisation et par un renouvellement des produits ? La spécialisation est ancienne et liée à la mondialisation, c'est-à-dire, à l'abaissement des barrières douanières. Il semble bien que la crise serve d'accélérateur tout en jouant dans le même sens. Les entreprises réorganisent leur production, se concentrent sur leurs points forts, redéploient leur activité vers les marchés extérieurs. Les entreprises non rentables ferment leurs portes.

Dans ce mouvement intense des 70 années passées, l'autonomie du développement nous paraît bien plus significative que la conduite publique des affaires, quoique moins visible, et la prise de relais par l'initiative privée mieux réussie. Une multitude d'agents accomplit la

⁴⁷⁰ Parallèle saisissant avec les critiques actuelles de la mondialisation.

spécialisation rendue nécessaire par l'abaissement des frontières, l'accentue pour survivre dans la période de crise.

. En second lieu, ce parcours historique particulier n'est en réalité qu'un prétexte pour s'interroger sur les évolutions générales de ce produit dans les économies modernes. Le pays n'en a été jamais absent et son industrie en est même un assez bon exemple. Si le terme « industrie » conserve toute sa valeur ancienne, c'est que son contenu s'est élargi et renouvelé. L'économie moderne s'intéresse aussi aux transitions, de la satisfaction de besoins alimentaires à la satisfaction de plaisirs diététiques ou cosmétiques, de celle de besoins d'équipement fonctionnel des ménages à celle de besoins ludiques et esthétiques, d'une économie des besoins à une économie des loisirs, toutes évolutions auxquelles le produit grec participe. Les pratiques industrielles débordent le cadre des nomenclatures traditionnelles, à la fois au sens des activités (agro-industrie, services à l'industrie, logiciels et activités de réparation et d'entretien, économie créative) et au sens de l'organisation des fonctions qui constituent le processus de production, externalisées en même temps que contractualisées. Par ailleurs, l'expérience grecque montre combien l'économie industrielle d'un pays doit intégrer le concept de culture à la configuration de ses produits. Ce n'est pas seulement une question de climat ou de circonstances : de même qu'une machine est de plus en plus commandée par un logiciel, un produit est de plus en plus chargé de l'expérience, du savoir-faire, de l'art et de la culture de ceux qui le produisent. (Le producteur comme le consommateur retrouvent dans leurs produits de prédilection les éléments de leur culture).

. En dernier lieu, cette histoire est celle du produit et de ceux qui le fabriquent. Elle est en Grèce particulièrement exemplaire, en raison de son passé très ancien. L'archéologie industrielle a beaucoup contribué aux réflexions sur la culturalité du produit et de ses processus de fabrication, parce qu'elle cherche les hommes derrière les artefacts : obsidiennes de Milos, meules des pressoirs d'Attique ou de Crète, fonderies d'argent du Laurion, atelier de teinture mycénien de Pefkakia près de Volos, fours du Céramique. Les processus de production et de consommation des produits ne sont pas que des processus mécaniques aliénants. Ils construisent aussi le rapport libre entre les hommes et leur environnement. Chaque peuple s'investit dans ses propres produits ; sa culture est son produit, à l'époque néolithique comme aux temps modernes. Son industrie, son génie propre.

Sur la route géographe, nous nous sommes intéressé au rapport de l'homme à son espace, comme dimension essentielle de sa construction. Ce rapport ne s'exprime pas seulement par un habitat, ou un système de culture du sol, mais par une activité industrielle. L'étude de l'industrie se doit ainsi d'intégrer la dimension géographique, pour rendre compte non

seulement de la distribution spatiale des établissements, mais encore de la combinaison particulière entre le produit et ses agents, qui s'exprime au niveau de leurs territoires, et au niveau de leurs marchés extérieurs.

. Le "miracle" athénien a fait illusion sur une industrie qui n'eût existé que dans la plaine attique entre Athènes et le Pirée. En réalité, le processus d'industrialisation comporte *nécessairement* un processus de diffusion dans tout le pays. Les raisons économiques en sont multiples. Prix des terrains et coûts de communication qui poussent les unités à s'installer le long des autoroutes et au bord de l'eau, localisation des matières premières et avantages liés au climat ou à la nature des sols, attraction des marchés locaux en développement, favorisant la dispersion des unités de production, spécialisations locales liées à la constitution de grands marchés concurrentiels, processus de destruction créatrice qui détruit des industries concentrées comme le textile et renouvelle des industries plus diffuses comme la construction et l'agro-alimentaire. Les études de localisation montrent un desserrement continu de l'industrie, y compris en temps de crise, d'une part en Attique (et peut-être aussi à Salonique) du centre vers les zones ouest, nord et est, d'autre part le long de l'axe autoroutier et ferroviaire PATHE. Elles montrent aussi la valeur de la combinaison branche-nome pour tout effort de connaissance et d'action dans le domaine de l'économie.

. Le rapport de l'homme à ses territoires définit une culture. C'est un rapport d'interaction. D'une part, l'industrie utilise un environnement plus ou moins riche en matières premières, extraites du sous-sol, ou propres à un sol, à un ensoleillement, à des précipitations, qui définit un produit. D'autre part, l'homme exploite ces ressources et invente des techniques qui favorisent tantôt le travail en unités concentrées (plomb argentifère du Laurion, industrie lourde, filatures), tantôt un artisanat indépendant et dispersé (transformation des matières premières, construction, technologies de l'informatique et de la communication). L'évolution du produit, et des hommes qui l'accompagnent, contribue à un remodelage incessant des paysages, à des agglomérations spatiales nouvelles (syals, clusters), à la construction d'espaces originaux et culturalisés.

. Le même rapport de l'homme à sa terre fonde le phénomène ancien de la diaspora. La Grèce en est le paradigme. La diaspora est à l'origine la soupape de sécurité d'une population dont le nombre excède les ressources disponibles. Elle permet ensuite, au retour, la constitution d'une épargne à réinvestir dans l'industrie, elle est pour cette dernière un marché familier pour l'exportation de ses produits, elle assure la connexion des « petites patries » à la modernité des pays d'accueil, elle permet d'y nourrir une recherche de haut niveau. En période de crise, l'industrie grecque, qui souffre en réalité d'un manque de moyens de

commercialisation et de communication modernes dans son propre pays, se redéploie plus facilement vers ces marchés lointains que vers le marché plus proche de l'Union Européenne. Elle retrouve aussi les voies anciennes et familières des Balkans et de la Méditerranée.

Derrière les produits différents de son industrie, se profilent les différences des hommes et des organisations. Le lieu pertinent de l'analyse industrielle, c'est, en Grèce l'entreprise. Là, les hommes réagissent en premier à la crise, en la restructurant et en restaurant son autofinancement. Là, se redéfinissent la notion d'emploi et le lien de subordination. Là, s'installe la structure particulière de la famille, qui l'anime et l'organise.

. Les entreprises sont les premières à subir les effets de la crise, qui, les sortant du marché, pousse à la fermeture de nombre d'entre elles. Celles qui survivent opèrent le repli généralisé du nombre de leurs employés, de leurs chiffres d'affaires et valeurs ajoutées, de leurs investissements, repli considérable, plus ou moins marqué selon les branches. Dans ce mouvement intense et rapide, on constate à la fois le souci de rétablir les équilibres financiers en vue de recouvrer l'autonomie financière et celui de préserver la structure de base de l'emploi et de l'activité. La restructuration passe par un changement important dans les modalités d'emploi ou d'exercice de l'activité, et le recours à des formes plus flexibles et plus indépendantes. Elle passe aussi par une renégociation généralisée de la dette. Dans tous les cas, se manifeste la liberté d'entreprendre et de s'organiser de l'agent économique, qui n'est pas un seulement un argument de théorie économique, mais le ressort majeur d'une société, qui la définit, qui explique sa capacité d'adaptation et sa résistance à la crise.

. A ce stade, il faut élargir et approfondir la notion d'emploi. Au sein de l'entreprise, le patron est un employé et l'autoentreprise un emploi. Un indépendant qui ferme son entreprise s'inscrit au chômage, un chômeur qui crée son EURL, en sort. L'exercice d'une activité industrielle prend des formes différentes en fonction de son degré d'indépendance (emploi familial, artisanat, travail à façon ou sous-traitance, économie collaborative). Le cas de la Grèce est ici exemplaire en ce qu'il invite à repenser le sens du lien de subordination. Il présente, comme celui de l'Italie, un modèle bien préservé, méditerranéen, celui de la TPE indépendante, fluide, mobile, créative. Elle ne se plie pas aux modèles septentrionaux d'organisation qui ont caractérisé la Révolution industrielle. Forme juridique, taille, productivités, emplois, révèlent la prégnance de ce modèle, jusque dans la crise.

. Reste à expliquer le modèle et à le lier à l'activité industrielle. Les études anthropologiques d'après-guerre et les études sociologiques de Constantin Tsoukalas ont ouvert la voie. Les données récentes sur l'entreprise et l'emploi montrent la force et la permanence des habitus,

semblables et différents avec le temps. Et avant tout, le souci pointilleux de l'indépendance, à la fois égoïsme anarchique de la masculinité et lutte honorable pour la distinction, provocation batailleuse et goût de la performance, bref, esprit d'entreprise. La construction de cette indépendance, sa préservation et sa reproduction, passe par la division du travail et des rôles au sein de la cellule familiale. Il ne s'agit pas que de symboles. Dans l'industrie, le marché du travail, le processus de production, sont organisés par les stratégies familiales : rôle de la dot dans la construction de logements à Athènes, rôle de l'auto-construction illégale vécue à la fois comme andarsia et comme réponse familiale à l'exode rural, répartition genrée des tâches dans le bâtiment ou le textile. De même, le financement de l'entreprise utilise les voies clientélistes de la distribution officielle du crédit et les chemins plus personnels du rapport entre fournisseur et client, mais aussi l'impayé vécu comme instrument de guérilla. Si la Grèce a intéressé autant, et si tôt les anthropologues, ce n'est pas un hasard. Aux sources de l'univers culturel méditerranéen, il y a l'équipage grec. Nous pensons y avoir montré le rapport étroit entre les structures anthropologiques et l'activité industrielle, tant dans la construction du produit que dans celle des relations de travail, tant dans le champ de l'archéologie que dans celui de l'histoire moderne, tant dans l'espace grec que celui plus large de la Méditerranée.

Reformuler. Beaucoup pouvait être dit encore sur l'industrie, et autrement ; les partis pris peuvent être critiqués, les contenus reformulés.

En termes de champ, on a éliminé bien des travaux accomplis ; on a flotté à la recherche d'une synthèse ; on a hésité sur la qualification académique et sur les hypothèses ; on n'a sans doute pas toujours conservé la distance nécessaire avec le sujet.

. En premier lieu, s'il est étroit pour un public français, le sujet abordé est vaste pour un public grec, le principal intéressé. Les limites imposées de l'exercice ont conduit à se concentrer sur l'évolution du produit et de l'emploi. C'est au détriment des études de branche (énergie, mines, industrie agro-alimentaire, pharmacie-cosmétiques, construction), qui constituaient pourtant de bons exemples pour soutenir nos thèses.

C'est aussi au détriment de bien des thèmes transversaux, que l'on n'a pu traiter, comme l'organisation du marché intérieur et, plus précisément, celle de la distribution et des circuits de commercialisation, comme la formation des prix et salaires ou la recherche, dont la relation avec notre propos aurait pu être relevée. On n'a pu qu'évoquer de même brièvement le rapport entre l'Etat et l'industrie, et dû abandonner l'étude précieuse de la fiscalité, du cadre

que l'Etat trace pour l'entreprise industrielle tout au long de son existence, de la législation du travail et des relations sociales. A vrai dire, ces thèmes, quelle que soit leur importance, ont déjà été traités en Grèce et dépassent le champ plus étroit de l'industrie.

. En second lieu, le cheminement de l'étude est lui-même incertain parce que le sujet est vaste et le tri délicat. Les objets sont traités les uns après les autres, sans ordre ou hiérarchie préconçus. Les regroupements thématiques se font *après-coup* et il appartient souvent à la conclusion de procéder à la synthèse. Toutefois, la matière première de la recherche n'imposait pas un plan. Elle consistait en statistiques connues, grecques et européennes, en enquêtes circonstanciées (Kalamata, Bourse d'Athènes, rue du Pirée). Elle n'était pas concentrée sur un fonds d'archives précis. Dans tous les cas, l'imperfection des méthodes utilisées et un défaut certain de formalisation imposent la modestie. (Une approche seulement statistique ne permet pas de rapporter une preuve, parce qu'elle repose sur des enquêtes « questionnables », on le voit bien sur le rapport entre famille et taille ou forme juridique, qu'il faut recouper par des approches différentes).

. En troisième lieu, peut-être justement parce que le sujet est vaste, sa qualification (Economie et Société) a, tout au long de la recherche, posé problème. S'agit-il d'un sujet d'économie, d'histoire, de géographie, de sciences politiques, de sociologie ? S'agit-il d'une simple monographie ? L'utilisation des apports de disciplines variées n'est pas en soi une difficulté. Le problème est de définir précisément ce que l'on entend montrer. Au fil de la recherche, le sujet s'est précisé, moins comme le dévoilement d'une activité mal connue, que comme la mise en question d'un récit historique qui réfère la différence à des échelles dévalorisantes de temps (retard de développement) ou d'espace (périphérie, orient), sans parler de différence de nature (le Grec commerçant). La différence devait d'abord faire l'objet d'un effort particulier d'observation. Elle devait ensuite être expliquée comme une construction historique et géographique originale, porteuse de problématiques nouvelles dans les champs de l'économie et de la société.

. En quatrième lieu, l'effort de recherche n'aboutit pas toujours à des conclusions assurées. Si, par exemple, l'appartenance des hommes à une aire culturelle méditerranéenne nous semble raisonnablement établie, la « méditerranéité » de leurs produits reste difficile à prouver. Intuitivement, on peut penser que c'est le cas. De plus, l'agroalimentaire, le travail des métaux, la construction, nous semblent en porter quelque trace. Mais les statistiques ne permettent pas de prouver que le produit italien ou espagnol se distingue fondamentalement du produit danois ou du produit allemand. A vrai dire, elles ne permettent pas de plonger dans la réalité des produits. Elles ont pour but de regrouper pour comparer et non de détailler pour

distinguer. En outre, la mondialisation permet de mettre en concurrence les produits et leurs producteurs, et les avantages ne résultent pas seulement de la nature particulière des produits, mais, pour des produits identiques, d'une meilleure gestion de leur production ou de leur commercialisation. Il n'en reste pas moins qu'une partie de la concurrence porte sur la qualification locale du produit, sa distinction, ses propriétés particulières, qui en constituent la performance même. Et l'on regrette toujours de ne pouvoir mieux montrer, au rebours de la mondialisation, qu'on ne consomme pas les mêmes objets à travers le monde et qu'on n'y fabrique pas les mêmes objets et de la même manière.

. Enfin, au-delà de l'imperfection des méthodes, la neutralité du chercheur, s'agissant pour une part d'anthropologie, est elle-même en cause. L'approche scientifique de l'anthropologie grecque et méditerranéenne a soulevé de nombreuses questions, que Stathis Damianakos a bien résumées.⁴⁷¹ Le risque principal en est « d'essentialiser » les comportements, de les figer dans le temps, de les hiérarchiser en fonction de divers critères (retard, performance, localité). Et les protagonistes de ces approches, acteurs souvent de la colonisation en Afrique ou en Orient, n'y ont pas échappé. Le complexe de supériorité, plus récent, des donneurs de leçon européens et le complexe d'infériorité des peuples indisciplinés, se combinent pour polluer les approches scientifiques. Mais il nous semble que les travaux les plus sérieux sur les villages grecs ont pris le risque inverse de ne pas gommer les différences de comportements au mépris des réalités, mais de les enregistrer le plus rigoureusement possible. A partir du moment où, dans le champ de l'analyse de l'industrie, on observe de semblables différences, il nous paraît légitime d'essayer de les relier aux acquis de ces travaux. Mais on n'est jamais à l'abri sûr de ses propres préjugés. Ou de ses passions.

En termes de contenu, on est tenté de reformuler, à propos de la Grèce, les grandes questions qui ont traversé l'histoire industrielle.

. Et d'abord la crise obsédante. Au fil de l'étude, son caractère central s'est estompé. La crise n'est apparue que comme une circonstance, dont il faut, en partie au moins, s'abstraire, de même que l'activité industrielle n'était qu'un champ particulier d'observation. Le mot est lui-même ambigu. Il signifie à la fois séparation distinction, jugement, et moment troublé, maladie, moment aussi où tout bascule et se décide. Pour reformuler la chose, il est difficile

⁴⁷¹ Damianakos, Stathis : « Aspects de la pensée et de la recherche anthropologiques en Grèce » Colloque de la société Grecque d'Ethnologie en 2001, publication en 2004. (« Όψεις της ανθρωπολογικής σκέψης και έρευνας στην Ελλάδα »).

d'ignorer la situation de crise, en Grèce aujourd'hui, et il est nécessaire, historiquement, d'enregistrer les modifications qui se produisent dans les consommations et les productions, et qui la constituent. Mais la crise relève du temps court et ne constitue un moment privilégié d'observation que pour apercevoir un modèle et pour en distinguer les constantes, qui relèvent du temps long. De plus, si la crise appelle des décisions, le devenir de crise ne peut être prédit en raison de l'incertitude qui pèse sur elles, ce qui est le cas aujourd'hui. Il échappe à l'historien.

. Ensuite l'emploi. On a été conduit à préciser le vocabulaire de l'emploi, historiquement marqué. Dans les emplois possibles qui font l'industrie, entrepreneur et employé sont les termes les plus neutres et les plus englobants. Ils échappent au glissement sémantique qui conduit du labour au travail et de l'artisan au prolétaire. S'ils conservent encore la trace de la dépendance, ils n'appartiennent plus au vocabulaire de la lutte de classe et ils ouvrent à des formes plus variées et à des combinaisons plus souples.

Retour à J.S. Mill. L'ambition collective, qui rassemble les hommes dans une grande entreprise, leur permet de réaliser des productions complexes. Le charpentier de marine grec a prospéré tant que le navire était en bois et à voile. Le chantier où se construit le navire en métal et à vapeur requiert un assemblage de compétences qu'il ne peut plus assumer seul. La Révolution industrielle élimine la TPE indépendante que Marx refoule dans l'enfer du sous-développement et de l'archaïsme, et nos représentations en sont encore marquées. Ce que Mill recherchait, des formes de production (coopératives, ateliers nationaux) qui pussent concilier ambition collective et morale individuelle, l'économie moderne les réinvente, autour des concepts de créativité et d'initiative. La grande entreprise décentralise ses unités et valorise ses artisans (les Compagnons du Minorange de Bouygues, le Kaizen de l'industrie automobile japonaise). Elle externalise les compétences, qu'elle articule à sa fonction centrale par un nœud complexe de sous-traitances et de collaborations inter-entreprises. Elle retrouve les vertus de l'apprentissage, de l'artisanat, de la recherche, et reconstruit des équilibres nouveaux entre ambition collective et responsabilité individuelle.

. L'Etat et le marché. Notre recherche sur l'industrie grecque a basculé de l'étude du couple économique Etat-marché (l'Industrie « entre l'Etat et le marché ») à celle du couple anthropologique entreprise familiale-collectivité publique. La première, pourtant largement avancée, a été mise de côté, non sans regrets. La seconde a paru plus importante, en mettant en évidence la construction historique du rapport clientéliste entre familles autonomes mais isolées et collectivités de différents niveaux.

Le rapport entre l'Etat et le marché est en Grèce un débat institutionnel ancien, ouvert dès l'Indépendance. Mais le choix de la Grèce a toujours été, en fin de compte, celui d'une économie ouverte, dans laquelle le marché impose ses contraintes (compétitivité, niveau de prix), que les entreprises pour exister doivent intégrer à peine de disparaître et que l'Etat finit non sans réticences par respecter. D'ailleurs, historiquement, l'Etat a peu contribué à la transformation du monde opérée par le développement industriel, investi qu'il était dans la construction d'une nation (unification ethnique, linguistique et religieuse) et le tracé de ses frontières. Les sociétés à privilège d'Othon sont un échec. Les investissements de Tricoupis ne contribuent ni à la construction d'un réseau moderne de communications intérieures ni au développement d'une industrie nationale. Vénizelos, pourtant sensible à la modernité, est rapidement absorbé par l'extension des frontières. La construction d'une base industrielle après la 2^{ème} guerre mondiale s'accomplit dans le flou d'un débat sur les nationalisations, moins sensible à la rationalité des investissements qu'au jeu du clientélisme et des « groupes d'intérêts ».

Le néo-libéralisme a ravivé ce débat, qui trouve dans la période récente, en Grèce et dans le monde de puissants échos. Dans un monde ouvert, la compétition désarme les faibles, les périphériques, les petits, que l'Etat doit protéger contre une aliénation croissante, au prix, s'il le faut, d'un rétablissement (provisoire, partiel ?) des frontières. Les inégalités s'accroissent entre personnes et entre Etats et ces derniers perdent progressivement leurs pouvoirs de régulation et de contrôle. Pourtant, le libéralisme classique n'a jamais exclu l'Etat du marché, ne fût-ce que pour en faciliter l'expansion, en réguler le fonctionnement, en suppléer les carences. Si le conseil de Mentor à Télémaque pour régler le commerce vaut sans doute encore pour la Grèce (« Il faut que le prince ne s'en mêle point ». ⁴⁷²), le désarmement de l'Etat qu'il conseille est relatif et les efforts de coopération internationale (contrôle des banques, des multinationales, de l'économie souterraine) sont loin d'être négligeables, précisément parce que les inégalités ont à voir avec la transparence et l'ouverture insuffisantes des marchés.

Le second couple nous a paru en effet plus intéressant. Le rapport entre l'Etat et le marché est en effet depuis longtemps subverti par le mélange de défi et de séduction qui caractérise sa construction en Grèce, comme dans de nombreux pays méditerranéens. Ce mélange articule les identités aux différents niveaux de la société, l'individu s'insérant successivement dans la famille, le village, la province, l'Etat.

⁴⁷² « Télémaque », op.cit.

Il faut donc analyser le fonctionnement concret du rapport entre l'entreprise industrielle et la collectivité concernée, dans chacune des *institutions*, celles qui garantissent la liberté d'entreprendre (autorisations d'exercice et d'investissement industriel, flux et reflux des privatisations et nationalisations), celles qui permettent un environnement favorable aux affaires (système de communications moderne, orientation des crédits ESPA et bancaires, attraction des investissements étrangers, système universitaire), celles qui répartissent l'impôt entre le citoyen et l'entreprise (fiscalité directe ou indirecte, fiscalité des revenus ou des biens, fiscalité de la personne ou de l'outil de travail).

La faiblesse de l'Etat Grec au sein de chacune de ces institutions est impressionnante : autoroutes et voies ferrées inachevées, non consommation des crédits européens, épuisement du système bancaire, paralysie des grands projets d'investissements privés, mixtes ou publics, fiscalité d'urgence et d'opportunité et non de raison, contrôle bureaucratique de l'initiative privée.

Pour en terminer, l'exemplarité de la Grèce industrielle nous paraît double.

L'histoire récente de son industrie témoigne de son rôle dans la transformation des structures sociales du pays et en même temps de la rémanence des valeurs ancrées dans la conscience sociale des agents économiques. A ce titre, elle est l'occasion de la remise en cause d'un modèle explicatif, bien plus que d'un modèle économique dont les présupposés sont eux-mêmes contestables. La liberté d'entreprendre s'exprime différemment selon les cultures, et la culture grecque la valorise particulièrement. Sa vigueur intéresse plus que ses défauts ou ses excès. Le lien qui s'établit à ce niveau entre l'Etat et la famille, loin de la transparence qui qualifie l'idéal démocratique du 18^e siècle, assure une protection personnalisée contre les excès de l'Etat et de ses représentants. Et la faiblesse de l'Etat intéresse plus que la critique simpliste (et quelque peu condescendante) du clientélisme. Paradoxalement, le libéralisme des Mémoires demande le renforcement de l'autonomie créatrice de l'entrepreneur à un pays que sa culture profonde a toujours privilégiée et insiste sur le désarmement d'un Etat que les agents économiques ont depuis longtemps subverti.

Ensuite, l'étude de l'industrie grecque montre que la réalité des nations qui réussissent ou périssent, forme un nœud complexe et insuffisamment étudié. Il faut aller dans le détail, comme y invitent Douglas North et Daron Acemoglu. En essayant de décrire, après bien d'autres, le nœud qui unit entre eux les éléments de la société grecque et d'en démêler les fils qui intéressent directement l'entrepreneuriat, nous avons voulu montrer que l'économie

peut s'appuyer utilement sur l'anthropologie pour élucider de nombreux champs : modalités de construction du marché, nature culturelle des produits et bien sûr des processus de production, construction des facteurs de production et leur place relative, modalités d'occupation des espaces. L'esprit d'indépendance, l'esprit d'entreprise, le *fighting spirit* qui nous semblent spécifiquement à l'œuvre dans l'économie de la Grèce, sont un ressort essentiel de l'activité économique en général. Profondément ancrés dans la culture d'un lieu, « essentiels » à celui-ci, ils en dépassent en même temps et par nature le cadre étroit. Ils sont l'expression localisée de l'énergie créatrice qui transcende les organisations collectives et dont le récit est un des objets de l'histoire. La Grèce nous éclaire en ce sens sur notre propre histoire économique et sociale. Elle nous rappelle l'importance du socle rural, proto-industriel, jaloux de l'indépendance de ses agents économiques, artisans et ouvriers. Elle nous rappelle, à l'aube du XXI^{ème} siècle, que l'acquisition du bien-être se fonde sur l'autonomie de la volonté, libérée des empiétements d'un Etat étouffant, sur les libertés locales, les autorités régulatrices indépendantes, les privatisations, et sur la recherche d'équilibres nouveaux valorisant responsabilité et créativité.

Il ne s'agit là que d'indications, qu'il eût fallu pousser outre. Notre seule prétention est d'en rappeler, non seulement la richesse, mais encore le profit pour l'histoire économique. De parcourir avec Paul Veyne (« Comment on écrit l'histoire »), cette « cité que l'on visite pour le seul plaisir de voir les affaires humaines dans leur diversité et leur naturel »

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie ici présentée est un reflet de la recherche effectuée. Les ouvrages qui ont été retenus sont ceux dont la lecture a contribué à en explorer, comme l'écrit Irénée Marrou, « les alentours » et qui en ont alimenté la réflexion. Elle n'a aucune prétention à l'exhaustivité et n'inclut d'ailleurs pas toutes les références citées.

Statistiques

Publications Elstat (alphabétique)

Annuaire Statistiques de Grèce (Στατιστικές Επετηρίδες) depuis 1928
Recensements de population (notamment pour la population active) 1907 à 2011
Recensements industriels depuis 1920
Comptes Nationaux 1948 à 2002, puis TER
Comptes régionaux et séries statistiques régionales 1970-2007
Enquêtes sur la force de travail

Organisation du système statistique grec

Règlement européen 223/2009 du 11 mars 2009 instituant Eurostat et définissant l'organisation du système statistique européen
Loi 3832/2010 instituant Elstat en Autorité indépendante. JO 38A/9.03.2010
Décision N°2168 /A1-1403 du ministre des Finances portant Institution du Conseil du Système Statistique Grec. JO 29 avril 2011
Rapport sur les statistiques du déficit et de la dette publics de la Grèce. Commission Européenne, Bruxelles 8 Janvier 2010
Lettre d'engagement de Loukas Papadimos du 29.02.2012
2011 Programme Statistique Grec 2011-2013 (Joint Overall Statistical Greek Action Plan, Ελληνικό Στατιστικό Πρόγραμμα) Elstat Le Pirée, 2011
Report on the work of Elstat Août 2010 Août 2011. Elstat, Le Pirée 2011
Rapport annuel d'évaluation du programme statistique d'Elstat pour 2010 (Ετήσια έκθεση αξιολόγησης του στατιστικού προγράμματος της ΕΛΣΤΑΤ για το 2010). Elstat, Le Pirée 2011
Simitis, Kostas : *Le Monde*, 7 novembre 2011, « La Grèce n'a pas triché ! ».
Greek Citizen, 20.01.2012 L'affaire Georganta

Commerce extérieur

Elstat, bulletin mensuel
Banque de Grèce : Bulletin statistique de conjoncture économique (Στατιστικό Δελτίο Οικονομικής συγκυρίας), bimensuel
KEEM/PSE : statistiques par produits et par pays 2009 à 2012

Sites internet

Site internet : Elstat.gr
Site Elstat OPE (produits les plus exportés)
Site IKA : Données mensuelles d'emploi IKA-ETAM
Site Eurostat.gr : Statistiques SBS
Sites Atradius et Intrum Justitia : Baromètres Atradius et Intrum Justitia

Rapports sur le Développement

Banque Centrale Européenne : « *Survey on access to finance of enterprises in the Euro area* » Avril
Septembre 2014

Banque de Grèce, Rapport de Surveillance du système grec de financement : « *Le risque de crédit* » p.18 à 29, juillet 2016

Banque de Grèce : « *Special features VI.2 Characteristics of large non performing loans* », in Monetary Policy, interim report 2014 p.88

Beta securities : « *Etudes 2011 à 2014 des résultats des sociétés cotées.* » Publié par SEPE, Syndicat des entreprises d'informatique et de communication.
Rapport sur l'Exposition Universelle de 1855. Gallica

Rapport Mac Kinsey : « *La Grèce dans 10 ans. Définir un nouveau modèle et une nouvelle stratégie de croissance de la Grèce.* » Mars 2012

Rapport KEPE : « *La vision du développement de la Grèce en 2020* ». Janvier 2015 (*To Anaptyxiakó Óραμα για την Ελλάδα του 2020*)

Rapport IOBE : « *Le rôle des réformes de structure et les perspectives de l'économie grecque* » mai 2014 (Ο ρόλος των διαρθρωτικών μεταρρυθμίσεων και οι προοπτικές της ελληνικής οικονομίας)

Rapport Price Waterhouse Company : « *Etoiles et fantômes : Les entreprises grecques au sortir de la crise* » (Stars and Zombies Οι ελληνικές επιχειρήσεις βγαίνοντας από την κρίση)

Rapport Reischenbach : « *Développement pour les PME en Grèce* » Groupe de travail de la Commission Européenne SME's in Greece 2013 et SME performance review

Rapport SBA's Fact Sheet 2013 for Greece. Rapport annuel. Publication de la Commission Européenne

Presse (dépouillements)

En Messénie

Messiniaka Nea 1955 1977, Eleftheria Kalamata 1995 2010, Tharros 1991 2010

Presse Nationale

Série Kathimerini Efta Imeres : numéros spéciaux sur Kalamata, Patras, Le Pirée, La rue du Pirée, Salonique, Laurion , Archéologie industrielle.

Dépouillement quotidien Kathimerini, Ta Nea, To Vima, Eleftheria Kalamata Janvier 2010- Décembre 2014

OUVRAGES en GREC

Histoire industrielle de la Grèce

Αγριαντώνη, Χριστίνα: « Οι απαρχές της εκβιομηχάνισης στην Ελλάδα τον 19^ο αιώνα ». (Agriantoni, Christina : « Les débuts de l'industrialisation en Grèce au 19^e siècle. ») Editions Emboriki, Athens, 1986

Αναστασόπουλος, Γεώργιος: « Ιστορία της Ελληνικής βιομηχανίας 1840-1940» (Anastasopoulos, Georges :« Histoire de l'industrie grecque.1885 -1940 ») Tome 2 : 1885-1922. Elliniki Ekdotiki Etairia, Athènes 1947

Βαξεβάνογλου, Αλίκη: « Οι Έλληνες Κεφαλαιούχοι 1900 1940. Κοινωνική και οικονομική προσέγγιση » (Vaxenavoglou, Alice : « *Les Capitalistes Grecs 1900-1940. Approche sociale et économique* »). Editions Themelio Athènes 1994

Βαρβαρέσος, Κυριάκος: « Έκθεση επί του οικονομικού προβλήματος της Ελλάδος » (Varvaresos, Kyriakos « Rapport sur le problème économique de la Grèce ») 1952 réédité aux Editions Savalas 2002

Βουσβούνης, Αλέξανδρος: « Εθνική Τράπεζα Επενδύσεων Βιομηχανικής Αναπτύξεως Α.Ε. 1963-2002. » (Vousvounis, Alexandre : « *La Banque Nationale d'Investissement et de Développement Industriel. 1963-2002* »). Fondation Culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes 2010

Γιαννίτσης, Τάσος: « Η ελληνική βιομηχανία. Ανάπτυξη και κρίση ». (Giannitsis, Tasos : « *L'industrie grecque. Développement et crise.* ») Gutenberg. Athènes 1983

Δοξιάδης, Κωνσταντίνος : « Αι θυσίες της Ελλάδος στο δεύτερο παγκόσμιο πόλεμο » (Doxiadis, Constantin, sous la direction de : « *Les sacrifices de la Grèce pendant la 2ème Guerre Mondiale* »). Ministère de la Reconstruction Editions Aspiotis 1946. Réédition par Kathimerini 2014

Δρίτσα, Μαργαρίτα : « Βιομηχανία και τράπεζες στην Ελλάδα του Μεσοπολέμου » Αθήνα, Μορφωτικό Ίδρυμα Εθνικής Τραπέζης 1990 (Dritsa, Marguerite : « *Industrie et banques dans la Grèce de l'Entre Deux Guerres* » Fondation de la Banque Nationale de Grèce. Athènes, 1990)

Δρίτσα, Μαργαρίτα : « Ελληνικές Επιχειρήσεις από τον 20° στον 21° αιώνα. Πρόσωπα και δραστηριότητες » (Dritsa, Marguerite, sous la direction de : « *Entreprises grecques du 20è au 21 è siècles. Personnalités et activités.* ») Editions Kerkyra, Athènes 2008 (Archives Vovolini)

Ζολώτας, Χενοφών : « Η Ελλάς εις το στάδιον της εκβιομηχανίσεως » (Zolotas, Xénophon : « *La Grèce au stade de l'industrialisation.* ») Eleftheroudakis Athènes 1926.

Ιορδάνογλου, Χρυσάφης και Μπέλλας Χρήστος : « Η πορεία του ελληνικού εταιρικού κεφαλαίου 1963-2000. Όψεις της μεταπολεμικής οικονομικής ανάπτυξης μέσα από τα στοιχεία της ICAP » (Jordanoglou, Chrysaphis et Bellas, Christos : « *L'évolution du capital dans les sociétés grecques 1963-2000. Le développement économique d'après-guerre, vu à travers les données d'ICAP* »). Editions Paratiritis, Salonique 2003)

Καζάκος, Πάνος: « Ανάμεσα σε Κράτος και Αγορά. Οικονομία και οικονομική πολιτική στη μεταπολεμική Ελλάδα 1944-2000 » (Kazakos, Panos : « *Entre l'Etat et le marché. Economie et politique économique dans la Grèce de l'après-guerre 1944-2000.* ») Editions Pattaki. Athènes 2001

Κωστελένος, Γεώργιος κ ά : « Ακαθάριστο εγχώριο προϊόν 1830-1939 » (Kostelenos, Georges et autres : « *PIB 1830-1939* ».) Fondation Culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes 2007.

Κωστής, Κωστας και Πετμεζάς, Σωκράτης (επιμελεια) : « Η ανάπτυξη της ελληνικής βιομηχανίας κατά τον 19° αιώνα » (Kostis, Kostas et Petmezas, Socrate : « *Le développement de l'économie grecque au cours du 19è siècle.* ») Edition Alexandria Athènes. 2006 Ouvrage collectif

Κωστής, Κώστας: « Κράτος και επιχειρήσεις στην Ελλάδα. Η ιστορία του Αλουμινίου της Ελλάδος » (Kostis, Kostas « *Etat et entreprises en Grèce. L'histoire d'Alouminion de Grèce* ».) Editions Polis, Athènes 2013.

Λαμπροπούλου, Δήμητρα : « Οικοδόμοι. Οι άνθρωποι που έχτισαν την Αθήνα. 1950-1967 » (Lambropoulou, Dimitra : "Gens du bâtiment. Les hommes qui ont construit Athènes. 1950-1967.") Editions Bibliorama, Athènes, 2009.

«Λαυρεωτικά 1869-1873 : Η πρώτη αρπαγή δημόσιας περιουσίας. Το ναυάγιο του χρηματιστηριακού Ελντοράντο » (*Laureotika 1869-1873 : Le premier vol de la fortune publique. Naufrage de l'Eldorado boursier.* ») Dossier d'Elefteriotypia. 2011. Articles de Léda Papastefanakis (« Le plomb inexorable : éléments sur les conditions de travail dans les mines du Laurion au 19^e et 20^e siècle ») et de Georges Dermatis (« L'industrie minière et métallurgique du Laurion 1865-1990 »).

Μανσόλας, Αλέξανδρος : « Πολιτειογραφικά πληροφορία περί Ελλάδος ». Αθήνα 1867 και « Απογραφικοί πληροφορία περί των εν Ελλάδι ατμοκίνητων βιομηχανικών καταστημάτων » Αθήνα 1876 (Mansolas, Alexandre : *Informations statistiques sur la Grèce* » et « *Recensement statistique des établissements industriels utilisant des machines à vapeur* »).

Μπάτσης, Δημήτρης: « Η βαρεία βιομηχανία στην Ελλάδα » (Batsis, Dimitris : « *L'industrie lourde en Grèce* »). Edition Kedros 1947

Παντελάκης, Νίκος: « Ο εξηλεκτρισμός της Ελλάδας. Από την ιδιωτική πρωτοβουλία στο κρατικό μονοπώλιο 1889-1956 » (Pantelakis, Nikos : « *L'électrification de la Grèce. De l'initiative privée au monopole d'Etat 1889-1956* »). Fondation Culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes 1991

Παπαγιαννάκης, Λευτέρης: « Οι Ελληνικοί σιδηρόδρομοι 1882-1910 » (Papagiannakis, Lefteris : « *Les chemins de fer grecs 1882-1910* »). Fondation culturelle de la Banque Nationale de Grèce Athènes 1990.

Παπαστεφανάκη, Λήδα : « Εργασία, τεχνολογία και φύλο στην ελληνική βιομηχανία. Η κλωστοϋφαντουργία στον Πειραιά 1870-1940 » (Papastefanaki, Léda : « *Travail, technologie et genre dans l'industrie grecque. Le textile au Pirée 1870-1940* »). Editions universitaires de Crète 2009

Παπαστεφανάκη, Λήδα : « Εξορυκτικές επιχειρήσεις και εργασία. Η περίπτωση του Αιγαίου 1860-1960 » (Papastefanaki, Léda : « *Entreprises minières et travail. Le cas de l'Egée 1860-1960* »). Acte du Congrès Histoire des Mines en Egée aux 19^e et 20^e siècles. Fondation de la Banque du Pirée. Athènes 2005

Πετμεζάς, Σωκράτης: « Η ελληνική αγροτική οικονομία κατά τον 19ο αιώνα ». Πανεπιστημιακές Εκδόσεις Κρήτης (Petmezas, Sokratis : « *Histoire de l'économie agricole au 19^e siècle.* » Editions universitaires de Crète 2003)

Πιζάνιας, Πέτρος: « Οικονομική ιστορία της ελληνικής σταφίδας 1851-1912. » Εμπορική Τράπεζα της Ελλάδος - Ιστορικό Αρχείο, 1988 (Pizanias, Petros : « *Histoire économique du raisin sec grec 1851 1912.* ») Banque Commerciale de Grèce, Archives historiques, Athènes, 1988

Πιζάνιας, Πέτρος : « Μισθοί και εισοδήματα στην Ελλάδα 1841-1923 » (Pizanias Petros : « *Salaires et revenus en Grèce 1841 1923* ») Fondation culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes, 1985

Πιζάνιας, Πέτρος : « Η κίνηση των τιμών στην Ελλάδα 19^{ου}- αρχές 20^{ου} αιώνα » (Pizanias Petros : « *Le mouvement des prix en Grèce aux 19 et 20^e siècles.* ») Fondation culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes 1991.

Π.Α. Πόρτερ : « Ζητείται : Ένα θαύμα για την Ελλάδα » (Porter, Paul : « *On demande : un miracle pour la Grèce* »). Présentation de Michalis Psalidopoulos. Editions Metamesonykties, Athènes 2006

Σαλίμπα, Ζιζή: «Γυναίκες εργάτριες στην ελληνική βιομηχανία και στη βιοτεχνία 1870-1922.» (Salimba, Zizi : « Femmes au travail dans l'industrie et l'artisanat grecs 1870-1922 »). Archives historiques de la Jeunesse Grecque, Athènes 2002

Σημίτης, Κώστας : « Πολιτική για μια δημιουργική Ελλάδα 1996-2004 » (Simitis, Kostas : « *Politique pour une Grèce créative 1996-2004.* ») Editions Polis, Athènes 2005

Σιάτρας, Γιάννης και Μιχαλοπούλου, Εύα : « Χρηματιστήριο Αξιών Αθηνών 125 Χρόνια » (Siatras, Giannis et Michalopoulou, Eva : 125 ans de la Bourse des Valeurs d'Athènes.) Editions Bourse des Valeurs d'Athènes, 2001

Συναρέλλη, Μαρία: « Δρόμοι και λιμάνια στην Ελλάδα 1830-1880 » (Synarelli, Maria : « *Routes et ports en Grèce 1830-1880.* ») Fondation culturelle et technologique ETBA, Athènes 1989.

Τσοκόπουλος, Βάσια : « Πειραιάς 1835-1870. Εισαγωγή στην ιστορία του ελληνικού Μάντσεστερ » (Tsokopoulos, Vasia : « *Le Pirée 1835-1870. Introduction à l'histoire du Manchester grec* »). Editions Kastaniotis, Athènes 1984.

Τσοτσόρος, Στάθης: « Η συγκρότηση του βιομηχανικού κεφαλαίου στην Ελλάδα 1898-1939 » (Tsotsoros, Stathis : « *Constitution du capital industriel en Grèce 1898-1939* »). 2 volumes Fondation culturelle de la Banque Nationale de Grèce, Athènes 1993.

Χαριτάκης, Γεώργιος: « Η Ελληνική βιομηχανία. Βιομηχανία, Μεταλλεία, Εργασία ». (Charitakis, Georges : « *L'industrie grecque. Industrie, mines, emploi* »). Estia 1927.

Χατζιωσήφ, Χρήστος: « Η γηραιά σελήνη. Η βιομηχανία στην ελληνική οικονομία 1830-1940 » (Chatziiosif, Christos : « *Une vieille lune : l'industrie dans l'économie grecque 1830-1940* ») Editions Themelio, Athènes 1993

Ψαλιδόπουλος, Μιχάλης : « Ιστορία της Τράπεζας της Ελλάδος 1928-2008 » και « Το Χρονικό της Μεγάλης Κρίσης. Η Τράπεζα της Ελλάδος 2008 2013 » (Psalidopoulos, Michalis : « *Histoire de la Banque de Grèce 1928 -2008* » et « *Chronique de la Grande Crise, la Banque de Grèce 2008-2013* »). Banque de Grèce, Centre de Culture, de Recherche et de Documentation, Athènes 2014

Géographie industrielle de la Grèce

Αγριαντώνη, Χριστίνα και Φενέρλη, Αγγελική : « Ερμούπολη Σύρος. Ιστορικό οδοιπορικό » (Agriantoni, Christina et Fenerli, Angeliki : « *Ermoupolis-Syros, guide historique* ».) Editions Olkos, Athènes 2000

Ανθοπούλου, Θεοδοσία : « Περί εντοπιότητας και ιδιοτυπίας των τροφίμων » (Anthoroulou, Theodosia, sous la direction de : « *De la localisation et de la spécialité des industries agroalimentaires* ») Papazisis, Athènes 2013

Βαταβάλη, Φερενίκη και Μπελαβίλας, Νίκος : « Οδός Πειραιώς – Ο νέος χαρακτήρας του δρόμου στις αρχές του 21ου αιώνα.» (Vatavalis, Ferenice et Belabila, Nikos : « *Rue du Pirée. Le nouveau caractère de la rue au début du XXIème siècle* ») Communication au 5è Congrès TICCH de Volos 1997 (La fin des Géants. Héritage industriel et transformation des villes)

Μαλούτας, Θωμάς: « Αθήνα, κατοικία, οικογένεια. Ανάλυση των μεταπολεμικών πρακτικών στέγασης » (Maloutas, Thomas : « *Athènes, Logement, Famille, Analyse des pratiques de logement de l'après-guerre* ».) ΕΚΚΕ Exantas 1990 Athènes

Μαλούτας, Θωμάς : « Βόλος. Αναζήτηση της κοινωνικής ταυτότητας » (Maloutas, Thomas : « *Volos. Recherche de l'identité sociale.* ») Paratiritis Thessalonique 1995.

Μαλούτας, Θωμάς : « Κοινωνικός και Οικονομικός Άτλας της Ελλάδας: τόμος 1: Οι Πόλεις, Αθήνα – Βόλος » (Maloutas, Thomas : « *Atlas économique et social de la Grèce. Tome I Les Villes.* ») EKKE-Editions universitaires de Thessalie. 2è édition 2002

Χατζημιχάλης, Κωστής και Βιαίου, Ντίνα: « Με τη ραπτομηχανή στην κουζίνα και τους Πολωνούς στους αγρούς. Πόλεις, Περιφέρειες και άτυπη εργασία » (Chatzimichalis, Kostis et Baiou, Dina : « *De la machine à coudre dans la cuisine aux Polonais dans les champs. Villes, Régions et travail atypique* ».) Editions Exantas, Athènes 1997

Χατζημιχάλης, Κωστής : « Σύγχρονα Ελληνικά Τοπία. Γεωγραφική περιήγηση από αέρος » (Chatzimichalis, Kostis, sous la direction de : (« *Paysages Grecs Contemporains, voyage géographique d'en haut.* ») Editions Melissa, Athènes 2011

Χεκίμογλου, Ευάγγελος και Ρούπα, Ευφροσύνη, εισαγωγή, επιμέλεια : "Η Οικονομία της Βόρειας Ελλάδας μέσα από τις σελίδες της Βιομηχανικής Επιθεώρησης, 1955-1984 » (Chekimoglou, Evangélos et Roupa, Euphrosyne, sous la direction de, « *L'économie de la Grèce du Nord à travers la Revue Industrielle 1955-1984.* ») Editions Kerkyra 2003-2004.

Economie

Μητσός, Αχιλλέας: « Η ελληνική βιομηχανία στη διεθνή αγορά » (Mitsos, Achille : « *L'industrie grecque dans le marché international* ».) Themelio, Athènes, 1985.)

Ρηγίνος, Μιχάλης: « Παραγωγικές δομές και εργατικά ημερομίσθια στην Ελλάδα. Βιομηχανία και βιοτεχνία » (Riginos, Michalis : « *Structures de production et salaires journaliers en Grèce, 1909 1936* ».) Fondation pour la Recherche et l'Education de la Banque Commerciale de Grèce, Athènes 1987

Sociologie générale et de l'entreprise

Αρβανιτάκης, Δημήτρης : "Το φαινόμενο του ευεργετισμού στην νεότερη Ελλάδα » (Arvanitakis, Dimitris : « *Le phénomène de l'évergétisme dans la Grèce moderne* ») Musée Bénaki 2006

Δαμιανάκος, Στάθης : « Η κατασκευή του ανθρωπολογικού αντικειμένου σήμερα. Μετασχηματισμοί και αναθεωρήσεις » in « Όψεις της ανθρωπολογικής σκέψης και έρευνας στην Ελλάδα » (Damaniakos, Stathis : « *La construction de l'objet anthropologique aujourd'hui : transformation et révisions* » in « *Vues sur la pensée et la recherche anthropologiques en Grèce* »). Société Grecque d'Ethnologie, Athènes 2004

Τσουκαλάς Κωνσταντίνος: « Εξάρτηση και αναπαραγωγή. Ο κοινωνικός ρόλος των εκπαιδευτικών μηχανισμών στην Ελλάδα 1830-1922 » (Tsoukalas, Konstantinos : « *Dépendance et reproduction. Le rôle social des appareils scolaires en Grèce 1830-1922.* ») Editions Themelio 1977

Revues en Grec

Βογιατζόγλου, Κλήμης και Τσέκερης, Θεόδωρος: Spatial agglomeration of Manufacturing in Greece (Vogiatzoglou, Klimis et Tsekeris, Théodore : « *Agglomération spatiale de l'industrie manufacturière en Grèce.* ») ΚΕΠΕ (Centre de Planification et de recherche économique), Discussion Papers N°122 Athènes Novembre 2011).

Γαβρόγλου, Σταύρος: « Το κόστος της εργασίας στην Ελλάδα πριν και μετά το Μνημόνιο » Gavroglou, Stavros : « *Le coût du travail en Grèce avant et après le Mémoire.* ») Institut National du Travail et des Ressources Humaines EIEAD, Articles et Etudes Athènes, janvier 2012

Ιωαννίδης, Σταύρος, Τσακανίκας, Άγγελος και Χατζηχρήστου, Στελίνα : « Επιχειρηματικότητα στην Ελλάδα 2009-2010. Αναζητώντας διέξοδο από την κρίση » (Ioannidis, Stavros, Tsakanikas, Angelos, et Hadjichristou, Stelina : « *L'entrepreneuriat en Grèce 2009-2010. En recherchant une issue à la crise.* ») IOBE/GEM (Global Entrepreneurship Monitor). Décembre 2010

Ιωαννίδης, Σταύρος, Τσακανίκας, Άγγελος και Χατζηχρήστου, Στελίνα : « Επιχειρηματικότητα στην Ελλάδα 2010-2011. Η μικρή επιχειρηματικότητα σε περίοδο κρίσης » (Ioannidis, Stavros et Hadjichristou, Stelina : « *Entrepreneuriat en Grèce 2010-2011 : la « petite » entrepreneuriat en période de crise* »). IOBE Janvier 2012

« Η Επιχειρηματικότητα στην Αττική 2009-2011 » ΚΜΕ ΕΒΕΑ Κέντρο Μελετών και Έρευνας Εμπορικού και Βιομηχανικού Επιμελητηρίου Αθηνών Septembre 2011 (« *L'entrepreneuriat en Attique 2009-2011.* » Centre d'Etudes et Recherches de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes.)

Μπήτρος, Γεώργιος και Καραγιάννης, Αναστάσιος : « Οι σοσιαλιστικές καταβολές του χ-φιλελευθερισμού στην Ελλάδα » (Mitros, Georges et Karayannis, Anastasios : « *Les origines socialistes du libéralisme en Grèce* ».) Revue Science et Société, tome 28 2011-2012, p.167, Editions Sakkoulas, Athènes

Οικονόμος, Κωνσταντίνος : « Βάσεις δεδομένων επιχειρησεών στην Ελλάδα για την έρευνα σχετικά με την επιχειρηματικότητα : προβλήματα και προοπτικές » (Oikonomou, Y Constantinou : « *Bases de données d'entreprises en Grèce pour la recherche sur l'Entrepreneuriat : problèmes et défis.* ») SPOUDAI Vol. 56, No 4, 2006, Université du Pirée, pp. 38-57.

OUVRAGES en d'autres langues

Espaces industriels

Barjolle, Dominique et Thevenod Mottet, Erik : « *Ancrage territorial des systèmes de production : le cas des AOC* ». Colloque SYAL 2002, Montpellier : Les systèmes agro-alimentaires localisés : produits, entreprises et dynamiques locales

Benko, Georges, Dunford, Mick et Lipietz, Alain : « *Les districts industriels revisités* » in B. Pecqueur éd. Dynamiques territoriales et mutations économiques. Editions l'Harmattan 1996.

Bouneau, Christophe : « *Entre David et Goliath. La dynamique des réseaux régionaux. Réseaux ferroviaires, réseaux électriques et régionalisation économique en France du milieu du 19^e siècle au milieu du 20^e siècle* ». Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac 2008.

Burgel, Guy : « *Croissance urbaine et économie capitaliste, le miracle Athénien.* » Editions de CNRS 1981

Champagne de Labriolle, Caroline : « *Une analyse marshallienne des districts industriels italiens* ». 14^e colloque national de la recherche dans les IUT Lyon 2008.

Dallègre, Joëlle : « *La Thrace Grecque. Population et territoires.* » L'Harmattan. Paris, 1997

Dalègre, Joëlle : *La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir*. Editions l'Harmatan 2011

Dalègre, Joëlle : *La Grèce depuis 1940*. Editions l'Harmatan 2006

Darques, Régis : « *Salonique au XX^e siècle* ». CNRS Editions 1986

Daumas, Jean Claude : « *Districts industriels : le concept et l'histoire* ». 14^e International Economic History Congress Helsinki 2006

Deslondes, Olivier : « *Les fourreurs de Kastoria : une aire système inachevée* » (Thèse de 1994, Lyon 1997) et « *Les fourreurs de Kastoria, entre la Macédoine et l'Occident* », CNRS Éditions, collection « Méditerranée », Paris.

Kayser Bernard, Thompson Kenneth, Vaternelle Roger et Koukis Vassili : « *Atlas économique et social de la Grèce*. » ESYE et EKKE 1964

Kourtessi-Philippakis, Georgia et Treuil, René (sous la direction de) : « *Archéologie du territoire, de l'Égée au Sahara*. » Publications de la Sorbonne. Paris 2011.

Lassudrie-Duchêne, Bernard et Deniz, Unal Kezenci : « *L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée* » in « *Le Point sur l'économie mondiale 2002* » p. 90-104 Edition de la Découverte, Paris 2001.

Lescure, Michel : « *Entre ville et campagne : l'organisation bancaire des districts industriels. L'exemple du Choletais* ». In *Villes et districts industriels en Europe occidentale (XVII^e-XX^e siècle)*. Presses Universitaires François Rabelais, 2002

Liefoghe, Christine (sous la direction de) : « *L'économie créative et ses territoires. Enjeux et débats*. » Presses universitaires de Rennes. Rennes 2015

Prevelakis, Georges : « *Géopolitique de la Grèce* ». Editions Complexe, Bruxelles, 1997

Prevelakis, Georges : « *Athènes. Urbanisme, culture et politique*. » L'Harmattan. Paris 2000

Schräder, Franz : « *Atlas de Géographie moderne* ». Librairie Hachette, Paris 1894

Sivignon Michel, Goussios Dimitris, Maloutas Thomas : « *Atlas de la Grèce*. » CNRS Libergeo- La Documentation Française 2003

Sivignon, Michel : « *La Thessalie, analyse géographique d'une province grecque*. » Institut d'études rhodaniennes. Université de Lyon 1975 et Institut Culturel de la Banque Agricole.

Economie politique. Ouvrages généraux

Acemoglu, Daron et Robinson, James: « *Γιατι αποτυγχανουν τα Εθνη* ». Editions Livani. Athènes 2013 (Why Nations fail. The origins of Power, Prosperity and Poverty. Crown Business 2012)

Bouvier, Jean, Furet, François et Gillet, Marcel: « *Le mouvement du profit en France au 19^e siècle* ». Mouton. Paris 1965

Caron, François : « *Les deux révolutions industrielles du XX^{ème} siècle*, » Albin Michel, 1997

Chandler, Alfred Jr : « *La main visible des Managers* ». Belknap Press of Harvard university press. 1977 (The visible hand. The managerial revolution in American business).

- Coase, Ronald : « *The Nature of the firm* » *Economica*, 4, 386-405 1937
- Crouzet, François: “*L’économie de la Grande Bretagne victorienne.*” Belin. Paris 2009 (1^è édition 1978)
- Davezies, Laurent : « *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses.* » Édition : Seuil, 10 janvier 2008.
- Eck, Jean François et Chélini Michel Pierre : « *PME et grandes entreprises en Europe du Nord- Ouest XIX^e-XX^e siècle. Activités, stratégies, performances.* » Presses Universitaires du Septentrion, 2012
- Fénelon, François de la Motte : « *Les aventures de Télémaque, fils d’Ulysse* » Mame. Paris 1810 (1^è édition 1699)
- Fourastié, Jean : *Le Grand Espoir du XX^e siècle. Progrès technique, progrès économique, progrès social.* Paris, Presses universitaires de France, 1949
- Friedman, Milton : “*Capitalisme et liberté.*” Flammarion. Paris 2016 (Capitalism and Freedom. University of Chicago 1962)
- Galbraith, John Kenneth : « *The Affluent Society* ». Houghton Mifflin New York, 1958
- Hayek, Friedrich: “*La route de la servitude*”. PUF. Paris 1985. (The road to serfdom. Médicis 1946)
- Landes, David S.: “*L’Europe technicienne ou le Prométhée libéré. Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours.*” Gallimard NRF 1975 (Prometheus unbound. Technical change and Industrial Développement in Western Europe from 1750 to the Present. Cambridge university 1969).
- Malthus, Thomas : « *Essai sur le principe de population* » 1798 et 1903. (« An essay on the Principle of Population and others writings ») Penguin classics
- Mazower, Mark : « *La Grèce et la crise économique de l’entre-deux guerres.* » Oxford 1991
- Mill, John Stuart, : « *Principles of Political Economy with some of their Applications to Social Philosophy* » (édition de 1849).
- Montesquieu : « *De l’esprit des lois* » chapitre 2 livre 13 sur la fiscalité. Editions Garnier 1962
- North, Douglas : “*Understanding the Process of Economic Change*”, Princeton University Press, 2004
- Polanyi, Karl : « *La Grande Transformation* ». Traduction française, Gallimard, Paris 1983. (The Great Transformation New York 1944)
- Ricardo, David : « *Principes de l’économie politique et de l’impôt.*» 1817 édité au Seuil
- Rosanvallon, Pierre: “*Le libéralisme économique. Histoire de l’idée de marché.*” Le Seuil. Paris 1979
- Smith, Adam : “ *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*” in Wordsworth Classics. Ware 2012 (“An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations” Londres 1776)
- Verley, Patrick: “*La révolution industrielle*” Gallimard Folio Paris 1997
- Thmpson, Edward : « La formation de la classe ouvrière anglaise », traduction française.Le Seuil, collection Points Paris, 2012 (« The making of the english working class », 1955).

Woronoff, Denis: *“Histoire de l’industrie en France du XVI^e siècle à nos jours”*. Le Seuil. Paris 1994

Sociologie générale et de l’entreprise

Avdela, Efi : *“Le genre entre classe et nation : essai d’historiographie grecque »*, Syllepse, Paris 2006

Bourdieu, Pierre : *“Sociologie de l’Algérie”*. Que sais-je/PUF, Paris 1958.

Bourdieu, Pierre, *« La domination masculine »*. Le Seuil Paris, 1998

Campbell, John K : *“Honour, family and patronage, a study of institutions and moral values in a Greek mountain community”* Clarendon, Oxford, 1964

Couroucli, Maria : *« Les oliviers du lignage »*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1986

Friedl, Ernestine : *“Vassilika, a village in modern Greece.”* Spindler, Stanford University 1962

Hertzfeld, Michael : *« The Poetics of Manhood. Contest and Identity in a Cretan Mountain Village. »* Princeton University Press, 1985 (traduction grecque : Η Ποητική του Ανδρισμού. Ανταγωνισμός και ταυτότητα σε ένα ορεινό χωριό της Κρήτης. Editions Alexandria, 2012)

Hirschon, Renée : *« Heirs of the Greek Catastrophe. The social life of Asia Minor Refugees in Piraeus. »* Berghahn books, New York Oxford, 1998

Mauss, Marcel : *« Essai sur le don. Forme et raison de l’échange dans les sociétés archaïques. »* 1925 réédité aux PUF, Paris.

Saïd, Edward : *« l’Orientalisme »* Pantheon Books, New York, 1978

Tillion, Germaine : *« Le harem et les cousins. »* Editions du Seuil 1966 (coll l’histoire immédiate)

Veyne, Paul : *« Le pain et le cirque. Sociologie historique d’un pluralisme politique »* coll. Point Histoire, Éditions du Seuil, 1976.

Veyne, Paul : *« Comment on écrit l’histoire »*, Editions du Seuil, Paris 1971 (collection Points).

Weber, Max : *« L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme »* 1905 (traduction Grossein chez Gallimard 2003)

Reuves en d’autres langues

Agriantoni, Christina : *« A collective portrait of Greek industrialists » (Portrait de groupe des industriels grecs »)*. Entreprises et histoire 2011 n° 63 pages 15-25

Anastassiadis, Anastasios : *« L’évergétisme en Méditerranée orientale .»* Revue Le mouvement Social. N°234 Janvier-mars 2011. Editions La Découverte

Bouvier, Jean : *« Systèmes bancaires et entreprises industrielles dans la croissance européenne au XIX^e siècle »*. Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 27^e année, N. 1, 1972

Chastagnaret, Gérard : *« L’industrie en Méditerranée : une histoire en construction »*. Méditerranée, Tome 87, 3-4-1997

Darques, Régis, Deslondes, Olivier, Lory, Bernard : *« La nouvelle frontière gréco-bulgare »* dans R.

Darques et O. Deslondes, Bulgarie-Roumanie, les nouveaux horizons de l'Union méditerranéenne. Méditerranée, n°110 (2008), p. 37-43.

Delgay-Troïse, Denis « *La mesure des avantages comparatifs révélés.* » Cours à l'Université de Rennes 1.

Jacquemin, Alexis et Rainelli, Michel : « *Filières de la Nation et filières de l'entreprise* ». Revue économique. Volume 35, n°2, 1984. pp. 379-392.

Kayser, Wolfgang : « Pratiques du secret ». Rives Nord Méditerranéennes, N°17 2004 (Telemme)
Lafay, Gérard : « *Avantage comparatif et Compétitivité* », Economie prospective internationale, CEPII 1987

Lainesse, Line et Poussart, Brigitte : « *Méthode de repérage des filières industrielles sur le territoire québécois, basée sur les TER* » Institut Statistique du Québec, février 2005

Louvot-Runavot, Claudie : Le logement dans l'UE : la propriété prend le pas sur la location. Economie et Statistique N°243. 2001

Péchoux, Pierre Yves : « *Les problèmes du travail et de l'emploi dans une ville de province en Grèce, l'exemple de Kabala* ». Revue de Géographie de Lyon, n°4, 1966, pp 339-365

Pepelasis Minoglou, Ioanna : « Joint stock Company births in Greece 1830-1909. Geography and public economic space » (« *Créations de SA en Grèce 1830-1909. Géographie et espace économique public* »). Entreprises et histoire N°63 2011 p.26-39

Reinhart, Carmen et Rogloff, Kenneth : « Growth in a time of Debt ». National Bureau of Economic Research (working paper), 2010.

Sivignon, Michel : « *50 ans de géographie de la Grèce d'Elisée Reclus à Jules Sion* » Bulletin de correspondance hellénique. Volume 123, livraison 1, 1999.

Stoffaës, Christian : « *Politique industrielle et filières* ». Revue d'économie industrielle. Vol. 13. 3e trimestre 1980. pp. 86-99.

Toledano, Joëlle : « *A propos des filières industrielles.* » Revue d'économie industrielle. Vol. 6. 4e trimestre 1978. pp. 149-158.

Tremblay, Diane Gabrielle : « *Réseaux, Clusters et développement local* ». In Innovation, société et territoire, Presses universitaires de Caen. 2012 prépublication n° 1 (fascicule n° 1)

CHRONOLOGIE SUCCINCTE

1821, 5 Mars : Début de la guerre d'Indépendance
1821-1822 : 1^{ère} Ethnosynelefsi (Assemblée Nationale) d'Epidaure, qui proclame l'Indépendance le 1^{er} janvier 1822. 1^{ère} Constitution le 15 janvier 1822
1827, 20 octobre : Bataille de Navarin. La 4^{ème} Ethnosynelefsi de Trézène nomme Capodistria le 11 avril 1827, qui prend ses fonctions de Gouverneur de la Grèce le 18 janvier 1828. Nouvelle Constitution le 1^{er} mai. Nauplie capitale. 1831 : assassinat de Capodistria.
1830 : Indépendance déclarée par la Conférence de Londres et reconnue en 1832 par l'Empire Ottoman. Othon est désigné roi de Grèce et Athènes comme capitale. Le régime se transforme en monarchie constitutionnelle en 1843. Othon est renversé en 1862.
1872 : affaire du Laurion
1880 : 1^{er} gouvernement Tricoupis, qui revient au pouvoir en 1882-85, 1886-1890, 1892-93, et 1893-1895.
1898 : 1^{ère} faillite de la Grèce
1908 : Coup d'Etat militaire de Goudi
1910, 6 octobre : Venizelos forme son 1^{er} gouvernement. Il reste au pouvoir jusqu'en septembre 1915, revient avec l'armée française en septembre 1916. Il le conserve jusqu'en novembre 1920. Il sera rappelé en juin 1929, et gère la crise jusqu'en mars 1933. 2^{ème} faillite de la Grèce en 1932.
1912-13 : Guerres Balkaniques et acquisition de la Macédoine
1919-1923 Traités de Sèvres et de Lausanne. 1923 Incendie de Smyrne, Grande Catastrophe, échanges de populations.
1936 (4 août) : dictature de Metaxas (1936-1941)
1940 : Oxi, le Non de la Grèce au diktat de Mussolini
1944-1951 : Guerre civile
1953 : Dévaluation de la drachme. 1^{er} gouvernement Karamanlis en octobre 1955 jusqu'en juin 1963
1961, 30 mars : signature du Traité d'association à la CEE.
1967 : Coup d'état des colonels (junte militaire)
1974 : Metapolitefsi. Effondrement du régime des colonels et retour de Karamanlis, chef du gouvernement de juillet 1974 à mai 1980. Elu chef de l'Etat, il le reste jusqu'en 1985.
1979, 28 mai : signature du Traité d'adhésion à la CEE
1981, 21 octobre : Elections générales, triomphe du Pasok et nomination d'Andreas Papandréou comme Premier Ministre. Il reste au pouvoir jusqu'en juillet 1989. En octobre 1987, les premières révélations sur le scandale Koskotas et la procédure judiciaire à partir de juillet 1988, jusqu'au procès en juillet 1989, provoquent le changement de gouvernement.
1990, 11 avril : gouvernement Constantin Mitsotakis (Nouvelle Démocratie), élections générales en faveur de cette dernière. Mitsotakis reste au pouvoir jusqu'en 1993.
1993, octobre : retour d'Andréas Papandréou aux élections générales d'octobre 1993, qui le conserve jusqu'en 1996.
1996 : décès de Andréas Papandréou, remplacé par Kostas Simitis, co-fondateur du PASOK, qui reste Premier Ministre jusqu'en 2004
1^{er} janvier 2001 : remplacement de la drachme par l'euro (335 drachmes pour 1 euro)
2004 : Kostas Karamanlis, Premier Ministre (Nouvelle Démocratie). Ouverture des Jeux Olympiques
2009 : Les élections générales de septembre sont remportées par le PASOK et Georges Papandréou devient Premier Ministre
Janvier 2010 : début de la crise financière. 8 mai 2010 : 1^{er} Mémoire (2011-2013)

Août 2011 : Evangelos Venizelos, Ministre des Finances. 29 juin 2011 : 2^{ème} Memorandum (Μεσοπρόθεσμο Πλαίσιο Δημοσιονομικής Στρατηγικής 2012-2015)
Décembre 2011 : démission de Georges Papandréou, remplacé par Loukas Papadimos, Premier Ministre d'un gouvernement d'Union nationale, jusqu'en mai 2012.
Mai-Juin 2012 : Elections générales. Antonis Samaras est Premier Ministre d'un gouvernement de coalition Nouvelle Démocratie-Pasok-Dimar.
Janvier 2015 : Alexis Tsipras, Premier Ministre (Syriza). 13 juillet 2015 : 3^{ème} Mémorandum (2016-2018).

ABREVIATIONS

ACP : Etats de la zone Afrique Caraïbes Pacifique
AOC : Appellation d'Origine Contrôlée. ΠΟΠ : Προστατευόμενη Ονομασία Προέλευσης
AP : Affaire Personnelle. Ατομική Επιχείρηση
ATE : Αγροτική Τράπεζα της Ελλάδος. Banque Agricole de Grèce
ATHEX : ATHens Exchange. Χρηματιστήριο Αθηνών. Bourse d'Athènes
BCE : Banque Centrale Européenne. ΕΚΤ : Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα
BEI : Banque Européenne d'Investissement. ΕΤΕΡ : Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων
BIPE : Βιομηχανικές Περιοχές. Zones Industrielles.
BIT ; Bureau International du Travail, Διεθνές Γραφείο Εργασίας
BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et South Africa.
CA : Chiffre d'Affaires. Turnover. Τζίρος
CDD Contrat à Durée Déterminée, par opposition au CDI, à durée indéterminée. Συμβόλαιο περιορισμένης διάρκειας, αόριστης διάρκειας
CEE : Communauté Economique Européenne. ΕΟΚ : Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα
CEI : Communauté des Etats Indépendants. ΚΑΚ : Κοινοπολιτεία Ανεξάρτητων Κρατών
CEPII : Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales
CN : Combined Nomenclature, Nomenclature Combinée. ΣΤ : Συνδυασμένη Ταξινόμηση
CPA : Classification des Produits Associés aux activités (Classification of Products by Activity). Ταξινόμηση Προϊόντων και Υπηρεσιών
DEKO : Δημόσιες Επιχειρήσεις και Οργανισμοί. Entreprises et Organismes Publics.
EAM : Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο. Front National de Libération.
EBITDA : Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Κέρδη προ τόκων, φόρων, προβλέψεων και αποσβέσεων.
EE : Ετερόρρυθμη Εταιρεία. Société en commandite
EET : Ελληνικό Επενδυτικό Ταμείο. Fonds Grec d'Investissement.
EKKE : Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών. Centre de Recherches en Sciences Sociales.
ELA : Emergency Liquidity Assistance ou Liquidité d'urgence
ΕΛΣΤΑΤ : Ελληνική Στατιστική Αρχή. ELSTAT : Autorité Statistique Grecque.
ESA : European System of national and regional Accounts. SEC : Système Européen des Comptes. ΕΣΛ : Ευρωπαϊκό Σύστημα Λογαριασμών
ESI : Ελληνικό Στατιστικό Ινστιτούτο. Institut Statistique Grec.
ESPA : Εταιρικό Σύμφωνο για το Πλαίσιο Ανάπτυξης. Accord d'association pour le Cadre de Développement
ETEAN : Εθνικό Ταμείο Επιχειρηματικότητας και Ανάπτυξης. Caisse Nationale de l'Entreprise et du Développement
EURL Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée. ΙΚΕ : Ιδιωτική Κεφαλαιουχική Εταιρεία.
FBCF : Formation Brute de Capital Fixe. Ακαθάριστος Σχηματισμός Πάγιου Κεφαλαίου
FMI : Fonds Monétaire International. ΔΝΤ : Διεθνές Νομισματικό Ταμείο
FOB/CIF : Free On Board/Cost Insurance Freight. FAB/CAF : Franco A Bord/Coût Assurance Fret
GAK : Γενικά Αρχεία του Κράτους. Archives Générales de l'Etat.
GEMI : Γενικό Εμπορικό Μητρώο. Registre de Commerce
GLK : Γενικό Λογιστήριο του Κράτους. Comptabilité Générale de l'Etat
GSEE-IE : Confédération Générale des Travailleurs de Grèce-Institut du Travail. Γενική Συνομοσπονδία Εργατών Ελλάδας Ινστιτούτο Εργασίας
HLM : Habitation à Loyer Modéré. Κατοικία Χαμηλού Ενοικίου
IAA : Industries agro-alimentaires. Βιομηχανίες Αγροτροφίμων

ICAP : InterCAPital Group
 IKA-ETAM : Ίδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων-Ενιαίο Ταμείο Ασφάλισης Μισθωτών.
 Fondation des Assurances Sociales/Caisse Unifiée d'Assurance des salariés.
 IKE : Ίδιωτική Κεφαλαιουχική Εταιρία. EURL
 IIS : Institut International de la Statistique
 INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
 IOVE : Fondation de Recherches Economiques et Industrielles. Ίδρυμα Οικονομικών και Βιομηχανικών Ερευνών
 ISIC : International Standard Industrial Classification (CITI). Διεθνής Βιομηχανική Τυποποιημένη Ταξινόμηση
 JO : Journal Officiel. ΦΕΚ : Φύλλα Εφημερίδας της Κυβερνήσεως
 ΚΕΡΕ : ΚΕΠΕ, Κέντρο Προγραμματισμού και Οικονομικών Ερευνών. Centre de Programmation et de Recherche Economique.
 KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau, ou Etablissement de Crédit pour la Reconstruction
 NACE : Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne. Στατιστική Ταξινόμηση Οικονομικών Δραστηριοτήτων
 NUTS : Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques. Κοινή Ονοματολογία Εδαφικών Στατιστικών Μονάδων
 NPL: Non-Performing-Loans. Créances douteuses. Κόκκινα Δάνεια
 ΟΑΕ, ΟΟΑΕ, ΟΒΑ, ΕΤΒΑ, ΕΤΕΒΑ : Οργανισμός Ανασυγκρότησης Επιχειρήσεων, Οργανισμός Οικονομικής Ανασυγκρότησης Επιχειρήσεων, Οργανισμός Βιομηχανικής Αναπτύξεως, Εθνική Τράπεζα Βιομηχανικής Αναπτύξεως, Εθνική Τράπεζα Επενδύσεων Βιομηχανικής Αναπτύξεως. Organisme de Restructuration Economique, Organisme Economique de Restructuration d'Entreprises, Organisme de Développement Industriel, Banque Nationale de Développement Industriel, Banque Nationale d'Investissement pour le Développement Industriel.
 ΟΑΕΕ, ΟΓΑ, ΕΤΑΑ : Οργανισμός Ασφάλισης Ελεύθερων Επαγγελματιών, Οργανισμός Γεωργικν Ασφαλίσεων, Ενιαίο Ταμείο Ανεξάρτητα Απασχολούμενων. Organisme d'Assurances des Professions Libérales, Organisme d'Assurances des Agriculteurs, Caisse Unifiée des Professionnels Indépendants
 ΟΑΕΡ : ΟΑΕΠ, Οργανισμος Ασφάλισης Εξαγωγικών Πιστώσεων Organisme d'Assurance des Crédits à l'Exportation.
 ΟΑΤ : Obligations Assimilables du Trésor. Κρατικά Ομόλογα
 ΟCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique. Ο.Ο.Σ.Α : Οργανισμός Οικονομικής Συνεργασίας και Ανάπτυξης
 ΟΜC : Organisation Mondiale du Commerce. Παγκόσμιος Οργανισμός Εμπορίου
 ΡΙΒ : Produit Intérieur Brut. ΑΕΠ : Ακαθάριστο Εγχώριο Προϊόν
 ΡΑΣΟΚ : Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα. Parti Socialiste Pan Hellénique.
 ΡΑΤΗΕ : Patras-Athènes-THÉssalonique
 ΡΜΕ, ΤΡΕ, ΓΕ : Petites et Moyennes Entreprises, Très Petites Entreprises, Grandes Entreprises. Μικρές και Μεσαίες Επιχειρήσεις, Πολύ Μικρές Επιχειρήσεις, Μεγάλες Επιχειρήσεις
 ΡSΕ-ΚΕΕΜ : Πανελλήνιος Σύνδεσμος Εξαγωγέων-Κέντρο Εξαγωγικών Ερευνών και Μελετών. Syndicat des Exportateurs-Centre de Recherches et d'Etudes sur les Exportations.
 ΡDA : République Démocratique Allemande. ΓΛΔ : Γερμανική Λαοκρατική Δημοκρατία
 ΡΟCΕ/ΡΟΕ : Return On Capital Employed, Return On Equity. Retour sur Capitaux Engagés, Retour sur Capitaux Propres. Επιστροφή στα επενδυτικά κεφάλαια, Επιστροφή στο μετοχικό κεφάλαιο
 ΡΑ, Sarl : Sociétés Anonymes, Sociétés anonymes à responsabilité limitée. : ΑΕ, ΕΠΕ : Ανώνυμες Εταιρείες, Εταιρείες Περιορισμένης Εύθηνης

SBA : Small Business Act
SBR, SBS : Structural Business Register, Structural Business Statistics
SCOP : Société Coopérative Ouvrière de Production. Κοινωνική (Εργατική) Συνεταιριστική Επιχείρηση (Παραγωγής)
SDN : Société Des Nations. ΚτΕ : Κοινωνία των Εθνών
SEPE : Σύνδεσμος Επιχειρήσεων Πληροφορικής & Επικοινωνιών Ελλάδας. Syndicat des Entreprises d'informatique et de Communications de la Grèce du Nord
SEV : Σύνδεσμος Επιχειρήσεων και Βιομηχανιών. Syndicat des Entreprises et des Industries.
SEVE : Σύνδεσμος Εξαγωγέων Βορείου Ελλάδος. Syndicat des Exportateurs de la Grèce du Nord
SITC : Standard International Trade Classification. Classification Type du Commerce International. Τυποποιημένη Ταξινόμηση Διεθνούς Εμπορίου
SNC : Société en Nom Collectif. ΟΕ : Ομόρρυθμη Εταιρεία
SSE : Système Statistique Européen. Ευρωπαϊκό Στατιστικό Σύστημα
SUOIT : Supply-Use Output-Input Tables. Πίνακες Προσφοράς Χρήσεων, Ενδομεσης ανάλωσης, Ακαθάριστη προστιθέμενης αξίας
SYAL : Système Agro-alimentaire Localisé. Αγροτρόφιμο Εντοπισμένο Σύστημα
TEMPME : Ταμείο Εγγυοδοσίας Μικρών και Πολύ Μικρών Επιχειρήσεων. Caisse de Garantie des Petites et Très Petites Entreprises
TER : Tableau Emploi Ressources. Πίνακας Προσφοράς και Χρήσεων
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication. ΤΠΕ : Τεχνολογίες πληροφοριών και Επικοινωνίας
TVA : Taxe à la Valeur Ajoutée. ΦΠΑ : Φόρος Προστιθέμενης Αξίας
UE : Union Européenne. Ευρωπαϊκή Ένωση
VAB VAN : Valeur Ajoutée Brute, Nette. ΑΡΑ : Ακαθάριστη Προστιθέμενη Αξία, Κάθαρη Προστιθέμενη Αξία

REPertoire des annexes, tableaux, graphiques, photos et cartes

Annexes

annexe 1 Les 80 mesures du discours de G.Papandreou au Zappeio le 14.12.2009	p.33
annexe 2 Nomenclatures Nace et stakod, Nuts et CTCI	p 36 et 45
annexe 3 Emploi industriel par région et par branche au 31.10.2010	p127
annexe 4 Nombre d'entreprises par branche et par région en 2005	p127
annexe 5 Exportations-importations de la Grèce en 2005 et 2014(par produits CN2, en €)	p136
annexe 6 Commerce extérieur. Groupes de pays	p148
annexe 7 Exportations-importations intra et extra européennes en 2010. France, Grèce, Portugal. Montants et parts.	p150
annexe 8 Productivité d'1 emploi en termes de VAB	p183
annexe 9 Productivité d'1 emploi en termes de CA	p184
annexe 10 Productivité d'1entreprise en termes de CA	p187
annexe 11 Productivité d'1entreprise en termes de VAB	p187
annexe 12 Formes juridiques d'entreprises en Grèce	p259
annexe 13 Recensement de population de 1920	p282

Graphiques

1è partie

graphique 1 Evolution de la production communautaire en milliers d'€ (prix courants) entre 2008 et 2014	p79
graphique 2 Concentration de la production entre 2008 et 2014 : parts de 7 branches en %	p84
graphique 3 Evolution de la production communautaire par groupe de branches de 2008 à 2014	p85
graphique 4 Evolution de la production communautaire de matériaux de construction de 2008 à 2014 (en milliers d'€, prix courants)	p86
graphique 5 Evolution de la production communautaire de métaux et produits métalliques de 2008 à 2014 (en milliers d'€, prix courants)	p86
graphique 6 Evolution entre 2000 et 2015 du commerce extérieur de biens (millions d'€ prix courants). En rouge les importations	p134
graphique 7 Parts relatives du commerce intra et extra communautaire (cumul 2013 2014) par pays de l'Union Européenne	p151
graphique 8 Commerce extérieur de la Grèce, intra et extra communautaire, en 2005 et 2014, en € et à prix courants	p152
graphique 9 Commerce intra communautaire de la Grèce par classe de produits CN2, en 2005 et 2014	p153
graphique 10 Commerce extérieur des hydrocarbures de la Grèce, par zone géographique, en 2014, en %	p160
graphique 11 Répartition du commerce extérieur de la Grèce par zone géographique en 2014, hors hydrocarbures, en %	p160

graphique 12 Répartition du commerce extra communautaire de l'UE28, hors hydrocarbures, par zone géographique, en 2014, en %	p161
graphique 13 Répartition du commerce extérieur de la Grèce par zone géographique entre 2005 et 2014, en %	p162

2^{ème} partie

Graphique 14 Evolution des formes juridiques dans l'industrie manufacturière Grecque 1969-2005	p267
--	------

Tableaux

1^{ère} Partie

Tableau 1. Evolution du PIB par secteurs, de 1950 à 1979, montants en millions de drachmes (prix 1958) et en %.	p57
Tableau 2. PIB industriel, en millions de drachmes et part des branches en %	p58
Tableau 3. Evolution des parts des secteurs dans le PIB grec entre 1990 et 2008 en %	p67
Tableau 4. Parts des branches dans le PIB industriel grec entre 1990 et 2008 en %	p69
Tableau 5. Parts des branches dans la Valeur ajoutée brute industrielle grecque 1990-2008 (%)	p70
Tableau 6. Tableaux grecs de la production communautaire : évolution des parts de branches entre 1995 et 2008 (en %).	p72
Tableau 7. Evolution de la part des services dans le PIB entre 2000 et 2008 (en%).	p73
Tableau 8. Evolution de la valeur ajoutée brute des services de 1995 à 2008, en % du PIB.	p75
Tableau 9 : Evolution et distribution du PIB industriel grec par branches en 2008 et 2011, en millions d'€, en prix courants et en %	p82
Tableau 10. Distribution en Grèce des Valeurs ajoutées industrielles par branches de 2008 à 2014 en %.	p83
Tableau 11. Profils de PIB en 2010 (parts des secteurs en %)	p89
Tableau 12. Part de certains services dans les PIB en 2010 (en %)	p91
Tableau 13. Parts des branches industrielles dans le PIB industriel en 2010 (en %)	p94
Tableau 14. Parts de certaines branches dans les productions communautaires, par pays, en % en 2014	p96
Tableau 15. Produits dont la production en Grèce dépasse 10 % de celle du même produit dans l'UE27, en 2014	p98
Tableau 16. Répartition par branches des produits dont la part dépasse 10% de la production communautaire en 2014 (en nombre de produits)	p98
Tableau 17 Distribution régionale des établissements et des emplois industriels en 1951 en %	p116
Tableau 18. Distribution régionale des établissements industriels hors construction (en%) entre 1958 et 1988	p117
Tableau 19. Distribution régionale des emplois industriels hors construction, entre 1958 et 1988, en %	p117
Tableau 20. Distribution régionale du PIB industriel, avec et sans construction, entre 1970 et 1990 en %	p118

Tableau 21. Distribution régionale des établissements industriels, avec et sans construction, en 2002 et 2005, en %.	p119
Tableau 22. Distribution régionale des emplois industriels, sans et avec construction, entre 1995 et 2008	p120
Tableau 23. Distribution régionale de la VAB industrielle, avec et sans la construction, entre 1995 et 2008, en %	p121
Tableau 24. Attique. Distribution de la VAB industrielle hors construction par secteur administratif entre 2000 et 2013.	p123
Tableau 25. Distribution de la VA industrielle, hors construction, par zones entre 2000 et 2013, en %	p125
Tableau 26. Evolution entre 2000 et 2015 du commerce extérieur de biens (millions €) en prix courants (en rouge les importations).	p134
Tableau 27. Echanges de biens (intra et extra-communautaires, en milliards d'€) et taux de couverture en 2014	p134
Tableau 28. Parts en 2013 des échanges de biens et de services dans les PIB en % dans l'UE	p135
Tableau 29. Parts de l'industrie dans le PIB et dans le commerce extérieur en Grèce et dans l'UE entre 2000 et 2011 (en %)	p135
Tableau 30. Part des hydrocarbures dans le commerce extérieur entre 2005 et 2014 (en%)	p137
Tableau 31. Distribution des importations de la Grèce et de l'UE 28 par produits regroupés en grandes catégories ⁴⁷³ entre 2005 et 2014, en % (hors hydrocarbures)	p138
Tableau 32. Distribution des exportations de la Grèce et de l'UE 28 par produits regroupés en grandes catégories entre 2005 et 2014, en %, hors hydrocarbures	p139
Tableau 33. Propension à exporter de la Grèce et de l'UE entre 2000 et 2011 (en % de la VAB)	p142
Tableau 34. Propension à importer de la Grèce et de l'UE entre 2000 et 2011 (en % de la VAB)	p146
Tableau 35. Evolution des parts du commerce intra et extra communautaire 1980-2000 (en %)	p152
Tableau 36. Evolution des parts du commerce intra et extra communautaire 2005-2014 (en %)	p152
Tableau 37. Répartition par groupe de produits du commerce intracommunautaire de l'UE 28 et de la Grèce et leur évolution entre 2005 et 2014 (en % du total).	p154
Tableau 38. Répartition géographique du commerce intra-communautaire de l'UE 28 et de la Grèce entre 2005 et 2014 (en %).	p156
Tableau 39. Répartition géographique du commerce extracommunautaire de la Grèce, entre 1980 et 2000, en %.	p158
Tableau 40. Evolution des exportations extracommunautaires, hors hydrocarbures entre 2005 et 2014 en Grèce et dans l'UE par ensemble géographique, en %.	p163

⁴⁷³ L'agroalimentaire groupe les classes 1 à 24 de la CN2, la chimie les classes 28 à 40, les industries traditionnelles les classes 41 à 67 et 94 à 96, les produits de base les classes 25-26 et 68 à 83, les machines et matériels électriques, de transports et de précision, les classes 84 à 93, les divers les classes 97 à 99. Les carburants sont isolés dans la classe 27.

2^{ème} Partie

Tableau 1. Evolution du nombre d'entreprises et de l'emploi dans l'industrie manufacturière entre 1958 et 2013 (unités)	p172
Tableau 2. Evolution du nombre d'entreprises et d'employés dans la construction entre 1958 et 2013 (en unités).	p173
Tableau 3. Evolution du nombre d'entreprises et d'employés dans les services entre 1958 et 2013 (en unités).	p174
Tableau 4. Evolution de la part des services dans l'emploi (en %) entre 1995 et 2014, par branche	p174
Tableau 5. Part des entrepreneurs dans chaque secteur d'activité économique, entre 1975 et 2014, hors agriculture (en unités et en %)	p175
Tableau 6. Nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière, par branche de 1958 à 2005 (hors produits pétroliers), en unités	p176
Tableau 7. Evolution du nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière, par branche entre 2008 et 2013, hors produits pétroliers (en unités)	p177
Tableau 8. Evolution 1958-2013 de la structure par branches des entreprises Manufacturières (en % du nombre d'entreprises total)	p178
Tableau 9. Evolution entre 2000 et 2012 des parts relatives des composants de la Valeur Ajoutée Brute et de l'Output de l'industrie manufacturière, en millions d'€ et en %.	p181
Tableau 10. Emplois (en unités), Valeur Ajoutée Brute (en millions d'€) et Productivité (VAB/employé, en milliers d'€), par grand secteur, entre 1995 et 2014	p182
Tableau 11. Emplois (en unités), Valeur Ajoutée Brute (en millions d'€) et Productivité (VAB/employé, en milliers d'€), par grand secteur, entre 2005 et 2014	p184
Tableau 12. Entreprises (en unités), Chiffre d'affaires (en millions d'€) et Productivité par entreprise, en termes de CA (en milliers d'€), par grand secteur, entre 2005 et 2014	p186
Tableau 13. Entreprises (en unités), Valeur Ajoutée Brute (en millions d'€) et Productivité par entreprise en termes de VAB (en milliers €), par grand secteur, entre 2005 et 2014	p187
Tableau 14. Structure de l'output de l'industrie manufacturière de pays membres de l'UE 27, en %, en 2010	p188
Tableau 15. Productivité par entreprise et par employé (en milliers d'€ de CA) en 2010, en Grèce, en France, au Portugal et dans l'UE 27	p189
Tableau 16. Productivité par entreprise et par employé (en milliers d'€ de VAB) en 2010, en Grèce, en France, au Portugal et dans l'UE 27	p190
Tableau 17. Evolution de la FBCF par nature de biens en montant (millions d'€) et en parts relatives (%), en Grèce entre 1995 et 2014	p192
Tableau 18. Evolution de la distribution de l'emploi par secteur de l'économie et par branche de l'industrie entre 1995 et 2014, en %.	p198
Tableau 19. Rapport entre chômage et emploi, par secteur, entre 2000 et 2014, en %.	p199
Tableau 20. Evolution du taux de l'emploi non salarié (en % de l'emploi total), par secteur entre 1995 et 2014	p199
Tableau 21. Distribution de l'emploi par statut professionnel, dans l'industrie manufacturière et dans la construction, entre 1995 et 2014, en %	p202

Tableau 22. Evolution des taux de chômage et d'emploi entre 2001 et 2014	p203
Tableau 23. Taux d'emploi (en %) des femmes et des étrangers, dans la population active en 2005, 2010 et 2014, et l'addition des deux	p204
Tableau 24. Taux d'évolution de l'emploi masculin, féminin et étranger, par secteur ou branche, en %, entre 2005 et 2014.	p205
Tableau 25. Evolution 2005-2014 du taux d'emploi partiel, par genre, en % de l'emploi total	p206
Tableau 26. Evolution du taux de sous-emploi et de la part des femmes dans cette catégorie entre 2008 et 2014	p207
Tableau 27. Evolution des créations et radiations d'entreprises en Grèce entre 2012 et 2015, en nombre, par forme juridique, tous secteurs économiques confondus	p210
Tableau 28. Evolution 2001-2014 des autorisations administratives d'exploitation dans l'industrie manufacturière (en unités), par branches.	p211
Tableau 29. Distribution par taille des entreprises industrielles (hors construction), de leur chiffre d'affaires, de leur valeur ajoutée et de leur emploi, en 2008 et en 2013, en %.	p213
Tableau 30. Evolution en % entre 2008 et 2013, du nombre d'entreprises, de leur chiffre d'affaires, de leur valeur ajoutée et de leur emploi, selon leur taille dans l'Agroalimentaire et les Produits métalliques.	p215
Tableau 31. Evolution du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat net des sociétés industrielles cotées, en 2009, 2013 et 2015 (en millions d'€).	p218
Tableau 32. Distribution des entreprises réalisant un chiffre d'affaires > à 10 millions d'€ en « étoiles » et « fantômes » (entreprises et emploi en unité, autres valeurs en millions d'€).	p219
Tableau 33. Encours de crédit en 2008, 2010 et 2014, selon durée, type de client et branche (en millions d'€)	p227
Tableau 34. Evolution des taux d'intérêt (moyenne annuelle en %) entre 2007 et 2015, dans les entreprises et les affaires personnelles et Professions Libérales).	p228
Tableau 35. Comparaison des parts de branche dans le PIB, dans les encours de crédit et dans les douteux en 2012 (en %)	p236
Tableau 36. Evolution du taux d'autofinancement de la FBCF industrielle (en %) entre 2000 et 2012	p242
Tableau 37. Rapport du nombre d'entreprises à la population (totale et active) et du nombre d'entreprises industrielles à la population active et industrielle en 2011, par pays.	p248
Tableau 38. Distribution des formes juridiques des entreprises industrielles, par pays en Europe, en 2007, en %.	p264
Tableau 39. Nombre d'entreprises industrielles en 1920, par forme juridique et par taille (unités).	p265
Tableau 40. Répartition des SA par grandes branches entre 1920 et 1930 (unités)	p266
Tableau 41. Distribution des entreprises industrielles par forme juridique, entre 1958 et 1988, en %	p267
Tableau 42. Distribution des entreprises industrielles par forme juridique et par taille en 1988, en %	p270
Tableau 43. Distribution des entreprises manufacturières, de leur emploi, de leur chiffre d'affaires et de leur valeur ajoutée, par classe d'emploi, en 2013, en %	p273

Tableau 44. Part des entreprises manufacturières employant plus de 250 personnes en 2013, en %	p274
Tableau 45. Distribution par taille et par branche des entreprises industrielles entre 1907 et 1930 (en nombre)	p275
Tableau 46. Distribution par taille des entreprises et emplois industriels entre 1930 et 1988	p276
Tableau 47. Distribution par taille des entreprises industrielles entre 1988-2005 (nombres et %)	p276
Tableau 48. Distribution par taille des entreprises industrielles entre 2008 et 2014 (en nombre et %)	p277
Tableau 49. Répartition de la population active en 1928 par statut social (en unités et %).	p283
Tableau 50. Répartition de la population active par statut professionnel en 1951 (unités et en %).	p284
Tableau 51. Evolution de la part du travail indépendant dans l'industrie manufacturière entre 1958 et 1988 (en unités et en %)	p285
Tableau 52. Evolution de l'emploi indépendant par branche entre 1975 et 1995 (en % de l'emploi total)	p286
Tableau 53. Evolution de la part de l'emploi indépendant dans chacun des secteurs, entre 1995 et 2014, en %.	p286
Tableau 54. Comparaison des parts du travail indépendant et des aides familiaux dans quelques pays de l'UE et leur évolution entre 2008 et 2014 (en % de l'emploi total)	p287
Tableau 55. Emploi par genre (en unités) dans certaines professions en 1907	p289
Tableau 56. Taux d'emploi féminin dans la population active en 1928, en %.	p291
Tableau 57. Evolution du taux d'emploi féminin dans l'industrie, par branche, en 1920 et 1928, en %.	p292
Tableau 58. Distribution (en %) des statuts professionnels en 1951, par pays, des femmes dans la population active féminine et des deux sexes dans l'ensemble de la population active.	p293
Tableau 59. Industrie, hors construction. Distribution de l'emploi féminin en fonction des statuts professionnels occupés entre 1995 et 2014, en %	p295
Tableau 60. Services. Taux d'emploi féminin et répartition en % des statuts professionnels entre 1985 et 2014.	p296

Liste des photos et cartes


Centre culturel de la Fondation Niarchos à Faliro (2016, Fondation Niarchos)	p4
Briqueterie Tsalapata à Volos (2015, auteur)	p25
La ville de Kalamata, au pied du Taygète (non datée, auteur inconnu)	p48
Carte 1. Carte physique de la Grèce (1964, Atlas de Kayser)	p49
Usine d'aluminium d'Aspra Spitia, au nord du golfe de Corinthe (non datée, Rapport d'exercice du groupe Mytilinaios)	p59
Chocolaterie Pavlidis, rue du Pirée (2014, auteur)	p77
Glyka koutaliou (non datée, auteur inconnu)	p100
Mine de bentonite à ciel ouvert de Milos (non datée, auteur inconnu)	p105
Usine d'engrais phosphoriques de Nea Karvali (non datée, auteur inconnu)	p106
Carte 2. Carte autoroutière de la Grèce (2017, Wikipedia, Jean Kritikakis)	p108
Zone industrielle d'Inofyta (2010, Ellinika Topia , page 132)	p109
Carte 3. La Grèce, carrefour gazier (2013, Le Figaro Infographie 28.06.2013)	p111
Carte 4. Carte des Nomes ou départements (1965, ESYE, Atlas des nomes)	p114
Carte 5. Carte des villes grecques (2004, Atlas de Sivignon, Auriac, Deslondes et Maloutas, p.116)	p115
Carte 6. Carte de la croissance urbaine d'Athènes (2004, Atlas de Sivignon, Auriac, Deslondes et Maloutas, p.129)	p124
Carte 7. Carte des transports (1953, Ministère des Travaux Publics)	p126
Carte 8. Carte de la Méditerranée orientale (2017, Google)	p149
Carte 9. Communautés et paroisses helléniques dans le monde (2004, Atlas de Sivignon, Auriac, Deslondes et Maloutas, p. 24)	p167
André Hatzikyriakos (2000, To Vima)	p249
Prodromos, Athanasiadis, dit Bodosakis (non datée, Fondation Bodosakis)	p251

Discours de Zappeio 14.12.2009

Κοινωνικό Κρατος

1. Διάλογος για το Ασφαλιστικό με νόμο μέχρι τα τέλη του πρώτου μήνου 2010
2. Τέλος στα σκληροπώζαζα. Εργασιακοί και ασφαλιστικοί νόμοι αφορούν και τους αλλοδαπούς ακόμα και χωρίς νόμιμη διαμονή.
3. Εξέταση καταγγελιών για παράνομη εργασία αλλοδαπών από το Σώμα Επιθεώρησης Εργασίας.
4. Υιοθέτηση κοινοτικής οδηγίας για κύρωσεις και μέτρα κατά εργοδοτών που απασχολούν παράνομα διαμένοντες αλλοδαπούς
5. Καταπολέμηση σπατάλης στις δαπάνες για προμήθεια φαρμάκων
6. Περικοπές και στις προμήθειες των νοσοκομείων
7. Ευρεία παρέμβαση στο χώρο της παιδείας με δωρεάν, και ποιοτική παιδεία

Τα 80 μέτρα που εξήγγειλε ο πρωθυπουργός



25. Ανασταλή προαλήψεων 2010, πλην παιδεία, υγεία, ασφάλεια
26. Μία πρόσληψη ανά 5 αποχωρήσεις 2011
27. Περιορισμός κατά 1/3 συμβάσεων εργασίας στο Δημόσιο
28. Μισθολογικές αυξήσεις δημοσίου που καλύπτουν τον πληθωρισμό
29. Μόνο μισθολογική ωρίμανση σε αποδοχές άνω 2.000 ευρώ στο Δημόσιο
30. Περικοπή 10% δαπάνης για επιδόματα στο δημόσιο
31. Κλείσιμο 1/3 γραφείων ΕΟΤ στο εξωτερικό
32. Ενσωμάτωση γραφείων Τύπου εξωτερικού στις πρεσβείες
33. Μείωση εξολιτιστικών δαπανών στη διαίτα 2011-2012
34. Μείωση 50% σε αμοιβές στελεχών ΔΕΚΟ και αριθμού μελών ΔΣ και 10% σε αμοιβές διευθυντικών στελεχών
35. Μείωση αποδοχών και αποζημιώσεων κρατικών λειτουργών, μεταξύ αυτών πρωθυπουργού, υπουργών και βουλευτών
36. Δημοσίευση ισολογισμών βάσει ΔΛΠ από ΝΠΔΔ και επιχειρήσεις ευρύτερου δημόσιου τομέα
37. Πολυτείς προγραμματικοί προϋπολογισμοί από το 2010
38. Τριτείς προϋπολογισμούς με ετήσια μείωση δαπανών παραδίδουν τον Ιανουάριο οι υπουργοί
39. Δραστηκές συγχωνεύσεις και καταργήσεις οργανισμών Δημοσίου
40. Τέρμα στα μπόνους των τραπεζικών στελεχών του Δημοσίου
41. Φορολόγηση με 90% μόνους τραπεζικών στελεχών ιδιωτικού τομέα
42. Διπλογραφικό σύστημα καταγραφής προμηθειών νοσοκομείων
43. Αποκεντρωμένη διαδικασία ηλεκτρονικών προμηθειών
44. Ηλεκτρονική συναγοράφηση στα Ταμεία
45. Αλλάζει ο τρόπος προμήθειας φαρμάκων, με επαναφορά λίστας
46. Ορκωτοί ελεγκτές στα ασφαλιστικά ταμεία

Κρατικός Μηχανισμός

8. Ανεξαρτητοποίηση Εθνικής Στατιστικής Υπηρεσίας
9. Τέρμα σε ψευδεπίγραφες συμβάσεις έργου για εργοζόμενους
10. Προσλήψεις μόνο μέσω ΑΣΕΠ
11. Στο Διαδίκτυο κάθε ευρώ που φεύγει από δημόσιο ταμείο
12. Νέος εκλογικός νόμος, με δραστηκές περικοπές εκλογικών δαπανών, κτύπημα διαμεσολαβητών και μάρου πολιτικού χρήματος
13. Ανοβάθμηση Τοπικής Αυτοδιοίκησης
14. Μείωση βαθμών διοικήσεων Δημοσίου σε 3 από 5

Διαφάνεια

15. Από μηδενική βάση η αξιολόγηση δαπανών υπουργείων
16. Μηνιαίος έλεγχος και προγραμματισμός δαπανών από τον Ιανουάριο 2010
17. Στο Διαδίκτυο η πορεία εκτέλεσης του προϋπολογισμού
18. Έγγραφα Αρχή Πληρωμών στο Δημόσιο έως τα μέσα 2010
19. Νομοθέτηση δημοσιονομικών κανόνων για έλεγχο δαπανών
20. Νέος τρόπος έγκρισης και παρακολούθησης προϋπολογισμού από τη Βουλή
21. Σύσταση Σώματος Ελεγκτών στη Βουλή για εκτέλεση προϋπολογισμού και δαπανών

Φορολογία

47. Ενιαία προοδευτική τιμαριθμοποιημένη φορολογική κλίμακα
48. Προοδευτική φορολόγηση μεγάλης ακίνητης περιουσίας από 2010
49. Επαναφορά φόρου κληρονομιάς και γονικών παροχών με υψηλότερο αφορολόγητο
50. Κατάργηση αυτοτελούς φορολόγησης για εισοδήματα και επιδόματα
51. Κατάργηση χαριστικών φοροαπαλλαγών
52. Φορολόγηση διανεμόμενων κερδών στα φυσικά πρόσωπα
53. Φορολόγηση υπεραξίας από βραχυχρόνιας χρηματιστηριακές συναλλαγές με συμψηφισμό ζημιών
54. Κατάργηση Κώδικα Βιβλίων και Στοιχείων

Αποκρατικοποιήσεις

55. Κωδικοποίηση και απλούστευση φορολογικής νομοθεσίας
56. Λογιστικός προσδιορισμός όλων των εισοδημάτων
57. Αποτελεσματικός έλεγχος ενδοομιλικών συναλλαγών
58. Φορολόγηση συναλλαγών off shore εταιρειών
59. Ηλεκτρονική παρακολούθηση αγοράς καισώμων
60. Υποχρεωτική διατήρηση επαγγελματικών λογαριασμών στις τράπεζες, διασύνδεση με πληροφοριακά συστήματα και πρόσβαση φορολογικών υπηρεσιών
61. Γενίκευση «πόθεν έσχες»
62. Εκπτώση φόρων μέσω αποδείξεων δαπανών
63. Κατάρτιση προγράμματος στοχευμένων διασταυρώσεων και φορολογικοί έλεγχοι
64. Δημοσιοποίηση στο Διαδίκτυο εισοδημάτων και φόρων από εμπιστικές επιχειρήσεις και ελευθέρια επαγγέλματα
65. Έλεγχος «πόθεν έσχες» εφοριακών και παύση καθηκόντων σε μη δικαιολογηθείς περιουσιακών στοιχείων από τα εισοδήματά τους
66. Ρύθμιση επιχειρηματικών και επαγγελματικών σφειλών, με αλλαγές στον Τερέσια
67. Ρύθμιση σφειλών υπερχρεωμένων νοικοκυριών
68. Αύξηση προϋπολογισμού ΤΕΜΠΜΕ
69. Εξόφληση εκκρεμοτήτων Δημοσίου προς επιχειρήσεις μέσω αναπτυξιακού νόμου
70. Αύξηση Προγράμματος Δημοσίων Επενδύσεων με 10 δισ. ευρώ ή 4,2% ΑΕΠ
71. Από το ΕΣΠΑ: 26 δισ. ευρώ, με αποκεντρωση και απλοποίηση διαδικασιών, στροφή σε δράσεις ανάπτυξης, ανθρώπινου δυναμικού και κοινωνικής συνοχής
72. Αλλαγή αναπτυξιακού νόμου στο πρώτο τρίμηνο του 2010, με στέρξη νέων θέσεων απασχόλησης, καινοτομία, εξαγωγική δραστηριότητα και πρόσηνη επιχειρηματικότητα
73. Αρση αντικινήτρων και γραφειοκρατίας για επενδύσεις, ίδρυση, αδειοδότηση και λειτουργία επιχειρήσεων
74. One stop shop (σε μία υπηρεσία) για ίδρυση επιχειρήσεων
75. Σε λιγότερο από 15 ημέρες (από 30 σήμερα) η ίδρυση επιχειρήσεων
76. Ταμεία Αναχρηματοδότησης οικονομίας εντός πρώτου τριμήνου 2010 για προώθηση επενδυτικών σχεδίων πρόσινης ανάπτυξης, αστικών αναπλάσεων, διαχείριση αποβλήτων, ανάδειξη λιμανιών, ενεργειακό δίκτυο, τεχνολογίες αιχμής και νέες παραγωγικές δραστηριότητες.
77. Δημοιουργία και μεταχοποίηση στην κεφαλαιαγορά εταιρείας συμμετοχών του Δημοσίου
78. Πρόγραμμα αξιοποίησης δημόσιας περιουσίας και καλώς αξιοποιήσιμων ακινήτων Δημοσίου και εισαγωγή στην κεφαλαιαγορά
79. Ενιαία και επαγγελματική διαχείριση περιουσίας ασφαλιστικών ταμείων
80. Τηλοποίηση εισόδων από Φόρο Μεγάλης Ακίνητης Περιουσίας

Annexe 2 Nomenclatures NACE et Stakod, NUTS et CTCl
 Activités à 2 chiffres. L'industrie (Nace 2 = stakod 8; Nace 1 = stakod 3)

			stakod 8	stakod 3			
B	Mines et carrières	houille et lignite	5	10	charbon lignite		
CPA_B (C5-C8)		pétrole et gaz	6	11	pétrole gaz		
		fer, bauxite, mé	7	12	uranium		
		pierres, sables,	8	13	fer, bauxite...		
		service	9	14	Pierre,..		
C	Transformation						
CPA_C10-C12	IAA (Agroaliment	prod alimentaire	10	15			
		boissons	11	159	boissons		
		tabac	12	16	tabac		
CPA_C13-C15	Textile Habillemen	textile	13	17	textile		
		habillement	14	18	habillement		
		cuirs	15	19	cuirs		
CPA_C16	Bois, papiers, imp	bois	16	20	bois		
CPA_C17		papier carton	17	21	papier carton		
CPA_C18		imprimerie	18	22	imprimerie		
CPA_C19	Coke, raffinage, nucléaire		19	23	Coke, raffinage, nucléaire		
CPA_C20	Chimie		20	24	Chimie		
CPA_C21	Pharmacie		21	244	Pharmacie		
CPA_C22	Coutchouc, plastiques		22	25	Coutchouc, plastiques		
CPA_C23	Verre, chaux, ciment, mat constr		23	26	Verre, chaux, ciment, mat constr		
CPA_C24	Métaux de base		24	27	Métaux de base		
CPA_C25	Produits métalliques, outils, hors r		25	28	Produits métalliques, outils, hors machines		
CPA_C26	Produits inform, electron et optiq		26	29	machines équipements		
CPA_C27	Equipement électrique		27	30	ordinateurs		
CPA_C28	Machines, Equipements		28	31	électrique		
CPA_C29	Véhicules routiers		29	32	électronique de TV radio		
CPA_C30	Autres transports		30	33	électron.méd, biologique et optique, horlog.		
CPA_C31_C32	Ameublement	ameublement	31	34	Véhicules routiers		
		Monnaie, bijoux	32	35	Autres transports		
CPA_C33	Réparation biens industriels, instal		33	36	meubles bijoux...		
CPA_D35	Electricité Gaz Vapeur		35	37	recyclage de d		
CPA_E36	Traitement Distrib des eaux		36	40	Electricité Gaz Vapeur		
CPA_E37-E39	Traitement eaux u	eaux usées	37	41	Traitement eaux usées		
		déchets	38		sewage (eaux usées) et autres déchets		
		dépollution	39	90			
CPA_F	Construction TP	construction	41	451			
		TP	42	452			
		autres travaux	43	453			

Stakod 8 en grec					
brancheNace8					
05 Εξόρυξη άνθρακα και λιγνίτη					
06 Άντληση αργού πετρελαίου και φυσικού αερίου					
07 Εξόρυξη μεταλλευμάτων					
08 Λοιπά ορυχεία και λατομεία					
09 Υποστηρικτικές δραστηριότητες εξόρυξης					
10 Βιομηχανία τροφίμων					
11 Ποτοποιία					
12 Παραγωγή προϊόντων καπνού					
13 Παραγωγή κλωστοϋφαντουργικών υλών					
14 Κατασκευή ειδών ένδυσης					
15 Βιομηχανία δέρματος και δερμάτινων ειδών					
16 Βιομηχανία ξύλου και κατασκευή προϊόντων από ξύλο και φελλό, εκτός από έπιπλα,					
17 Χαρτοποιία και κατασκευή χάρτινων προϊόντων					
18 Εκτυπώσεις και αναπαραγωγή προεγγεγραμμένων μέσων					
19 Παραγωγή οπτάνθρακα και προϊόντων διύλισης πετρελαίου					
20 Παραγωγή χημικών ουσιών και προϊόντων					
21 Παραγωγή βασικών φαρμακευτικών προϊόντων και φαρμακευτικών σκευασμάτων					
22 Κατασκευή προϊόντων από ελαστικό (καουτσούκ) και πλαστικές ύλες					
23 Παραγωγή άλλων μη μεταλλικών ορυκτών προϊόντων					
24 Παραγωγή βασικών μετάλλων					
25 Κατασκευή μεταλλικών προϊόντων, με εξαίρεση τα μηχανήματα και τα είδη εξοπλισ					
26 Κατασκευή ηλεκτρονικών υπολογιστών, ηλεκτρονικών και οπτικών προϊόντων					
27 Κατασκευή ηλεκτρολογικού εξοπλισμού					
28 Κατασκευή μηχανημάτων και ειδών εξοπλισμού π.δ.κ.α.					
26 Κατασκευή ηλεκτρονικών υπολογιστών, ηλεκτρονικών και οπτικών προϊόντων					
30 Κατασκευή λοιπού εξοπλισμού μεταφορών					
31 Κατασκευή επίπλων					
32 Άλλες μεταποιητικές δραστηριότητες					
33 Επισκευή και εγκατάσταση μηχανημάτων και εξοπλισμού					
35 Παροχή ηλεκτρικού ρεύματος, φυσικού αερίου, ατμού και κλιματισμού					
36 Συλλογή, επεξεργασία και παροχή νερού					
37 Επεξεργασία λυμάτων					
38 Συλλογή, επεξεργασία και διάθεση αποβλήτων, ανάκτηση υλικών					
39 Δραστηριότητες εξυγίανσης και άλλες υπηρεσίες για τη διαχείριση αποβλήτων					
41 Κατασκευή κτιρίων					
42 Έργα πολιτικού μηχανικού					
43 Εξειδικευμένες κατασκευαστικές δραστηριότητες					

NUTS 13 Régions et départements			
Anatoliki Makedonia & Thraki	Thessalia	Nisia Aigaiou, Kriti	Ionia Nisia
Evros	Karditsa	Voreio Aigaiou	Zakynthos
Xanthi	Larisa	Lesvos	Kerkyra
Rodopi	Magnisia	Samos	Kefallinia
Drama	Trikala	Chios	Lefkada
Kavala	Kentriki Ellas	Notio Aigaiou	Dytiki Ellada
Kentriki Makedonia	Ipeiros	Dodekanisos	Aitoloakarnania
Imathia	Arta	Kyklades	Achaia
Thessaloniki	Thesprotia	Kriti	Ileia
Kilkis	Ioannina	Irakleio	Stereia Ellada
Pella	Preveza	Lasithi	Voiotia
Pieria	Peloponnisos	Rethimno	Evoia
Serres	Argolida	Chania	Evritania
Chalkidiki	Arkadia		Fthiotida
Dytiki Makedonia	Korinthia		Fokida
Grevena	Lakonia		
Kastoria	Messinia		
Kozani	Attiki		
Florina			

Classification CN/SITC				
SECTION I - LIVE ANIMALS; ANIMAL PRODUCTS	Animaux			
SECTION II - VEGETABLE PRODUCTS	Légumes			
SECTION III - ANIMAL OR VEGETABLE FATS AND OILS	Huiles végétales et animales			
SECTION IV - PREPARED FOODSTUFFS; BEVERAGES, S	Agroalimentaire et tabac			
SECTION V - MINERAL PRODUCTS	Produits minéraux			
SECTION VI - PRODUCTS OF THE CHEMICAL OR ALLIE	Chimie pharmacie			
SECTION VII - PLASTICS AND ARTICLES THEREOF; RU	plastiques et caoutchouc			
SECTION VIII - RAW HIDES AND SKINS, LEATHER, FUR	cuirs et peaux			
SECTION IX - WOOD AND ARTICLES OF WOOD; WOO	bois et lièges			
SECTION X - PULP OF WOOD OR OF OTHER FIBROUS C	Celluloses, papier			
SECTION XI - TEXTILES AND TEXTILE ARTICLES	textiles			
SECTION XII - FOOTWEAR, HEADGEAR, UMBRELLAS, S	chaussures et autres			
SECTION XIII - ARTICLES OF STONE, PLASTER, CEMEN	pierre, ciment, céramique, verre			
SECTION XIV - NATURAL OR CULTURED PEARLS, PREC	pierres précieuses			
SECTION XV - BASE METALS AND ARTICLES OF BASE	métaux de base			
SECTION XVI - MACHINERY AND MECHANICAL APPL	machines et équipements			
SECTION XVII - VEHICLES, AIRCRAFT, VESSELS AND A	véhicules et transports			
SECTION XVIII - OPTICAL, PHOTOGRAPHIC, CINEMAT	Optique, photo, mat précision et médica			
SECTION XIX - ARMS AND AMMUNITION; PARTS AND	Armes			
SECTION XX - MISCELLANEOUS MANUFACTURED AR	divers			
SECTION XXI - WORKS OF ART, COLLECTORS' PIECES	œuvres d'art			

Source : Eurostat, Ramon

Annexe 3. Emploi industriel par region et par branches au 31.12.2010

Régions	TOTAL	Macéd Orient.	Macéd. Centr.	Macéd Occid.	Epire	Thessalie	Iles Ioniennes	Grèce Occid	Grèce Contin	Peloponnèse	Egee Nord	Egee Sud	Crète	Attique
Mines	14352	1297	834	6637	329	1188		147	2045	658	220	458	178	362
10-11-12 IAA	124061	5876	28301	3429	7754	10307	939	6735	8870	8686	1117	1498	5783	34765
13-14-15 Textile hab cuir	39356	1357	10998	5150	503	1010		930	583			370	645	17809
16 Bois	21834	1215	2304	857	1306	1136	910	2407	1583	2378	444	336	1241	5716
17 Papier	7843	229	1408			351			934	425	356		107	4033
18 Edition	23564	532	3292	134		302	238	735	424	800	99	181	99	16727
19 prod pétroliers	6090	135	1306					169	0	879				3601
20 chimie	9812	490	2368						1133					5821
21 Pharmacie	15296	148	1009		131			333	1022				137	12517
22 Plastiques caoutchouc	14607	1937	2947		140	1032		638	1322	284				6307
23 prod non métalliques	24112	3588	5109	397	415	2469	265	1793	1599	743	80	731	1547	5376
24 Métallurgie	19605	310	2414	139		1768	159	649	7672		238		106	6151
25 Prod métalliques	50249	1471	11685	1073	892	3650	944	2648	3196	2112	992	1124	2453	18009
26 prod électroniques (dont RTV)	3787		1014			175			122	105				2371
27 Produits électriques	11084	929	2464			211		313	2129	483			108	4447
28 Machines et autres équipés	12281	292	4228		118	521		1180	593	213	80	669	296	4091
29 Matériels de transports	2091	228	1047			161			0		77		217	361
30 autres mat de transports	10130		103			151		317	1365			321		7873
31 ameublement	29656	1871	7416	755	590	1975	149	1039	1177	817	483	876	1241	11267
32 divers	12235	127	3664		425			533	654				514	6317
33 entretien machines équipés	11085	518	1965		254	449	148	273	227		94		324	6831
35 Electricité gaz	24667	785	2410	2458	881	813	185	1231	946	1925	559	1117	1536	9819
36 Eau	8220	119	1602	239	235	1231	350	349	849	569	175	1214	397	892
37-38-39 Déchets	24645	859	6130	455	263	739	481	784	817	1736	102	910	787	10584
Construction	298564	13658	41619	7140	11442	15068	9271	23635	18501	19853	6752	14241	20942	96442
Total Emploi	819226	37971	147637	28863	25678	44707	14039	46838	57763	42666	11868	24046	38658	298489
%industrie	100,00	4,63	18,02	3,52	3,13	5,46	1,71	5,72	7,05	5,21	1,45	2,94	4,72	36,44

Source : Elstat, Ergatiko 2010

Annexe 4 Nombre d'entreprises par branches et par regions en 2005

Régions	TOTAL	Macé.Orient.	Macéd. Centr.	Macéd. occid.	Epire	Thessalie	Iles Ioniennes	Grèce Occid	Grèce Contin	Pélopônèse	Egée Nord	Egée Sud	Crète	Attique
Mines	1119	169	109	38	107	166	33	37	121	67	21	55	38	158
10-11-12 IAA	16439	929	2777	474	588	1359	486	1223	1097	1602	426	540	1390	3548
13-14-15 Textile hab cuir	17013	350	4968	2582	132	457	97	468	178	219	57	157	277	7071
16 Bois	6271	350	917	191	369	463	234	265	299	581	154	324	444	1680
17 Papier	967	37	184	13	16	55	7	33	32	32	6	13	29	510
18 Edition	3304	99	582	40	52	124	39	101	74	77	29	51	100	1936
19 prod pétroliers	103	4	20	3	5	6	0	6	7	2	0	0	7	43
20 chimie	982	32	195	12	19	42	18	33	54	37	12	16	34	478
21 Pharmacie	129	2	9	0	0	4	0	2	1	1	0	1	1	108
22 Plastiques caoutchouc	1402	61	352	19	24	58	7	44	54	55	13	10	50	655
23 prod non métalliques	4762	281	741	133	224	304	134	252	252	293	138	236	370	1404
24 Métallurgie	1257	49	391	21	30	92	16	65	60	40	26	11	49	407
25 Prod métalliques	13642	684	2405	342	515	978	283	841	799	830	252	348	877	4488
26 prod électroniques (dont RTV)	686	25	144	3	14	17	4	16	8	12	7	7	38	391
27 Produits électriques	1492	50	357	13	26	68	38	52	34	48	18	22	69	697
28 Machines et autres équipés	2909	134	803	49	43	237	19	176	122	137	29	30	138	992
29 Matériels de transports	401	12	118	8	5	34	3	19	20	17	2	3	13	147
30 autres mat de transports	516	22	37	0	2	17	20	14	20	10	11	33	6	324
31 ameublement	7067	376	2086	182	184	622	67	248	171	196	83	87	385	2380
32 divers	4904	88	841	42	183	183	69	154	68	178	50	199	302	2547
33 entretien machines équipés	3713	216	641	44	81	249	109	171	150	148	55	108	130	1611
35 Electricité gaz	898	22	135	19	29	49	18	31	24	37	22	26	34	452
36 Eau	592	14	54	5	7	46	47	26	24	101	23	92	36	288
37-38-39 Déchets	1063	66	217	20	38	86	17	53	92	59	18	39	53	171
Construction	108987	5149	13820	3329	4433	6611	3642	6851	6751	7479	2663	5351	7886	35022
Total Entreprises	200618	9221	32903	7582	7126	12327	5407	11181	10512	12258	4115	7759	12756	67471
%industrie	100,00	4,60	16,40	3,78	3,55	6,14	2,70	5,57	5,24	6,11	2,05	3,87	6,36	33,63

Source : Elstat, Ergatiko 2005, fichier entreprises 2005

Annexe 5. Commerce extérieur de la Grèce en 2005 et 2014, par classe de produits CN2 en €

	EXPORTS		IMPORTS	
	2 005	2 014	2 005	2 014
1 ANIMAUX VIVANTS	3 303 488	14 079 193	113 289 898	63 615 723
2 VIANDES ET ABATS COMESTIBLES	25 777 374	57 970 818	972 480 937	1 039 544 055
3 POISSONS ET CRUSTACES MOLLUSQUES	379 235 787	564 928 857	320 067 024	332 929 029
4 LAIT LAITERIE, OEUFS, MIEL	199 787 886	478 380 548	657 706 781	828 397 749
5 AUTRES PRODUITS ANIMAUX nda	3 300 438	8 890 746	15 242 286	28 712 796
	611 404 973	1 124 250 162	2 078 786 926	2 293 199 352
6 PLANTES VIVANTES ET PRODUITS DE LA FLORICULTURE	5 949 727	12 457 793	72 356 679	49 088 288
7 LÉGUMES, PLANTES, RACINES ET TUBERCULES	117 562 445	157 747 384	158 920 560	177 031 807
8 FRUITS COMESTIBLES; ÉCORCES D'AGRUMES OU D'AGRI	549 656 720	839 397 872	317 144 576	293 179 676
9 CAFÉ, THÉ, MATÉ ET ÉPICES	7 132 492	16 142 829	82 666 509	191 216 276
10 CÉRÉALES	118 752 571	178 772 304	273 677 099	301 708 385
11 PRODUITS DE LA MINOTERIE	13 328 025	16 147 290	32 627 397	65 339 135
12 GRAINES ET FRUITS OLÉAGINEUX, PLANTES INDUSTRIELLES	63 749 668	91 307 779	172 766 055	262 859 051
13 GOMMES, RÉSINES ET AUTRES SUCS ET EXTRAITS	5 456 954	10 182 562	6 665 008	14 303 942
14 MATIÈRES À TRESSER ET AUTRES PRODUITS D'ORIGINE VÉGÉTALE	606 032	288 257	945 098	5 831 347
	882 194 634	1 322 444 070	1 117 768 981	1 360 557 907
15 GRAISSES ET HUILES ANIMALES OU VÉGÉTALES	473 233 676	351 034 629	146 778 172	306 916 718
16 PRÉPARATIONS DE VIANDE, DE POISSONS OU DE CRUSTACÉS	42 400 336	28 894 462	122 392 592	143 552 542
17 SUCRES ET SUCRERIES	42 717 622	62 273 702	116 155 964	220 414 996
18 CACAO ET SES PRÉPARATIONS	12 628 805	26 054 488	139 086 592	170 985 081
19 PRÉPARATIONS À BASE DE CÉRÉALES, FARINES, MÂCHES	113 605 817	163 281 286	246 115 281	301 898 648
20 PRÉPARATIONS DE LÉGUMES, DE FRUITS	583 916 764	892 594 789	188 513 941	214 440 453
21 PRÉPARATIONS ALIMENTAIRES DIVERSES	76 378 716	183 069 206	229 718 960	389 193 686
22 BOISSONS, LIQUIDES ALCOOLIQUES ET VINAIGRES	150 786 020	218 259 316	424 758 130	290 915 522
23 RÉSIDUS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES; ALIMENTS	31 317 908	59 034 838	297 457 021	414 433 522
24 TABACS ET SUCCÉDANÉS DE TABAC FABRIQUÉS	431 393 188	386 404 360	313 315 776	245 433 752
	1 485 145 176	2 019 866 447	2 077 514 257	2 391 268 202
25 SEL; SOUFRE; TERRES ET PIERRES; PLÂTRES, CHAUX	273 716 337	448 861 942	88 155 203	75 193 468
26 MINÉRAIS, SCORIES ET CENDRES	38 077 471	64 143 351	20 452 144	28 570 340
27 COMBUSTIBLES MINÉRAUX, HUILES MINÉRALES, GRAISSES	1 397 916 455	10 331 604 223	7 943 066 981	16 108 904 795
	1 709 710 263	10 844 609 516	8 051 674 328	16 212 668 603
28 PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES	112 286 990	125 357 819	127 445 245	146 674 611
29 PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES	40 062 413	24 276 943	824 457 211	770 721 589
30 PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1 043 502 584	1 044 806 011	2 705 118 587	2 615 752 611
31 ENGRAIS	54 494 282	133 695 050	142 022 606	260 258 064
32 TANINS, PIGMENTS, COLORANTS; PEINTURES ET MATIÈRES	135 315 043	179 412 109	327 546 331	257 175 643
33 HUILES ESSENTIELLES; PARFUMERIE COSMÉTIQUE	179 648 492	192 228 385	505 228 038	511 937 949
34 SAVONS, LESSIVES, CIRES ARTIFICIELLES ET DÉTERGENTS	75 622 696	120 190 394	292 302 298	265 048 515
35 AMIDONS, FÉCULES MODIFIÉS; COLLES; ENZYME	13 202 490	13 128 527	79 133 032	84 857 693
36 POWDRES ET EXPLOSIFS, Alumettes	601 539	5 484 623	14 249 493	14 943 964
37 PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES OU CINÉMATOGRAPHIQUES	7 252 490	3 214 671	79 676 687	38 077 487
38 PRODUITS DIVERS DES INDUSTRIES CHIMIQUES	119 841 473	188 104 929	546 560 507	542 379 677
	1 781 830 492	2 029 899 461	5 643 740 035	5 507 827 803
39 MATIÈRES PLASTIQUES	652 136 861	1 001 548 222	1 420 193 609	1 565 616 477
40 CAOUTCHOUC	63 047 100	68 460 643	321 834 619	346 832 339
	715 183 961	1 070 008 865	1 742 028 228	1 912 448 816
41 PEAUX (AUTRES QUE LES PELLETERIES) ET CUIRS	42 329 607	40 199 545	43 185 309	22 587 888
42 ARTICLES EN CUIR, DE BOURRELLERIE OU DE SELLES	15 923 512	34 236 870	232 009 195	170 843 009
43 PELLETERIES ET FOURRURES; PELLETERIES FACTICES	256 058 359	269 501 237	210 446 250	230 861 629
	314 311 478	343 937 652	485 640 754	424 292 526
44 BOIS, CHARBON DE BOIS ET OUVRAGES EN BOIS	67 739 576	61 282 523	537 401 075	297 668 163
45 LIÈGE ET OUVRAGES EN LIÈGE	319 421	273 656	9 504 802	5 809 741
46 OUVRAGES DE SPARTERIE OU DE VANNERIE	140 894	135 169	9 199 079	5 657 859
	68 199 891	61 691 348	556 104 956	309 135 763
47 PÂTES DE BOIS OU DE CELLULOSE; PAPIER OU CARTON	13 229 695	32 841 259	48 223 859	71 664 326
48 PAPIERS ET CARTONS; OUVRAGES EN CELLULOSE	117 323 558	166 554 504	985 341 821	770 543 627
49 PRODUITS DE L'ÉDITION, DE LA PRESSE OU DES ARTS GRAPHIQUES	70 754 246	68 823 198	161 063 874	117 163 241
	201 307 499	268 218 961	1 194 629 554	959 371 194
50 SOIE	1 415 097	589 387	14 555 360	2 560 434
51 LAINE, POILS FINS OU GROSSIERS; FILS ET TISSUS	13 314 861	5 265 733	36 965 180	6 097 659
52 COTON	484 316 796	359 497 548	149 276 469	75 834 683
53 AUTRES FIBRES TEXTILES VÉGÉTALES; FILS DE PAIN	5 496 119	714 989	16 903 120	5 520 467
54 FILAMENTS SYNTHÉTIQUES OU ARTIFICIELS	48 669 259	52 890 000	140 691 503	80 890 442
55 FIBRES SYNTHÉTIQUES OU ARTIFICIELLES DISCO	9 691 660	17 666 963	137 586 145	80 146 964
56 OUATES, FEUTRES ET NONTISSÉS; FILS SPÉCIAUX	62 454 823	105 926 473	66 908 101	73 194 458
57 TAPIS ET AUTRES REVÊTEMENTS DE SOL EN MATIÈRE	34 725 671	9 068 307	93 846 270	38 373 280
58 TISSUS SPÉCIAUX; DENTELLES; TAPISSERIES; PAS	20 735 213	15 524 784	62 693 532	25 609 611
59 TISSUS IMPRÉGNÉS, ENDUITS; ARTICLES TECHNI	5 537 863	4 736 909	45 091 441	36 691 056
60 ÉTOFFES DE BONNETERIE	70 741 817	90 706 003	54 023 435	100 822 516
61 VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES DU VÊTEMENT, EN	926 765 774	382 373 350	588 704 712	729 215 561
62 VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES DU VÊTEMENT, AU	223 499 823	148 174 684	850 201 280	650 645 312
63 AUTRES ARTICLES TEXTILES ASSORTIMENTS; FRI	70 373 783	39 051 594	170 550 626	131 769 211
	1 977 738 559	1 232 186 724	2 427 997 174	2 037 371 654
64 CHAUSSURES, GUÊTRES ET ARTICLES ANALOGUES	35 463 830	73 509 536	469 899 212	473 952 478
65 COIFFURES ET PARTIES DE COIFFURES	2 276 150	3 328 987	22 126 096	19 201 441
66 PARAPLUIES, OMBRELLES, PARASOLS, CANNES,	1 229 433	1 360 457	10 672 818	8 578 906
67 PLUMES ET DUVET APPRÊTÉS FLEURS ARTIFICIEL	834 197	615 273	16 828 125	8 466 808
	39 803 610	78 814 253	519 526 251	510 199 633

68	OUVRAGES EN PIERRES, PLÂTRE, CIMENT, AMIA	114 227 617	175 604 455	107 163 884	73 143 034
69	PRODUITS CÉRAMIQUES	41 366 715	24 882 445	401 002 734	150 268 168
70	VERRE ET OUVRAGES EN VERRE	28 445 590	25 204 559	228 288 695	169 093 284
		184 039 922	225 691 459	736 455 313	392 504 486
71	PERLES, PIERRES ET MÉTAUX PRÉCIEUX, BIJOUT	46 198 294	90 511 544	187 793 406	111 776 582
72	FONTE, FER ET ACIER	338 866 127	417 219 797	1 446 015 738	821 485 667
73	OUVRAGES EN FONTE, FER OU ACIER	361 232 435	360 433 011	538 793 886	380 595 650
74	CUIVRE ET OUVRAGES EN CUIVRE	271 043 529	472 695 213	436 061 199	561 737 018
75	NICKEL ET OUVRAGES EN NICKEL	109 872	1 517 841	3 905 796	1 999 678
76	ALUMINIUM ET OUVRAGES EN ALUMINIUM	766 345 875	1 288 494 857	520 399 399	693 365 511
78	PLOMB ET OUVRAGES EN PLOMB	6 911 585	20 936 529	7 007 482	42 231 754
79	ZINC ET OUVRAGES EN ZINC	8 281 793	2 754 726	29 476 778	15 899 710
80	ÉTAIN ET OUVRAGES EN ÉTAIN	331 550	89 272	6 666 492	2 170 029
81	AUTRES MÉTAUX COMMUNS; CERMETS	2 348 092	1 033 924	13 646 320	18 613 737
82	OUTILS ET OUTILLAGE, COUPELLERIE ET COUVER	30 883 818	19 073 414	190 452 453	121 481 120
83	OUVRAGES DIVERS EN MÉTAUX COMMUNS	58 460 549	97 663 801	208 030 518	172 304 505
		1 844 815 225	2 681 912 385	3 400 456 061	2 831 884 379
84	RÉACTEURS NUCLÉAIRES, CHAUDIÈRES, MACHIN	662 779 862	1 067 377 881	3 838 909 693	2 736 764 520
85	MATÉRIELS ÉLECTRIQUES, ENREGISTREMENT/RE	795 586 478	939 672 556	3 068 162 483	2 259 482 621
		1 458 366 340	2 007 050 437	6 907 072 176	4 996 247 141
86	VÉHICULES ET MATÉRIEL POUR VOIES FERRÉES E	1 645 327	1 041 768	42 950 549	5 844 865
87	AUTOMOBILES, TRACTEURS, CYCLES ET AUTRES	148 874 446	144 836 140	4 637 186 995	1 601 744 515
88	NAVIGATION AÉRIENNE OU SPATIALE	58 444 258	45 186 749	183 212 510	176 268 513
89	NAVIGATION MARITIME OU FLUVIALE	185 968 972	129 185 048	1 379 142 485	1 857 493 996
		394 933 003	320 249 705	6 242 492 539	3 641 351 889
90	INSTRUMENTS (OPTIQUE, PHOTO, CINÉMA, MES	135 373 471	199 870 012	1 114 712 160	749 956 480
91	HORLOGERIE	8 782 207	45 065 482	105 542 320	130 321 474
92	INSTRUMENTS DE MUSIQUE	1 046 775	640 108	16 782 498	11 626 885
		145 202 453	245 575 602	1 237 036 978	891 904 839
93	ARMES ET MUNITIONS	2 183 957	13 801 542	24 255 148	10 856 593
94	MEUBLES; MOBILIER MÉDICO-CHIRURGICAL; LIT	75 598 837	101 343 090	708 518 646	377 297 288
95	JOUETS, JEUX, ARTICLES DE DIVERTISSEMENTS, I	51 400 405	147 902 266	312 025 066	300 439 162
96	OUVRAGES DIVERS	15 684 962	65 520 067	125 177 230	204 335 202
		142 684 204	314 765 423	1 145 720 942	882 071 652
97	OBJETS D'ART, DE COLLECTION OU D'ANTIQUITÉ	3 358 381	5 284 338	9 943 293	6 185 965
98	Etablissements industriels	0	37 000	28 044	5 538 907
99	codes spéciaux	374 975 424	544 129 141	503 636 838	135 510 320
		378 333 805	549 450 479	513 608 175	147 235 192
	Total	14 856 821 415	27 195 970 664	46 437 080 354	48 131 090 924
	hors hydrocarbures	13 458 904 960	16 864 366 441	38 494 013 373	32 022 186 129

Source Eurostat, Commerce Extérieur CN 2

Annexe 6. Commerce extérieur. Groupe de pays

Autres Europe	Islande, Norvège, Liechtenstein, Suisse								
Balkans	Monténégro, Serbie, Bosnie Herzégovine, Albanie, Fyrom, Kosovo et Turquie								
CEI	Moldavie, Ouzbékistan, Ukraine, Turkmenistan, Arménie, Belarus, Azerbaïdjan, Georgie, Kazakhstan, Russie, Tadjikistan								
Afrique du Nord	Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte								
P&M Orient	Liban, Arabie Séoudite, Emirats Arabes Unis, Bahrein, Qatar, Israël, Iraq, Iran, Jordanie, Koweït, Oman, Etat Palestinien, Yémen, Syrie								
Asie	Asie, hors CEI et Proche et Moyen Orient								
Amérique Nord	Etats Unis et Canada								
ACP	Afrique, hors Afrique du Nord ; Amérique Latine ; Pacifique								
Divers	Avitaillement et soutage, Pays non déterminés								

Source : auteur

Annexe 7. Imports et exports intra et extra- européennes en 2010 en France, en Grèce et au Portugal

		montants en Millions d'€			%		
		France	Grèce	Portugal	France	Grèce	Portugal
importations	intra E	256850	29367	27564	58,09	53,71	75,07
	extra E	185324	25315	9155	41,91	46,29	24,93
		442174	54682	36719	100,00	100,00	100,00
exportations	intra E	225331	11175	43196	60,02	58,12	76,71
	extra E	150075	8053	13113	39,98	41,88	23,29
		375406	19228	56309	100,00	100,00	100,00

Source : Eurostat TER

Annexe 8. Productivité d'1 emploi en termes de VAB

	1995	2000	2005	2008	2010	2014
Mines	26	41	63	70	71	61
Agroalimentaire	25	30	35	42	42	45
Textile, Habillement, Cui	11	16	19	21	23	21
Bois	8	11	11	19	12	3
Papier	42	30	41	44	31	42
Impression	38	51	65	38	30	31
Produits pétroliers	78	208	54	314	300	509
Chimie	59	48	48	51	50	64
Pharmacie	36	49	57	43	50	38
Caoutchouc, Plastiques	26	33	39	40	35	14
Produits non métalliques	27	40	46	53	36	45
Métaux de base	47	62	77	89	48	89
Produits métalliques	18	28	48	38	33	30
Produits électroniques	48	96	53	55	58	79
Produits électriques & op	34	40	55	69	52	38
Machines & b.d'équipem	21	27	35	36	29	37
Véhicules routiers	29	47	59	34	38	33
Autres transports	16	25	54	52	29	32
Ameublement & autres in	9	13	17	20	18	18
Réparation et entretien	15	21	40	33	75	109
Production électricité gaz	54	62	142	108	142	157
Traitement- distrib. Eau&	39	57	98	114	73	78
Industrie manufacturière	25	34	45	49	45	52
hs pétrole	24	32	44	46	43	49

Source : Elstat, séries Emploi et Valeur ajouté Esa 2010

Annexe 9. Productivité d'1 emploi en termes de CA

	2005	2008	2010	2013	2014
Mines	114	70	67	71	72
Agroalimentaire	93	123	126	133	131
Textile, Habillement, Cui	45	57	57	56	58
Bois	21	33	39	25	24
Papier	103	121	123	171	160
Impression	174	47	56	48	47
Produits pétroliers	1112	3046	3540	5850	7193
Chimie	168	225	173	249	226
Pharmacie	54	95	105	144	96
Caoutchouc, Plastiques	113	127	120	125	128
Produits non métalliques	102	122	104	97	108
Métaux de base	249	322	263	236	254
Produits métalliques	97	95	87	99	92
Produits électroniques	112	108	111	132	128
Produits électriques & o	100	184	152	211	176
Machines & b.d'équipen	102	76	61	72	75
Véhicules routiers	79	93	83	60	73
Autres transports	141	75	51	45	38
Ameublement & autres ir	28	36	33	31	31
Réparation et entretien	nd	59	46	48	45
Production électricité gaz	204	283	291	684	638
Traitement- distrib. Eaué	nd	21	26	41	36
industrie manufacturière	109	134	131	180	182
hs pétrole	92	104	100	131	127

Source : Elstat, série employ ESA 2010 ; Eurostat, série SBS

Annexe 10. Productivité d'1 entreprise en termes de CA

	2005	2008	2010	2013	2014
Mines	2329	1575	1763	1772	1901
Agroalimentaire	700	863	812	901	952
Textile, Habillement, Cuir	191	240	195	190	158
Bois	117	151	134	105	95
Papier	2027	1312	1285	1803	1889
Impression	388	276	260	221	223
Produits pétroliers	58757	2470943	2191371	410167	459260
Chimie	5988	3586	2578	3318	3262
Pharmacie	12946	26467	32458	18283	14255
Caoutchouc, Plastiques	2310	1433	1347	1518	1415
Produits non métalliques	712	820	637	543	575
Métaux de base	2146	5381	4259	3867	4086
Produits métalliques	287	343	337	441	394
Produits électroniques	352	969	1217	1385	1874
Produits électriques et optiques	575	1322	1089	1548	1490
Machines et biens d'équipement	246	547	428	519	565
Véhicules routiers	549	1169	909	760	797
Autres transports	1158	1333	900	1085	802
Ameublement et autres	106	147	119	115	118
Réparation et entretien	nd	194	150	133	111
Production d'électricité et de gaz	51889	1195400	594270	386050	407861
Traitement et distribution de l'eau	nd	6791	7713	6706	5490
ind manif	595	870	801	1211	1194
ind manif hs pétrole	500	668	609	874	828

Source : Eurostat, séries SBS

Annexe 11. Productivité d'1 entreprise en termes de VAB

	2005	2008	2010	2013	2014
Mines	1287	1571	1863	1556	1612
Agroalimentaire	260	293	285	313	326
Textile, Habillement, Cuir	81	90	78	70	57
Bois	62	87	40	13	11
Papier	803	471	328	461	496
Impression	145	222	138	139	148
Produits pétroliers	2833	254671	185971	30869	32516
Chimie	1718	806	748	1119	928
Pharmacie	13731	12080	15587	4824	5598
Caoutchouc, Plastiques	788	449	399	184	156
Produits non métalliques	323	356	219	259	238
Métaux de base	668	1481	781	1309	1430
Produits métalliques	140	138	126	158	128
Produits électroniques	165	495	632	792	1151
Produits électriques et opt	313	494	375	447	318
Machines et biens d'équip	85	255	203	286	282
Véhicules routiers	412	425	415	384	364
Autres transports	448	928	516	1240	694
Ameublement et autres	65	81	64	68	67
Réparation et entretien	nd	110	243	290	267
Production d'électricité et	36073	458404	290922	100834	100522
Traitement et distribution c	nd	36726	21538	13524	11867
Industrie manufacturière	228	317	280	368	343
Industrie manufacturière h	224	296	264	342	317

Source : Elstat, série VAB Esa 2010 ; Eurostat, série SBS

Annexe 12. Formes juridiques d'entreprise en Grèce

Terminologie juridique		
AE Anonymi etaireia = SA		Ανωνυμη Εταιρεια
EPE, Etaireia periorismeni euthini = sarl		Εταιρεια Περιορισμενης ευθηνης
Monoprosopi EPE = sté unipersonnelle à resp limitée		Μονοπροσωπη ΕΠΕ
Atomiki epicheirisi = entreprise personnelle		Ατομικη Επιχειρηση
Eterorrythmi epicheirisi = sté en commandite		Ετερορρυθμη Εταιρεια
Omorrythmi etaireia = SNC (sté en nom collectif)		Ομορρυθμη Εταιρεια
Koinopraxia = association		Κοινοπραξια
Katastima allodapi epicheirisi = ét d'entrep. étrangère		Καταστημα αλλοδαπη Επιχειρηση
Koinonia klironomon = indivision d'héritiers (masse)		Κοινωνια Κληρονομων

Source : auteur

Annexe 13. Recensement de population de 1920 en Grèce. Statuts professionnels

	Indépendants	employés	ouvriers	Total
agriculture	408 704	4 261	67 185	480 150
élevage	12 612	409	8 105	21 126
pêche	561	27	1 259	1 847
ss/tot Agriculture	421 877	4 697	76 549	503 123
1	5 103	1 184	45 881	52 168
2	14 309	1 375	53 918	69 602
3	6 291	611	18 450	25 352
4	1 248	162	2 065	3 475
5	24 700	9 706	34 836	69 242
ss/tot Industrie	51 651	13 038	155 150	219 839
commerce	68 865	17 679	18 305	104 849
services	12 613	54 477	49 359	116 449
Non déclarés	2 247	6 457	105 662	114 366
Total	557 253	96 348	405 025	1 058 626

Source : ESY, recensement de population de 1920

Vincent GOUZI

L'Industrie Grecque de la reconstruction à la crise 1950-2014.

Transformation du produit et permanence des structures d'emploi

Résumé

Les sources statistiques et bibliographiques montrent que l'industrie grecque des 50 dernières années n'est pas un champ de ruines que la crise récente aurait achevé de détruire. Elle a suivi l'évolution générale dans le monde du produit industriel vers le service industriel et des formes immatérielles ou culturelles et de ce fait a échappé au regard des historiens. Elle tient en Grèce une place analogue à celle qu'elle occupe dans l'Union Européenne. Sa spécialisation s'est fortement accrue du fait de son insertion dans des espaces concurrentiels et du fait de la crise. Elle occupe des espaces originaux en Grèce, qui favorisent l'évolution du produit et sa diffusion sur l'ensemble du territoire, loin de l'opposition traditionnelle entre Athènes et la province. Sa diaspora dans le monde a construit un commerce extérieur particulièrement ouvert.

L'entreprise est le lieu géométrique de la croissance, comme elle l'est de l'adaptation à la crise, particulièrement violente depuis 2010. L'entreprise a conduit la restructuration industrielle, la réduction de l'emploi et la modification des formes d'emploi, mais aussi le rétablissement de la productivité et la restauration de son autonomie financière. Cette dernière est construite de manière originale, reposant aussi bien sur l'autofinancement familial que sur des pratiques de report de paiement des dettes bancaires et administratives. Ces stratégies d'entreprise invitent à observer de plus près l'entrepreneuriat en Grèce, sa vigueur, ses caractéristiques en termes de taille, de forme juridique et d'emploi. Elles orientent vers le rôle de la famille et de ses valeurs dans la construction historique de l'esprit d'entreprise, des propriétés de certaines branches d'industrie, du rapport de l'entreprise à l'Etat.

Mots clé : Grèce, crise, Industrie, produit, espaces, entreprise, emploi, famille

Résumé en anglais

The statistical and bibliographical sources show that the Greek Industry of the last 50 years is not a field of ruins which the recent crisis would have finished destroying. It has followed the general evolution in the world of the industrial product towards the industrial service and the immaterial or cultural forms and thereby escaped to historians sight. It holds in Greece a place similar to that hold in the European Union. Its specialization strongly increased because of its insertion in competitive spaces and because of the crisis. It occupies original spaces in Greece, which favor the evolution of the product and its distribution on the whole territory, far from the traditional opposition between Athens and the province. His Diaspora in the world helped to build a particularly opened foreign trade.

The company is the geometrical place of the growth, as it is of the adaptation to the crisis, particularly violent since 2010. The company led the industrial restructuring, the reduction of the employment and the modification of the forms of employment, but also the recovery of the productivity and the restoration of its financial autonomy. The latter is built in a original way, based as well on the family self-financing as on the practices of delaying payments of bank and administrative debts. These corporate strategies invite to a closer observation of the entrepreneurialité in Greece, its vigour, its characteristics in terms of size, legal form and employment. They point to the role of the family and its values in the historic construction of the entrepreneurial spirit, in properties of some branches of industry, in the relation between companies and the State.

Keywords : Greece, crisis, Industry, products, spaces, company, employment, family